Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mardi 9 octobre 2018 à 19 h

5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 9 octobre 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approuver les procès-verbaux de la séance ordinaire du 4 septembre 2018 à 19 h et de la séance extraordinaire du 26 septembre 2018 à 18 h 30 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

10.04 Commentaires

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires de la mairesse et des conseillers.

10.05 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions et de demandes du public.

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.07 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1180235003

Accorder à Entretien Mana inc. un contrat au montant de 142 416,64 $, incluant les taxes, pour les services d'entretien ménager des bureaux administratifs situés au 2e et 3e étage du 2140, avenue Madison, et autoriser une dépense à cette fin de 149 537,47 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (12 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-17171.

20.02 Appel d'offres public

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1173558023

Autoriser à Cardin Ramirez Julien inc. une dépense additionnelle de 192 102,56 $, incluant les taxes, pour l'ajustement des honoraires de services professionnels en lien avec le projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc, pour le réaménagement du parc de la Savane et l'aménagement d'une traverse linéaire dans le secteur Le Triangle (résolution CA17 170225) majorant ainsi le montant total du contrat de 797 466,60$ à 989 569,16 $ incluant les taxes (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 17-16018.

20.03 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1180235001

Accorder à Émondage Plus inc., un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 109 081,38 $ incluant les taxes et comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-17194.

20.04 Appel d'offres public

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184921002

Accorder à Construction Genfor Ltée un contrat au montant de 2 685 392,62 $, incluant les taxes, pour les travaux d'agrandissement du chalet du parc de la Savane et la construction d'un jardin communautaire, et autoriser une dépense à cette fin de 2 759 986,86 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-053.

20.05 Appel d'offres public

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184921003

Accorder à Construction Emcon inc. un contrat au montant de 5 289 329,45 $, incluant les taxes, pour les travaux de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle, et autoriser une dépense à cette fin de 6 347 195,33 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-031.

20.06 Appel d'offres sur invitation

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184921004

Accorder à Vortex Structures Aquatiques Internationales le contrat de fourniture de modules de jeux d'eau dans le cadre du projet de construction d'un chalet et aménagement du nouveau parc Le Triangle et autoriser une dépense à cette fin de 87 161,97 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres sur invitation CDN-NDG-18-AOI-DAI-052.

20.07 Contrat de services professionnels

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185956003

Accorder à Archipel Architecture inc. un contrat de gré à gré pour des services professionnels (architecture – ingénierie) pour le projet d'insonorisation des salles communautaires du centre communautaire Monkland, au montant de 40 034,29 $, incluant les taxes, et autoriser une dépense à cette fin de 46 239, 61 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. Approuver un projet de convention à cette fin. (Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 - Volet 1 : Amélioration de la qualité de vie des personnes aînées - MADA)

20.08 Entente

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558009

Approuver un financement temporaire de 71 304,61 $, incluant les taxes, pour les services professionnels de surveillance des travaux et de contrôle qualitatif dans le cadre du projet Westbury, conformément à l'entente relative à la réalisation de travaux d'infrastructures avec Les développements Armstrong inc. (résolution CA18 170110).

20.09 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185265014

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 333 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Native Immigrant 5442, chemin de la Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H3X 2C5 a/s Mme Carolina Echeverria Directrice artistique	Pour apporter notre soutien aux ateliers offerts dans le cadre du vernissage international de « Tionnhehkwen visions de sémences » du 30 septembre au 14 octobre 2018 à l'Atelier d'art Métèque à Notre-Dame-de-Grâce. Il s'agit d'un concept Mohawk qui existe depuis 2013. 32 artistes participent à cet événement.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 250 $ Peter McQueen 250 $

Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce Bureau 204 Montréal (Québec) a/s Mme Sharon Sweeney M. Paul Cargnello	Pour assurer le succès d'un concert gratuit organisé dans le parc Girouard par le musicien Paul Cargnello.	**TOTAL : 700 $** Sue Montgomery 200 $ Peter McQueen 250 $ Christian Arseneault 250 $
Fondation RÉA 6300, av. de Darlington Montréal (Québec) H3S 2J4 a/s M. Daniel H. Lanteigne Directeur général	Afin d'aider la Fondation qui organise un cocktail-bénéfice « RÉAGIR » le 5 novembre 2018. La Fondation apporte son soutien aux usagers ayant une blessure médullaire (tétraplégie), surdité, ABC, TCC, etc. Cet événement permettra, entre autres, de renouveler de matériel de formation de la langue des signes québécoise (LSQ).	**TOTAL : 700 $** Sue Montgomery 200 $ Lionel Perez 500 $
L'Association culturelle des Guyannais de Montréal 5950, boul. Cousineau CP 29640 Saint-Hubert (Québec) J3Y 9A9 a/s Mme Yvonne Sam, vice-présidente	Pour faciliter l'organisation de la célébration du Mois des Noirs en 2019. Cette activité aura lieu à l'Église anglicane Saint-Paul dans le district de CDN.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 300 $ Magda Popeanu 100 $
L'Association St-Vincent et Grenadines de Montréal inc. Case postale 396, Station Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T3 a/s M. Alfred Dear, président	Pour faciliter l'organisation de ses nombreuses activités annuelles dans l'arrondissement.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
Chevaliers de Rizal et dames des Chevaliers de Rizal - Chapitre central de Mackenzie (M.C.C.) 6664, avenue McLynn Montréal (Québec) H3X 2R6 a/s M. Ramon Posadas, commandant	Pour aider cet organisme à poursuivre ses programmes et activités auprès de la communauté philippine de CDN–NDG.	**TOTAL : 383 $** Marvin Rotrand 383 $
L'Association Pagasinan du Québec inc. | *Pangasinan Association of Quebec Inc.* 5130, avenue Trenholme Montréal (Québec) H4V 1Y5 a/s Mme Estelle Tablas, présidente	Pour assurer le succès du gala organisé par cet organisme.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $

L'Association antiguaise et Barbuda de Montréal inc./ **The Antigua and Barbuda Association of Montreal inc.** 183, succursale Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T4 a/s Mme Erene Anthony Responsable des relations publiques	Pour faciliter la préparation du gala qui célébrera le 37e anniversaire de l'indépendance d'Antigua-et-Barbuda.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
Patrimoine Philippin Montréal **Filipino Heritage Montréal** 5355, av. Cumberland Montréal (Québec) H3W 1H7 a/s M. Al Abdon, coordonnateur a/s M. Bert Abiera, administrateur	Pour la planification du mois de l'Héritage philippin en 2019.	**TOTAL : 250 $** Marvin Rotrand 250 $
P.A.A.L. Partageons le monde 3-4610, Grand Boulevard Montréal (Québec) H4B 2X9 a/s M. Rafael Benitez Directeur artistique	Pour venir en aide au développement du projet #diademuertosNDG 2018 dans l'arrondissement organisé dans le cadre de la fête connue sous le nom de « Jour des morts ». #diademuertosNDG est une exposition collective des autels mexicains le Jour des Morts qui seront préparés par des familles mexicaines invitées à collaborer à cet événement qui aura lieu le 3 novembre 2018 à l'école Rudolf Steiner. L'objectif principal de #diademuertosNDG est que des acteurs communautaires locaux et participants dialoguent entre eux pour découvrir les similitudes concernant leur différentes traditions d'honorer leurs défunts.	**TOTAL : 100 $** Christian Arseneault 100 $
La Ligue des Noirs du Québec 5201, boulevard Décarie Montréal (Québec) H3W 3C2 a/s M. Dan Philip, président	Pour aider cet organisme à poursuivre sa mission de défendre les droits de la communauté noire, contre le profilage racial et la discrimination, surtout au niveau de la justice et de l'emploi.	**TOTAL : 1 200 $** Sue Montgomery 400 $ Magda Popeanu 400 $ Peter McQueen 200 $ Christian Arseneault 200 $

Balconfête/*Porchfest* a/s Mme Aurora Robinson et Mme Sara Ring **Fiduciaire :** Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Bureau 204 Montréal (Québec) H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Afin d'aider à l'organisation des activités du Festival Balconfête/*Porchfest* dans NDG.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 500 $

20.10 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1185284005

Autoriser à la SOCENV le versement d'une contribution financière jusqu'à un montant maximal de 33 000 $ afin que l'organisme puisse rembourser les citoyens qui participent au Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019 et approuver une convention de contribution financière à cet effet.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Bruit

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558052

Édicter une ordonnance autorisant le bruit provoqué par l'exécution de travaux pour la construction d'un nouvel édicule à la station de métro Vendôme, et ce, du 31 octobre 2018 au 31 décembre 2019.

40.02 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1187838003

Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

40.03 Règlement - Avis de motion

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1186954004

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019, dont présentation du projet est faite à même le sommaire décisionnel.

40.04 Règlement - Adoption

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558037

Adopter, sans changement, le Règlement RCA18 17303 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle).

40.05 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558051

Refuser les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), pour la délivrance d'un permis transfomation visant l'aménagement, en cour latérale, d'une unité de stationnement au 5250, boulevard Cavendish - demande de permis 3001449609.

40.06 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558024

Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du Projet particulier PP-75, pour la délivrance du permis visant la première phase de construction sur l'ancien site du motel Raphaël, au 7485, boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue - demande de permis 3001398608.

40.07 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558048

Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant l'installation de 3 nouveaux conduits mécaniques sur le mur est, le remplacement de 4 grilles d'extraction par 4 panneaux tympans et l'installation, au toit, d'une nouvelle cheminée (storbic) et de deux nouveaux conduits mécaniques au 2500, chemin de Polytechnique - secteur du Mont-Royal - demande de permis 3001350173.

40.08 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558046

Adopter le projet de résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845–2875, chemin Bates, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), puis mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184570010

Nommer le maire suppléant du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et déterminer la durée de son mandat.

60 – Information

60.01 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1186954005

Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 août 2018, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2018 comparé avec le 31 août 2017.

60.02 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184535012

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 août 2018.

65 – Avis de motion des conseillers

65.01 Avis de motion des conseillers

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1183571017

Motion demandant le renouvellement de l'entente entre l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et Ville Mont-Royal permettant aux résidents de Glenmount d'utiliser les services de loisirs, de sports et bibliothèque de Ville Mont-Royal.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.03

2018/10/09 19:00

Unité administrative responsable	Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement
Sommet	-
Contrat de ville	-
Projet	-
Objet	Approuver les procès-verbaux de la séance ordinaire du 4 septembre 2018 à 19 h et de la séance extraordinaire du 26 septembre à 18 h 30 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RECOMMANDÉ :

Que les procès-verbaux de la séance ordinaire du 4 septembre 2018 à 19 h et de la séance extraordinaire du 26 septembre à 18 h 30 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce soient approuvés tel que soumis aux membres du conseil avant la présente séance et versés aux archives de l'arrondissement.

Signataire:

Geneviève Reeves

_____

Secrétaire d'arrondissement

Division du greffe
Direction des services administratifs et du greffe
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le mardi 4 septembre 2018 à 19 h au 6400, avenue de Monkland à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Sue Montgomery**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Lionel Perez, conseiller du district de Darlington;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Christian Arseneault, conseiller du district de Loyola.

ainsi que :

Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs et du greffe;
Sonia Gaudreault, directrice des sports, loisirs, culture et du développement social;
Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire-recherchiste.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 19 h.

RÉSOLUTION CA18 170233

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 4 septembre 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, en reportant le point suivant à la séance ordinaire du 9 octobre 2018 :

65.01 - Motion demandant le renouvellement de l'entente entre l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et Ville Mont-Royal permettant aux résidents de Glenmount d'utiliser les services de loisirs, de sports et bibliothèque de Ville Mont-Royal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.02

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA18 170234

APPROBATION - PROCÈS-VERBAL

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Christian Arseneault

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 13 août 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.03

RÉSOLUTION CA18 170235

DÉPÔT - PROPOPOSITION D'UN PLAN D'ACTION - RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

CONSIDÉRANT QUE la Table ronde pour la réduction de la pauvreté dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a rempli le mandat octroyé par le conseil d'arrondissement lors de la séance du 5 décembre 2016.

Mme Sue Montgomery dépose la Proposition d'un Plan d'action 2019-2024 pour la réduction de la pauvreté dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Table ronde pour la réduction de la pauvreté dans CDN-NDG.

Un débat s'engage.

10.04 1183571018

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

- Sue Montgomery

  Remercie la Table ronde pour la réduction de la pauvreté dans CDN-NDG de son plan d'action et des témoignages, et indique son engagement de faire avancer ce dossier.

  Annonce la mise sur pied d'un projet-pilote pour les couches lavables et les produits menstruels durables.

  Indique la présentation d'un dossier pour l'octroi d'une somme pour l'indexation des contributions financières aux groupes communautaires, ainsi qu'un montant pour les groupes communautaires travaillant avec les jeunes.

  Souligne que le processus pour la réalisation du budget pour 2019 est en cours et indique qu'une séance d'information se tiendra le 25 septembre prochain, au bureau d'arrondissement.

  Annonce que le prochain café avec la mairesse prendra la forme d'un 5 à 7 au Salon de thé Gryphon d'or, sur l'avenue de Monkland.



- Lionel Perez

Félicite la Table ronde pour la réduction de la pauvreté dans CDN-NDG pour son plan d'action et ses recommandations et explique que le conseil analysera la façon dont il pourra les implanter.

Annonce la création d'un Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables et en explique les avantages environnementaux et ce qui différencie ce programme de ceux des autres arrondissements.

Indique que le conseil votera sur le rejet des soumissions pour plusieurs contrats car celles-ci sont plus élevées que les estimations des professionnels de l'arrondissement.

Souhaite que l'entente de services avec Ville Mont-Royal pour le secteur Glenmount soit renouvelée.

- Marvin Rotrand

Souligne le décès de Leonard Wharwood, consul honoraire de Grenade au Québec.

Félicite la *Filippino Basketball league of Montreal* et la *North American Basketball League* des tournois s'étant déroulés à Montréal.

Mentionne avoir reçu de nombreuses plaintes de citoyens concernant les travaux de réfection routière sur le chemin de la Côte-Saint-Luc, à l'est du boulevard Décarie, et précise que ceux-ci ne sont pas terminés, notamment en ce qui concerne les entrées charretières.

Souligne la conférence de presse des maires de l'ouest de l'île concernant les limites des districts électoraux.

Souligne la présence de la *Bengladesh Society of Montreal* appuyant la motion 65.02.

- Christian Arseneault

Annonce que la Ville centre a procédé à l'achat de souffleuses à neige pour les arrondissements.

- Magda Popeanu

Remercie la Table ronde pour la réduction de la pauvreté dans CDN-NDG de son travail.

A représenté la Ville de Montréal à l'assemblée annuelle de l'organisme Métropolis, association mondiale des grandes métropoles, à Johannesburg, mentionne les sujets qui ont été abordés et cite un extrait de la déclaration finale qu'elle a eu l'honneur de faire.

Rappelle la lutte contre l'herbe à poux dans l'arrondissement.

- Peter McQueen

Souligne la présence de M. David Birnbaum, député provincial de la circonscription D'Arcy McGee.

En appui à la déclaration de M. Rotrand, précise que les limites de la circonscription D'Arcy-McGee ont été modifiées, faisant en sorte de l'élargir et d'augmenter le nombre de votants, ce qui signifie une baisse de la représentation proportionnelle.

Rappelle que le secteur de Notre-Dame-de-Grâce a été touché par une micro-rafale en 2017 et explique qu'un rattrapage en matière de plantation d'arbres doit être fait dans ce secteur.

A participé à la rencontre du comité de bon voisinage Turcot, précise que Daniel Lambert, défenseur des droits des cyclistes et participant aux rencontres, demandera au MTQ qu'une campagne de sensibilisation soit faite auprès des automobilistes pour le partage de la route, et invite les citoyens à l'appuyer.

Félicite l'organisme Semaine des arts NDG pour l'organisation de ses activités estivales.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA18 170236

MOTION - ENTENTE AVEC VILLE MONT-ROYAL

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Marvin Rotrand

De remettre le point 65.01 à l'ordre du jour de la séance.

Un débat s'engage.

Les conseillers Lionel Perez et Marvin Rotrand votent en faveur la proposition.

Madame la mairesse Sue Montgomery, la conseillère Magda Popeanu et les conseillers Christian Arseneault et Peter McQueen votent contre de la proposition.

PROPOSITION REJETÉE À LA MAJORITÉ

10.09

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Au cours de cette période, les personnes suivantes se sont adressées au conseil sur les sujets mentionnés plus bas :

• Kaisen Coke • Thobani Mlotshwa • Bridget Glustein	Expliquent l'importance du Centre Loyola, l'impact de la hausse du salaire minimum sur ce dernier et demande à ce que l'arrondissement participe financièrement au manque à gagner.
• Hallah Al-Ubaidi	Remercie l'arrondissement de l'indexation et demande à ce que la problématique de la hausse des salaires soit séparée de celle de l'inflation.
• Fahimeh Delavar	À titre de coordonatrice de l'organisme Logis-Action, remercie l'arrondissement pour le financement accordé à l'organisme.
• Michael Shafter	Se questionne sur l'octroi de contrats pour la construction d'installations pour les déchets organiques, et fait des propositions pour réduire la collusion.
• Mélissa Rivest	Rappelle l'importance du renouvellement de l'entente avec Ville Mont-Royal pour le secteur Glenmount et demande l'opinion de la mairesse quant à celle-ci.
• Christopher Deehy	À titre de président de l'Association communautaire de Glenmount, demande à Mme Popeanu et M. McQueen, qui ont appuyé la motion il y a trois ans, s'ils sont enclins à donner de nouveau leur appui, et souligne que si l'entente n'est pas renouvelée, certains services ne seront plus accessibles aux résidents.

Point d'ordre de M. Arseneault concernant la longueur des réponses des conseillers sur la question du secteur Glenmount.

• Adrienn Lukacs	Au nom de la Semaine des arts, remercie l'arrondissement pour le soutien financier et technique dans la réalisation de son programme culturel.



• Paolo Lulumesa	Déplore qu'aucune aire d'exercice canin ne soit aménagée au parc Benny et souhaite qu'un espace de stationnement pour personnes handicapées soit implanté face à sa résidence.
• Kevin Copps	Cite des statistiques concernant le budget de l'arrondissement et demande à ce que la façon de financer les arrondissements soit revue.
• Ebrahim Aslan	Déplore le manque de stationnement dans le secteur du chemin Circle.
• Behrooz Farivar	Remercie la mairesse, MM. McQueen et Arseneault pour leur soutien à l'initiative soulignant l'implication de M. Allmand à la vie de l'arrondissement, en donne le détail, et aimerait qu'un service de transport pour les aînés soit prévu par l'arrondissement pour aller à l'événement. Il suggère à l'arrondissement d'expliquer aux citoyens ce qu'il advient des matières recyclables lors des collectes afin d'encourager l'engagement citoyen.
• Pierre-Éloi Talbot	À titre de membre du conseil d'administration de l'Association communautaire de Glenmount, rappelle que les distances entre les résidences et les installations de Ville Mont-Royal sont moindre qu'avec celles de l'arrondissement et demande si l'arrondissement reconnaît que ne pas renouveler l'entente aurait des impacts importants sur le transport actif des enfants.
• Cathy Glanzberg	Déplore le fait que le CCU ait refusé un permis pour l'aménagement d'une fenêtre en saillie et souhaiterait que chaque côté de rue soit déneigé en priorité, en alternance.

La période de questions et de demandes du public de 90 minutes est maintenant terminée.

RÉSOLUTION CA18 170237

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Sue Montgomery

De prolonger de 15 minutes la période de questions et de demandes du public.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.10

• Marie-Charles Boivin	Remercie l'arrondissement de l'aide financière supplémentaire aux organismes, mais indique que le 1,5 % d'indexation accordé n'est pas suffisant pour couvrir la hausse du salaire minimum et demande de quelle façon l'arrondissement peut s'assurer de soutenir suffisamment les organismes par rapport à l'inflation et la hausse du salaire minimum.
• Caroline Orchard	Remercie l'arrondissement de son soutien financier, déplore les propos tenus sur la page facebook de M. McQueen et demande des excuses.
• Théodore McLaughlin	Demande à quel moment l'arrondissement pourra annoncer un local permanent pour le Dépôt alimentaire NDG et le Centre Loyola.



• Alain Klotz	Indique que le travail effectué quant à l'herbe à poux ne sert à rien dans le secteur Édouard-Montpetit/Decelles puisque le terrain du Collège Jean-de-Brébeuf est propice à sa prolifération et suggère que l'arrondissement impose des amendes aux propriétaires qui ne l'arrachent pas. Il demande également à ce qu'il y ait une présence policière accrue dans le secteur afin de limiter les graffiti et surveiller la sortie des bars.
• Matthew Trecha	À titre de membre de l'Association des piétons et cyclistes de NDG, demande l'échéancier pour l'aménagement de certaines portions de pistes cyclables, notamment sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine et les avenues Notre-Dame-de-Grâce et Fielding, et demande à quel moment l'arrondissement identifiera les pistes qui seront protégées.

La prolongation de 15 minutes de la période de questions et de demandes du public est maintenant terminée.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

• Christian Arseneault	Demande un suivi concernant les risques que des balles de baseball tombent dans l'aire de jeu et l'enjeu de l'ombre dans l'aire de jeux des enfants au parc Loyola. Souligne le mauvais état de l'aire canine du parc Trenholme et demande s'il est possible de réparer la clôture et les tables de pique-nique, et entretenir le terrain.
• Peter McQueen	Demande des précisions concernant l'entente avec le secteur Glenmount.
• Lionel Perez	Demande à la mairesse si l'enjeu concernant le renouvellement de l'entente pour le secteur Glenmount est strictement financier ou s'il s'agit d'un enjeu de principe.

CORRESPONDANCE

Mme Geneviève Reeves dépose un courriel de M. Robert R. Koffler du 30 août 2018 concernant la signalisation à l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et de l'avenue Decelles.

RÉSOLUTION CA18 170238

RECOMMANDATION - PROLONGATION DU CONTRAT - SERVICES DE REMORQUAGE POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT 2018-2019

CONSIDÉRANT QUE le remorquage est une activité qui relève présentement du conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE le comité exécutif peut octroyer des contrats de moins de 500 000 $ qui relèvent de la compétence du conseil d'agglomération.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Sue Montgomery

De demander au comité exécutif d'autoriser la prolongation du contrat avec la compagnie Sauver Remorquage, Ludos Autos inc., pour les services de remorquage pour les opérations de déneigement, appel d'offres numéro 17-16202, pour la saison hivernale 2018–2019, selon les besoins et à la demande, aux prix unitaires soumissionnés plus la variation de l'indice des prix du transport privé de la province de Québec, calculée conformément aux documents d'appel d'offres, pour un montant maximal de 275 656,33 $.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1180235002

RÉSOLUTION CA18 170239

REJET - APPEL D'OFFRES CDN-NDG-18-AOP-DAI-051

ATTENDU QUE l'arrondissement a procédé à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-051 pour les travaux de réaménagement complet de l'aire d'exercice canin (AEC) et des sentiers limitrophes du parc Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE les prix soumis lors de cet appel d'offres sont trop élevés.

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand

De rejeter toutes les soumissions reçues pour les travaux de réaménagement complet de l'aire d'exercice canin et des sentiers limitrophes au parc Notre-Dame-de-Grâce (0170-000) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-051 (4 soumissionnaires).

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1185896004

RÉSOLUTION CA18 170240

REJET - APPEL D'OFFRES PUBLIC CDN-NDG-18-AOP-TP-036



ATTENDU QUE l'arrondissement a procédé à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-036 pour les travaux de réaménagement de l'intersection Westbury/Vézina incluant la construction de saillies et le remplacement des entrées d'eau en plomb;

ATTENDU QUE le prix soumis lors de cet appel d'offres est trop élevé.

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand

De rejeter l'unique soumission reçue pour les travaux de réaménagement de l'intersection Westbury/Vézina incluant la construction de saillies et le remplacement des entrées d'eau en plomb.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.03 1186725005

RÉSOLUTION CA18 170241

REJET - APPEL D'OFFRES PUBLIC CDN-NDG-18-AOP-TP-055

ATTENDU QUE l'arrondissement a procédé à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-055 pour les travaux de construction de saillies à diverses intersections et à la construction d'intersections surélevées à proximité de l'Hôpital Sainte-Justine;

ATTENDU QUE le prix soumis lors de cet appel d'offres est trop élevé.

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand

De rejeter l'unique soumission reçue pour les travaux de construction de saillies à diverses intersections et à la construction d'intersections surélevées à proximité de l'Hôpital Sainte-Justine.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1186725004

RÉSOLUTION CA18 170242

CONTRAT - LES PAVAGES CÉKA INC. - DOS D'ÂNE



Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault

D'accorder à Les Pavages Céka inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 377 692,88 $, taxes incluses, pour la construction de dos d'âne allongés sur divers tronçons de rue à travers l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-054.

D'autoriser une dépense à cette fin de 585 462,17 $, taxes incluses, comprenant les incidences au montant de 170 000 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires le cas échéant.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.05 1186725003

RÉSOLUTION CA18 170243

SOUTIEN FINANCIER - DIFFÉRENTS ORGANISMES (INFLATION)

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand

D'accorder un soutien financier totalisant la somme de 26 107,39 $ à différents organismes, incluant toutes les taxes si applicables, pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2018 et le versement d'un chèque forfaitaire au montant indiqué en regard de chacun d'eux, en guise de mesure de rattrapage en raison de l'inflation, notamment la hausse du salaire minimum à 12 $/h depuis le 1er mai 2018.

D'imputer cette dépense conformément aux informations contenues aux aspects financiers de ce sommaire.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.06 1187772036

RÉSOLUTION CA18 170244

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES - 10 ORGANISMES



Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 3 475 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Femmes du monde à Côte-des-Neiges 6767, chemin de la Côte-des-Neiges Bureau 597 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s Mme Anne-Marie-Webb Coordonnatrice	Afin d'appuyer l'organisation d'une activité contre la violence faite aux femmes qui aura lieu le 5 décembre 2018. Cette activité est organisée annuellement dans le cadre de la journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 500 $
Les Dames de Rizal du Chapitre de Montréal 6395, rue Baillargeon Brossard (Québec) J4Z 1T2 a/s Mme Esphie Manaog, présidente	Pour supporter à l'organisation d'un gala qui aura lieu à l'automne 2018.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
Association des ressortissants de la Grenade de Montréal | *Grenada Nationals Association of Montreal GNAM inc.* C.P. 271, Station Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T4 411-8355, rue Labarre Montréal (Québec) H4P 2S5 a/s Mme Nicole Swann, présidente	Pour soutenir les activités culturelles de l'organisme.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 100 $ Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 100 $
La Compagnie de danse folklorique Philippine de Montréal PAMANA ng LUZVIMINDA 5891, boul. LaSalle Montréal (Québec) H4H 1P6 a/s Mme Sherling Rose de la Paz Présidente	Pour apporter notre soutien à la présentation de la 6e production de danse qui rendra hommage à la fondatrice de cette compagnie, Mme Leticia Bulotano-Wheeler. Les interprètes de cette compagnie de danse, âgés de 13 à 30 ans, évoluent dans un environnement constructif et professionnel leur permettant d'explorer leur identité culturelle.	**TOTAL : 350 $** Sue Montgomery 100 $ Marvin Rotrand 250 $
Le Centre communautaire iraquien | *The Iraqi Community Center* 6767, chemin de la Côte-des-Neiges Bureau 601-4 Montréal (Québec) H3S 2B6 a/s M. Fadi Yacoub, président	Afin d'assurer le succès de l'organisation du 1er bazar annuel de cet organisme dans notre arrondissement qui présentera les arts et métiers traditionnels et offrira de la nourriture de différents pays arabes. Cette activité permettra au centre de continuer son travail auprès des communautés multiethniques de l'arrondissement.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 200 $ Magda Popeanu 200 $ Lionel Perez 100 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

L'Anonyme 5600, rue Hochelaga, bureau 160 Montréal (Québec) H1N 3L7 a/s Mme Sylvie Boivin Directrice générale	Pour autoriser l'achat de 3 billets pour le cocktail bénéfice visant à soutenir les actions locales qui aura lieu le 22 octobre 2018 à La Tohu. Un autobus de cet organisme se déplace 4 soirs/semaine dans les quartiers périphériques de plusieurs arrondissements dont CDN–NDG. Leurs interventions d'effectuent auprès des jeunes, souvent issus de différentes communautés culturelles et ils abordent plusieurs sujets avec eux : sexualité, contraception, décrochage scolaire, gangs de rues, etc.	**TOTAL : 375 $** Sue Montgomery 125 $ Magda Popeanu 125 $ Lionel Perez 125 $
P.A.A.L. Partageons le monde 3-4610, Grand Boulevard Montréal (Québec) H4B 2X9 a/s M. Rafael Benitez Directeur artistique	Pour venir en aide au développement du projet #diademuertosNDG 2018 dans l'arrondissement organisé dans le cadre de la fête connue sous le nom de « Jour des morts ». C'est un événement festif auquel la communauté est conviée pour venir découvrir la signification de la vie et de la mort dans la culture mexicaine qui se déroulera dans une ambiance détendue qui allie artisanat, musique et cuisine traditionnelle. L'événement se tiendra le 3 novembre 2018 à l'école Rudolf Steiner. De plus, cet organisme travaille avec plusieurs organismes de notre arrondissement : Conseil communautaire NDG, la Ruche d'art NDG, les centres communautaires de Walkley et St-Raymond, Bienvenu NDG, etc. pour la sensibilisation à la diversité culturelle et pour aider à l'inclusion et à la cohésion sociale.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 200 $ Peter McQueen 200 $
Carrefour jeunesse-emploi de CDN 6555, chemin de la Côte-des-Neiges Bureau 240 Montréal (Québec) H3S 2A6 a/s M. Brian Smith Coordonateur de projets a/s Mme Debora Bomolo Coordonnatrice de projet en entrepreneuriat collectif	Cet organisme est fiduciaire pour Coop d'initiation à l'entrepreneuriat collectif (CIEC) Notre aide permettra à des jeunes de 14 à 17 ans de vivre une expérience significative pour leur développement personnel, professionnel et social. Le CIEC est un point d'ancrage primordial au développement ainsi qu'à la vie collective de Côte-des-Neiges depuis plus de 20 ans.	**TOTAL : 300 $** Sue Montgomery 300 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Corporation Jardin Communautaire Châteaufort 6767, chemin de la Côte-des-Neiges Bureau 591 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s M. Tommy Gagnon Président du conseil d'administration Corporation Jardin communautaire Châteaufort **Chèque au fiduciaire :** **Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV)**	Pour contribuer au succès de la 12e édition de la Fête du Jardin qui aura lieu le 1er septembre 2018. Cet événement tourne autour du thème « Fête de la récolte ». Le Jardin communautaire Châteaufort est situé dans le quartier Côte-des-Neiges.	**TOTAL : 200 $** Sue Montgomery 100 $ Lionel Perez 100 $
Association des locataires de l'Habitation Mayfair inc. 6900, chemin de la Côte Saint-Luc, Bureau 508 Montréal (Québec) H4V 2Y9 a/s Mme Rita Del Grande	Pour faciliter l'organisation des activités offertes aux résidents majoritairement des aînés-e-s.	**TOTAL : 250 $** Christian Arseneault 250 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.07 1185265013

RÉSOLUTION CA18 170245

CONVENTION ET CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE - LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 25 000 $, incluant toutes les taxes, si applicables à la Cafétéria communautaire MultiCaf pour la réalisation d'un projet pilote visant à bonifier le portrait sur les visages cachés de l'itinérance dans le quartier Côte-des-Neiges et soutenir, par la présence d'un travailleur de milieu, les personnes en situation d'itinérance (Axe 1 : Accompagner et cohabiter dans l'espace public du Plan d'action montréalais – Axe 3 : L'Accompagnement dans la communauté du Plan d'action du comité de quartier. Priorités du projet de Plan stratégique de quartier.).

D'autoriser la signature d'une convention de contribution à cet effet.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



20.08 1187772035

RÉSOLUTION CA18 170246

SOUTIEN FINANCIER AVEC CONVENTION - DIFFÉRENTS ORGANISMES

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Lionel Perez

D'accorder un soutien financier totalisant la somme de 64 770 $, incluant toutes les taxes si applicables, à différents organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dont 50 831 $ dans le cadre de l'édition 2018 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018 - 2021) et 13 939 $ provenant du surplus libre et du budget de fonctionnement de l'arrondissement pour compléter le financement du projet Place aux filles. Approuver les projets de convention à cet effet.

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.09 1187772037

RÉSOLUTION CA18 170247

CONTRAT - BARRIÈRE QMB - BOULEVARD DE MAISONNEUVE

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Christian Arseneault

D'accorder à Barrière QMB, le seul fournisseur au Québec, le contrat au montant de 61 770,43 $, taxes incluses, pour la fourniture et l'installation de bordures munies de bollards pour délimiter les voies cyclables des voies de circulation sur le boulevard De Maisonneuve Ouest, entre la rue Addington et l'avenue Claremont, aux prix et conditions de sa soumission, conformément au contrat de gré à gré CDN-NDG-18-GG-TP-059.
D'autoriser une dépense à cette fin de 61 770,43 $, taxes incluses, comprenant les contingences au montant de 5 615,49 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires le cas échéant.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.10 1186725006

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA18 170248

PROJET PILOTE - PROGRAMME DE SUBVENTION DE GESTION DE PRODUITS D'HYGIÈNE DURABLES

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Sue Montgomery

D'approuver la création d'un projet pilote pour un Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables.

De réserver un montant annuel de 30 000 $ pour deux ans à même les surplus libres de l'arrondissement.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.01 1185284004

RÉSOLUTION CA18 170249

ORDONNANCE - AGRANDISSEMENT DE L'ÉCOLE IONA

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Peter McQueen

D'édicter, en vertu de l'article 20 *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M, c. B-3) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, l'ordonnance numéro OCA18 17047 autorisant le bruit provoqué par l'exécution des travaux de polissage de béton pour l'agrandissement de l'école Iona pendant 2 nuits entre le 22 octobre et le 2 novembre 2018.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1183558047

RÉSOLUTION CA18 170250

ORDONNANCES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - SEPTEMBRE 2018

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Sue Montgomery



D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 4 septembre 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances numéros OCA18 17048, OCA18 17049 et OCA18 17050 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1187772039

RÉSOLUTION CA18 170251

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA18 17304

ATTENDU QUE le règlement visant à autoriser l'occupation d'une partie du rez-de-chaussée et de la mezzanine du bâtiment situé au 4054, rue Jean-Talon ouest, à des fins de garderie, en vertu de l'article 134 de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (RLRQ, c. S-4.1.1) a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 13 août 2018, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU QUE le montant de la garantie bancaire a été revu;

ATTENDU QUE l'article 6 du règlement a été modifié en conséquence;

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement modifié ont été mises à la disposition du public.

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Sue Montgomery

D'adopter, avec modification, le Règlement RCA18 17304 visant à autoriser l'occupation d'une partie du rez-de-chaussée et de la mezzanine du bâtiment situé au 4054, rue Jean-Talon Ouest, à des fins de garderie, en vertu de l'article 134 de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (RLRQ, c. S-4.1.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1183558032

RÉSOLUTION CA18 170252

FRAIS DE PARC - LOT 3 320 481

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Lionel Perez



D'accepter la somme de 201 350 $ à des fins de frais de parcs, équivalant à 10 % de la valeur du site, pour une opération cadastrale ayant pour effet de morceler un lot portant le numéro 3 320 481.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1183558049

RÉSOLUTION CA18 170253

PIIA - 4980, RUE BUCHAN

CONSIDÉRANT que le bâtiment situé au 4980, rue Buchan, est soumis à l'application du projet particulier PP-71;

CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement a pris connaissance de l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme (CCU) formulé lors de la séance du 25 juillet 2018;

CONSIDÉRANT que les travaux proposés, visant l'ajout de 2 étages au bâtiment situé au 4980, rue Buchan, sont conformes aux articles 27 et 29 du PP-71, ainsi qu'aux articles 30 et 668 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276).

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault

D'approuver les travaux proposés aux plans préparés par la firme d'architecture Atelier Christian Thiffault, numérotés A-100 à A-108, A-300 à A-304, A-351, A-352, A-430 à A-432, A-700, A-900 et A-901, estampillés le 20 août 2018, ainsi que les fiches technique des unités de climatisation et de compensation, tous annexés au dossier et faisant l'objet de la demande de permis de transformation 3001417112, pour laquelle l'approbation du conseil est requise, en vertu du Projet particulier PP-71, articles 27 et 29 et en vertu du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), articles 30, 32 et 668.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1183558044

RÉSOLUTION CA18 170254

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS - JUILLET 2018

Mme Sue Montgomery dépose les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 juillet 2018.



60.01 1184535011

RÉSOLUTION CA18 170255

MOTION - AUNG SAN SUU KYI

ATTENDU QUE les Rohingya, un peuple musulman provenant de l'État de Rakhine, au Myanmar, souffrent depuis longtemps d'une discrimination dont le gouvernement du Myanmar fait la promotion, et que cette discrimination a engendré une campagne de nettoyage ethnique que les Nations unies qualifient de génocide dans leur rapport du 27 août 2018;

ATTENDU QUE, dans le cadre de ce génocide, plus de 25 000 hommes, femmes et enfants Rohingya ont été tués, qu'un grand nombre de viols a eu lieu, que des enfants ont été attaqués, que des centaines de villages ont été incendiés, que des personnes ont disparu et que tous les droits de la personne ont été suspendus, ce qui a forcé plus de 720 000 réfugiés à fuir au Bangladesh, un pays voisin, pour protéger leurs vies;

ATTENDU QUE, selon le rapport des Nations unies, « *Les crimes commis dans l'État de Rakhine et la manière dont ils ont été perpétrés sont de nature, de gravité et de portée similaires à ceux qui ont permis que l'intention génocidaire soit établie dans d'autres contextes »;*

ATTENDU QUE le rapport de l'Honorable Bob Rae sur la crise des Rohingyas est déposé séance tenante par M. Marvin Rotrand;

ATTENDU QU'Aung San Suu Kyi, la leader de facto du gouvernement civil du Myanmar, s'est vu remettre une citoyenneté canadienne honoraire le 17 octobre 2007;

ATTENDU QUE l'absence de réponse internationale forte a permis au Myanmar d'agir en toute impunité;

ATTENDU QUE l'honorable Irwin Cotler, ancien député de Mont-Royal et président du Centre Raoul-Wallenberg pour les droits de la personne, qui se trouve dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, a demandé au Canada de dépouiller Aung San Suu Kyi de son titre de citoyenne honoraire canadienne.

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Lionel Perez
Christian Arseneault

Que le conseil d'arrondissement apporte son appui à la proposition voulant que le Canada dépouille Aung San Suu Kyi de son titre de citoyenne honoraire canadienne.

Que le Canada demande avec instance à la Cour pénale internationale d'enquêter immédiatement sur les personnes accusées de crime contre l'humanité dans le rapport des Nations unies, bien que le Myanmar ne soit pas signataire du Statut de Rome.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Que le conseil d’arrondissement demande avec instance au Canada d’imposer au Myanmar des sanctions rigoureuses, allant au-delà de l’interdiction de voyager et du gel des actifs de plusieurs commandants militaires du Myanmar annoncés en juin, et de collaborer avec la communauté internationale afin d’imposer au Myanmar un embargo total sur les armes et une interdiction de faire du commerce.

Que le conseil d’arrondissement demande avec instance au Comité Nobel norvégien de dépouiller Aung San Suu Kyi du prix Nobel de la paix qui lui a été attribué en 1991.

Qu’une copie de cette motion soit déposée au conseil municipal de la Ville de Montréal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

65.02 1183571019

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 22 h 30.

_____	_____
Sue Montgomery	Geneviève Reeves
La mairesse d’arrondissement	La secrétaire d’arrondissement

Les résolutions CA18 170233 à CA18 170255 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le mercredi 26 septembre 2018 à 18 h 30 au 5160, boulevard Décarie, 4e étage à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Sue Montgomery**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Magda Popeanu, conseiller du district de Côte-des-Neiges;
Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Christian Arseneault, conseiller du district de Loyola.

ainsi que :

Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Richard Gourde, conseiller en aménagement;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste.

M. Lionel Perez, conseiller du district de Darlington est absent.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 30.

RÉSOLUTION CA18 170256

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 26 septembre 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.01

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

Aucun commentaire.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU PUBLIC

- Jean-Claude Marsan — Éprouve de la difficulté à voir la relation entre l'espace de la maison existante et le nouvel espace proposé puisque selon lui, la superficie habitable initiale était de 231 m^2 alors que celle proposée est de 520 m^2 et se questionne sur l'exactitude des plans qui ont été soumis à l'arrondissement et sur les inspections réalisées avant l'octroi des permis.

- Annick Germain — S'enquiert de la raison des travaux d'abaissement du trottoir du côté gauche du bâtiment, rappelle l'importance de la préservation du couvert végétal car le bâtiment se trouve sur le flanc du mont Royal et déplore qu'un arbre ait déjà été abattu.

- François Colin — À titre de voisin immédiat du bâtiment, déplore l'installation de fenêtres en vis-à-vis, la perte d'ensoleillement dans son jardin et l'aspect architectural du projet.

INTERVENTION DU REQUÉRANT POUR LE DOSSIER 40.01

- Peter Frantzesko — Explique le processus suivi pour la modification du bâtiment, dit avoir été inspiré, pour l'architecture, de constructions similaires dans le secteur ainsi qu'à Westmount et mentionne que la démolition du bâtiment n'était pas prévue, ni dans le cadre du projet, ni dans son budget, mais qu'en raison de matériaux pourris causés par une infiltration d'eau, l'entrepreneur n'a eu d'autre choix que de démolir puisque la structure du bâtiment n'était plus assez solide. Il présente des photos démontrant l'état de la structure du bâtiment. Malgré l'inspection réalisée lors de l'achat, rien n'a pu être décelé et il s'agirait de vices cachés.

  Explique qu'un arbre a dû être abattu dans la cour arrière en raison de l'agrile du frêne et qu'il a obtenu un permis de la Ville à cet effet. Il confirme que son intention est de conserver les arbres présents sur le terrain.

  Explique l'erreur quant à l'agrandissement de 3 pieds à l'arrière du garage et ne croyait pas qu'il s'agissait d'une extension causant un irritant au voisinage puisqu'il suivait la ligne de la fondation. Il aimerait qu'un délai de 180 jours plutôt que 60 lui soit accordé pour rendre conforme le bâtiment approuvé par le CCU puisqu'avec les délais pour l'obtention des documents requis, notamment du certificat de localisation, et les conditions hivernales qui seront à considérer sous peu, il doute être en mesure de réaliser les modifications en 60 jours. Il mentionne que 80 % du mur latéral droit de la propriété est à plus de 1,5 mètre du bâtiment voisin et que 20 % se trouve à 1,5 mètre de la ligne de propriété, comme le requiert le règlement.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

- Peter McQueen — S'enquiert des normes à respecter en matière de superficie de plancher pour un agrandissement, de l'impact de la nouvelle construction sur l'abattage d'arbres et sur l'obligation de replanter, et demande si un comparatif est réalisé avec les maisons voisines en terme d'implantation et de superficie de plancher.

  Demande si une mise en garde est faite auprès des requérants lorsque leur projet inclut une démolition s'approchant de la limite de 50 %.

- Magda Popeanu — Rappelle que le CCU prend ses décisions sur la base des données qu'on lui présente, s'enquiert des informations qui lui ont été fournies et est surprise de l'approbation de l'architecture du bâtiment par celui-ci.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Demande si le requérant a déposé un certificat de localisation avec sa demande et indique qu'il serait possible de valider sur quelle superficie l'ancien propriétaire payait ses taxes foncières.

Demande si un tel projet de démolition et de remplacement aurait pu avoir été conforme et approuvé par l'arrondissement si le requérant l'avait été initialement déposé comme tel.

- Marvin Rotrand — Demande des précisions sur les étapes ayant mené à l'arrêt de chantier, sur le pourcentage de démolition du bâtiment, sur la procédure en matière d'inspection pour l'émission de ce type de permis.

  S'enquiert des options du conseil d'arrondissement pour la décision et pour l'imposition de conditions, ainsi que des étapes subséquentes.

- Christian Arseneault — Se questionne sur la personne qui aurait l'expertise pour lever le drapeau rouge et établir que le projet va plus loin que ce qui a été autorisé au permis.

RÉSOLUTION CA18 170257

APPEL DE LA DÉCISION - COMITÉ DE DÉMOLITION - 4775, AVENUE ROSLYN

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

De reporter l'étude de ce dossier à la séance ordinaire du 9 octobre 2018 ou à une séance subséquente.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1183558039

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 20 h 05.

Sue Montgomery La mairesse d'arrondissement	Geneviève Reeves La secrétaire d'arrondissement

Les résolutions CA18 170256 à CA18 170257 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1180235003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant de 142 416,64 $ incluant les taxes, à Entretien Mana inc. pour les services d'entretien ménager des bureaux administratifs situés au 2e et 3e étage du 2140, avenue Madison, à la suite de l'appel d'offres public numéro 18-17171, et autoriser une dépense à cette fin de 149 537,47 $ comprenant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant - 12 soumissionnaires.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Entretien Mana inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les services d'entretien ménager des bureaux administratifs situés au 2e et 3e étage du 2140, avenue Madison, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 142 416,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 18-17171.

D'autoriser une dépense à cette fin de 142 416,64 $, taxes incluses.

D'autoriser une dépense additionnelle de 7 120,83 $ (incluant les taxes) à titre de budget de contingences.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-03 11:06

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180235003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant de 142 416,64 $ incluant les taxes, à Entretien Mana inc. pour les services d'entretien ménager des bureaux administratifs situés au 2e et 3e étage du 2140, avenue Madison, à la suite de l'appel d'offres public numéro 18-17171, et autoriser une dépense à cette fin de 149 537,47 $ comprenant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant - 12 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le contrat actuel d'entretien ménager pour les bureaux administratifs du 2140 Madison se termine le 29 septembre 2018. À la demande de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce, un appel d'offres public a été lancé le 15 août 2018 afin de fournir les 2e et 3e étages des bureaux administratifs de services d'entretien ménager pour les 3 prochaines années avec deux (2) possibilités de prolongation de un (1) an. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 4 septembre 2018 et douze (12) firmes ont déposé une offre de service. L'entreprise Entretien Mana inc. a été retenue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170266 - D'autoriser la prolongation du contrat conclu avec la firme Entretien Mana inc. pour une période additionnelle de 12 mois aux mêmes termes et conditions, soit du 30 septembre 2017 au 29 septembre 2018, pour l'entretien ménager du 3^{e} étage au 2140, avenue Madison (bureaux administratifs des Travaux publics) - Appel d'offres public 13-13039, pour un montant total de 29 213,08 $ (taxes incluses).

CA16 170247 - D'autoriser la prolongation du contrat conclu avec la firme Entretien Mana inc. pour une période additionnelle de 12 mois aux mêmes termes et conditions, soit du 30 septembre 2016 au 29 septembre 2017, pour l'entretien ménager du 3^{e} étage au 2140, avenue Madison (bureaux administratifs des Travaux publics) - Appel d'offres public 13-13039, pour un montant total de 28 640,27 $ (taxes incluses).

CA13 170310 - D'accorder à Entretien Mana inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'entretien ménager du 3^{e} étage du 2140, avenue Madison (bureaux administratifs des Travaux publics) pour les années 2013 à 2016, aux prix et conditions de

sa soumission, conformément à l'appel d'offres public, soumission 13-13039. D'autoriser une dépense à cette fin de 84 224,94 $, taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant.

CA11 170287 - D'autoriser à la firme Services d'entretien d'édifice ALLIED (Québec) inc. le contrat pour l'entretien ménager d'une surface de 1800 mètres carrés du 2140, avenue Madison (bureaux administratifs des Travaux publics) pour une durée de 24 mois, conformément à l'appel d'offres sur invitation TP-ENT-01-11, pour un montant de 55 825 $ avant les taxes, soit un total de 63 921 $ incluant les taxes.

DESCRIPTION

Le présent contrat vise à effectuer l'entretien ménager dans les bureaux administratifs des Travaux publics (2e et 3e étage) situés au 2140, avenue Madison, ainsi que les escaliers qui le desservent. Le contrat inclut tous les matériaux, équipements, outils, accessoires, produits d'entretien et produits consommables nécessaires à l'exécution du contrat. Le contrat débute le 15 octobre 2018 et est pour une durée de trente-six (36) mois avec deux (2) options de renouvellement de un (1) an.

Dans le cas ou l'adjudicataire ne remplit pas les exigences contractuelles, des pénalités sont prévues au contrat suivant l'envoi d'un avis de non-conformité. Ces pénalités pourront être appliquées tant et aussi longtemps que les exigences contractuelles ne sont pas respectées. De plus, tel que décrit à la clause 13.04 du contrat, celui-ci peut être résilié par le donneur d'ordre, sur avis écrit, pour les défauts décrits à la clause.

Des contingences de 5 % du montant de la soumission doivent être ajoutées. Ce montant servira à couvrir toutes dépenses imprévues, comme par exemple le nettoyage après sinistre ou autre. À noter que ce montant ne sera pas versé à l’adjudicataire si aucune demande de dépenses imprévues n’est faite de la part de l’arrondissement.

JUSTIFICATION

Il y a eu 18 preneurs du cahier des charges, 12 soumissionnaires et 6 désistements. Donc 67 % des preneurs du cahier des charges ont déposé une soumission et 33 % ne l'ont pas fait.

Puisque l'OBNL Coforce inc. déclare être exempt de taxes, le montant de la soumission qui doit être pris en considération est le montant total de sa soumission. Suivant la clause 1.12.02 de la section Régie de l'appel d'offres et pour maintenir le principe d'égalité entre les différents soumissionnaires qui ne sont pas des OBNL, il faut retrancher du montant total, les sommes représentant les TPS et TVQ (100 % TPS et 50 % TVQ) car la Ville récupère ces sommes. Suivant cette analyse, il appert, des soumissions reçues, que Coforce inc. n'est pas le plus bas soumissionnaire conforme.

L'analyse de conformité administrative de la soumission la plus basse conforme, Entretien Mana inc., avec un prix de 142 416,64 $ taxes incluses, a été réalisée par le service de l'approvisionnement alors que l'analyse technique a été effectuée par l'arrondissement.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation est expliqué par le marché des entreprises en entretien ménager qui est très compétitif.

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (tx incl.)	Ristournes	Total Net
Entretien Mana inc.	142 416,64 $	12 371,27 $	130 045,37 $

Coforce inc.	130 791,89 $	0,00 $	130 791,89 $
4527984 Canada inc. (FASRS STS Maintenance).	149 642,26 $	12 998,93 $	136 643,33 $
Services d'entretien Geni-Jean inc.	165 273,34 $	14 356,75 $	150 916,59 $
Les services d'entretien Alfid ltée.	170 680,66 $	14 826,46 $	155 854,20 $
F.D. Maintenance 2011 inc.	171 904,57 $	14 932,78 $	156 971,79 $
Services d'entretien Yoscam inc.	176 284,27 $	15 313,24 $	160 971,03 $
Services d'entretien Globel (4182901 Canada inc.).	176 951,12 $	15 371,16 $	161 579,96 $
2968-1913 Québec inc.	179 936,61 $	15 630,50 $	164 306,11 $
Service d'entretien Carlos inc.	184 489,28 $	16 025,98 $	168 463,30 $
Entretien ménager Gestion Techno Pro.	187 363,26 $	16 275,63 $	171 087,63 $
Entretien Futura inc.	213 455,92 $	18 542,22 $	194 913,70 $
Dernière estimation réalisée	166 771,53 $		152 284,34 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			156 878,74 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			20,6 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			64 868,33 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			49,9 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-22 238,97 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-14,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			746,52 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			0,6 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent contrat représente une hausse de 12.0% par rapport à la dernière prolongation du contrat octroyée à la même compagnie d'entretien en 2017 (GDD 1136363003 Addenda). L'écart s'explique par l'augmentation du taux horaire qui passe de 19.92 $/h en 2017 à 22.64 $/h en 2018. Rappelons que le contrat original a été signé en 2013 pour une période de trois ans avec la possibilité de deux prolongations d'un an chacune.

En 2018, les crédits requis pour imputer cette dépense nette de ristourne sont de l'ordre de 10 678.32 $. Les fonds sont disponibles au budget de fonctionnement de la Direction des Travaux Publics de l'arrondissement, dans le centre de responsabilité 300717 - CDN - Voirie. La dépense sera imputée selon les instructions décrites dans la certification de fonds.

La DA 568868 a été émise pour réserver les fonds nécessaires au système comptable de la Ville.

Pour l'année 2019, les crédits nécessaires sont prévus dans le budget de fonctionnement de la direction. Pour les années subséquents des montants seront à prévoir lors de la confection du budget de fonctionnement à la Direction des Travaux Publics de

l'arrondissement.

Calcul de la ristourne pour l'achat de biens et services						
239 753,28 $						
		2018	**2019**	**2020**	**2021**	**TOTAL**
Soumission	100%	10 171,04 $	40 835,40 $	41 440,39 $	31 420,65 $	123 867,48 $
T.P.S	5%	508,55 $	2 041,77 $	2 072,02 $	1 571,03 $	6 193,37 $
T.V.Q	9,975%	1 014,56 $	4 073,33 $	4 133,68 $	3 134,21 $	12 355,78 $
Total Taxes incluses		11 694,15 $	46 950,50 $	47 646,09 $	36 125,89 $	142 416,64 $
Ristourne TPS	100%	(508,55) $	(2 041,77) $	(2 072,02) $	(1 571,03) $	(6 193,37) $
Ristourne TVQ	50%	(507,28) $	(2 036,67) $	(2 066,84) $	(1 567,10) $	(6 177,89) $
Déboursé Net		10 678,32 $	42 872,07 $	43 507,23 $	32 987,75 $	130 045,37 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le devis a été fait pour un entretien écologique en suivant la politique LEED Canada.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Francesca RABY)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Geneviève REEVES, 20 septembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Johannie LEMELIN
Agente technique en ingénierie municipale

Tél : 514 872-2389
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-19

Pierre P BOUTIN
Directeur des travaux publics

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1180235003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Objet :	Accorder un contrat au montant de 142 416,64 $ incluant les taxes, à Entretien Mana inc. pour les services d'entretien ménager des bureaux administratifs situés au 2e et 3e étage du 2140, avenue Madison, à la suite de l'appel d'offres public numéro 18-17171, et autoriser une dépense à cette fin de 149 537,47 $ comprenant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant - 12 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17171_DetCah.pdf 18-17171 pv.pdf 18-17171_TCP.pdf 18-17171_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-20

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17171
Numéro de référence : 1191221
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : A59 - Entretien ménager pour les bureaux administratifs des travaux publics au 2140, avenue Madison (2e et 3e étage)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
2968-1913 Qc Inc. Services d'entretien Inter-Québec Inc.. 9235 Pierre Bonne Montréal, QC, H1E 7J6	Monsieur Donato Rainone Téléphone : 514 328-1357 Télécopieur : 514 328-8064	**Commande : (1481740)** 2018-08-21 10 h 59 **Transmission :** 2018-08-21 11 h 19	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
4182901 CANADA INC. 1520, 1 Avenue Sainte-Catherine, QC, J5C 1C5	Monsieur Duarte Almeida Téléphone : 450 638-4692 Télécopieur : 450 638-9395	**Commande : (1480125)** 2018-08-16 10 h 37 **Transmission :** 2018-08-16 10 h 37	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
4M Maintenance 6300 Du Parc Bureau 202 Montréal, QC, H2V 4H8	Madame Nancy Sousa Téléphone : 514 274-9933 Télécopieur :	**Commande : (1480206)** 2018-08-16 12 h 26 **Transmission :** 2018-08-16 12 h 26	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXIA SERVICES. 13025, Jean Grou Montréal, QC, H1A 3N6	Monsieur Jean-Emmanuel Arsenault Téléphone : 514 642-3250 Télécopieur : 514 642-3430	**Commande : (1480706)** 2018-08-17 12 h 10 **Transmission :** 2018-08-17 12 h 10	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Coforce Inc. 11301, Maribeau Montréal, QC, H1J 2S2 http://www.coforce.ca	Monsieur Michel Ladouceur Téléphone : 514 354-3430 Télécopieur : 514 354-5887	**Commande : (1479815)** 2018-08-15 15 h 23 **Transmission :** 2018-08-15 15 h 23	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Entretien Futura 2333 boul de la Renaissance Laval, QC, H7L 4L5 http://entretienfutura.com	Monsieur Franklin Romero Téléphone : 450 625-7489 Télécopieur : 450 963-1458	**Commande : (1480210)** 2018-08-16 12 h 31 **Transmission :** 2018-08-16 12 h 31	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Entretien Mana Inc. 331 Ivan Pavlov Laval, QC, H7M 4H6	Monsieur Marino Almache Téléphone : 450 933-9533	**Commande : (1480240)** 2018-08-16 13 h 27 **Transmission :** 2018-08-16 13 h 27	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

	Télécopieur : 450 933-9534		
Entretien Ménager Gestion Techno Pro 2441, rue Montbéliard Mascouche, QC, J7K3N4	Monsieur Gilles Roseberry Téléphone : 450 968-1510 Télécopieur : 450 968-0295	**Commande : (1482058)** 2018-08-21 22 h 38 **Transmission :** 2018-08-21 22 h 38	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
F.D. Maintenance 2011 Inc. 12280, rue April Montréal, QC, H1B 5N5	Madame Lucia Di Campo Téléphone : 514 325-3678 Télécopieur : 514 325-0972	**Commande : (1479848)** 2018-08-15 15 h 52 **Transmission :** 2018-08-15 15 h 52	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Geni-Jean 966 Berlier Laval, QC, H7L4K5	Monsieur Mathieu Cartier Téléphone : 514 826-9503 Télécopieur :	**Commande : (1486041)** 2018-08-31 11 h 03 **Transmission :** 2018-08-31 11 h 03	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe Alfid 500 Place d'Armes, Bureau 2300 Montréal, QC, H2Y 2W2 http://www.ailfid.com	Monsieur Joël Chareyron Téléphone : 514 402-9260 Télécopieur : 514 282-7654	**Commande : (1480980)** 2018-08-20 8 h 57 **Transmission :** 2018-08-20 8 h 57	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les services d'entretien RJ Messier Inc. 2248 Boul. René-gaultier app. 3 Varennes, QC, J3X2K9	Monsieur JOEL MESSIER Téléphone : 438 863-0429 Télécopieur :	**Commande : (1482838)** 2018-08-23 10 h 48 **Transmission :** 2018-08-23 10 h 48	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MC Services Aux Immeubles Inc 4422-A Rue Louis-B Mayer Lavaltrie, QC, H7N4T5 http://Www.mc-sai.com	Monsieur Miguel Cubides Téléphone : 514 258-6456 Télécopieur :	**Commande : (1481080)** 2018-08-20 10 h 08 **Transmission :** 2018-08-20 10 h 08	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Paysagiste Nord Ouest Inc. 1151 rue Langlois Saint-Jérôme, QC, J5L 1V4	Monsieur Claude Parent Téléphone : 450 565-8069 Télécopieur : 450 565-8069	**Commande : (1483264)** 2018-08-24 9 h 57 **Transmission :** 2018-08-24 9 h 59	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Placement potentiel inc 111 Av Donegani Montréal, QC, H9R2W3 http://www.placementpotentiel.com	Monsieur John Dirlik Téléphone : 514 694-0315 Télécopieur :	**Commande : (1483734)** 2018-08-27 9 h 52 **Transmission :** 2018-08-27 9 h 52	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Service D'entretien Carlos Inc. 8610, du Creusot Montréal, QC, H1P 2A7	Monsieur Walther Carlos Téléphone : 514 727-3415 Télécopieur : 514 722-3038	**Commande : (1481149)** 2018-08-20 11 h **Transmission :** 2018-08-20 11 h	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
sts maintenance 400 rue de l'Aqueduc Montréal, QC, H3C1Z6 http://www.stsmaintenance.com	Monsieur Stefan Tremblay Téléphone : 514 312-8283 Télécopieur : 514 448-2412	**Commande : (1480563)** 2018-08-17 9 h 32 **Transmission :** 2018-08-17 9 h 32	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Yoscam inc 6300 Chambery J4Z 0N7 Brossard, QC, J4Z0N7	Monsieur Jesus Camacho Téléphone : 514 578-2519 Télécopieur :	**Commande : (1484615)** 2018-08-28 15 h 23 **Transmission :** 2018-08-28 15 h 23	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP18 0490

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 4 septembre 2018 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, technicienne juridique – Service du greffe
M. Denis Delorme, agent de bureau – Service du greffe
M. Jacques Rochon, préposé à l'atelier d'impression – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 18-17171

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A59 – Entretien ménager pour les bureaux administratifs des travaux publics au 2140, avenue Madison (2e et 3e étage) » sont ouvertes par l'agent de bureau du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
COFORCE INC. 11301, rue Mirabeau Anjou (Québec) H1J 2S2	130 791,89 $
	(Cautionnement de 5 000 $)
ENTRETIEN MANA INC. 331, boulevard Ivan-Pavlov Laval (Québec) H7M 4H6	142 416,63 $
	(Traite bancaire de 5 000 $)
4527984 CANADA INC. (F.A.S.R.S. STS MAINTENANCE) 400, rue de l'Aqueduc Montréal (Québec) H3C 1Z6	149 642,26 $
	(Cautionnement de 5 000 $)
SERVICES D'ENTRETIENS GENI-JEAN INC. 966, rue Berlier Laval (Québec) H7L 4K5	165 000,34 $
	(Cautionnement de 5 000 $)
LES SERVICES D'ENTRETIEN ALFID LTÉE 500, place d'Armes, bureau 2300 Montréal (Québec) H2Y 2W2	170 680,66 $
	(Cautionnement de 5 000 $)
F.D. MAINTENANCE 2011 INC. 12280, rue April Montréal (Québec) H1B 5N5	171 904,57 $
	(Cautionnement de 5 000 $)
SERVICES D'ENTRETIEN YOSCAM INC. 5870, rue Carrière Brossard (Québec) J4Z 0S9	176 294,27 $
	(Mandat bancaire de 5 000 $)

.../2

SP18 0490/2

Soumissionnaires	**Prix**
4182901 CANADA INC. (SERVICE D'ENTRETIEN GLOBEL) 1520, 1ère Avenue Sainte-Catherine (Québec) J5C 1C5	176 951,12 $
	(Cautionnement de 5 000 $)
2968-1913 QUÉBEC INC. 9235, rue Pierre-Bonne Montréal (Québec) H1E 7J6	179 936,61 $
	(Cautionnement de 5 000 $)
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC. 8610, rue du Creusot Montréal (Québec) H1P 2A7	184 479,24 $
	(Cautionnement de 5 000 $)
ENTRETIEN MÉNAGER GESTION TECHNOPRO INC. 2441, rue de Montbéliard Mascouche (Québec) J7K 3N4	187 363,26 $
	(Traite bancaire de 5 000 $)
ENTRETIEN FUTURA INC. 2333, boulevard de la Renaissance Laval (Québec) H7L 4L5	213 068,91 $
	(Mandat bancaire de 5 000 $)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 15 août 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/gb

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Technicienne juridique – Service du greffe

Denis Delorme
Agent de bureau – Service du greffe

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17171

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	0	-	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses	Données: Somme de Coût Net de taxes	
Coforce inc.											
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	29 701,60 $	- $	29 701,60 $	
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 108,32 $	- $	8 108,32 $	
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	4 792,89 $	- $	4 792,89 $	
		Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	30 660,60 $	- $	30 660,60 $	
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 370,12 $	- $	8 370,12 $	
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	4 959,44 $	- $	4 959,44 $	
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	30 770,20 $	- $	30 770,20 $	
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 400,04 $	- $	8 400,04 $	
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	5 028,68 $	- $	5 028,68 $	
Total (Coforce inc.)								**130 791,89 $**	**- $**	**130 791,89 $**	
Entretien Mana inc.											
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	31 016,80 $	35 661,57 $	32 563,76 $	
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 467,36 $	9 735,35 $	8 889,67 $	
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	1 200,00 $	1 379,70 $	1 259,85 $	
		Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	31 482,60 $	36 197,12 $	33 052,79 $	
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 594,52 $	9 881,55 $	9 023,17 $	
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	1 212,00 $	1 393,50 $	1 272,45 $	
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	31 948,40 $	36 732,67 $	33 541,83 $	
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 721,68 $	10 027,75 $	9 156,67 $	
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	1 224,12 $	1 407,43 $	1 285,17 $	
Total (Entretien Mana inc.)								**123 867,48 $**	**142 416,64 $**	**130 045,37 $**	*
4527984 Canada inc. (FASRS STS Maintenance).											
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	32 195,00 $	37 016,20 $	33 800,73 $	

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17171

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	0	-	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Données		
								Montant sans taxes	Montant taxes incluses	Somme de Coût Net de taxes
4527984 Canada inc. (FASRS STS Maintenance).	0	Première année du contrat	2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 789,00 $	10 105,15 $	9 227,35 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	2 400,00 $	2 759,40 $	2 519,70 $
		Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	32 195,00 $	37 016,20 $	33 800,73 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 789,00 $	10 105,15 $	9 227,35 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	2 400,00 $	2 759,40 $	2 519,70 $
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	32 195,00 $	37 016,20 $	33 800,73 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 789,00 $	10 105,15 $	9 227,35 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	2 400,00 $	2 759,40 $	2 519,70 $
Total (4527984 Canada inc. (FASRS STS Maintenance).)								**130 152,00 $**	**149 642,26 $**	**136 643,33 $**
Services d'entretien Geni-Jean inc.										
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	29 660,50 $	34 102,16 $	31 139,82 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 097,10 $	9 309,64 $	8 500,94 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	10 050,00 $	11 554,99 $	10 551,24 $
		Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	29 660,50 $	34 102,16 $	31 139,82 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 097,10 $	9 309,64 $	8 500,94 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	10 050,00 $	11 554,99 $	10 551,24 $
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	29 797,50 $	34 259,68 $	31 283,65 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	8 134,50 $	9 352,64 $	8 540,21 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	10 200,00 $	11 727,45 $	10 708,73 $
Total (Services d'entretien Geni-Jean inc.)								**143 747,20 $**	**165 273,34 $**	**150 916,59 $**
Les services d'entretien Alfid ltée.										
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	35 606,30 $	40 938,34 $	37 382,16 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	9 720,26 $	11 175,87 $	10 205,06 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	3 000,00 $	3 449,25 $	3 149,63 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17171

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	0	-	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Données		
								Montant sans taxes	Montant taxes incluses	Somme de Coût Net de taxes
Les services d'entretien Alfid ltée.	0	Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	36 510,50 $	41 977,95 $	38 331,46 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	9 967,10 $	11 459,67 $	10 464,21 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	3 000,00 $	3 449,25 $	3 149,63 $
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	37 428,40 $	43 033,30 $	39 295,14 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	10 217,68 $	11 747,78 $	10 727,29 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	3 000,00 $	3 449,25 $	3 149,63 $
Total (Les services d'entretien Alfid ltée.)								**148 450,24 $**	**170 680,66 $**	**155 854,20 $**
F.D. Maintenance 2011 inc.										
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	33 606,10 $	38 638,61 $	35 282,20 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	9 174,22 $	10 548,06 $	9 631,78 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	5 884,00 $	6 765,13 $	6 177,46 $
		Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	34 414,40 $	39 567,96 $	36 130,82 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	9 394,88 $	10 801,76 $	9 863,45 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	6 001,68 $	6 900,43 $	6 301,01 $
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	35 332,30 $	40 623,31 $	37 094,50 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	9 645,46 $	11 089,87 $	10 126,53 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	6 061,70 $	6 969,44 $	6 364,03 $
Total (F.D. Maintenance 2011 inc.)								**149 514,74 $**	**171 904,57 $**	**156 971,79 $**
Services d'entretien Yoscam inc.										
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	34 250,00 $	39 378,94 $	35 958,22 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	9 350,00 $	10 750,16 $	9 816,33 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	6 000,00 $	6 898,50 $	6 299,25 $
		Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	35 277,50 $	40 560,31 $	37 036,97 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	9 630,50 $	11 072,67 $	10 110,82 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17171

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	0	-	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Données		
								Montant sans taxes	Montant taxes incluses	Somme de Coût Net de taxes
Services d'entretien Yoscam inc.	0	Deuxième année du contrat	3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	6 200,00 $	7 128,45 $	6 509,23 $
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	36 305,00 $	41 741,67 $	38 115,71 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	9 911,00 $	11 395,17 $	10 405,31 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	6 400,00 $	7 358,40 $	6 719,20 $
Total (Services d'entretien Yoscam inc.)								**153 324,00 $**	**176 284,27 $**	**160 971,03 $**
Services d'entretien Globel (4182901 Canada inc.).										
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	36 305,00 $	41 741,67 $	38 115,71 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	9 911,00 $	11 395,17 $	10 405,31 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	4 100,00 $	4 713,98 $	4 304,49 $
		Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	36 990,00 $	42 529,25 $	38 834,88 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	10 098,00 $	11 610,18 $	10 601,64 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	4 230,00 $	4 863,44 $	4 440,97 $
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	37 675,00 $	43 316,83 $	39 554,04 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	10 285,00 $	11 825,18 $	10 797,96 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	4 310,00 $	4 955,42 $	4 524,96 $
Total (Services d'entretien Globel (4182901 Canada inc.).)								**153 904,00 $**	**176 951,12 $**	**161 579,96 $**
2968-1913 Québec inc.										
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	37 565,40 $	43 190,82 $	39 438,97 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	10 255,08 $	11 790,78 $	10 766,55 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	4 000,00 $	4 599,00 $	4 199,50 $
		Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	37 565,40 $	43 190,82 $	39 438,97 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	10 255,08 $	11 790,78 $	10 766,55 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	4 000,00 $	4 599,00 $	4 199,50 $
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	38 318,90 $	44 057,16 $	40 230,06 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17171

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	0	-	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses	Données: Somme de Coût Net de taxes
2968-1913 Québec inc.	0	Troisième année du contrat	2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	10 460,78 $	12 027,28 $	10 982,51 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	4 080,00 $	4 690,98 $	4 283,49 $
Total (2968-1913 Québec inc.)								**156 500,64 $**	**179 936,61 $**	**164 306,11 $**
Service d'entretien Carlos inc.										
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	37 675,00 $	43 316,83 $	39 554,04 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	10 285,00 $	11 825,18 $	10 797,96 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	4 994,33 $	5 742,23 $	5 243,42 $
		Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	37 675,00 $	43 316,83 $	39 554,04 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	10 285,00 $	11 825,18 $	10 797,96 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	4 994,33 $	5 742,23 $	5 243,42 $
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	38 812,10 $	44 624,21 $	40 747,85 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	10 595,42 $	12 182,08 $	11 123,87 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	5 144,16 $	5 914,50 $	5 400,72 $
Total (Service d'entretien Carlos inc.)								**160 460,34 $**	**184 489,28 $**	**168 463,30 $**
Entretien ménager Gestion Techno Pro.										
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	41 100,00 $	47 254,73 $	43 149,86 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	11 220,00 $	12 900,20 $	11 779,60 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	2 000,00 $	2 299,50 $	2 099,75 $
		Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	41 100,00 $	47 254,73 $	43 149,86 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	11 220,00 $	12 900,20 $	11 779,60 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	2 000,00 $	2 299,50 $	2 099,75 $
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	41 100,00 $	47 254,73 $	43 149,86 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17171

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	0	-	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Données		
								Montant sans taxes	Montant taxes incluses	Somme de Coût Net de taxes
Entretien ménager Gestion Techno Pro.	0	Troisième année du contrat	2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	11 220,00 $	12 900,20 $	11 779,60 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	2 000,00 $	2 299,50 $	2 099,75 $
Total (Entretien ménager Gestion Techno Pro.)								**162 960,00 $**	**187 363,26 $**	**171 087,63 $**
Entretien Futura inc.										
	0	Première année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	38 702,50 $	44 498,20 $	40 632,79 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	10 789,90 $	12 405,69 $	11 328,05 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	11 400,00 $	13 107,15 $	11 968,58 $
		Deuxième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	39 524,50 $	45 443,29 $	41 495,78 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	10 789,90 $	12 405,69 $	11 328,05 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	11 400,00 $	13 107,15 $	11 968,58 $
		Troisième année du contrat	1	Entretien ménager du 3e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	1370	Heure	1	40 483,50 $	46 545,90 $	42 502,61 $
			2	Entretien ménager du 2e étage des bureaux administratifs du service des travaux publics	374	Heure	1	11 163,90 $	12 835,69 $	11 720,70 $
			3	Fournitures, approvisionnement et services	1	Ensemble	1	11 400,00 $	13 107,15 $	11 968,58 $
Total (Entretien Futura inc.)								**185 654,20 $**	**213 455,92 $**	**194 913,70 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17171 — No du GDD : 1180235003

Titre de l'appel d'offres : A59 - Entretien ménager pour les bureaux administratifs des travaux publics au 2140, avenue Madison (2e et 3e étage)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 8 - 2018
Ouverture originalement prévue le : 4 - 9 - 2018
Ouverture faite le : 4 - 9 - 2018
Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0
Date du dernier addenda émis : - -
Délai total accordé aux soumissionnaires : 19 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 18
Nbre de soumissions reçues : 12
Nbre de soumissions rejetées : 0
% de réponses : 66,67
% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs
Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs
Date d'échéance initiale : 2 - 1 - 2019
Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Coforce inc.	130 791,89 $		
Entretien Mana inc.	142 416,64 $	√	
4527984 Canada inc. (FASRS STS Maintenance)	149 642,26 $		
Services d'entretiens Geni-Jean inc.	165 273,34 $		
Les services d'entretien Alfid ltée.	170 680,66 $		
F.D. Maintenance 2011 inc.	171 904,57 $		
Services d'entretien Yoscam inc.	176 284,27 $		
4182901 Canada inc. (Service d'entretien Globel)	176 951,12 $		
2968-1913 Québec inc.	179 936,61 $		
Service d'entretien Carlos inc.	184 489,28 $		
Entretien ménager Techno pro	187 363,26 $		
Entretien Futura inc.	213 455,92 $		

Information additionnelle

Les six (6) raisons de désistement sont les suivantes : (2) carnet de commande complet, (1) manquait un document obligatoire pour compléter sa soumission, (1) a manqué la période pour la visite obligatoire, (1) ne peut rencontrer la spécification suivante : trois (3) contrats de même nature et (1) aucune réponse malgré la relance.
Veuillez vous référer à la méthode de calcul du coût net expliquée au Gdd (lorsqu'il y a un OBNL comme soumissionnaire afin de mettre sur le même pied d'égalité tous les soumissionnaires).

Préparé par : Francesca Raby — Le 12 - 9 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180235003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Objet :	Accorder un contrat au montant de 142 416,64 $ incluant les taxes, à Entretien Mana inc. pour les services d'entretien ménager des bureaux administratifs situés au 2e et 3e étage du 2140, avenue Madison, à la suite de l'appel d'offres public numéro 18-17171, et autoriser une dépense à cette fin de 149 537,47 $ comprenant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant - 12 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1180235003 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1180235003

Calcul de la dépense 2018

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
2018	10 171.04 $	508.55 $	1 014.56 $	11 694.15 $	1 015.83 $	10 678.32 $
2019	40 835.40 $	2 041.77 $	4 073.32 $	46 950.49 $	4 078.44 $	42 872.05 $
2020	41 440.39 $	2 072.02 $	4 133.67 $	47 646.08 $	4 138.86 $	43 507.22 $
2021	31 420.65 $	1 571.03 $	3 134.20 $	36 125.88 $	3 138.13 $	32 987.75 $
Total des dépenses	**123 867.48 $**	**6 193.37 $**	**12 355.75 $**	**142 416.60 $**	**12 371.26 $**	**130 045.34 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0.0%
CDN-NDG	130 045.34 $	100.0%

IMPUTATION	**2018**
2406.0010000.300717.03001.55401.014712.0.0.0.0.0.	10 678.32 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Voirie Activité : Transport - Dir. et admin. - À répartir Objet : Entr.rép. - Immeubles et terrains Sous-objet : Entretien ménager	
Total de la disponibilité	**10 678.32 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.02

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1173558023

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 192 102,56 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de services professionnels en lien avec le projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc, pour le réaménagement du parc de la Savane et l'aménagement d'une traverse linéaire dans le secteur Le Triangle dans le cadre du contrat accordé à Cardin Ramirez Julien inc. (CA17 170225) majorant ainsi le montant total du contrat de 797 466,60 $ à 989 569,16 $, taxes incluses. Appel d'offres public 17-16018.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser une dépense additionnelle de 192 102,56 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de services professionnels en lien avec le projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc, pour le réaménagement du parc de la Savane et l'aménagement d'une traverse linéaire dans le secteur Le Triangle, dans le cadre du contrat accordé à Cardin Ramirez Julien inc. (CA17 170225), majorant ainsi le montant total du contrat de 797 466,60 $ à 989 569,16 $, taxes incluses.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-05 11:24

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1173558023**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 192 102,56 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de services professionnels en lien avec le projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc, pour le réaménagement du parc de la Savane et l'aménagement d'une traverse linéaire dans le secteur Le Triangle dans le cadre du contrat accordé à Cardin Ramirez Julien inc. (CA17 170225) majorant ainsi le montant total du contrat de 797 466,60 $ à 989 569,16 $, taxes incluses. Appel d'offres public 17-16018.

CONTENU

CONTEXTE

Contexte

Le présent dossier vise l'ajustement des honoraires de services professionnels de la firme Cardin Ramirez Julien inc. (Résolution: CA17 170225) selon le coût des contrats de construction accordés par la Ville de Montréal pour les projets suivants:

- le parc de la Savane existant, localisé entre les rues Paré et de la Savane - Agrandissement du chalet existant et aménagement d'un jardin communautaire. Budget initial de travaux: 1 750 000 $;
- le futur parc prévu sur l'ancien site du concessionnaire Volvo localisé au 4815 et 4815A de la rue Buchan - Construction d'un chalet de parc et aménagement du nouveau par dans le secteur Le Triangle. Budget initial de travaux: 4 000 000 $;
- le futur passage piéton qui reliera la rue Jean-Talon Ouest à la rue Buchan - Aménagement d'une traverse linéaire entre l'intersection des rues Jean-Talon/Mountain-Sights et la rue Buchan. Budget initial de travaux: 1 300 000 $.

Les montants des contrats de construction accordés par la Ville pour les projets suivants sont plus élevés que les budgets initiaux prévus aux documents d'appel d'offres initial de services professionnels.

- le parc de la Savane, localisé entre les rues Paré et de la Savane - Agrandissement du chalet existant et aménagement d'un jardin communautaire . Budget du contrat de travaux accordé: 2 685392, 62 $;
- le futur parc prévu sur l'ancien site du concessionnaire Volvo localisé au 4815 et 4815A de la rue Buchan - Construction d'un chalet de parc et aménagement du nouveau parc dans le secteur Le Triangle. Budget du contrat de travaux accordé: 5 289 329,83 $;
- le futur passage piéton qui reliera la rue Jean-Talon Ouest à la rue Buchan - Aménagement d'une traverse linéaire entre l'intersection des rues Jean-Talon/Mountain-Sights et la rue Buchan. Budget prévisionnel du contrat de travaux: 1 600 000 $.

Le terrain de la nouvelle Traverse linéaire étant occupé par les promoteurs immobiliers du secteur dans le cadre de leurs travaux, l'appel d'offres public des travaux pour le projet d'aménagement de la nouvelle Traverse linéaire n'a donc pas été publié. À la réception d'un échéancier valide de la part du promoteur immobilier, l'appel d'offres sera publié pour permettre la réalisation des travaux en 2019. L'objectif est de livrer ce projet vers la fin de 2019.

Par conséquent, le budget des travaux pour le projet d'aménagement de la Traverse linéaire, entre l'intersection des rues Jean-Talon/Mountain-Sights et la rue Buchan, sera révisé selon une nouvelle évaluation qui est de l'ordre de 1 700 000 $.

Décision(s) antérieure(s)

CA17 170225 - 6 juillet 2017: Accorder à la firme Cardin Ramirez Julien Inc., un contrat de services professionnels en architecture, en ingénierie et en architecture du paysage au montant de 797 466,60 $, pour l'avant-projet détaillé, la préparation des plans et devis et la surveillance de chantier pour trois parcs du secteur Le Triangle et autoriser une dépense à cette fin de 863 922,15 $, comprenant les contingences au montant de 132 911,10 $, taxes incluses, et les incidences au montant de 66 455,55 $, taxes incluses.

CA16 170300 – 7 novembre 2016 – Octroi d'un contrat de services professionnels en architecture et en architecture du paysage à la firme Projet Paysage inc., pour l'élaboration d'un plan directeur des parcs et espaces verts du secteur du Triangle, au montant de 71 718,76 $, taxes incluses et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres sur invitation (1167483001).

CA16 170177 – 6 juin 2016 – Approbation d'un projet particulier PP-91 visant à autoriser les usages des catégories E.1 (1) et E.1 (3), qui comprennent les usages parc et esplanade, sur le site du concessionnaire Volvo situé au 4815 rue Buchan et sur les espaces adjacents relevant du domaine public, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement (RCA02 17017).

CE16 0680 – 27 avril 2016 – Autorisation d'un virement de crédits d'un montant de 6 194 263 $ entre le Service de la mise en valeur du territoire de la Ville et l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre du Règlement d'emprunt 15-013, afin de pouvoir conclure la transaction par laquelle la Ville de Montréal acquiert de Société de placements Ace ltée et al., tous les droits qu'ils détiennent à titre de propriétaires, dans l'immeuble situé aux 4815 et 4815A, rue Buchan, construit sur un emplacement de 4 766,1 mètres carrés, aux fins d'aménagement d'un parc dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (1164602003).

CA16 170085 - 4 avril 2016 - Approbation de la promesse de vente par laquelle la société Automobiles Uptown inc., à titre d'emphytéote, promet de vendre à la Ville tous les droits qu'elle détient dans l'immeuble constitué des lots 2 648 742 et 2 648 743 du cadastre du Québec, avec bâtiment dessus construit, portant les numéros civiques 4815 et 4815A, rue Buchan (1164315001).

CA16 170086 - 4 avril 2016 - Approbation de l'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert de Société de placements Ace ltée et al., tous les droits que les propriétaires détiennent dans l'immeuble constitué des lots 2 648 742 et 2 648 743 du cadastre du Québec avec bâtiment dessus construit, portant les numéros civiques 4815 et 4815A, rue Buchan (11543150003).

CA16 170008 – 18 janvier 2016 – Renouvellement de l'imposition des réserves à des fins de parc sur les lots 2 648 742 et 2 648 743, là où se trouve le concessionnaire Volvo; et, non-renouvellement et radiation de l'inscription des réserves sur les lots 2 648 745 et 2 648 746 à leur échéance (1130558004).

CA13 170360 - 30 septembre 2013 - Imposition d'une réserve à des fins de parc sur les lots 2 648 745, 2 648 746, 2 648 742 et 2 648 743 (1130558004).

CM13 0144 - 26 février 2013 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 30 900 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement de l'emprise publique (1124223005).

Description

Jusqu'à présent, les professionnels engagés pour le présent mandat ont fourni tous les services requis à la conception et à la publication des appels d'offres publics des travaux. Les services professionnels seront également fournis selon les termes de la convention signée entre les parties, et ce jusqu'à la fin des périodes des garanties des trois projets, prévues pour la fin de 2020.

Justification

Les honoraires de services professionnels doivent être ajustés en fonction des montants des contrat des travaux accordés par la Ville. Cependant les montants des honoraires réels à payer aux professionnels seront calculés en fonction des coûts réels de chacun des contrats lesquels coûts seront finalisés à l'acceptation finale des travaux de construction.

Aspect(s) financier(s)

Le tableau suivant représente un récapitulatif des coûts des travaux et du montant additionnel à autoriser à la firme Cardin Ramirez Julien inc.

	Parc de la Savane	Parc Le Triangle	Traverse linéaire	Total
Montant avant taxes	148 010,00	313 135,00	116 855,00	578 000,00
Coningences initiales (20%)	29 602,00	62 627,00	23 371,00	115 600,00
Total - Contrat accordé	177 612,00	375 762,00	140 226,00	693 600,00
Incidences initiales (10%)	14 801,00	31 313,50	11 685,50	57 800,00
Total - Contrat autorisé	192 413,00	407 075,50	151 911,50	751 400,00
Ajustememt des honoraires	**39 181,95**	**100 933,54**	**26 966,54**	**167 082,03**
Total - Contrat SP à accorder+continge	216 793,95	476 695,54	167 192,54	860 682,03
Total - Dépense SP, à autoriser (cont+inc	231 594,95	508 009,04	178 878,04	918 482,03
Total (avec taxes)	266 276,29	584 083,40	205 665,02	1 056 024,71
Total (avec taxes)				**1 056 024,71**
Total (après ristourne)				**964 291,32**

Le montant additionnel à autoriser à la firme **Cardin Ramirez Julien inc**. pour l'ajustement des honoraires professionnels selon la valeur des trois contrats de construction, est de **167 082, 03 $**, avant taxes, pour un total de **192 102,56 $** (taxes incluses).

Le montant imputable net de ristourne TPS et TVQ, est de **175 415,25 $**.

Un montant maximal de **175 415,25 $**, net des ristournes, proviendra du PTI du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) et sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # RE 13-007. Cette dépense sera assumée à 100% par le SMVT.

"Les renseignements relatifs au règlement d'emprunt, au code d'imputation et au numéro de sous-projet sont indiqués dans l'intervention du Service des finances."

Développement durable

Le projet est conforme aux exigences de la Ville en matière de développement durable.

Impact(s) majeur(s)

Le présent projet est très attendu par l'ensemble des groupes communautaires, par l'arrondissement et par les utilisateurs en général. Les espaces seront occupés d'une manière plus efficace et plus durable. L'offre de service sera grandement améliorée et l'expérience d'utilisation de ce chalet de parc sera désormais unique et répondra aux aspirations tant attendues par les utilisateurs.

Opération(s) de communication

La division des communications de l'arrondissement assurera le suivi relatif au volet de la communication des informations aux citoyens et aux groupes concernés quant à la date de disponibilité des lieux.

Calendrier et étape(s) subséquente(s)

Début des travaux; fin 2018
Fin des travaux et acceptation provisoire: fin 2019.
Acceptation finale des travaux: fin 2019

Conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Michelle DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Patricia ARCAND, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Louis-Henri BOURQUE, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Julie FARALDO BOULET, 5 octobre 2018
Hélène BROUSSEAU, 4 octobre 2018
Michelle DESJARDINS, 4 octobre 2018
Patricia ARCAND, 4 octobre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

514 872-9783
Tél :
Télécop. : 514 868-4562

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1173558023

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 192 102,56 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de services professionnels en lien avec le projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc, pour le réaménagement du parc de la Savane et l'aménagement d'une traverse linéaire dans le secteur Le Triangle dans le cadre du contrat accordé à Cardin Ramirez Julien inc. (CA17 170225) majorant ainsi le montant total du contrat de 797 466,60 $ à 989 569,16 $, taxes incluses. Appel d'offres public 17-16018.



FDC-Recom Cardin Julien-Augme-Honoraires SP.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-9783
Télécop. : 514 868-4562

Projet : Secteur Le Traingle: Parc et chalet le Triangle- Parc de la Savane - Traverse linéaire : Contrat: 17-06018 - CA17 170225

Cardin Julien inc.

Révision des honoraires professionnels selon les coûts des contrats de construction accordés par le Conseil d'arrondissement

CA- 9 octobre 2018

			Coût des Honoraires	Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Parc de la Savane - Chalet et JC**	**%**	**$**			
	Travaux forfaitaires - Honoraires SP					
	Prix forfaitaire initial - Selon budget initial des travaux (Ville) 1 750 000 $	100,0%	**148 010,00**	**7 400,50**	**14 764,00**	**170 174,50**
Contingences	Contingences initiales	20,0%	29 602,00	1 480,10	2 952,80	34 034,90
	Total du contrat SP accordé - CA17 170225	100,0%	177 612,00	8 880,60	17 716,80	204 209,40
	Incidences initiales	10,0%	14 801,00	740,05	1 476,40	17 017,45
	Total de la dépense SP autorisé - CA17 170225	100,0%	192 413,00	9 620,65	19 193,20	221 226,85
	Prix révisé - Selon contrat d'entrepreneur de 2 213 268,75 $	100%	**187 191,95**	**9 359,60**	**18 672,40**	**215 223,94**
	Ajustement-Honoraires-Parc de la Savane	**100,0%**	**39 181,95**	**1 959,10**	**3 908,40**	**45 049,44**
	Total avec contingences -Parc de la Savane	**100,0%**	**216 793,95**			
	Total-Dépense-Parc de la Savane	**100,0%**	**231 594,95**	**11 579,75**	**23 101,60**	**266 276,29**
Contrat :	**Parc Le Triangle - Chalet et parc**	**%**	**$**			
	Travaux forfaitaires - Honoraires SP					
	Prix forfaitaire initial - Selon budget initial des travaux (Ville) 4000 000 $	100,0%	**313 135,00**	**15 656,75**	**31 235,22**	**360 026,97**
Contingences	Contingences initiales	20,0%	62 627,00	3 131,35	6 247,04	72 005,39
	Total du contrat SP accordé - CA17 170225	100,0%	375 762,00	18 788,10	37 482,26	432 032,36
	Incidences initiales	10,0%	31 313,50	1 565,68	3 123,52	36 002,70
	Total de la dépense SP autorisé - CA17 170225		407 075,50	20 353,78	40 605,78	468 035,06
	Prix révisé - Selon contrat d'entrepreneur de 5 205 742,62 $	100%	**414 068,54**	**20 703,43**	**41 303,34**	**476 075,31**
	Ajustement-Honoraires-Parc Le Triangle	**100,0%**	**100 933,54**	**5 046,68**	**10 068,12**	**116 048,34**
	Total avec contingences - Parc Le Triangle	**100,0%**	**476 695,54**			
	Total-Dépense-Parc Le Triangle	**100,0%**	**508 009,04**	**25 400,45**	**50 673,90**	**584 083,40**
Contrat :	**Parc Traverse linéaire**	**%**	**$**			
	Travaux forfaitaires - Honoraires SP					
	Prix forfaitaire initial - Selon budget initial des travaux (Ville) 1 300 000 $	100,0%	**116 855,00**	**5 842,75**	**11 656,29**	**134 354,04**
Contingences	Contingences initiales	20,0%	23 371,00	1 168,55	2 331,26	26 870,81
	Total du contrat SP accordé - CA17 170225	100,0%	140 226,00	7 011,30	13 987,54	161 224,84
	Incidences initiales	10,0%	11 685,50	584,28	1 165,63	13 435,40
	Total de la dépense SP autorisé - CA17 170225		151 911,50	7 595,58	15 153,17	174 660,25
	Prix révisé - Selon estmation finale des travaux de 1 600 000 $ - Prévisionnel	100%	**143 821,54**	**7 191,08**	**14 346,20**	**165 358,81**
	Ajustement-Honoraires-Traverse linéaire	**100,0%**	**26 966,54**	**1 348,33**	**2 689,91**	**31 004,78**
	Total avec contingences -Traverse linéaire	**100,0%**	**167 192,54**			
	Total-Dépense-Honoraires-Traverse linéaire	**100,0%**	**178 878,04**	**8 943,90**	**17 843,08**	**205 665,02**
	Total des honoraires initials avant contingence		**578 000,00**	**28 900,00**	**57 655,50**	**664 555,50**
	Total des contingences initiales	**20%**	**115 600,00**	**5 780,00**	**11 531,10**	**132 911,10**
	Total: Honoraires initail + contingences	**100%**	**693 600,00**	**34 680,00**	**69 186,60**	**797 466,60**
	Total: Honoraires ajustement	**100%**	**167 082,03**	**8 354,10**	**16 666,43**	**192 102,56**
	Total des honoraires avant contingences	**100%**	**745 082,03**	**37 254,10**	**74 321,93**	**856 658,06**
	Total des honoraires avec contingences	**100%**	**860 682,03**	**43 034,10**	**85 853,03**	**989 569,16**
	Total des incidences	**100%**	**57 800,00**	**2 890,00**	**5 765,55**	**66 455,55**
	Grand Total des honoraires (conting+incide)		**918 482,03**	**45 924,10**	**91 618,58**	**1 056 024,71**
Ristournes :	Tps 100,00%					45 924,10
	Tvq 50,0%					45 809,29
	Coût net après ristoune					**964 291,32**
	Total: Honoraires supplémentaire à autoriser		**167 082,03**	**8 354,10**	**16 666,43**	**192 102,56**
	Total: Coût net après ristourne					**175 415,25**

Note: L'allocation des contingences initiales (CA17 170225) servira à payer les honoraires pour certains services qui peuvent s'avérer nécessaires durant le chantier ainsi que les honoraires des servcies professionnels en lien avec la conception des travaux émis en prix séparés exclus.

2018-10-04

Préparé par : Amar Bensaci

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173558023

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 192 102,56 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de services professionnels en lien avec le projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc, pour le réaménagement du parc de la Savane et l'aménagement d'une traverse linéaire dans le secteur Le Triangle dans le cadre du contrat accordé à Cardin Ramirez Julien inc. (CA17 170225) majorant ainsi le montant total du contrat de 797 466,60 $ à 989 569,16 $, taxes incluses. Appel d'offres public 17-16018.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1173558023 SMVT - Addenda.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget

Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-05

Christian BORYS
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-5676
Division : Service des finances - Conseil et soutien financier - Point de service développement

NO GDD : **1173558023 - ADDENDA - Cardin Ramirez Julien**

Taux 2018: 1.0951303727

No d'engagement **CC73558023**

Cette dépense est entièrement assumée par la ville-centre

Provenance

Namur et Jean-Talon Ouest - Réaménagement emprise publique Phase 2 à 5		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 13-007	6101.7713007.802716.01909.57201.000000.0000.167522.000000.98001.00000	192 102.56 $	175 415.25 $	175 417 $
Total provenance		**192 102.56 $**	**175 415.25 $**	**175 417 $**

Imputation

Honoraires supplémentaires pour la traverse linéaire		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7713007.802716.03107.54301.000000.0000.168935.000000.17020.00000	31 004.78 $	28 311.50 $	28 312 $

Honoraires supplémentaires pour le futur parc localisé au 4815 et 4815A rue Buchan		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7713007.802716.07165.54301.000000.0000.168936.000000.15010.00000	116 048.34 $	105 967.60 $	105 968 $

Honoraires supplémentaires pour le parc de la Savane		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7713007.802716.07165.54301.000000.0000.176588.000000.15010.00000	45 049.45 $	41 136.15 $	41 137 $
Total imputation		**192 102.56 $**	**175 415.25 $**	**175 417 $**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : _____ Téléphone : _____
Service/Arrondissement : _____

Période : _____ Année : _____ Description de l'écriture : _____

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de _____
○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. _____

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1180235001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Émondage Plus inc., le contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 109 081,38 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-17194.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Émondage Plus inc., le contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce;

D'autoriser une dépense à cette fin de 109 081,38 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-17194;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-04 16:03

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180235001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Émondage Plus inc., le contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 109 081,38 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-17194.

CONTENU

CONTEXTE

L'agrile du frêne a occasionné l'abattage de plusieurs centaines d'arbres au cours des dernières années, lequel a créé un nombre important de souches devant être enlevées. La présence d'autant de souches occupant des fosses de plantation potentielles retardent également la plantation de nouveaux arbres.
Puisque la Direction des travaux publics ne dispose pas des ressources humaines et matérielles pour répondre à l'ensemble des requêtes relatives aux travaux d'essouchement, les travaux doivent être donnés à contrat. La Division de la voirie et des parcs de la Direction des travaux publics poursuit donc ses démarches visant à assurer l'enlèvement de ces dernières. Ces essouchements permettront éventuellement de replanter des arbres sur les rues où des coupes à blanc ont été effectuées en raison de l'infestation de l'agrile du frêne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170209 - D'accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.), une seconde prolongation de contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public N^{o} 17-16369 et autoriser une dépense à cette fin de 141 161,02 $ taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant.
CA18 170077 - D'accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.), la prolongation du contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public N^{o} 17-16369 et autoriser une dépense à cette fin de 141 161,02 $ taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant.

CA17 170269 - D'accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.), un contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public N^{o} 17-16369 et autoriser une dépense à cette fin de 141 161,02 $ taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant - (3

soumissionnaires).

CA17 170193 - D'accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.), une deuxième prolongation de contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public N^{o} 16-15551 et autoriser une dépense à cette fin de 133 189,02 $ taxes incluses, comprenant l'indexation du prix de 2 % conformément aux documents de l'appel d'offres et tous les frais accessoires le cas échéant.

CA16 170330 - D'autoriser à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.), la prolongation du contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public N^{o} 16-15551 et autoriser une dépense à cette fin de 130 577,47 $ taxes incluses, comprenant l'indexation de 2 % conformément aux documents de l'appel d'offres et tous les frais accessoires, le cas échéant.

CA16 170278 - Accorder à la firme KéPasc (7762763 Canada inc.) un contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public N^{o} 16-15551, et autoriser une dépense à cette fin de 128 017,13 $ taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant - (3 soumissionnaires).

CA16 170130 - Accorder à la firme KéPasc (7762763 Canada inc.) un contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public N^{o} 16-15095, et autoriser une dépense à cette fin de 107 264,21 $ taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant - (7 soumissionnaires).

CA10 170247 - Accorder à la firme Émondage Allard un contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres sur invitation N^{o} DPI2010-02, et autoriser une dépense à cette fin de 42 843,59 $, taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant - (3 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à effectuer des travaux d'essouchement (300 souches) sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, incluant le remplissage des fosses avec de la terre ainsi que l'ensemencement.
Trois (3) compagnies ont déposé une soumission avant le 16 août 2018, à 13 h 30.

Les prix ainsi que les documents de l’ensemble des soumissions reçues furent vérifiés.

Voici un résumé des soumissions reçues (taxes et contingences comprises) :

CDN-NDG 18-17194	
Résultats de soumission	Taxes incluses
Firmes soumissionnaires conformes	**Total**
Émondage Plus inc.	109 081,38 $
7762763 Canada inc.	158 225,38 $
Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) Ltée	282 930,48 $
Coût moyen des soumissions conformes	183 412,41
Écart entre la moyenne et la plus basse soumission conforme	74 331,03 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	40,53 %

Estimation du projet	175 000,00 $
Écart entre l'estimation et la plus basse soumission conforme ($)	**-65 918,62 $**
Écart entre l'estimation et la plus basse soumission conforme (%)	**-37,77 %**

En conséquence, la Direction des travaux publics recommande d'accorder le contrat à Émondage Plus inc., plus bas soumissionnaire conforme.

JUSTIFICATION

La Direction des travaux publics ne dispose pas des ressources humaines et matérielles pour répondre à l'ensemble des requêtes relatives aux travaux d'essouchement. Les services d'entreprises privées sont donc requis afin de procéder à l'exécution de ces travaux.
Pour réaliser ce projet, le Service de l'approvisionnement, à la demande de la Division voirie et parcs de la Direction des travaux publics, a procédé, le 30 juillet dernier, à un appel d'offres public. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 16 août 2018. L'entreprise Émondage Plus inc. a déposé la plus basse soumission conforme (la liste des soumissionnaires est détaillée dans l'intervention de la Direction de l'approvisionnement).

Émondage Plus inc. : 109 081,38 $

Puisque la firme Émondage Plus inc. a présenté la plus basse soumission conforme, nous recommandons de retenir la proposition de cette firme (proposition jointe en annexe) et de lui accorder le contrat. Il est important de noter que, suite à une entente à intervenir entre les deux parties, le présent contrat pourrait être prolongé de douze (12) mois pour un maximum de deux (2) prolongations, le tout selon les conditions et les clauses de l'appel d'offres.

Estimé du coût des travaux : à l'automne 2017, un contrat de 141 161,02 $ taxes incluses fût octroyé pour le même nombre de souches (300). Ce qui représentait une moyenne de 470,54 $ par souche. Étant donné la nouvelle période de soumission (automne 2018), la possibilité de prolonger le contrat à 2 reprises au courant de l'année 2019, un devis technique plus demandant, et les prix très compétitifs que nous avions reçus au printemps 2017, nous nous attendions à recevoir des prix plus élevés que ceux obtenus au printemps 2017. Une estimation des coûts a été faite à 175 000 $ ce qui équivaut à 584 $ la souche.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le programme de remplacement des arbres abattus prévoit, pour l'automne 2018, l'essouchement de quelque 300 arbres de différentes tailles. L'appel d'offres 18-17194 a été fait par le service de l'approvisionnement dont la proposition la plus avantageuse est celle d'Émondage Plus Inc pour un montant total de 109 081.38 $ taxes incluses, ce qui représente un déboursé net de ristourne de 99 605,84 $.

Les crédits nécessaires pour assumer le coût total du présent contrat sont disponibles à la Direction des travaux publics de l'arrondissement CDN NDG dans le centre de responsabilité 300725 - CDN - Espaces vert. La dépense sera imputée selon les instructions décrites dans la certification de fonds.

Une réduction du prix unitaire de chacune des catégories de souches (réduction du prix unitaire moyenne de 23,7 %) fait en sorte que le coût total du présent contrat soit moins élevé comparativement à la dernière prolongation du contrat avec les Entreprises KéPasc

octroyé au printemps dernier.

Calcul de la ristourne pour l'achat de biens et services		
		Année 2018
Soumission	**100 %**	**9 4874,00 $**
T.P.S	**5 %**	**4 743,70 $**
T.V.Q	**9,975 %**	**9 463,68 $**
Total Taxes incluses		**109 081,38 $**
Ristourne TPS	**100 %**	**(4 743,70) $**
Ristourne TVQ	**50 %**	**(4 731,84) $**
Déboursé net		**99 605,84 $**

La DA portant le numéro 569784 a été émise pour réserver les fonds nécessaires au système comptable de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Depuis plusieurs années, la forêt urbaine de l'arrondissement connaît une décroissance qui va en s'accentuant depuis l'apparition de l'agrile du frêne sur le territoire. Les efforts de plantation ne doivent donc pas être ralentis indûment par des retards d'exécution d'essouchement de frênes et d'autres essences d'arbres.
Le plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 (PDDCM) prévoit l'amélioration des infrastructures vertes à Montréal en faisant passer la canopée de 20 à 25 % d'ici 2025 (par rapport à 2007). L'arrondissement doit donc maintenir et même augmenter ses investissements dans sa forêt urbaine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le contrat permettra de traiter un bon nombre de requêtes et, après coup, de remplacer des arbres publics qui ont été abattus depuis quelques années.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement : 9 octobre 2018
Début des travaux : dans les 5 jours suivant la résolution du CA
Fin des travaux : 14 décembre 2018 (13 décembre 2019 avec les 2 prolongations)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution de contrats.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Cherifa HELLAL)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Étienne LANGLOIS, Service de l'approvisionnement
Cherifa HELLAL, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Cherifa HELLAL, 13 septembre 2018
Étienne LANGLOIS, 13 septembre 2018
Geneviève REEVES, 11 septembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9390
Télécop. : 514-872-1670

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Pierre P BOUTIN
Directeur des travaux publics

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1180235001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Objet :	Accorder à Émondage Plus inc., le contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 109 081,38 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-17194.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17194 PV.pdf 18-17194_DetCah.pdf 18-17194_TCP.pdf 18-17194_intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cherifa HELLAL
Agente d'approvisionnement
Tél : 514 872-0486

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-03

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-0349
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP18 0457

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 16 août 2018 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, technicienne juridique – Service du greffe
Mme Béatrice Dulcé, agente de bureau principale – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 18-17194

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A59 – Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2018 » sont ouvertes par l'agente de bureau principale du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
ÉMONDAGE PLUS INC.[1] 495, rue Hart Trois-Rivières (Québec) G9A 4R3	109 660,85 $ (Cautionnement de 2 % du montant de la soumission)
7762763 CANADA INC. 580, 91e Rue Saint-Georges (Québec) G5Y 3K6	158 225,38 $ (Cautionnement de 2 % du montant de la soumission)
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE 2288, rue de Cannes-Brûlées LaSalle (Québec) H8N 2Z2	282 930,48 $ (Cautionnement de 2 % du montant de la soumission)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 30 juillet 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/gb

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Technicienne juridique – Service du greffe

Béatrice Dulcé
Agente de bureau principale – Service du greffe

[1] Le nom et l'adresse de ce soumissionnaire n'apparaissaient pas sur la page sommaire déposée avec les documents de soumission. Les informations indiquées au procès-verbal proviennent de l'enveloppe qui contenait lesdits documents.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17194
Numéro de référence : 1186426
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : A59 – Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 2018.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Arbo-Design 125 rang Ste-Sophie Oka, QC, J0N 1E0 http://www.arbo-design.com	Monsieur Sylvain Légaré Téléphone : 450 623-3090 Télécopieur : 450 479-1179	**Commande : (1475850)** 2018-08-06 16 h 30 **Transmission :** 2018-08-06 16 h 30	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Arboriculture de Beauce Inc. 364E Route du Président-Kennedy Beauceville, QC, G5X 1N9	Monsieur Denis Rancourt Téléphone : 418 774-6217 Télécopieur : 418 774-3371	**Commande : (1478557)** 2018-08-13 13 h 28 **Transmission :** 2018-08-13 13 h 28	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Élagage Prestige inc.. 330, rue Malepart Laval, QC, H7C 1R2	Monsieur Jeannot Cloutier Téléphone : 514 382-5313 Télécopieur : 450 664-2074	**Commande : (1473957)** 2018-07-31 7 h 44 **Transmission :** 2018-07-31 7 h 44	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Émondage Plus 495 rue hart Trois-Rivières, QC, G9A4R3	Madame Lyne Rocheleau Téléphone : 819 373-7662 Télécopieur : 819 373-0137	**Commande : (1473968)** 2018-07-31 8 h 33 **Transmission :** 2018-07-31 8 h 33	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises KéPasc 13175 37e avenue Saint-Georges, QC, G6A 0A9	Monsieur Keven Poulin Téléphone : 418 228-6118 Télécopieur : 418 227-9639	**Commande : (1478252)** 2018-08-13 8 h 50 **Transmission :** 2018-08-13 8 h 50	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Strathmore Landscape 2288 Canne Brûlée (Lasalle) Montréal, QC, H8N 2Z2 http://www.strathmore.pro	Monsieur Gordon MIlligan Téléphone : 514 992-8010 Télécopieur : 866 844-4365	**Commande : (1474141)** 2018-07-31 14 h 24 **Transmission :** 2018-07-31 14 h 24	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1477562)** 2018-08-09 15 h 37 **Transmission :** 2018-08-09 15 h 37	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Montréal - Arrondissement Lasalle 7277, rue Cordner Montréal, QC, H8N 2J7	Madame Chantal Brisebois Téléphone : 514 367-6000 Télécopieur :	**Commande : (1476754)** 2018-08-08 10 h 03 **Transmission :** 2018-08-08 10 h 03	Mode privilégié : Ne pas recevoir

© 2003-2018 Tous droits réservés

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17194

Agent d'approvisionnement
Cherifa Hellal

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Montant taxes incluses
Émondage Plus inc.		**109 081,38 $**
7762763 Canada inc. (Les entreprises Kepasc)		**158 225,38 $**
Entrepreneur paysagiste Strathmore(1997) Ltée		**282 930,48 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17194 — No du GDD : 1180235001

Titre de l'appel d'offres : A59 – Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 2018

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 7 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 16 - 8 - 2018

Ouverture faite le : 16 - 8 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 16 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 37,5

% de rejets :

Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 2 - 2019

Date d'échéance révisée : 12 - 2 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Émondage Plus inc.	109 081,38	√	
Les Entreprises KéPasc	158 225,38		
Strathmore Landscape	282 930,48		

Information additionnelle

Des vérifications ont été faites auprès du plus bas soumissionnaire (Émondage plus inc.) pour s'assurer de la bonne compréhension des exigences du devis et la disposition de Émondage plus inc. a honorer le contrat. le soumissionnaire a été affirmatif dans ses réponses.
Les détenteurs de cahier des charges ayant complété le formulaire de désistement évoquent la raison suivante : leurs engagements dans d'autres projet ne leurs permettent pas d'effectuer le nôtre dans les délais requis. Un preneur s'est procuré le cahier des charges pour information.

Préparé par : Cherifa Hellal Le 3 - 10 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180235001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Objet :	Accorder à Émondage Plus inc., le contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 109 081,38 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public 18-17194.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1180235001 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-04

Guylaine GAUDREAULT
Directrice
Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1180235001

Calcul de la dépense 2018

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contrat	94 874,00 $	4 743,70 $	9 463,68 $	109 081,38 $	9 475,54 $	99 605,84 $
Total des dépenses	**94 874,00 $**	**4 743,70 $**	**9 463,68 $**	**109 081,38 $**	**9 475,54 $**	**99 605,84 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0,0%
CDN-NDG	99 605,84 $	100,0%

IMPUTATION	2018
2406.0010000.300725.07163.55401.014713.0.0.0.0.0.	
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Espaces vert Activité : Horticulture et arboriculture Objet : Entr. Rép - Immeubles et terrains Sous-objet : Entretien paysager et émondage	99 605,84 $
Total de la disponibilité	**99 605,84 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1184921002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant de 2 685 392,62 $ incluant les taxes à Construction Genfor Ltée pour les travaux d'agrandissement du chalet du parc de la Savane et la construction d'un jardin communautaire, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-18-AOP-DAI-053, et autoriser une dépense à cette fin de 2 759 986,86 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Construction Genfor inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'agrandissement du chalet du parc de la Savane et la construction d'un jardin communautaire, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 486 474,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-053.

D'autoriser une dépense à cette fin de 2 486 474,64 $, taxes incluses.

D'autoriser une dépense additionnelle de 198 917,97 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 74 594,24 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-05 10:18

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184921002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant de 2 685 392,62 $ incluant les taxes à Construction Genfor Ltée pour les travaux d'agrandissement du chalet du parc de la Savane et la construction d'un jardin communautaire, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-18-AOP-DAI-053, et autoriser une dépense à cette fin de 2 759 986,86 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour but de permettre la réalisation des différents travaux pour le projet d'agrandissement du chalet du parc et l'aménagement d'un nouveau jardin communautaire au parc de la Savane. Ce parc est situé dans le district de Snowdon et comprend plusieurs installations, notamment des jeux d'enfants, un jeu d'eau et un terrain de basket-ball. Ce projet vise donc à améliorer l'offre de service à la population dans le secteur du parc. Le projet d'agrandissement du chalet vise à offrir de nouveaux locaux pour les organismes communautaires et aux citoyens en vue de répondre à une demande accrue imposée par la forte demande des secteurs desservis. Le nouveau jardin communautaire constitue une réponse efficace et moderne aux demandes des utilisateurs du jardin communautaire existant. À cet effet, des jardinets égaux, sécuritaires et ensoleillés seront mis à la disposition des utilisateurs.
Afin de bien répondre aux demandes des citoyens du secteur, des présentations publiques ont été tenues et visaient à cerner toute l'offre de service requise dans le secteur Le Triangle. Ainsi, deux consultations publiques ont été suivies et appuyées par des consultations internes importantes. À la suite de ces rencontres, un programme fonctionnel et technique sommaire a été établi conformément aux demandes justifiées des besoins spatiaux et techniques.

Un premier appel d'offres public de travaux a été publié par l'arrondissement, le 9 avril 2018, et a été annulé après l'ouverture des soumission, car le montant de la plus basse soumission était beaucoup plus élevé que l'estimation des professionnels.

Le présent dossier décisionnel vise donc l'octroi d'un contrat de travaux afin de permettre la réalisation du projet conformément à son plan fonctionnel et technique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170225 - 6 juillet 2017: Accorder à la firme Cardin Ramirez Julien Inc., un contrat de services professionnels en architecture, en ingénierie et en architecture du paysage au montant de 797 466,60 $, pour l'avant-projet détaillé, la préparation des plans et devis et

la surveillance de chantier pour trois parcs du secteur Le Triangle et autoriser une dépense à cette fin de 863 922,15 $, comprenant les contingences au montant de 132 911,10 $, taxes incluses, et les incidences au montant de 66 455,55 $, taxes incluses.
DA184921004 : Autoriser l'annulation de l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-032 - Réaménagement et agrandissement du chalet et aménagement d'un jardin communautaire au parc de la Savane, et d'autoriser, à titre de compensation et de règlement final pour les dépenses effectuées lors de la préparation de sa soumission, un montant de 5 000 $ à la firme Construction Genfor Ltée, plus bas soumissionnaire conforme.

CA16 170300 – 7 novembre 2016 – Octroi d'un contrat de services professionnels en architecture et en architecture du paysage à la firme Projet Paysage inc., pour l'élaboration d'un plan directeur des parcs et espaces verts du secteur du Triangle, au montant de 71 718,76 $, taxes incluses et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres sur invitation (1167483001).

CM15 0217 – 24 février 2015 – Adoption du règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales dans le cadre du projet du secteur Namur – Jean-Talon Ouest (« Le Triangle ») (1141019001).

DESCRIPTION

Pour permettre l'octroi du présent contrat de travaux, la Direction des services administratifs et du greffe a publié sur SEAO, le 22 août 2018, l'appel d'offres public **CDN–NDG-18-AOP-DAI-053**. Six addenda ont été émis durant la période de publication de l'appel d'offres public. Le délai de validité des soumissions est de 120 jours.
L'adjudicataire aura à fournir tous les matériaux ainsi que les services suivants :

- travaux de démolition, d'excavation et de terrassement;
- travaux de construction et d'agrandissement du chalet existant;
- travaux de préparation du site et de remblayage, de compaction et de nivellement;
- travaux d'aménagements extérieurs et de clôtures du nouveau parc;
- fourniture et installation des équipements divers,
- travaux de gazonnement, de plantation et de finition;
- travaux civils divers;
- maintien des garanties générales du projet jusqu'à expiration de leurs délais;
- autres travaux et services selon les plans et devis.

JUSTIFICATION

L'ouverture des soumissions de l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-053 a eu lieu le 28 septembre 2018 à 14 h en présence des représentants des soumissionnaires, du responsable du dossier et de deux représentantes de la Division du greffe de l'arrondissement. Deux prix séparés exclus ont été prévus à la soumission et sont :

1. Aménagement d'un nouveau jardin communautaire avec cabanon de service. Ces coûts seront assumés à 100% par le Service de mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal (SMVT) ;
2. Panneaux acoustiques pour des locaux du chalet. Ce prix est jugé très élevé et par conséquent, il ne sera pas accordé au présent dossier.

Parmi les onze preneurs du cahier des charges sur le site SEAO, **trois (3)** soumissions ont été reçues par l'arrondissement. Les résultats des prix reçus sont présentés dans la section

«Pièces jointes» du présent dossier et dans le tableau suivant :

SOUMISSIONNAIRES	Prix de base (avant taxes)	Prix séparé exclu 1 Jardin Communautai (avant taxes)	Total de la soumission incluant le PSE (taxes incluses)	Conf-orm-ité
Norgéreq Ltée	2 520 398,00 $	202 155,00 $	3 130 255,31 $	OUI
9006-9311 Qc inc. Devcor (1994)	2 414 914,00 $	253 945,00 $	3 068 520,63 $	OUI
Construction Genfor Ltée	**1 925 000,00 $**	**237 622,00 $**	**2 486 474,64 $**	**OUI**

Les vérifications relatives à la conformité de tous les soumissionnaires auprès des Registres de la RBQ et à la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) ont été faites par la Division du greffe de l'arrondissement.

Prix de base :

La firme **Construction Genfor Ltée**, plus bas soumissionnaire, a présenté un prix de base *(avant les contingences et toutes les taxes applicables)* de **1 925 000,00 $**. Sa soumission est jugée conforme.

Considérant l'adjudication des travaux du jardin communautaire identifié au prix séparé exclu 1, lesquels travaux sont financés par le SMVT, le montant de la soumission de base de la firme **Construction Genfor Ltée** (plus bas soumissionnaire conforme) représente donc **89,01 %** du montant total du contrat accordé au présent dossier. Le montant de la soumission pour les travaux du jardin communautaire est de **237 622,00 $**, avant taxes, et représente **10,99 %** du contrat accordé au présent dossier. Le montant total du contrat à accorder à la firme **Construction Genfor Ltée** est de **2 162 622,00 $**, avant taxes, pour un total de **2 486 474,64 $**, taxes incluses.

Prix séparés exclus :

Deux prix séparés exclus sont prévus aux documents d'appel d'offres et la Ville peut, à sa discrétion, sélectionner un ou plusieurs prix à être exécutés durant le présent contrat, en maintenant le principe de la plus basse soumission conforme. Un montant de **237 622,00 $**, avant taxes, sera ajouté au montant de soumission de base pour payer les coûts identifiés **en prix séparé exclu 1** ayant pour objet l'aménagement d'un nouveau jardin communautaire. Ce montant représente 10,99 % du total du contrat accordé au présent dossier et est financé à 100 % par le SMVT.

Contingences :

Une provision totale, égale à **huit (8) %** de la soumission acceptée (laquelle inclut les travaux identifiés à la soumission de base et ceux identifiés au prix séparé exclu 1) et égale à **173 009,59 $**, avant taxes, pour un total de **198 917,97 $**, taxes incluses, sera ajoutée au montant total de la soumission de l'entrepreneur. Conditionnellement à l'approbation préalable de l'arrondissement et des professionnels, cette provision sera utilisée pour payer tout ajout ou modification au contrat, lorsque ces travaux sont justifiés durant le chantier. Le financement de ces travaux contingents sera assumé à 100 % par le SMVT dans le règlement d'emprunt RE 15-013.

Incidences :

Une provision totale, égale à **trois (3) %** de la soumission acceptée et égale à **64 878,66 $**, avant taxes, pour un total de 74 594,24 $, taxes incluses, est à prévoir au présent contrat. Cette provision sera utilisée pour payer les coûts des tests des différents laboratoires et services professionnels autres que les services de conception déjà accordés (contrôle des matériaux granulaires, compaction, béton) et autres services requis au cours du chantier. Le financement de ces travaux incidents sera assumé à 100 % par le SMVT dans le règlement d'emprunt RE 15-013.

Estimation:

L'estimation totale des coûts des travaux soumise par les concepteurs est de **1 928 510,45 $**, incluant taxes, et est de 616 550, 64 $, taxes incluses, soit 31, 25 % du total de l'estimation. Cette différence s'explique par les conditions actuelles du marché qui semble favoriser une hausse de tous les prix dans l'industrie de la construction et surtout celle reliée à des bâtiments complexes. Il est également important de mentionner la complexité des estimations faites par les professionnels sur les projets comportant des travaux de rénovation majeures et de nouvelle construction en même temps.

Firmes soumissionnaires (Résultat vérifié de l'appel d'offres)	Prix de base (tx. inc.)	Pirx séparés exclus (tx inc.)	Total (tx inc.)
Construction Genfor Ltée	2 213 268,75 $	317 931,17 $	2 531 199, 92 $
Norgéreq Ltée	2 897 827,60 $	249 673,96 $	3 147 750,56 $
9006-9311 Québec inc. F.a.s.r.s Devcor (1994)	2 776 547,37 $	304 505, 54 $	3 081 052,91 $
Dernière estimation réalisée	1 671 821,86 $	256 688,59$	1 928 510,45 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			2 920 001,13 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			15,36%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			616 550,64 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			24,35 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			602 689,47 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			31,25 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			549 852,99 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			21,72 %

(*)T.P.S de 5% et T.V.Q de 9.975%

Conclusion et recommandation:

La Direction des services administratifs et du greffe recommande l'octroi du présent contrat de travaux au plus bas soumissionnaire conforme, **Construction Genfor Ltée**, pour un montant total de **2 685 392,62 $,** taxes incluses. Ce montant inclut le montant de la soumission de base de **2 486 474,64 $**, taxes incluses, et le montant de contingences de **198 917,97 $**, taxes incluses. Un autre montant de **74 594,24 $**, taxes incluses, est recommandé pour payer des travaux incidents. Le montant total à autoriser est de **2 759 986,86 $,** incluant les contingences, les incidences et toutes les taxes applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce projet d'agrandissement du chalet est financé à **80,19 %** par l'arrondissement et **19,81 %**, par le SMVT et se détaille comme suit :
· un montant de **1 925 000,00 $**, avant taxes, provenant de revenus reportés de parcs et terrains de jeux pour un montant de 651 009,38 $, du surplus affecté de 2015 pour 500 000,00 $, d'un règlement d'emprunt 2018 réaffecté à ce projet de 170 000,00 $ et d'un nouveau règlement d'emprunt de 700 000,00 $ planifié pour cet agrandissement en 2019.
· un montant de **475 510,42 $**, avant taxes, provenant du règlement d'emprunt de compétence locale RE 15-013 du SMVT (Travaux du jardin communautaire, incluant contingences et incidences).

Le numéro SIMON pour la portion ARRON de ce projet est le **159091.**

Le détail des renseignements relatifs aux règlements d'emprunt et autres sources de financement quant aux codes d'imputation et numéros de sous-projets sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement et dans l'intervention du Service des finances.

Le montant total à autoriser est de **2 759 986,86 $**, incluant les contingences, les incidences et toutes les taxes applicables.

Le montant imputable net de ristourne TPS et TVQ, est de **2 520 235,88$**.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet sera réalisé selon les exigences de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent projet permettra l'implantation d'une offre de service attendue dans ce secteur depuis plusieurs années. Les installations offertes seront très sollicitées et offrent des services divers à la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La division des communications de l'arrondissement assurera le suivi relatif au volet de la communication des informations aux citoyens et aux groupes concernés quant à la date de disponibilité des lieux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

9 octobre 2018 - Octroi du contrat de travaux;
Novembre 2018 - Début des travaux de construction;

Fin 2019 - Fin des travaux de construction et acceptation provisoire;
Fin 2020 - Fin des travaux et acceptation finale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les règles d'adjudication des contrats ont été respectées.
L'autorisation de l'AMF n'est pas requise pour ce type de contrat. Toutefois, Construction Genfor inc. la détient.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Julie FARALDO BOULET)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-Henri BOURQUE, Service de la mise en valeur du territoire
Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-9783
Télécop. : 514-868-4562

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Hélène BROUSSEAU
Chef de division

Tél : 514 872-0419
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1184921002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 2 685 392,62 $ incluant les taxes à Construction Genfor Ltée pour les travaux d'agrandissement du chalet du parc de la Savane et la construction d'un jardin communautaire, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-18-AOP-DAI-053, et autoriser une dépense à cette fin de 2 759 986,86 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires).

FDC- Recommandation GenforREV2.pdf
Soumission de base-Chalet- Genfor.pdf
Soumission Prix séparé exclu-Jardin commuSMVT Genfor.pdf
RÉSULTATS.pdf
Récapitulatif PV.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-9783
Télécop. : 514-868-4562

Projet : **Agrandissement du chalet du parc de la Savane et aménagement d'un jardin communautaire - CDN-NDG-18-AOP-DAI-053**

CONTRAT DE TRAVAUX: Construction Genfor Ltée

CA du 9 octobre 2018

						Tps 5,0%		Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Travaux forfaitaires**		**%**		**$**				
	Prix forfaitaire		100,0%	89,01%	**1 925 000,00**	**96 250,00**		**192 018,75**	**2 213 268,75**
SMVT	**RE15-013**	Prix séparé 1	100,0%	10,99%	237 622,00	11 881,10		23 702,79	273 205,89
		Réabilitation des sols							
		Divers - Autres trav.							
		Sous-total :	100,0%	100,0%	**2 162 622,00**	**108 131,10**		**215 721,54**	**2 486 474,64**
		Total - Contingences	8,0%	100,0%	173 009,76	8 650,49		17 257,72	198 917,97
				0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00
SMVT	**RE15-013**			100,00%	173 009,76	8 650,49		17 257,72	198 917,97
		Total - Contrat :			**2 335 631,76**	**116 781,59**		**232 979,27**	**2 685 392,62**
Incidences :		Dépenses générales	3,0%	100,0%	64 878,66	3 243,93		6 471,65	74 594,24
				0,00%	0,00	0,00		0,00	0,00
SMVT	**RE15-013**			100,00%	64 878,66	3 243,93		6 471,65	74 594,24
		Total Arrondissement		**80,19%**	**1 925 000,00**	**96 250,00**		**192 018,75**	**2 213 268,75**
		Total SMVT		**19,81%**	**475 510,42**	**23 775,52**		**47 432,16**	**546 718,11**
		Coût des travaux			**2 400 510,42**	**120 025,52**		**239 450,91**	**2 759 986,86**
Ristournes :		Tps	100,00%						120 025,52
		Tvq	50,0%						119 725,46
		Coût net après ristoune							**2 520 235,88**

2018-10-03

Préparé par Amar Bensaci

Montréal

COPIE

Appel d'offres public
Exécution des travaux

N° : CDN-NDG-18-AOP-DAI-053

FORMULAIRE DE SOUMISSION

CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service du greffe 5160, Boul. Décarie,Rez-de-Chaussée, Bureau Accès-Montréal, Montréal, Québec, H3X 2H9, avant 14 h
22	8	2018	28	9	2018	

Titre : Réaménagement et agrandissement du chalet et aménagement d'un jardin communautaire au parc de la Savane
Contrat: s/o **Mandat: CDN-NDG-18-AOP-DAI-053** **Bâtiment: s/o**

Description et sommaire de soumission	Montant
Réaménagement et agrandissement du chalet et aménagement d'un jardin communautaire au parc de la Savane	
Montant total avant taxes (2) :	1 925 000,00 $
Taxe sur les produits et services 5 % (3) :	96 250,00 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % (4) :	192 018,75 $
Montant total (5) :	**2 213 268,75 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1144135697

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Construction Genfor Ltée

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

2850, boul. Saint-Martin Est, Laval (Québec), H7E 5A1

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	1 (450) 661-2040	
PHILLIP GAGNON-BOMBARDIER, ING. JR ESTIMATEUR	Télécopieur :	1 (450) 661-2092	
	Courriel :	pgbombardier@genfor.qc.ca	
Signature:	Jour	Mois	Année
	28	septembre	2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

******************************PRIX SÉPARÉS EXCLUS******************************

Ces prix ne sont pas inclus à la soumission de base de l'entrepreneur. La Ville se réserve le droit d'accorder, en partie ou en totalité, le présent contrat au soumissionnaire ayant soumis le plus bas prix conforme selon les alternatives suivantes :

• Total obtenu par l'addition de la plus basse soumission de base (case 5 de la page 1 de 1 de la section A du Formulaire de soumission) et le total des prix séparés exclus (case 15 de la Section C);

• Total de la plus basse soumission de la soumission de base (total de la case 5 de la page 1 de 1 de la section A du Formulaire de soumission) ;

• Total obtenu par l'addition de la plus basse soumission de base (case 5 de la page 1 de 1 de la section A du Formulaire de soumission) et le total des prix séparés exclus sectionnés, par items, au choix de la Ville. **La notion du plus bas prix conforme s'applique toujours.**

PRIX SÉPARÉ EXCLU #1: AMÉNAGEMENT D'UN JARDIN COMMUNAUTAIRE AVEC CABANON DE SERVICE	**MONTANT**
Démolition, enlèvement et récupération (Basket-Ball et autres)	19 200,00 $
02-220 Terrassement, excavation et remblayage	14 000,00 $
02-440 Alimentation en eau	9 000,00 $
02-443 Fontaines, douches, bouches d'arrosage	15 000,00 $
02-446 Menuiserie pour aménagements extérieurs Jardinets individuels : 1 670,00$ / un. X 30 un. = 50 100,00$ Jardinets collectifs : 1 630,00$ / un. X 2 un. = 3 260,00$ Jardinets surélevés : 2 400,00$ / un. X 2 un. = 4 800,00$	58 160,00 $
02-451 Clôtures en métal Clôture ornementale jardin communautaire : 230,00$ / m.lin. X 195 m.lin. = 44 850,00$ Barrière double jardin communautaire : 500,00$ / un. X 1 un. = 500,00$ Barrière simple jardin communautaire : 1 200,00$ / un. X 1 un. = 1 200,00$	46 550,00 $
02-477 Équipement de parc	1 000,00 $
02-484 Apport de terre de culture Terre de culture pour jardin communautaire (mélange no.2) : 1 global 4 700,00$ Terre de culture pour surface gazonnée (mélange no.1) : 1 global 7 100,00$	11 800,00 $
02-485 Gazonnement	6 150,00 $
02-511 Surfaces en gravier et empierrement Surface de criblure de pierre : 28,00$ / m² X 450 m² = 12 600,00$	12 600,00 $
Construction du cabanon pour jardin communautaire (page A-104 des dessins d'architecture), incluant de façon non limitative: Construction de l'enveloppe et des parements; Portes, cadres, vitrage et quincaillerie; Finition; Etc.;	29 500,00 $
Plomberie du cabanon (alimentation en eau, dispositif anti-refoulement, etc.)	2 800,00 $
Électricité du cabanon (page E002 des dessins d'électricité)	7 862,00 $
Dalle de béton du cabanon et tous autres travaux connexes requis (page C04 des plans de civil)	4 000,00 $
TOTAL DU PRIX SÉPARÉ EXCLU #1 (10)	**237 622,00 $**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 22 août 2018
Date d'ouverture : 28 septembre 2018

CDN-NDG-18-AOP-DAI-053
PARC DE LA SAVANE – Réaménagement et agrandissement du chalet et aménagement d'un jardin communautaire

SOUMISSIONS		MONTANT DE LA SOUMISSION AVEC TAXES	PRIX SÉPARÉ EXCLU NO 1 AVANT TAXES	PRIX SÉPARÉ EXCLU NO 2 AVANT TAXES
1	9006-9311 QUÉBEC INC. F.a.s.r. DEVCOR (1994)	2 776 547,37 $	253 945,00 $	10 900,00 $
2	CONSTRUCTION GENFOR LTÉE	2 213 268,75 $	237 622,00 $	38 900,00 $
3	NORGÉREQ LTÉE	2 897 827,60 $	202 155,00 $	15 000,00 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	ACQ - PROVINCIAL
2	ANJALAC CONSTRUCTION INC.
3	AXE CONSTRUCTION
4	CONSTRUCTION GENFOR LTÉE
5	CORPORATION DE CONSTRUCTION GERMANO
6	9006-9311 QUÉBEC INC. F.a.s.r. DEVCOR (1994)
7	GASTIER M.P. INC.
8	GROUPE DCR
9	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
10	NORGÉREQ LTÉE
11	TERRASSEMENT MULTI-PAYSAGES

Préparé le 28 septembre 2018

…2

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-18-AOP-DAI-053

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **vendredi 28 septembre 2018** à **14 heures.**

Sont présents :

• Geneviève Reeves	secrétaire d'arrondissement	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Amar Bensaci	gestionnaire immobilier	Aménagement des parcs – actifs immobiliers
• Danièle Lamy	Secrétaire d'unité administrative	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-18-AOP-DAI-053 - PARC DE LA SAVANE – Réaménagement et agrandissement du chalet et aménagement d'un jardin communautaire** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

NOM DES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT AVEC TAXES	PRIX SÉPARÉ EXCLU NO 1 AVANT TAXES	PRIX SÉPARÉ EXCLU NO 2 AVANT TAXES
9006-9311 QUÉBEC INC. F.a.s.r. DEVCOR (1994)	2 776 547,37 $	253 945,00 $	10 900,00 $
CONSTRUCTION GENFOR LTÉE	2 213 268,75 $	237 622,00 $	38 900,00 $
NORGÉREQ LTÉE	2 897 827,60 $	202 155,00 $	15 000,00 $

L'appel d'offres public de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 22 août 2018.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à l'aménagement des parcs – actifs immobiliers, pour étude et rapport

Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184921002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 2 685 392,62 $ incluant les taxes à Construction Genfor Ltée pour les travaux d'agrandissement du chalet du parc de la Savane et la construction d'un jardin communautaire, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-18-AOP-DAI-053, et autoriser une dépense à cette fin de 2 759 986,86 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions CDN-NDG-18-AOP-DAI-053.pdf

Validation du processus - CDN-NDG-18-AOP-DAI-053.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire-recherchiste
Tél : 514 872-9492

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-04

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 868-3644
Division :

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **Appel d'offres : CDN-NDG-18-AOP-DAI-053**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste RGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI[6]	Garantie de soumission et lettre d'engagement Annexe B	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire Annexe H	Commentaire	Conformité
Devcor (9006-9311 Québec inc.)	1140703001	**s/o**	**ok**	ok	ok	**ok**	**ok**		**ok**	**ok**		ok
Construction Genfor Ltée.	1144135697	**ok**	**ok**	ok	ok	**ok**	**ok**		**ok**	**ok**		ok
Norgereq Ltée.	1142550913	**ok**	**ok**	ok	ok	**ok**	**ok**		**ok**	**ok**		ok

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Liste du contentieux (Version du **2018-10-02**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-10-02.**
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-10-02.**
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2018-10-02.**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-18-AOP-DAI-053

No du GDD : 1184921002

Titre de l'appel d'offres : Parc de la Savane - Réaménagement et agrandissement du chalet de parc et aménagement d'un jardin communautaire

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 8 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 18 - 9 - 2018

Ouverture faite le : 28 - 9 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 20 - 9 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 36 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 27

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 1 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CONSTRUCTION GENFOR INC.	2 213 268,75 $	√	1
CONSTRUCTION GENFOR INC.	273 205,89 $		2
DEVCOR (9006-9311 QUÉBEC INC.)	2 776 547,37 $		1
DEVCOR (9006-9311 QUÉBEC INC.)	291 973,26 $		2
NORGÉREX	2 897 827,60 $		1
NORGÉREQ	232 427,71 $		2

Information additionnelle

Désistements :1 firme indique le manque de temps, 1 firme indique le manque de temps et la difficulté d'obtenir des prix de sous-traitants, 3 firmes indiquent leur carnet de commande complet, 1 firme indique être un sous-traitant, 1 firme indique son arrivée tardive en raison du traffic détourné, 1 firme indique ne pas avoir les ressources nécessaire pour un projet de cette envergure.
Le contrat incluait des prix séparés exclus. Conformément aux documents d'appel d'offres, le contrat est accordé au plus bas soumissionnaire conforme (total de la soumission de base et des prix séparés exclus accordés).

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 2 - 10 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184921002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 2 685 392,62 $ incluant les taxes à Construction Genfor Ltée pour les travaux d'agrandissement du chalet du parc de la Savane et la construction d'un jardin communautaire, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-18-AOP-DAI-053, et autoriser une dépense à cette fin de 2 759 986,86 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1184921002 SMVT.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-04

Christian BORYS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5676

Division : Service des finances - Conseil et soutien financier - Point de service développement

NO GDD : **1184921002 - Construction Genfor Ltée**

Taux 2018: 1.0951303727

No d'engagement **CC84921002**

Cette dépense est entièrement assumée par la ville-centre

Provenance

Namur et Jean-Talon Ouest - Secteur Namur-Jean-Talon (Le Triangle)		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 15-013	6101.7715013.802716.01909.57201.000000.0000.167522.000000.98001.00000	546 718.11 $	499 226.50 $	499 228.00 $
Total provenance		**546 718.11 $**	**499 226.50 $**	**499 228 $**

Imputation

Construction d'un jardin communautaire au parc de la Savane		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat Jardin communautaire	6101.7715013.802716.07165.57201.000000.0000.176546.000000.15010.00000	273 205.89 $	249 473.40 $	249 474 $
Contingences Jardin communautaire	6101.7715013.802716.07165.57201.000000.0000.176546.070008.15010.00000	21 856.47 $	19 957.87 $	19 958 $
Contingences Agrandissement chalet	6101.7715013.802716.07165.57201.000000.0000.176570.070008.15010.00000	177 061.50 $	161 680.75 $	161 681 $
Incidences services professionnels	6101.7715013.802716.07165.54301.000000.0000.176547.000000.15010.00000	74 594.24 $	68 114.48 $	68 115 $
Total imputation		**546 718.11 $**	**499 226.50 $**	**499 228.00 $**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : _____ Téléphone : _____
Service/Arrondissement : _____

Période : _____ Année : 2017 **-17** Description de l'écriture : _____

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de _____
○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. _____

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184921002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 2 685 392,62 $ incluant les taxes à Construction Genfor Ltée pour les travaux d'agrandissement du chalet du parc de la Savane et la construction d'un jardin communautaire, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-18-AOP-DAI-053, et autoriser une dépense à cette fin de 2 759 986,86 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1184921002_intervention financière.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-03

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140

Service/Arrondissement : CDN - NDG

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Calcul des taxes 2017

Contrat	Avec taxes
Montant avant taxes	1 925 000.00
TPS 5%	96 250.00
TVQ 9,975%	192 018.75
Contrat ⟶	**2 213 268.75**
Ristourne TPS à 100%	(96 250.00)
Ristourne TVQ à 50%	(96 009.38)
Dépense ⟶	2 021 009.38

2021009.38

Incidence	Avec taxes
Montant avant taxes	0.00
TPS 5%	0.00
TVQ 9,975%	0.00
Contrat ⟶	**0.00**
Ristourne TPS à 100%	0.00
Ristourne TVQ à 50%	0.00
Dépense ⟶	0.00

TOTAL imputable **2 021 009.38**

Ristourne 2017 - 1.049875

GDD1174921009 - TRAVAUX. Lanco Aménagement inc. - Aménagement d'un nouveau terrain de soccer synthétique-Parc Loyola

Calcul des dépenses							
	Montant avant taxe	**TPS**	**TVQ**	**Dépenses t.t.i**	**Crédits**	**Quote-part CORPO**	**Quote-part ARRON 100%**
Contrat	1 925 000.00	96 250.00	192 018.75	2 213 268.75	2 021 009.38	0.00	2 021 009.38
Contingents	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
S-total	***1 925 000.00***	***96 250.00***	***192 018.75***	***2 213 268.75***	***2 021 009.38***	***0.00***	***2 021 009.39***
Incidence	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total projet	***1 925 000.00***	***96 250.00***	***192 018.75***	***2 213 268.75***	***2 021 009.38***	***0.00***	***2 021 009.38***

DOSSIER	:	1184921002
Estimation du coût du projet	:	
Contrat travaux	:	2 021 009.38 $
Incidences	:	0.00 $
Laboratoire		-
Ingénierie		-
Imprévus		-
Moins ristourne (TPS)	:	(96 250.00 $)
Moins ristourne (TVQ)	:	(96 009.38 $)
Coût total net du projet	=	2 021 009.38 $
Portion Arron		2 021 009.38 $

PROVENANCE 1

Règlement d'emprunt	RCA15 17259 PTI 2019-2021
Source:	0615361
Sous-projet:	1934227 001
Projet SIMON:	175389
Montant :	700 000.00 $

PROVENANCE 2

Règlement d'emprunt	RCA15 17259 Terrains de baseball
Source:	0615361
Sous-projet:	1734227 005
Projet SIMON:	159095
Montant :	170 000.00 $

PROVENANCE 3

Revenus reportés Parcs et terrains de jeux	
Objet	25507
Montant :	651 009.38 $

PROVENANCE 4

Surplus affecté 2015	CA16 170167
Objet:	31025
Montant :	500 000.00 $ affecté à l'aménagement du parc de la Savane

IMPUTATION

Requérant	:	59-00
Projet	:	34227
Sous-projet	:	1634227 001
Exécutant	:	59-00
Projet SIMON	:	159091

		2018	2019	2020	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2018-2020	:	0	2021	0	0	2021
Prévision de la dépense						
Brut	:	0	2021	0	0	2021
BF		0	0	0	0	0
Autre	:	0	1151	0	0	1151
Sub-C		0	0	0		0
Net	:	0	870	0	0	870
Écart	:	0	1151	0	0	0

SIMON
Système intégré Montréal

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

#REF!

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140 #REF!
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : OCT Année : 2018 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 201-10-09 Nom d'écriture : 181009utangmu -TRAVAUX - Agrandissement du chalet du parc de la Savane - Construction Genfor Ltée - GDD 11

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	500 000.00		
6	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	159091	000000	15010	00000		500 000.00	Surplus 2015
7														
8	2406	0000000	000000	00000	25507	000000	0000	000000	000000	00000	00000	651 009.38		
9	6406	9500998	800250	07165	45901	013529	0000	159091	000000	15010	00000		651 009.38	Revenus reportés Parcs et terrains de j
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**1 151 009.38**	**1 151 009.38**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de virement de crédits

Période :

Saisie par:

Téléphone : 514-868-5140 **Initial:** **Confirmation # :**

Service/Arrondissement : **CDN NDG**

Description du virement : 181009utangmu -TRAVAUX - Agrandissement du chalet du parc

*(Exemple: 140308udechna - Description) **Le code U doit être ce*

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur	À (DT)	De (CT)
1	6406	0614244	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		700 000.00
2	6406	0614244	800250	07165	57201	000000	0000	159091	000000	15010	00000	700 000.00	
3	6406	0614244	800250	07165	57201	000000	0000	159091	012079	15010	00000	0.00	
4													
5	6406	0615361	800250	01909	57201	000000	0000	**102600**	000000	98001	00000		170 000.00
6	6406	0615361	800250	07165	57201	000000	0000	159091	000000	15010	00000	170 000.00	
11													
12	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	159091	000000	15010	00000	500 000.00	
13	6406	9500998	800250	07165	**45901**	013529	0000	159091	000000	15010	00000		500 000.00
14													
15	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	159091	000000	15010	00000	651 009.38	
16	6406	9500998	800250	41000	**71120**	000000	0000	159091	000000	15010	00000		651 009.38
17													
18													
19													
											Total de l'écriture	**2 021 009.38**	**2 021 009.38**

Remarques

Approbation: _____ Date: _____

Report : _____ _____ _____

(V.90) (Signature) (Date) (Confirmation #)

Approbation Directeur d'Arrondiss

Stéphane Plante

Catégorie de virement : V.10 ☐ V.20 ☐ V.90 ☒

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre à la personne qui a le pouvoir de faire la saisie dans

Si vous effectuez la saisie pour une personne autorisée en vertu du règlement de délégation, veuillez transmettre la copie signée à Nathalie Decha

09-Oct

: de la Savane - Construction Genfor Ltée - GDD 1184921002

elui du demandeur

Description
Travaux
Incidences
Report PTI antérieurs
Travaux
Revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux
Surplus affecté 2015

sement
Date

SIMON.

amps

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140
Service/Arrondissement : CDN - NDG

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0614244	800250	07165	57201	000000	0000	159091	000000	15010	00000
2	6406	0615361	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000
3	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	159091	000000	15010	00000
4	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	159091	000000	15010	00000
5	6406	9500998	800250	07165	45901	013529	0000	159091	000000	15010	00000
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	#REF!
2	#REF!
3	6406.9500998.800250.07165.57201.000000.0000.159091.000000.15010.00000
4	#REF!
5	#REF!
6	.....
7	#REF!
8	#REF!
9	6406.0614244.800250.07165.57201.000000.0000.159091.000000.15010.00000
10	6406.0615361.800250.01909.57201.000000.0000.102600.000000.98001.00000
11	.....
12	.....
13	.....
14	#REF!
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....
36	.....
37	.....
38	.....
39	.....
40	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!

18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!
18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1184921003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant de 5 289 329,45 $ incluant les taxes à Construction Emcon inc. pour les travaux de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG -18-AOP-DAI-031, et autoriser une dépense à cette fin de 6 347 195,33 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires).

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder à Construction Emcon inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la construction d'un chalet et l'aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 289 329,45 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-031.

D'autoriser une dépense à cette fin de 5 289 329,45 $, taxes incluses.

D'autoriser une dépense additionnelle de 793 399,42 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 264 466,47 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-05 10:19

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184921003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant de 5 289 329,45 $ incluant les taxes à Construction Emcon inc. pour les travaux de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-18-AOP-DAI-031, et autoriser une dépense à cette fin de 6 347 195,33 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour but de permettre la réalisation des différents travaux pour le projet de construction d'un chalet et d'aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle. Ce parc est situé dans le district de Snowdon et sera le premier parc aménagé dans le secteur Le Triangle dont le développement résidentiel a commencé depuis plusieurs années. Ce projet vise donc à assurer une offre de service à la population de ce secteur. Le projet comportera un nouveau parc, un nouveau chalet, un jeu d'eau et des espaces multifonctionnels.
Afin de bien cerner les demandes des citoyens, deux présentations publiques ont été tenues et ont été suivies par des consultation internes. À la suite de ces rencontres, un programme fonctionnel et technique sommaire a été établi conformément aux demandes justifiées des besoins spatiaux et techniques.

Le présent dossier décisionnel vise donc l'octroi d'un contrat de construction afin de permettre la réalisation du projet conformément à son plan fonctionnel et technique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170225 - 6 juillet 2017: Accorder à la firme Cardin Ramirez Julien Inc., un contrat de services professionnels en architecture, en ingénierie et en architecture du paysage au montant de 797 466,60 $, pour l'avant-projet détaillé, la préparation des plans et devis et la surveillance de chantier pour trois parcs du secteur Le Triangle et autoriser une dépense à cette fin de 863 922,15 $, comprenant les contingences au montant de 132 911,10 $, taxes incluses, et les incidences au montant de 66 455,55 $, taxes incluses.
CA16 170300 – 7 novembre 2016 – Octroi d'un contrat de services professionnels en architecture et en architecture du paysage à la firme Projet Paysage inc., pour l'élaboration d'un plan directeur des parcs et espaces verts du secteur du Triangle, au montant de 71 718,76 $, taxes incluses et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres sur invitation (1167483001).

CA16 170177 – 6 juin 2016 – Approbation d'un projet particulier PP-91 visant à autoriser

les usages des catégories E.1 (1) et E.1 (3), qui comprennent les usages parc et esplanade, sur le site du concessionnaire Volvo situé au 4815 rue Buchan et sur les espaces adjacents relevant du domaine public, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement (RCA02 17017).

CE16 0680 – 27 avril 2016 – Autorisation d'un virement de crédits d'un montant de 6 194 263 $ entre le Service de la mise en valeur du territoire de la Ville et l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre du Règlement d'emprunt 15-013, afin de pouvoir conclure la transaction par laquelle la Ville de Montréal acquiert de Société de placements Ace ltée et al., tous les droits qu'ils détiennent à titre de propriétaires, dans l'immeuble situé aux 4815 et 4815A, rue Buchan, construit sur un emplacement de 4 766,1 mètres carrés, aux fins d'aménagement d'un parc dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (1164602003).

CA16 170085 - 4 avril 2016 - Approbation de la promesse de vente par laquelle la société Automobiles Uptown inc., à titre d'emphytéote, promet de vendre à la Ville tous les droits qu'elle détient dans l'immeuble constitué des lots 2 648 742 et 2 648 743 du cadastre du Québec, avec bâtiment dessus construit, portant les numéros civiques 4815 et 4815A, rue Buchan (1164315001).

CA16 170086 - 4 avril 2016 - Approbation de l'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert de Société de placements Ace ltée et al., tous les droits que les propriétaires détiennent dans l'immeuble constitué des lots 2 648 742 et 2 648 743 du cadastre du Québec avec bâtiment dessus construit, portant les numéros civiques 4815 et 4815A, rue Buchan (11543150003).

CA16 170008 – 18 janvier 2016 – Renouvellement de l'imposition des réserves à des fins de parc sur les lots 2 648 742 et 2 648 743, là où se trouve le concessionnaire Volvo; et, non-renouvellement et radiation de l'inscription des réserves sur les lots 2 648 745 et 2 648 746 à leur échéance (1130558004).

CM15 0217 – 24 février 2015 – Adoption du règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales dans le cadre du projet du secteur Namur – Jean-Talon Ouest (« Le Triangle ») (1141019001).

CA13 170360 - 30 septembre 2013 - Imposition d'une réserve à des fins de parc sur les lots 2 648 745, 2 648 746, 2 648 742 et 2 648 743 (1130558004).

CM13 0144 - 26 février 2013 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 30 900 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement de l'emprise publique (1124223005).

DESCRIPTION

Pour permettre l'octroi du présent contrat de services professionnels, la Direction des services administratifs et du greffe a publié sur SEAO, le 22 août 2018, l'appel d'offres public, **CDN–NDG-18-AOP-DAI-031**. Six addenda ont été émis durant la période de publication de l'appel d'offres public. Le délai de validité des soumissions est de 120 jours. L'adjudicataire aura à fournir tous les matériaux ainsi que les services suivants :

- travaux de démolition, d'excavation et de terrassement;
- travaux de construction du nouveau chalet;
- travaux de préparation du site et de remblayage, de compaction et de nivellement;

- travaux d'aménagements extérieurs du nouveau parc incluant les travaux de gazonnement, de plantation et de finition;
- travaux d'installation des modules de jeu d'eau fournis par la Ville;
- fourniture et installation des équipements divers,
- travaux d'installation d'éclairage extérieur;
- travaux civils divers;
- maintien des garanties générales du projet jusqu'à expiration de leurs délais;
- autres travaux et services selon les plans et devis.

JUSTIFICATION

L'ouverture des soumissions de l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-031 a eu lieu le 28 septembre 2018 à 14 h en présence des représentants des soumissionnaires, du responsable du dossier et de deux représentantes de la Division du greffe de l'arrondissement. Trois prix séparés exclus ont été identifiés au formulaire de soumission. Parmi les 12 preneurs du cahier des charges sur le site SEAO, **deux (2)** soumissions ont été reçues par l'arrondissement. Les résultats des prix reçus sont présentés dans la section «Pièces jointes» du présent dossier et dans le tableau suivant :

SOUMISSIONNAIRES	Prix de base (avant taxes)	Prix séparé exclu 1 (avant taxes)	Prix séparé exclu 2 (avant taxes)	Prix séparé exclu 3 (avant taxes)	Conf-orm-ité
Construction Emcon inc.	4 527 717,00 $	17 800,00 $	37 700,00 $	17 500,00 $	OUI
Hulix Construction	6 109 504,00 $	10 000,00 $	55 000,00 $	10 500,00 $	OUI

Les vérifications relatives à la conformité de tous les soumissionnaires auprès des Registres de la RBQ et à la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) ont été faites par la Division du greffe de l'arrondissement.

Prix de base :

La firme **Construction Emcon inc.,** plus bas soumissionnaire, a présenté un prix de base *(avant les contingences et toutes les taxes applicables)* de **4 527 717,00 $** et un prix de **72 700 $** (avant taxes) pour les prix séparés exclus 1. Sa soumission est jugée conforme.

Prix séparés exclus :

Trois prix séparés exclus sont prévus aux documents d'appel d'offres et la Ville peut, à sa discrétion, sélectionner un ou plusieurs prix à être exécutés durant le présent contrat, en maintenant le principe de la plus basse soumission conforme.

Conformément aux clauses contractuelles, la Ville se réserve le droit de retenir à son choix les items identifiés en prix séparés exclus. Par conséquent, les travaux identifiés aux prix séparés exclus sont retenus au présent contrat et seront adjugés avec la soumission de base de la firme Construction Emcon inc. Un montant de **72 700,00 $**, avant taxes, pour un total de **83 586,83 $**, taxes incluses, sera ajouté au montant de soumission de base pour payer les coûts des travaux identifiés en prix séparé exclus.

- Le montant de **72 700,00 $**, avant taxes, couvrant les coûts des prix séparés exclus proviendra du règlement d'emprunt de compétence locale RE 13-007 du SMVT - Travaux de l'esplanade;

Contingences :

Aucune provision de contingences n'est prévu au présent dossier. Toutefois, la Ville se réserve le droit d'ajouter au présent contrat, ultérieurement au présent dossier, une provision maximale de **15 %** du montant de la soumission de la plus basse soumission conforme. L'inscription sera faite directement sur le bon de commande.

- un montant maximal de **15%, soit 690 062,55 $**, avant taxes, de la soumission acceptée de l'entrepreneur, provenant du règlement d'emprunt de compétence locale RE 13-007 du SMVT - Travaux de l'esplanade sera et autorisé et ajouté au bon de commande de l'adjudicataire selon les conditions du chantier.

Incidences :

Une provision totale, égale à **cinq (5) %** de la soumission acceptée et égale à **230 020,30 $**, avant taxes, est à prévoir au présent contrat. Cette provision sera utilisée pour payer les coûts des tests des différents laboratoires et services professionnels autres que les services de conception déjà accordés (contrôle des matériaux granulaires, compaction, béton) et autres services requis au cours du chantier. De plus, certains frais qui pourraient être requis avant la mise en fonction des installations peuvent être assumés par la provision d'incidence autorisée au présent dossier.

- un montant de **230 020,30 $**, avant taxes, provenant du règlement d'emprunt de compétence locale RE 13-007 du SMVT - Travaux de l'esplanade;

Estimation:

L'estimation des coûts des travaux soumise par les concepteurs est répartie sur deux sous-projets :

1. Chalet et parc Le Triangle (terrain connu sous le nom «Terrain de l'ancien Volvo») : **3 194 290,15 $**, avant taxes, pour un total de **3 672 635,10 $,** taxes incluses.
2. Esplanade (terrain récupéré de l'ancien domaine public après réaménagement des rues avoisinantes) : **2 057 823,18 $**, avant taxes, pour un total de **2 365 982,20 $**, taxes incluses
3. L'estimation des prix séparés exclus est de **141 869,97 $**, avant taxes, pour un total de **163 115,00 $,** taxes incluses.

L'estimation totale établie par les professionnels est de **5 393 983,30 $,** avant taxes.

La soumission de la firme Construction Emcon inc. est **14,71 % inférieure** à l'estimation des professionnels.

Firmes soumissionnaires (Résultat vérifié de l'appel d'offres)	Prix de base (tx. inc.)	Prix séparés exclus (tx inc.)	Total (tx inc.)
Construction Emcon inc	5 205 742,62 $	83 586,83 $	5 289 329,45 $
6960-5188 Québec inc. Hulix Construction	7 024 402,22 $	86 806,13 $	7 111 208,35 $
Dernière estimation réalisée	6 038 617, 30 $	163 115, 00$	6 201 732,30 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			6 200 329,45 $ -17 22 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			1 821 878,90 $ 34,44 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-912 402.85 $ -14,71 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 821 878,90 $ 34,44 %

(*)T.P.S de 5% et T.V.Q de 9.975%

Conclusion et recommandation :

La Direction des services administratifs et du greffe recommande l'octroi du présent contrat de travaux au plus bas soumissionnaire conforme, **Construction Emcon inc.** pour un montant total de **5 289 329,45 $** taxes incluses. Le montant total à autoriser au présent dossier est de **6 347 195,33 $,** incluant les contingences, les incidences et toutes les taxes applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce projet est financé à 100% par le SMVT selon les deux provenances suivantes :

- un montant de **3 765 309,00 $**, avant taxes, provenant du règlement d'emprunt de compétence locale RE 15-013 du SMVT - Travaux du chalet et parc Le Triangle;
- un montant de **1 755 191,40 $**, avant taxes, provenant du règlement d'emprunt de compétence locale RE 13-007 du SMVT - Travaux de l'esplanade;

Le détail des renseignements relatifs aux règlements d'emprunt et autres sources de financement quant aux codes d'imputation et numéros de sous-projet sont indiqués dans

l'intervention du Service des finances.

Les numéros SIMON de ce projet sont 176581 et 176582.

Le montant total à autoriser est de **6 347 195,33 $**, incluant les, les contingences, les incidences et toutes les taxes applicables.

Le montant imputable net de ristourne TPS et TVQ, est de **5 795 835,36 $**.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet sera réalisé selon les exigences de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent projet permettra l'implantation d'une offre de service attendue dans ce secteur depuis plusieurs années. Les installations offertes seront très sollicitées et offrent des services divers à la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La division des communications de l'arrondissement assurera le suivi relatif au volet de la communication des informations aux citoyens et aux groupes concernés quant à la date de disponibilité des lieux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

9 octobre 2018 - Octroi du contrat de travaux;
Novembre 2018 - Début des travaux de construction;
Fin 2019 - Fin des travaux de construction et acceptation provisoire;
Fin 2020 - Fin des travaux et acceptation finale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les règles d'adjudication des contrats ont été respectées.
L'autorisation de l'AMF n'est pas requise pour ce type de contrat puisque la soumission se trouve en-deça du seuil de 5 M $ prévu au décret 796-2014.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Julie FARALDO BOULET)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-Henri BOURQUE, Service de la mise en valeur du territoire
Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-9783
Télécop. : 514-868-4562

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Hélène BROUSSEAU
Chef de division

Tél : 514 872-0419
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184921003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 5 289 329,45 $ incluant les taxes à Construction Emcon inc. pour les travaux de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG -18-AOP-DAI-031, et autoriser une dépense à cette fin de 6 347 195,33 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions CDN-NDG-18-AOP-DAI-031.pdf

Validation du processus - CDN-NDG-18-AOP-DAI-031.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire-recherchiste
Tél : 514 872-9492

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-04

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 868-4358
Division :

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **Appel d'offres : CDN-NDG-18-AOP-DAI-031**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste RGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI[6]	Garantie de soumission	Lettre d'engagement (Formulaire 2)	Commentaire	Conformité
Construction Emcon inc.	1167005546	**s/o**	**ok**	ok	ok	**ok**	**ok**	**ok**	**ok**	**ok**		ok
Hulix Construction (9160-5188 Québec inc.)	1163236905	**ok**	**ok**	ok	ok	**ok**	**ok**	**ok**	**ok**	**ok**		ok

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   S/O = Non requis / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Liste du contentieux (Version du **2018-10-01**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-10-01.**
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-10-01.**
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2018-10-01.**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-18-AOP-DAI-031

No du GDD : 1184921003

Titre de l'appel d'offres : Construction d'un chalet de parc et aménagement du nouveau parc Le Triangle

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 8 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 18 - 9 - 2018

Ouverture faite le : 28 - 9 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 20 - 9 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 36 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 17

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 1 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CONSTRUCTION EMCON INC.	5 205 742,62 $		1
CONSTRUCTION EMCON INC.	20 465,55 $	√	2
CONSTRUCTION EMCON INC.	43 345,58 $		3
CONSTRUCTION EMCON INC.	19 775,70 $		4
HULIX CONSTRUCTION (9160-5188 QUÉBEC INC.)	7 024 402,22 $		1
HULIX CONSTRUCTION (9160-5188 QUÉBEC INC.)	11 497,50 $		2
HULIX CONSTRUCTION (9160-5188 QUÉBEC INC.)	63 236,25 $		3
HULIX CONSTRUCTION (9160-5188 QUÉBEC INC.)	12 072,38 $		4

Information additionnelle

Désistements : 3 preneurs de cahier de charges sont des sous-traitants, 3 preneurs ont indiqué manquer de temps ou avoir un carnet de commande complet.
Le contrat incluait des prix séparés exclus. Conformément aux documents d'appel d'offres, le contrat est accordé au plus bas soumissionnaire conforme (total de la soumission de base et des prix séparés exclus accordés).

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 1 - 10 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1184921003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 5 289 329,45 $ incluant les taxes à Construction Emcon inc. pour les travaux de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG -18-AOP-DAI-031, et autoriser une dépense à cette fin de 6 347 195,33 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires).

FDC- Recommandation EmconREV.pdf Récapitulatif PV.pdf RÉSULTATS.pdf

Pages de Soumission Emcon CDN-NDG-18-AOP-DAI-0-31.pdf

Esplanade- 1760_Bordereau Triangle Partie 2_20181001.pdf

Chalet et parc Le Triangle- 1760_Bordereau Triangle Partie 1_20181001....pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-9783
Télécop. : 514-868-4562

Projet : **Construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc Le Triangle - CDN-NDG-18-AOP-DAI-031**

CONTRAT DE TRAVAUX: Construction Emcon inc.

CA du 9 octobre 2018

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Prix forfaitaire	100,0%	**4 527 717,00**	**226 385,85**	**451 639,77**	**5 205 742,62**
RE 15-013			3 765 309,00	188 265,45	375 589,57	4 329 164,02
RE 13-007			762 408,00	38 120,40	76 050,20	876 578,60
	Prix séparé 1	100,0%	17 800,00	890,00	1 775,55	20 465,55
	Prix séparé 2	100,0%	37 700,00	1 885,00	3 760,58	43 345,58
	Prix séparé 3	100,0%	17 200,00	860,00	1 715,70	19 775,70
	Total-Prix séparés exclu		**72 700,00**	**3 635,00**	**7 251,83**	**83 586,83**
	Réabilitation des sols					
	Divers - Autres trav.					
	Sous-total :	100,0%	**4 600 417,00**	**230 020,85**	**458 891,60**	**5 289 329,45**
	Contingences	15,0%	690 062,55	34 503,13	68 833,74	793 399,42
	Tps 100,00%					230 020,85
	Tvq 50,0%					229 445,80
	Coût net du contrat après ristourne-Entrepreneur					**4 829 862,80**
	Total - Contrat :		**5 290 479,55**	**264 523,98**	**527 725,34**	**6 082 728,86**
Incidences :	Dépenses générales	5,0%	230 020,85	11 501,04	22 944,58	264 466,47
	RE 15-013		**3 765 309,00**	**188 265,45**	**375 589,57**	**4 329 164,02**
	RE 13-007		**1 755 191,40**	**87 759,57**	**175 080,34**	**2 018 031,31**
	Coût des travaux		**5 520 500,40**	**276 025,02**	**550 669,91**	**6 347 195,33**
Ristournes :	Tps 100,00%					276 025,02
	Tvq 50,0%					275 334,96
	Coût total net après ristoune					**5 795 835,36**

2018-10-04

Préparé par Amar Bensaci

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-18-AOP-DAI-031

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **vendredi 28 septembre 2018** à **14 heures.**

Sont présents :

Geneviève Reeves	secrétaire d'arrondissement	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
Amar Bensaci	gestionnaire immobilier	Aménagement des parcs – actifs immobiliers
Danièle Lamy	Secrétaire d'unité administrative	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **PARC DU TRIANGLE – Construction d'un chalet de parc et aménagement du nouveau parc Le Triangle** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**	PRIX SÉPARÉ EXCLU NO 1	PRIX SÉPARÉ EXCLU NO 2	PRIX SÉPARÉ EXCLU NO 3
HULIX CONSTRUCTION (9160-5188 QUÉBEC INC.)	7 024 402,22 $	10 000,00 $	55 000,00 $	10 500,00 $
CONSTRUCTION EMCON INC.	5 205 742,62 $	17 800,00 $	37 700,00 $	17 200,00 $*

* Prix après correction d'une erreur de calcul

L'appel d'offres public de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 22 août 2018.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à l'aménagement des parcs – actifs immobiliers, pour étude et rapport

Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 22 août 2018
Date d'ouverture : 28 septembre 2018

CDN-NDG-18-AOP-DAI-031
PARC DU TRIANGLE – Construction d'un chalet de parc et aménagement du nouveau parc Le Triangle

SOUMISSIONS					
1	HULIX CONSTRUCTION (9160-5188 QUÉBEC INC.)	7 024 402,22 $	10 000,00 $	55 000,00 $	10 500,00 $
2	CONSTRUCTION EMCON INC.	5 205 742,62 $	17 800,00 $	37 700,00 $	17 200,00 $*

* Prix après correction d'une erreur de calcul

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	ACQ – PROVINCIAL
2	AMÉNAGEMENT CÔTÉ JARDIN INC.
3	ARMATURES BOIS-FRANCS INC. (ABF)
4	CORPORATION DE CONSTRUCTION GERMANO
5	CONSTRUCTION EMCON INC.
6	GASTIER M.P. INC.
7	HULIX CONSTRUCTION (9160-5188 QUÉBEC INC.)
8	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
9	MARC MORIN ÉLECTRIQUE INC.
10	NORGÉREQ LTÉE
11	SAHO CONSTRUCTION
12	TERRASSEMENT MULTI-PAYSAGES

Préparé le 28 septembre 2018

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

N° : CDN-NDG-18-AOP-DAI-031

FORMULAIRE DE SOUMISSION

CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service du greffe 5160, Boul. Décarie,Rez-de-Chaussée, Bureau Accès-Montréal, Montréal, Québec, H3X 2H9, avant 14 h
22	8	2018	28	9	2018	

Titre : Construction d'un chalet de parc et aménagement du nouveau parc le Triangle **Contrat:** s/o **Mandat:** CDN-NDG-18-AOP-DAI-031 **Bâtiment:** s/o

Description et sommaire de soumission	Montant
Construction d'un chalet de parc et aménagement du nouveau parc le Triangle	
Montant total avant taxes (4) :	4 527 717,00 $
Taxe sur les produits et services 5 % (5) :	226 385,85 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % (6) :	451 639,77 $
Montant total (7) :	**5 205 742,62 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1167005546

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Construction Emcon Inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

3145 Delaunay, Laval Québec H7L 5A4

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	450-934-9064	
ERIC MEILLEUR	Télécopieur :	450-934-9790	
	Courriel :	emeilleur@conemcon.com	
Signature:	Jour: 28	Mois: 9	Année: 18

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Section B - Résumé du bordereau de soumission *** PARTIE 2 ***

Reporter ici les montants établis dans la ventilation du montant			avant taxes MONTANT
Chapitre	00	Charges générales et descriptions des charges	44 308,00 $
Chapitre	02	Démolition et aménagements extérieurs	620 388,00 $
Chapitre	03	Béton et acier	78 687,00 $
Chapitre	04	Ouvrages de maçonnerie	
Chapitre	05	Métaux ouvrés	- $
Chapitre	06	Ouvrages de bois	19 025,00 $
Chapitre	07	Isolation et étanchéité	- $
Chapitre	08	Portes et fenêtres	- $
Chapitre	09	Produits de finition	- $
Chapitre	10	Articles spéciaux	- $
Chapitre	12	Ameublement et décoration	- $
Chapitre	15	Mécanique	- $
Chapitre	16	Électricité	- $

PRIX FORFAITAIRE CHAPITRES CI-DESSUS		TOTAL
Total de tous les chapitres ci-dessus (avant taxes)	(1)	**762 408,00 $**

MONTANT POUR ITEMS À PRIX UNITAIRES		TOTAL
Total de tous les items à prix unitaires de la Section C	(2)	**- $**

MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION		GRAND TOTAL
Montant total (avant taxes), case (1) + (2)	(3)	**762 408,00 $**
Reporter le montant de la case (3) à la Section A - Sommaire du formulaire de soumission (case(4))		

Montréal

Section B - Résumé du bordereau de soumission *** PARTIE 1 ***

Reporter ici les montants établis dans la ventilation du montant	avant taxes MONTANT
Chapitre 00 Charges générales et descriptions des charges	464 874,00 $
Chapitre 02 Démolition et aménagements extérieurs	688 748,00 $
Chapitre 03 Béton et acier	441 700,80 $
Chapitre 04 Ouvrages de maçonnerie	19 488,00 $
Chapitre 05 Métaux ouvrés	253 102,00 $
Chapitre 06 Ouvrages de bois	69 048,00 $
Chapitre 07 Isolation et étanchéité	245 963,00 $
Chapitre 08 Portes et fenêtres	298 048,00 $
Chapitre 09 Produits de finition	221 539,00 $
Chapitre 10 Articles spéciaux	14 379,00 $
Chapitre 12 Ameublement et décoration	2 250,00 $
Chapitre 15 Mécanique	660 889,20 $
Chapitre 16 Électricité	385 280,00 $

PRIX FORFAITAIRE CHAPITRES CI-DESSUS		TOTAL
Total de tous les chapitres ci-dessus (avant taxes)	(1)	**3 765 309,00 $**

MONTANT POUR ITEMS À PRIX UNITAIRES		TOTAL
Total de tous les items à prix unitaires de la Section C	(2)	**- $**

MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION		GRAND TOTAL
Montant total (avant taxes), case (1) + (2)	(3)	**3 765 309,00 $**
Reporter le montant de la case (3) à la Section A - Sommaire du formulaire de soumission (case(4))		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184921003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 5 289 329,45 $ incluant les taxes à Construction Emcon inc. pour les travaux de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG -18-AOP-DAI-031, et autoriser une dépense à cette fin de 6 347 195,33 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1184921003 SMVT.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-04

Christian BORYS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5676
Division : Service des finances - Conseil et soutien financier - Point de service développement

NO GDD : **1184921003 - Construction Emcon inc.**

Taux 2018: 1.0951303727

No d'engagement **CC84921003**

Cette dépense est entièrement assumée par la ville-centre

Provenance

Namur et Jean-Talon Ouest - Secteur Namur-Jean-Talon (Le Triangle)		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 15-013	6101.7715013.802716.01909.57201.000000.0000.167522.000000.98001.00000	4 329 164.02 $	3 953 103.79 $	3 953 104.00 $

Namur et Jean-Talon Ouest - Réaménagement emprise publique Phase 2 à 5		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 13-007	6101.7713007.802716.01909.57201.000000.0000.167522.000000.98001.00000	2 018 031.31 $	1 842 731.57 $	1 842 734.00 $

Total provenance	**6 347 195.33 $**	**5 795 835.36 $**	**5 795 838 $**

Imputation

Construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7715013.802716.07165.57201.000000.0000.176581.000000.22020.00000	4 329 164.02 $	3 953 103.79 $	3 953 104 $
Contrat	6101.7713007.802716.07165.57201.000000.0000.176581.000000.22020.00000	960 165.42 $	876 759.01 $	876 760 $
Contingences	6101.7713007.802716.07165.57201.000000.0000.176581.070008.22020.00000	793 399.42 $	724 479.42 $	724 480 $
Incidences services professionnels	6101.7713007.802716.07165.54301.000000.0000.176582.000000.22020.00000	264 466.47 $	241 493.14 $	241 494 $

Total imputation	**6 347 195.33 $**	**5 795 835.36 $**	**5 795 838.00 $**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : _____ Téléphone : _____
Service/Arrondissement : _____

Période : _____ Année : 2017 **-17** Description de l'écriture : _____

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de _____
○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. _____

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1184921004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Vortex Structures Aquatiques Internationales le contrat de fourniture des modules de jeux d'eau au montant de 85 008,48 $, taxes incluses, dans le cadre du projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle et autoriser une dépense à cette fin de 85 008,48 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres sur invitation CDN-NDG-18-AOI-DAI-052 (2 soumissionnaires).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à la firme Vortex Structures Aquatiques Internationales, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture des modules de jeu d'eau pour le nouveau parc du secteur du Triangle, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 85 008,48 $ taxes incluses, conformément à l'appel d'offres sur invitation numéro CDN–NDG-18-AOI-DAI-052;

D'autoriser une dépense totale à cette fin de 85 008,48 $, taxes incluses;

D'autoriser une dépense de 2 153,49 $ (incluant les taxes) à titre de budget de contingences;

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-05 09:52

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184921004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Vortex Structures Aquatiques Internationales le contrat de fourniture des modules de jeux d'eau au montant de 85 008,48 $, taxes incluses, dans le cadre du projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle et autoriser une dépense à cette fin de 85 008,48 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres sur invitation CDN-NDG-18-AOI-DAI-052 (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Un nouveau parc sera aménagé par la Ville dans le secteur Le Triangle. Il comprendra un nouveau chalet, un nouveau jeu d'eau avec fontaines et des espaces multifontionnels.
Le présent dossier vise donc l'octroi d'un contrat de fourniture des modules de jeux d'eau et de leurs systèmes connexes.

En général, le fournisseur aura à fournir les services et les équipements suivants :

- fourniture et montage initial, sur le site, des structures des modules des jeux d'eau;
- fourniture d'un système complet de recirculation et de gestion d'eau, incluant le panneau de contrôle des séquences alternatives du jeu d'eau;
- fourniture des dispositifs anti-refoulement et de régulateurs de pression nécessaires au système;
- fourniture d'un boîtier en acier inoxydable pour la protection des systèmes et du compteur d'eau;
- fourniture des formations au personnel d'entretien de la Ville pour permettre la maîtrise, la gestion et l'entretien ultérieur à la période de garantie;
- fourniture des garanties spécifiques aux composantes fournies;
- autres services nécessaires prévus au document d'appel d'offres.

Les travaux de construction sont planifiés entre la fin de l'automne 2018 et l'hiver 2019. Le jeu d'eau sera ouvert au public dès sa mise en fonction après la fin des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170225 - 6 juillet 2017: Accorder à la firme Cardin Ramirez Julien Inc., un contrat de services professionnels en architecture, en ingénierie et en architecture du paysage au

montant de 797 466,60 $, pour l'avant-projet détaillé, la préparation des plans et devis et la surveillance de chantier pour trois parcs du secteur Le Triangle et autoriser une dépense à cette fin de 863 922,15 $, comprenant les contingences au montant de 132 911,10 $, taxes incluses, et les incidences au montant de 66 455,55 $, taxes incluses.
CA16 170300 – 7 novembre 2016 – Octroi d'un contrat de services professionnels en architecture et en architecture du paysage à la firme Projet Paysage inc., pour l'élaboration d'un plan directeur des parcs et espaces verts du secteur du Triangle, au montant de 71 718,76 $, taxes incluses et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres sur invitation (1167483001).

CA16 170177 – 6 juin 2016 – Approbation d'un projet particulier PP-91 visant à autoriser les usages des catégories E.1 (1) et E.1 (3), qui comprennent les usages parc et esplanade, sur le site du concessionnaire Volvo situé au 4815 rue Buchan et sur les espaces adjacents relevant du domaine public, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement (RCA02 17017).

CE16 0680 – 27 avril 2016 – Autorisation d'un virement de crédits d'un montant de 6 194 263 $ entre le Service de la mise en valeur du territoire de la Ville et l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre du Règlement d'emprunt 15-013, afin de pouvoir conclure la transaction par laquelle la Ville de Montréal acquiert de Société de placements Ace ltée et al., tous les droits qu'ils détiennent à titre de propriétaires, dans l'immeuble situé aux 4815 et 4815A, rue Buchan, construit sur un emplacement de 4 766,1 mètres carrés, aux fins d'aménagement d'un parc dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (1164602003).

CA16 170085 - 4 avril 2016 - Approbation de la promesse de vente par laquelle la société Automobiles Uptown inc., à titre d'emphytéote, promet de vendre à la Ville tous les droits qu'elle détient dans l'immeuble constitué des lots 2 648 742 et 2 648 743 du cadastre du Québec, avec bâtiment dessus construit, portant les numéros civiques 4815 et 4815A, rue Buchan (1164315001).

CA16 170086 - 4 avril 2016 - Approbation de l'acte de vente par lequel la Ville de Montréal acquiert de Société de placements Ace ltée et al., tous les droits que les propriétaires détiennent dans l'immeuble constitué des lots 2 648 742 et 2 648 743 du cadastre du Québec avec bâtiment dessus construit, portant les numéros civiques 4815 et 4815A, rue Buchan (11543150003).

CA16 170008 – 18 janvier 2016 – Renouvellement de l'imposition des réserves à des fins de parc sur les lots 2 648 742 et 2 648 743, là où se trouve le concessionnaire Volvo; et, non-renouvellement et radiation de l'inscription des réserves sur les lots 2 648 745 et 2 648 746 à leur échéance (1130558004).

CA13 170360 - 30 septembre 2013 - Imposition d'une réserve à des fins de parc sur les lots 2 648 745, 2 648 746, 2 648 742 et 2 648 743 (1130558004).

CM13 0144 - 26 février 2013 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 30 900 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement de l'emprise publique (1124223005).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à une firme spécialisée dans la fourniture des modules de jeux d'eau incluant toutes les composantes connexes et nécessaires pour ce type d'aménagement. La firme retenue aura à fournir tous les modules de jeux d'eau, le système de circulation et de gestion d'eau, le panneau de contrôle des séquences, les

régulateurs de vitesse, les dispositifs anti-refoulement ainsi que toutes les formations nécessaires à la maîtrise et à la gestion des équipements avec toutes les garanties demandées.
Un contrat de travaux, séparé du présent dossier, sera accordé ultérieurement à un entrepreneur général pour la réalisation des travaux de construction, civils, électriques et paysages, nécessaires à l'installation et à la mise en marche des jeux d'eau.

JUSTIFICATION

La Direction des services administratifs et du greffe à procédé, le 20 juin 2018, à l'appel d'offres sur invitation, **CDN–NDG-18-AOI-DAI-052**, pour la fourniture des modules de jeu d'eau et leurs équipements connexes.
Le devis exige la fourniture des modules de jeux, leurs systèmes de circulation et de gestion d'eau, le panneau de contrôle et de programmation des séquences ainsi qu'un boîtier en acier inoxydable pour la protection des systèmes extérieurs. Le même devis exige également la présentation des cautionnements et les garanties générales et spéciales ainsi que les services après-vente et les formations pour la mise en service et l'entretien des systèmes.

Un budget maximal de **87 000 $**, taxes incluses, pour l'acquisition des jeux d'eau a été fixé par l'arrondissement. Il s'agissait d'une exigence dans les documents d'appel d'offres que les soumissionnaires devaient respecter. Ce prix n'inclut pas le montant des travaux contingents qui est égal à trois pour cent (3 %) du prix de base soumis par le soumissionnaire.

L'ouverture des soumissions a eu lieu le 6 juillet 2018, à 11 h. Deux (2) soumissions ont été reçues.

Les résultats, après évaluation des soumissions, figurent dans le tableau suivant :

	Nom du soumissionnaire	**Prix total de la soumission de base (Taxes incluses)**	**Contingence (Taxes incluses)**	**Grand total incluant taxes**	**Conformité**
1	Tessier Récréo-Parc inc.	84930, 88 $	2 929, 48 $	87 860, 36 $	Oui
2	Vortex International inc.	**82 532, 50 $**	**2 475, 98 $**	**85 008, 48 $**	**Oui**

À la suite de l'ouverture des soumissions, la firme Vortex est déclarée plus bas soumissionnaire conforme au montant de **85 008,48 $** incluant les contingences et toutes les taxes applicables**.**

Le montant total du présent contrat de fourniture des modules de jeux d'eau au nouveau parc du secteur du Triangle est de **73 936, 49 $**, avant taxes, et comprend le montant pour les contingences de **2 153,49 $** , avant taxes, pour un total de **85 008,48 $**, taxes incluses.

Le montant total à autoriser pour le présent projet, incluant les contingences, est de **73 936,49 $**, avant taxes, pour un grand total de **85 008,48 $**, taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total à autoriser au présent dossier décisionnel est de **73 936,49 $**, avant taxes, pour un grand total de **85 008,48 $**, taxes incluses.
Un montant maximal de **77 624,07 $**, net des ristournes, proviendra du PTI du Service de

la mise en valeur du territoire (SMVT) et sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # RE 13-007. Cette dépense sera assumée à 100 % par le SMVT.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Il s'agit d'un nouveau projet réalisé dans ce secteur et qui a été conçu pour répondre aux exigences de la politique de développement durable de la Ville de Montréal. Une attention particulière a également été portée au volet de la consommation d'eau et d'énergie lors du choix des modules des jeux et lors de la conception du projet dans sa totalité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Étant donné qu'il s'agit du premier parc aménagé dans ce nouveau développement, le présent projet aura certainement un impact majeur et positif sur les citoyens de ce secteur. L'aménagement du nouveau parc, la construction du nouveau chalet et des nouveaux jeux d'eau permettront une forte utilisation des installations, mettront en valeur les lieux publics et, par conséquent, permettront d'attirer plus de familles et d'enfants vers ce parc.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce pourra procéder à une opération de communication par le biais d'une rencontre avec les différents groupes d'utilisateurs ou par un communiqué de presse. ce projet est attendu depuis plusieurs années.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux de construction - fin 2018 ;
Fin des travaux de construction et mise en service du jeu d'eau - fin 2019;
Acceptation finale des travaux - fin 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats. La Politique de gestion contractuelle de l'arrondissement fait partie des documents d'appel d'offres.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Geneviève REEVES)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-Henri BOURQUE, Service de la mise en valeur du territoire
Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-9783
Télécop. : 514-868-4562

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Hélène BROUSSEAU
Chef de division

Tél : 514 872-0419
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1184921004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à Vortex Structures Aquatiques Internationales le contrat de fourniture des modules de jeux d'eau au montant de 85 008,48 $, taxes incluses, dans le cadre du projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle et autoriser une dépense à cette fin de 85 008,48 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres sur invitation CDN-NDG-18-AOI-DAI-052 (2 soumissionnaires).

FDC- Recommandation Vortex.pdf Soumission Vortex.pdf Récapitulatif PV.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-9783
Télécop. : 514-868-4562

Projet : **Fourniture des moduels de jeu d'eau au parcLe Triangle - CDN-NDG-18-AOI-DAI-052**

CONTRAT DE FOURNITURE: VORTEX STRUCTURES AQUATIQUES INTERNATIONALES

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Prix forfaitaire	100,0%	**71 783,00**	**3 589,15**	**7 160,35**	**82 532,50**
	Réabilitation des sols					
	Divers - Autres trav.					
	Sous-total :	100,0%	**71 783,00**	**3 589,15**	**7 160,35**	**82 532,50**
	Contingences		2 153,49	107,67	214,81	2 475,98
	Total - Contrat :		**73 936,49**	**3 696,82**	**7 375,16**	**85 008,48**
Incidences :	Dépenses générales	0,0%	0,00	0,00	0,00	0,00
	Coût des travaux		**73 936,49**	**3 696,82**	**7 375,16**	**85 008,48**
Ristournes :	Tps	100,00%				3 696,82
	Tvq	50,0%				3 687,58
	Coût net après ristoune					**77 624,07**

Préparé par Amar Bensaci
2018-09-28

Formulaire de soumission (Addenda 2)

Nous, soussignés, Vortex Structures Aquatiques Internationales
(nom de l'entrepreneur ou raison sociale)

328 rue Avro, Pointe-Claire, Québec, H9R 5W5 514-694-3868
(adresse commerciale aux fins du présent contrat (téléphone)

après avoir visité les lieux et nous être familiarisés avec les conditions locales et toutes les exigences des documents de la présente soumission, offrons par les présentes à la Ville de Montréal d'exécuter les travaux suivants :

FOURNITURE DES MODULES DES JEUX D'EAU AU PARC LE TRIANGLE
CONTRAT: CDN-NDG-18-AOI-DAI-052

Conformément aux documents de soumission, pour un **prix forfaitaire (total de la page 4) de :**

82,532.50 $ **(5)**
(chiffres)

Quatre vingt-deux mille cinq cent trente-deux et cinquante sous et /100 dollars,
(montant du forfait en toutes lettres)

toutes taxes incluses, ainsi que les travaux contingents et supplémentaires requis par le Directeur, incluant taxes, pour un montant approximatif de **TROIS (3 %)** du total de la case **4** ci-dessus:

2,475.98 $ **(6)**
(chiffres)

formant un montant total approximatif de (prix forfaitaire plus montant approximatif des travaux contingents et supplémentaires) :

85,008.48 $ **(7) = (5 + 6)**
(chiffres)

Quatre vingt-cinq mille huit dollars et quarante huit sous et /100 dollars,
(montant du forfait en toutes lettres)

Nous nous engageons à compléter les travaux **au plus tard SEPT (7) jours de calendrier à partir de la date mentionnée, par le directeur, dans l'ordre écrit de procéder à la livraison des modules de jeux et de leurs équipements connexes, sur le chantier. Nous nous engageons à respecter l'échéancier des travaux de l'entrepreneur général engagé par la Ville.**

Nous reconnaissons que l'acceptation de notre offre par résolution au Conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce constituera le "contrat" entre les parties qui élisent, à cette fin, domicile à Montréal.

Un 10 % du coût de la soumission
(Cautionnement de soumission)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-18-AOI-DAI-052

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **vendredi 6 juillet 2018** à **11 heures.**

Sont présents :

• Julie Faraldo-Boulet	Secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Amar Bensaci	Gestionnaire immobilier	Direction des services administratifs et du greffe Division de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers
• Danièle Lamy	Secrétaire d'unité administrative	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-18-AOI-DAI-052 Fourniture des modules de jeux d'eau pour le parc Le Triangle** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	PRIX	PRIX SÉPARÉ EXCLU
TESSIER RÉCRÉO-PARC INC.	87 860,36 $	8 563,00 $
VORTEX STRUCTURES AQUATIQUES INTERNATIONALES INC.	85 008,48 $	27 350,00 $

L'appel d'offres sur invitation de la Division de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers, a été transmis aux soumissionnaires invités le 20 juin 2018.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Direction des travaux publics, pour étude et rapport

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184921004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à Vortex Structures Aquatiques Internationales le contrat de fourniture des modules de jeux d'eau au montant de 85 008,48 $, taxes incluses, dans le cadre du projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle et autoriser une dépense à cette fin de 85 008,48 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres sur invitation CDN-NDG-18-AOI-DAI-052 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions 18-AOI-DAI-052.pdf Contrat CDN-NDG-18-AOI-DAI-052.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Tél : 514 868-4358

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-04

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Tél : 514 868-4358
Division :

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-18-AOI-DAI-052**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI	Garantie de soumission et	Certificat d'assurance	Commentaire	Conformité
TESSIER RÉCRÉO-PARC INC.	1143424589	OK	OK	OK	OK	OK	N/A	OK	OK	OK		OK
VORTEX STRUCTURES AQUATIQUES INTERNATIONALES INC.	1160207933	N/A	OK	OK	OK	OK	N/A	OK	OK	OK		Ok

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2018-07-16**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-07-16**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-07-16**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION À LA SUITE D'UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-18-AOI-DAI-052

No du GDD : 1184921004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture des modules de jeux d'eau au parc du Triangle

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 6 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 29 - 6 - 2018

Ouverture faite le : 29 - 6 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 28 - 6 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 8 jrs *

* excluant la date d'invitation et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de soumissionnaires invités : 3

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 10 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
TESSIER RÉCRÉO-PARC	87 860,36 $		
VORTEX STRUCTURES AQUATIQUES INTERNATIONALES INC.	85 008,48 $	√	

Information additionnelle

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 16 - 7 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184921004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à Vortex Structures Aquatiques Internationales le contrat de fourniture des modules de jeux d'eau au montant de 85 008,48 $, taxes incluses, dans le cadre du projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Le Triangle et autoriser une dépense à cette fin de 85 008,48 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres sur invitation CDN-NDG-18-AOI-DAI-052 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1184921004 SMVT.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

Co- auteur
Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-04

Christian BORYS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5676

Division : Service des finances - Conseil et soutien financier - Point de service développement

NO GDD : **1184921004 - Vortex Structures Aquatiques**

Taux 2018: 1.0951303727

No d'engagement **CC84921004**

Cette dépense est entièrement assumée par la ville-centre

Provenance

Namur et Jean-Talon Ouest - Réaménagement emprise publique Phase 2 à 5		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 13-007	6101.7713007.802716.01909.57201.000000.0000.167522.000000.98001.00000	85 008.48 $	77 624.07 $	77 625.00 $
Total provenance		**85 008.48 $**	**77 624.07 $**	**77 625 $**

Imputation

Acquisition d'un module de jeux d'eau au parc Le Triangle		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7713007.802716.07165.57401.000000.0000.176568.000000.15010.00000	82 532.50 $	75 363.17 $	75 364 $
Contingences	6101.7713007.802716.07165.57401.000000.0000.176568.070008.15010.00000	2 475.98 $	2 260.90 $	2 261 $
Total imputation		**85 008.48 $**	**77 624.07 $**	**77 625.00 $**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : _____ Téléphone : _____
Service/Arrondissement : _____

Période : _____ Année : 2017 **-17** Description de l'écriture : _____

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de _____
○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. _____

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1185956003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, pour des services professionnels (architecture - ingénierie), à Archipel Architecture inc., pour le projet d'insonorisation des salles communautaires du centre communautaire Monkland, au montant de 40 034,29 $, incluant les taxes et autoriser une dépense à cette fin de 46 239, 61 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. Approuver un projet de convention à cette fin. (Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 - Volet 1 : Amélioration de la qualité de vie des personnes aînées - MADA)

ATTENDU la vérification selon laquelle le Cocontractant n'est pas une personne avec laquelle l'arrondissement a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 du *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038) depuis moins de 90 jours, ni une personne avec laquelle l'arrondissement a conclu un contrat de gré à gré en vertu de ce même article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours.
IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder à la firme Archipel Architecture Inc., un contrat de gré à gré au montant de 40 034,29 $, taxes incluses, pour services professionnels en architecture et en ingénierie;

D'autoriser une dépense additionnelle de 4 003,43 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense additionnelle de 2 201,89 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

D'autoriser une dépense totale à cette fin de 46 239,61 $, incluant toutes les taxes, les contingences et les incidences, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

D'approuver le projet de convention à cette fin.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-05 11:58

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185956003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, pour des services professionnels (architecture - ingénierie), à Archipel Architecture inc., pour le projet d'insonorisation des salles communautaires du centre communautaire Monkland, au montant de 40 034,29 $, incluant les taxes et autoriser une dépense à cette fin de 46 239, 61 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. Approuver un projet de convention à cette fin. (Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 - Volet 1 : Amélioration de la qualité de vie des personnes aînées - MADA)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise à accorder à la firme Archipel Architecture inc. un contrat pour les services professionnels en architecture et en ingénierie en vue de la préparation des plans et devis pour le projet d'amélioration et d'insonorisation des salles communautaires du Centre Communautaire Monkland. Le projet a été déposé par l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre du Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 (MADA) - Volet 1: Amélioration de la qualité de vie des personnes aînées.
Le Programme MADA a pour objectif de réaliser, en collaboration avec les arrondissements et les services centraux, des projets visant l'amélioration de la qualité de vie des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles. Il comporte deux volets soit :

· Volet #1 : amélioration de la qualité de vie des personnes aînées (projets répondant aux principes de la démarche MADA);
· Volet #2 : accessibilité universelle des infrastructures municipales.

Suite à l'appel de projets par le Service de la diversité sociale et des sports en octobre 2017, l'arrondissement a déposé quatre projets, dont trois (3) pour le Volet 1 et un (1) pour le Volet 2, suite à la résolution d'autorisation du dépôt du conseil d'arrondissement, le 12 février 2018. Le comité exécutif a approuvé les quatre projets proposés par l'arrondissement. Un financement de 100 % de la valeur des coûts admissibles du projet a été accordé à l'arrondissement pour le Centre communautaire Monkland.

Le Centre a été rénové en 1986 et l'immeuble en copropriété est constitué d'un ensemble de lots résidentiels et d'espaces communautaires acquis par la Ville de Montréal auprès du propriétaire principal, la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), par acte d'achat enregistré le 4 février 1993. Une Convention d'indivision visant la gestion

d'entretien du bâtiment a été signée par les deux parties *(Ville de Montréal et la SHDM)* le 10 octobre 1996. Les espaces occupés par la Ville comprennent un gymnase avec une aire de gradins en mezzanine, des salles communautaires et sportives, des bureaux administratifs, ainsi que des locaux techniques tels que toilettes, dépôts et autres.

Le rez-de-chaussée est dédié aux activités sportives et sociales ainsi qu'au bureau d'un organisme communautaire pour les aînés « 50 + » lequel offre une programmation diversifiée à ces usagers. Il est accessible et annexé aux des unités d'habitation de la SHDM.

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce souhaite procéder à des travaux d'insonorisation de deux salles communautaires du Centre communautaire Monkland. Diverses mesures sont envisagées afin d'empêcher le son de se propager vers les étages supérieurs d'habitation. Il est proposé d'améliorer le fini des murs à l'intérieur des salles et d'installer un faux plafond de haute performance afin d'insonoriser l'espace des gradins du gymnase ainsi que celui de la cuisine. Ces derniers travaux seront réalisés dans la mesure où le budget alloué le permet en se basant sur l'estimation budgétaire des travaux qui sera effectuée par les professionnels.

Ces locaux sont déjà prêtés à différents groupes d'aînés. Malheureusement, certains jeux ou activités communautaires ne peuvent pas être tenus dans les salles dû au bruit qui se propage et dérange les habitants des résidences. De multiples requêtes ont été reçues par l'arrondissement à cet effet. Donc, Il devient important de procéder à des travaux d'insonorisation des plafonds afin de maintenir les services tout en favorisant le calme pour les résidincents des étages supérieurs.

Au premier plan, le projet vise à augmenter la performance fonctionnelle et sonore à l'intérieur des deux salles communautaires (Priorité 1).

Au deuxième plan, le projet vise à insonoriser le plafond au-dessus des gradins du gymnase et la cuisine (Priorité 2).

L'arrondissement prévoit effectuer des travaux d'insonorisation, ce qui permettra une meilleure utilisation des locaux. Ces travaux pourraient avoir comme impact de modifier certaines composantes existantes (éclairage, ventilation, détecteurs de mouvement, d'incendie et autres). C'est pourquoi des services professionnels en architecture et ingénierie sont requis au présent contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 18 0719 - (2 mai 2018) : Adopter le « Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 » / Approuver les 57 projets d'infrastructures proposés par 15 arrondissements et deux services centraux de la Ville de Montréal, dans le cadre du « Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 », tels que décrits au sommaire décisionnel.

CA18 170029 - (12 février 2018) : D'autoriser le dépôt de quatre projets dans le cadre du Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle – Montréal 2018-2020.

CA17 170191 - (27 juin 2017) : Adhésion de l'arrondissement de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce aux démarches du ministère de la Famille soit Municipalité amie des aînés (MADA) et Municipalité amie des enfants (MAE).

CE16 1141 - (23 juin 2016) : Approuver les 28 projets d'infrastructures, dont 26 proposés par 13 arrondissements de la Ville de Montréal et deux par deux services centraux, dans le

cadre du « Programme Municipalité amie des ainés et Accessibilité universelle - Montréal 2016-2018 », tels que décrits au dossier décisionnel.

CA13 170183 - (4 juin 2013) : Adopter la Déclaration de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour un arrondissement en santé.

DESCRIPTION

Les services professionnels (architecture, ingénierie) requis au contrat seront effectués selon les étapes et les services suivants :

· Étape de conception, incluant les réunions de coordination avec les représentants de l'arrondissement. Cette étape comprend les visites sur les lieux pour les relevés des données nécessaires aux travaux. Au besoin, un relevé réel des conditions existantes doit être réalisé par l'adjudicataire du présent contrat de services professionnels;
· Étape d'avancement du dossier à 50 %, à 100%, incluant les estimations des coûts des travaux pour chaque phase;
· Préparation des documents techniques d'appel d'offres, pour la réalisation des travaux de construction;
· Émission des addenda durant l'appel d'offres, le cas échéant;
· Suivi de chantier, incluant l'émission des directives de changement au besoin et toutes les réunions de chantier et la rédaction des comptes rendus nécessaires au bon déroulement des travaux;
· Acceptation provisoire et finale des travaux selon les standards de la Ville de Montréal;
· Services nécessaires durant la période de garantie *(12 mois suivants l'acceptation provisoire des travaux)* ;
· Autres services non spécifiquement mentionnés au présent document, mais nécessaires à la réalisation des travaux.

Services professionnels en architecture et ingénierie

Service en architecture (Rôle de coordonnateur)

· Conditions générales du projet, analyse des plans et des conditions existantes, telles que le relevé des niveaux, mesures, dimensions... etc;
· Services de conception *(plans et devis)* pour la démolition ou la modification du plafond existant et de toutes autres composantes jugées nécessaires pour le projet;
· Services professionnels, selon les étapes du projet, concernant le choix du nouveau plafond. L'arrondissement confirmera le type proposé de plafond des salles après la réception des données et des estimations budgétaires établies par les professionnels lors de la conception du projet;
· D'autres services connexes liés à l'amélioration des finis des murs, les ancrages des équipements et, possiblement, l'ajustement des accès des portes existantes selon les hauteurs du nouveau plafond, si nécessaire;
· Suivi des travaux et autres conditions de chantier selon la convention de services professionnels.

Services en ingénierie (Mécanique, électrique et acoustique)

· Analyse des plans et des conditions existantes;
· Services de conception (plans et devis) pour la modification ou l'ajustement des systèmes de ventilation, d'électricité et des composantes existantes, si besoin. Il est à noter que les réseaux mécaniques existants ne seront pas modifiés, mais l'objet de l'intervention est de permettre leur fonctionnement en cas d'installation d'un nouveau

plafond. Les sorties de ventilation, les composantes électriques ou de sécurité (détecteurs de mouvement, d'incendie et autres) seront déplacées ou prolongées afin de maintenir leur fonctionnement optimal.

JUSTIFICATION

Pour permettre la réalisation du projet au Centre communautaire Monkland dans les délais requ
le central, la Direction des services administratifs et du greffe, Division d'aménagement des pa
Actifs immobiliers a procédé à une demande de prix auprès de trois firmes d'architecture. Ainsi
contrat sera octroyé pour la fourniture des services professionnels en architecture et en ingénie
requis pour la préparation des études, des documents d'appel d'offres public et pour le suivi de
travaux de construction. Les services suivants seront rendus conformément au projet de la Cor
de services professionnels à approuver à cette fin :

· La préparation des relevés et des évaluations de l'état des plafonds et les composantes exista
· La préparation des esquisses et des alternatives conceptuelles pouvant représenter des soluti
efficaces pour l'ajout et/ou l'amélioration du plafond;
· La préparation des plans et devis, incluant les estimations requises de l'appel d'offres, pour
l'attribution d'un contrat de construction et pour la réalisation du projet;
· Le suivi de chantier, y compris le suivi des décomptes de paiement, des ordres de changemer
réunions de chantier et de toute autre exigence de chantier;
· L'acceptation provisoire et finale des travaux, y compris la préparation de plans tels que const
le suivi durant les périodes de garantie.

En respectant le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle et les nouvelles
dispositions sur l'application du mode d'octroi de contrats de gré à gré conformément au Chapi
ce règlement.

Dans un premier envoi : trois (3) firmes ont été convoquées par l'arrondissement à présenter u
pour les services professionnels en architecture et en ingénierie dont les résultats obtenus sont
présentés dans le tableau suivant :

PREMIER ENVOI DE DEMANDE DE PROPOSITION DES PRIX						
FIRME	**PRIX SERVICES ARCHITECTURE**	**PRIX SERVICES INGÉNIERIE**	**PRIX TOTAL, (Avant taxes)**	**PRIX TOTAL DU CONTRAT (Taxes incluses)**	**CONTINGENCES 10% (Taxes incluses)**	**TOTAL (contin & taxes incluse**
ARCHIPEL ARCHITECTURE INC.	**23 570,00 $**	**11 250,00 $**	**34 820,00 $**	**40 034,29 $**	**4 003,43 $**	**44 037**
CARDIN JULIEN ARCHITECTES	Désistement reçu					
POIRIER FONTAINE ARCHITECTE INC.	Pas de réponse					

La firme Archipel Architecture inc. est la seule firme qui a présenté une offre de services et un
incluant les honoraires pour toutes les disciplines (architecture, ingénierie mécanique, électriqu
acoustique). Le prix soumis est de **34 820,00 $**, avant taxes, pour un total de **40 034,29 $**, t
taxes incluses. Un désistement a été reçu d'une des deux firmes convoquées au premier envoi.

Suite au résultat de l'obtention d'un seul prix, et conformément à l'article 33 du Règlement du

de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038), une vérification a été effectuée auprès la Divis
ressources financières, matérielles, et informationnelles afin de valider si un contrat de gré à gr
se situant entre 25 000 $ et le seuil de la dépense a été conclu ou terminé depuis moins de 90
et ce, pour l'ensemble de l'arrondissement. La vérification a démontré qu'aucun contrat n'a été
octroyé à la firme Archipel Architecture inc. durant la période de 90 jours.

De même, des vérifications relatives à la conformité des firmes ont été effectuées par la Divisio
greffe, avant et après la réception des propositions des prix.

Le résultat obtenu de la vérification rend l'octroi du contrat à la firme Archipel Architecture Inc,
de sa soumission, conforme en vue de l'article 33 du Règlement du conseil de la Ville sur la ges
contractuelle (18-038).

Malgré la vérification de conformité, un deuxième appel de proposition de prix au sein de deux
a été transmis, dans le but d'obtenir trois prix, au total. Les deux nouvelles firmes n'ont pas pr
des prix.

PREMIER ENVOI DE DEMANDE DE PROPOSITION DES PRIX						
FIRME	**PRIX SERVICES ARCHITECTURE**	**PRIX SERVICES INGÉNIERIE**	**PRIX TOTAL, (Avant taxes)**	**PRIX TOTAL (Taxes incluses)**	**CONTINGENCES 10% (Taxes incluses)**	**PRIX T (contin & taxes incluse**
CIMAISE	Désistement reçu					
SA ARCHITECTURE	Désistement reçu					

Une vérification a été effectuée auprès de ces firmes, concernant la cause de leurs désistement
offrir un prix. Les réponses étaient soit le manque de ressources dans leur équipe ou soit le ma
de temps et l'horaire chargé de leur calendrier de projets.

Le soutien financier accordé par MADA pour la réalisation du projet est le suivant :

MONTANT TOTAL ALLOUÉ DE LA SUBVENTION (**SERVICES PROFESSIONNELS / TRAVAUX**)	**157 161, 57 $ (avant taxes)**

Avant taxes 157 161,57 $
Taxes incluses 180 696,51 $
Net des ristournes 165 000,00 $

Ce montant est flexible. Il inclut les honoraires des services professionnels, les coûts de la réali
des travaux ainsi que les frais d'achat des meubles afin d'améliorer l'insonorisation et l'aménag
des salles communautaires du Centre communautaire Monkland.

Tout dépassement futur du budget de la subvention allouée sera assumé par l'arrondissement.

Par conséquent, en conformité avec les politiques, règlements et encadrements administratifs,
Division des parcs - Actifs immobiliers recommande d'accorder à la firme Archipel Architecture
étant conforme, le contrat au prix de son offre de services, soit **40 034,29 $**, taxes incluses, e
réserver un montant de contingences de 10 % égal à **4 003,43 $**, en cas des imprévus pour d

services supplémentaires.

Un montant d'incidences, de 5% du prix du contrat égal à **2 201,89 $** taxes incluses, est prévu ce dossier. Il servira pour des frais incidents, de services de tiers, connexes. Cette somme n'es incluse au contrat de la firme.

La dépense totale à autoriser est égale à **46 239,61 $** incluant les taxes, les contingences et t frais accessoires, le cas échéant.

(Veuillez voir le tableau des coûts en pièce jointe)

Le budget total, **net de ristournes**, assumé par le central via le Programme MADA sera égal à **222,93 $.**

L'aide financière, pour ce dossier, est valide en 2018 **à condition** que les études, les plans et d construction pour la réalisation du projet soient débutés et/ou effectués durant la même année retard dans l'octroi du contrat risque de compromettre la réalisation des travaux d'insonorisatic salles communautaires, affectant ainsi le budget alloué et la qualité du service à la clientèle des personnes aînées, le cas échéant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans le cadre du programme ‘’*Municipalité amie des aînés (MADA)’’,* L’arrondissement dispose d’un soutien financier de **180 696,51 $**, taxes incluses, pour la réalisation totale de ce projet incluant, les honoraires des services professionnels, l'achat des meubles et les coûts des travaux d’insonorisation.
Le coût total de ce contrat pour les services professionnels est égal **40 034,29 $**, taxes incluses. Le budget additionnel réservé aux contingence équivaut à 10 %, soit **4 003,42 $** taxes incluses, et le budget additionnel réservé aux incidences est de **2 201,89 $** taxes incluses.

La dépense totale à allouer, pour les honoraires professionnels, est de **46 239,61$** taxes incluses, soit **42 222,93 $** net des ristournes, elle sera financée via le règlement d'emprunt 17-047 et assumée à 100% par la Ville Centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue au volet social du développement durable et valorise le milieu communautaire et sportif offert à la communauté et aux personnes âgées. L'amélioration de l'insonorisation des salles polyvalentes assure, pour les résidents voisins, un milieu de vie stimulant et dynamique propice à la participation et à l’implication au sein de la communauté. De même, ce dossier permet à l'arrondissement de soutenir davantage les activités pour les aînés dans des espaces confortables et accueillants ce qui assure la diversité et le dynamisme social.
Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-réalisation de ces travaux limiterait la fréquentation et les activités du centre et augmenterait le nombre de plaintes de la part des habitants aînés occupant les résidences aux étages ainsi que les utilisateurs.
La subvention du corporatif dans le cadre du ''Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 - Volet 1: Amélioration de la qualité de vie des personnes aînées'' - MADA, ne sera valide qu'en respectant la condition de débuter les

études pour le projet en 2018, afin de réaliser les travaux en 2019. Tout retard, risque de compromettre la réalisation des travaux d'amélioration des salles communautaires du centre Monkland en affectant le budget alloué de la subvention, par le programme (MADA), le cas échéant.

Ce dossier répond parfaitement à la volonté que l'arrondissement de CDN-NDG accorde à l'amélioration de la qualité de vie des personnes aînées. L'arrondissement a adhéré à la démarche MADA et a adopté la décision d'avoir un arrondissement en santé. Cet engagement politique énonce une vision claire des orientations, soit d'améliorer la qualité des services offerts aux personnes âgées et contribuer à faire de Montréal une ville sécuritaire pour les aînés.

En approuvant ce dossier, l'arrondissement permettra :

· D'améliorer les conditions d'habitation des aînés pour leur permettre de vivre de façon autonome le plus longtemps possible;
· D'aménager l'espace public pour en faciliter l'accès aux aînés;
· D'améliorer l'accessibilité à l'information et à l'écoute;
· D'offrir aux aînés un milieu de vie dynamique propice à la participation et à l'implication au sein de la communauté;
· D'accroître les occasions pour les aînés de se faire entendre et de se réunir et fêter.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des opérations de communication sont à prévoir avec :
- L'organisme occupant le centre communautaire Monkland;
- La Direction des résidences des personnes âgées occupant les étages (SHDM);
- Le Service des finances - Les Services centraux;
- Les Directions de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi de contrat par le conseil d'arrondissement : 9 octobre 2018;
- Conception, préparation des plans et devis : novembre 2018 à janvier 2019;
- Appel offres et octroi de contrat pour la réalisation des travaux : février 2019;
- Période des travaux - Chantier : printemps 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats. Le Règlement de gestion contractuelle adopté en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes a* été ajouté aux documents de la demande de proposition de prix. Les règles d'adjudication des contrats, en vigueur, ont été respectées. Les vérifications relatives à la conformité des firmes ont été effectuées par la Division du greffe, avant et après la réception des propositions des prix.
De même ce dossier est conforme au *Règlement de la Ville de Montréal sur la gestion contractuelle* (18-038) qui prévoit des mesures pour favoriser une rotation des fournisseurs pour les contrats se situant entre 25 000 $ et le seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), lequel seuil est actuellement fixé à 101 100 $,

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Julie FARALDO BOULET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Carole CHOUINARD, Service de la diversité sociale et des sports
Michelle DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Sonia GAUDREAULT, 1er octobre 2018
Michelle DESJARDINS, 1er octobre 2018
Carole CHOUINARD, 28 septembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne MOUSSA
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-0038
Télécop. : 514 868-4562

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-0419
Télécop. : 514 872-7474

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Tél : 514 872-5046
Approuvé le : 2018-10-01

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185956003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, pour des services professionnels (architecture - ingénierie), à Archipel Architecture inc., pour le projet d'insonorisation des salles communautaires du centre communautaire Monkland, au montant de 40 034,29 $, incluant les taxes et autoriser une dépense à cette fin de 46 239, 61 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. Approuver un projet de convention à cette fin. (Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 - Volet 1 : Amélioration de la qualité de vie des personnes aînées - MADA)

1- Soumission de la firme Archipel Architecture Inc.:

OS Archipel Centre Monkland 2018-09-07.pdf

2- Tableau des coûts:

20180907_8616_SP_Tableau_des_couts-P.pdf

3- Plan des lieux concernés au projet d'amélioration acoustique.

3-0-PLAN Centre communautaire Monkland-REV1p.pdf 2- Photos_Annexe2.pdf

5- Formulaire - Sommaire de la démarche gré à gré

2018-8616-CDNNDG FORMULAIRE_SOMMAIRE_DEMARCHE_GAG.pdf

4- Projet de convention de services professionnels (Architecture et ingénierie)

Projet de Convention gré à gré_architecture et génie bâtiment.doc

5- Résolutions précédentes des conseils exécutif et d'arrondissement concernant le programme MADA



Resolution1181643001-CE18 0719-Acceptation projets.pdf



Resolution CA18 170029_1187772006-Dépôt de 4 projets.pdf



Resolution CA17 17170191_1171837001-Adhérance Arrondissement au programme MADA.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne MOUSSA
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-0038
Télécop. : 514 868-4562

archipel
architecture

Montréal, le 7 septembre 2018

Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
Direction des services administratifs et du greffe
5160. boulevard Décarie
Bureau 600
Montréal (QC) H3X 2H9

À l'attention de Mme Suzanne Moussa, M, Arch, LEED Green associate

Objet: Appel d'offres : Centre communautaire Monkland (8616)
Insonorisation des salles communautaires – 4410, avenue Westhill

Madame,

Il nous fait plaisir de vous présenter nos services pour la réalisation du projet d'insonorisation des salles communautaires du Centre Monkland. Nous comptons y investir toute notre expertise et toute l'énergie nécessaire à l'atteinte des objectifs du projet. Pour rendre ces services nous compterons sur l'appui de la firme SoftdB, spécialisée en acoustique, et des ingénieurs en mécanique et en électricité de Bouthillette Parizeau.

Nous comprenons que le but premier du projet sera de limiter la propagation du son provenant des salles communautaires vers les étages supérieurs. Comme les travaux nécessiteront la réfection des plafonds, ils seront l'occasion d'améliorer l'ambiance acoustique de salles et de proposer des éléments d'éclairage modernes et performants. Toutefois, les interventions ne viseront pas à modifier les systèmes mécaniques existants qui sont présumés efficaces et performants.

Compte tenu des particularités et de l'envergure du projet, nous proposons d'organiser nos services en suivant les principales étapes présentées ci-dessous :

- Relevés et études des documents existants
- Tests acoustiques effectués sur place afin de déterminer précisément la problématique acoustique et des cibles réalistes à atteindre
- Préparation d'une proposition préliminaire comprenant les objectifs acoustiques visés, les travaux proposés ainsi qu'un coût estimé.
- Sur la base de cette proposition approuvée, préparation de plans et devis complets pour appel d'offres en architecture et en mécanique électricité.
- Suivi et appui technique lors de l'appel d'offre public
- Surveillance sans résidence des travaux.

archipel
architecture

Comme le projet se limite aux locaux identifiés, nous n'effectuerons pas d'expertises générales sur la conformité ni sur la performance des systèmes du bâtiment.

Vous trouverez ci-joint le bordereau de soumission dûment rempli. Les montants présentés seront ventilés de la façon suivante pour les différentes étapes du projet, toutes disciplines confondues :

- Relevés, expertise et proposition préliminaire	16 570 $
- Plans et devis pour soumissions	10 250 $
- Suivi de l'appel d'offres	1 000 $
- Surveillance sans résidence des travaux	7 000 $
Honoraires totaux	34 820 $

Note : Les montants présentés ne comprennent pas de taxes.

Dans l'espoir de travailler avec vous sur ce projet, nous vous transmettons, Mme Moussa, l'expression de nos sentiments distingués.

Pierre Delisle, architecte

PJ/ BORDEREAU DÉTAILLÉ DE SOUMISSIONS

BORDERAU DÉTAILLÉ DE SOUMISSION

Contrat de services professionnels en architecture et en ingénierie

DESCRIPTION

Insonorisation des salles communautaires - Centre Monkland (8616)

COÛT DES HONORAIRES PROFESSIONNELS

Honoraires professionnels - Coordonnateur - Architecture	23 570,00 $
Honoraires professionnels – Ingénierie *(électricité-mécanique)*	11 250,00 $
Sous total	34 820,00 $
Taxe sur les produits et services TPS (5 %)	1 741,00 $
Taxe de vente provinciale TVQ (9,975 %)	3 473,29 $
Total	40 034,29 $

No d'enregistrement TPS 83819 8513 RT0001 .

No d'enregistrement TVQ 1217109066 TQ0001 .

NEQ (No d'entreprise du Québec) 1166969478 .

Le Bordereau détaillé de soumission et les documents relatifs au prix doivent être transmis par courriel à l'adresse : suzanne.moussa@ville.montreal.qc.ca

Identification du soumissionnaire

Nom de la compagnie (de la firme) Archipel architecture Inc			
Adresse 24 Mont Royal Ouest - bureau 804			
Montréal	H2T 2S2	514-286-7557	
Nom de la personne responsable (en majuscule) PIERRE DELISLE			
Signature		Date	
		06 Jour	09 Mois	2018 Année

TABLEAU DES COÛTS -SERVICES PROFESSIONNELS D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNIERIE

Projet :

Centre communautaires Monkland (8616)

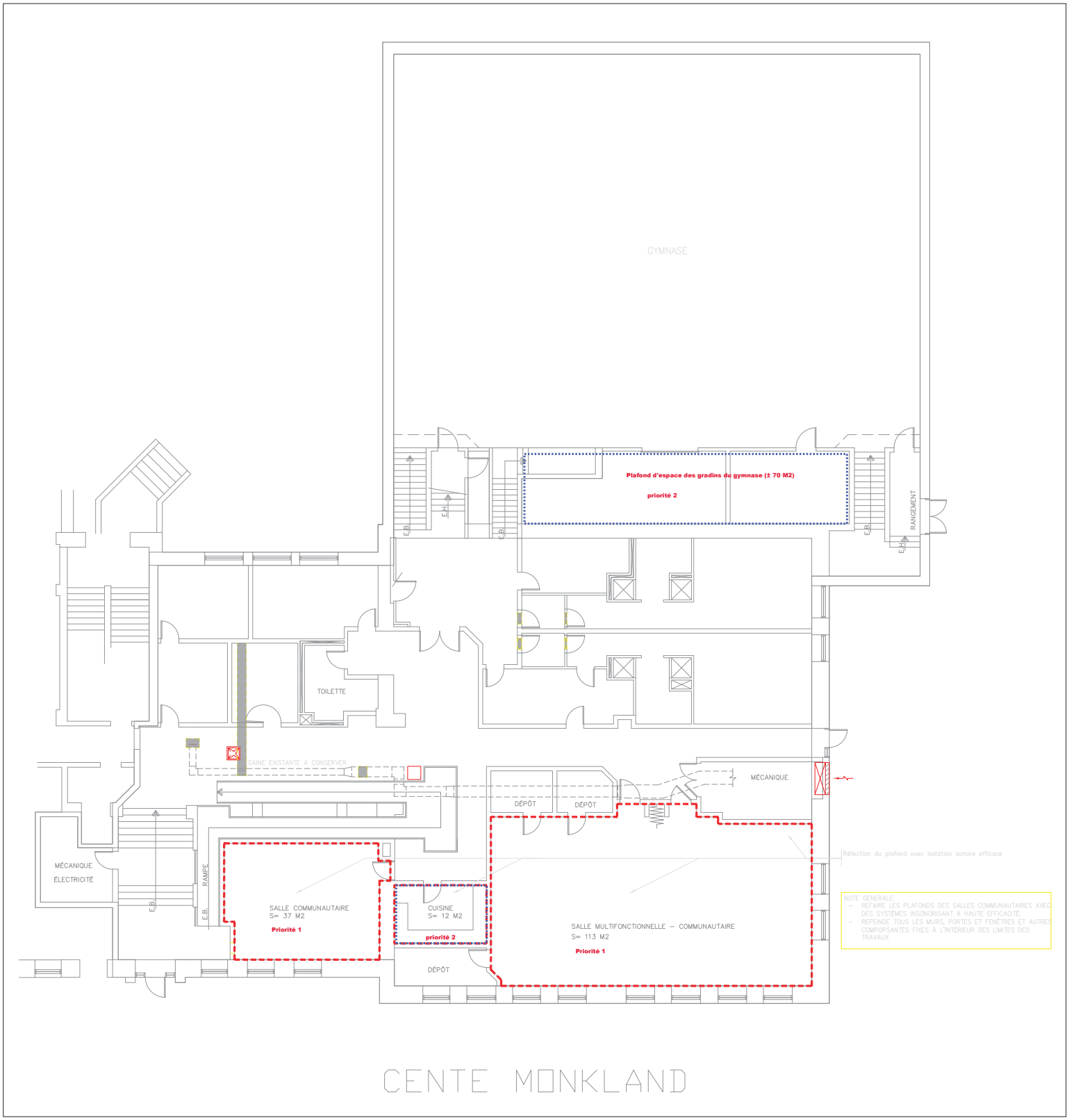
Insonorisation des salles communautaires

Contrat : Archipel Architecture Inc.

Date: 2018-09-25

			Tps 5,0%		Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Honoraires forfaitaires**	**34 820,00**	1 741,00		**3 473, 29**	**40 034, 29**
	(Architecture - Ingenierie Mécanique - Électrique et acoustique)					
	Total du contrat:	**34 820,00**	**1 741,00**		**3 473, 29**	**40 034, 29**
	Contingences 10%	3 482,00	174,10		347,33	4 003,43
	Total :	**38 302,00**	**1 915,10**		**3 820,62**	**44 037,72**
Incidences :	Dépenses générales	1 915,10				
	Total - Incidences :	**1 915,10**	**95,76**		**191,03**	**2 201,89**
	Coût des services professionnels , incidences (Montant à autoriser) - Dépense totale:	**40 217,10**	**2 010,86**		**4 011,66**	**46 239,61**
Ristournes :	Tps 100,00%					2 010,86
	Tvq 50,0%					2 005,83
	Coût net après ristounes					**42 222,93**

préparé par Suzanne Moussa

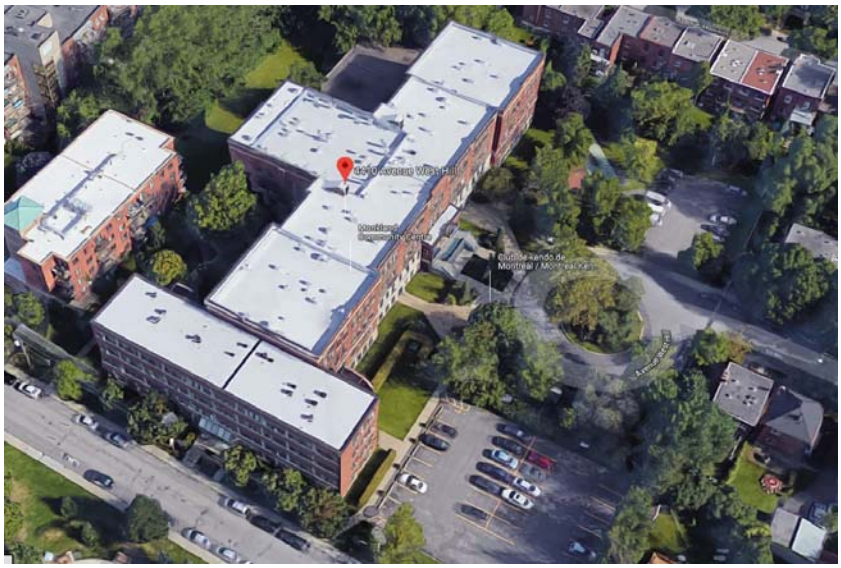


CENTE MONKLAND

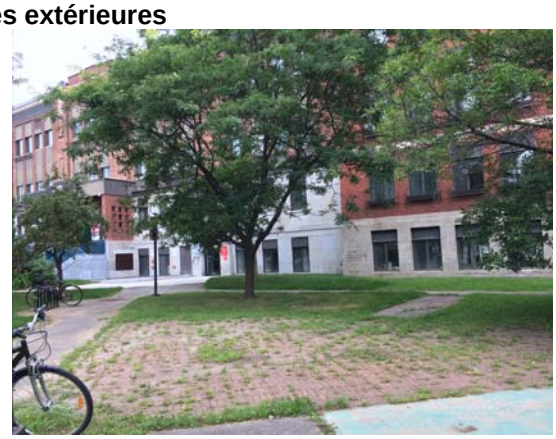
1 – Plan de situation



2 – Vue aérienne de l'entrée principale



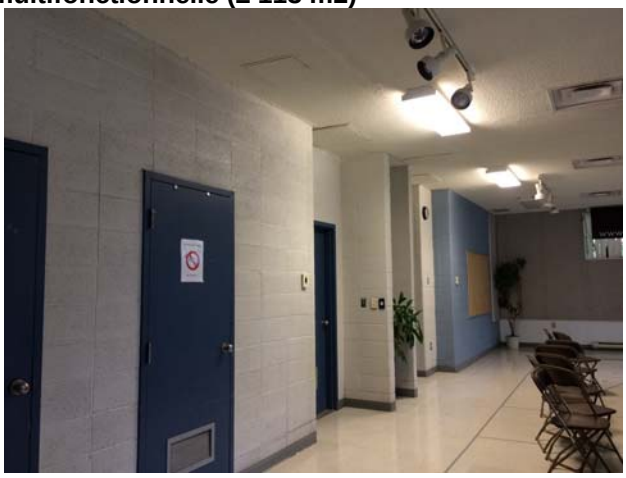
3 – Vues extérieures





3 – Photos de la grande salle communautaire – multifonctionnelle (± 113 m2)





Plafond et vue générale





Plafond



Plafond et murs



Panneaux fixés au mur





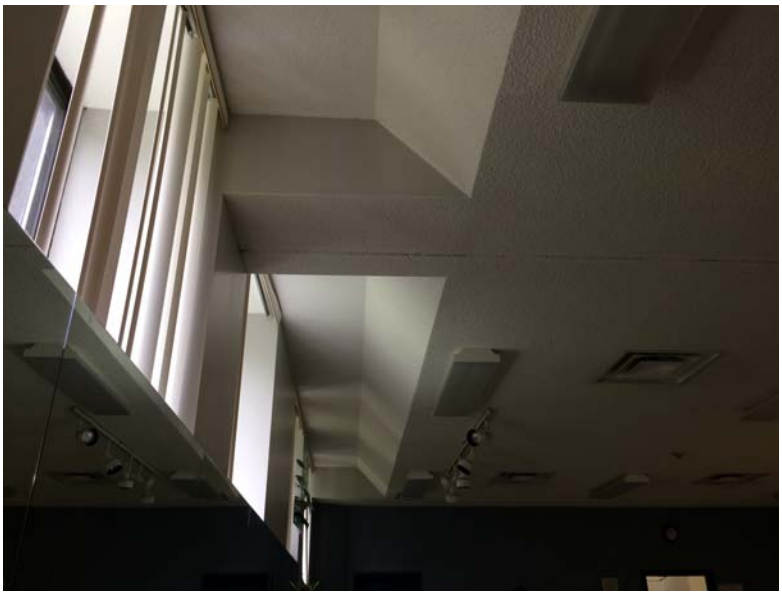
Fenestration - miroir fixé au mur







Plancher à protéger et conserver – plinthes chauffantes



4 – Photos de la petite salle communautaire (± 37 m2)





Plafond et vues générales



Plafond

5 – Photos de la cuisine adjacente (± 12 m2)



6 – Photos du plafond au-dessus des gradins du gymnase (± 70 m2)





Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

FORMULAIRE – SOMMAIRE DE LA DÉMARCHE GRÉ À GRÉ

1. Identification

No. de document d'achat provisoire (DA/BC/Entente - *incomplet*)	**Sommaire décisionnel N°** 1185956003	Date de la demande	9 octobre 2018
Description du projet d'achat	Centre Communautaires Monkland (8616) – Amélioration des salles communautaires – Demande de Services professionnels en architecture et en ingénierie		
Nom du demandeur (Requérant)	Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce		
Unité d'affaires (Requérant)	Direction des services administratifs – Division d'aménagement des parcs – Actifs Immobiliers		
Approbateur du BC (Requérant)	Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce		
Acheteur (émetteur du BC)	Bassin BC Approv. ☐	Autre ☒ : Service des finances du Corporatif	

2. Déroulement de la démarche

2.1. Liste initiale et validation des règles de rotation

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Admissibilité *(RENA, RBQ, Registre RGC)*	Validation de la rotation des fournisseurs Rapports SIMON *(à annexer au document d'achat)*
20277	Archipel architecture Inc.	Oui ☒ Non __	Date du rapport : Validation - par courriel, le Nb. de contrats (90 jours) **: 0,0 jours** _ Montant **: 0,0 $**
		Oui __ Non __	Date du rapport : _____ Nb. de contrats (90 jours) : ____ Montant : _____ $
		Oui __ Non __	Date du rapport : _____ Nb. de contrats (90 jours) : ____ Montant : _____ $

2.2. Transmission de la demande des prix *(si requis)*

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Date demande de prix	Date de retour exigée	Date de retour réelle	Commentaires/ Relances

2.3. Analyse comparative des soumissions suite à une demande des prix *(si requis)*

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Montant total de la soumission (avant taxes)	Délai promis	Durée de la garantie	Autres exigences

Commentaires	- *Premier envoi de demande de proposition de prix a été transmis à trois firmes d'architecture, un seul prix reçu. Validation de la rotation des fournisseurs (délai de 90 jours) - Conformité validée – Aucun contrat de gré à gré a été conclu avec cette firme à l'arrondissement de CDN-NDG (source : Division des ressources financières, matérielles et informationnelles d'arrondissement)* - *Deuxième envoi de demande de proposition de prix a été transmis à deux autres firmes. Des désistements ont été reçus.*

3. Résultat final de la démarche et justification d'octroi

Fournisseur retenu	Archipel Architecture Inc.	**Montant adjugé (avant taxes)**	34 820,00 $ avant taxes)

Justification d'octroi	*L'octroi du contrat est en conformité avec le Règlement de la Ville de Montréal sur la gestion contractuelle* (18-038) *et en* vertu de l'article 33, *la Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).*

*** Ce formulaire dûment complété et approuvé, le(s) rapport(s) SIMON de validation du respect de règles de rotation, la ou les soumission(s) et tout autre document technique ou administratif doivent être joints au BC (ou entente) SIMON dans la section « Annexes » (catégorie : À l'approbateur).**

4. Signatures et approbation

Démarche réalisée par	Suzanne Moussa, gestionnaire immobilier	**Date**	25-09-2018	**Signature**	Suzanne Moussa
Démarche approuvée par *(si différent à l'approbateur du document d'achat)*		**Date**		**Signature**	

Convention - Services professionnels - Architecture et génie de bâtiment

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
ARCHITECTURE ET GÉNIE DE BÂTIMENT

PROGRAMME DE PROTECTION
DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS

INDEX :

Ville de Montréal
Service des immeubles

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS
1.2 OBJET DE LA CONVENTION
1.3 DURÉE
1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET
1.5 INTERPRÉTATION

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS
2.2 DONNÉES DU PROJET
2.3 DOCUMENTS
2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS
2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS
2.6 CODES ET RÈGLEMENTS
2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS
2.8 ASSURANCES
2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS
3.2 AUTORITÉ

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE
- 4.1.1 Phase de conception - validation des données - esquisse
  - 4.1.1.1 Validation des données du projet
  - 4.1.1.2 Esquisse
- 4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire
- 4.1.3 Phase de conception - dossier définitif
- 4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres
- 4.1.5 Phase de construction - chantier
- 4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »
- 4.1.7 Phase de construction - période de garantie

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 5 - RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES
- 5.1.1 Méthode du pourcentage
- 5.1.2 Méthode du taux horaire
- 5.1.3 Méthode du forfait

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT
5.2.1 Généralités
5.2.2 Méthode du pourcentage
5.2.3 Méthode du taux horaire
5.2.4 Méthode du forfait
5.3 MODIFICATIONS
5.3.1 En phase de conception
5.3.2 En phase de construction
5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions
5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

ARTICLE 6 - ESTIMATIONS

6.1 CLASSIFICATION
6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE
6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

ARTICLE 7 - CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE
7.2 CESSION DE LA CONVENTION
7.3 ENTENTE COMPLÈTE
7.4 SOLIDARITÉ
7.5 VALIDITÉ
7.6 LOIS APPLICABLES

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Me Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 5 du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044)

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **(ARCHIPEL ARCHITECTURE INC.**, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 24, Mont-Royal ouest, bureau 804, Montréal, (Québec), H2T 2S2, agissant et représentée par M. Pierre Delisle, architecte, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le (7 septembre 2018);

N° d'inscription T.P.S. : 83819 8513 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1217109066 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **(BOUTHILLETTE PARIZEAU)**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au (1699, boulevard Le Corbusier, bureau 320, Laval (Québec) H3L 2E1), agissant et représentée par (inscrire le nom et le titre de la personne autorisée), dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le (inscrire la date);

N° d'inscription T.P.S. : R130 198 237
N° d'inscription T.V.Q. : 1011 0142 55

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

ET : **(SOFT DB)**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au (1040, Belvédère – suite 215, (Québec) G1S 3G3), agissant et représentée par (inscrire le nom et le titre de la personne autorisée), dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le (inscrire la date);

N° d'inscription T.P.S. : 140 970 989
N° d'inscription T.V.Q. : 101 838 5208

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un Règlement au conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie dudit Règlement au cocontractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Architecte** »

Un membre de l'Ordre des architectes du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Avenant** »

Toute modification au marché;

« **Consultant** »

Une personne morale ou physique, membre ou non d'une société ou d'une association professionnelle, offrant des services spécialisés, tels que design d'intérieur, programmation, analyse de la valeur, estimation, contrôle des coûts, rédaction de cahier des charges, quincaillerie, circulation verticale, acoustique, alimentation, restauration d'oeuvre d'art;

« **Coordonnateur** »

L'Architecte, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'Ingénieur, qui assume la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;

« Coût estimé des travaux »

Le coût prévu pour chaque étape du projet tel qu'évalué par la Ville, lequel pourrait être modifié par le Coordonnateur à la phase de la conception avec l'approbation préalable et écrite du Directeur. Ce coût **inclut** les frais généraux, les frais d'administration et les bénéfices des entrepreneurs mais **exclut** :

a) les taxes sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.);

b) le coût des travaux contingents;

c) les honoraires et déboursés des professionnels;

d) le coût de la machinerie et de l'outillage requis pour un procédé de production, de fabrication, de traitement ou de transformation contenu dans l'ouvrage, sauf s'ils font partie du marché;

e) les frais d'acquisition d'immeubles;

f) les frais de démolition d'immeubles, sauf s'ils font partie du marché;

g) le coût de sondages, essais, analyses et contrôle des matériaux, sauf s'ils font partie du marché;

h) les frais de déplacement des installations de services publics exécutés par leurs propriétaires respectifs;

i) le coût des accessoires fixes et des oeuvres d'art pour lesquels l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels, sauf s'ils sont spécifiquement inclus à la présente convention;

j) les frais résultant d'erreurs ou d'omissions de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur;

k) les allocations incluses au cahier des charges pour lesquelles l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels;

« **Coût réel des travaux** »

Le montant versé par la Ville, à un entrepreneur, en vertu d'un marché dont les éléments sont inclus dans le coût estimé des travaux;

« **Directeur** »

Le Directeur du Service des immeubles de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

« **Données générales de la mission** » ou « **Annexe 1** »

L'ensemble des informations communiquées à l'Architecte et à l'Ingénieur par le Directeur au début de la mission. Elles détaillent l'objet de la convention et constituent l'expression des objectifs, des besoins, des budgets, des calendriers et des exigences de la Ville concernant l'exécution de la mission dans le cadre de la présente convention. Ce document daté du (27 août 2018) est joint aux présentes comme Annexe 1 et fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Équipe** »

Le personnel de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur affecté à la mission;

« **Entrepreneur** »

Toute personne à qui la Ville octroie le marché;

« **Ingénieur** »

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Marché** »

Le contrat entre la Ville et un entrepreneur pour l'exécution de l'ouvrage;

« **Mission** »

Les services professionnels requis pour satisfaire les besoins de la Ville tels que spécifiés à la présente convention et à ses Annexes;

« **Offre de services professionnels** » ou « **Annexe 2** »

Le document présenté le (7 septembre 2018) par l'Architecte et l'Ingénieur qui fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Ouvrage** »

Les travaux réalisés par l'entrepreneur conformément aux plans et devis et cahier des charges préparés par l'Architecte et l'Ingénieur;

« **Personnel de soutien** »

Le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur autre que le personnel professionnel, technique ou le patron; il comprend, notamment, les secrétaires, les réceptionnistes et les commis de bureau;

« **Programme général** »

Le document contenant l'expression des besoins de la Ville pour chaque projet;

« **Projet** »

Amélioration et Insonorisation des salles communautaires du Centre communautaire Monkland (8616), tel que prévu aux documents de la demande d'appel de proposition de prix préparés conformément aux présentes.

1.2 OBJET DE LA CONVENTION

1.2.1 La Ville retient les services de l'Architecte et de l'Ingénieur qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2, à rendre les services professionnels en architecture et en ingénierie, de manière à remplir la mission, à réaliser les plans et devis et cahier des charges pour les appels d'offres, à surveiller les travaux et à effectuer certaines expertises techniques dans le cadre du projet.

1.2.2 L'Architecte s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l'Architecte un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur.

1.3 DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et se termine lorsque les services professionnels couverts par cette convention auront été exécutés de façon satisfaisante, sous réserve des dispositions de l'article 5.4.

1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET

Dans les dix (10) jours suivant l'ordre d'entreprendre la mission, le Coordonnateur doit soumettre au Directeur, pour approbation, un échéancier sommaire incluant les biens livrables. Les délais d'approbation imputables à la Ville et reproduits dans le tableau ci-après ainsi que l'échéancier

prévisionnel à être fourni par la Ville pour chaque projet et apparaissant en outre dans le programme général devront être pris en considération lors de l'établissement de cet échéancier.

Délais d'approbation imputables à la Ville

ÉTAPE	RAISON	DÉLAI MAXIMUM
ESQUISSE	Examen et approbation	5 jours ouvrables
DOSSIER PRÉLIMINAIRE	Examen et approbation	10 jours ouvrables
DOSSIER DÉFINITIF	Examen et approbation à 50 % Examen et approbation à 90 % Examen et approbation à 100 %	10 jours ouvrables 10 jours ouvrables 10 jours ouvrables
APPEL D'OFFRES	Période entre l'approbation du dossier définitif à 100 % et l'annonce dans les journaux Période pour l'ouverture des soumissions, l'octroi de contrat et l'approbation du gouvernement du Québec	10 jours ouvrables 90 jours de calendrier

1.5 INTERPRÉTATION

Les données générales de la mission, le programme général et l'offre de services professionnels font partie intégrante de la présente convention.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des données générales de la mission, du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte des données générales de la mission prévaut sur toute disposition du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte du programme général prévaut sur toute disposition de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

La table des matières et les titres des articles ont pour seul but de faciliter la consultation de la présente convention. Ils ne doivent en aucun cas être interprétés de manière à limiter ou dénaturer le sens des dispositions de la convention.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS

2.1.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de services, exécuter leur travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. L'Architecte doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent

et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement à l'Ingénieur.

2.1.2 L'Architecte et l'Ingénieur ne peuvent refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

2.1.3 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

2.1.4 L'Architecte et l'Ingénieur ne pourront engager aucune des phases, étapes ou projets énumérés dans les données générales de la mission ou dans le programme général sans y avoir été spécifiquement autorisés par écrit, au préalable, par le Directeur.

2.1.5 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à ne pas révéler à des tiers les données et renseignements fournis par les représentants de la Ville ou toute information confidentielle qui leur serait révélée à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

2.1.6 L'Architecte et l'Ingénieur doivent obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser les données, renseignements ou informations à d'autres fins que celles de la présente convention.

2.1.7 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

2.1.8 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

2.2 DONNÉES DU PROJET

2.2.1 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à respecter toutes les données générales de la mission et le programme général qui leur sont communiquées par le Directeur ou qui sont modifiées avec son autorisation écrite.

2.2.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer de l'adéquation de toutes ces données et, le cas échéant, signaler par écrit au Directeur, dans les plus brefs délais, tout écart entre ces données. Ils doivent également lui formuler des propositions pour rétablir l'adéquation de toutes les données.

2.2.3 L'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de tous les coûts supplémentaires et de tous les frais encourus par la Ville résultant de toute modification des données, non autorisée au préalable par le Directeur, ou résultant de la négligence de l'Architecte et de l'Ingénieur de s'assurer de l'adéquation de ces données.

2.2.4 L'Architecte et l'Ingénieur sont aussi responsables d'assurer la conformité des documents produits avec les données générales de la mission et le programme

général. Le Directeur pourra donc, à tout moment, demander des modifications aux documents de l'Architecte et de l'Ingénieur afin de les rendre conformes et ce, sans frais pour la Ville.

2.2.5 Lors de toute modification aux données du projet par l'une ou l'autre des parties, le Coordonnateur sera tenu d'aviser le Directeur, dans les dix (10) jours de calendrier, de toutes les conséquences de telle modification sur le calendrier d'exécution, le budget et les honoraires, eu égard aux obligations de l'Architecte et de l'Ingénieur en vertu de la présente convention.

2.2.6 À la phase construction, le Coordonnateur doit obtenir l'accord du Directeur avant de procéder aux études relatives aux modifications à l'ouvrage. Celles-ci doivent comprendre la description détaillée des travaux à effectuer, pour fins de transmission à l'entrepreneur, ainsi que leur impact sur le coût des travaux, le calendrier d'exécution et la qualité de l'ouvrage et une explication sur la cause et les circonstances rendant ces modifications nécessaires.

2.2.7 Si le Directeur en fait la demande, l'Architecte et l'Ingénieur devront participer à un atelier de l'analyse de la valeur, à l'une ou l'autre des étapes du projet. L'Architecte et l'Ingénieur ne sont pas tenus d'animer ces ateliers mais devront fournir toutes les informations requises.

La participation de l'Architecte et de l'Ingénieur à ces ateliers fait partie des services de base.

2.3 DOCUMENTS

2.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur fournissent au Directeur, sans frais, le nombre de copies complètes des documents requis à chaque étape du projet tel qu'indiqué ci-dessous.

PHASE	ÉTAPES	DOCUMENTS À FOURNIR	NOMBRE DE COPIES
CONCEPTION	Validation des données et esquisse	Validation du programme, calendrier et esquisse	10
	Dossier préliminaire	Plans et cahier des charges préliminaires	10
	Dossier définitif	Plan et cahier des charges définitifs à 50 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 90 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 100 %	10
	Appel d'offres	Dossier d'appel d'offres	10*
		Addenda	10*
	Chantier	Dessins de fabrication	5
		Demandes et ordres de changement	2
CONSTRUCTION	Tel que construit	Plans et cahier des charges “tel que construit”	1 reproductible et 1 sup. Info.
	Période de garantie		

* excluant les copies à fournir aux entrepreneurs soumissionnaires et aux sous-traitants

	Général	Comptes rendus de réunion à toutes les personnes présentes	1

2.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent préparer, sous la direction du Coordonnateur, le cahier des charges. Pour ce faire, le Directeur fournira au Coordonnateur le cahier des charges du service requérant. Ce cahier comprend notamment l'index au cahier des charges, le cahier des clauses administratives générales, le cahier des clauses administratives spéciales, les prescriptions normalisées pertinentes au projet, le cahier des instructions aux soumissionnaires et les formulaires de soumissions. Ces documents de la Ville ne peuvent être modifiés. Ils ne peuvent qu'être complétés par des clauses spéciales particulières au contrat.

Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique finale du cahier des charges, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, les fascicules étant classés individuellement en fichiers clairement identifiés par leur numéro.

2.3.3 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

2.3.4 À chacune des étapes, le Coordonnateur remet au Directeur un dossier complet qui sera évalué par un comité technique formé d'architectes et d'ingénieurs désignés par le Directeur. L'Architecte et l'Ingénieur devront réviser leur dossier en respectant les demandes qui en découleront et qui leur seront adressées, par écrit, par le Directeur.

2.3.5 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

2.3.6 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

2.3.7 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

2.3.8 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

2.3.9 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

2.3.10 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard

notamment de l’évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités.

2.3.11 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

2.4.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention.

2.4.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS

2.5.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les calendriers sous forme de diagramme de Gantt.

2.5.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements-clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

2.5.3 Les calendriers doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune des tâches inventoriées, les dates des jalons et événements-clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

2.6 CODES ET RÈGLEMENTS

2.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

2.6.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

2.6.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS

2.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

2.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter tout au long de leur prestation de services, leur déclaration concernant les intérêts en matière d'armements nucléaires, jointe à l'offre de services professionnels.

2.8 ASSURANCES

2.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

2.8.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

2.8.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

2.8.4 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS

3.1.1 La Ville s'engage à fournir à l'Architecte et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur ainsi que les renseignements et documents qu'elle possède en regard du projet.

3.1.2 Le Directeur fournit au Coordonnateur une copie du cahier des charges de la Ville (cf. art. 2.3.2).

3.1.3 Les renseignements fournis par la Ville au Coordonnateur en vue de la préparation des dessins, plans et devis, cahier des charges et autres documents, sont tenus pour exacts. Cependant, si l'Architecte et l'Ingénieur constatent une inexactitude dans ces renseignements, ils doivent en aviser immédiatement le Directeur qui pourra y apporter des modifications, s'il le juge à propos.

3.1.4 La Ville fournit au Coordonnateur la feuille de base pour les clauses spéciales sur support informatique avec une procédure d'utilisation.

3.1.5 À chaque étape, le Directeur procédera à un examen d'ordre général des documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur. Cet examen d'ordre général se fait par des pairs dans chacune des disciplines concernées par le projet. Cet examen vise deux objectifs : vérifier le degré d'avancement des documents pour fins de paiement des honoraires et s'assurer que les documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur répondent aux exigences de la Ville. Il ne doit, en aucun cas, être interprété par l'Architecte et l'Ingénieur comme une renonciation par la Ville à invoquer la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur à l'égard des documents fournis ou des services rendus.

3.2 AUTORITÉ

3.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

3.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 4
DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE

Les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur incluent notamment les relevés, la planification, l'organisation, l'élaboration des dessins, plans et devis, la préparation du cahier des charges, la surveillance des travaux, la conciliation de tous les documents, la participation à des ateliers de l'analyse de la valeur et la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit ». Le Coordonnateur a, outre la coordination des services prévus aux présentes, la responsabilité des estimations et des calendriers ainsi que de la rédaction des

comptes rendus des réunions périodiques de coordination et de chantier et la remise de ces comptes rendus aux participants ou personnes intéressées.
Pour les travaux de toiture, la Ville exige une surveillance des travaux en résidence réalisée par une firme spécialisée dont les services sont retenus par l'Architecte aux frais de ce dernier.

4.1.1 Phase de conception - validation des données – esquisse

La phase de conception-esquisse est amorcée seulement après la réception, par le Coordonnateur, de la lettre de début de mission signée par le Directeur. Cette phase comprend la validation des données générales de la mission et du programme général du projet et la présentation de l'esquisse.

4.1.1.1 Validation des données du projet

La validation des données générales de la mission et du programme général du projet inclut, mais sans s'y restreindre, les services suivants :

a) l'étude et l'analyse des informations fournies;

b) l'identification des contraintes et exigences propres aux différentes interventions incluant celles des autres professionnels;

c) la vérification de l'adéquation des informations (budget/programme/échéancier);

d) le cas échéant, une proposition alternative afin de respecter cette adéquation (budget/programme/échéancier);

e) la rédaction d'un document incluant le programme validé ou révisé et, selon le cas, une estimation classe « C » telle que définie à l'article 6 et le calendrier global de l'intervention.

L'Architecte et l'Ingénieur doivent préalablement signer le document soumis pour approbation au Directeur et doivent en respecter toutes les données et tous les éléments constitutifs à partir de la date de cette approbation.

Toute modification aux données générales de la mission et au programme général devra être approuvée par écrit par le Directeur.

4.1.1.2 Esquisse

L'esquisse est le résultat de l'examen de différentes approches de conception et de construction en adéquation avec le programme général validé par l'Architecte et l'Ingénieur et approuvé par le Directeur. Elle exprime sommairement le parti architectural, l'orientation générale du choix des matériaux et la planification globale des espaces, des systèmes par discipline et des techniques de construction propres au projet.

L'esquisse doit tenir compte de toutes les données normalement considérées lors de la conception d'un projet, en particulier : les relevés, codes et

règlements, l'ingénierie, la sécurité, l'ergonomie, le fonctionnement, la disposition du mobilier et les équipements, etc.

Les tâches à réaliser et les documents à produire, en plus de ceux énumérés à l'article 4.1.1.1, comprennent notamment :

a) les relevés sur place des composantes existantes;

b) les vues en plan, en coupe et en élévation, faites à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Architecte quant au parti architectural du projet et de la planification globale des espaces;

les dessins peuvent en certaines occasions être omis ou remplacés par des photographies annotées ou par tout autre moyen visuel adéquat dans les circonstances particulières d'un projet;

c) si requis, les vues en plan et en coupe et les détails, faits à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes en charpente;

d) si requis, les dessins et descriptions de systèmes ou équipements nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes pour chacune des autres disciplines d'ingénierie;

e) un tableau des types de matériaux envisagés pour le projet.

4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire

Le dossier préliminaire est amorcé seulement après l'approbation écrite, par le Directeur, des documents produits à la phase de l'esquisse. À la phase du dossier préliminaire, l'Architecte et l'Ingénieur exécutent et soumettent au Directeur les documents suivants :

a) des dessins préliminaires, à une échelle convenable, qui sont la mise au propre de l'esquisse et comprennent, entre autres :

pour l'Architecte : le plan d'implantation, les plans de tous les étages, les coupes et les élévations nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que les coupes de murs et cloisons types et les tableaux sommaires des finis et des portes et cadres;

pour l'Ingénieur en charpente : les plans de charpente, les coupes, les élévations et tous les détails nécessaires à la bonne compréhension du projet;

pour les Ingénieurs en mécanique, en électricité et en électronique : les plans de tous les étages, les diagrammes de distribution ainsi que la description détaillée des systèmes ou équipements nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que la coordination avec l'Architecte et l'Ingénieur en charpente de l'intégration de tous les appareils et équipements afin de prévoir tous les passages requis, les équipements apparents, les fonds de fixation requis, les préparations de surface à demander, etc.;

b) un devis descriptif ou sommaire, qui énumère les matériaux et les techniques de construction proposés; la conception générale du projet doit être entièrement complétée à cette étape; tous les systèmes et les équipements à incorporer à l'ouvrage doivent avoir été choisis;

c) une estimation classe « B » tel que définie à l'article 6 de la présente convention;

d) un calendrier d'exécution du projet.

Si l'une ou plusieurs des données approuvées par le Directeur à la phase de l'esquisse ne peuvent être respectées, le Coordonnateur proposera au Directeur la révision du programme général afin d'en rétablir l'adéquation.

4.1.3 Phase de conception - dossier définitif

Le dossier définitif est amorcé après l'approbation écrite du dossier préliminaire par le Directeur. Pour chacune des étapes du dossier définitif, l'Architecte et l'Ingénieur procèdent à la confection des plans et des devis définitifs qu'ils remettent au Directeur pour approbation. Ce dossier consiste à préparer les documents nécessaires pour établir une soumission et pour construire l'ouvrage. Si le Directeur le juge nécessaire, l'Architecte et l'Ingénieur participeront à un atelier d'analyse de la valeur au cours de cette phase. Ce dossier comprend notamment :

a) les dessins définitifs, sous forme de séries de dessins autonomes pour chacune des spécialités;

b) les détails, ordinairement à grande échelle, nécessaires pour préciser certaines parties de l'ouvrage;

c) le cahier des charges complet;

d) les estimations classe B à 50 %, classe A à 90 % et classes A et A1 à 100 % selon l'avancement du dossier définitif mentionné à l'article 2.3.1;

e) un calendrier des travaux mis à jour;

f) le dossier de la demande de permis. Celui-ci comprend tous les documents qui seront nécessaires à l'obtention de tous les permis et approbations requis pour entreprendre la réalisation l'ouvrage. La Ville fait elle-même la demande de permis et est assistée dans sa démarche par le Coordonnateur qui devra notamment participer à des réunions et produire les documents supplémentaires requis par les autorités responsables de la délivrance des permis et autorisations.

4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres

La phase de l'appel d'offres sera amorcée après l'approbation écrite par le Directeur, du dossier définitif à 100 %. L'appel d'offres est mené par la Ville qui en fait l'annonce dans les journaux et procède à l'ouverture des soumissions. Le Coordonnateur gère l'appel d'offres en effectuant entre autres les activités suivantes :

a) la constitution du dossier d'appel d'offres. Ceci comprend l'impression et l'assemblage de toutes les copies des plans et cahier des charges, de toutes les disciplines, ainsi que tout autre document nécessaire au dossier de l'appel d'offres.

   Le Coordonnateur doit fournir à la Ville tous les documents d'appel d'offres et tous les addenda, s'il y a lieu, dans la forme prescrite par la Ville.

b) la préparation des addenda pendant la période fixée pour le dépôt des soumissions. Aucun addenda ne pourra être remis à la Ville à moins de (dix) 10 jours ouvrables de la date de remise des soumissions précisée à l'appel d'offres, à moins d'autorisation spéciale du Directeur;

c) l'analyse des soumissions et les recommandations appropriées pour la conclusion des marchés;

d) tout autre service connexe relié à l'appel d'offres et requis par le Directeur avant, pendant et après la période d'appel d'offres afin de mener à bien celui-ci.

4.1.5 Phase de construction - chantier

Cette phase est amorcée après l'envoi écrit par le Directeur à l'entrepreneur d'un avis écrit confirmant la date du début des travaux. Les services durant la construction rendus au bureau et au chantier comprennent notamment :

a) la conception et le dessin des détails non prévisibles lors de la préparation des documents définitifs mais requis pour fins d'exécution de l'ouvrage;

b) la préparation et la négociation des avenants incluant, entre autres, les révisions requises aux dessins et aux spécifications du cahier des charges;

c) les recommandations au Directeur concernant les problèmes techniques ou d'interprétation des documents du marché survenant en cours d'exécution de l'ouvrage;

d) la vérification des dessins de fabrication et des descriptions de produits soumis par l'entrepreneur, pour s'assurer qu'ils soient conformes aux documents du marché;

e) la vérification de substituts de matériaux et les recommandations y afférentes;

f) les visites périodiques au chantier selon la fréquence que commande l'évolution des travaux, afin d'assurer le respect des exigences des documents du marché;

g) le rapport, au Directeur, à chaque réunion de chantier de la progression des travaux à partir des observations faites lors des visites du chantier et des défauts ou manquements constatés dans le travail de l'entrepreneur. Les rapports sur les déficiences constatées devront être présentés par écrit sans délai afin de permettre au Directeur d'assurer efficacement le suivi des corrections;

h) l'émission des directives de chantier et la commande de la reprise des travaux jugés non conformes aux documents du marché;

i) l'animation des réunions hebdomadaires de chantier et la rédaction des comptes rendus. Le gérant de projet ou le gestionnaire du chantier de la Ville participeront aux réunions de chantier;

j) la vérification et l'approbation des demandes de paiement de l'entrepreneur et l'émission des certificats de paiement;

k) la surveillance et l'inspection finale des systèmes de construction utilisés pour déterminer s'ils satisfont aux exigences des documents du marché;

l) la remise au Directeur d'un certificat attestant que l'ouvrage a été construit conformément aux lois, codes et règlements en vigueur, et qu'il est prêt pour l'usage auquel il est destiné;

m) la rédaction des listes de déficiences;

n) la compilation et la vérification des manuels d'instructions, garanties et documents connexes fournis par l'entrepreneur et leur transmission au Directeur;

o) un procès-verbal signé par l'Architecte et l'Ingénieur indiquant, après vérification de l'ouvrage, que les travaux sont terminés et que l'ouvrage peut être reçu provisoirement par la Ville;

p) la prise de photographies, au moyen d'un appareil muni d'un dos-dateur, des installations existantes avant le début des travaux (s'il y a lieu) et de celles montrant l'avancement du chantier jusqu'à sa terminaison.

4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »

À la fin des travaux, l'Architecte et l'Ingénieur doivent remettre au Directeur une copie des dessins, plans et devis et cahier des charges de l'ouvrage « tel que construit », toutes les informations requises à l'article 2.3.3 de la présente convention ainsi qu'une copie annotée des documents de l'entrepreneur.

4.1.7 Phase de construction - période de garantie

À la fin de la période de garantie qui suit la réception provisoire, l'Architecte et l'Ingénieur doivent vérifier les travaux et transmettre au Directeur un rapport attestant que la Ville peut procéder à leur réception définitive.

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Constituent des services supplémentaires et connexes à l'objet mentionné aux présentes, les services demandés par écrit par le Directeur à l'Architecte ou à l'Ingénieur et qui ne font pas partie des services de base.

Ces services visent notamment :

a) les services consultatifs comprenant les conseils, expertises, estimations, évaluations, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusion et de recommandations spécialisées;

b) les services spéciaux, incluant les expertises techniques, expertises judiciaires ou autres missions similaires, requis suite à la suspension du projet ou des travaux, ou suite à des dommages causés à l'ouvrage par un événement fortuit, par des malfaçons ou suite à des poursuites intentées contre la Ville pour des causes ne relevant pas de la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur;

c) les services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

d) les services de spécialistes en présentation, pour l'élaboration de documents de présentation, tels marquettes, perspectives, documents audiovisuels;

e) tout autre service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 5
RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de (Quarante mille trente-quatre dollars et vingt-neuf cents – (40 034,29 $) $, incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.). Un montant de contingences de 10%, non inclus au contrat, soit un montant de Quatre mille trois dollars et quarante-trois cents (4 003, 43 $), taxes incluses, sera réservé en cas d'imprévu.

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur.

5.1.1 Méthode du pourcentage

a) Cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception. Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux. Le pourcentage utilisé à ces fins sera pour les services d'architecture et pour les services d'ingénierie, tel qu'il apparaît dans l'offre de services professionnels de l'Architecte et de l'Ingénieur (Annexe 2).

b) Toutefois, lorsque le coût réel des travaux est inférieur au coût estimé des travaux jusqu'à concurrence de 10 %, l'Architecte et l'Ingénieur seront payés selon le coût estimé des travaux pour la phase conception seulement.

c) Aux fins du calcul des honoraires selon la méthode du pourcentage, le coût des travaux, réel ou estimé, est calculé en tenant compte des exclusions prévues à l'article 1.1.

d) Dans le cas où le projet est divisé en plusieurs marchés, le calcul des honoraires suivant la méthode du pourcentage tient compte du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux de chacun des marchés.

e) Les honoraires de l'Architecte et de l'Ingénieur calculés selon la méthode du pourcentage sont payables comme suit :

Phase de conception (65 %) :

10 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape de l'esquisse;

20 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier préliminaire;

35 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier définitif;

Phase de construction (35 %) :

2 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de l'appel d'offres;

28 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux, pour l'étape de la surveillance de travaux;

5 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »;

0 % des honoraires calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de la période de garantie.

f) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme présente un écart en plus ou en moins de 10 % du coût estimé des travaux au moment de l'appel d'offres, le Directeur peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et cahier des charges et la tenue d'un nouvel appel d'offres sans que la Ville soit tenue de payer à l'Architecte et à l'Ingénieur des honoraires additionnels.

g) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la Ville décide de ne pas octroyer le marché, les honoraires professionnels sont payés sur la base du coût estimé des travaux.

5.1.2 Méthode du taux horaire

a) Cette méthode consiste à payer le temps réellement passé par des membres du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur appelés à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un

budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

b) Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel tel qu'indiqué dans l'offre de services professionnels et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

c) Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur sera rémunéré par la Ville en temps régulier.

Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maxima de l'article 5.1.2 b). Aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

d) Le Coordonnateur doit veiller à l'enregistrement quotidien pour toutes les personnes affectées à l'exécution de la convention, du nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées à la fourniture des services à être rémunérés selon la méthode horaire, ainsi que des tâches effectuées durant ce temps et à la conservation des pièces à l'appui de ses factures.

e) Si L'Architecte et l'Ingénieur affectent du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

f) Les services du personnel de soutien ne sont rémunérés que pour le temps affecté à la dactylographie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

g) Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

5.1.3 Méthode du forfait

Cette méthode consiste à verser à l'Architecte et à l'Ingénieur une somme fixe, préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur.

Mis à part le montant forfaitaire convenu, la Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services rémunérés selon cette méthode.

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

5.2.1 Généralités

a) L'Architecte et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leur compte et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard. Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de la firme (Archipel Architecture Inc.). Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

b) Tout compte d'honoraires devra indiquer clairement la nature des services rendus ainsi que la période couverte. Il doit tenir compte de l'avancement des travaux et être adressé conformément aux instructions reçues du Directeur.

c) Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

d) La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés. De plus, tout compte basé sur la méthode à pourcentage qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 5.2.2 sera refusé et retourné au Coordonnateur pour correction, aux frais de ce dernier.

5.2.2 Méthode du pourcentage

a) Pour les services de base, des comptes d'honoraires peuvent être présentés, après approbation par le Directeur des documents requis, à chacune des étapes définies à l'article 4.1, mais sans dépasser le pourcentage défini à l'article 5.1.1 de la présente convention pour chacune des étapes.

b) Pendant la phase de conception, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés si la durée d'une même étape est supérieure à deux (2) mois.

c) Pour les services concernant la gestion de l'appel d'offres, le compte peut être présenté au Directeur lors de l'émission de la recommandation selon l'article 4.1.4 si le prix de la plus basse soumission conforme respecte les limites budgétaires allouées.

Dans les autres cas, le Coordonnateur devra à ses frais avec l'autorisation écrite du Directeur, soit réduire la portée des travaux du plus bas soumissionnaire conforme en retirant certains travaux désignés par le Directeur pour ramener le projet à l'intérieur des limites budgétaires allouées ou soit faire reprendre les dessins, plans et devis et cahier des charges de manière à respecter les limites budgétaires allouées. Par la suite, le compte pourra être présenté au Directeur.

d) Pour les services rendus durant l'étape surveillance des travaux, les comptes seront présentés au Directeur mensuellement, en proportion de l'avancement de l'ouvrage, selon les décomptes progressifs de l'entrepreneur. Le compte final est dû à l'approbation des dessins, plans et devis et cahier des charges

« tel que construit » et des autres documents requis en vertu des articles 2.3.2 et 2.3.3.

e) Les comptes d'honoraires relatifs aux modifications décrites à l'article 5.3 des présentes, aussi bien pour la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges, que pour les services durant la construction seront payables dans la mesure où les travaux y afférents auront été exécutés à la satisfaction du Directeur.

5.2.3 Méthode du taux horaire

a) Pour les services rémunérés selon la méthode du taux horaire, les comptes d'honoraires seront présentés au Directeur mensuellement et devront indiquer le pourcentage d'avancement de la tâche confiée. Le compte devra comporter le nombre d'heures que chaque membre du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur a consacré à la fourniture de services supplémentaires connexes depuis le dernier jour inclus au compte précédent et comporter, en annexe, une copie du registre de ces heures.

b) Le Directeur peut en tout temps demander une vérification des pièces et registres relatifs au temps qui est facturé selon la méthode à taux horaire. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Coordonnateur et ce dernier devra accorder son concours pour en faciliter l'exécution.

5.2.4 Méthode du forfait

Pour tous les services payés selon la méthode du forfait, les comptes d'honoraires sont présentés au Directeur lorsque tous les services auront été rendus à la satisfaction de ce dernier. Dans le cas où la durée des services excède deux (2) mois, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés selon le pourcentage d'avancement de la tâche confiée.

5.3 MODIFICATIONS

Les articles 5.3.1 et 5.3.2 s'appliquent uniquement aux services de base.

5.3.1 En phase de conception

a) Les modifications requises par le Directeur pour atteindre les objectifs exprimés dans les données générales de la mission et le programme général font partie du processus reconnu d'évolution d'un projet à la phase de la conception et ne sont pas rémunérées en supplément. Les paragraphes b, c et d qui suivent s'appliquent à toute modification des données générales de la mission et du programme général approuvée par écrit par le Directeur et qui entraîne une révision de l'étendue ou de la nature des services prévus par la présente convention.

b) Lorsqu'il y a modification des données générales de la mission et du programme général durant la phase de conception, le montant d'honoraires versé à l'Architecte et à l'Ingénieur pour cette phase est réajusté, s'il y a lieu, en fonction du coût estimé des travaux révisé à la hausse ou à la baisse.

c) Pour toute modification des données générales de la mission et du programme général qui résulte en une réduction du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux, le paragraphe b) s'applique, sauf dans le cas des heures requises pour la correction de dessins, plans et devis ou cahier des charges déjà réalisés, qui seront rémunérées selon la méthode à taux horaire, après approbation par le Directeur d'une enveloppe budgétaire.

d) Cependant, tout au cours du projet, le Directeur peut exiger des modifications suite à l'examen des documents décrits aux articles 2.3 et 6.1 et l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de s'y soumettre sans honoraires additionnels.

5.3.2 En phase de construction

a) Les services découlant d'un avenant au marché pendant la phase de construction sont payés au choix du Directeur selon la méthode du taux horaire, pourcentage ou forfait.

b) Dans le cas où l'Architecte et l'Ingénieur sont payés selon la méthode du pourcentage pour les services de base réellement rendus par ces derniers, les règles suivantes s'appliquent :

(i) Le montant de l'avenant est considéré comme faisant partie du marché. Sa valeur s'établit de façon absolue, c'est-à-dire soit le coût supplémentaire des travaux, soit le crédit donné sur le coût total du marché. Le pourcentage applicable est celui mentionné à l'article 5.1.1.

(ii) Si suite à une décision de la Ville, les services de l'Architecte et de l'Ingénieur découlant de cet avenant ne sont pas menés à terme, l'Architecte et l'Ingénieur ne sont payés que pour les services rendus et le montant des honoraires relatifs à cet avenant est calculé en appliquant le pourcentage des honoraires attribuables aux étapes complétées au moment où le service est interrompu.

(iii) L'estimation faite par l'Architecte et l'Ingénieur doit être de classe « A1 ».

5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions

a) Les services requis de l'Architecte et de l'Ingénieur pour l'impression des documents, la réalisation des dessins, plans et devis et cahier des charges et pour la surveillance des travaux afférents à une modification résultant d'une erreur, d'une omission ou du non-respect de la réglementation ou des directives de la Ville, par l'Architecte ou l'Ingénieur, ne donnent droit à aucune rémunération.

b) Dans le cas prévu au paragraphe a) du présent article, l'Architecte et l'Ingénieur doivent payer les tiers dont les services sont aussi requis pour cette modification. La Ville n'encourt aucune responsabilité pour de telles modifications.

c) Si la durée des travaux dépasse de 30 % ou plus la durée prévue, l'Architecte et l'Ingénieur pourront facturer la Ville, soit à taux horaire ou soit à prix forfaitaire, selon entente préalable et écrite avec le Directeur pour les visites de chantier et les réunions si ce retard n'est pas attribuable en partie ou en totalité à l'Architecte et à l'Ingénieur.

Les suspensions de travaux par la Ville et les congés sont exclus de la durée prévue des travaux et ne doivent pas être comptabilisés aux fins du présent article.

5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

5.4.2 Tous les documents et études exécutés en date de la résiliation ou de la suspension de la convention devront être remis au Directeur dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

5.4.3 En cas de résiliation ou de suspension de la convention, l'Architecte et l'Ingénieur doivent présenter dans les dix (10) jours ouvrables de la réception de l'avis à cet effet, un compte d'honoraires eu égard aux services réellement rendus par eux en date de telle résiliation ou suspension.

5.4.4 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit à l'Architecte et à l'Ingénieur à aucune indemnité et ceux-ci n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés, ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

5.4.5 Lorsqu'après une suspension, la Ville demande à l'Architecte et à l'Ingénieur de reprendre l'exécution de la convention, ceux-ci devront le faire dans un délai de dix (10) jours ouvrables.

ARTICLE 6
ESTIMATIONS

Toutes les estimations présentées par l'Architecte et l'Ingénieur doivent tenir compte de toutes les données connues à ce moment, qu'elles soient écrites ou verbales. Lorsqu'elles sont verbales, elles devront être clairement identifiées comme telles.

6.1 CLASSIFICATION

Les estimations sont classées de « C » à « A1 ». Ces dénominations indiquent le degré de précision recherché pour chacune d'elles.

Classe C : estimation ventilée par élément, fondée sur une description générale de l'ouvrage, incluant le choix des principaux systèmes du bâtiment et la connaissance des conditions du marché. À cette étape, une variation de ± 15 % est acceptable.

Classe B : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur des dessins et cahier des charges préliminaires ou plus avancés et une description des systèmes et sous-systèmes de l'ouvrage ainsi que la connaissance des conditions particulières du site. À cette étape, une variation de ± 10 % est acceptable.

Classe A : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur une description complète et détaillée de l'ouvrage et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

Classe A1 : estimation pré-soumission, ventilée par chapitre (division) et section du cahier des charges fondée sur les dessins, plans et devis et cahiers de charges complets et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE

Toutes les estimations soumises à la Ville (sauf l'estimation classe A1) seront, à moins d'indication contraire, de type élémental et devront donc s'exprimer en termes d'éléments fonctionnels du bâtiment. Elles doivent être présentées selon une méthode reconnue.

Une fois l'estimation complétée, l'Architecte et l'Ingénieur ajouteront les facteurs de correction suivants, sous forme de pourcentages ou de montants forfaitaires :

a) conditions du marché (conditions de l'offre et de la demande);

b) conditions particulières du site (accès, achalandage, entreposage, travaux de soir et de fin de semaine);

c) conditions climatiques (hiver, etc.);

d) inflation (inflation monétaire, décrets, etc.).

Ces facteurs de correction devront être réévalués par l'Architecte et l'Ingénieur à chaque étape du projet en fonction de leur évolution.

Les frais généraux, les marges bénéficiaires, les contingences du marché et les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q) doivent être indiqués séparément.

6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

Chaque estimation présentée par l'Architecte et l'Ingénieur doit inclure un tableau des coûts unitaires du projet similaire au tableau ci-dessous :

	COÛT ESTIMÉ DES TRAVAUX	QUANTITÉ	COÛT UNITAIRE
Superficie de construction	$	m. ca.	$/m ca.
Superficie d'occupation	$	m. ca.	$/m ca.
Volume brut	$	m. cu.	$/m cu.

Aux fins du présent article, les mots suivants signifient :

« **Superficie de construction** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face extérieure des murs extérieurs permanents. Elle inclut toute construction fermée, couverte et permanente faisant partie du bâtiment.

« **Superficie d'occupation** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face intérieure des murs extérieurs permanents en excluant entre autres les puits verticaux, les rampes d'accès, les corridors reliant deux édifices, les espaces dont la hauteur est inférieure à deux mètres, les sous-stations électriques, les chaufferies, les halls d'entrée, vestibules et sas dont le but est de contrôler l'air intérieur de l'édifice, les stationnements, les débarcadères, les chambres informatiques et téléphoniques, les salles de mécanique, d'ascenseur, de ventilation, etc. et les conciergeries qui desservent tout l'édifice. Toutes ces exclusions sont mesurées en tenant compte de l'épaisseur des murs de chaque enceinte.

« **Volume brut** »

Le volume total de l'immeuble est limité par la membrane d'étanchéité au toit, la face supérieure de la dalle du plancher le plus bas et la face extérieure des murs extérieurs.

ARTICLE 7
CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE

7.1.1 Aux fins de la présente convention, la Ville élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé le Coordonnateur par courrier recommandé. L'Architecte et l'Ingénieur élisent domicile à l'adresse du Coordonnateur ou à toute autre adresse dont celui-ci aura préalablement avisé la Ville par courrier recommandé.

7.1.2 Ce domicile doit être situé à l'intérieur des limites territoriales de la Ville de Montréal. Il doit être le lieu de production de tous les documents requis par la présente convention. Le patron chargé de diriger les services relatifs à la convention doit y être présent en personne.

7.2 CESSION DE LA CONVENTION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

7.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

7.4 VALIDITÉ

Une clause du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres clauses qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

7.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

7.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Me Geneviève Reeves

Le e jour de 20

(ARCHITECTE)

Par : M. Pierre Delisle, architecte

Le e jour de 20

(INGÉNIEUR)

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Le e jour de 20

(INGÉNIEUR)

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le (Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce) de la Ville de Montréal, le e jour de 2018 (résolution).

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 2 mai 2018	Résolution: CE18 0719

Il est

RÉSOLU :

1 - d'approuver le « Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 »;

2 - d'approuver les 57 projets d'infrastructures, dont 54 proposés par 15 arrondissements et trois par deux services centraux, dans le cadre du « Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 », tels que décrits au dossier décisionnel;

3 - de déroger au programme pour augmenter la limite de la première année de 200 000 $ à 400 000 $ pour le projet de réaménagement du parc Lalancette, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

Adopté à l'unanimité.

30.004 1181643001
/lc

Benoit DORAIS
_____
Président du comité exécutif

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 4 mai 2018

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 12 février 2018	Résolution: CA18 170029

AIDE FINANCIÈRE - 4 PROJETS - PROGRAMME MUNICIPALITÉ AMIE DES AÎNÉS ET ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE - MONTRÉAL 2018-2020

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Lionel Perez

D'autoriser le dépôt de quatre projets dans le cadre du Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle – Montréal 2018-2020.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.01 1187772006

Geneviève REEVES
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 13 février 2018

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 27 juin 2017	Résolution: CA17 170191

ADHÉSION AUX DÉMARCHES DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Magda Popeanu

Que l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce adhère aux démarches du ministère de la Famille soit Municipalité amie des aînés (MADA) et Municipalité amie des enfants (MAE).

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.03 1171837001

Julie FARALDO BOULET
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 28 juin 2017

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185956003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, pour des services professionnels (architecture - ingénierie), à Archipel Architecture inc., pour le projet d'insonorisation des salles communautaires du centre communautaire Monkland, au montant de 40 034,29 $, incluant les taxes et autoriser une dépense à cette fin de 46 239, 61 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. Approuver un projet de convention à cette fin. (Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 - Volet 1 : Amélioration de la qualité de vie des personnes aînées - MADA)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1185956003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : 514 872-1094

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-02

Daniel D DESJARDINS
conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Marleen Sidney Téléphone : 514-872-8914

Service/Arrondissement : Service des finances

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits * Onglet complété

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Calcul des taxes 2016

Contrat	Avec taxes
Montant avant taxes	0.00
TPS 5%	0.00
TVQ 9,975%	0.00
Contrat ⟶	**0.00**
Ristourne TPS à 100%	0.00
Ristourne TVQ à 50%	0.00
Dépense ⟶	0.00

Incidence	Avec taxes
Montant avant taxes	0.00
TPS 5%	0.00
TVQ 9,975%	0.00
Contrat ⟶	**0.00**
Ristourne TPS à 100%	0.00
Ristourne TVQ à 50%	0.00
Dépense ⟶	0.00

TOTAL imputable **0.00**

DOSSIER	:	
Estimation du coût du projet	:	**0.00 $**
Contrat travaux	:	**0.00 $**
Incidences	:	-
Laboratoire		-
Ingénierie		-
Imprévus		-
Moins ristourne (TPS)	:	-
Moins ristourne (TVQ)	:	-
Coût total du projet	=	**0.00 $**

IMPUTATION

Requétant	:	
Projet d'investi	:	
Sous-projet	:	
Exécutant	:	
Projet SIMON	:	

		2017	2018	2019	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2016-2018	:	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Prévision de la dépense						
Brut	:	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autre	:	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Sub-C		**0**	**0**	**0**		**0**
Net	:	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Écart	:	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Mohamed Ouali Téléphone : 872-1094
Service/Arrondissement : Service des finances

Période : OCT Année : 2018 **OCT-18** Description de l'écriture : GDD 1185956003 CC15956003

Virement de crédits demandé en vertu de :
- (●) La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
- ( ) L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
h	6101	7717047	802505	01909	57201	000000	0000	166808	000000	98001	00000		42 224.00	Travaux d'insonorisation des salles
2	6101	7717047	800250	07211	57201	000000	0000	176488	000000	22015	00000	36 557.00		Contrat
3	6101	7717047	800250	07211	57201	000000	0000	176488	000000	22015	00000	3 656.00		Contingences
4	6101	7717047	800250	07211	57201	000000	0000	176488	012079	22015	00000	2 011.00		Incidences
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40														
Total de l'écriture :												**42 224.00**	**42 224.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Marleen Sidney Téléphone : 514-872-8914
Service/Arrondissement : Service des finances

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	.....
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....
36	.....
37	.....
38	.....
39	.....
40	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	6101.7717047.802505.01909.57201.000000.0000.166808.000000.98001.00000	0.00	42 224.00
2	6101.7717047.800250.07211.57201.000000.0000.176488.000000.22015.00000	36 557.00	0.00
3	6101.7717047.800250.07211.57201.000000.0000.176488.000000.22015.00000	3 656.00	0.00
4	6101.7717047.800250.07211.57201.000000.0000.176488.012079.22015.00000	2 011.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00

18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00
23	.....	0.00	0.00
24	.....	0.00	0.00
25	.....	0.00	0.00
26	.....	0.00	0.00
27	.....	0.00	0.00
28	.....	0.00	0.00
29	.....	0.00	0.00
30	.....	0.00	0.00
31	.....	0.00	0.00
32	.....	0.00	0.00
33	.....	0.00	0.00
34	.....	0.00	0.00
35	.....	0.00	0.00
36	.....	0.00	0.00
37	.....	0.00	0.00
38	.....	0.00	0.00
39	.....	0.00	0.00
40	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!
18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185956003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, pour des services professionnels (architecture - ingénierie), à Archipel Architecture inc., pour le projet d'insonorisation des salles communautaires du centre communautaire Monkland, au montant de 40 034,29 $, incluant les taxes et autoriser une dépense à cette fin de 46 239, 61 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. Approuver un projet de convention à cette fin. (Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle - Montréal 2018-2020 - Volet 1 : Amélioration de la qualité de vie des personnes aînées - MADA)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions CDN-NDG.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514 872-9492

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-03

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Tél : 514 868-4358
Division :

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **Appel d'offres : Gré à gré - Centre communautaire Monklanc**

Insonorisation des salles communautaires

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste RGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI[6]	Garantie de soumission	Lettre d'engagement (Formulaire 2)	Commentaire	Conformité
Archipel Architecture	1166969478	**ok**	**s/o**	ok	ok	**ok**	**ok**	**ok**	**s/o**	**s/o**		ok

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Liste du contentieux (Version du **2018-09-17**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-09-17.**
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-09-17.**
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2018-09-17.**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.08

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1183558009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Approuver un financement temporaire de 71 304,61 $ (taxes incluses) pour les services professionnels de surveillance des travaux et de contrôle qualitatif dans le cadre du projet Westbury, conformément à l'entente relative à la réalisation de travaux d'infrastructures avec Les développements Armstrong inc. (résolution CA18 170110).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'approuver un financement temporaire de 71 304,61 $ (taxes incluses) pour les services professionnels de surveillance des travaux et de contrôle qualitatif dans le cadre du projet Westbury, conformément à l'entente relative à la réalisation de travaux d'infrastructures avec Les développements Armstrong inc. (Résolution CA18 170110).

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-03 11:07

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1183558009**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Approuver un financement temporaire de 71 304,61 $ (taxes incluses) pour les services professionnels de surveillance des travaux et de contrôle qualitatif dans le cadre du projet Westbury, conformément à l'entente relative à la réalisation de travaux d'infrastructures avec Les développements Armstrong inc. (résolution CA18 170110).

CONTENU

CONTEXTE

La signature d'une entente avec Les Développements Armstrong inc. relative à l'exécution des travaux municipaux pour la réalisation du projet de développement immobilier « Westbury » a été autorisée par le conseil d'arrondissement le lundi 7 mai 2018 (résolution CA18 170110).
Cette entente prévoit que la surveillance et le contrôle qualitatif des travaux seront réalisés par un mandataire de la Ville aux frais de l'entrepreneur :

- **Article 2.5** - Les travaux prévus à la présente entente seront réalisés sous la surveillance d'une firme de génie-conseil et de laboratoire de sols mandatée par la Ville;
- **Article 4.2** - Pour les travaux et frais dont la réalisation est sous la responsabilité de la Ville, le promoteur doit lui verser, par chèque visé, lors de l'octroi des contrats pour la réalisation de ceux-ci ou sur demande de la Ville, préalablement à leur réalisation, le coût total des travaux qu'il devra payer, plus les taxes, les frais contingents et imprévus. Si le coût réel des travaux est plus élevé que le montant versé par le Promoteur conformément à ce qui précède, ce dernier doit alors verser à la Ville la différence. Si le coût réel des travaux est moins élevé, la Ville remet la différence au Promoteur lors de l'acceptation définitive des travaux, et ce, sans aucun intérêt. Aux fins du présent alinéa, le Promoteur devra également verser à la Ville la totalité de la part des coûts et des frais estimés à être assumée par la Ville en vertu de l'article 3.3 de la présente entente.

À ces fins, la Ville a retenu les offres de services suivantes pour la réalisation de la phase 1 des travaux :

- Surveillance des travaux assurée par la firme IGF Axiom dans le cadre de l'entente cadre de l'arrondissement (CDN-NDG-17-AOP-TP-013) à raison de 32 540,48 $ (taxes incluses) pour l'année 2018 et de 18 773,89 $ (taxes incluses) pour l'année 2019;
- Contrôle qualitatif des travaux assuré par la firme SNC Lavalin dans le cadre de l'entente-cadre du Service de l'approvisionnement (# 18-16621) à raison de 19 990,24 $ (taxes incluses) pour l'année 2018.

Ainsi, le promoteur fournira un dépôt, en 2018 de 52 530,72 $ (taxes incluses) et de 18 773,89 $ (taxes incluses) en 2019, lesquels ne seront libérés, selon l'article 2.5 et 4.2 de l'entente, lors de l'acceptation définitive des travaux.

Cependant, afin de permettre la réalisation de ces services professionnels d'ici l'acceptation définitive des travaux, l'arrondissement devra avancer une somme totale de 71 304,61 $ (taxes incluses).

Cette somme sera donc temporairement financée à même les budgets de fonctionnement 2018 et 2019 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Le détail des informations financières et des comptes d'imputation se retrouve dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs et du greffe.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

514 872-9387
Tél :
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1183558009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver un financement temporaire de 71 304,61 $ (taxes incluses) pour les services professionnels de surveillance des travaux et de contrôle qualitatif dans le cadre du projet Westbury, conformément à l'entente relative à la réalisation de travaux d'infrastructures avec Les développements Armstrong inc. (résolution CA18 170110).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1183558009 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

CERTIFICATION DE FONDS

No GDD: 1183558009

Ce dossier vise à approuver un financement temporaire de 71 304,61 $ (taxes incluses) pour les services professionnels de surveillance des travaux et de contrôle qualitatif dans le cadre du projet Westbury, conformément à l'entente relative à la réalisation de travaux d'infrastructures avec Les développements Armstrong inc. (résolution CA18 170110).

La Ville a mandaté une firme de génie-conseil et laboratoire, IGF Axiom, afin d'assurer la surveillance des travaux. Les Développements Armstrong s'engage donc à remettre un chèque de 32 540,48$ (taxes incluses) en 2018, préalablement à la réalisation des travaux, et de 18 773,89$ en 2019 à titre de dépôt à l'arrondissement.

Aussi, la Ville a mandaté SNC Lavalin afin d'assurer le contrôle qualitatif des travaux. Les Développements Armstrong s'engage donc à remettre un chèque de 19 990,24$ (taxes incluses) en 2018, préalablement à la réalisation des travaux, à titre de dépôt à l'arrondissement.

Les chèques seront initialement déposés dans le compte de dépôt suivant: **2101.0.0.0.21109.0.0.0.0.0.0**

2101.0000000.300000.00000.21109.000000.0000.000000.000000.00000.00000 AF - Général - Ville de Montréal CDN - Gestion Services adm. Administration, finances et approvisionnement Dépôts - Divers

Tel que stipulé à l'article 4.2 de l'entente, si le coût réel des travaux est moins élevé, la Ville remet la différence au Promoteur lors de l'acceptation définitive des travaux, et ce, sans aucun intérêt. Si le coût réel des travaux est plus élevé que le montant versé par le Promoteur, ce dernier doit alors verser à la Ville la différence.

L'arrondissement financera donc temporairement, à même son budget de fonctionnement 2018 et 2019, les coûts pour le contrôle qualitatif et la surveillance des travaux à partir du compte suivant:

Imputation au budget de fonctionnement	**2018** (net de ristourne)	**2019** (net de ristourne)
2406.0010000.300702.01301.54301.000000.0000.000000.012126.00000.00000 AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce / Budget régulier / CDN - Gestion Services adm. Administration, finances et approvisionnement Services professionnels Projet Westbury	47 967.57 $	17 143.08 $

Advenant un coût des travaux supérieur à ceux prévus au présent dossier décisionnel, l'arrondissement financera temporairement l'excédent partir de ce même compte.

Suite à l'acceptation définitive des travaux, l'arrondissement libérera le dépôt et comptabilisera le montant réel des travaux remboursés par chèque par le promoteur dans le compte de revenu suivant:

Comptabilisation du revenu

2406.0010000.300702.01301.44890.000000.0000.000000.012126.00000.00000 AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce / Budget régulier / CDN - Gestion Services adm. Administration, finances et approvisionnement Réclamations pour travaux effectués Projet Westbury

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1185265014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 333 $.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 333 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Native Immigrant 5442, ch. de la Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H3X 2C5 a/s Madame Carolina Echeverria Directrice artistique	Pour apporter notre soutien aux ateliers offerts dans le cadre du vernissage international de « *Tionnhehkwen visions de sémences* » du 30 septembre au 14 octobre 2018 à l'Atelier d'art Métèque à Notre-Dame-de-Grâce. Il s'agit d'un concept Mohawk qui existe depuis 2013. 32 artistes participent à cet événement.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 250 $ Peter McQueen 250 $
Conseil communautaire Notre -Dame-de-Grâce 5964, av. Notre-Dame-de-Grâce, #204 Montréal (Québec) a/s Madame Sharon Sweeney M. Paul Cargnello	Pour assurer le succès d'un concert gratuit organisé dans le parc Girouard par le musicien Paul Cargnello.	**TOTAL : 700 $** Sue Montgomery 200 $ Peter McQueen 250 $ Christian Arseneault 250 $
Fondation RÉA 6300, av. de Darlington Montréal (Québec) H3S 2J4 a/s M. Daniel H. Lanteigne Directeur général	Afin d'aider la Fondation qui organise un cocktail-bénéfice « RÉAGIR » le 5 novembre 2018. La Fondation apporte son soutien aux usagers ayant une blessure	**TOTAL : 700 $** Sue Montgomery 200 $ Lionel Perez 500 $

	médullaire (tétraplégie), surdité, ABC, TCC, etc. Cet événement permettra, entre autres, de renouveler de matériel de formation de la langue des signes québécoise (LSQ).	
L'Association culturelle des Guyannais de Montréal 5950, boul. Cousineau CP 29640 Saint-Hubert (Québec) J3Y 9A9 a/s Madame Yvonne Sam Vice-présidente	Pour faciliter l'organisation de la célébration du Mois des Noirs en 2019. Cette activité aura lieu à l'Église anglicane St-Paul dans le district de CDN.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 300 $ Magda Popeanu 100 $
L'Association St-Vincent et Grenadines de Montréal inc. Case postale 396, Station Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T3 a/s M. Alfred Dear Président	Pour faciliter l'organisation de ses nombreuses activités annuelles dans l'arrondissement.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
Chevaliers de Rizal et dames des Chevaliers de Rizal - Chapitre central de Mackenzie (M.C.C.) 6664, avenue McLynn Montréal (Québec) H3X 2R6 a/s M. Ramon Posadas Commandant	Pour aider cet organisme à poursuivre ses programmes et activités auprès de la communauté philippine de CDN-NDG.	**TOTAL : 383 $** Marvin Rotrand 383 $
L'Association Pagasinan du Québec inc. Pangasinan Association of Quebec Inc. 5130 Trenholme Montréal (Québec) H4V 1Y5 a/s Madame Estelle Tablas Présidente	Pour assurer le succès du gala organisé par cet organisme.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
L'Association antiguaise et Barbuda de Montréal inc./ The Antigua and Barbuda Association of Montreal inc. 183, succ. Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T4 a/s Madame Erene Anthony Responsable des relations publiques	Pour faciliter la préparation du gala qui célébrera le 37e anniversaire de l'indépendance d'Antigua-et-Barbuda.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
Patrimoine Philippin Montréal Filipino Heritage Montréal 5355, av. Cumberland Montréal (Québec) H3W 1H7	Pour la planification du mois de l'Héritage philippin en 2019.	**TOTAL : 250 $** Marvin Rotrand 250 $

a/s M. Al Abdon Coordonnateur a/s M. Bert Abiera Administrateur		
P.A.A.L. Partageons le monde 3-4610, boul. Grand Montréal (Québec) H4B 2X9 a/s M. Rafael Benitez Directeur artistique	Pour venir en aide au développement du projet #diademuertosNDG 2018 dans l'arrondissement organisé dans le cadre de la fête connue sous le nom de « Jour des morts ». #diademuertosNDG est une exposition collective des autels mexicains le Jour des Morts qui seront préparés par des familles mexicaines invitées à collaborer à cet événement qui aura lieu le 3 novembre 2018 à l'école Rudolf Steiner. L'objectif principal de #diademuertosNDG est que des acteurs communautaires locaux et participants dialoguent entre eux pour découvrir les similitudes concernant leur différentes traditions d'honorer leurs défunts.	**TOTAL : 100 $** Christian Arseneault 100 $
La Ligue des Noirs du Québec 5201, boulevard Décarie Montréal (Québec) H3W 3C2 a/s M. Dan Philip Président	Pour aider cet organisme à poursuivre sa mission de défendre les droits de la communauté noire, contre le profilage racial et la discrimination, surtout au niveau de la justice et de l'emploi.	**TOTAL : 1 200 $** Sue Montgomery 400 $ Magda Popeanu 400 $ Peter McQueen 200 $ Christian Arseneault 200 $
Balconfête/*Porchfest* a/s Mme Aurora Robinson et Mme Sara Ring **Fiduciaire :** Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Bureau 204 Montréal (Québec) H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Afin d'aider à l'organisation des activités du Festival Balconfête/*Porchfest* dans NDG.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 500 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-04 16:03

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185265014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 333 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Sue Montgomery, mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, de Lionel Perez, conseiller de la Ville pour le district de Darlington, de Peter McQueen, conseiller de la Ville pour le district de Notre-Dame-de-Grâce, de Magda Popeanu, conseillère de la Ville pour le district de Côte-des-Neiges et de Christian Arseneault, conseiller de la Ville pour le district de Loyola, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 5 333 $ à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 5 333 $ proviennent des budgets discrétionnaires des élus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 5 333 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 5 333 $. La dépense totale est imputée au budget des élus, tel que décrit dans la certification de fonds.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-872-4863
Télécop. : 514-868-3327

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-02

Daniel SANGER
Directeur de cabinet

Tél : 514-868-3527
Télécop. : 514-868-3327

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185265014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 333 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185265014 Certification de fonds.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-04

Guylaine GAUDREAULT
Directrice
Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Numéro de dossier	**1185265014**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 5 333 $ comme suit :

Organisme	DA	Lionel Perez	Magda Popeanu	Marvin Rotrand	Peter McQueen	Sue Montgomery	Christian Arsenault	Total général
Balconfête/Porchfes	569825					(500 $)		(500 $)
Chevaliers de Rizal et dames des Chevaliers de Rizal - Chapitre central de Mackenzie (M.C.C.)	569804			(383 $)				(383 $)
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce	569771				(250 $)	(200 $)	(250 $)	(700 $)
Fondation RÉA	569779	(500 $)				(200 $)		(700 $)
L'Association antiguaise et Barbuda de Montréal inc.	569806			(200 $)				(200 $)
L'Association Culturelle des Guyannais de Montréal	569785		(100 $)			(300 $)		(400 $)
L'Association Pagasinan du Québec inc.	569805			(200 $)				(200 $)
La Ligue des Noirs du Québec	569818		(400 $)		(200 $)	(400 $)	(200 $)	(1 200 $)
L'Association St-Vincent et Grenadines de Montréal inc.	569801			(200 $)				(200 $)
Native Immigrant	569767				(250 $)	(250 $)		(500 $)

Organisme	DA	Lionel Perez	Magda Popeanu	Marvin Rotrand	Peter McQueen	Sue Montgomery	Christian Arsenault	Total général
P.A.A.L. Partageons le monde	569812						(100 $)	(100 $)
Patrimoine Philippin Montréal	569809			(250 $)				(250 $)
TOTAL		**(500 $)**	**(500 $)**	**(1 233 $)**	**(700 $)**	**(1 850 $)**	**(550 $)**	**(5 333 $)**

La dépense totale est imputée au budget des élus comme suit :

Élu	Imputation	Total
Lionel Perez	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000557.0	(500 $)
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001577.0	(500 $)
Marvin Rotrand	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000137.0	(1 233 $)
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000558.0	(700 $)
Sue Montgomery	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.003047.0	(1 850 $)
Christian Arsenault	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.003048.0	(550 $)
TOTAL		**(5 333 $)**

Les fonds ont été réservés par les demandes d'achat inscrites au tableau.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1185284005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière jusqu'à un montant maximal de 33 000 $ à la SOCENV afin que l'organisme puisse rembourser les citoyens qui participent au Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019 et approuver une convention de contribution financière à cet effet.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le versement d'une contribution financière jusqu'à un montant maximal de 33 000 $ à la SOCENV afin que l'organisme puisse rembourser les citoyens qui participent au Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019.

D'approuver une convention de contribution financière à cet effet.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-05 09:05

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185284005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière jusqu'à un montant maximal de 33 000 $ à la SOCENV afin que l'organisme puisse rembourser les citoyens qui participent au Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019 et approuver une convention de contribution financière à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Lors du conseil d'arrondissement du 4 septembre dernier, les élus ont approuvé la création du projet pilote de Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables, et un montant annuel de 30 000 $ pour deux ans a été réservé à même les surplus libres de l'arrondissement pour le projet.

Une convention financière doit être prévue afin d'approuver l'octroi de 30 000 $ pour les subventions aux résidents ainsi qu'un montant maximal de 3 000 $ de frais administratifs, pour un total de 33 000 $, et de confier la gestion du programme à la SOCENV.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1185284004 - Approuver la création d'un projet pilote de Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables, réserver un montant annuel de 30 000 $ pour deux ans à même les surplus libres de l'arrondissement.

DESCRIPTION

La gestion des remboursements dans le cadre du projet pilote du Programme de subvention pour les produits d'hygiène durables doit être confiée à un organisme de l'arrondissement. La SOCENV est mandatée par l'arrondissement pour gérer le programme. Les résidents peuvent déposer leurs demandes de remboursement au Bureau Accès Montréal, à l'Éco-quartier NDG ainsi qu'à la SOCENV. Les demandes seront remboursées par la SOCENV. De plus, un montant maximal de 3 000 $ est ajouté afin de défrayer les coûts associés aux frais administratifs de la gestion des remboursements.

JUSTIFICATION

La mise en place du programme soutient la politique familiale et le plan de développement de la collectivité montréalaise au niveau social.

Cette action rejoint également un des objectifs du Plan de développement durable de l'arrondissement et vise à "Contribuer à changer les habitudes et le mode de vie, notamment en faisant la promotion des saines habitudes de vie ainsi que des habitudes de consommation et des loisirs à plus faible empreinte écologique".

De plus, cette initiative permet une économie financière au niveau de la cueillette, du transport et de l'enfouissement des déchets.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds pour ce programme ont été réservés lors de l'adoption du projet pilote au Conseil d'arrondissement du 4 septembre 2018 (1185284004).
Un montant maximal de 3 000 $ est ajouté afin de défrayer les coûts associés aux frais administratifs de la gestion des remboursements.

Un premier montant de 7 500 $ a été versé à la SOCENV pour démarrer le programme. Ces 7 500 $ sont calculés à même la somme totale prévue de 33 000 $.

La SOCENV transmettra des factures mensuelles afin d'être remboursée pour les subventions remises aux citoyens.

La certification des fonds et les informations financières relatives au code d'imputation et aux écritures sont indiquées dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce du présent dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'utilisation de couches lavables et de produits d'hygiène féminine durables s'inscrit dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.
Cette action rejoint les objectifs du Plan de développement durable de l'arrondissement et vise à "Contribuer à changer les habitudes et le mode de vie, notamment en faisant la promotion des saines habitudes de vie ainsi que des habitudes de consommation et des loisirs à plus faible empreinte écologique".

Les couches jetables sont le troisième déchet en importance dans les sites d'enfouissement. Selon diverses études, l'utilisation de couches lavables se traduit par une réduction d'une tonne de déchets par enfant.

Impacts environnementaux	
Production et entretien de 1000 couches jetables ou 1000 changements de couches lavables	
Couches jetables	**Couches lavables**
· 111 kg de matières premières	· 31 kg de matières premières
· 19 820 L d’eau (production)	· 14 305 L d’eau (production, lavage et chasse d’eau)

· 1016 W (production)	· 597 W (production et lavage)
· 200 kg de déchets solides o Production : 6 kg o Utilisation : 194 kg	· 27 kg de déchets solides o Production : 1,8 kg o Utilisation : 25 kg
Impacts économiques	
Couches jetables (6500)	**Couches lavables (24)**
· 2 500 $ à 3 500 $ pour l'achat	· 650 $ à 750 $ pour l'achat
	· 100 $ à 200 $ (lavage, séchage et savon)
	· Encourage l'économie locale
	· Réduction d'une tonne de déchets
	· Réduction des frais de transport et d'enfouissement

Les impacts environnementaux et économiques liés à l'utilisation de produits d'hygiène féminine jetables sont semblables à ceux des couches jetables. En moyenne, une personne utilise annuellement 290 produits de protection hygiénique, ce qui signifie que tout au long de sa vie, elle jette entre 10 000 à 15 000 produits de protection hygiénique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En plus des impacts soulignés ci-haut, nous pouvons également soumettre que l'adoption de ce programme contribuera à la réduction de la quantité de déchets acheminés dans les sites d'enfouissement, réduisant ainsi les coûts de transport et d'enfouissement.
De plus, le programme représente une économie intéressante pour les familles et personnes adoptant cette habitude de vie écoresponsable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Conférence de presse et lancement officiel le 30 octobre 2018
Article dans La Citoyenne
Article dans le Citoyen
Page sur notre site internet
Impression de dépliants - formulaires
Distribution dans les éco-quartiers

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du programme au conseil d'arrondissement le 4 septembre 2018.
Approbation de la convention financière 9 octobre 2018
Mise en vigueur du programme 30 octobre 2018.

Évaluation mi-étape en mars 2019.
Évaluation et bilan annuel en août 2019.
Reconduite du programme en octobre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Geneviève REEVES, 5 octobre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Secretaire de direction - directeur de premier niveau

Tél : 514-872-6339
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-21

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514-872-6339
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185284005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière jusqu'à un montant maximal de 33 000 $ à la SOCENV afin que l'organisme puisse rembourser les citoyens qui participent au Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019 et approuver une convention de contribution financière à cet effet.



Conv_Contrib_Financière_SOCENV - couches.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Secretaire de direction - directeur de premier niveau

Tél : 514-872-6339
Télécop. :

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES (SOCENV)**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par Charles Mercier, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 896 559 838 RT 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 101 892 2734 TQ 0002

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville requiert les services de l'Organisme pour agir comme gestionnaire **du Projet pilote dans le cadre du Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables** (ci-après le « **Projet pilote** »)**;**

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville **pour la réalisation du Projet pilote;**

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet pilote** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du **Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : **La description du Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables** ;

2.2 « **Annexe 2** » : Le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.4 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet pilote;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet pilote.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet pilote

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet pilote. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet pilote et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet pilote et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet pilote. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet pilote;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui

communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet pilote;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **trente trois mille dollars (33 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, comme suit :

5.1.1 le premier jour de chaque mois, sur réception des pièces justificatives, rembourser à l'Organisme, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de **trente mille dollars (30 000 $)**, l'aide financière que l'Organisme aura accordé aux résidents pour

les aider à défrayer les coûts d'achat, de location ou de confection de couches lavables ainsi que de produits d'hygiène féminine durables;

5.1.2 une première avance de **sept mille cinq cent dollars (7 500 $)**, à même le montant de 30 000 $ mentionné au paragraphe 5.1.2, a déjà été versée à l'Organisme, comme en fait foi la résolution CA18 170248 adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 4 septembre 2018.

5.1.3 sur réception des pièces justificatives, rembourser à l'Organisme, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de **trois mille dollars (3 000 $)**, les coûts associés aux frais administratifs liés à la gestion du Projet pilote;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.1 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet pilote. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet pilote ne requiert plus la somme maximale.

5.2 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet pilote prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet pilote reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet pilote.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet pilote reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 octobre 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet pilote.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet pilote réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet pilote ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591, Montréal (Québec) H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention de Charles Mercier. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LA SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES (SOCENV),

Par : _____
Charles Mercier
Directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 9e jour d'octobre, 2018 (Résolution CA18 xxxxxx).

ANNEXE 1

Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables
(PROJET PILOTE)

L'arrondissement de CND-NDG a créé un projet pilote de Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables. Un montant de 30 000 $ par année pour deux années sont réservés afin que les résidents puissent une subvention pour aider à défrayer les coûts d'achat, de location ou de confection de couches lavables ainsi que de produits d'hygiène féminine durables (coupe menstruelle, serviettes hygiéniques lavables, sous-vêtements de menstruations lavables et éponges). Un montant de 3 000 $ est ajouté à la somme des subventions afin de défrayer les coûts associés aux frais administratifs de la gestion des remboursements.

Détails du programme d'aide financière pour des produits d'hygiène durables

1. Produits acceptés et détails des subventions disponibles :

a) COUCHES LAVABLES POUR BÉBÉS
- Achat d'un minimum de 20 couches lavables (neuves ou d'occasion);
- Achat de tissu pour la confection de couches lavables;
- Adhésion à un service de location de couches lavables.

Montant de la subvention :
Programme régulier :
- 50 % (jusqu'à concurrence de 120 $) pour l'achat de couches lavables
- 10 $ par mois pour une période de 12 mois – service de location de couches lavables (120 $).

OU
Programme bonifié pour familles à faible revenu :
- 200 $ pour l'achat de couches lavables (valeur d'achat d'au moins 200 $);
- 17 $ par mois pour une période de 12 mois de service de location de couches lavables (jusqu'à concurrence de 204 $)

b) PRODUITS D'HYGIÈNE FÉMININE DURABLES
- Achat de produits d'hygiène féminine durables (coupe menstruelle, serviettes hygiéniques lavables, sous-vêtements de menstruation lavables, éponges);
- Achat de tissu pour la confection de serviettes hygiéniques lavables.

Montant de la subvention :
50 % du coût d'achat (jusqu'à concurrence de 100 $ par personne pour une période de 2 ans).

2. Critères d'admissibilité

Pour tous :
- Être résidant de CDN-NDG;
- Remettre le formulaire et les pièces justificatives au cours des 3 mois suivant l'achat;
- Remettre un spécimen de chèque.

Achat de couches lavables :
- Avoir un enfant âgé de 24 mois ou moins;

- Acheter au moins 20 couches lavables neuves ou d'occasion;
- Acheter du tissu pour confectionner un ensemble d'au moins 20 couches (entre 10 et 20 m de tissu divers et articles de mercerie);
- Vous engager à utiliser, pour toute la période où l'enfant portera des couches, les couches lavables acquises grâce à la subvention;
- Déposer une seule demande par enfant admissible.

Location de couches lavables :

- Avoir un enfant âgé de 24 mois ou moins;
- Obtenir un contrat de service de location pour une période d'au moins 12 mois;
- Vous engager à utiliser, pour toute la période où l'enfant portera des couches, les couches lavables acquises grâce à la subvention;
- Déposer une seule demande par enfant admissible.

Subvention supplémentaire pour les familles à faible revenu :

- Avoir un revenu familial net de 51 340 $ ou moins.

Achat de produits d'hygiène féminine durables :

- Acheter un ou des produits d'hygiène féminine durables de tout type (coupe menstruelle, serviettes hygiéniques lavables, sous-vêtements de menstruations lavables, éponges, etc.);
- Acheter le matériel pour confectionner des serviettes hygiéniques lavables;
- Déposer une seule demande par personne admissible et par période de deux ans.

3. Fonctionnement

La demande de subvention sera traitée uniquement sur présentation et validation de l'ensemble des documents. Les remboursements par dépôt direct sont traités de façon hebdomadaire ou bimensuelle (selon le volume des demandes) par la SOCENV.

Pièces à fournir :
Pour tous :

- ❑ Formulaire de demande;
- ❑ Copie d'une preuve de résidence datant d'au plus 3 mois
  Documents acceptés : un permis de conduire; ou un compte d'utilité publique à vos noms et adresse (Bell, Vidéotron, Hydro-Québec ou Gaz Métro);
- ❑ Reçu d'achat original (pas de copie) datant d'au plus 3 mois;
- ❑ Spécimen de chèque.

Achat ou location de couches lavables :

- ❑ Preuve de naissance de l'enfant (Copie de l'extrait ou de la déclaration de naissance);
- ❑ Contrat d'engagement signé;
- ❑ Preuve de transaction entre particuliers incluant les coordonnées du vendeur. *

Pour obtenir la subvention supplémentaire pour familles à faible revenu :

- ❑ Copie des avis de cotisation de Revenu Québec ou de l'Agence du revenu du Canada des 2 parents :
  – de janvier à avril : avis de cotisation de l'année précédente accepté;
  – de mai à décembre : avis de cotisation de l'année d'imposition précédente requis.

Les demandes peuvent être déposées à la SOCENV, à l'Éco-quartier NDG ou au Bureau Accès Montréal :

Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV)	**Éco-quartier NDG**	**Bureau Accès Montréal**
6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591 Montréal (Québec) H3S 2T6	6575, avenue Somerled, bureau 206 Montréal (Québec) H4V 1T1	5160, boul. Décarie, rez-de-chaussée Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone : 514 738-7848	Téléphone : 514 486-2727	Téléphone : 311

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet pilote;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet pilote et lors du bilan;

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet pilote. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet pilote ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet pilote;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet pilote ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet pilote. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet pilote ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185284005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière jusqu'à un montant maximal de 33 000 $ à la SOCENV afin que l'organisme puisse rembourser les citoyens qui participent au Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène durables pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019 et approuver une convention de contribution financière à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1185284005 - Surplus libre - SOCENV - Hygiène durable.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-02

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1185284005**
Nature du dossier	**Contribution financière**
Financement	**Surplus libre de l'arrondissement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière maximale de 33 000$ à la SOCENV dans le cadre du Programme de subvention de gestion de produits d'hygiène pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019 et à approuver une convention de contribution financière à cet effet.

Un montant de 30 000 $ par année pour deux années a été réservé à même le surplus libre (Résolution CA18 170248) afin d'aider financièrement les résidents à défrayer les coûts d'achat, de location ou de confection de couches lavables ainsi que de produits d'hygiène féminine durables (coupe menstruelle, serviettes hygiéniques lavables, sous-vêtements de menstruations lavables et éponges).

Un montant additionnel de 3 000 $ doit être ajouté à la somme des subventions afin de défrayer les frais administratifs liés à la gestion des remboursements.

Une écriture et un virement seront nécessaires pour ce montant de 3 000 $



U:\RESSOURCES FINANCIÈRES\INTER‘

Un versement de 7 500$ a déjà été effectué. La balance de 25 500$ pour la période d'octobre 2018 à septembre 2019 sera donc disponible dans le compte suivant :

Imputation
2406.0012000.300701.01301.61900.016491,0000,003452,000000,00000,00000
S : Affectation de surplus - arrondissement
CR: CDN - Surplus libre 2002 - CSLDS
A: Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir
O: Contribution à d'autres organismes
SO: Autres organismes
PR: Hygiène durable

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1183558052

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant le bruit provoqué par l'exécution de travaux pour la construction d'un nouvel édicule à la station de métro Vendôme, et ce, du 31 octobre 2018 au 31 décembre 2019.

IL EST RECOMMANDÉ
D'édicter, en vertu de l'article 20 Règlement sur le bruit (R.R.V.M, c.B-3) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, une ordonnance autorisant le bruit pendant l'exécution des travaux de construction du nouvel édicule de la station de métro Vendôme situé sur le boulevard de Maisonneuve Ouest, pour la période s'échelonnant du 31 octobre 2018 au 31 décembre 2019 inclusivement ainsi que deux longues fins de semaine de 3 jours incluses pendant cette période.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-04 16:02

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183558052**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant le bruit provoqué par l'exécution de travaux pour la construction d'un nouvel édicule à la station de métro Vendôme, et ce, du 31 octobre 2018 au 31 décembre 2019.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet de construction du nouvel édicule de la station de métro Vendôme, la Société de transport de Montréal (STM) devra effectuer certains travaux de nuit. Étant donné qu'il est nécessaire de maintenir le service de trains de banlieue pendant le chantier, les travaux situés dans l'emprise ferroviaire du Canadien Pacifique (CP) doivent être réalisés de nuit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

15 janvier 2018 Édicter, en vertu de l'article 20 *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M, c.B-3) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, l'ordonnance numéro OCA18 17001 autorisant le bruit pendant l'exécution des travaux de construction du nouvel édicule de la station de métro Vendôme situé sur le boulevard De Maisonneuve Ouest, pour la période s'échelonnant du 22 janvier au 31 octobre 2018 inclusivement ainsi que deux longues fins de semaine de 3 jours incluses pendant cette période;
24 août 2017 Adoption - Règlement autorisant la modification de la station de métro Vendôme par la construction d'un nouvel édicule et d'un lien piétonnier jusqu'au Centre universitaire de santé McGill (CUSM) (CG17 0397);

12 avril 2017 Le comité exécutif prend acte du compte rendu des soirées de consultations publiques tenues le 21 février et le 8 mars 2017 par la Société de transport de Montréal (STM), conformément à l'article 158.3 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (chapitre S-30.01) pour la construction d'un nouvel édicule de métro pour la station Vendôme (CE17 0581).

DESCRIPTION

Dans le cadre du projet Vendôme, l'arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce a autorisé la STM à effectuer certains travaux de nuit puisque les travaux dans l'emprise ferroviaire doivent être réalisés de nuit afin de maintenir le service de trains pendant le chantier.
L'ordonnance de bruit adoptée par le conseil de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce le 15 janvier 2018 autorise la STM à réaliser des travaux de nuit pour la

période s'échelonnant du 22 janvier au 31 octobre 2018 inclusivement, ainsi que deux longues fin de semaine de 3 jours incluses pendant cette période.

Or, à cause de délais d'obtention de tous les documents conformes et en fonction des règles très strictes des travaux en milieu ferroviaire CP, les travaux n'ont pas débutés pendant l'hiver, tel que nous l'avions initialement planifié, et les deux longues fin de semaine de travaux ont dû être reportés en 2019. De plus, les contraintes du milieu ferroviaire nous obligent à effectuer les travaux architecturaux également de nuit, puisqu'il n'est pas possible de les effectuer de jour.

La STM aura donc besoin de poursuivre les travaux dans l'emprise ferroviaire au-delà du 31 octobre 2018.

Nature des travaux
Selon la planification révisée, nous prévoyons poursuivre les travaux de nuit, dans l'emprise ferroviaire, jusqu'au mois de décembre 2019. Il s'agit principalement du même type de travaux effectués depuis le printemps en plus des travaux architecturaux.

Pendant cette période, deux longues fin de semaine de 3 jours seront utilisées pour excaver sous les voies du CP et pour pousser le tunnel. Nous utiliserons ces périodes puisque le service durant la fin de semaine permet la fermeture de certaines voies ferrées sans affecter le niveau de service pour la clientèle. Pendant ces fins de semaine, les travaux seront en continu puisque nous avons besoin de périodes de soixante-douze heures sans interruption pour réaliser les installations des deux tunnels.

Impacts
Les principaux impacts reliés aux travaux sont les suivants :
1. Travaux de nuit : 1 à 2 passages de camions par heure
2. Travaux des longues fin de semaine : 10 à 20 passages de camions par heure
• Bruit des camions et de la machinerie
• Éclairage de chantier

Mesures de mitigation
<u>Camionnage plan de circulation</u>
1) Travaux de nuit :

- Aucun passage de camion lourd sur le boulevard de Maisonneuve;
- Passages des camions lourds par la rue Sainte-Catherine / Claremont;
- Passages des camions lourds par la rue Saint-Jacques.

2) Travaux de la première longue fin de semaine:

- Passages des camions lourds par le boulevard de Maisonneuve Ouest;
- Passages des camions lourds par le boulevard de Maisonneuve Ouest.

3) Travaux de la deuxième longue fin de semaine:

- Aucun passage de camion lourd sur le boulevard de Maisonneuve Ouest
- Passages des camions lourds par la rue Saint-Jacques

En conséquence, aucune circulation ne se fera dans les secteurs résidentiels adjacents au lieu des travaux composé des avenues Bulmer, Grey, Vendôme, Marlowe et Northcliffe.

<u>Atténuation du niveau sonore</u>

Des cloisons antibruit seront installées autour du chantier, des enclos antibruit installés pour la machinerie, l'utilisation de véhicules avec un bruit-blanc et mesures périodiques du bruit sur le chantier;

Éclairage
Les mesures seront définies à partir d'un balisage des meilleures pratiques sur des chantiers comparables ou de plus grandes envergures.

En plus des mesures de mitigation, un plan de communication élaboré par la STM est prévu pour prévenir et informer les citoyens des différentes étapes de réalisation du projet. L'arrondissement sera tenu informé de la progression des travaux de façon régulière. De plus, le Comité de liaison du projet qui a été mis en place sera impliqué dans la diffusion de l'information aux riverains.

JUSTIFICATION

Étant donné que la période de disponibilité des lieux pour des travaux est d'un maximum de 4 heures non continues par jour (environ 2h30 effectives), voici les risques qui seront encourus si la STM n'est pas autorisée à réaliser des travaux de nuit:

- La conception des tunnels actuelle ne pourra être réalisée de jour sans arrêt du service de train;
- Remise en question de la faisabilité du projet;
- Délais importants pour la livraison du projet (plusieurs années);
- Difficulté de gestion des risques d'imprévus au chantier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-17

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558052

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant le bruit provoqué par l'exécution de travaux pour la construction d'un nouvel édicule à la station de métro Vendôme, et ce, du 31 octobre 2018 au 31 décembre 2019.

Ordonnance_1183558052.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ORDONNANCE NUMÉRO OCA18 170XX

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT
(R.R.V.M., chapitre B-3, article 20)

Ordonnance relative à l'événement
Travaux pour la construction du nouvel édicule de métro pour la station Vendôme

À la séance du 9 octobre 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. À l'occasion des travaux pour la construction du nouvel édicule de métro pour la station Vendôme situé sur le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Claremont et le boulevard Décarie, le bruit du chantier de construction est permis pour la période allant du 31 octobre 2018 au 31 décembre 2019 :
   - selon les seuils indiqués au tableau du paragraphe 3;
   - du lundi au jeudi, de 19 h à 5 h 30;
   - pendant deux des six fins de semaines suivantes;
     - la fin de semaine de la fête de Pâques;
     - la fin de semaine de la fête des Patriotes;
     - la fin de semaine de la fête nationale du Québec;
     - la fin de semaine de la fête du Canada;
     - la fin de semaine de la fête du Travail;
     - la fin de semaine de la fête de l'Action de grâce.

   Les fins de semaines débutent le vendredi et se terminent le lundi suivant.

2. L'utilisation des mégaphones est prohibée sauf à des fins de sécurité.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé pendant la période des travaux doit être égal ou inférieur aux seuils indiqués dans le tableau suivant:

SECTEURS	**Jour 7h à 19h** **L10, 30 minutes**	**Soirée 19h à 23h** **L10, 30 minutes**	**Nuit 23h à 7h** **L10, 30 minutes**
Hôpital (CUSM)	75 dBA	62 dBA	62 dBA
Secteurs résidentiels	75 dBA	68 dBA	65 dBA

Ces niveaux doivent respectés le critère L_{10} mesuré sur une période de 30 minutes.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1187838003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Il est recommandé :
D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-03 11:06

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187838003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

CONTENU

CONTEXTE

Des organismes et promoteurs de l'Arrondissement de Côte-Des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) organisent différents événements sur le domaine public depuis plusieurs années. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soumet au conseil d'arrondissement un dossier comportant des événements publics, identifiés en annexe I, dont le déroulement est prévu dans l'arrondissement. Sous réserve de l'obtention de tous les documents officiels requis pour l'émission des permis nécessaires à la tenue de chacun des événements identifiés à l'annexe I, au plus tard 72 heures avant la date prévue de l'événement, la DCSLDS sollicite l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire et déroger aux règlements suivants de la Ville de Montréal, s'il y a lieu :

· règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
· règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8);
· règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1 article 8 (vente) et article 3 (consommation).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil

d'arrondissement du 4 septembre 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances numéros OCA18 17033, OCA18 17034 et OCA18 17035 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

DESCRIPTION

Les événements sont de différentes catégories. Ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, civique, commémorative et festive ou encore constituer des collectes de fonds. Les événements se déroulant sur le territoire de l'arrondissement sont d'ampleur locale.
L'occupation du domaine public peut se traduire de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou de plusieurs rues ou de plusieurs artères formant un circuit; ou alors par l'occupation d'une combinaison de lieux telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue.

JUSTIFICATION

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais. Ces événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux citoyens de découvrir un arrondissement dynamique et chaleureux. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous.
Afin de les réaliser, plusieurs autorisations peuvent être nécessaires, par exemple :
1. le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles favorisant la familiarisation avec les autres cultures;

2. la vente d'aliments et d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

Conformément aux procédures établies par l'arrondissement, les organismes ont fourni tous les documents et informations nécessaires pour être reconnus et obtenir le soutien de l'arrondissement pour la réalisation des événements publics inscrits sur la liste en annexe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses des directions interpellées pour le soutien à la réalisation des événements sont assumées à même les budgets de fonctionnement. Les coûts additionnels reliés aux événements sont assumés par les promoteurs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permets l'application de la politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les quatre piliers, soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts importants et positifs pour les organismes et les citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les organisateurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal

de quartier, les réseaux sociaux, et ce, après autorisation de leur publicité par les responsables de la DCSLDS de l'Arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les événements listés en annexe I seront soumis pour avis aux différents services et intervenants concernés pour négociation des parcours et approbation des mesures de sécurité et des plans d'installation. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.

Une « autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs sur réception, au plus tard 72 heures avant la date de l'événement, de l'avenant d'assurance responsabilité civile et de tout autre document requis conformément aux règles de l'Arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon LÉVEILLÉ
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 872-6364
Télécop. : 514 872-4585

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-20

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-6364
Télécop. : 514 872-4585

Identification du document : Bruit

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT
(R.R.V.M., chapitre B-3, article 20)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 9 octobre 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur ou, selon le cas, le bruit de percussion est exceptionnellement permis sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018** (voir en pièce jointe);

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018** (voir en pièce jointe);

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon le site, la date et l'horaire de l'événement indiqué au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018** (voir en pièce jointe).

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)
Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 9 octobre 2018 le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce »:

1. La fermeture des rues ou le ralentissement de la circulation tel que décrit au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018** (voir en pièce jointe);

2. L'autorisation est valable selon la date et les heures identifiées au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018** (voir en pièce jointe).

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation des événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 9 octobre 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à ces événements, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées, sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018,** (voir en pièce jointe). Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement;

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la date de présentation et l'horaire de l'événement identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018**, (voir en pièce jointe);

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec les règlements de la Communauté urbaine de Montréal, notamment, le Règlement sur les aliments (93, modifié).

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187838003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.



Liste finale des événements au CA du 9 octobre 2018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon LÉVEILLÉ
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 872-6364
Télécop. : 514 872-4585

Liste finale des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018 (mise à jour 26 septembre 2018)

Événements	Requérant	Endroit	Date	Occupation	Vente	Camion bouffe de rue	Demande de permis d'alcool	Consommation d'alcool	Bruit	Véhicule hyppomobile	Nombre éventuel de participant	Fermeture de rue	Statue
Cross-country 2018	Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Parc Van Horne	27-oct-18	9:00 à 13:00	non	non	non	non	9:00 à 13:00	non	200	N/A	Accepté sous condition

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1186954004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019.

IL EST RECOMMANDÉ :
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019, dont présentation du projet est faite à même le sommaire décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-03 13:21

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186954004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de pouvoir continuer d'assurer le niveau et la qualité des services aux citoyens, l'arrondissement doit prélever sur tout immeuble imposable de l'arrondissement une taxe relative aux services.

En 2019, l'arrondissement prévoit financer 9 170 200 $ de son budget de fonctionnement total par l'adoption du présent règlement de taxation locale en vertu de l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal.

Selon le calendrier adopté par la Ville, le règlement sur la taxe locale doit être adopté au plus tard le 5 janvier 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Règlement RCA17 17288 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2018) adopté le 13 décembre 2017 par la résolution CA17 17288 (1176954007)

Règlement RCA16 17272 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2017) adopté le 5 décembre 2016 par la résolution CA16 170310 (1166954005)

Règlement RCA15 17257 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2016) adopté le 7 décembre 2015 par la résolution CA15 170359 (1156954003)

Règlement RCA14 17239 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2015) adopté le 3 novembre 2014 par la résolution CA14 170395 (1142077007)

Règlement RCA14 17221 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2014) adopté le 10 février 2014 par la résolution CA14 170051 (1134570007)

DESCRIPTION

Afin de conserver un budget de fonctionnement qui permet de faire face à ses obligations et

engagements, ainsi que de maintenir le niveau de service à ses citoyens, l'arrondissement de CDN-NDG compte imposer en 2019, une taxe locale correspondant à 4.53 ¢ par 100 $ d'évaluation pour tous les immeubles imposables situés sur son territoire. Ce taux d'imposition représente une augmentation de 2% par rapport à la taxe locale de 2018.

Comme il s'agit d'une taxe annuelle, le règlement doit être adopté à chaque année pour l'exercice financier à venir.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis publics publiés par le bureau d'arrondissement, tel que requis.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Pour l'année d'imposition 2019, voici les étapes subséquentes:

- Publication d'un avis de motion.
- Dépôt de l'avis de motion à la séance du Conseil d'arrondissement - séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 9 octobre 2018.
- Publication d'un avis sur le règlement de taxation locale.
- Adoption du règlement de taxation locale par le Conseil d'arrondissement - séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 5 novembre 2018.
- Publication de l’avis de promulgation et d’entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 146 de la *Charte de la Ville de Montréal* qui permet au conseil d'arrondissement d'imposer une taxe sur tout ou partie des immeubles imposables situés dans l'arrondissement dans le but de maintenir le niveau de ses services.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sonia BEAUCHEMIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Mélanie BEAUDOIN, Service des finances
Patrice DOR, Service des finances

Lecture :

Nathalie HAMEL, 27 septembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Arrondissement CDN-NDG

Tél : 514-868-3814
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim
Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-0419
Télécop. :



Règl RCA18 17xxx - taxes services.pdf

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA18 17XXX RÈGLEMENT SUR LA TAXE RELATIVE AUX SERVICES (EXERCICE FINANCIER 2019)

VU l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

VU la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., chapitre F-2.1);

ATTENDU la réforme du financement des arrondissements :

À la séance du xx xxxx 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Il est imposé et il sera prélevé, sur tout immeuble imposable porté au rôle de l'évaluation foncière et situé dans l'arrondissement, une taxe spéciale relative aux services, au taux de 0,0453 $ appliqué sur la valeur imposable de l'immeuble.

2. Les dispositions du règlement annuel de la Ville sur les taxes qui sont relatives aux intérêts et à la pénalité exigibles sur les arrérages de taxes, au mode de paiement et aux dates d'exigibilité de la taxe foncière générale, au supplément de taxe payable à la suite d'une modification du rôle de l'évaluation foncière et au montant exigible d'un versement échu, s'appliquent, aux fins du prélèvement de la taxe prévue à l'article 1, telles qu'établies pour l'exercice financier visé à l'article 3.

3. Le présent règlement s'applique à l'exercice financier 2019 et prend effet à compter de janvier 2019 sous réserve de l'adoption, par le conseil municipal, du budget d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce tel que dressé par son conseil.

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXXX 2018.

_____
La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

_____
La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1186954004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2019.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1186954004 - taxe de services 2019.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-27

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LA TAXE RELATIVE AUX SERVICES (EXERCICE FINANCIER DE 2019)

Vu l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À la séance du _____, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Il est imposé et il sera prélevé, sur tout immeuble imposable porté au rôle de l'évaluation foncière et situé dans l'arrondissement, une taxe spéciale relative aux services, au taux de 0,0453 % appliqué sur la valeur imposable de l'immeuble.

2. Les dispositions du règlement annuel de la Ville sur les taxes qui sont relatives aux intérêts et à la pénalité exigibles sur les arrérages de taxes, au mode de paiement et aux dates d'exigibilité de la taxe foncière générale, au supplément de taxe payable à la suite d'une modification du rôle de l'évaluation foncière et au montant exigible d'un versement échu, s'appliquent, aux fins du prélèvement de la taxe prévue à l'article 1, telles qu'établies pour l'exercice financier visé à l'article 3.

3. Le présent règlement s'applique à l'exercice financier de 2019 sous réserve de l'adoption, par le conseil municipal, du budget d'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce tel que dressé par son conseil.

GDD1186954004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.04

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1183558037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle).

ATTENDU QUE le Projet de règlement RCA18 17303 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle) a été précédé d'un avis de motion et a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 13 août 2018;
ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement RCA18 17303 a été tenue le 20 septembre 2018, conformément à l'article 125 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE le Règlement RCA18 17303 ne contient aucune disposition propre à un règlement susceptible d'approbation référendaire, conformément à l'article 123.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ. c. A-19.1);

ATTENDU QUE des copies du Règlement RCA18 17303 sont mises à la disposition du public conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, sans changement, le Règlement RCA18 17303 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-04 11:35

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183558037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle).

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, adopté en 2005, a établi une nouvelle vocation mixte et d'emploi au secteur Namur-Jean-Talon Ouest, ouvrant ainsi la voie à la conversion de cet ancien secteur industriel. Afin de favoriser le redéveloppement, la revitalisation et la densification du secteur selon cette nouvelle orientation, une modification au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce 01-276) a eu lieu en 2007 (RCA07 17115).
Cette modification avait pour objet et pour effet d'interdire, à l'intérieur des zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle), l'exercice d'un usage commercial ou institutionnel dans un bâtiment de moins de 4 étages. Elle avait également pour objet et effet d'interdire, dans ces zones, l'agrandissement ou le remplacement d'un usage dérogatoire par un autre usage dérogatoire et ce, à l'égard de tous les bâtiments compris à l'intérieur de ces zones, sans égard au nombre d'étages. Enfin, cette modification venait préciser que le remplacement d'un usage dérogatoire par un usage conforme était toutefois possible dans les bâtiments de quatre étages situés à l'intérieur des zones 0034 et 0842.

Le dépôt de la demande en justice de 9056-3818 Québec Inc. en jugement déclaratoire, injonction permanente et dommages contre la Ville de Montréal au mois de janvier 2018 a fait ressortir la nécessité pour l'arrondissement de préciser et ajuster le libellé des dispositions spécifiques adoptées en 2007 pour le secteur de Namur/Jean-Talon pour qu'elles reflètent davantage l'intention du conseil d'arrondissement ayant adopté ces dispositions. Cette modification au texte réglementaire permettra d'éliminer pour les propriétaires fonciers et exploitants du secteur, le cas échéant, tout doute sur la portée de ces dispositions et du régime mis en place par l'arrondissement en 2007 et ce, tout en maintenant inchangé leur objet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2007-03-05 / CA07 170063 : Adoption du Règlement RCA07 17115 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01 -276) quant à l'ajout de la condition qu'un établissement ne peut être occupé par un usage de la famille commerce, industrie ou équipements collectifs et institutionnels, que s'il est situé dans un bâtiment ayant une hauteur minimale de quatre étages, et quant à la

possibilité de remplacer ou d'agrandir un usage dérogatoire protégé par droits acquis dans les zones 0034 et 0842 dans le secteur Namur/Jean-Talon. [Dossier 1063886017]
2018-06-26 / CA18 170190 : Adoption, avec changements, du Règlement RCA18 17297 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276); le Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009); le Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (c. C-5); le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (c. O-1); et le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA07 17121); afin de remplacer l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et d'y intégrer des grilles des usages et des spécifications. [Dossier 1183558010]

DESCRIPTION

En 2007, le règlement RCA07 17115 a ajouté la disposition suivante au règlement d'urbanisme (01-276) :
« **SOUS-SECTION 1 : Secteur Namur/Jean-Talon**

> **174.1** Dans les zones 0034 et 0842, un usage commercial ou équipement collectif et institutionnel autorisé peut être établi dans un bâtiment existant lorsque ce bâtiment a une hauteur en étages égale ou supérieure à quatre étages.».

En 2018, cette disposition a été abrogée et remplacée par une disposition identique à la nouvelle grille des usages et des spécifications des zones 0034 et 0842 (RCA18 17297). Elle vise à interdire certains usages dans les bâtiments de moins de 4 étages. À cet effet, bien que la formulation « bâtiment existant » soit utilisée, elle ne vise pas à distinguer les bâtiments existants des nouvelles constructions. Une telle distinction serait inapplicable considérant notamment que la construction des bâtiments et leurs occupations font l'objet d'autorisations distinctes en vertu de la réglementation applicable. La présence d'un bâtiment existant étant un pré-requis à la délivrance d'une autorisation d'occupation, il est donc proposé de clarifier la disposition comme suit :

> « Un usage commercial ou équipement collectif et institutionnel autorisé peut être exercé dans un bâtiment uniquement lorsque ce bâtiment a une hauteur en étages égale ou supérieure à quatre étages. ».

Le règlement RCA07 17115 a également ajouté les dispositions suivantes au règlement d'urbanisme (01-276) :

> « **SECTION XI : Secteur Namur/Jean-Talon**
>
> **649.1** Malgré les sections II et IX du chapitre I du titre VII, un usage dérogatoire, dans les zones 0034 et 0860, ne peut être agrandi.
>
> **649.2** Malgré les sections II et IX du chapitre I du titre VII, un usage dérogatoire ne peut être remplacé par un autre usage.
> **649.3** Malgré l'article 649.2, un usage dérogatoire dans les zones 0034 et 0860, peut être remplacé par un usage autorisé dans un bâtiment d'une hauteur minimale de quatre étages.».

L'article 649.2 visait spécifiquement à interdire le remplacement d'un usage dérogatoire par certains autres usages dérogatoires comme cela peut se faire ailleurs sur le territoire en

application de l'article 113(18) de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Quant à l'article 649.3, il venait simplement réitérer la restriction à l'occupation des bâtiments contenue à l'article 174.1, à même le chapitre des droits acquis, en venant préciser que le remplacement d'un usage dérogatoire par un usage conforme dans les zones 0034 et 0842 était autorisé pour les bâtiments de quatre étages.

Ces deux articles ont été abrogés et remplacés (RCA18 17297) par une disposition particulière qui se lit désormais comme suit :

> « Malgré la section IX du chapitre I du titre VII, dans un bâtiment de moins de 4 étages, un usage dérogatoire ne peut être remplacé par un autre usage dérogatoire. Toutefois, un usage dérogatoire peut être remplacé par un usage autorisé dans un bâtiment d'une hauteur minimale de quatre étages. ».

La réitération de la restriction à l'occupation des bâtiments, à même une disposition relative aux droits acquis, n'apparaît plus nécessaire puisque les dispositions particulières se retrouvent désormais à la même grille des usages et des spécifications de ces deux zones. Au surplus, il va de soi qu'un usage dérogatoire exercé dans un bâtiment de plus de 4 étages peut être remplacé par un usage autorisé au règlement d'urbanisme (01-276).

Il est donc proposé d'ajuster la disposition en supprimant sa deuxième phrase.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption du présent règlement afin de clarifier et de maintenir, comme visée en 2007 et appliquée depuis, la gestion des usages commerciaux et institutionnels dérogatoires dans les bâtiments de moins de quatre étages des zones 0034 et 0842.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication dans les journaux locaux et assemblée publique de consultation conformément aux obligations de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ce projet de règlement contient des dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1).
Procédure d'adoption :

· Avis de motion et adoption du premier projet de règlement;

· Assemblée publique de consultation sur le projet de règlement;

· Adoption du second projet de règlement;

· Demande d'approbation référendaire;

· Adoption du règlement;

· Si requis, tenue d'un registre;

· Si requis, tenue d'un scrutin référendaire;

· Certificat de conformité au plan d'urbanisme et entrée en vigueur du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme aux dispositions de la Charte et du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, ainsi qu'à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1).
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Jean-Philippe GUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien MANSEAU
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-07-23

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-07-30

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1183558037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle).

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation ayant eu lieu le 20 septembre 2018.

Final compte rendu 20-09-2018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle LAMY
Secretaire d'unite administrative

Tél : 514 868-4561
Télécop. : 514 868-3538

Projet de règlement RCA18 17303 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle).

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le jeudi 20 septembre 2018, à 18 h 30, au 5160, boulevard Décarie, 4e étage, Montréal, à laquelle étaient présents :

- M. Christian Arseneault, conseiller municipal – district de Loyola et président de l'assemblée;
- Mme Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
- M. Sébastien Manseau, conseiller en aménagement;
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire-recherchiste.

Monsieur Christian Arseneault déclare l'assemblée ouverte à 18 h 30.

---

1. Ouverture de l'assemblée

M. Arseneault souhaite la bienvenue aux personnes qui se sont déplacées pour participer à l'assemblée publique de consultation et annonce le dossier à l'ordre du jour.

2. Présentation par Monsieur Sébastien Manseau, conseiller en aménagement, du projet de règlement RCA18 17303 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle).

Le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, adopté en 2005, a établi une nouvelle vocation mixte et d'emploi au secteur Namur-Jean-Talon Ouest (Le Triangle), ouvrant ainsi la voie à la conversion de cet ancien secteur industriel. Afin de favoriser le redéveloppement, la revitalisation et la densification du secteur selon cette nouvelle orientation, une modification au *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) a eu lieu en 2007 (RCA07 17115).

Cette modification avait pour objet et pour effet d'interdire, à l'intérieur des zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle), l'exercice d'un usage commercial ou institutionnel dans un bâtiment de moins de 4 étages. Elle avait également pour objet et effet d'interdire, dans ces zones, l'agrandissement ou le remplacement d'un usage dérogatoire par un autre usage dérogatoire et ce, à l'égard de tous les bâtiments compris à l'intérieur de ces zones, sans égard au nombre d'étages. Enfin, cette modification venait préciser que le remplacement d'un usage dérogatoire par un usage conforme était toutefois possible dans les bâtiments de quatre étages situés à l'intérieur des zones 0034 et 0842.

En 2007, le règlement RCA07 17115 a modifié le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) par l'ajout de la disposition suivante :

> « **SOUS-SECTION 1 : Secteur Namur/Jean-Talon**
>
> **174.1** Dans les zones 0034 et 0842, un usage commercial ou équipement collectif et institutionnel autorisé peut être établi dans un bâtiment existant lorsque ce bâtiment a une hauteur en étages égale ou supérieure à quatre étages.».

En 2018, cette disposition a été abrogée et remplacée par une disposition identique à la nouvelle grille des usages et des spécifications des zones 0034 et 0842 (RCA18 17297). Elle vise à interdire certains usages dans les bâtiments de moins de 4 étages. À cet effet, bien que la formulation « bâtiment existant » soit utilisée, elle ne vise pas à distinguer les bâtiments existants des nouvelles constructions. Une telle distinction serait inapplicable considérant notamment que la construction des bâtiments et leurs occupations font l'objet d'autorisations distinctes en vertu de la réglementation applicable. La présence d'un bâtiment existant étant un pré-requis à la délivrance d'une autorisation d'occupation, il est donc proposé de clarifier la disposition comme suit :

> « Un usage commercial ou équipement collectif et institutionnel autorisé peut être exercé dans un bâtiment uniquement lorsque ce bâtiment a une hauteur en étages égale ou supérieure à quatre étages. ».

Le règlement RCA07 17115 a également modifié le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) par l'ajout de la disposition suivante :

> « **SECTION XI : Secteur Namur/Jean-Talon**
>
> **649.1** Malgré les sections II et IX du chapitre I du titre VII, un usage dérogatoire, dans les zones 0034 et 0860, ne peut être agrandi.
>
> **649.2** Malgré les sections II et IX du chapitre I du titre VII, un usage dérogatoire ne peut être remplacé par un autre usage.
>
> **649.3** Malgré l'article 649.2, un usage dérogatoire dans les zones 0034 et 0860, peut être remplacé par un usage autorisé dans un bâtiment d'une hauteur minimale de quatre étages.».

L'article 649.2 visait spécifiquement à interdire le remplacement d'un usage dérogatoire par certains autres usages dérogatoires comme cela peut se faire ailleurs sur le territoire en application de l'article 113(18) de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRA, c. A-19.1). Quant à l'article 649.3, il venait simplement réitérer la restriction à l'occupation des bâtiments contenue à l'article 174.1, à même le chapitre des droits acquis, en venant préciser que le remplacement d'un usage dérogatoire par un usage conforme dans les zones 0034 et 0842 était autorisé pour les bâtiments de quatre étages.

Ces deux articles ont été abrogés et remplacés (RCA18 17297) par une disposition particulière qui se lit désormais comme suit :

> « Malgré la section IX du chapitre I du titre VII, dans un bâtiment de moins de 4 étages, un usage dérogatoire ne peut être remplacé par un autre usage dérogatoire. Toutefois, un usage dérogatoire peut être remplacé par un usage autorisé dans un bâtiment d'une hauteur minimale de quatre étages. ».

La réitération de la restriction à l'occupation des bâtiments, à même une disposition relative aux droits acquis, n'apparaît plus nécessaire puisque les dispositions particulières se retrouvent désormais à la même grille des usages et des spécifications de ces deux zones. Au surplus, il va de soi qu'un usage dérogatoire exercé dans un bâtiment de plus de 4 étages peut être remplacé par un usage autorisé au *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276).

Il est donc proposé d'ajuster la disposition en supprimant sa deuxième phrase.

Recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE)

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes :

- Éliminer tout doute sur la portée des dispositions mises en place en 2007;
- Maintenir l'interdiction, à l'intérieur des zones 0034 et 0842, d'exercer un usage commercial ou institutionnel dans un bâtiment de moins de 4 étages;
- Maintenir l'interdiction, dans ces zones, d'agrandir ou de remplacer un usage dérogatoire par un autre usage dérogatoire.

Monsieur Manseau présente les étapes subséquentes à la consultation publique et précise que le présent projet de règlement n'est pas susceptible d'approbation référendaire.

3. Période de questions et de commentaires

En réponse à une question de Mme Liza Novak, M. Manseau confirme que le présent dossier vise la précision d'un règlement existant, mais n'en change pas le fond. En lien avec un projet de construction qui abriterait un CPE, le Centre communautaire Mountain Sights et des espaces résidentiels, M. Manseau explique que le projet devrait être vu plus en détail puisque chaque cas en est un d'espèce et doit être considéré en vertu de divers critères, notamment de son usage principal. Il précise que dans les cas de nouvelles constructions dans le secteur du Triangle, il est possible de déroger à la règlementation par projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

En lien avec la possibilité de construire une école dans ce secteur, M. Arseneault explique qu'une discussion devrait avoir lieu entre les parties, notamment, entre la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et l'arrondissement. Mme Bédard ajoute que la modification règlementaire présentée n'affecte pas cette vocation et que des discussions sont en cours entre l'arrondissement et la CSDM.

4. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 18 h 50.

_____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire-recherchiste

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 13 août 2018	Résolution: CA18 170220

AVIS DE MOTION

Madame Sue Montgomery donne un avis de motion annonçant qu'il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle);

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT RCA18 17303

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Peter McQueen

D'adopter, tel que soumis, le projet de règlement modifiant *le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle);

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1183558037

Geneviève REEVES
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 août 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1183558037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de modifier les dispositions particulières applicables aux zones 0034 et 0842 (secteur Le Triangle).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

Projet de règlement révisé - 27-07-2018.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-Philippe GUAY
Avocat
Tél : (514) 872-6887

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-07-30

Jean-Philippe GUAY
Avocat
Tél : (514) 872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RCAXX-XXXXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) AFIN DE MODIFIER LES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ZONES 0034 ET 0842 (SECTEUR LE TRIANGLE).

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4).

À la séance du _____2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'annexe A.3 intitulée « Grille des usages et des spécifications » du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) est modifiée tel qu'il est illustré sur l'extrait joint en annexe 1 au présent règlement.

ANNEXE 1
EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS »

_____

GDD : 1183558037

ANNEXE 1
EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS »

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) Zone

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications **0034**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
I.2	Industrie légère	C
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.
2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.
3. Un usage commercial ou équipement collectif et institutionnel autorisé peut être ~~établi~~ exercé dans un bâtiment ~~existant~~ uniquement lorsque ce bâtiment a une hauteur en étages égale ou supérieure à quatre étages.
4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.
5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.
6. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.
7. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.
8. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.
9. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :
   - les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
   - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
   - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.
10. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.
11. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :
    - aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
    - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
    - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain;
    - toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.
12. Lorsque l'entreposage extérieur est autorisé, il doit être localisé dans une autre cour et la superficie ne doit pas dépasser celle occupée par l'établissement. L'étalage extérieur en cour avant de véhicules automobiles est interdit.
13. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.
14. Malgré les sections II et IX du chapitre I du titre VII, un usage dérogatoire ne peut être agrandi.
15. Malgré la section IX du chapitre I du titre VII, dans un bâtiment de moins de 4 étages, un usage dérogatoire ne peut être remplacé par un autre usage dérogatoire. ~~Toutefois, un usage dérogatoire peut être remplacé par un usage autorisé dans un bâtiment d'une hauteur minimale de quatre étages.~~
16. Malgré l'article 662, le taux d'implantation d'un bâtiment dont la hauteur en étages n'atteint pas la hauteur minimale autorisée ne peut être augmenté.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications **0842**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
I.2	Industrie légère	C
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.
2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.
3. Un usage commercial ou équipement collectif et institutionnel autorisé peut être ~~établi~~ exercé dans un bâtiment ~~existant~~ uniquement lorsque ce bâtiment a une hauteur en étages égale ou supérieure à quatre étages.
4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.
5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.
6. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.
7. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :
   - les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
   - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
   - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.
8. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.
9. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :
   - aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
   - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
   - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain;
   - toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.
10. Lorsque l'entreposage extérieur est autorisé, il doit être localisé dans une autre cour et la superficie ne doit pas dépasser celle occupée par l'établissement. L'étalage extérieur en cour avant de véhicules automobiles est interdit.
11. Malgré l'article 158, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.
12. Malgré les sections II et IX du chapitre I du titre VII, un usage dérogatoire ne peut être agrandi.
13. Malgré la section IX du chapitre I du titre VII, dans un bâtiment de moins de 4 étages, un usage dérogatoire ne peut être remplacé par un autre usage dérogatoire. ~~Toutefois, un usage dérogatoire peut être remplacé par un usage autorisé dans un bâtiment d'une hauteur minimale de quatre étages.~~
14. Malgré l'article 662, le taux d'implantation d'un bâtiment dont la hauteur en étages n'atteint pas la hauteur minimale autorisée ne peut être augmenté.
15. Lors du remplacement d'une enseigne ou du message qui y est inscrit, la superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

Règlement RCAXX-XXXX modifiant le règlement d'urbanisme 01-276
GDD : 1183558037

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1183558051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Refuser les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance d'un permis transfomation visant l'aménagement, en cour latérale, d'une unité de stationnement au 5250, boulevard Cavendish - demande de permis 3001449609.

De refuser les plans, en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), en tenant compte des critères proposés aux articles 579 et 668, pour la délivrance d'un permis de transformation visant l'aménagement, en cour latérale, d'une unité de stationnement au 5250, boulevard Cavendish tel que présenté au plan P-1 et estampillé le 5 septembre 2018 à l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce - dossier relatif à la demande de permis 3001449609

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-04 11:32

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1183558051**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Refuser les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance d'un permis transfomation visant l'aménagement, en cour latérale, d'une unité de stationnement au 5250, boulevard Cavendish - demande de permis 3001449609.

CONTENU

CONTEXTE

La demande à l'étude concerne l'évaluation architecturale du projet qui vise à aménager une unité de stationnement dans la cour latérale du bâtiment situé au 5250 boulevard Cavendish. La demande de permis est assujettie à une révision architecturale en vertu du titre VIII (PIIA), conformément aux critères énoncés aux articles 572 et 668 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le terrain à l'étude est situé sur le boulevard Cavendish entre les avenues Chester au nord et Fielding au sud.
Le projet consiste principalement à aménager une unité de stationnement supplémentaire dans la cour latérale qui comprend l'aménagement de la voie d'accès ainsi que la création d'une nouvelle entrée charretière.

La Direction de l'aménagement urbain a évalué et traité cette demande de permis quant au respect des orientations, objectifs, plans et politiques municipales en matière d'aménagement, d'architecture et de design.

À la suite de l'analyse du dossier, la Direction de l'aménagement urbain arrive à la conclusion que le projet ne respecte pas les politiques et les orientations en matière de

transport et de sécurité des piétons. En effet, la Ville de Montréal par ses différents plans d'action (Charte du piéton, Plan de transport, Plan d'urbanisme, etc.) vise à améliorer son réseau piétonnier. Pour ce faire, la ville considère les déplacements piétonniers comme prioritaires dans la planification du domaine public.

À cet égard, la création d'une nouvelle entrée charretière, nécessaire pour accéder à l'unité de stationnement, peut provoquer des situations dangereuses pour le piéton et ne valorise pas les déplacements piétonniers.

JUSTIFICATION

La direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) ne recommande pas le projet pour les raisons suivantes:
· la charte du piéton et le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal visent redéfinir le réaménagement du domaine public et de trouver un meilleur équilibre entre les différents modes de déplacements;
· la création d'une nouvelle entrée charretière va créer une situation dangereuse et ne valorise pas les déplacements piétons;
· l'aménagement proposé ne privilégie pas la sécurité publique;
· lors de sa séance du 5 septembre 2018, le CCU a fait une recommandation défavorable à la présente demande.

Comme la Direction, le CCU a émis un avis défavorable au présent projet. En conséquence, le conseil d'arrondissement doit adopter, en vertu de l'article 17.5 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) une résolution approuvant ou refusant le projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / DÉFAVORABLE

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-17

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1183558051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Refuser les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance d'un permis transfomation visant l'aménagement, en cour latérale, d'une unité de stationnement au 5250, boulevard Cavendish - demande de permis 3001449609.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
Séance publique du mercredi 5 septembre 2018, à 18 h 30
5160, boulevard Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du compte rendu

4.5 Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis pour l'aménagement, en cour latérale, d'une unité de stationnement au 5250, boulevard Cavendish- demande de permis 3001449609.

LE COMITÉ RECOMMANDE

De refuser la demande pour les raisons suivantes :

- La création d'une nouvelle entrée charretière va contribuer à créer une situation dangereuse et ne valorise pas les déplacements piétonniers;
- La présence de la clôture empêche d'utiliser la cour latérale pour stationner la voiture;
- L'aménagement proposé ne privilégie pas la sécurité publique.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Refuser les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance d'un permis transfomation visant l'aménagement, en cour latérale, d'une unité de stationnement au 5250, boulevard Cavendish - demande de permis 3001449609.



Plan: 2018-09-05_1183558051_P-1.pdf



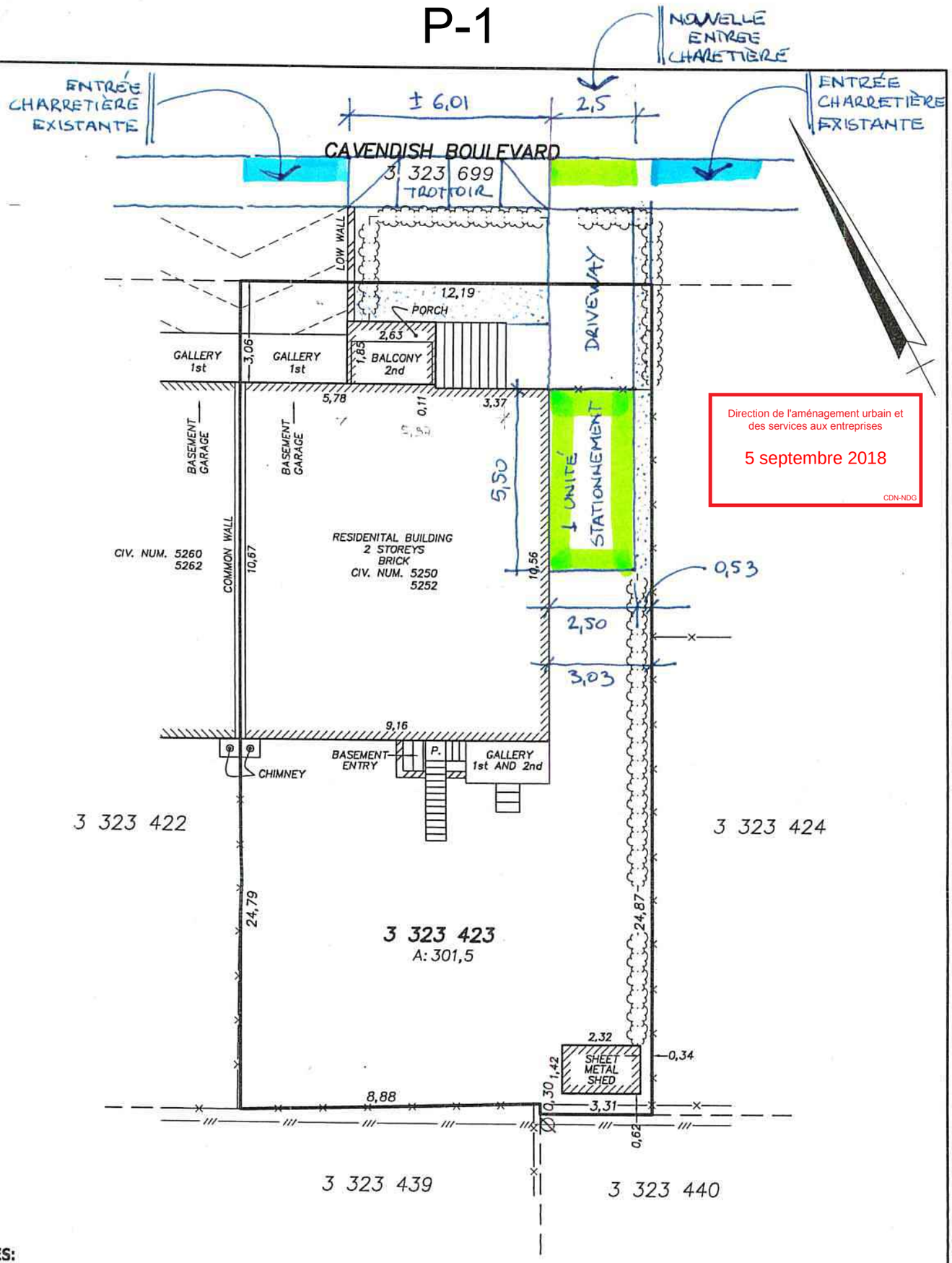
Présentation électronique: 2018-09-17_1183558051_Cavendish_5250_stat..pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

P-1



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

5 septembre 2018

CDN-NDG

NOTES:

All measurements shown on this plan are in international system (SI) (meters).(1 foot = 0,3048 meter)
This report and attached plan, which constitute the certificate of location, have been prepared for the purpose of a sale and/or mortgage, any other use doesn't involve my responsability unless I give a written authorization.

ATTACHED PLAN TO THE

CERTIFICATE OF LOCATION

LOCALISATION
Un service de Audet Inc., arpenteurs-géomètres

69, De La Seigneurie Est,
Blainville (Québec) J7C 4M9
Phone: (450) 434-0206
Phone: (514) 990-2291
Fax: (450) 434-0192
info@audet-associes.com

LEGEND

— x — Fence | Hedge | Ø Post
— /// — Aerial cables | Anchor

LOT(S): **3 323 423**

CADASTRE: **CADASTRE OF QUEBEC**

MUNICIPALITY: **CITY OF MONTREAL** **(BOROUGH OF COTE-DES-NEIGES / NOTRE-DAME-DE-GRACE)**

REGISTRATION DIVISION: **MONTREAL**

True copy 03 JUIN 2008

Quebec Land Surveyor

Blainville, June 2nd, 2008

PAUL AUDET Q.L.S.

Survey done on: May 26th, 2008 | Scale: 1 : 150 SI | File: 103492 | Mandate: 22461 | Minute: 15560

DESSIN : 103492.DWG P.B.







5250, **Boulevard Cavendish**

Étude pour approuver les plans pour aménager 1 unité de stationnement.

Comité consultatif d'urbanisme

Séance du 5 septembre 2018

Contexte

Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour l'émission du permis visant *l'aménagement d'une unité de stationnement* pour l'immeuble situé au 5250, boulevard Cavendish – dossier relatif à la demande de permis no 3001449609.

Travaux soumis à la procédure du titre VIII:

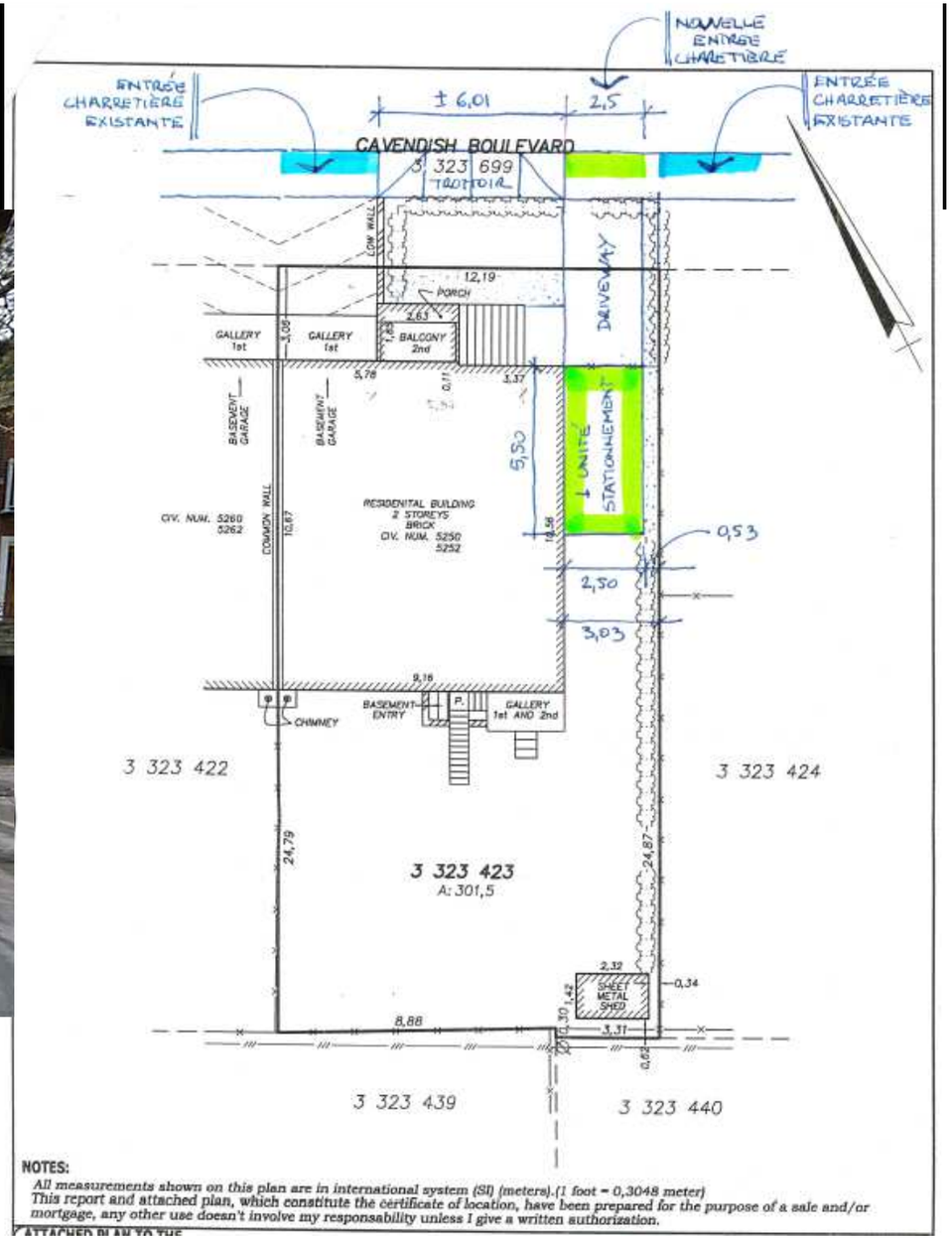
- **Aménager une unité de stationnement**



Contexte



Cet espace est déjà utiliser comme stationnement.



Contexte

Règlement 01-276

Article 579 – 5° Dans tous les cas, l'aménagement des voies d'accès doit privilégier la sécurité publique



L'aménagement de la nouvelle unité de stationnement créerait une situation où l'on aurait 3 entrées charretières (d'une largeur totale de 17.6 m) sur une distance approximative de 48 m.

Contexte


Av Fielding
Boul Cavendish
Boul Cavendish
Boul Cavendish
Boul Cavendish
Avenue de Chester
5250 Boulevard Cavendish
Av Fielding

Travaux public

Nous avons pas d'objection pour la construction de la nouvelle entrée charretière au 5250 Cavendisch. Toutefois , le citoyen devra s'assurer de laisser un accès en tout temps au regards d'utilités publique sur le coté public de l'entrée (voir photo).



Cordialement

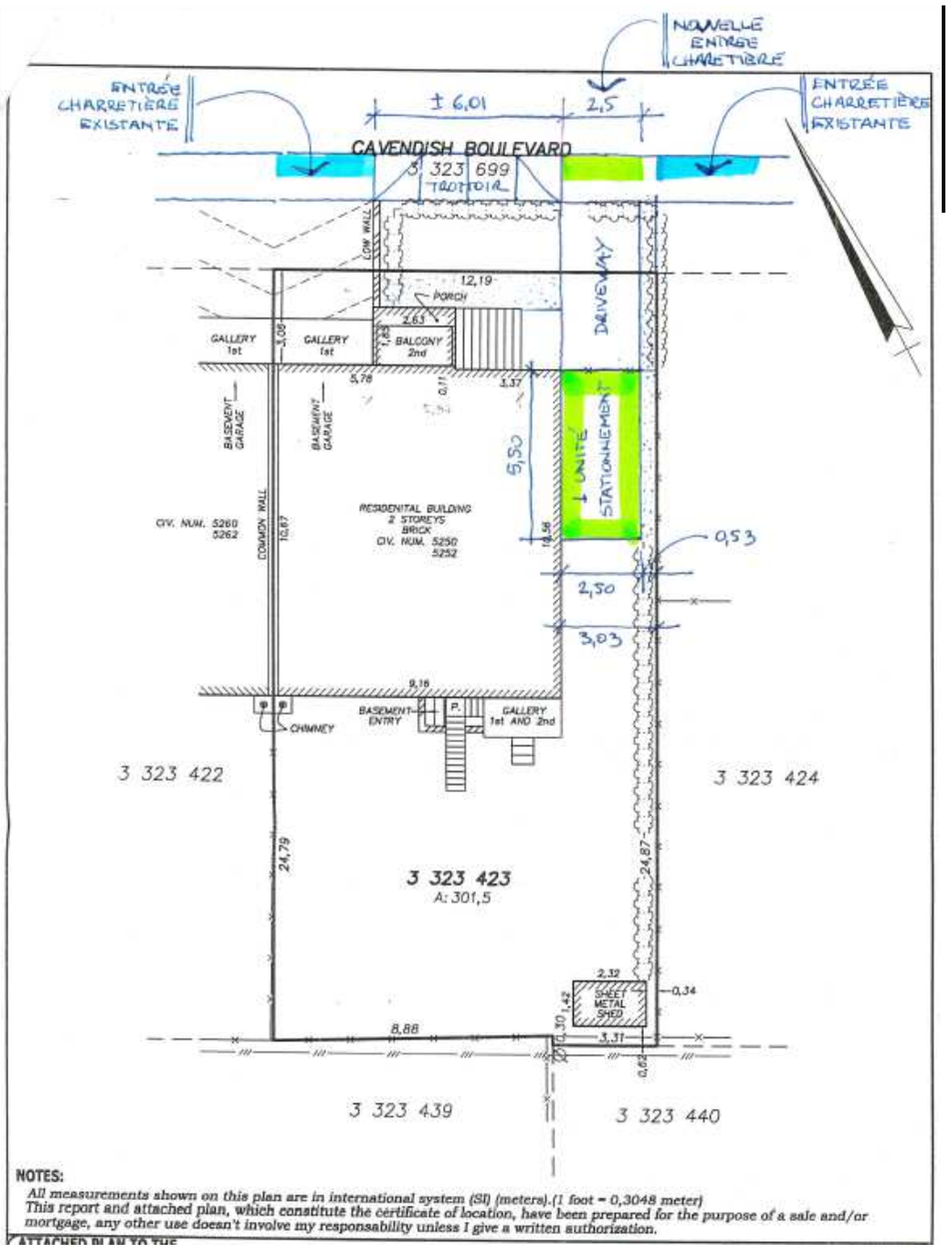
Division Études Techniques
Direction Travaux Publics

Recommandation

La DAUSE fait une recommandation défavorable à la demande pour les raisons suivantes:

- La création d'une nouvelle entrée charretière va contribuer à créer une situation dangereuse et ne valorise pas les déplacements piétonniers;
- La présence de la clôture empêche d'utiliser la cour latérale pour stationner la voiture;
- L'aménagement proposé ne privilégie pas la sécurité publique.





Critères

Critères – article 579	Conformité	Commentaire
1° le nombre de voies d'accès correspond au minimum nécessaire pour desservir une aire de stationnement;	Oui	La nouvelle unité de stationnement sera desservi par la nouvelle voie d'accès qui rencontre le minimum requis par le règlement.
2° la largeur de la voie d'accès correspond au minimum nécessaire pour assurer une circulation sécuritaire des véhicules;	Oui	La largeur de la voie d'.accès est de 2,5 m ce qui correspond au minimum requis par le règlement (2,4 m)
3° une distance entre les deux voies d'accès inférieure à celle requise maintient la possibilité de planter un arbre entre ces voies d'accès et permet l'entassement de la neige sur la propriété privée.	Oui	La distance entre les 2 voies d'accès est de 6.1 m. Un arbre est déjà présent sur le terrain
4° une diminution du nombre d'espaces de stationnement sur rue est acceptable compte tenu des besoins du secteur;	Oui	Les travaux publiques ont confirmé que la nouvelle entrée charretière n'affectera pas la demande de stationnement sur rue dans le secteur.
5° dans tous les cas, l'aménagement des voies d'accès doit privilégier la sécurité publique.	Non	La proposition contribue à créer une situation dangereuse et ne valorise pas les déplacements piétonniers.

Critères

Critères – article 668		Conformité	Commentaire
1°	conformité du projet aux orientations, objectifs, plans et politiques municipales en matière d'aménagement, d'architecture et de design;	Non	Le secteur est conçu pour l'automobile et est peu convivial pour le piéton et la proposition contribue à créer une situation dangereuse pour le piéton. L'action action 13.2 du Plan d'urbanisme vise à favoriser les déplacements piétonniers sécuritaires (action 13.2 - Aménager le domaine public de façon à valoriser les déplacements piétonniers ainsi que la charte du piéton et la politique et le plan de transport de la Ville de Montréal)
2°	qualités d'intégration du projet sur le plan architectural;	Oui	Le matériau proposé s'intègre de façon harmonieuse au bâtiment
6°	capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager.	Oui	Les travaux sont fait dans le respect de la composition architecturale d'origine.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1183558024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du Projet particulier PP-75, pour la délivrance du permis visant la première phase de construction sur l'ancien site du motel Raphaël, au 7485, boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue - demande de permis 3001398608.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'approuver, conformément aux dispositions de PIIA incluses au Projet particulier PP-75, les travaux visant à la construction du premier immeuble résidentiel, qui comprendra aussi deux autres phases à venir, sur l'ancien site du motel Raphaël, sur le lot 6 220 805 du cadastre du Québec, le tout, tel que présentés sur les plans préparés par la firme Campanella et associés, tel qu'estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, en date du 18 septembre 2018, joints en annexe (Demande de permis 3001398608).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-04 11:33

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183558024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du Projet particulier PP-75, pour la délivrance du permis visant la première phase de construction sur l'ancien site du motel Raphaël, au 7485, boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue - demande de permis 3001398608.

CONTENU

CONTEXTE

Le 2 juin 2014, l'arrondissement a approuvé un Projet particulier (PP-75) visant à permettre l'usage habitation sur le site de l'ancien motel Raphaël et qui contraint la future construction à des dispositions de Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). C'est dans ce contexte qu'une première phase de construction sur un total de trois, faisant l'objet de la présente demande de permis, doit être approuvée par le conseil d'arrondissement en fonction des critères applicables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 170220 - le 2 juin 2014 - Le conseil d'arrondissement approuve le Projet particulier (PP-75), en pièce jointe.

DESCRIPTION

L'ensemble résidentiel prévu sur cette propriété comptera au total 185 logements dans trois bâtiments distincts qui auront tous 5 étages (Implantation des 3 phases, en pièce jointe). On comptera au total 176 unités de stationnement sous le niveau des rez-de-chaussée, soit un ratio de 0,95 unité par logement. Le niveau des stationnements, sur un seul niveau, débordera de l'empreinte des bâtiments et occupera l'essentiel de la partie plane du site. L'accès véhiculaire aux bâtiments est prévu, dans un premier temps, dans l'espace latéral situé entre les 2 bâtiments localisés à l'ouest du site (entre les phases 1 et 2) et ce, depuis la nouvelle rue à sens unique vers l'est et un autre accès est prévu à l'extrémité est du site, donnant dans le bâtiment le plus à l'est (phase 3) et ce depuis le boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue (Plan des accès véhiculaires, en pièce jointe). On prévoit créer une circulation interne dans les trois stationnements afin de donner plus d'options pour accéder à cet ensemble résidentiel. Les aménagements paysagers sont conçus dans l'esprit d'un seul ensemble résidentiel. On retrouve, notamment dans la cour arrière, divers sentiers et plateaux de détente ou aire de jeux, empiétant parfois sur les espaces associés à une phase de développement ou une autre.
Une faible part de la propriété est désignée "falaise Saint-Jacques" et se trouve près de la

limite arrière de la propriété. Cet espace protégé de toute construction est surtout localisée sur la partie sud de la propriété voisine appartenant à la compagnie Parmalat. Afin de garantir la stabilité des pentes situées à l'arrière de la propriété, les ingénieurs mandatés par le propriétaire recommandent la conservation de l'ancien mur de béton constituant une partie des anciennes chambres du motel qui était encastré dans les pentes et profité également des murs de béton à contresens comme contrefort (Rapports de stabilité du mur de soutènement, en pièce jointe). Ainsi, une fois les murs à contresens biseautés et que l'essentiel de cette structure sera enfoui, on nous assure une stabilité des sols et la création de pentes en continue.

Un inventaire des arbres dans l'espace constituant le "Bois" hors écoterritoire, sur la partie arrière de propriété, démontre le faible intérêt de la composition des végétaux, où 84 % des arbres sont des érables à Giguère (Inventaire des arbres, en pièce jointe). Aucune construction, ni aucun déblai ou remblai n'est prévu dans ce secteur de la propriété.

Puisque cette propriété est localisée à moins de 100 m d'une voie ferrée (côté sud), un relevé acoustique fut réalisé révélant un niveau de 56,7 dBA en son point le plus rapproché (Rapport acoustique , en pièce jointe). Le professionnel en acoustique démontre que la composition de la construction et des fenêtres peuvent réduire significativement le niveau de bruit. Il en sera de même au niveau de la cour intérieure où l'éloignement, mais surtout le positionnement des bâtiments favoriseront un niveau de bruit bien en deçà des 55 dBA maximum requis.

Principales caractéristiques de la phase 1

- On compte 70 logements dont 15 % sont d'une superficie de plus de 90 m²;
- Un total de 65 unités de stationnement sous le niveau du rez-de-chaussée;
- Architecture :
    - Le principal revêtement est composé de briques blanche, de format allongé;
    - En complément, sur la façade on retrouve un grand pan de verre et des panneaux de métal (Panfab), alors que sur les autres murs on retrouve en complément, un profilé métallique "Vicwest" de couleur noire;
    - On retrouve sur le toit un appentis mécanique et une grande terrasse accessible aux occupants;
- Aménagement au sol :
    - En cour avant on retrouve un alignement d'arbres à grand déploiement et un ensemble d'arbustes décoratifs;
    - Dans la cour arrière la pente de la falaise se poursuit graduellement jusqu'au niveau du rez-de-chaussée et permet notamment de couvrir la dalle du stationnement où on retrouve divers végétaux. De manière ponctuelle, on retrouve des monticules de terre d'une hauteur de 0,9 m permettant la plantation d'arbres de grand gabarit. Des terrasses, destinées à l'usage de l'ensemble des résidents, sont également aménagées de façon plus éloignée du bâtiment et accessible par un sentier aménagé depuis la rue;
    - Un espace minéralisé situé à l'extérieur est dédié à l'usage des vélos, mais la majorité des 70 unités sont localisées au sous-sol;
    - La gestion des ordures se fait via un compacteur, situé dans un espace fermé au sous-sol et est réfrigéré. Ce compacteur est ensuite retiré du garage souterrain pour être pris en charge et retourné ensuite dans son local.

Enfin, lors de l'adoption du Projet particulier PP-75, le propriétaire du site a fait une contribution de 75 000 $ au fonds destiné au logement social et communautaire.

Lors d'une première rencontre, le 25 juillet 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a soutenu les recommandations de la direction et à notamment demandé de revoir le projet selon les ajustements suivants :

- bonifier les aménagements au toit;
- retravailler les choix de matériaux et le traitement du mur- rideau;
- retravailler les illustrations du projet afin d'y intégrer son environnement;
- prévoir le ragréage des pentes du site pour les trois phases et à réaliser dès la construction de la première phase.

Le CCU a également suggéré de réfléchir sur l'intégration des pentes pour les trois phases dans l'esprit de maximiser le verdissement et minimiser les murs de soutènement.

À la lumière de l'ensemble des ajustements réalisés à sa satisfaction, le CCU a recommandé favorablement le projet modifié, lors de sa rencontre du 12 septembre 2018.

JUSTIFICATION

Considérant de façon générale que l'ensemble du projet, avec ces 3 phases, permet de développer le site avec un meilleur respect de la topographie du lieu, des espaces verdoyants qui l'entoure et fournit ainsi un effort pour enrichir le patrimoine paysager de ce secteur;

- Considérant que les aménagements de la cour intérieure assurent une gestion responsable des eaux de surface, offre une variété d'espaces de détente et d'agréments et enrichie la diversité des espèces végétales du milieu;
- Considérant qu'un programme de gestion des arbres existants, afin d'établir une stratégie de remplacement des arbres en mauvais état et non approprié au site est proposé;
- Considérant que le projet offre une cour avant créant un contact visuel avec la rue, permet de dégager suffisamment d'espace pour la plantation d'arbres à grand déploiement et permet de gérer adéquatement les matières résiduelles;
- Considérant que le projet compte une bonne proportion de logements de bonnes dimensions (> 90 m²), offre un espace de jeux protégé par sa cour intérieure, intègre des espaces de rangement pour vélos à l'extérieur, le tout, contribuant à favoriser la venue de familles;
- Considérant que le projet va contribuer à établir un lien physique de bonne qualité entre la Ville de Montréal-Ouest et l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame -de-Grâce;
- Considérant que le projet est planifié en fonction de l'échelle et de la nature de la rue qui le borde tout en créant une masse critique de nouveaux résidents (± 375) en mesure d'assurer une activité humaine d'un certain dynamisme;
- Considérant que même si la proportion de briques en façade du bâtiment n'atteint pas les 80 %, l'usage des divers matériaux proposés est considéré adéquat;
- Considérant que le parti architectural proposé convient à ce milieu peu actif et saura insuffler un nouveau dynamisme;
- Considérant que lors de sa rencontre du 12 septembre 2018 le CCU a recommandé favorablement le projet, tel qu'ajusté à sa demande;
- Considérant néanmoins que l'aménagement des pentes de l'ensemble du site va requérir un effort, dès la réalisation de la première phase.

La direction recommande l'émission du permis de construction selon la condition suivante :

- Que le permis de construction de la première phase ne soit pas délivré sans qu'un permis relatif à l'aménagement paysager soit délivré, visant la mise en oeuvre des travaux d'aménagement paysager prévus aux plans présentés pour le ragréage des pentes sur l'ensemble du site constituant les trois phases proposées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

3 octobre 2018 : approbation du PIIA au CA

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard GOURDE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-3389
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-24

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du Projet particulier PP-75, pour la délivrance du permis visant la première phase de construction sur l'ancien site du motel Raphaël, au 7485, boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue - demande de permis 3001398608.

Plan de localisation du projet : Plan local.pdf

- Implantation sommaire pour les 3 phases : Implant_3-phases.pdf
- Projet d'opération cadastral : Projet_Cadastre.pdf
- Projet particulier PP-75 : PP-75_1121378011.pdf
- Plan préliminaire d'accès véhiculaire : Accès_véhicul_CIMA_180726.pdf
- Rapport de stabilité des sols : Stabilité.pdf
- Rapport sur le mur de soutènement : Mur-soutènemt_180523.pdf
- Rapport acoustique : Rapp.Acoustiq_180522.pdf
- Inventaire des arbres dans le "Bois hors écoterritoire" :

  Inventaire-Arbres_180628.pdf
- Stratégie de plantation d'arbres : Stratégie-Arbres_Nadeau_180823.pdf

- Extrait du procès verbal du CCU du 25 juillet 2018 :

  Extrait_PV_4.2_7455, Ste-Anne-de-B.pdf

- Extrait du procès verbal du CCU du 12 septembre 2018 :

  Extrait CCU 12 sept 2018.pdf

- Plans d'architecture et d'aménagement paysager approuvés :

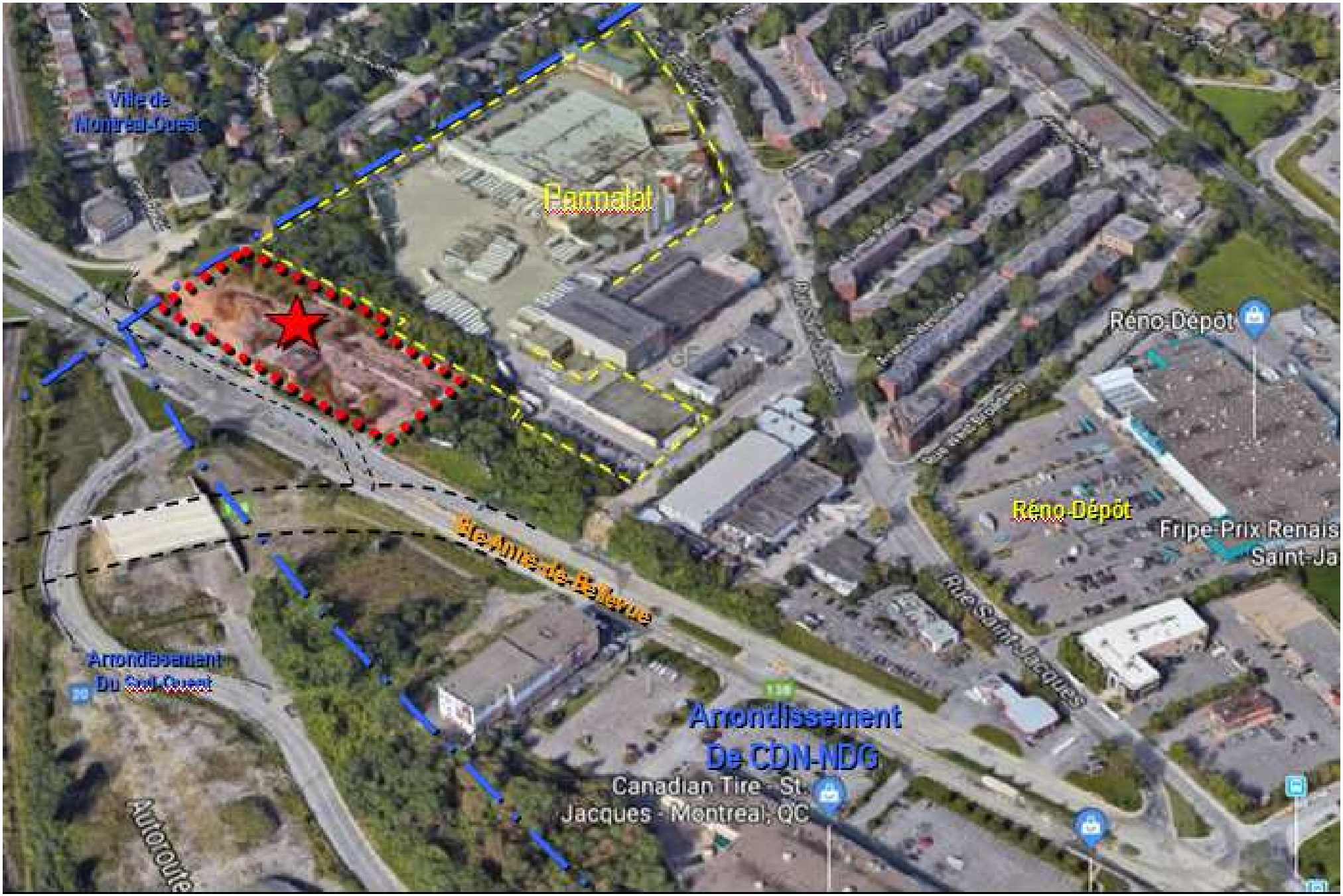
  Archtitecture_Approuvé.pdf, Amngmt-Paysag_Approuvé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

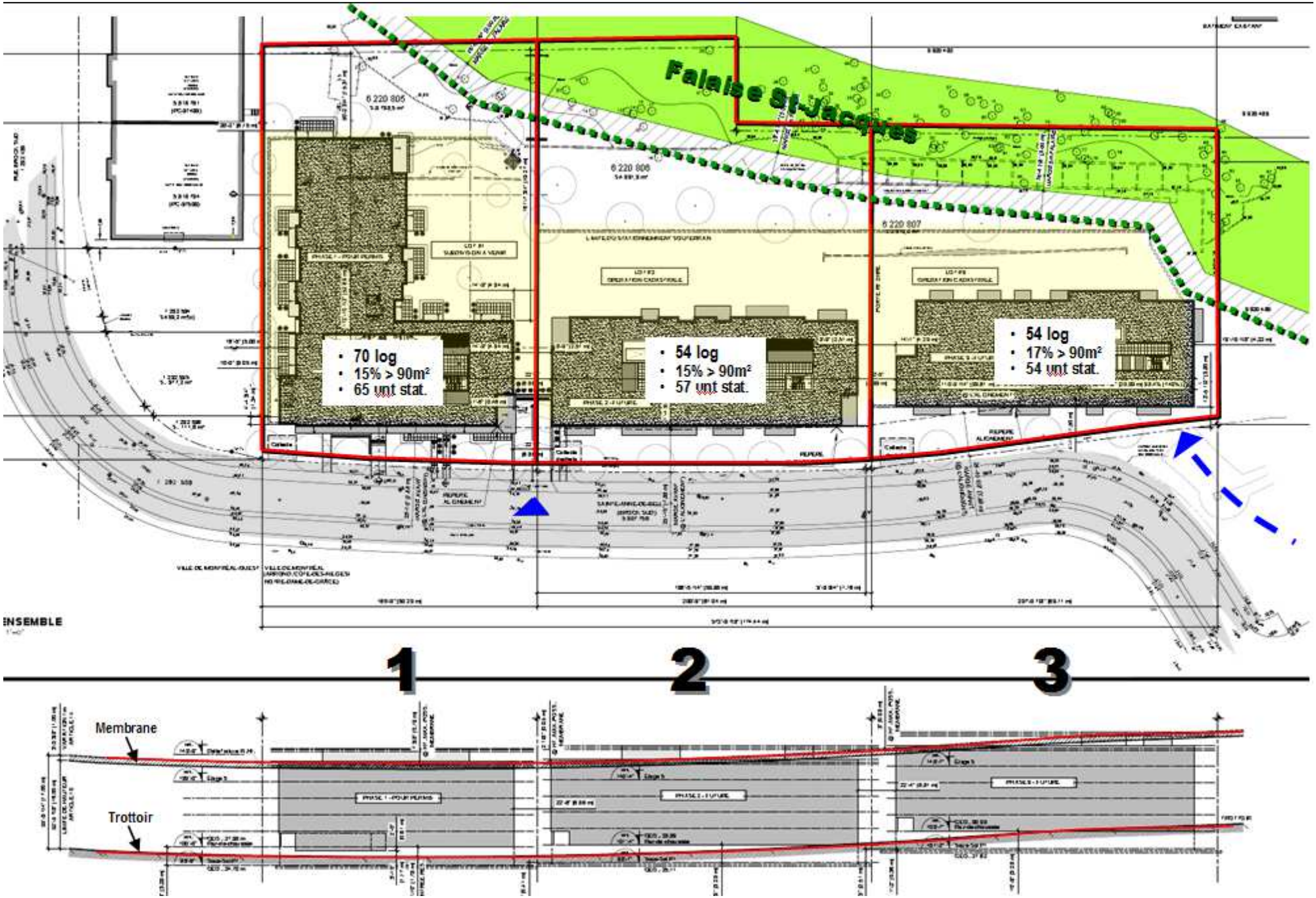
Richard GOURDE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-3389
Télécop. : 000-0000

Plan de localisation du projet

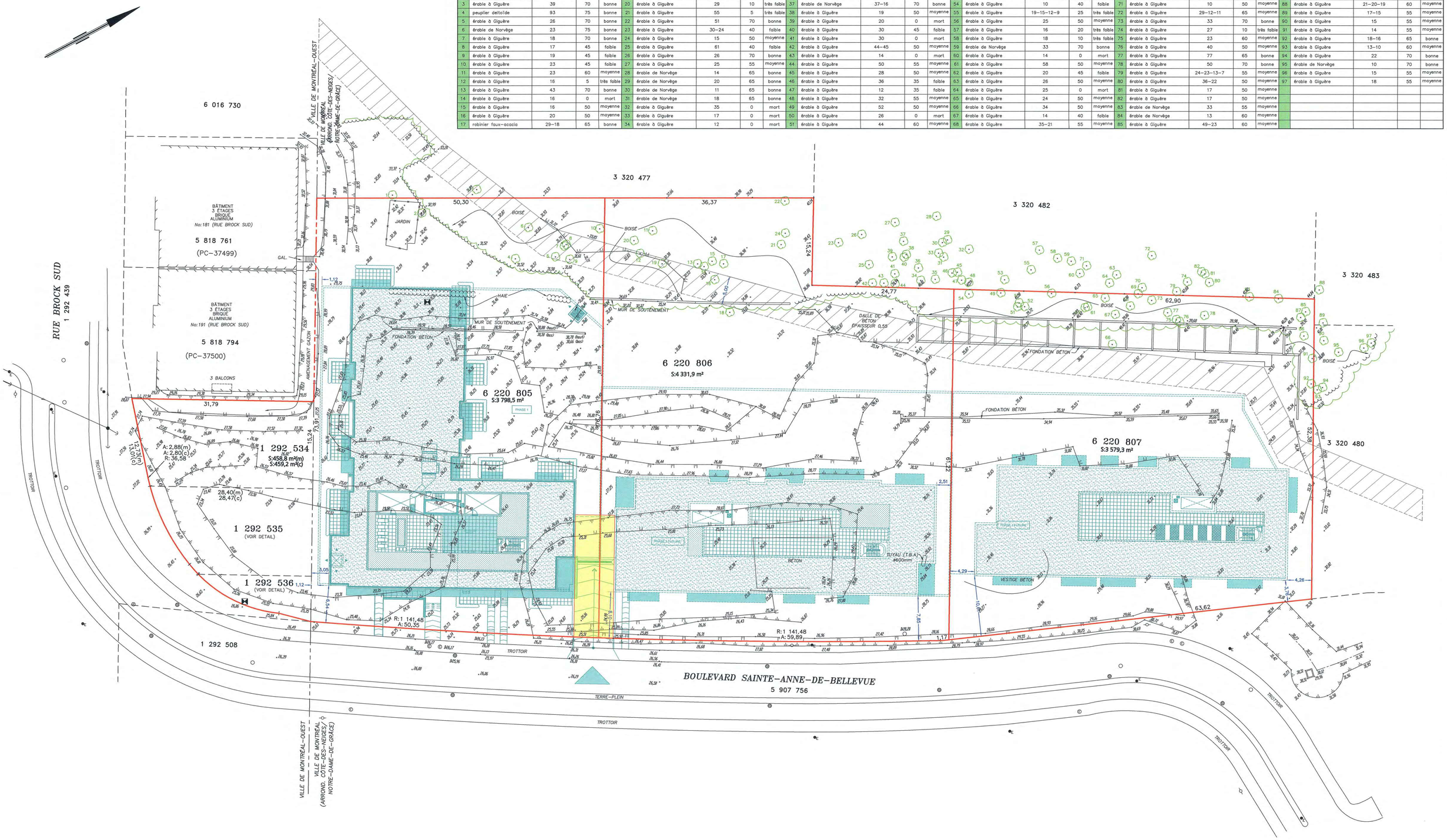


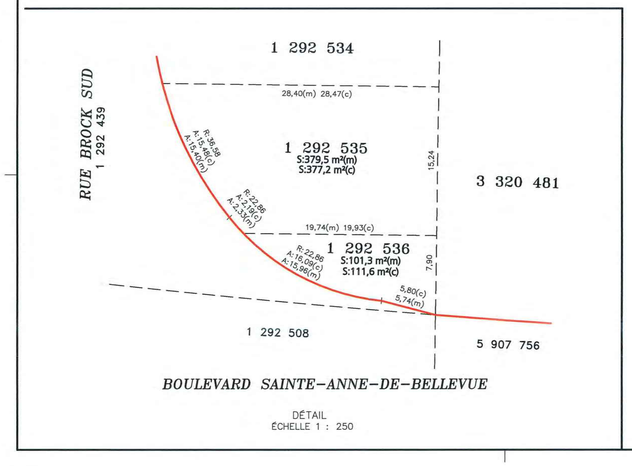
Implantation sommaire pour les trois phases :



LISTE DESCRIPTIVE DES ARBRES

#	ESPÈCE	Diamètre du Tronc (cm)	Condition de santé %	Classe	#	ESPÈCE	Diamètre du Tronc (cm)	Condition de santé %	Classe	#	ESPÈCE	Diamètre du Tronc (cm)	Condition de santé %	Classe	#	ESPÈCE	Diamètre du Tronc (cm)	Condition de santé %	Classe	#	ESPÈCE	Diamètre du Tronc (cm)	Condition de santé %	Classe	#	ESPÈCE	Diamètre du Tronc (cm)	Condition de santé %	Classe
1	frêne de pennsylvanie	50	10	très faible	18	robinier faux-acacia	17	50	moyenne	35	érable à Giguère	23	60	moyenne	52	érable à Giguère	38	50	moyenne	69	érable à Giguère	23	65	bonne	86	érable à Giguère	18	50	moyenne
2	peuplier deltoïde	96	75	bonne	19	érable à Giguère	21–13–12	25	très faible	36	érable de Norvège	45	70	bonne	53	érable à Giguère	11	10	très faible	70	érable à Giguère	26	65	bonne	87	érable à Giguère	27	60	moyenne
3	érable à Giguère	39	70	bonne	20	érable à Giguère	29	10	très faible	37	érable de Norvège	37–16	70	bonne	54	érable à Giguère	10	40	faible	71	érable à Giguère	10	50	moyenne	88	érable à Giguère	21–20–19	60	moyenne
4	peuplier deltoïde	93	75	bonne	21	érable à Giguère	55	5	très faible	38	érable à Giguère	19	50	moyenne	55	érable à Giguère	19–15–12–9	25	très faible	72	érable à Giguère	29–12–11	65	moyenne	89	érable à Giguère	17–15	55	moyenne
5	érable à Giguère	26	70	bonne	22	érable à Giguère	51	70	bonne	39	érable à Giguère	20	0	mort	56	érable à Giguère	25	50	moyenne	73	érable à Giguère	33	70	bonne	90	érable à Giguère	15	55	moyenne
6	érable de Norvège	23	75	bonne	23	érable à Giguère	30–24	40	faible	40	érable à Giguère	30	45	faible	57	érable à Giguère	16	20	très faible	74	érable à Giguère	27	10	très faible	91	érable à Giguère	14	55	moyenne
7	érable à Giguère	18	70	bonne	24	érable à Giguère	15	50	moyenne	41	érable à Giguère	30	0	mort	58	érable à Giguère	18	10	très faible	75	érable à Giguère	23	60	moyenne	92	érable à Giguère	18–16	65	bonne
8	érable à Giguère	17	45	faible	25	érable à Giguère	61	40	faible	42	érable à Giguère	44–45	50	moyenne	59	érable de Norvège	33	70	bonne	76	érable à Giguère	40	50	moyenne	93	érable à Giguère	13–10	60	moyenne
9	érable à Giguère	19	45	faible	26	érable à Giguère	26	70	bonne	43	érable à Giguère	14	0	mort	60	érable à Giguère	14	0	mort	77	érable à Giguère	77	65	bonne	94	érable à Giguère	22	70	bonne
10	érable à Giguère	23	45	faible	27	érable à Giguère	25	55	moyenne	44	érable à Giguère	50	55	moyenne	61	érable à Giguère	58	50	moyenne	78	érable à Giguère	50	70	bonne	95	érable de Norvège	10	70	bonne
11	érable à Giguère	23	60	moyenne	28	érable de Norvège	14	65	bonne	45	érable à Giguère	28	50	moyenne	62	érable à Giguère	20	45	faible	79	érable à Giguère	24–23–13–7	55	moyenne	96	érable à Giguère	15	55	moyenne
12	érable à Giguère	16	5	très faible	29	érable de Norvège	20	65	bonne	46	érable à Giguère	36	35	faible	63	érable à Giguère	26	50	moyenne	80	érable à Giguère	36–22	50	moyenne	97	érable à Giguère	18	55	moyenne
13	érable à Giguère	43	70	bonne	30	érable de Norvège	11	65	bonne	47	érable à Giguère	12	35	faible	64	érable à Giguère	25	0	mort	81	érable à Giguère	17	50	moyenne					
14	érable à Giguère	16	0	mort	31	érable de Norvège	18	65	bonne	48	érable à Giguère	32	55	moyenne	65	érable à Giguère	24	50	moyenne	82	érable à Giguère	17	50	moyenne					
15	érable à Giguère	16	50	moyenne	32	érable à Giguère	35	0	mort	49	érable à Giguère	52	50	moyenne	66	érable à Giguère	34	50	moyenne	83	érable de Norvège	33	55	moyenne					
16	érable à Giguère	20	50	moyenne	33	érable à Giguère	17	0	mort	50	érable à Giguère	26	0	mort	67	érable à Giguère	14	40	faible	84	érable de Norvège	13	60	moyenne					
17	robinier faux-acacia	29–18	65	bonne	34	érable à Giguère	12	0	mort	51	érable à Giguère	44	60	moyenne	68	érable à Giguère	35–21	55	moyenne	85	érable à Giguère	49–23	60	moyenne					





DÉTAIL
ÉCHELLE 1 : 250

LÉGENDE

BORNE–FONTAINE
ENSEIGNE
MESURÉ (m)
CADASTRE (c)
REGARD
REGARD ÉLECTRIQUE
PUISARD
LIMITE DE LOT
LIMITE DE LOT BORNANT
LIMITE STATIONNEMENT SOUTERRAIN
HAUT DE TALUS
BAS DE TALUS
CRÊTE
CLÔTURE
BÂTIMENT PROJETÉ
SERVITUDE PROJETÉE
MARGE DE LA FALAISE (5,0m)

NOTES

–SUJET À L'APPROBATION MUNICIPALE.
–LES LOTS 6 220 805, 6 220 806 ET 6 220 807 NE SONT PAS ENCORE OFFICIELS. CET EMPLACEMENT EST ACTUELLEMENT CONNU COMME LE LOT 3 320 481.
–SUJET À L'APPROBATION MUNICIPALE.
–LA POSITION DES ARBRES ET LE TABLEAU DESCRIPTIF PROVIENNENT DU RAPPORT DE "NADEAU FORESTERIE URBAINE INC." REÇU LE 08 JUIN 2018 PAR COURRIEL.
–LES BÂTIMENTS PROJETÉS ONT ÉTÉ POSITIONNÉS SELON L'INFORMATION DE GIANNI BIAGIONI DE CAMPANELLA & ASSOCIÉS, DESSIN 18–08–15–IMPLANTATION RÉVISÉE–SK00.PDF ET LE FICHIER AUTOCAD "17–737–000.DWG" REÇU PAR COURIEL LE 15 AOÛT 2018.
–LES MESURES ET ALTITUDES INDIQUÉES SUR CE PLAN SONT EN MÈTRES (SI).
–SUJET À UNE VÉRIFICATION NOTARIALE DES TITRES ET DES SERVITUDES.

ARSENAULT LEMAY
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
t. 514 489-9708
f. 514 489-5261
arsenaultlemay.ca
3285, boul. Cavendish, bureau 300
Montréal (Québec) H4B 2L9

PLAN PROJET D'IMPLANTATION

lot(s)	1 292 534, 1 292 535, 1 292 536
cadastre	DU QUÉBEC
circ. fonc.	MONTRÉAL
municipalité	VILLE DE MONTRÉAL–OUEST.
lot(s)	3 320 481
cadastre	DU QUÉBEC
circ. fonc.	MONTRÉAL
municipalité	VILLE DE MONTRÉAL (arrond. Côte–des–Neiges/Notre–Dame–de–Grâce)
échelle	1 : 250
minute	9669
dossier	2017–06–10
plan	I 49504

Travail exécuté sur le terrain le FÉVRIER & JUIN 2018
MONTRÉAL, LE 22 JUIN 2018

préparé par
JEAN–LOUIS CHÉNARD A.G.
copie conforme à l'original
date .....
A.G.

17061–10–012.dwg

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 2 juin 2014	Résolution: CA14 170220

RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-75

Il est proposé par Jeremy Searle

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, tel que soumise, la résolution approuvant le projet particulier PP-75 visant à autoriser l'occupation de la propriété située au 7455, boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue, à des fins résidentielles, de la catégorie d'usage H.6-7, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété portant le numéro 7455, boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation applicable au territoire décrit à l'article 1, l'occupation du bâtiment est autorisée aux conditions prévues à la présente résolution.

À ces fins, il est permis de déroger à l'article 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

3. Malgré la réglementation applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition des constructions existantes à l'entrée en vigueur de la présente résolution est autorisée aux conditions prévues à la présente résolution.

SECTION III
CONDITIONS

4. Seuls les usages de la catégorie H.6-7 sont autorisés sur le territoire d'application.

5. Sauf pour le maintien ou la réalisation d'un ouvrage de stabilisation des sols, les interventions suivantes doivent être réalisées et complétées au plus tard dans les 24 mois suivant l'approbation de la présente résolution :

- démolir toutes les constructions;
- retirer tous les débris de construction et autres s'y trouvant;
- démanteler et retirer toutes les surfaces dures (notamment l'asphalte, le béton, le pavage...);
- niveler le terrain de manière à éviter la présence de dépression pouvant accumuler de l'eau;
- recouvrir toute partie de terrain, non végétalisée, d'une terre végétale propre à l'ensemencement;
- ensemencer le site de manière à assurer une présence uniforme et continue de gazon ou assurer cette couverture par du gazon en plaque.

6. Une lettre de garantie bancaire au montant de 200 000 $ doit être maintenue en vigueur jusqu'à la réalisation complète des conditions inscrites à l'article 5 de la présente résolution, permettant ainsi à la Ville, le cas échéant, de réaliser notamment des démolitions et autres aménagements sur la propriété.

7. Au moins cinq des mesures de construction suivantes doivent être intégrées au projet :

1° installer des fenêtres performantes au niveau énergétique et utilisant un gaz isolant entre le vitrage (de type Low E Argon);

2° viser une consommation d'énergie plus faible de 10 % par rapport à la consommation du bâtiment de référence (CNB);

3° utiliser uniquement des cabinets d'aisance d'un maximum de six litres d'eau et à double chasses, ou d'un maximum de cinq litres d'eau à simple chasse;

4° favoriser la perméabilité du sol afin de permettre la percolation naturelle des eaux de pluie;

5° assurer la récupération des eaux de ruissellement et leur utilisation pour arroser la végétation;

6° offrir la possibilité de recharger un véhicule ou un vélo électrique dans une unité de stationnement sur huit;

7° faciliter l'accès, pour la majorité des logements, à une unité de stationnement pour vélo;

8° assurer sur place le tri des déchets de construction (brique, acier, verre, papier) durant le chantier;

9° utiliser une peinture recyclée ou à faible émission de COV lors du chantier de construction;

10° optimiser l'utilisation des matériaux recyclés ou récupérés, notamment pour l'aménagement des espaces extérieurs;

11° privilégier la plantation des arbres choisis en tenant compte de la contribution de leurs ramures à apporter du soleil dans le bâtiment en hiver et à donner de l'ombre au bâtiment en été;

12° Inclure une chute à déchets avec sélecteur (triage) à la source, afin de faciliter la récupération des matériaux recyclables, d'un minimum de trois voies.

SECTION IV
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

8. Tout projet nécessitant l'obtention d'un permis de construction ou encore, nécessitant l'obtention d'un permis de transformation visant à construire une phase, doit être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, en respectant les objectifs d'optimiser l'effet d'une entrée de ville verdoyante et d'être conçu pour accueillir des familles. Afin d'atteindre ces objectifs, un plan d'aménagement paysager pour l'ensemble du site doit être approuvé avec le projet de construction et le tout doit en plus, tendre à respecter les critères applicables à l'article 668, ainsi que tendre à respecter les critères suivants :

1° l'ensemble des unités de stationnement doit être localisé à l'intérieur du bâtiment;

2° le projet doit tenir compte de la présence de l'escarpement situé du côté nord du site, dans l'esprit de ramener une topographie à caractère plus naturel et de créer un écrin de verdure pour le nouvel ensemble immobilier;

3° l'aménagement paysager doit prévoir des espaces aplanis pouvant être utilisés par les résidents à diverses fins, comme des aires de détente ou de jeux;

4° le projet doit être conçu de manière à enrichir la biodiversité de la végétation, dans le respect du caractère accidenté et sauvage de l'escarpement;

5° si le projet est réalisé par phase, chacune d'elle doit bénéficier de l'essentiel des aménagements paysagers prévus pour l'ensemble du site;

6° le projet, incluant la démolition des bâtiments, doit être suffisamment documenté pour comprendre qu'il sera réalisé de manière à assurer la stabilité de l'escarpement;

7° le projet doit inclure une proportion d'au moins 15 % de logements ayant une superficie de plancher (à l'intérieur des murs) de 90 m².

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.10 1121378011

Geneviève REEVES
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 juin 2014

RUE BROCK SUD
1 292 439

6 016 730

3 320 477

3 320 482

3 320 483

3 320 480

PC-37499

N.C. 181
N.C. 191

PC-37500

PROMENADE RONALD

AVENUE BROCK SUD

Stationnements communiquants

PHASE 1

PHASE 2

PHASE 3

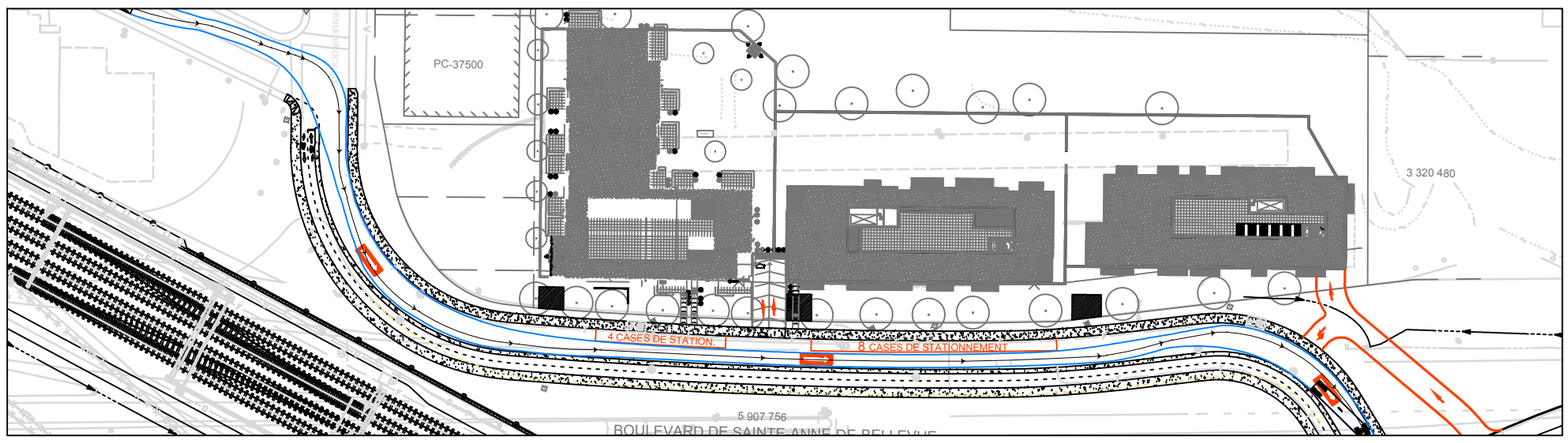
Accès pour
véhicules particuliers

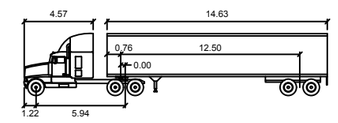
4 CASES DE STATION.

8 CASES DE STATIONNEMENT

5 907 756

BOULEVARD DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE





WB-19M

	meters		
Tractor Width	: 2.44	Lock to Lock Time	: 6.0
Trailer Width	: 2.59	Steering Angle	: 28.4
Tractor Track	: 2.44	Articulating Angle	: 70.0
Trailer Track	: 2.59		

PROJET RÉSIDENTIEL
RUE BROCK
MONTRÉAL

CONCEPT D'AMÉNAGEMENT
TERRITOIRE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT CDN-NDG

Figure 1

CIMA
Partenaire de génie

M04843A
Juillet 2018

Z:\CIMA-200\TRANSPORT_PROJETS\M04843A\400_PLANS\M04843A-08-01-002-0A_V04.DWG

ÉTUDE GÉOTECHNIQUE COMPLÉMENTAIRE

RAPPORT : G-18-148-1
DATE : 2018-03-27

CLIENT : 9215-3790 QUÉBEC INC.

PROJET : LE BOISÉ DE BELLEVUE – PHASE I
LOT 6 220 805
BOUL. STE-ANNE-DE-BELLEVUE
MONTRÉAL, QUÉBEC

QUALILAB INSPECTION INC.

QUALILAB
INSPECTION INC.

ÉTUDE GÉOTECHNIQUE COMPLÉMENTAIRE

RAPPORT : G-18-148-1
DATE : 2018-03-27

CLIENT : 9215-3790 QUÉBEC INC.

PROJET : LE BOISÉ DE BELLEVUE – PHASE I
LOT 6 220 805
BOUL. STE-ANNE-DE-BELLEVUE
MONTRÉAL, QUÉBEC

PRÉPARÉ PAR : _____
Jean Perron, ing.

Distribution :

M. Serge Lasry / 9215-3790 Québec inc. (1 original numérique)

GÉOTECHNIQUE – ENVIRONNEMENT – MATÉRIAUX
107, rue St-Louis, Suite 1, Saint-Eustache, Qc J7R 1X8
Tél. : 450-472-6021 • Fax : 450-472-9716 • www.qualilab.ca

QUALILAB INSPECTION INC.

TABLE DES MATIERES

1 INTRODUCTION ---- 1

2 DESCRIPTION DU SITE ---- 1

3 MÉTHODE DE RECONNAISSANCE ---- 2

3.1 TRAVAUX DE CHANTIER ---- 2
3.2 TRAVAUX D'ARPENTAGE ---- 2
3.3 FORAGE ---- 2

4 NATURE ET PROPRIÉTÉS DES SOLS ---- 3

5 CONDITIONS DE L'EAU SOUTERRAINE ---- 3

6.1 AMÉNAGEMENTS PROJETÉS ---- 3
6.2 HYPOTHÈSES ET MÉTHODOLOGIE ---- 4
6.3 COEFFICIENT DE SÉCURITÉ MINIMAL CIBLÉ ---- 4
6.4 RÉSULTATS DE L'ANALYSE DE STABILITÉ ---- 4

7 COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS ---- 5

8 PORTÉE ET LIMITATIONS DE L'ÉTUDE ---- 5

8.1 OBJET DU RAPPORT ---- 5
8.2 SUIVI DU RAPPORT ET DU PROJET ---- 5
8.3 VARIABILITÉ DES CONDITIONS GÉOLOGIQUES ET GÉOTECHNIQUES ---- 6

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Paramètres géotechniques des sols rencontrés

LISTE DES ANNEXES

Annexe I Plan de localisation du forage
Annexe II Rapport du forage
Annexe III Vue en plan de l'aménagement projeté
Annexe IV Coupes topographiques dans les conditions actuelles et projetées
Annexe V Analyses de stabilité dans les conditions projetées

1 INTRODUCTION

Les services de Qualilab Inspection Inc. ont été retenus par M. Serge Lasry de la compagnie 9215-3790 Québec inc., afin de réaliser une étude géotechnique complémentaire pour le projet « Le Boisé de Bellevue – Phase 1 », lot 6 220 805, boul. Ste-Anne-de-Bellevue, à Montréal.

Le mandat avait pour but d'évaluer la faisabilité d'aménager un talus entre le terrain fini le long du bâtiment et la limite du lot arrière. Selon les informations fournies, le plancher du sous-sol du bâtiment sera construit au niveau 23,99 m et le terrain fini extérieur le long du bâtiment au niveau 27,12 m. Selon la topographie actuelle, un dénivelé de l'ordre de 4,5 m (coin arrière gauche) à 8,5 m (coin arrière droit) sera présent entre la limite arrière du lot et le terrain fini le long du bâtiment.

Ce rapport présente une description du site et discute de l'ensemble des travaux réalisés au chantier, des éléments pertinents relevés lors de la visite du site, présente les résultats obtenus et émet des recommandations et commentaires relativement à la stabilité du talus étudié. Le texte est suivi d'annexes où l'on retrouve un plan de localisation du forage (annexe I), le rapport du forage (annexe II), une vue en plan de l'aménagement projeté à l'arrière du bâtiment (annexe III), les coupes topographiques analysées en conditions actuelles et projetées (annexe IV) et les résultats des analyses de stabilité en conditions projetées (annexe V).

Ce rapport est assujetti à certaines conditions limitatives qui découlent de la nature inhérente aux profils géologique, géotechnique et hydrogéologique et environnemental des sites investigués par forage. La portée de l'étude réalisée et les limitations qui s'y appliquent sont énoncées à la fin du texte. Ces conditions limitatives font partie intégrante de ce rapport et le lecteur est prié d'en prendre connaissance afin de faciliter sa compréhension, son interprétation et son utilisation du présent document.

2 DESCRIPTION DU SITE

La propriété à l'étude correspond au lot 6 220 805 du cadastre du Québec. Un bâtiment résidentiel multilogement est projeté sur le terrain.

Présentement, le secteur arrière du terrain est en pente ascendante vers le lot arrière. La pente se poursuit au-delà de la limite de la propriété. Actuellement, le niveau du terrain dans le secteur arrière à la base du talus se situe au niveau ± 31,0 m. Le talus a une hauteur totale de l'ordre de ± 13,0 m, incluant la partie du voisin arrière.

Aucune évidence de glissement de terrain ancien n'a été notée. De plus, aucune résurgence d'eau n'a été observée au sein du talus, ni à sa base.

3 MÉTHODE DE RECONNAISSANCE

3.1 Travaux de chantier

Le programme de sondages (type, nombre et profondeur) a été établi par Qualilab et comprenait la réalisation d'un forage identifié F-1. Les travaux de chantier ont été réalisés sous la supervision constante d'un membre de notre personnel technique de Qualilab les 19 et 21 février 2018. Avant la réalisation des sondages, la localisation des services publics souterrains a été effectuée à l'aide d'une demande auprès d'Info-Excavation.

L'annexe I présente un plan de localisation du forage réalisé à l'arrière du bâtiment projeté, tandis que l'annexe II présente le rapport détaillé de ce dernier, accompagné de notes explicatives relatives à la description des unités stratigraphiques et à la méthodologie des essais in situ.

Le forage a fait l'objet d'une description stratigraphique complète décrivant la nature et la composition des différentes formations rencontrées et toute information supplémentaire pertinente.

3.2 Travaux d'arpentage

L'implantation du forage a été réalisée par le représentant de Qualilab à partir du plan d'implantation fourni. Les élévations indiquées dans ce rapport sont des élévations géodésiques.

3.3 Forage

Le forage F-1 a atteint une profondeur de 6,3 m. Des échantillons de sol remaniés ont été récupérés avec un échantillonneur normalisé de type cuillère fendue (CF). Lors des prélèvements, les indices « N » ont été mesurés pour chaque échantillon prélevé conformément à la norme BNQ-2501-140. Les sols rencontrés ont été décrits sur le site et les échantillons prélevés ont été placés dans des sacs en plastique bien identifiés.

Un tube ouvert en PVC de 20 mm de diamètre et crépiné à la base a été installé à la base du forage pour mesurer le niveau de l'eau souterraine dans le sol à proximité du talus étudié. Une lecture du niveau d'eau a été réalisée le 26 février 2018.

4 NATURE ET PROPRIÉTÉS DES SOLS

En surface du terrain, le forage a révélé une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,3 m. Sous la terre végétale, un dépôt de sable avec un peu de silt et traces à un peu de gravier a été rencontré à 0,3 m de profondeur, soit à l'élévation 30,9 m. Ce dépôt présente une compacité moyenne à lâche avec des indices « N » compris entre 3 et 17.

Sous-jacent au dépôt de sable avec un peu de silt, un dépôt de silt sableux de compacité lâche a été rencontré à la profondeur 4,0 m, soit à l'élévation 27,2 m. Le forage a été arrêté au sein de ce dépôt à 6,3 m. Les indices « N » sont compris entre 6 et 8.

5 CONDITIONS DE L'EAU SOUTERRAINE

La nappe phréatique a été mesurée dans le tube ouvert laissé dans le forage. Une lecture du niveau de l'eau souterraine a été réalisée le 26 février 2018. La nappe phréatique a été rencontrée à la profondeur de 3,8 m, soit à l'élévation 27,4 m.

Il est important de souligner que le niveau de l'eau dans le sol est susceptible de fluctuer considérablement selon les saisons et/ou les conditions climatiques locales et que seule la prise de lectures à différentes périodes de l'année permet d'établir le niveau de la nappe phréatique et ses fluctuations dans le temps.

6 ANALYSE DE STABILITÉ

6.1 Aménagements projetés

Tel que mentionné, le mandat avait pour but d'évaluer la faisabilité de réaménager le talus entre le terrain fini le long du bâtiment et la limite du lot arrière. Selon les informations fournies, le plancher du sous-sol du bâtiment sera construit au niveau 23,99 m et le terrain fini extérieur le long du bâtiment au niveau 27,12 m. Selon la topographie actuelle, un dénivelé de l'ordre de 4,5 m (coin arrière gauche) à 8,5 m (coin arrière droit) sera présent entre la limite arrière du lot et le terrain fini le long du bâtiment. L'annexe III présente une vue en plan de l'aménagement projeté à l'arrière du bâtiment, ainsi que les résultats du relevé topographique fourni par les arpenteurs mandatés par le client.

Selon ce plan, on note la présence d'un balcon qui sera construit au même niveau que le sol fini ainsi qu'un fossé qui sera aménagé afin de drainer les eaux de ruissèlement provenant du talus arrière. Pour notre évaluation, nous avons établi la base du futur talus à 1,5 m du fossé projeté. Le talus projeté devra être réaménagé afin de rejoindre le niveau du terrain actuel à la limite de la propriété. Selon ces données, des pentes de l'ordre de 1,0 V : 2,0 H pourront être aménagées dans

le secteur arrière gauche. Dans le pire des cas, la pente sera de l'ordre de 1,0 V : 1,25 H dans le coin arrière droit.

6.2 Hypothèses et méthodologie

Le talus a été modélisé selon les coupes A-A' et B-B' dans le but d'évaluer la stabilité à long terme selon les conditions projetées. L'annexe IV présente les coupe A-A' et B-B' (conditions actuelles et projetées). Les facteurs de sécurité (FS) et les surfaces potentielles de glissement ont été définis sous forme d'arcs de cercle à l'aide du logiciel Slide (version 7.0) de la compagnie RocScience et selon la méthode de calcul Morgenstern-Price. Les calculs ont été effectués en contraintes effectives. L'influence potentielle des secousses sismiques sur la stabilité n'a pas été prise en compte ni le potentiel de liquéfaction du sable.

Le profil stratigraphique du talus a été établi en se basant sur les résultats du forage F-1. Le tableau 1 présente les valeurs des paramètres géotechniques considérés pour les calculs de stabilité du talus.

TABLEAU 1
Paramètres géotechniques des sols rencontrés

Couche #	Description	Poids volumique (kN/m^3)	Poids volumique déjaugé (kN/m^3)	Angle de frottement (degré)	Cohésion (kPa)
1	Sable avec un peu de silt	17	7	33	5
2	Silt sableux	16	6	32	5

6.3 Coefficient de sécurité minimal ciblé

La valeur ciblée du coefficient de sécurité minimal FS_{min} pour la présente étude est de 1,20. Cette valeur est généralement reconnue selon les règles de l'art pour assurer la stabilité d'un talus à long terme.

6.4 Résultats de l'analyse de stabilité

En se basant sur les hypothèses, la méthodologie et les conditions des sols rencontrés, les FS ont été calculés. L'annexe V présente les résultats des analyses de stabilité pour les coupes A–A' et B-B' pour les conditions projetées. Selon ces coupes, un FS_{min} de 1,518 a été obtenu pour la coupe A-A' et un FS_{min} de 1,247 a été obtenu pour la coupe B-B'.

7 COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS

Selon les résultats des analyses de stabilité, nous vous présentons nos commentaires et recommandations, sous réserve des limitations inhérentes à toute étude géotechnique, tel que stipulé à la section 8.

- Selon les résultats de l'analyse de stabilité, le talus présent à l'arrière du bâtiment projeté pourra être réaménagé selon nos recommandations, soit établir la base du futur talus à 1,5 m du fossé projeté et réaménager le talus pour rejoindre le niveau du terrain actuel à la limite de la propriété.

- En respectant les modifications proposées, un facteur de sécurité minimale FS_{min} de 1,2 sera respecté, ce qui assure la stabilité du talus à long terme.

- Il sera important que le terrain à l'arrière du bâtiment et le talus soient réaménagés avant le début des travaux d'excavation pour le bâtiment selon les niveaux établis.

- Pour assurer la stabilité du talus nouvellement réaménagé, il sera également important que le talus soit protégé adéquatement contre l'érosion au moyen de la pose d'arbustes à développement racinaire important et d'un ensemencement hydraulique et ce, dès l'aménagement du talus.

8 PORTÉE ET LIMITATIONS DE L'ÉTUDE

8.1 Objet du rapport

Ce rapport s'adresse exclusivement au client, aux concepteurs et aux autres parties identifiées explicitement dans ce rapport. Les recommandations formulées dans ce rapport sont basées sur notre compréhension actuelle du projet ainsi que sur l'utilisation, la topographie et les conditions actuelles du site, de même que la portée du mandat accordé par le client et décrit dans le rapport. L'étude a été effectuée conformément aux règles et aux méthodes généralement reconnues par les professionnels en géotechnique. Les informations présentées sont au meilleur de notre connaissance et à la lumière des données disponibles à Qualilab au moment de sa rédaction.

Ce rapport doit être considéré comme un tout, incluant les plans et les annexes, et aucune de ses parties ne peut être utilisée séparément. Tout usage que pourrait en faire une tierce partie ou toute décision basée sur son contenu prise par cette tierce partie est la responsabilité de cette dernière.

8.2 Suivi du rapport et du projet

Tous les détails de conception et de construction sont rarement connus au moment de la réalisation d'une étude géotechnique. Les recommandations et commentaires émis dans ce rapport sont basés

sur les résultats de notre étude et découlent de la compréhension du projet définie au moment de l'étude. Les services de Qualilab devraient être retenus pour revoir les recommandations et commentaires lorsque les plans et devis seront complétés. Qualilab ne pourra être tenue responsable de tout malentendu par rapport aux recommandations ou à l'application et à l'adaptation de celles-ci dans la conception finale. Nous recommandons également que les services de Qualilab soient retenus lors des travaux de construction, afin de s'assurer que les conditions rencontrées soient conformes à nos mesures et observations notées lors des sondages et travaux réalisés dans le cadre de cette étude.

Dans l'éventualité où les conditions rencontrées sur le site devaient différer de celles observées à l'emplacement des sondages, nous recommandons d'être immédiatement avisés par écrit afin de permettre une réévaluation de nos recommandations. Si des conditions différentes sont identifiées durant la construction, les recommandations émises dans ce rapport seront considérées comme invalides jusqu'à ce que ces changements soient évalués par Qualilab et que les conclusions du rapport soient modifiées en conséquence ou maintenues par écrit.

8.3 Variabilité des conditions géologiques et géotechniques

La description des sols présentée dans ce rapport est basée sur des méthodes d'identification et de classification communément utilisées dans la pratique professionnelle de la géotechnique. L'interprétation de ces descriptions découle d'un jugement de l'ingénieur en géotechnique.

Les conditions géologiques présentées sont celles qui ont été observées au moment de la réalisation des sondages. Les conditions géologiques peuvent toutefois être modifiées de façon significative par des interventions humaines sur le site étudié ou sur des terrains avoisinants (excavation, drainage, dynamitage, etc.). Elles peuvent aussi être affectées par l'exposition des sols et du roc à l'humidité, au séchage ou au gel.

Les rapports de sondage présentent la synthèse des unités stratigraphiques rencontrées aux emplacements des sondages seulement. Le degré de précision des conditions indiquées sur ces rapports et notre interprétation subséquente sont tributaires des méthodes de sondage et d'échantillonnage retenues et de l'uniformité intrinsèque du terrain investigué. Les conditions réelles du terrain, au droit des sondages et entre les sondages, peuvent présenter des variations significatives par rapport à celles présentées dans les rapports de sondage. Les limites entre les unités stratigraphiques présentées sur les rapports de sondage sont souvent approximatives et ont fait l'objet d'une interprétation selon le jugement de l'ingénieur en géotechnique. La précision des conditions souterraines dépend de la méthode de sondage, de la fréquence et de la méthode d'échantillonnage ainsi que de l'uniformité du terrain rencontré.

Les niveaux de l'eau souterraine donnés dans ce rapport correspondent uniquement aux emplacements et aux dates indiqués. Le niveau de l'eau souterraine peut être influencé de plusieurs façons, à la hausse ou à la baisse, notamment par les conditions climatiques et saisonnières, ou encore par l'intervention humaine sur le site étudié ou sur des terrains avoisinants.

QUALILAB
INSPECTION INC.

ANNEXE I
PLAN DE LOCALISATION DU FORAGE

QUALILAB INSPECTION INC.

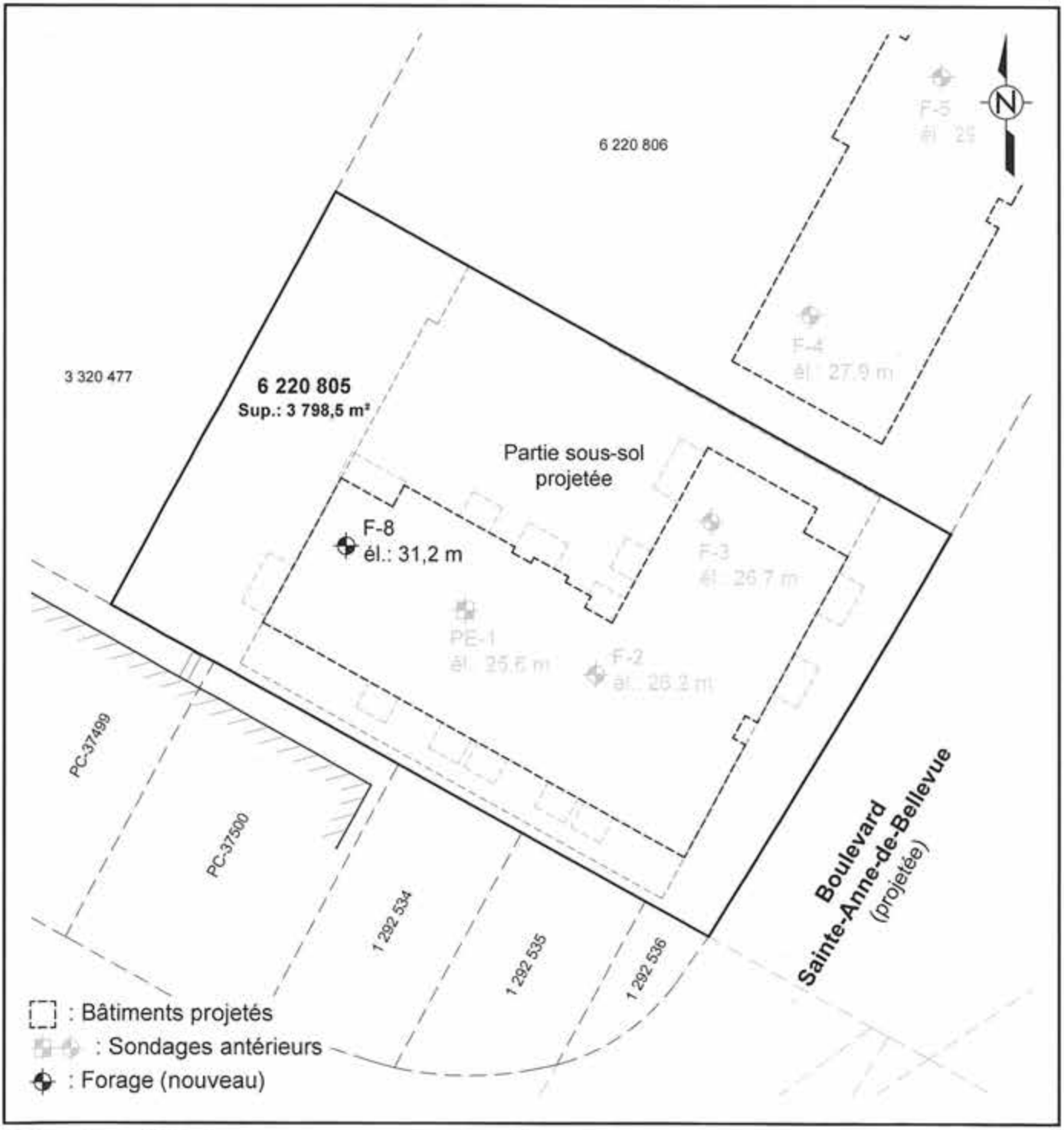
Client : 9215-3790 Québec inc (Construx)

Dossier : G-18-148

PLAN DE LOCALISATION DU FORAGE

Projet : Projet "Le Boisé de Bellevue" Phase I
Site : 7455, boulevard Ste-Anne-de-Bellevue, Montréal
BM : 28,97 m (Boulon à la base du lampadaire) ☐ Arbitraire ■ Géodésique

Échelle : 0 — 15 — 30m



Préparé par : J. Martin

Vérifié par : J. Perron, ing.

F-703A/11/2017

QUALILAB
INSPECTION INC.

ANNEXE II
RAPPORT DU FORAGE

QUALILAB INSPECTION INC.

Client : 9215-3790 Québec inc.

Dossier : G-18-148

RAPPORT DE FORAGE

Projet : Projet "Le Boisé de Bellevue" Phase I

Site : 7455, boulevard Ste-Anne-de-Bellevue, Montréal

Forage no.: *F-8*

Date : 2018-02-19 à 2018-02-21

Équipement : Foreuse à tarière CME55

Supervisé par : D. Héon & J. Huo-Kang

Type d'échantillon

- CF : Cuillère fendue
- TM : Tube à paroi mince
- TE : Tube d'échantillonnage
- CR : Carottage au diamant
- VR : Manuel

État de l'échantillon

- Remanié
- Intact
- Perdu
- Forage au diamant

Graphique

- ▲ : N (pen. standard)
- △ : Nc (pen. dynamique)
- ▼ : C_u (laboratoire)
- ▽ : C_w (laboratoire)
- ● : C_u (chantier)
- ○ : C_w (chantier)

Coordonnées	Niveau d'eau		
Géodésique	Date	Niveau	Élév.
X : ---	2018-02-26	3,8 m	27,4 m
Y : ---			
Z : 31,2 m			

PROFONDEUR - m	NIVEAU - m / PROF. - m	DESCRIPTION	SYMBOLE	NIVEAU D'EAU - m	TYPE ET NUMÉRO	ÉTAT	SOUS-ÉCHANTILLON	RÉCUPÉRATION	N, Nc OU RQD	N ou Nc (coups/300 mm) 50 100 / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT NON-DRAINÉ (kPa) 50 100	ESSAIS DE LABORATOIRE	TENEUR EN EAU et LIMITES (%) w_P w w_L 20 40 60 80
	31,2	*Surface du sol actuel*										
	0,0	Terre végétale. Brun foncé. Présence de racines.										
	30,9											
	0,3	Sable avec un peu de silt et traces à un peu de gravier. Compacité moyenne à lâche.			CF-1			50	7	▲		
1					CF-2			50	6	▲		
					CF-3			50	17	▲		
2					CF-4			100	R			
3					CF-5			50	4	▲		
					CF-6			50	3	▲		
	27,2											
4	4,0	Silt sableux. Gris. Saturé. Compacité lâche.		3,8 m	CF-7			50	6	▲		
5					CF-8			60	6	▲		
					CF-9			100	8	▲		
6					CF-10			100	8	▲		
	24,9											
	6,3	Fin du forage.										
7												

REMARQUES : Tube ouvert installé à la base du forage.

Compilé par : J. Martin | Verifié par : J. Perron, ing. | Page 1 de 1

QUALILAB INSPECTION INC.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES RAPPORTS DE SONDAGE

DESCRIPTION ET CLASSIFICATION DES SOLS ET DU ROC :

CLASSIFICATION	
Argile	<0,002 mm
Silt	0,002 à 0,08 mm
Sable	0,08 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300 mm

TERMINOLOGIE	
"traces"	< 10 %
"un peu"	10-20 %
adjectif (silteux, sableux)	20-35 %
nom (silt, sable)	> 35 %

COMPACITÉ DES SOLS GRANULAIRES	INDICE DE PÉNÉTRATION STANDARD "N" (coups/300 mm)
Très lâche	< 4
Lâche	4-10
Compact ou moyenne	10-30
Dense	30-50
Très dense	> 50

CONSISTANCE DES SOLS COHÉRENTS	RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT C_u (kPa)
Très molle	< 12
Molle	12-25
Ferme	25-50
Raide	50-100
Très raide	100-200
Dure	> 200

INDICE DE LA QUALITÉ DU ROC	
VALEUR "RQD"	QUALITATIF
< 25	très mauvais
25-50	mauvais
50-75	moyen
75-90	bon
> 90	excellent

ÉLÉVATION :

Niveau géodésique ou arbitraire du terrain à l'emplacement du sondage. Le point géodésique ou arbitraire utilisé est défini dans le rapport.

PROFONDEUR :

Profondeur des différents contacts géologiques à partir de la surface du terrain.

QUALILAB INSPECTION INC.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES RAPPORTS DE SONDAGE (suite)

STRATIGRAPHIE :

Chaque formation géologique est décrite selon la terminologie d'usage. Le contact entre les formations géologiques est identifié par une ligne pleine lorsque la profondeur est bien définie ou par une ligne en pointillé. La précision du contact est relatif à la méthode d'échantillonnage et le pourcentage de récupération.

ÉCHANTILLONS :

ÉTAT

La position, la longueur et l'état de chaque échantillon sont montrés dans cette colonne.
Les symboles suivants sont utilisés pour définir l'état de l'échantillon.

 : Remanié  : Intact  : Perdu  : Carotte de roc

TYPE ET NUMÉRO

Le type d'échantillonneur utilisé est défini par l'abréviation indiqué ci-après. La numérotation est continue pour chacun des types.

CF : Cuillère fendue
TM : Tube à paroi mince
VR : Vrac
TE : Tube d'échantillonnage
CR : Carottier diamanté
CFE, VRE, TEE : Échantillonnage environnemental

ESSAIS DE CHANTIER :

N : Indice de pénétration standard
R : Refus à l'enfoncement
k : perméabilité
N_C : Indice de pénétration dynamique au cône
C_u : Résistance au cisaillement non drainé
RQD : Indice de la qualité du roc

RÉCUPÉRATION :

La récupération de l'échantillon est le rapport exprimé en pourcentage de la longueur récupérée dans l'échantillonneur à la longueur enfoncée.

RÉSULTATS DES ESSAIS :

Cette colonne contient à la profondeur correspondante, les essais effectués au chantier ou en laboratoire. Les résultats de ces essais sont soit présentés dans cette colonne, dans le rapport ou dans les certificats des essais de laboratoire.

ESSAIS DE LABORATOIRE :

I_P : Indice de plasticité
w_L : Limite liquide
w_P : Limite plastique
AG : Analyse granulo-sédimentométrique
w : Teneur en eau
γ : Poids volumique
CS : Cône Suédois
CHIM : Analyse chimique
σ_P' : Pression de préconsolidation

QUALILAB
INSPECTION INC.

ANNEXE III

VUE EN PLAN DE L'AMÉNAGEMENT PROJETÉ

QUALILAB INSPECTION INC.

Client : 9215-3790 Québec inc (Construx)

Dossier : G-18-148

VUE EN PLAN DE L'AMÉNAGEMENT PROJETÉ

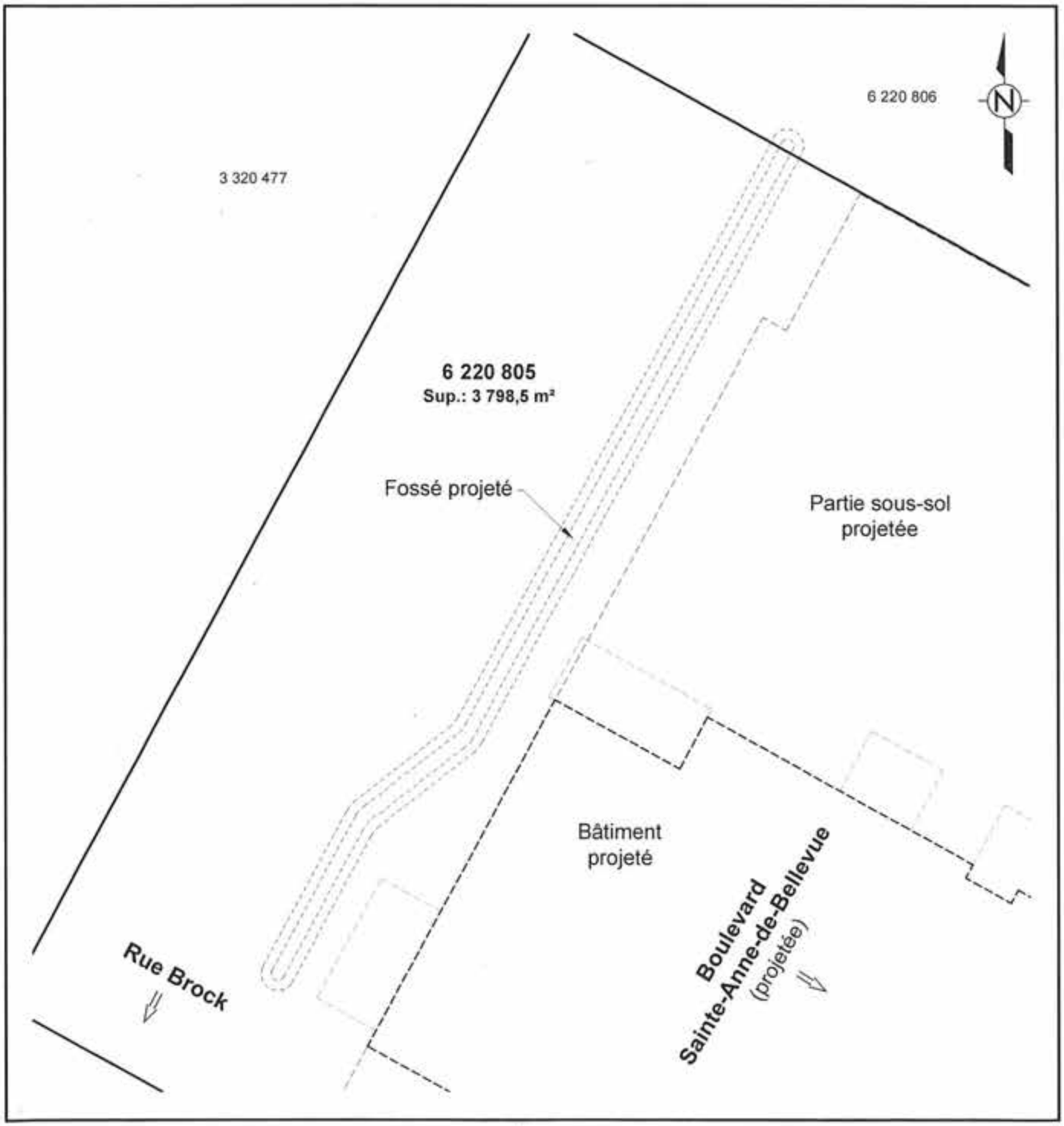
Projet : Projet "Le Boisé de Bellevue" Phase I

Site : 7455, boulevard Ste-Anne-de-Bellevue, Montréal

BM : -

☐ Arbitraire
☐ Géodésique

Échelle : 0 5 10m



Préparé par : J. Martin

Vérifié par : J. Perron, ing.

F-703A/11/2017

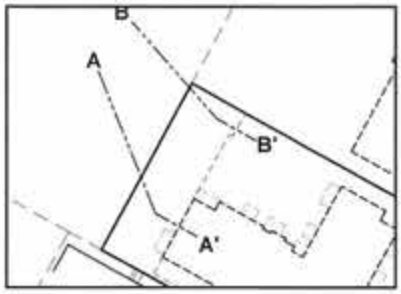
QUALILAB INSPECTION INC.

ANNEXE IV

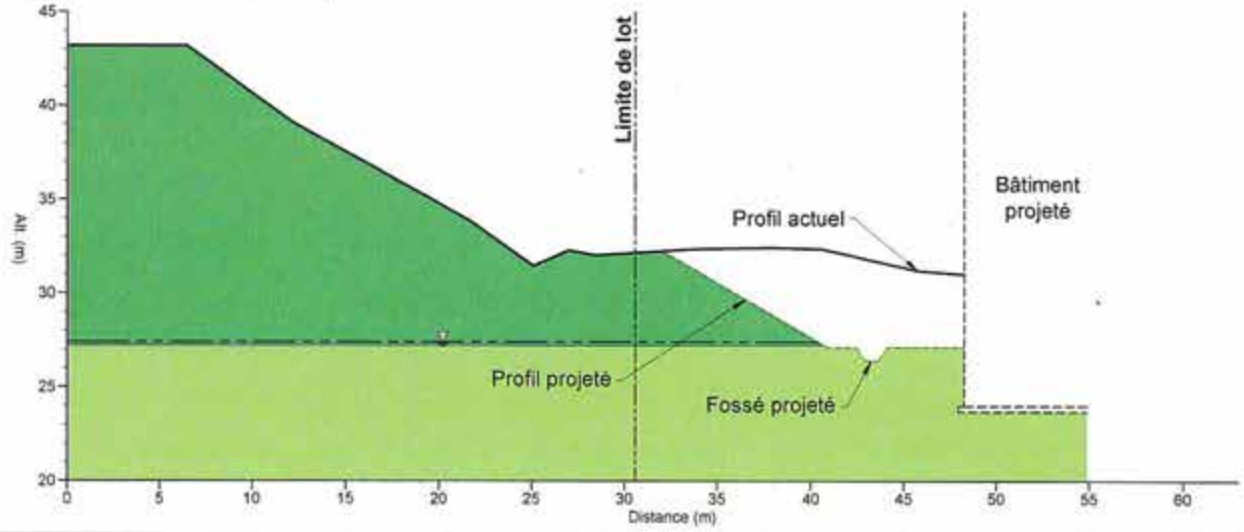
COUPES TOPOGRAPHIQUES DANS LES CONDITIONS ACTUELLES ET PROJETÉES

COUPE A-A'

Dossier : G-18-148



Description	Couleur	Poids volumique total γ(kN/m³)	Cohésion effective c' (kPa)	Angle de frottement Φ' (°)
Sable avec un peu de silt et trace à un peu de gravier		17	5	33
Silt sableux		16	5	32



QUALILAB INSPECTION INC.

Client : 9215-3790 Québec inc (Construx)

Projet : Projet "Le Boisé de Bellevue" Phase I
Site : 7455, boulevard Ste-Anne-de-Bellevue, Montréal

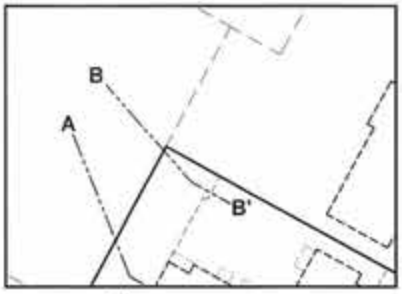
Préparé par : J. Martin
Vérifié par : J. Perron, ing.

0 15m

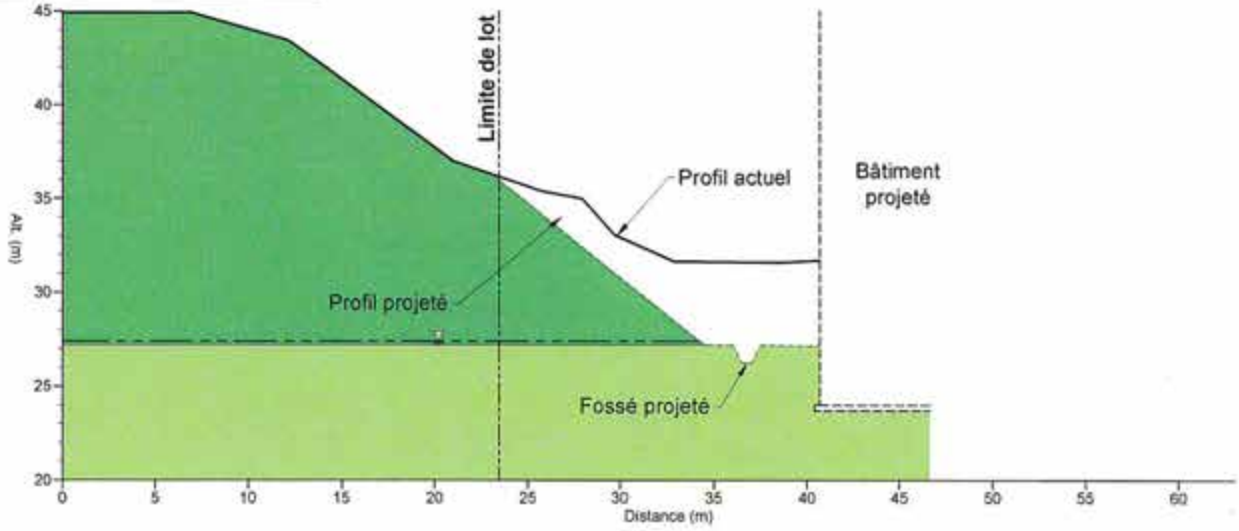
F-703B/11/2017

COUPE B-B'

Dossier : G-18-148



Description	Couleur	Poids volumique total γ(kN/m³)	Cohésion effective c' (kPa)	Angle de frottement φ' (°)
Sable avec un peu de silt et trace à un peu de gravier		17	5	33
Silt sableux		16	5	32



QUALILAB INSPECTION INC.

Client : 9215-3790 Québec inc (Construx)

Projet : Projet "Le Boisé de Bellevue" Phase I
Site : 7455, boulevard Ste-Anne-de-Bellevue, Montréal

Préparé par : J. Martin
Vérifié par : J. Perron, ing.

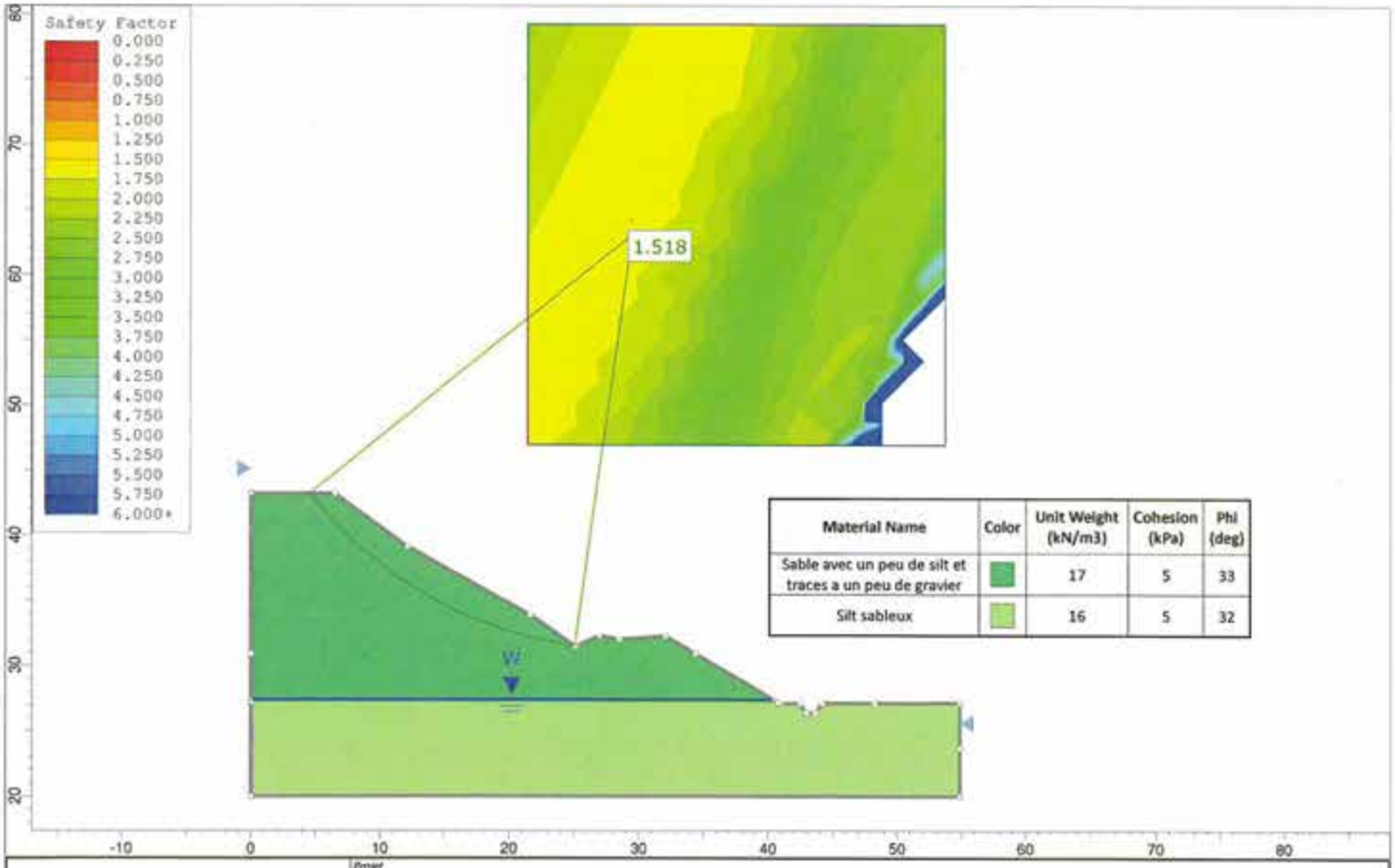
0 15m

F-7036/11/2017

QUALILAB
INSPECTION INC.

ANNEXE V

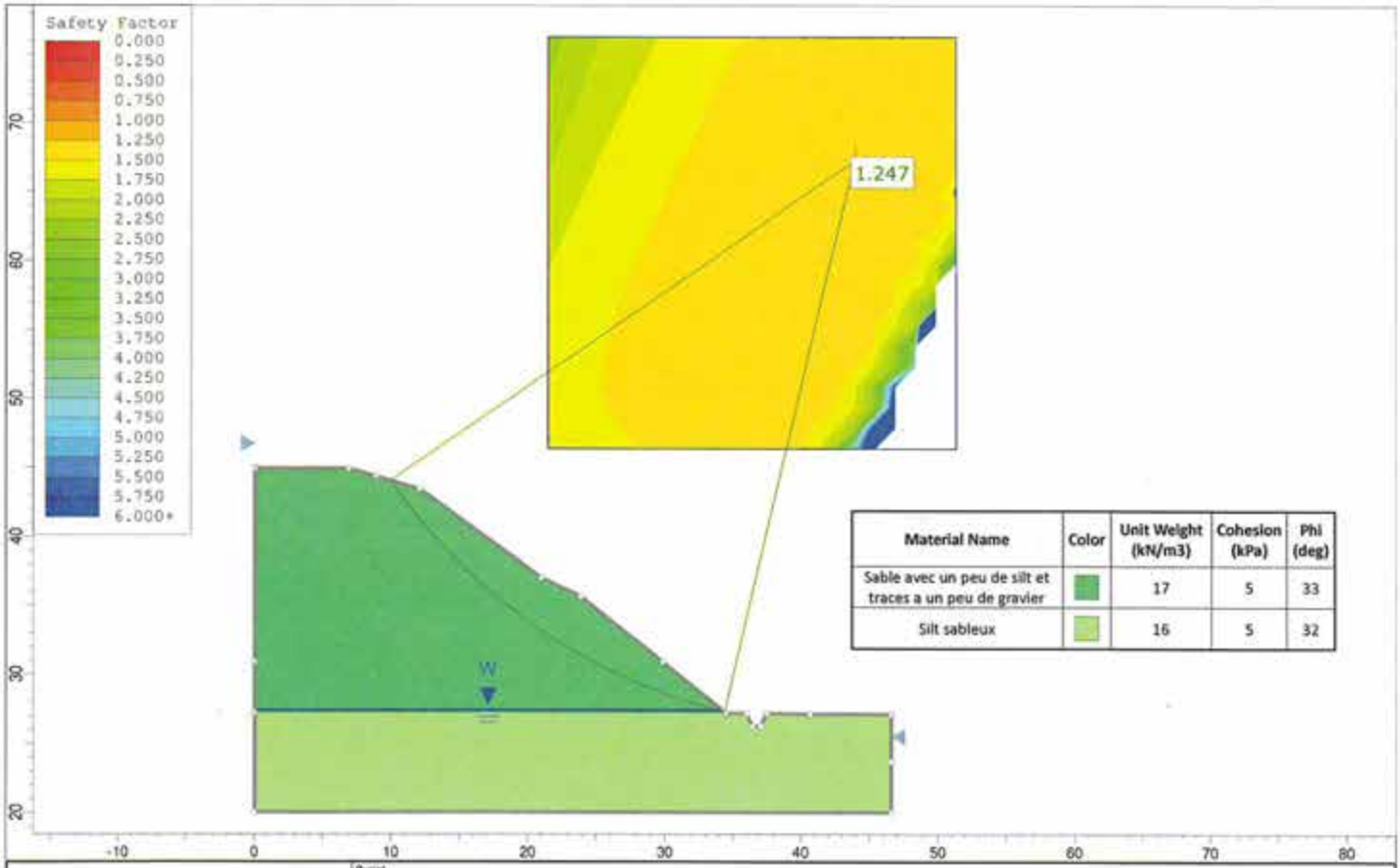
ANALYSES DE STABILITÉ DANS LES CONDITIONS PROJETÉES



Material Name	Color	Unit Weight (kN/m3)	Cohesion (kPa)	Phi (deg)
Sable avec un peu de silt et traces a un peu de gravier		17	5	33
Silt sableux		16	5	32

Qualilab Inspection inc.

Project	Le Boise de Bellevue - Phase 1, Boul. Ste-Anne-de-Bellevue, Montreal			
Analysis Description	Coupe A - A'			
Drawn By	J. Perron, ing.	Scale	1:414	Company: 9215-3790 Quebec inc.
Date	2018-03-27			File Name: G-18-148



Material Name	Color	Unit Weight (kN/m3)	Cohesion (kPa)	Phi (deg)
Sable avec un peu de silt et traces a un peu de gravier		17	5	33
Silt sableux		16	5	32

Qualilab Inspection inc.

Project	Le Boise de Bellevue - Phase 1, Boul. Ste-Anne-de-Bellevue, Montreal		
Analysis Description	Coupe B - B'		
Drawn By	J. Perron, ing.	Scale 1:393	Company 9215-3790 Quebec inc.
Date	2018-03-27		File Name G-18-148

QUALILAB
INSPECTION INC.

PROFIL CORPORATIF

PRÉSENTATION DE LA FIRME

Qualilab Inspection inc. est un laboratoire de sol fondé en 1984 et spécialisé dans les domaines de la géotechnique, de l'environnement et de l'ingénierie des sols et des matériaux.

Qualilab Inspection inc. est membre de l'Association des Consultants et Laboratoires Experts (ACLE), divisions ingénierie des sols et des matériaux et géoenvironnement. De plus, Qualilab Inspection possède un système qualité certifié selon la norme ISO 9001-2008. Nous avons comme engagement qualité de répondre adéquatement aux besoins et aux attentes de nos clients, dans les délais convenus et à un prix compétitif.

Qualilab Inspection inc. s'appuie sur une équipe multidisciplinaire de professionnels et de techniciens qui disposent de tous les équipements pour mener à bien les différentes activités. Nous possédons un laboratoire complet permettant de réaliser les essais sur les sols, les granulats, le béton et les enrobés bitumineux selon les normes en vigueur.

Notre clientèle est diversifiée et se compose de promoteurs immobiliers, d'entrepreneurs résidentiels, généraux et en excavation, de municipalités, de commissions scolaires, de firmes d'ingénieurs, d'architectes, d'avocats et de notaires, d'institutions financières, du ministère des transports, etc.

NOS SERVICES

- GÉOTECHNIQUE
    - Études géotechniques pour divers projets résidentiels (unifamiliales, triplex, tours à condos, etc.), commerciaux, industriels, institutionnels et municipaux.
    - Identification de la nature et des caractéristiques des sols et du roc et des conditions d'eau souterraine.
    - Essais spécialisés en chantier et en laboratoire pour déterminer les propriétés géotechniques des sols et du roc.
    - Analyses géotechniques et évaluation du comportement de fondations superficielles ou profondes.
    - Évaluation géotechnique des chaussées.
    - Études géotechniques pour la conception des systèmes de traitement des eaux usées ou de bassins de rétention.
    - Expertises géotechniques.
    - Études de stabilité de pentes naturelles, d'ouvrage en terre, de murs de soutènement et de structures de soutènement temporaires.

- ENVIRONNEMENT

    - Évaluation environnementale de site - Phase I.
    - Caractérisation environnementale de site - Phase II.
    - Supervision et contrôle en chantier lors des travaux de restauration de sites contaminés.
    - Supervision et contrôle en chantier lors des travaux de restauration suite à l'enlèvement de réservoirs souterrains.
    - Préparation de plans de réhabilitation et suivi auprès du Ministère de l'environnement du Québec (MDDELCC).
    - Excavation, disposition et gestion des sols contaminés.
    - Traitement des sols et de l'eau contaminés.
    - Évaluation des matières dangereuses.
    - Audit de conformité environnementale.

- INGENIERIE DES SOLS ET DES MATÉRIAUX

    - Inspection et essais de contrôle en chantier lors des travaux de terrassement.
    - Inspection et essais de contrôle en chantier lors des travaux de remblayage et de compactage.
    - Inspection et essais de contrôle en chantier lors de la mise en place du béton.
    - Inspection et essais en chantier lors de la pose des enrobés bitumineux.
    - Échantillonnage des matériaux en chantier (sols, granulats, béton et enrobés bitumineux) et essais de contrôle de la qualité en laboratoire.
    - Inspection en chantier de la conformité des charpentes d'acier.
    - Inspection en chantier lors de la mise en place des fondations profondes.
    - Expertises diverses (pyrite, ocre ferreuse, etc.).
    - Attestation théorique des granulats, du béton, des enrobés bitumineux et de divers matériaux avant utilisation.
    - Attestation des pentes d'excavation pour la CNESST.

Project No. 6576

Rapport préparé pour Corporation Bâtiment Construx
4480 Côte de Liesse, Suite 318
Ville Mont-Royal, Québec H4N 2R1
M. Serge Lasry, Directeur de projet

Vérification visuelle du mur de soutènement existant 7455, Sainte-Anne de Bellevue, Montréal, Québec

SBSA experts conseils en structure
Le 22 mai 2018

1. Introduction

Dans le cadre du nouveau développement résidentiel prévu sur les lots existant situés au 7455 Sainte-Anne de Bellevue Québec, Serge Lasry de Corporation Batiment Construx a mandaté SBSA pour évaluer l'état du mur de soutènement existant situé au coin nord-ouest du site. Ce rapport présente nos observations et nos recommandations relativement à l'utilisation future du mur.

2. Méthodologie

SBSA a effectué une évaluation visuelle du mur. SBSA a examiné le mur pour identifier des signes de dommages à la structure en béton, des barres d'armature exposées ou rouillées, l'effet des travaux de démolition et des modifications au mur, des signes de mouvement de la paroi, etc.

Les recommandations présentées dans ce rapport sont basées uniquement sur nos observations visuelles de l'état du mur et les performances passées du mur.

3. Description de la structure existante

La structure de retenue est composée de plusieurs éléments différents qui agissent ensemble pour retenir le sol. Ces éléments sont:

- Le mur arrière vertical qui est en contact direct avec le sol retenu.
- Les murs perpendiculaires "contrefort" qui agissent pour stabiliser le mur arrière contre la pression horizontale de la terre.
- Les fondations pour les éléments ci-dessus.

Dans l'ensemble, le mur mesure environ 210 pieds de long et soutien une hauteur d'environ 10 pieds de sol. La distance centre-à-centre entre les murs de contrefort est d'environ 15 pieds. Voir Annexe A, *illustration 1* pour une vue d'ensemble du mur existant et *illustration 2* pour une vue en coupe à travers la structure existante.

Le mur arrière, les murs de contrefort et leurs fondations faisaient partie des fondations d'origine et de la structure hors sol des chambres de motel qui étaient formellement situées au même endroit. De la même manière qu'ils fonctionnent maintenant, les murs, avant les travaux de démolition qui ont été achevés, ont fonctionné ensemble pour retenir le sol.

4. Observations

Sur la base de nos observations visuelles, nous notons ce qui suit:

1) Dans l'ensemble, la structure de béton est dans un état qui varie entre passable et bon. En général, la condition des murs est adéquate. Par contre, des dommages locaux ont été causés à plusieurs murs de contrefort pendant la démolition et il y a quelques fissures mineures dans les différents murs. Un mur de contrefort en particulier a été presque complètement démoli. Voir *illustration 3* et *illustration 4* en Annexe A.

2) D'après nos observations visuelles, il n'y a aucun signe de mouvement récent du mur, et le mur est relativement aplomb, ce qui indique que le mur a fonctionné correctement depuis sa construction originale.

3) Les travaux de démolition ont généralement été exécutés de telle sorte que les structures clés qui forment le mur de soutènement (le mur du fond, les murs de soutènement et les fondations) ont été laissées pour la plupart intactes, avec l'exception d'un des murs de contrefort qui a était démoli.

4) Les travaux d'excavation et de démolition semblent avoir abaissé le niveau du sol autour de la fondation sur le côté est de la structure de soutènement. Par conséquent, certaines fondations ne sont plus protégées contre l'effet du gel. Voir *illustration 5* en Annexe A.

5) SBSA n'a pas noté de trous d'écoulement à la base du mur.

5. Recommendations

Sur la base de nos observations visuelles de l'état du mur, voici nos recommandations:

1) **Sur la base de la performance passée du mur, et en fonction de son état actuel (passable à bon), le mur pourrait continuer à fonctionner de manière adéquate à moyen et long terme, avec quelques réparations et entretiens relativement mineurs.**

2) Si le choix est fait de réparer le mur existant afin de l'intégrer dans la nouvelle construction ou l'aménagement paysager, il devra être surveillé périodiquement afin d'évaluer tout signe de mouvement, comme toute autre structure de soutènement.

3) Des réparations locales doivent être effectuées du côté avant du mur à l'emplacement du mur à contrefort démoli pour remplacer le support qui a été enlevé par sa démolition.

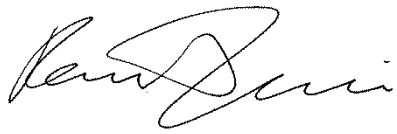
4) La partie supérieure du coin des murs de contrefort pourrait être coupée en diagonal pour enlever des parties endommagées sans compromettre la résistance du système. Voir *illustration 3* et *illustration 4* en Annexe A.

5) L'aménagement paysager autour du mur doit être effectué de telle manière que l'élévation finale permette d'assurer la protection contre le gel des fondations existantes.

6) Nous recommandons que le mur soit «sondé» d'une façon détaillée pour identifier des sections de béton lâche. Tout béton délaminé devrait être enlevé et des réparations locales devraient être effectuées tel que requis.

6. Limites de responsabilité

Les résultats de cette étude sont préliminaires en nature et sont basés sur les résultats de nos observations visuelles au moment de notre visite. Ils ne visent en aucun cas à valider les conceptions existantes ou à se conformer aux codes du bâtiment ou aux règlements.



Preparé par: Evan Irvine, ing.
OIQ#: 5008896

Annexe A



Illustration 1: Vue d'ensemble du mur existant

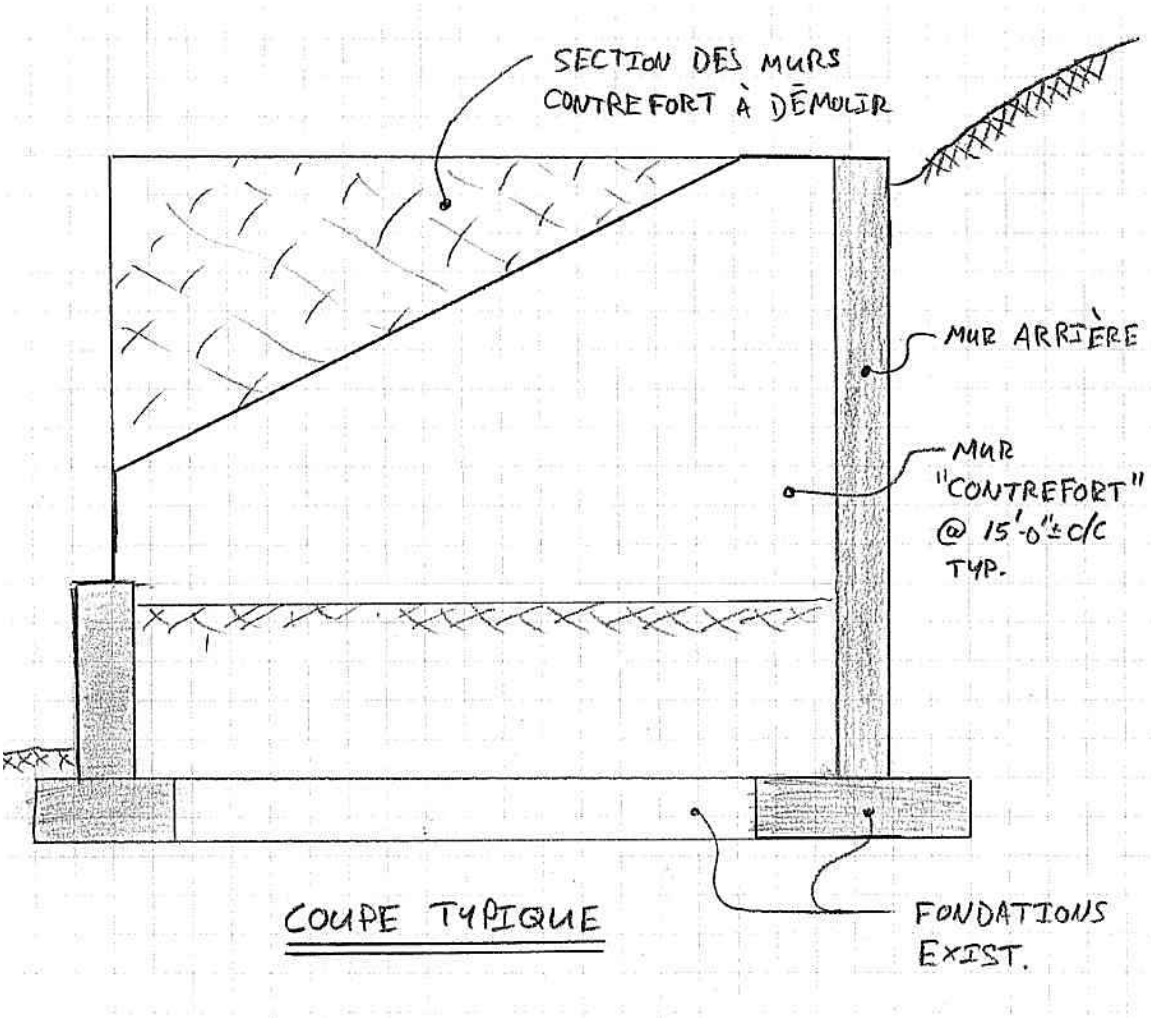


Illustration 2: Coupe typique transversale



Illustration 3 : Mur de contrefort démoli



Illustration 4 : Mur de contrefort endommagé



Illustration 5 : Fondations non protégée contre l'effet de gel

VINACOUSTIK inc.
ACOUSTIQUE BRUIT VIBRATION
ACOUSTICS NOISE VIBRATION

RAPPORT D'ÉTUDE

ÉTUDE D'IMPACT SONORE D'UN PROJET IMMOBILER SITUÉ AU 7455 BOUL. DE SAINTE-ANNE DE BELLEVUE À MONTRÉAL DANS L'ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES

(N/R: V18-073)

Présenté à :

SERGE LASRY
Montréal (Québec)

V/R :
Bon de commande : email

Étude et vérification par :
Danny Vu, ing

Rapport par :
Sébastien Lévesque, technicien

Rapport : V18-073
Mai 2018

TABLE DES MATIÈRES

1. MÉTHODOLOGIE ET INSTRUMENTATION 1
2. CRITÈRE SONORE APPLICABLE 6
3. RÉSULTATS DES MESURES DE BRUIT LAeq 24h 7
4. VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ AUX LIMITES SONORES PERMISES 9
4.1 NIVEAU DU BRUIT À L'EXTÉRIEUR DU BÂTIMENT 9
4.2 NIVEAU DU BRUIT À L'INTÉRIEUR DU BÂTIMENT 9
5. RECOMMANDATIONS 10
6. CONCLUSIONS 13

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 Plan d'aménagement de la zone d'étude et point de mesure 24h 3
FIGURE 2 Plan d'aménagement projeté du projet immobilier et point de mesure 24h 4
FIGURE 3 Vue d'élévation du futur projet immobilier 5
FIGURE 4 Niveau de bruit mesuré au Point R1 – 08-05-2018 8

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 Résumé des résultats de mesure de longues durées 7
TABLEAU 2 Indice de transmission sonore (ITS) minimum recommandé 11

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 Certificats de calibrations valides des instruments 15
ANNEXE 2 Conditions météorologiques 19
ANNEXE 3 Extrait du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Janvier 2015) 22
ANNEXE 4 Description & composition des cloisons extérieures 25
ANNEXE 5 Extrait d'Isolement acoustique dans les collectifs d'habitation à ossature de bois 27
ANNEXE 6 La performance acoustique de différents types de composante vitrée 31

VINACOUSTIK inc.
ACOUSTIQUE BRUIT VIBRATION
ACOUSTICS NOISE VIBRATION

www.vinacoustik.com / info@vinacoustik.com
1487, rue Bégin, St-Laurent, Québec H4R 1V8 Canada Tél. : (514) 946-6299 / Fax : (514) 336-9501

Montréal, le 12 mai 2018

9215-3790 Québec Inc.
4480 Chemin de la Côte de Liesse
Bureau 318
Ville Mt-Royal (Québec)
H4N 2R1

À l'attention de Monsieur Serge Lasry

OBJET : **RAPPORT D'ÉTUDE V18-073**
Étude d'impact sonore d'un projet d'immobilier situé au 7455 Boul. de Sainte-Anne de Bellevue à Montréal

Monsieur,

À votre demande, une étude acoustique a été effectuée pour évaluer l'impact sonore de la circulation routière des voies à débit important et la circulation ferroviaire sur l'environnement sonore du projet immobilier situé au 7455 Boul. de Sainte-Anne de Bellevue à Montréal.

Des mesures de bruit de 24 heures ont été effectuées sur le futur site du projet. Les résultats LAeq 24h seront utilisés dans la vérification de la conformité à la limite sonore réglementaire du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Janvier 2015).

1. MÉTHODOLOGIE ET INSTRUMENTATION

1.1 Le plan d'aménagement de la zone d'étude et le futur projet immobilier est présenté à la Figure 1 et 2.

1.2 Les mesures de longues durées de 24 heures ont été effectuées du le 8 mai 2018 à un point de mesure (point R1) sur le futur site du projet immobilier.

1.3 Un sonomètre intégrateur de Noise Sentry de Convergence Instruments a été utilisé pour les mesures du bruit en continu. Ces instruments ont été calibrés avant et après les mesures en utilisant l'étalonneur Bruel and Kjaer 4231 et aucune déviation majeure (>0.5 dB) n'a été observée. Ces instruments sont

conformes aux normes en vigueur et sont vérifiés annuellement par un laboratoire indépendant. Les certificats de calibration valides de ces appareils se trouvent à l'annexe 1.

1.4 Pour la période d'échantillonnage en continu de longue durée (24h), les mesures de bruit ont été effectuées dans des conditions de météo suivantes :

- vitesse du vent < 20 km/h;
- température > -10^{o}C;
- humidité relative < 90 %;
- aucune précipitation, chaussée sèche

Les rapports des conditions météorologiques pendant la période d'échantillonnage de bruit se trouvent à l'annexe 2.

1.5 Les résultats LAeq 24h seront utilisés dans la vérification de la conformité à la limite sonore réglementaire du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Janvier 2015), voir l'annexe 3.

1.6 Des analyses et calculs ITS (indice transmission du son) en fonction du bruit ambiant mesuré seront faits afin de déterminer leur efficacité pour atteindre un niveau sonore 40 dBA en milieu intérieur.

1.7 Les résultats de cette étude sont présentés dans ce rapport technique.

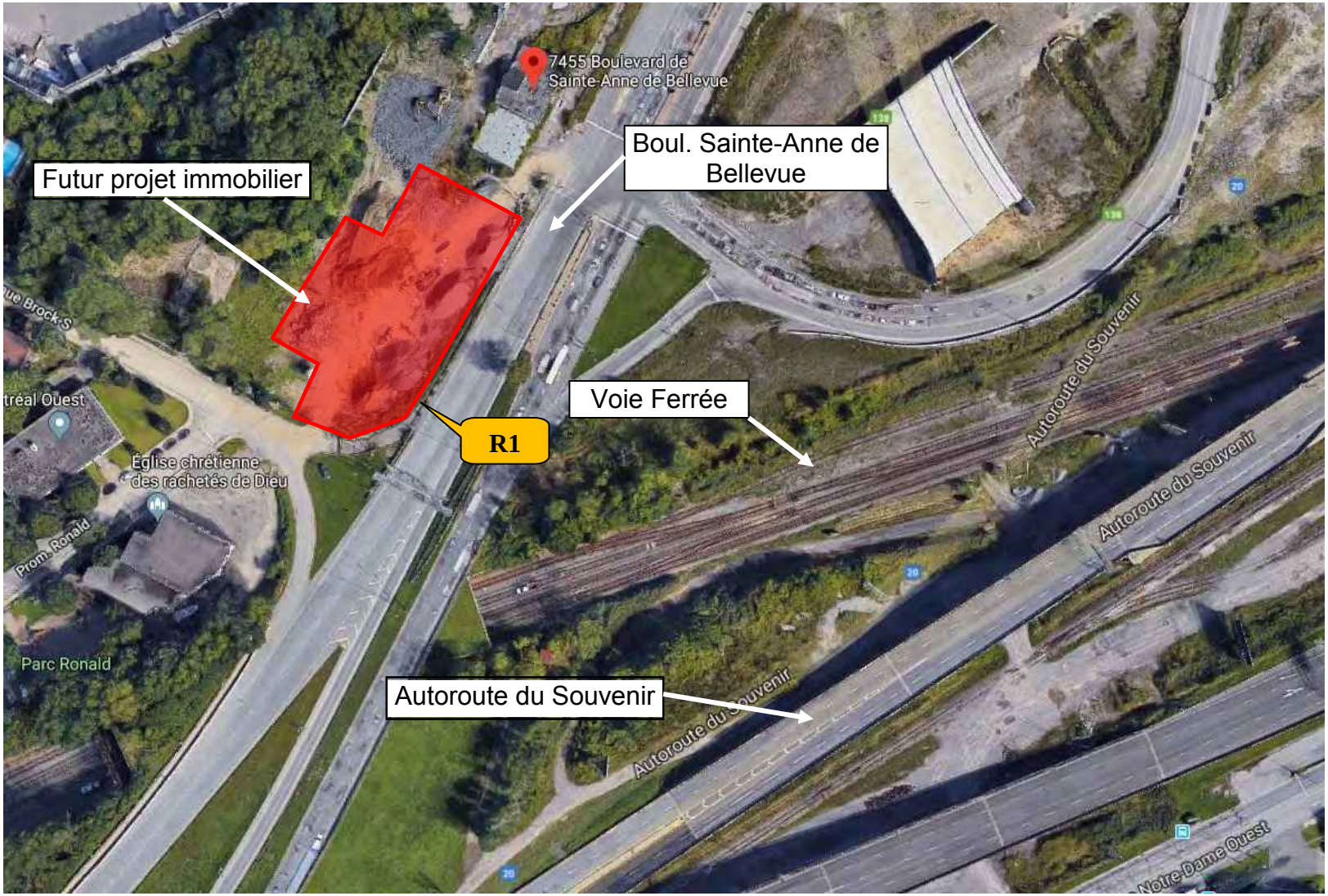


FIGURE 1 Plan d'aménagement de la zone d'étude et point de mesure 24h

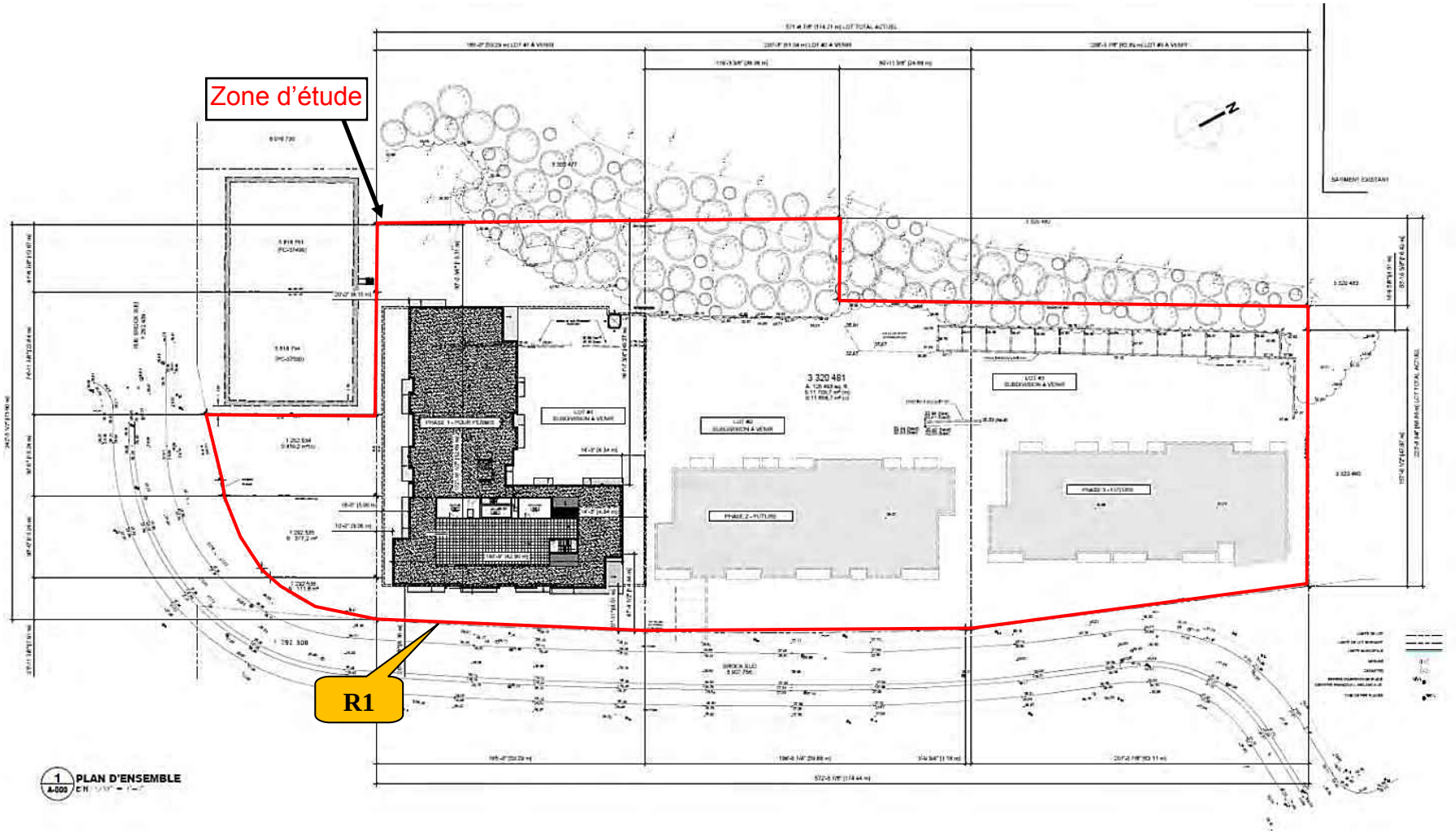


FIGURE 2 Plan d'aménagement projeté du projet immobilier et point de mesure 24h



FIGURE 3 Vue d'élévation du futur projet immobilier

2. CRITÈRE SONORE APPLICABLE

CRITÈRE SONORE SELON LE RÈGLEMENT RCG 14-029 DU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

Dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montéal, Règlement Numéro RCG 14-029, Section 4.8, Les Contraintes et Nuisances, l'article 4.8.3.3 et 4.8.3.4 stipule :

4.8.3.3 Occupation d'un terrain adjacent à une voie à débit important ou à une voie ferrée principale

La réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir qu'un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 30 mètres de l'emprise d'une voie à débit important ou d'une voie ferrée principale, indiquées à la carte 24 – Réseaux ferroviaire et routier à fort débit, et adjacent à cette emprise, ne peut pas être occupé par un des usages sensibles énumérés à la section 4.8.3.1, si le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment où s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h).

4.8.3.4 Occupation d'un terrain adjacent à une autoroute ou à une voie rapide

Dans le cas d'un terrain à construire ou à transformer indiqué à la carte 33 – Densité résidentielle, d'un terrain d'un secteur de planification stratégique indiqué à la carte 3 – Concept d'organisation spatiale ou d'un terrain d'un secteur faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme, la réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir qu'un tel terrain ou une partie de ce terrain situé à moins de 300 mètres de l'emprise d'une autoroute ou d'une voie rapide, indiquées à la carte 24 – Réseaux ferroviaire et routier à fort débit, et adjacent à cette emprise ne peut pas être occupé par :

- Un des usages sensibles énumérés à la section 4.8.3.1, si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment où s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h) ;
- Un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment si le niveau sonore à l'extérieur du bâtiment est supérieur à 55 dBA Leq (24 h).

3. RÉSULTATS DES MESURES DE BRUIT LAeq 24h

Les niveaux du bruit ambiant actuel sur la zone d'étude (futur site du projet immobilier), ont été mesurés au point de mesure R1 à environ 8.5 mètres du futur bâtiment (voir Figure 1 et 2) sur une période élémentaire de 1 minute ($L_{Aeq,\ 1\ min}$) le 8 mai 2018.

À partir des données échantillonnées au point de mesure R1, le niveau de bruit équivalent ($L_{Aeq,\ 24h}$) a été calculé. Les résultats sont présentés au Tableau 1.

TABLEAU 1 Résumé des résultats de mesure de longues durées

Points de mesure	**Niveau du bruit Leq24h (dBA) mesuré (8 mai 2018)**
R1	**56.7**

Le graphique du niveau de bruit en fonction du temps d'une journée de semaine (mardi, 8 mai 2018) est présenté à la Figure 4.

Selon les résultats, le niveau de bruit Leq24h est de **56.7 dBA** au point R1.

Lors de l'étude sur place, il a été noté que la circulation sur le boulevard Sainte-Anne de Bellevue était inaccessible et il n'y avait aucune circulation sur ce tronçon de route durant la séance de mesure. Lors de l'ouverture du boul. Sainte-Anne de Bellevue, il risque d'y avoir une augmentation du niveau de bruit de la zone d'étude par rapport aux données relevées le 8 mai 2018.

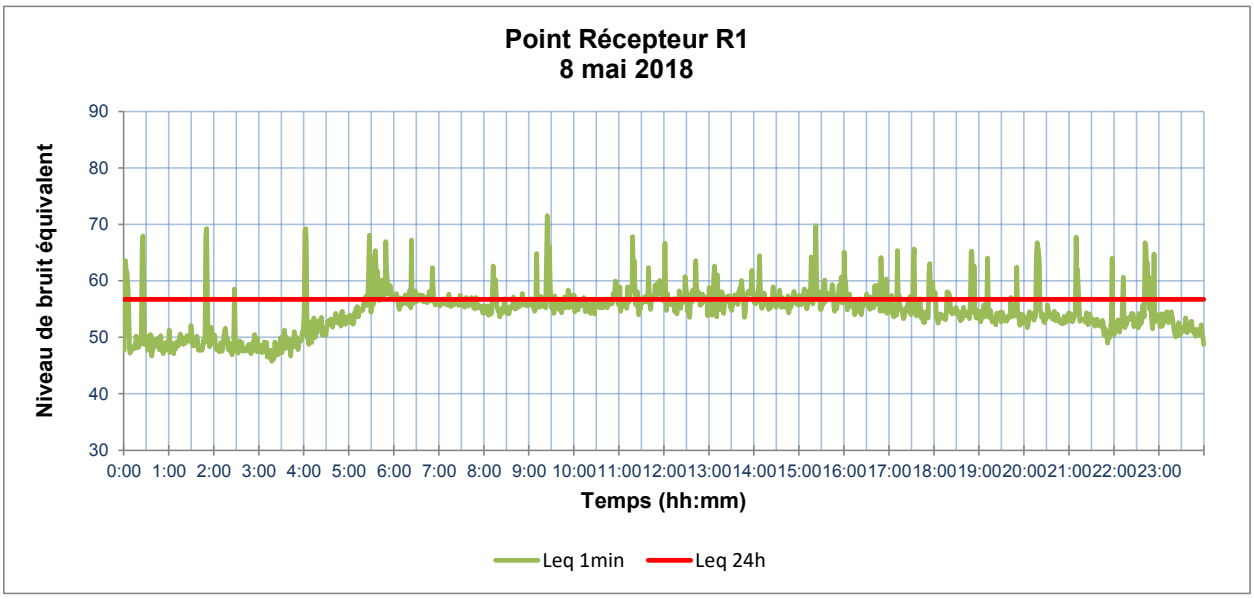


FIGURE 4 Niveau de bruit mesuré au Point R1 – 08-05-2018

4. VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ AUX LIMITES SONORES PERMISES

4.1 NIVEAU DU BRUIT À L'EXTÉRIEUR DU BÂTIMENT

Selon les résultats, le bruit ambiant ($L_{Aeq24hres}$) mesuré est de **56.7 dBA**.

À ce niveau de bruit, le niveau sonore à la façade du futur bâtiment est

- supérieur à **55 dBA Leq (24 h)**.

Selon l'aménagement du projet immobilier, l'espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment est situé dans la cour arrière du bâtiment (voir Figure 2). Le bâtiment agit comme une barrière acoustique pour l 'espace de détente au sol. Donc, le niveau de bruit projeté dans l'espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment est

- inférieur à **55 dBA Leq (24 h)**.

4.2 NIVEAU DU BRUIT À L'INTÉRIEUR DU BÂTIMENT

À partir des résultats ($L_{Aeq24hres}$) obtenus à l'extérieur du bâtiment, le niveau de bruit à l'intérieur du bâtiment est obtenu selon la recommandation de l'Office des Transports du Canada tiré du document «*Méthodologie de mesure et de présentation d'un rapport sur le bruit ferroviaire, 2011* ». Ce document stipule le suivant :

« *En l'absence de mesures ou de calculs faits spécifiquement pour le bruit à l'intérieur des habitations, il est permis d'utiliser les données de l'EPA des É.-U. et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), selon lesquelles la perte de transmission de l'extérieur à l'intérieur est de **15 dB** lorsque les fenêtres sont partiellement ouvertes et de **27 dB** lorsque les fenêtres sont fermées (EPA 1974, OMS 1999)*. »

Basés sur les résultats ($L_{Aeq24hres}$) obtenus à l'extérieur du bâtiment (**56.7 dBA**), le niveau de bruit à l'intérieur du bâtiment avec les fenêtres fermées est calculé et les résultats suivant ont étés obtenus :

- inférieur à **29.7 dBA** au niveau du RDC du bâtiment;

À ce niveau de bruit, le niveau sonore à l'intérieur du futur bâtiment est :

- inférieur à **40 dBA Leq (24 h)** avec les fenêtres fermées.

5. RECOMMANDATIONS

Selon la Société Canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), la partie massive des murs extérieurs présente habituellement un ITSEI (Indice de transmission du son extérieur-intérieur) élevé, ce sont les portes et les fenêtres qui procurent les moins d'isolement acoustique.

En effet, l'évaluation de la composition des murs extérieurs M1 à M4 du projet immobilier dépasse largement l'indice STC ou ITS de la fenestration. Selon des calculs acoustiques, les murs extérieurs ont un indice ITS **supérieur ou égal à 46**. La composition des murs utilisée pour les calculs se trouve à l'Annexe 4.

Les compositions et les matériaux de construction pour la toiture T1 à T5 du projet immobilier dépassent largement l'indice STC ou ITS lié aux portes et fenêtres. Selon des calculs acoustiques, la composition du toit fourni un indice de transmission du son (ITS) **supérieurs ou égal à 61**. La composition de la toiture utilisée pour les calculs se trouve à l'Annexe 4.

Au niveau des portes acoustiques courantes, celles-ci ont des indices de transmission du son **(ITS) variant entre 27 et 32** (voir Annexe 5).

SCHL recommande des fenêtres ayant un ITS de 30 pour les logements situés sur des rues à vocation résidentielle dont la circulation automobile est faible ou modéré. Par contre, un ITS de 40 est recommandé dans le cas qu'on est à proximité des artères principales (autoroute du Souvenir, boul. de Sainte-Anne de Bellevue), des usines et des aéroports (voir Annexe 5).

Toutes les fenestrations à double vitrage ont des indices ITS variant entre 27 et 34 pour des fenêtres fixes et des indices ITS variant entre 28 et 41 pour des fenêtres ouvrantes (voir Annexe 6). Des calculs acoustiques ont été effectués pour une fenestration double thermos scellée, composée de deux vitres de 3 mm et séparées par un espace d'air de 16 mm. Les résultats des tests en laboratoire effectués par le CNRC[1] indiquent que ce type de fenestration fournit un **ITS (indice de transmission sonore) de 32**.

Un résumé des ITS requises pour les fenêtres et portes d'accès est présenté au Tableau 2.

[1] Conseil national de recherches du Canada

La performance acoustique de différents types de composante vitrée est aussi présentée à l'Annexe 6. Étant donné que l'atténuation du bruit visé est du bruit routier, il est suggéré d'utiliser les indices OITC (Outdoor, Indoor Transmission Class) au lieu de l'indice STC ou ITS pour la sélection de l'assemblage des vitres.

Pour les ouvertures sur les murs extérieurs, l'une ou l'autre des pistes de solution mentionnées ci-dessous fournira la performance acoustique requise pour être conforme aux limites sonores pour le bruit intérieur:

a) Disposer les ouvertures sur le côté opposé au boul. Sainte-Anne de Bellevue;
b) Installer un déflecteur acoustique sur les ouvertures, tel qu'illustré à la Figure 5.

TABLEAU 2 Indice de transmission sonore (ITS) minimum recommandé

Niveau du bruit mesuré à l'extérieur ($L_{Aeq, 24h}$, dBA)	**Limite sonore à l'intérieur ($L_{Aeq, 24h}$, dBA)**	**ITS ou OITC des composantes structurales et architecturales des façades sur le Boul. Sainte-Anne de Bellevue**
56.7	40	Minimum 30[1] pour les fenêtres ouvrantes ou fixes Minimum 20 pour les portes d'accès

(1) Minimum recommandé par SCHL pour les fenêtres

DÉFLECTEUR ACOUSTIQUE:

- ✓ Tôle d'acier peint à l'extérieur;
- ✓ Mousse acoustique à l'intérieur.

Boul. Sainte-Anne de Bellevue (Source de bruit)

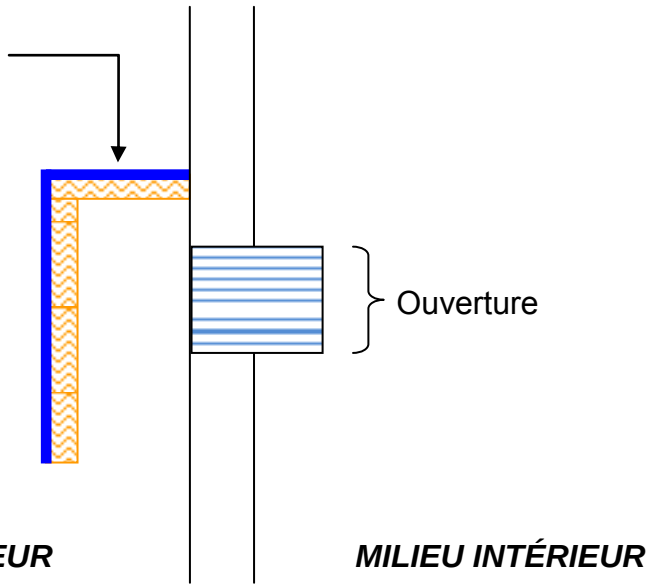


FIGURE 5 Déflecteur acoustique à installer aux ouvertures sur les murs extérieurs du bâtiment

6. CONCLUSIONS

6.1 Des mesures et analyses sonores ont été effectués sur le futur site du projet immobilier situé au 7455 Boul. de Sainte-Anne-de Bellevue pour évaluer le climat sonore actuel sur une période de 24h.

6.2 Selon les résultats, le niveau du bruit ambiant (LAeq 24h) actuel de la zone étude sont comme suivants :

- **56.7 dBA** au point R1 (Boul. Sainte-Anne de Bellevue);

À ce niveau de bruit, le niveau sonore à la façade du futur bâtiment est

- supérieur à **55 dBA Leq (24 h)**.

Par contre, le niveau de bruit projeté dans l'espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment est

- inférieur à **55 dBA Leq (24 h)**.

6.3 Selon les résultats des calculs acoustiques, le niveau de bruit à l'intérieur du futur bâtiment est :

- inférieur à **29.7 dBA** au niveau du RDC du bâtiment;

À ce niveau de bruit, le niveau sonore à l'intérieur du futur bâtiment est :

- inférieur à **40 dBA Leq (24 h)** avec les fenêtres fermées.

6.4 Des analyses et calculs ITS (indice transmission du son) ont été présentés en fonction des niveaux de bruits ambiants mesurés. En fonction de la valeur ITS de **20** pour les portes d'accès et de **30** pour la fenestration présenté dans le Tableau 2, les composantes doivent satisfaire cette valeur pour fournir une performance acoustique suffisante dans le but d'assurer un niveau de bruit inférieur à **40 dBA** à l'intérieur du bâtiment.

J'espère le tout conforme à votre demande. Si vous avez besoin de renseignements supplémentaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

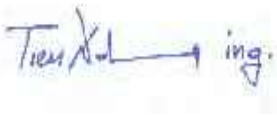
Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Rédaction



Sébastien Lévesque, technicien.
VINACOUSTIK INC.
SL

Vérification



Danny Vu, ing.
VINACOUSTIK INC.
TDV

ANNEXE 1

Certificats de calibrations valides des instruments

Brüel & Kjær
North America Inc.

The Bruel and Kjaer Calibration Laboratory
3079 Premiere Parkway Suite 120
Duluth, GA 30097
Telephone: 770-209-6907
Fax: 770-447-4033
Web site address: http://www.bkav.com

ACCREDITED

Calibration Certificate # 1568.01

CERTIFICATE OF CALIBRATION

No.: CAS-272003-R3V1N6-801

CALIBRATION OF:

Calibrator:	Brüel & Kjær	Type:	4231	Serial No.:	3017470
		IEC Class:	1		

CUSTOMER:

Vinacoustik
1487, rue Bégin
St. Laurent, QC H4R 1V8

CALIBRATION CONDITIONS:

Environment conditions:	Air temperature:	23	°C
	Air pressure:	97.7	kPa
	Relative Humidity:	20	%RH

SPECIFICATIONS:

This document certifies that the acoustic calibrator as listed under "Type" has been calibrated and unless otherwise indicated under "Final Data", meets acceptance criteria as prescribed by the referenced Procedure. Statements of compliance, where applicable, are based on calibration results falling within specified criteria with no reduction by the uncertainty of the measurements. The calibration of the listed transducer was accomplished using a test system which conforms to the requirements of ISO/IEC 17025, ANSI/NCSL Z540-1, and guidelines of ISO 10012-1. For "as received" and "final" data, see the attached page(s). Items marked with one asterisk (*) are not covered by the scope of the current A2LA accreditation. This Certificate and attached data pages shall not be reproduced, except in full, without written approval of the Bruel and Kjaer Calibration Laboratory-Duluth, GA. Results relate only to the items tested. The transducer has been calibrated using Measurement Standards with values traceable to the National Institute of Standards and Technology, National Measurement Institutes or derived from natural physical constants. The acoustic calibrator has been calibrated in accordance with the requirements as specified in IEC60942.

PROCEDURE:

The measurements have been performed with the assistance of Brüel & Kjær acoustic calibrator calibration application Software version 2.3.4 Type 7794 using calibration procedure 4231 Complete

RESULTS:

- [X] "As Received" Data: Within Acceptance Criteria
- [ ] "As Received" Data: Outside Acceptance Criteria
- [X] "Final" Data: Within Acceptance Criteria
- [ ] "Final" Data: Outside Acceptance Criteria

The reported expanded uncertainty is based on the standard uncertainty multiplied by a coverage factor k = 2, providing a level of confidence of approximately 95%. The uncertainty evaluation has been carried out in accordance with EA-4/02from elements originating from the standards, calibration method, effect of environmental conditions and any short time contribution from the calibrator under calibration

Date of Calibration: 04 January 2018

Certificate issued: 04 January 2018

Debra Wilson
Calibration Technician

Quality Representative

Brüel & Kjær
North America Inc.

CERTIFICATE OF CALIBRATION

No.: CAS-272003-R3V1N6-801

Type 4231 Serial No.: 3015450 Page 2 of 2

Sound Pressure Levels

All stated values are valid at environmental reference conditions

Nominal Level [dB]	Accept Limit Lower [dB]	Accept Limit Upper [dB]	Measured Level [dB]	Measurement Uncertainty [dB]
94	93.80	94.20	94.02	0.12
114	113.80	114.20	114.00	0.12

Frequency

Nominal Frequency [Hz]	Accept Limit Lower [Hz]	Accept Limit Upper [Hz]	Measured Frequency [Hz]	Measurement Uncertainty [Hz]
1000	999.00	1001.00	999.94	0.10

Total Distortion*

Distortion mode: [X] TD* [ ] THD*

Calibration Level [dB]*	Accept Limit [%]*	Measured Distortion [%]*	Measurement Uncertainty [%]*
94	1.00	0.29	0.13
114	1.00	0.09	0.13

Environmental Reference Conditions:

Pressure: 101.3 kPa, Temperature: 23 °C, Relative Humidity: 50%

Instrument List

Type	Description	Serial no	Cal. date	Due date	Calibrated by	Trace number
3560	PULSE Analyzer	2723320	2017-09-14	2018-09-30	JA	CAS-248474-G9F4X6-101
9545	Transfer Microphone	5	2017-11-30	2018-11-30	WS	CAS-266536-L2CJQ6-701
4228	Reference Sound Source	2970961	2017-04-08	2019-04-08	William Shipman	CAS-212121-C8J1D8-708

During the calibration the calibrator has been loaded by the load volume of the Transfer Microphone. The load volumes for a number of different types of Transfer Microphones are listed in the table below.
For Brüel & Kjær Pistonphones types 4220 and 4228 the result of the SPL calibration has been corrected to be valid for a load volume of 1333 mm^3. For all other types the result is valid with the actual load volume.

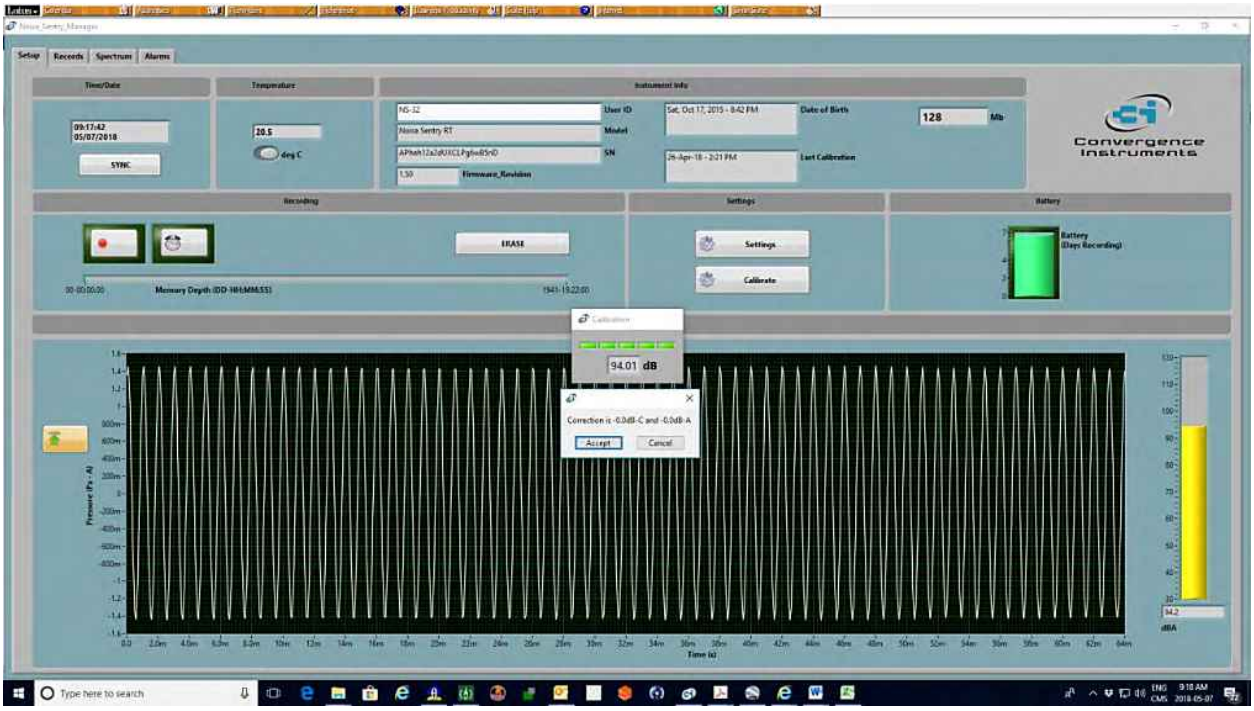
Transfer Microphone Type	Fulfils standard IEC 61094-1 LS	Fulfils standard IEC 61094-4 WS	Load Volume 1" (1/2" mic including DP-0776)	Load Volume 1/2"
4180	yes	yes	4126 mm^3	43 mm^3
4192	-	yes	1273 mm^3	190 mm^3
9545	-	-	1333 mm^3	-

Condition "As Received":

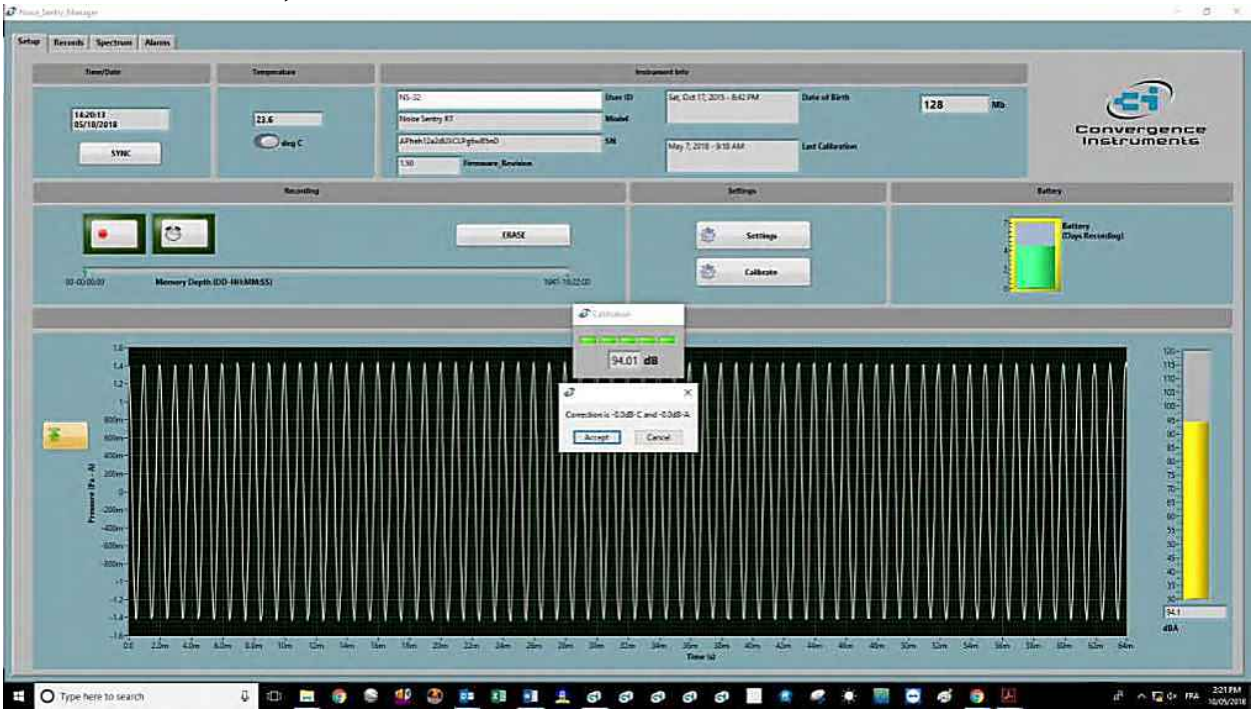
GOOD

Comments

Pré-calibration NS32, 07-05-2018



Post calibration NS32, 10-05-2018



ANNEXE 2

Conditions météorologiques

Gouvernement du Canada Government of Canada

Accueil → Environnement et ressources naturelles → Météo, climat et catastrophes naturelles → Conditions météorologiques et climatiques passées → Données historiques

▸ Avis

Rapport de données horaires pour le 08 mai 2018

Toutes les heures sont exprimées en heure normale locale (HNL). Pour convertir l'heure locale en heure avancée, ajoutez 1 heure s'il y a lieu.

MCTAVISH
QUÉBEC
Opérateur de station opérationnelle : ECCC - SMC

Latitude :	45°30'17,070" N
Longitude :	73°34'45,000" O
Altitude :	72,80 m
ID climatologique :	7024745
ID de l'OMM :	71612
ID de TC :	WTA

	Temp. °C	Point de rosée °C	Hum. rel. %	Dir. du vent 10's deg	Vit. du vent km/h	Visibilité km	Pression à la station kPa	Hmdx	Refr. éolien	Météo
HEURE										
00:00	10,0	-3,6	38	21	4		101,37			ND
01:00	10,2	-3,4	38	22	5		101,35			ND
02:00	10,1	-3,9	37	21	6		101,35			ND
03:00	9,8	-4,5	36	20	4		101,38			ND
04:00	9,2	-4,2	39	22	4		101,36			ND
05:00	8,9	-3,4	42	21	4		101,37			ND
06:00	10,1	-1,8	43	18	5		101,43			ND
07:00	12,4	-2,5	36	19	9		101,44			ND
		Point de	Hum.	Dir. du	Vit. du		Pression à la		Refr.	

	Temp. °C	rosée °C	rel. %	vent 10's deg	vent km/h	Visibilité km	station kPa	Hmdx	éolien	Météo
08:00	13,9	-1,5	35	20	9		101,45			ND
09:00	15,4	0,0	35	23	7		101,45			ND
10:00	16,6	0,3	33	20	9		101,46			ND
11:00	18,0	1,7	33	20	11		101,42			ND
12:00										
13:00	20,0	1,5	29	23	9		101,33			ND
14:00	20,8	0,5	26	23	8		101,25			ND
15:00	20,6	-0,2	25	20	14		101,16			ND
16:00	21,1	-0,8	23	21	9		101,11			ND
17:00	21,5	-0,7	23	21	6		101,09			ND
18:00	20,5	-0,2	25	21	5		101,09			ND
19:00	19,7	0,2	27	21	4		101,09			ND
20:00	18,8	0,2	29	20	2		101,10			ND
21:00	19,0	-0,7	26	24	3		101,14			ND
22:00	18,9	-0,9	26	26	8		101,13			ND
23:00	18,9	-2,6	23	26	6		101,11			ND

Légende

- E = Valeur estimée
- M = Données manquantes
- ND = Non disponible

Date de modification :
2018-04-24

ANNEXE 3

Extrait du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Janvier 2015)

SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

JANVIER 2015



La réglementation d'urbanisme doit prévoir qu'un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 75 mètres d'une limite d'emprise d'une gare de triage ferroviaire ou d'une voie ferrée principale et adjacent à cette emprise ne peut pas être occupé par un des usages sensibles énumérés ci-dessus si le niveau de vibration, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 0,14 mm/s.

4.8.3.2 Occupation d'un terrain adjacent à une gare de triage ferroviaire

La réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir qu'un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 300 mètres de l'emprise d'une gare de triage ferroviaire indiquée à la carte 24 – Réseaux ferroviaire et routier à fort débit et adjacent à cette emprise ne peut pas être occupé par un des usages sensibles énumérés à la section 4.8.3.1, si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h) ou par un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment si le niveau sonore est supérieur à 55 dBA Leq (24 h).

4.8.3.3 Occupation d'un terrain adjacent à une voie à débit important ou à une voie ferrée principale

La réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir qu'un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 30 mètres de l'emprise d'une voie à débit important ou d'une voie ferrée principale, indiquées à la carte 24 – Réseaux ferroviaire et routier à fort débit, et adjacent à cette emprise, ne peut pas être occupé par un des usages sensibles énumérés à la section 4.8.3.1, si le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment où s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h).

4.8.3.4 Occupation d'un terrain adjacent à une autoroute ou à une voie rapide

Dans le cas d'un terrain à construire ou à transformer indiqué à la carte 33 – Densité résidentielle, d'un terrain d'un secteur de planification stratégique indiqué à la carte 3 – Concept d'organisation spatiale ou d'un terrain d'un secteur faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme, la réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir qu'un tel terrain ou une partie de ce terrain situé à moins de 300 mètres de l'emprise d'une autoroute ou d'une voie rapide, indiquées à la carte 24 – Réseaux ferroviaire et routier à fort débit, et adjacent à cette emprise ne peut pas être occupé par :

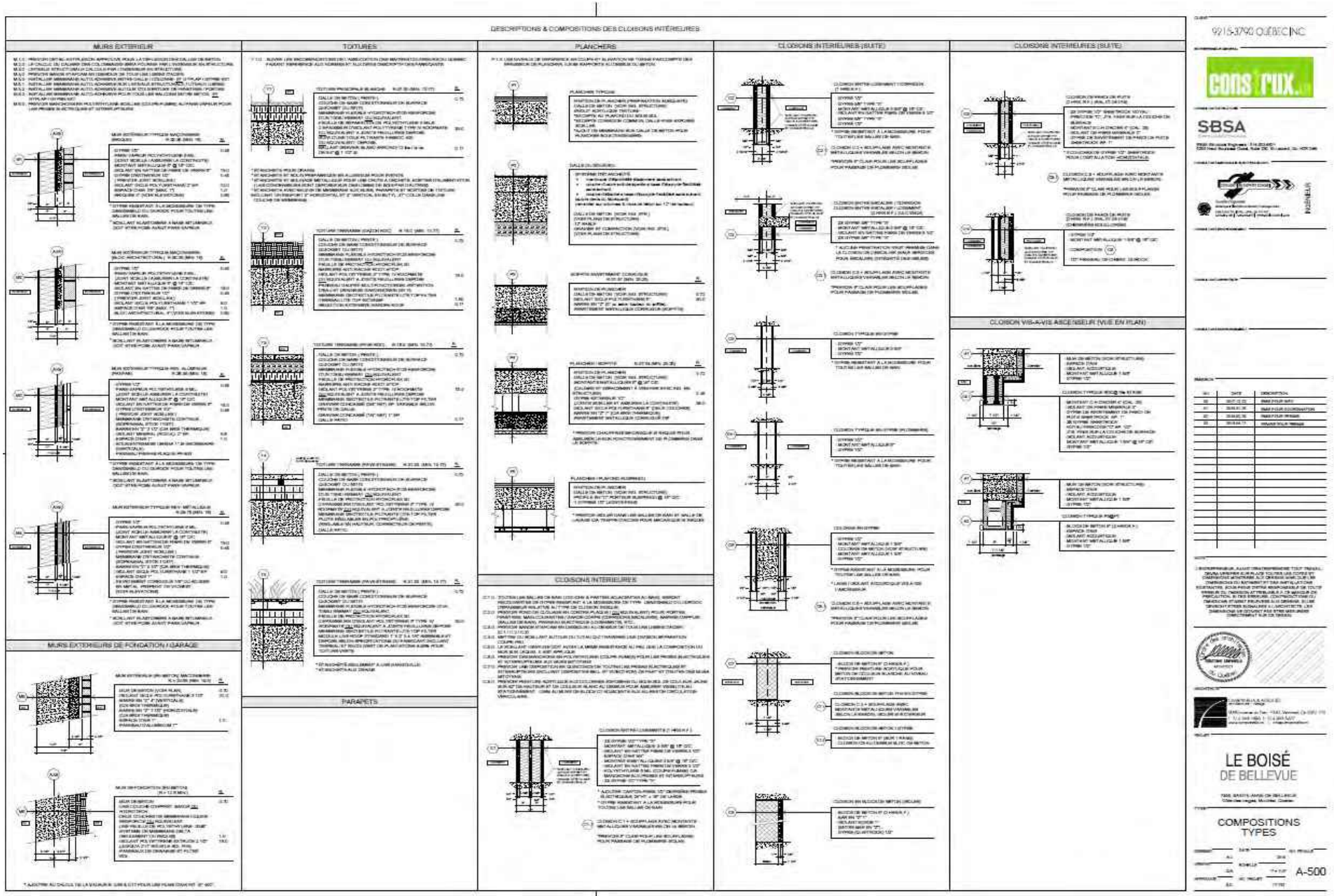
- Un des usages sensibles énumérés à la section 4.8.3.1, si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment où s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h) ;
- Un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment si le niveau sonore à l'extérieur du bâtiment est supérieur à 55 dBA Leq (24 h).

4.8.3.5 Occupations dans un secteur situé aux abords de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal

La réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit régir l'occupation d'un emplacement par un des usages indiqués à la section 4.8.3.1 à l'intérieur d'une zone dont le niveau de projection du bruit perçu (NEF) est supérieur à 25, tel qu'il est indiqué à la carte 25 – Contraintes liées à l'aéroport.

ANNEXE 4

Description & composition des cloisons extérieures


DESCRIPTIONS & COMPOSITIONS DES CLOISONS INTÉRIEURES
MURS EXTÉRIEUR
TOITURES
PLANCHERS
CLOISONS INTÉRIEURES (SUITE)
CLOISONS INTÉRIEURES (SUITE)
MURS EXTÉRIEURS DE FONDATION / GARAGE
PARAPETS
CLOISONS INTÉRIEURES
CLOISON VIS-À-VIS ASCENSEUR (VUE EN PLAN)
9215-3790 QUÉBEC INC.
cons'rux
SBSA
LE BOISÉ
DE BELLEVUE
COMPOSITIONS
TYPES
A-500

ANNEXE 5

Extrait d’Isolement acoustique dans les collectifs d’habitation à ossature de bois

Installation électrique

- Décalez les interrupteurs et les réceptacles d'au moins 400 mm (16 po) horizontalement sur les côtés opposés des murs mitoyens entre les logements.
- Posez de l'isolant phonique derrière les coffrets électriques.
- Posez les plafonniers en applique au lieu de les encastrer dans les plafonds /planchers qui séparent les logements. Étanchéisez le pourtour des coffrets électriques.
- Évitez de poser les panneaux électriques, les téléphones, les sonnettes, les intercoms et les installations audio encastrés dans les murs mitoyens ou les murs des corridors.
- Utiliser des câbles individuels pour desservir chaque logement de manière à ce que les bruits ne se transmettent pas d'un logement à l'autre par le biais du câblage.
- Employez des connecteurs souples pour les raccords électriques aux équipements qui produisent des vibrations.

Murs extérieurs et murs de corridor

Le Code national du bâtiment du Canada ne réglemente pas les murs et les toits assujettis à des sources de bruit extérieur. Malgré tout, dans certains cas, les concepteurs sont tenus de prévoir un isolement acoustique pour les murs extérieurs (par ex. près des artères principales) ou pour les murs et toits (près des pistes d'envol des aéroports[1]). Il convient d'avoir recours à l'indice de transmission du son extérieur-intérieur (ITSEI), le cas échéant, pour évaluer l'isolement acoustique des murs extérieurs et des toits. Puisque la partie massive des murs extérieurs présente habituellement un ITSEI élevé, ce sont les portes et les fenêtres qui procurent le moins d'isolement acoustique. Ces ouvertures et autres points de pénétration à travers les murs extérieurs requièrent une attention particulière de manière à garantir un isolement acoustique convenable contre les bruits provenant de sources extérieures (voir le tableau 1).

L'autorité provinciale ou municipale compétente peut exiger des études sur le bruit dans le cas d'aménagements résidentiels proposés près de routes achalandées, de voies ferrées ou d'aéroports. Ces études peuvent recommander des exigences minimales en matière d'isolement acoustique des matériaux des façades, des portes et des fenêtres pour répondre aux normes minimales antibruit. Elles peuvent également restreindre la surface maximale des ouvertures donnant sur des artères bruyantes.

Fenêtres

Les fenêtres procurent un isolement acoustique habituellement inférieur à celui des murs adjacents. Les fenêtres bien situées et des bonnes dimensions peuvent contribuer à atténuer les bruits provenant de l'extérieur. Les vitrages doubles ou triples, l'étanchéisation du périmètre et les coupe-froid améliorent également le niveau d'isolement acoustique

Les ouvrants de fenêtre les plus courants dans les constructions résidentielles sont les fenêtres pivotantes (à battant), à guillotine, basculantes et coulissantes. En position ouverte, les fenêtres pivotantes et basculantes peuvent dévier le bruit dans l'espace habitable. On devrait donc les poser de manière à ce qu'elles s'ouvrent en direction opposée aux bruits dominants, de manière à atténuer quelque peu le bruit à la suite d'une déviation.

Jusqu'à tout récemment, les données acoustiques portant sur les fenêtres supposaient habituellement que la composition du vitrage déterminait en majeure partie leurs propriétés de transmission du son. Les données ne tenaient pas compte du type d'ouvrant, lequel peut influer sur la transmission du bruit.

[1] Birta, J., J. S. Bradley et T. Estabrooks, *IBANA-Calc User's Manual*, Conseil national de recherches du Canada, novembre 2001. (Le logiciel IBANA-Calc évalue le niveau des bruits intérieurs en fonction d'un bruit d'avion donné.)

Des recherches récentes révèlent que l'ITS varie en fonction :

- du type de fenêtre (pivotante, basculante ou coulissante); de ses caractéristiques physiques et de son coût;
- des dimensions de l'ouverture;
- de la composition du vitrage (type de vitrage, épaisseur du vide entre les verres et de la vitre, et type d'intercalaire) et
- des fuites à travers la fenêtre et au pourtour.

Le tableau 7 montre des exemples d'ITS de certaines fenêtres fixes et ouvrantes dotées de différents types de vitrages. Typiquement, les valeurs d'ITS varient entre 25 et 40, suivant le type de fenêtre, le genre de vitrage et la lame d'air.

Type de fenêtre	Type de cadre ou de châssis	Composition du vitrage	Notes	Poids/ épaisseur	ITS
Fenêtres fixes					
Vitrage isolant posé directement dans le bâti d'attente d'essai et scellé au périmètre	Sans cadre ni châssis (fixe)	Verre de 3 mm; lame d'air de 19 mm; verre de 3 mm	Vitrage isolant courant utilisé dans les fenêtres en aluminium à battant	62 lb/24,5 mm	27
		Verre de 5 mm; lame d'air de 38 mm; verre de 5 mm	Vitrage conçu pour une fenêtre fixe ou pour une fenêtre coulissante économique	104 lbs/48 mm	32
		Verre de 6 mm; lame d'air de 9 mm; verre de 8 mm	Maximise la performance acoustique des fenêtres en bois, en aluminium et en PVC	146 lbs/23 mm	34
Fenêtres ouvrantes					
Fenêtre à battant, 2 châssis (1 fixe, 1 ouvrant)	Châssis en PVC, cadre en bois recouvert de PVC	Verre de 3 mm; lame d'air de 16 mm; verre de 3 mm	Fenêtre à battant courante en PVC	98 lbs/22 mm	28
Fenêtre coulissante, 4 châssis coulissant horizontalement	Châssis et cadre en bois recouverts de vinyle	Verre de 5 mm; lame d'air de 34 mm; verre de 5 mm	La plus économique des fenêtres coulissantes à quatre volets	120 lbs/44 mm	32
Fenêtre coulissante, 4 châssis coulissant horizontalement	Châssis et cadre en aluminium	Verre de 3 mm; lame d'air de 108 mm; verre de 3 mm	Fenêtre coulissante en aluminium courante	95 lbs/114 mm	41

Source : Adapté de Morin, M., *Isolation sonore procurée par les fenêtres de projets résidentiels*, SCHL, Ottawa, 1997

Tableau 7 — Exemples de valeurs d'isolement acoustique des fenêtres résidentielles

Un ITS de 30 est habituellement acceptable dans le cas de logements situés sur des rues à vocation résidentielle dont la circulation automobile est faible ou modérée. On recommande un ITS de 40 dans les endroits bruyants, comme c'est le cas à proximité des artères principales, des usines et des aéroports. Des fenêtres acoustiques spéciales, offertes dans le commerce, possèdent un ITS allant d'environ 45 à plus de 50. Ces valeurs élevées résultent de la lame d'air importante entre les plaques de verre (environ 38 mm ou 1 1/2 po) et la pose d'un matériau absorbant au périmètre entre les plaques de verre, qui atténue les ondes sonores.

De plus, il faut isoler acoustiquement les vitrages les uns des autres, et des murs ou cadres adjacents. Un faible taux d'infiltration d'air par le périmètre de l'ouvrant s'impose également, car les parcours empruntés par les fuites d'air transmettent le bruit. Les fenêtres qui présentent de bonnes qualités acoustiques sont souvent très étanches à l'air.

L'orientation du bâtiment et la conception de l'emplacement peuvent influer sur le degré d'exposition aux bruits provenant de l'extérieur. Par exemple, les bermes et les barrières antibruits peuvent atténuer le bruit qui se rend jusqu'au bâtiment. Bien que les arbres et les arbustes puissent servir d'écran visuel, ils ne sont pas efficaces à titre d'écran acoustique.

Portes de logement

Les portes de logement dans les collectifs d'habitation possèdent un degré pare-flamme et pare-son modérés, quoique les espaces de joint au pourtour des cadres et au seuil permettent à une quantité considérable de bruit de se transmettre dans les logements. Des coupe-froid compressibles posés sur le dessus et les côtés du cadre de porte rehausseront l'ITS de la porte. Bien que les coupe-froid de seuil de portes puissent amenuiser la transmission du son, ils peuvent réduire l'alimentation en air frais dans le logement.

Dans les collectifs d'habitation, les corridors sont souvent pressurisés à l'aide d'air frais afin de repousser la fumée et les odeurs dans les logements, et pour compenser l'air évacué par les ventilateurs de cuisine et de salle de bains, et les sécheuses. Toutefois, l'espace habituellement prévu sous la porte pour permettre à l'air frais du corridor de parvenir dans le logement diminue grandement les qualités acoustiques de la porte. Si les corridors doivent être pressurisés, on peut en atténuer les effets négatifs sur l'isolement acoustique en situant l'espace de joint au-dessus de la porte et en la recouvrant d'un morceau de conduit isolé ou d'un silencieux qui fournit un indice de transmission sonore équivalent à celui de la porte.

L'ITS des portes courantes varie entre 27 et 32. Avec les améliorations apportées aux garnitures, les cotes peuvent augmenter de 5 dB. Le tableau 8 établit une comparaison entre quelques portes ordinaires de logement. Veuillez noter que l'ITS des portes est de beaucoup inférieur à celui des murs.

Type de fenêtre	Poids par unité de surface		ITS (avec garnitures d'étanchéité)
	Kg/m²	lb/pi²	
Portes en métal avec remplissage	29,5	6.5	27
Porte en bois à âme massive de 45 à 57 mm d'épaisseur (1 ¾ à 2 ¼ po)	23-28,6	5,2-6,3	28
Portes insonorisantes	36,3	8	32

Source : Birta, J., J. S. Bradley et T. Estabrooks, *IBANA-Calc User's Manual*

Tableau 8 — Exemples de valeurs d'isolement acoustique de portes ordinaires

Des portes insonorisantes spéciales assortis d'un ITS de plus de 50 existent dans le commerce. Elles sont beaucoup plus lourdes que les portes ordinaires, et sont munies de charnières et de cadres conçus pour soutenir le poids additionnel. On portera une attention particulière à la conception des garnitures de périmètre afin d'assurer une atténuation optimale du bruit.

Une entrée de logement comportant une porte extérieure, un vestibule et une porte intérieure peut atteindre un ITS de 50 ou plus, au moyen de composants de bâtiment et de portes ordinaires.

ANNEXE 6

La performance acoustique de différents types de composante vitrée

MULTIVER

Le savoir-faire de l'industrie du verre



STC	Rendement acoustique	Appréciation
45 et plus	Des sons très forts tels que des instruments à cuivre, un chanteur à voix ou une radio à plein volume peuvent à peine être entendus, sinon pas du tout.	Excellent
40 à 45	Une conversation bruyante peut à peine être entendue mais pas comprise. Une conversation normale est inaudible.	Très bon
35 à 40	Une conversation bruyante peut être entendue mais pas facilement comprise. Une conversation normale peut à peine être entendue sinon pas du tout.	Bon
30 à 35	Une conversation bruyante peut être entendue assez bien. Une conversation normale peut être entendue mais pas facilement comprise.	Passable
30 et moins	Une conversation normale peut être entendue assez facilement et distinctement à travers le mur.	Faible

Ce document est produit uniquement pour donner un aperçu du rendement acoustique de certains éléments.
Afin d'utiliser des valeurs certifiées vous devez vous référer à un acousticien.

Description	STC	OITC
Verre 6mm	31	29
Verre 12mm	36	33
Verre laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm	35	31
Verre laminé 3mm-pvb 0.060"-3mm	35	32
Verre laminé 6mm-pvb 0.030"-6mm	38	34
Verre laminé 6mm-pvb 0.060"-6mm	39	34
Verre laminé 12mm-pvb 0.060"-6mm	41	38
Verre laminé 10mm-pvb 0.060"-10mm	41	N/D
Unité scellée composée d'un verre 3mm / 6mm air / verre 3mm	28	26
Unité scellée composée d'un verre 3mm / 12mm air / verre 3mm	31	26
Unité scellée composée d'un verre 6mm / 12mm air / verre 6mm	35	28
Unité scellée composée d'un verre laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm / 6mm air / verre 3mm	35	31
Unité scellée composée d'un verre laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm / 12mm air / verre 5mm	39	31

Unité scellée composée d'un verre laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm / 12mm air / verre 6mm	39	31
Unité scellée composée d'un verre laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm / 12mm air / laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm	42	33
Unité scellée triple composée d'un verre 6mm / 12mm air / 6mm / 12mm air / 6mm	39	31
Unité scellée triple composée de 3 verres laminés 3mm-pvb 0.030"-3mm avec 2 espace d'air de 12mm	44	33
Unité scellée triple composée d'un verre 10mm / 22mm air / verre 6mm / 22mm air / laminé 4mm-pvb 0.030"-4mm	53	45
Assemblage composé d'un verre 6mm / 25mm air / verre 6mm	37	30
Assemblage composé d'un verre 5mm / 102mm air / verre 5mm	44	35
Assemblage composé d'un verre laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm / 25mm / verre 5mm	42	33
Assemblage composé d'un verre laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm / 51mm / verre 5mm	45	35
Assemblage composé d'un verre laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm / 25mm air / laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm	46	37
Assemblage composé d'un verre laminé 6mm-pvb 0.030"-6mm / 25mm air / laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm	46	34
Assemblage composé d'un verre laminé 6mm-pvb 0.030"-6mm / 102mm / verre 5mm	49	41
Assemblage composé d'un verre laminé 6mm-pvb 0.060"-6mm / 102mm air / laminé 6mm-pvb 0.060"-6mm	50	42
Assemblage composé d'un verre laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm / 102mm air / laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm	51	38
Assemblage composé de 2 verres laminés 6mm-pvb 0.030"-6mm et d'un espace d'air de 102mm	51	N/D
Assemblage composé d'un verre laminé 3mm-pvb 0.030"-3mm / 102mm air / laminé 6mm-pvb 0.060"-6mm	53	45
Assemblage triple composé de 3 verres 6mm et de 1 espace d'air de 25mm et 1 de 12mm	46	37
Assemblage triple composé de 3 verres laminés 3mm-pvb 0.030"-3mm et de 1 espace d'air de 25mm et 1 de 12mm	49	36
Cloison de montants métalliques de 92mm avec un gypse de 12mm de chaque côté	36	N/D
Cloison de briques 100mm assemblées à l'aide de mortier	45	N/D
Cloison de blocs de ciment léger 152mm avec deux couches de peinture de chaque côté	46	N/D
Cloison de blocs de ciment haute densité 203mm avec deux couches de peinture de chaque côté	52	N/D

STC = Sound transmission class OITC = Outdoor, indoor transmission class

NADEAU Foresterie Urbaine Inc.
233, boul. Ste-Rose Bureau 420 Laval, QC H7L 1L7 Canada
Tél.: 450-628-1291 • Fax: 450-628-6196
nfu@nadeauforesterieurbaine.com
www.nadeauforesterieurbaine.com

Le 4 juin 2018

M. Romain Dompnier
Construx Inc.
4480, chemin de la Côte-de-Liesse, bur. 318
Montréal, QC H4N 2R1

Objet : **Terrain près du coin de la rue Brock S. et le boul. Ste-Anne-de-Bellevue – Inventaire des arbres**

Monsieur,

1. Mise en contexte et résumé du mandat

Tel que demandé, un inventaire des arbres présents sur le site d'un projet immobilier près du coin de la rue Brock S. et le boul. Ste-Anne-de-Bellevue à Montréal a été effectué le 31 mai de cette année. La zone d'étude couverte est délimitée à la *figure 1* ci-dessous.

Figure 1 : **Localisation approximative de la zone sous étude (délimitée en jaune)**



Source du plan : *Google Maps*

Ce projet consistait à localiser et à caractériser (numéro, espèce, diamètre du tronc, condition générale de santé) individuellement chacun des arbres.

2. Méthodologie

Seulement les arbres ayant un diamètre de tronc au DHP[1] de 10 cm et plus ont été inventoriés individuellement. Les données recueillies pour chaque arbre ont été son espèce, son diamètre de tronc au DHP, et sa condition générale de santé (en pourcentage et par classe). De plus, les arbres ont été localisés avec un appareil GPS de type *Garmin* (degré de précision normalement à ± 3-5 m près).

Une description visuelle générale et approximative, mais représentative, des arbres de moins de 10 cm de tronc a aussi été faite.

Tout frêne à abattre a été marqué par une bande de peinture rose autour de la circonférence du tronc à environ 1,5 m du sol.

3. Résultats de l'inventaire

Les résultats de cet inventaire sont exposés sur les plans de localisation des arbres [voir *figures 2 à 5*] et la liste descriptive des arbres [voir *tableau 1*] à la fin de ce rapport.

Au total, 97 arbres ont été inventoriés.

- Environnement

De manière générale, le terrain de la zone sous étude est sur une pente qui longe le stationnement d'un lot voisin. L'environnement est considéré comme un milieu en friche, c'est-à-dire que les arbres ont tous poussé naturellement de manière sauvage.

- Espèces d'arbres

Si on y retrouve cinq espèces différentes, les érables à Giguère comptent à eux seuls pour la grande majorité des arbres inventoriés (84%). Les espèces retrouvées dans la zone d'étude sont typiques d'un milieu en friche (érable à Giguère, érable de Norvège et robinier faux-acacia) soit des espèces envahissantes qui se propagent très facilement dans les environnements naturels, et même plus dans les milieux urbains. De plus, l'érable à Giguère pousse très souvent sur des pentes, ce qui explique sa forte dominance sur ce terrain. Le *tableau 2* à la page suivante présente la distribution détaillée des espèces inventoriés.

[1] DHP : Diamètre à hauteur de poitrine, mesuré à 1,4 m du sol.

Tableau 2 : **Espèces d'arbres**

Espèce	Nombre d'arbres	%
érable à Giguère	81	84
érable de Norvège	11	11
peuplier deltoïde	2	2
robinier faux-acacia	2	2
frêne de Pennsylvanie	1	1
Total	97	100

♦ Diamètre de tronc et âge des arbres

Les diamètres de tronc mesurés sont très variables, soit de 10 à 96 cm. Par contre, on note que la majorité (i.e. 82%) des arbres inventoriés font moins de 40 cm de diamètre de tronc.

Compte tenu du portrait de la répartition en diamètres des troncs et en espèces, on peut dire que nous sommes en présence d'arbres de moins de 40 ans en général.

♦ Condition de santé

En fonction de l'inventaire réalisé, la plupart des arbres inventoriés (68%) sont de bonne ou de moyenne condition de santé [le *tableau 3* ci-dessous présente la distribution détaillée des classes de condition de santé] [2].

Tableau 3 : **Condition de santé des arbres**

Classe de condition de santé	Nombre d'arbres	%
excellente	0	0
bonne	25	26
moyenne	41	42
faible	11	12
très faible	10	10
mort	10	10
Total	97	100

[2] La condition générale de santé donne une appréciation résumée de la condition de l'arbre selon cinq classes de référence :
- excellente : arbre sans défaut structural ou problème de santé particulier [cote de condition entre 85 et 100%]
- bonne : arbre ne présentant au plus que quelques défauts structuraux ou problèmes de santé d'importance mineure à moyenne [cote de condition entre 65 et 80%]
- moyenne : arbre présentant un ou plusieurs défauts structuraux ou problèmes de santé d'importance moyenne à relativement importante [cote de condition entre 50 et 60%]
- faible : arbre présentant un ou plusieurs défauts structuraux ou problèmes de santé d'importance majeure (dans la plupart des cas, arbre à abattre ou en voie de l'être…) [cote de condition entre 5 et 45%]
- mort : arbre définitivement mort [cote de condition de 0%]

- Présence de frênes

Il est à noter qu'il y avait seulement un frêne (arbre #1) parmi les arbres inventoriés dans la zone sous étude. Cet arbre est presque mort et donc il devra être abattu dès que possible. L'arbre a été identifié avec une bande de peinture rose autour du tronc à environ 1,5 m du sol.

- Arbres de moins que 10 cm de diamètre

Une description visuelle générale et approximative des arbres présents dans la zone d'étude a aussi été faite.

La strate régénérative en arbres se compose principalement de jeunes érables à Giguère et de frênes. Il y avait aussi une présence de nerpruns (arbrisseau indésirable et envahissant).

En espérant le tout répondant à vos attentes, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations les meilleures.



Luc Nadeau, ing. f.
Directeur de projets
Arboriculteur certifié ISA

Figure 2 : **Plan général de localisation des arbres**



Source du plan de fond : *Esri, DigitalGlobe, GeoEye, Earthstar Geographics, CNES/Airbus DS, USDA, USGS, AEX, Getmapping, Aerogrid, IGN, IGP, swisstopo, et le GIS User Community*

Figure 3 : **Plan de localisation des arbres (agrandissement #1)**



Source du plan de fond : *Esri, DigitalGlobe, GeoEye, Earthstar Geographics, CNES/Airbus DS, USDA, USGS, AEX, Getmapping, Aerogrid, IGN, IGP, swisstopo, et le GIS User Community*

Figure 4 : **Plan de localisation des arbres (agrandissement #2)**



Source du plan de fond : *Esri, DigitalGlobe, GeoEye, Earthstar Geographics, CNES/Airbus DS, USDA, USGS, AEX, Getmapping, Aerogrid, IGN, IGP, swisstopo, et le GIS User Community*

Figure 5 : **Plan de localisation des arbres (agrandissement #3)**



Source du plan de fond : *Esri, DigitalGlobe, GeoEye, Earthstar Geographics, CNES/Airbus DS, USDA, USGS, AEX, Getmapping, Aerogrid, IGN, IGP, swisstopo, et le GIS User Community*

Tableau 1 : **Liste descriptive des arbres**

No arbre	Espèce	Diamètre du tronc (cm)*	Condition de santé	
			%	Classe
1	frêne de Pennsylvanie	50	10	très faible
2	peuplier deltoïde	96	75	bonne
3	érable à Giguère	39	70	bonne
4	peuplier deltoïde	93	75	bonne
5	érable à Giguère	26	70	bonne
6	érable de Norvège	23	75	bonne
7	érable à Giguère	18	70	bonne
8	érable à Giguère	17	45	faible
9	érable à Giguère	19	45	faible
10	érable à Giguère	23	45	faible
11	érable à Giguère	23	60	moyenne
12	érable à Giguère	16	5	très faible
13	érable à Giguère	43	70	bonne
14	érable à Giguère	16	0	mort
15	érable à Giguère	16	50	moyenne
16	érable à Giguère	20	50	moyenne
17	robinier faux-acacia	29-18	65	bonne
18	robinier faux-acacia	17	50	moyenne
19	érable à Giguère	21-13-12	25	très faible
20	érable à Giguère	29	10	très faible
21	érable à Giguère	55	5	très faible
22	érable à Giguère	51	70	bonne
23	érable à Giguère	30-24	40	faible
24	érable à Giguère	15	50	moyenne
25	érable à Giguère	61	40	faible
26	érable à Giguère	26	70	bonne
27	érable à Giguère	25	55	moyenne
28	érable de Norvège	14	65	bonne
29	érable de Norvège	20	65	bonne
30	érable de Norvège	11	65	bonne
31	érable de Norvège	18	65	bonne
32	érable à Giguère	35	0	mort
33	érable à Giguère	17	0	mort
34	érable à Giguère	12	0	mort
35	érable à Giguère	23	60	moyenne
36	érable de Norvège	45	70	bonne
37	érable de Norvège	37-16	70	bonne
38	érable à Giguère	19	50	moyenne
39	érable à Giguère	20	0	mort
40	érable à Giguère	30	45	faible
41	érable à Giguère	30	0	mort
42	érable à Giguère	44-35	50	moyenne
43	érable à Giguère	14	0	mort
44	érable à Giguère	50	55	moyenne
45	érable à Giguère	28	50	moyenne
46	érable à Giguère	36	35	faible
47	érable à Giguère	12	35	faible
48	érable à Giguère	32	55	moyenne
49	érable à Giguère	52	50	moyenne
50	érable à Giguère	26	0	mort
51	érable à Giguère	44	60	moyenne
52	érable à Giguère	38	50	moyenne
53	érable à Giguère	11	10	très faible

Tableau 1 : **Liste descriptive des arbres** *(suite)*

No arbre	Espèce	Diamètre du tronc (cm)*	Condition de santé	
			%	Classe
54	érable à Giguère	10	40	faible
55	érable à Giguère	19-15-12-9	25	très faible
56	érable à Giguère	25	50	moyenne
57	érable à Giguère	16	20	très faible
58	érable à Giguère	18	10	très faible
59	érable de Norvège	33	70	bonne
60	érable à Giguère	14	0	mort
61	érable à Giguère	58	50	moyenne
62	érable à Giguère	20	45	faible
63	érable à Giguère	26	50	moyenne
64	érable à Giguère	25	0	mort
65	érable à Giguère	24	50	moyenne
66	érable à Giguère	34	50	moyenne
67	érable à Giguère	14	40	faible
68	érable à Giguère	35-21	55	moyenne
69	érable à Giguère	23	65	bonne
70	érable à Giguère	26	65	bonne
71	érable à Giguère	10	50	moyenne
72	érable à Giguère	29-12-11	65	moyenne
73	érable à Giguère	33	70	bonne
74	érable à Giguère	27	10	très faible
75	érable à Giguère	23	60	moyenne
76	érable à Giguère	40	50	moyenne
77	érable à Giguère	77	65	bonne
78	érable à Giguère	50	70	bonne
79	érable à Giguère	24-23-13-7	55	moyenne
80	érable à Giguère	36-22	50	moyenne
81	érable à Giguère	17	50	moyenne
82	érable à Giguère	17	50	moyenne
83	érable de Norvège	33	55	moyenne
84	érable de Norvège	13	60	moyenne
85	érable à Giguère	49-23	60	moyenne
86	érable à Giguère	18	50	moyenne
87	érable à Giguère	27	60	moyenne
88	érable à Giguère	21-20-19	60	moyenne
89	érable à Giguère	17-15	55	moyenne
90	érable à Giguère	15	55	moyenne
91	érable à Giguère	14	55	moyenne
92	érable à Giguère	18-16	65	bonne
93	érable à Giguère	13-10	60	moyenne
94	érable à Giguère	22	70	bonne
95	érable de Norvège	10	70	bonne
96	érable à Giguère	15	55	moyenne
97	érable à Giguère	18	55	moyenne

*Diamètre mesuré à hauteur de poitrine (1,4 m du sol).

NADEAU
Foresterie Urbaine inc

233, boul. Ste-Rose Bureau 420 Laval, QC H7L 1L7 Canada
Tél.: 450-628-1291 • Fax: 450-628-6196
nfu@nadeauforesterieurbaine.com
www.nadeauforesterieurbaine.com

Le 23 août 2018

M. Gianni Biagioni
CAMPANELLA & ASSOCIÉS architecture + design
9090, avenue du Parc, #330
Montréal, QC
H2N 1Y8

Objet : **Terrain près du coin de la rue Brock S. et le boul. Ste-Anne-de-Bellevue – Stratégie de plantation d'arbres**

Monsieur,

1. Mise en contexte et résumé du mandat

Un projet immobilier est prévu près de l'intersection de la rue Brock S. et du boul. Ste-Anne-de-Bellevue à Montréal. Dans le cadre de ce projet, un inventaire des arbres (plus de 10 cm de diamètre) et un rapport avaient été effectués et produits par notre firme entre le 31 mai et le 4 juin derniers.

Suite au dépôt de ce rapport, une nouvelle demande a été faite par la Ville de Montréal afin d'identifier la stratégie de plantation d'arbres préconisée pour le remplacement des arbres en mauvais état tout en bonifiant la nature des végétaux présents. Le présent rapport, s'appuyant sur les données prises lors de l'inventaire des arbres, mais aussi sur de nouvelles données récoltées le 20 août dernier, vise donc à analyser cette demande et à exposer le plan de restauration proposé (mesures recommandées, espèces proposées, localisation…).

La zone d'étude, d'une superficie d'environ 4 395 m^2, couverte par le présent mandat est illustrée à la *figure 1* ci-dessous.

Figure 1 : **Localisation approximative de la zone sous étude (délimitée en rouge)**



2. Méthodologie et résultats

Pour les fins du présent rapport, une visite sur le site a été effectuée le 20 août 2018 par Mme Christina Idziak, arboricultrice certifiée ISA et spécialisée en aménagement des boisés naturels en milieu urbain. Lors de cette visite, des données complémentaires à l'inventaire effectué le 31 mai dernier par notre firme ont été récoltées (données relatives à la végétation arbustive, à la strate arbustive et tout autre élément utile pour les fins du présent rapport).

Suite à cette prise de donnée, la zone à l'étude a pu être séparée en 13 différentes zones en fonction de leur composition en espèce et de la topographie du terrain (voir *Figure 2*).

De plus, de manière générale, le territoire sujet à l'étude peut se diviser en trois grands groupes de zones, soit les zones boisées, les zones vacantes sans couvert forestier ainsi qu'une portion composée de sol en gravier. L'inventaire complet de ces zones est présenté dans le *Tableau 1,* à l'*Annexe 1*).

- Zones boisées (Zones 3, 5, 51 et 9)

Ce groupe est généralement caractérisé par les zones ayant un couvert forestier typique des friches 'montréalaises'. La composition forestière de ces zones est majoritairement constituée d'érables à Giguère, de peupliers deltoïdes et d'érables de Norvège. Le couvert dans les strates d'arbres de régénération, arbustives et herbacées est faible (*voir Tableau 1*). Dix-huit arbres ont été identifiés comme morts, ou avec une condition très faible ou faible (*voir rapport de juin 2018*). De plus, ces zones boisées sont généralement situées sur une pente.

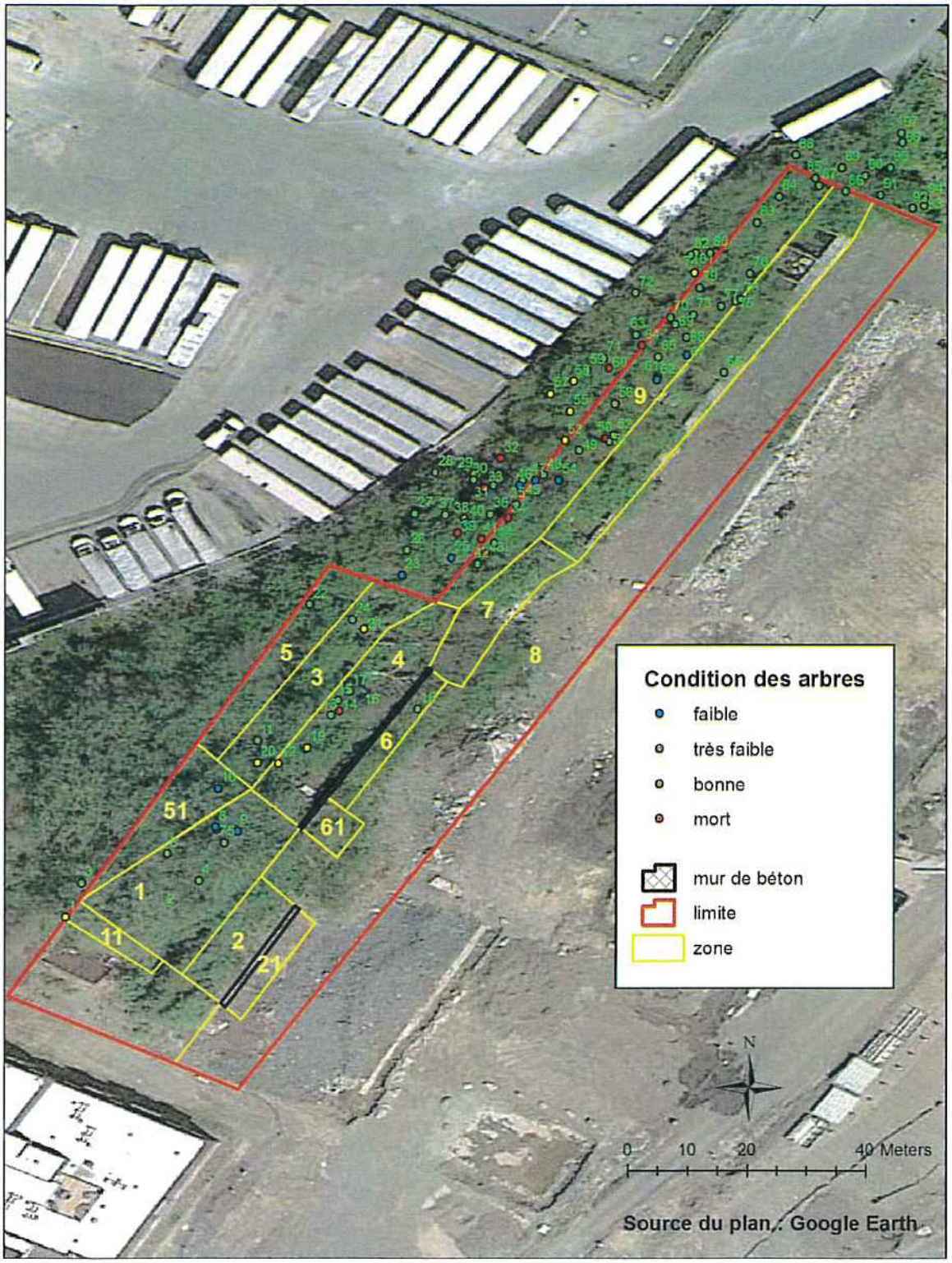
- Zones vacantes (Zones 1, 11, 2, 21, 4, 6, 61 et 7)

Ce groupe est quant à lui constitué des zones dépourvues de couvert forestier. À ces endroits, la végétation est composée de diverses plantes colonisant les espaces ouverts libres.

- Sol en gravier (Zone 8)

À cet endroit, un stationnement asphalté était autrefois présent. Aujourd'hui, le stationnement asphalté a laissé place à un parterre en gravier où peu de végétation a été en mesure de s'établir.

Figure 2 : **Plan général de localisation des arbres et des 13 zones**



3. Analyse et discussion

En premier lieu, il importe de mentionner quelques éléments à considérer afin de maximiser l'efficacité des mesures recommandées dans la section suivante et de permettre leur maintien à long terme.

3.1. Environnement physique

Premièrement, certains éléments concernant l'environnement physique actuel des lieux doivent être pris en compte avant toute plantation. En effet, il a été constaté, lors de nos visites sur les lieux, que plusieurs déchets étaient présents à divers endroits du site. Il s'agit ici tant de déchets de construction (matériaux, blocs de béton…) que de déchets de tout autre type (pièces de métal, déchets domestiques, dépôts par le public…). Ainsi, dans un objectif de restauration du site par la plantation d'arbres, ces déchets devraient être retirés préalablement aux travaux afin de libérer l'espace dans un premier temps, mais aussi afin de recréer un environnement ayant un aspect plus « naturel ».

3.2. Espèces à contrôler

Du côté de la végétation en place, la présence d'espèces envahissantes et/ou indésirables qui risque de contaminer les boisés a été notée, soit la renouée japonaise (*Fallopia japonica*[1]), l'alliaire officinale (*Alliaria petiolata*), l'érable de Norvège (*Acer platanoides*), l'érable à Giguère (*Acer negundo*) et le robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*).

- Renouée japonaise

La présence de la renouée japonaise, une espèce exotique envahissante, a été constatée à proximité du mur en béton et sur la berme. Comme il s'agit d'une espèce préférant la lumière, elle est susceptible de s'établir en bordure des boisés et peut parfois s'établir dans ceux-ci lorsque le couvert n'est pas suffisamment dense. Des recommandations en ce qui a trait au contrôle de cette espèce seront exposées dans la section suivante.

- Érable de Norvège

Cette espèce est considérée à de nombreux endroits comme une espèce exotique envahissante. Cette espèce, encore aujourd'hui fréquemment plantée en milieu urbain en raison de caractéristiques attrayantes (nombreuses variétés disponibles, formes, couleur du feuillage…), est en mesure d'envahir les zones boisées. En effet, l'érable de Norvège possède un avantage physiologique important puisqu'il est en mesure de produire son feuillage avant les autres espèces. Ainsi, cela lui permet d'accéder plus facilement (et longtemps) à la lumière (élément indispensable à la croissance des végétaux) ce qui peut lui procurer une longueur d'avance sur ses compétiteurs. De plus, son feuillage est généralement très dense et laisse peu pénétrer la lumière.

[1] Nom scientifique entre parenthèses

Or, 3 individus d'érable de Norvège ont été répertoriés dans la zone sujette au présent rapport lors de l'inventaire effectué par notre firme le 31 mai dernier, soit 1 dans la zone 1 et 2 dans la zone 9.

La poursuite de la croissance de ces individus dans les prochaines années fera en sorte de créer des zones d'ombrage important sous leur canopée (zone où plusieurs espèces plus désirables, incluant celles qui seront plantées, auront de la difficulté à croître par manque de lumière) tout en permettant la dispersion d'un grand nombre de semis (qui, eux, seront adaptés à l'ombrage). Ainsi, dans un horizon de 10 ou 20 ans, nous sommes d'avis que les plantations herbacées et arbustives qui sont recommandées à la section suivante auront de la difficulté à compétitionner avec les érables de Norvège si aucune action n'est entreprise.

À plus long terme (40 à 50 ans), une diminution de biodiversité ainsi que du couvert herbacé et arbustif pourrait se produire dû à l'établissement et la croissance d'individus d'érables de Norvège qui empêcheraient le bon établissement et/ou le maintien de plusieurs autres espèces dû à l'ombrage créé. D'autres impacts pourraient ainsi résulter en l'absence de moyens de contrôle de l'érable de Norvège, pensons notamment à une augmentation des risques d'érosion des suites d'une diminution du couvert du sol. Afin d'éviter ce scénario, des recommandations quant aux mesures à prendre pour contrôler cette espèce sont énoncées à la section suivante.

- Érable à Giguère et robinier faux-acacia

Bien que l'érable à Giguère et le robinier faux-acacia ne soient pas des espèces exotiques envahissantes, leur contrôle est également recommandé puisqu'il s'agit d'espèces de faible qualité typique des zones boisées de faible valeur. De plus, ces espèces, actuellement présentes dans la strate arbustive et en quantité importante dans les portions sans couvert forestier du site, sont susceptibles de se maintenir ou s'établir dans les zones qui seront aménagées et ainsi faire compétition aux espèces de meilleure qualité en place ou qui seront plantées.

Dans tous les cas, la mise en place d'un plan de contrôle des espèces envahissantes est recommandée préalablement aux travaux de reboisement/bonification afin de s'assurer que ces espèces ne s'établissement pas dans les zones concernées à l'avenir.

4. Recommandations

♦ Année 1 : Zones actuellement boisées

Dans ces zones, l'objectif est de diversifier et de bonifier les végétaux présentement en place tout en assurant une continuité avec les autres portions de la falaise. Pour commencer, il est recommandé d'abattre les arbres identifiés comme étant morts, ou en condition très faible et faible (*voir tableau 1 dans le rapport de juin 2018*). Ensuite, dès que possible, il est recommandé d'établir des strates d'arbres, d'arbustes et d'herbacées indigènes. Pour ce faire, la liste d'espèces suivante est proposée :

Arbres*	Arbustes	Espacement	Herbacées	Espacement
Acer saccharum	*Diervilla lonicera*	1 mètre, centre à centre	*Circaea lutetiana*	1 mètre, centre à centre
Celtis occidentalis	*Prunus virginiana*		*Maianthemum racemosum*	
Tilia americana			*Pteridium aquilinum*	
			Aralia nudicaulis	

* pour chaque arbre abattu, 3 arbres de 1m de hauteur sont à planter.

Les plantes indigènes existantes sont à conserver sur place. De plus, la végétation existante devra être dégagée autour de chaque nouvelle plantation, tout en prenant en compte le risque d'érosion sur cette zone en pente.

♦ Année 1 : Contrôle de la renouée japonaise

Les plants de renouée japonaise se reproduisent et se dispersent principalement par voie végétative (i.e. par leurs tiges et racines) alors qu'une très faible proportion de plants sont produits par reproduction sexuée (i.e. graines). À noter, la reproduction sexuée serait davantage observée dans les milieux ouverts. L'apparition de nouvelles populations peut soit résulter de la dispersion de graines ou encore de portions de plantes non disposées de manière adéquate. Une fois qu'une population s'est établie sur un nouveau site, la reproduction végétative est la méthode de dispersion dominante.

La méthode de contrôle préconisée pour cette espèce est de retirer la plus grande portion possible de son système racinaire afin de prévenir une nouvelle croissance par reproduction végétative. À noter, le système racinaire de cette espèce est connu pour croître à une profondeur pouvant aller jusqu'à 3 m. En fonction de ces informations, il est recommandé de retirer toutes les portions de plantes et le sol sous-jacent à la population. De plus, comme les rhizomes de la renouée japonaise sont en mesure de s'étendre latéralement jusqu'à 5 m de distance, il est suggéré que le sol soit retiré (sur au moins 1 à 2 pi) dans une zone tampon adjacente à la population.

Afin d'éviter la propagation de cette espèce, il est très important que tout le matériel retiré (portions de la plante et sol) soit disposé dans un dépôt de matériel dangereux qui accepte ce type de matériel. Dans une même optique, les outils et la machinerie (couteaux, roues, etc.)

utilisés pour le contrôle de cette espèce devraient faire l'objet d'un nettoyage adéquat afin de ne pas propager des portions de plantes, même très petites, qui pourraient résulter en l'établissement de nouvelles populations.

Suite au retrait de toutes les portions de la plante et du sol, la zone affectée (ainsi que la zone tampon de 5 m lorsque possible) devrait être recouverte d'une bâche de couleur foncée et extrêmement durable (ou encore deux couches d'une bâche durable aussi de couleur foncée) afin de « cuire » les racines qui essaieraient de repousser. La renouée japonaise ayant déjà été en mesure de croître au travers d'asphalte et d'autres surfaces dures, des suivis fréquents devraient être effectués sur le site afin de retirer toute nouvelle pousse et pour vérifier que la zone est toujours couverte de la bâche. De plus, celle-ci devrait être bien fixée, mais non tendue afin de limiter la quantité de pousses perçant la toile. Au moment des visites de suivi, tout sol ou portion de plante qui seront retirés devront être prudemment disposés au même titre que le matériel retiré lors de l'intervention initiale. De plus, en vertu de l'utilisation importante du site pour des fins récréatives, une grande vigilance devrait toujours être mise en place pour les mesures de nettoyage et une signalisation adéquate devrait être installée afin de renseigner les utilisateurs. Les mesures de suivi (i.e. visites de la zone sujette à l'intervention, coupe répétée des nouvelles tiges et entretien de la bâche) devront être maintenues pour une période de trois à cinq ans ou jusqu'à ce que la population ait été complètement éradiquée.

♦ Suite au développement du site : Zones vacantes et sol en gravier

Contrairement aux zones actuellement boisées, aucun couvert forestier n'est présent dans ces zones. Ainsi, plutôt que d'opter pour des espèces ayant un certain niveau de tolérance à l'ombre, les espèces choisies pour ces espaces sont plutôt des espèces dites « de lumière », c'est-à-dire des espèces peu tolérantes à l'ombre et en mesure de coloniser les milieux ouverts.

Considérant cet élément ainsi que la continuité avec les espèces présentement en place dans le secteur, deux espèces d'arbres sont recommandées pour la plantation dans ces zones, soit le peuplier deltoïde et le bouleau gris (espacement = 1/5m^2). De plus, la plantation d'arbustes (*Cornus stolonifera, Rubus odoratus et Rubus occidentalis*) (espacement = 1 mètre, centre à centre) et la mise en place d'une couche de paillis (<5cm d'épaisseur) sont recommandées pour éviter l'envahissement par des espèces indésirables, surtout à la bordure des zones boisées déjà présentes. Ces plantations pourront être effectuées dès la fin des travaux de construction afin d'éviter d'endommager la nouvelle végétation. De plus, un dégagement de la végétation en place, sur un rayon de 30cm autour de chaque plante, devra être effectué autour de chaque nouvelle plantation.

♦ Dans 5 ans : Contrôle de l'érable de Norvège

Pour éviter le développement d'un boisé composé quasiment entièrement d'érables de Norvège, un plan de contrôle est présenté ici. En effet, après cinq à dix ans, l'ombre des érables de Norvège commencerait à nuire à la végétation indigène du fait de l'augmentation de la taille de leur canopée et donc de leur zone d'ombre. De plus, leur régénération serait également plus

abondante après ce délai. L'objectif est donc d'éliminer les érables de Norvège dès que la végétation indigène naturelle et plantée en début de ce plan de restauration est établie (environ 5 ans). Au début du projet, les trois érables de Norvège sur le site ainsi que les huit spécimens localisés au nord-ouest du site vont servir à assurer de l'ombre pour les nouvelles plantations et éviter l'installation de plusieurs autres espèces exotiques/ envahissantes.

Cinq ans après les plantations, il est donc suggéré d'étêter les érables de Norvège pour réduire l'ombre, tout en conservant leur système racinaire pour éviter l'érosion de la pente. De plus, le contrôle des autres strates (jeunes pousses, et arbres de régénération…) d'érables de Norvège est fortement suggéré.

En espérant le tout répondant à vos attentes, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations les meilleures.

Analyse, plan d'aménagement et rédaction du rapport par :

Christina L. Idziak
B. Sc. (Agr.), M. Forest Conservation
Gestionnaire de projets

Rédaction du rapport :

Audrey B. Messier ing.f.

Audrey Boulanger-Messier, ing.f.
Assistante chargée de projets

Validation du rapport :

Luc Nadeau

Luc Nadeau, ing.f.
Arboriculteur certifié ISA
Directeur de projets

p.j.

ANNEXE 1

Tableau 1 : **Liste descriptive des 13 zones**

Zone	Pente (%)	Couvert forestier (%)	Régénération	Hauteur (m)	Abondance (%)	Arbustes	Hauteur (m)	Abondance(%)	Herbacées	Hauteur (m)	Abondance (%)	Remarques
1	0	0				*Robinia pseudoacacia*	2	3	*Solanum dulcamara*	1	3	
1						*Rhus typhina*	2		*Trifolium sp.*	1		
1						*Acer negundo*	2		*Physalis sp.*	1		
1									*Persicaria maculosa*	1		
1									*Solanum lycopersicum*	1		
1									graminée 1	1		
1									graminée 2	1		
1									graminée 3	1		
1									graminée 4	1		
11	0	0							*Fallopia japonica*	3	4	–une berme
2	0	0				*Robinia pseudoacacia*	4	3	*Fallopia japonica*	1	1	
2						*Rhus typhina*	3	2				
21	0	0				*Robinia pseudoacacia*	2	3	*Tussilago farfara*	2	3	–descente de 1.5m au mur
21									*Fallopia japonica*	3		–descente de 1.5m S-E de la zone 21
21									*Grasses*	2		
21									*Verbascum thapsus*	2		
21									*Vicia sp.*	1		
21									*Solidago canadensis*	2		

Zone	Pente (%)	Couvert forestier (%)	Régénération	Hauteur (m)	Abondance (%)	Arbustes	Hauteur (m)	Abondance(%)	Herbacées	Hauteur (m)	Abondance (%)	Remarques
3						*Fraxinus pennsylvanica*	1		*Solanum dulcamara*	1	r	
3						*Robinia pseudoacacia*	1					
3	35	0				*Vitis riparia*	4	r				
3						*Parthenocissus quinquefolia*	4					
3						*Prunus virginiana*	1					
4						*Robinia pseudoacacia*	2		*Fallopia japonica*	3	3	
4						*Rhus typhina*	2	1	*Solanum dulcamara*	1		–*F. japonica*= endroit 4-5m de largeur et pour 2/3 du mur
4	0	0				*Acer negundo*	2		*Trifolium sp.*	1	1	
4									*Perstearia maculosa*	1		
5			*Rhus typhina*	3	1	*Aesculus hippocastanum*	3		*Alliaria petiolata*	1	1	
5			*Acer negundo*	3		*Acer negundo*	2		*Circaea lutetiana*	1		
5						*Prunus virginiana*	3					–qualité de sol meilleure- litière forestière
5	20	25				*Parthenocissus quinquefolia*	1	1				
5						*Vitis riparia*	4					
5						*Fraxinus pennsylvanica*	1					
51			*Acer negundo*	4	1	*Parthenocissus quinquefolia*	1				r	
51			*Acer platanoides*	3		*Prunus virginiana*	4					
51	35	30				*Acer negundo*	4	1				–qualité de sol meilleure- litière forestière
51						*Aesculus hippocastanum*	3					
51						*Ribes cynosbati*	1					

Zone	Pente (%)	Couvert forestier (%)	Régénération	Hauteur (m)	Abondance (%)	Arbustes	Hauteur (m)	Abondance(%)	Herbacées	Hauteur (m)	Abondance (%)	Remarques
61	0	0				*Robinia pseudoacacia*	4	4	*Fallopia japonica*	2	1	–99% *R. pseudoacacia*
61						*Rhus typhina*	2		*Persicaria maculosa*	1	r	–déchets
6	0	0	*Robinia pseudoacacia*	3	2	*Robinia pseudoacacia*	4	2	*Solidago canadensis*	1	r	–déchets
6			*Robinia pseudoacacia*	4		*Acer negundo*	3					
7	15	0				*Acer negundo*	1	1	*Ambrosia sp.*	2	1	–terre de construction- caillouteux
7						*Robinia pseudoacacia*	1		*Persicaria maculosa*	1		
7									graminée	1		
7									*Trifoltum sp.*	1		
8	15	0				*Populus deltoides*	1	r				–terre de construction-silteux –sud du mur à proximité du batiment
8	0	0				*Acer negundo*	1	r				–terre de construction- caillouteux –sud des blocs en beton
9	25	25	*Acer negundo*	3	1	*Acer negundo*	2, 4	r	*Solanum dulcamara*	1	r	
9			*Acer platanoides*	3		*Prunus virginiana*	2, 4					
9			*Prunus virginiana*	3		*Celtis occidentalis*	1					
9						*Acer platanoides*	1					
9						*Aesculus hippocastanum*	3					
9						*Rubus occidentalis*	1					

Catégorie d'hauteurs :
1= 0-50cm; 2= 50-100cm; 3= 100-150cm; 4=150-200cm

L'abondance est le pourcentage que couvre chaque espèce inventoriée. Les catégories d'abondance sont décrites comme suit :
r = ≤ 5% (un seul individu); 1 = 0-25% (plusieurs individus); 2 = 25-50%; 3 = 50-75%; 4 = ≥75%

La **strate herbacée** est définie par de la végétation non ligneuse généralement inférieure à 1,5 m à maturité.

La **strate arbustive** englobe toute végétation ligneuse étant moins de < 2 m en hauteur.

La **strate de régénération** englobe toute végétation ligneuse > 2m en hauteur et moins de 10cm en diamètre (à 1.4m du sol).

ANNEXE 2

Photo 1 : Zone 1 (la pente et les peupliers #2 et #4)



Photo 2 : Zone 2 (sud-ouest du mur)

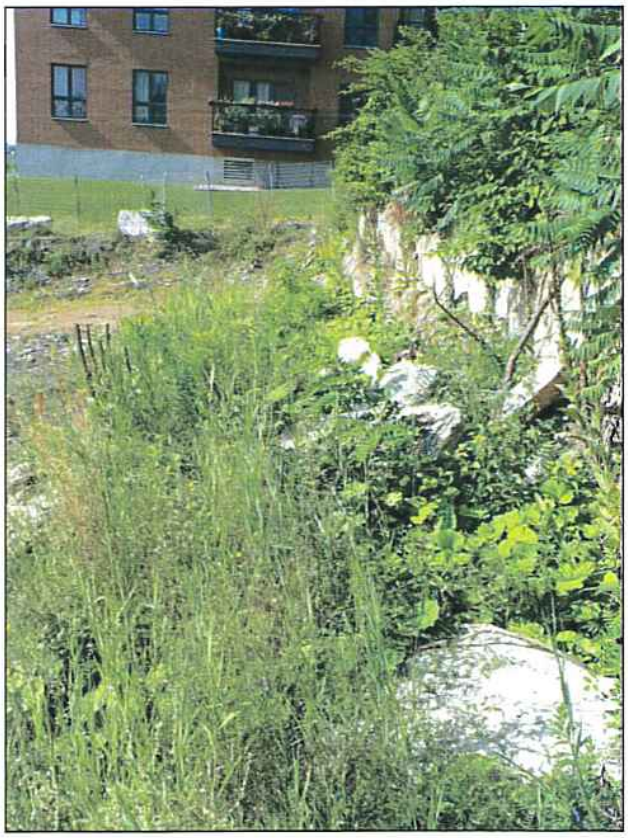


Photo 3 : Zone 3 (la pente)



Photo 4 : Zone 4 (la renouée japonaise)



Photo 5 : Zone 8 (à proximité du bâtiment)



Photo 6 : Zone 8 (la partie centrale)



Photo 7 : Zone 8 (la section nord-est)

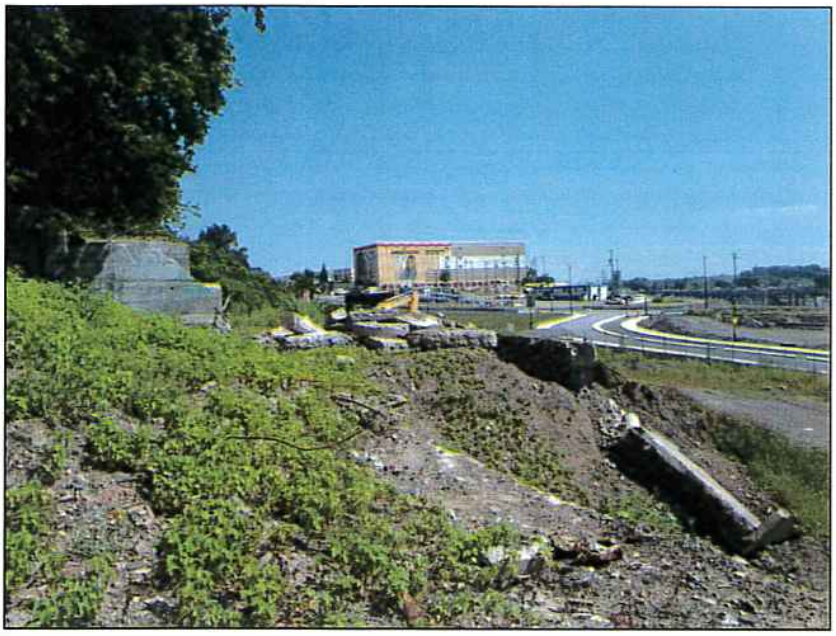


Photo 8 : Zone 9 (la pente)



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 25 juillet 2018, à 18h30

5160, boul. Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du procès-verbal

4.2 Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du projet particulier 75, pour la délivrance du permis visant la première phase de construction sur l'ancien site du motel Raphaël, 7455, boulevard Ste-Anne-de-Bellevue - demande de permis 3001398608.

Présentation : M. Richard Gourde, conseiller en aménagement

Délibération du comité

De façon générale, le comité se questionne sur la pertinence d'implanter ce genre de projet dans un tel contexte,

Par rapport à l'accès au site, le comité remarque que le fait que la nouvelle rue faisant le lien entre Montréal-Ouest et le boulevard Ste-Anne de Bellevue soit à sens unique affecte négativement le projet. Pendant plusieurs années, il n'y aura qu'une seule façon d'entrer et de sortir du bâtiment de la phase 1. Aussi, la longue voie d'accès privée prévue pour la phase 3 ne serait pas requise si la nouvelle rue était à double sens. La Direction répond que beaucoup de discussions ont eu lieu à ce sujet et qu'il s'agit d'une solution de compromis.

Par rapport à la toiture, le comité endosse le commentaire de la Direction et pense qu'il faudrait effectivement en bonifier l'aménagement et le verdissement, car la proposition actuelle est jugée minimale. Cependant, le comité est d'avis que cette terrasse aurait aussi besoin d'un peu de relief et d'ombrage, ce qui pourrait être corrigé à faible coût, par exemple, avec de petits arbres et arbustes dans des bacs de plantation et une pergola. Le comité trouve que tant qu'à aménager un espace de vie sur le toit, aussi bien essayer de le rendre aussi agréable que possible et que, dans le contexte de ce projet (près de l'autoroute, de la voie ferrée et d'une entrée de ville), il est tout à fait raisonnable d'exiger un effort supplémentaire.

Par rapport à l'architecture du bâtiment, le comité est en accord avec le commentaire de la Direction, mais s'interroge aussi sur l'utilisation de briques noires et d'un grand mur rideau du côté sud de l'immeuble où l'impact thermique du rayonnement solaire sera important l'été, en estimant que ces éléments ne sont pas proposés dans une optique de chauffage passif. Invité à répondre, le requérant, M. Miller, confirme que la brique noire et le mur-rideau visent essentiellement à donner une apparence luxueuse au projet.

Au niveau de la composition de façade, le mur-rideau semble disproportionné. Cet élément pourrait être mieux intégré, par exemple en retravaillant ses dimensions ou en ajoutant des brise-soleil. De plus, le comité se demande si l'entretien régulier de ce type de surface, qui se salit rapidement près de l'autoroute, a été prévu, et tient à s'assurer que le mur-rideau ne sera pas en verre-miroir.

Le comité remarque que les modélisations du projet ignorent les bâtiments existants ou en construction à

proximité du site, ce qui rend difficile l'analyse de l'intégration architecturale du projet dans le secteur.

Par rapport à l'aménagement paysager, le comité est en accord avec le commentaire de la direction, mais remarque que l'aménagement de tout le terrain en phase I serait contre-productif étant donné tous les travaux impliqués pour la réalisation des phases II et III. Le comité estime par contre que les interventions pour le ragréage simple du terrain, soit la coupe du béton de l'ancien motel, le remblayage pour revenir à une topographie plus naturelle et un ensemencement de base, sont essentielles. Les canaux de drainage sur le site des phases II et III pourraient être aménagés plus tard s'ils ne sont pas jugés essentiels à ce moment pour la stabilisation de cette forte pente.

Le comité remarque également qu'étant donné la topographie particulière à ce site, l'ensemble des aménagements à l'arrière n'est pas accessible aux personnes à mobilité réduite et qu'il est important, déjà lors de cette première phase, s'assurer que l'accessibilité universelle est prévue et respectée sur l'ensemble du site et des 3 phases.

Pour ce qui est de l'utilisation de géogrilles et d'enrochement, le comité aimerait que le requérant réfléchisse aux aménagements des phases II et III de façon à maximiser le verdissement et minimiser la hauteur et l'apparence des murs.

Au sujet des arbres, le comité tient à s'assurer que les arbres plantés au-dessus de la dalle du stationnement sont bel et bien positionnés au-dessus des colonnes structurales, ce qui est confirmé par le requérant.

Par rapport à la gestion des matières résiduelles, le comité se questionne sur le long trajet à parcourir pour déplacer les bacs et craint que les bacs finissent par rester dehors en permanence. La Direction répond qu'avec la phase II, l'espace extérieur pour les bacs, au moment de la cueillette, sera rapproché de la voie d'accès. Le requérant ajoute qu'un compacteur à déchet est prévu au sous-sol.

Bien que la Direction soit favorable à la demande,

LE COMITÉ RECOMMANDE

De revoir la demande en intégrant les commentaires suivants :

- fournir un plan d'aménagement et de verdissement bonifié pour le toit avec au moins 10% de superficie verdie;
- retravailler les choix de matériaux et le traitement du mur-rideau;
- fournir des modélisations du projet dans son contexte (constructions voisines existantes et à venir) pour illustrer son intégration;
- prévoir le ragréage de l'ensemble du terrain des trois phases (coupe et enfouissement des murs de béton et ensemencement de base) dès la réalisation de la phase I;
- s'assurer que l'aménagement paysager de l'ensemble des trois phases puisse respecter les critères d'accessibilité universelle;

Le CCU suggère également de prend en compte dès maintenant :

- de réfléchir à l'intégration de la pente dans les phases II et III de façon à maximiser le verdissement et minimiser l'apparence des murs;
- de bonifier la plantation d'arbres à l'arrière du terrain et se doter d'un programme de remplacement des arbres qui sont en mauvais état.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 12 septembre 2018, à 19h00

5160, boul. Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du procès-verbal

4.2 Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du projet particulier 75, pour la délivrance du permis visant la première phase de construction sur l'ancien site du motel Raphaël, 7455, boulevard Ste-Anne-de-Bellevue - secteur significatif à normes - demande de permis 3001398608.

Présentation : M. Richard Gourde, conseiller en aménagement

Délibération du comité

À propos du toit, le comité se demande si l'option d'une toiture passive plus simple, mais occupant une plus grande superficie, a été considérée. Le requérant, invité à répondre, explique qu'il s'en est tenu à intégrer les derniers commentaires du CCU. De plus, la Direction précise que le reste du toit présente un indice de réflectance élevé conformément à la réglementation. Le comité remarque également que la présence de murs végétaux adossés à un mur de couleur noire n'est vraiment pas idéale et pourrait nuire à la survie de ces plantes.

Concernant le mur rideau, le comité approuve le choix du verre de type *Low-e*, qui permet de limiter la transmission de l'énergie solaire, sans pour autant avoir un aspect miroir.

Le comité se demande si les bassins de rétention à l'arrière du bâtiment seront utilisés comme élément décoratif de l'aménagement paysager. La Direction répond que ce système de drainage ne contiendra de l'eau que lors des épisodes de précipitations.

Attendu que la Direction est favorable à la demande,

LE COMITÉ RECOMMANDE

D'autoriser la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

13-08-2018

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le

571'-6 7/8" [174.21 m] LOT TOTAL ACTUEL
165'-0" [50.29 m] LOT #1 A VENIR
200'-3" [61.04 m] LOT #2 A VENIR
206'-3 7/8" [62.89 m] LOT #3 A VENIR
119'-3 3/8" [36.36 m]
80'-11 5/8" [24.68 m]

LIMITE DE LOT
LIMITE DE LOT BORNANT
CLOTURE
MESURE (m) (c)
CADASTRE
REPÈRE D'ARPENTAGE PLACÉ IDENTIFIÉ FRANÇOIS L. ARCAND A.-G.
TIGE DE FER PLACÉE
BORNE FONTAINE
ENSEIGNE
REGARD D.Dessus
REGARD ÉLECTRIQUE D.Dessus
PUISARD D.Dessus

BATIMENT EXISTANT

3 320 477
3 320 482
3 320 483
3 320 480

16'-4 7/8" [5.00 m] MARGE 5m FAÇADE

6 220 805 S:3 798,5 m²
6 220 806 S:4 331,9 m²
6 220 807 S:3 576,8 m²

5 818 761 (PC-37499)
5 818 794 (PC-37500)
BÂTIMENT 3 ÉTAGES BRIQUE ALUMINIUM No 181 (RUE BROCK SUD)
2 BALCONS

RUE BROCK SUD 1 292 438

1 292 534 S:459,2 m²(c)
1 292 535 S: 377,2 m²
1 292 536 S: 111,6 m²
1 292 508

LIMITE DU STATIONNEMENT SOUTERRAIN

PHASE 1 - POUR PERMIS
LOT #1 SUBDIVISION A VENIR
LOT #2 OPERATION CADASTRALE
LOT #3 OPERATION CADASTRALE
PHASE 2 - FUTURE
PHASE 3 - FUTURE

140'-9" [42.90 m]
183'-8" [55.98 m]
178'-11 3/8" [54.54 m]
110'-3 1/4" [33.61 m] 61.6% (>60%)
68'-8 1/8" [20.93 m] 38.4% (<40%)
@ L'ALIGNEMENT

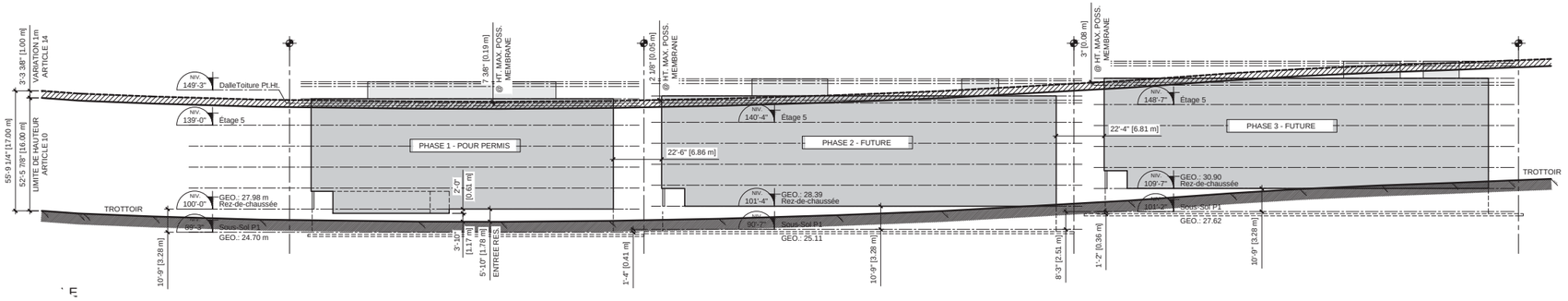
PORTE D'ENTRÉE

Collecte déchets
REPERE ALIGNEMENT

SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (BROCK SUD) 5 907 756

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST
VILLE DE MONTRÉAL (ARROND. CÔTE-DES-NEIGES/ NOTRE-DAME-DE-GRÂCE)

165'-0" [50.29 m]
200'-3" [61.04 m]
207'-0 7/8" [63.11 m]
572'-3 7/8" [174.44 m]
196'-5 1/4" [59.88 m]
3'-9 3/4" [1.16 m]



7485 RUE BROCK SUD
projet de développement résidentiel

plan d'ensemble et élévation (alignement et hauteur)

5

CAMPANELLA & ASSOCIÉS
architecture + design

MESURES DE CONSTRUCTION INTÉGRÉES AU PROJET (PP-75 ARTICLE 7)

1- Une enveloppe plus performante de 50% de résistance thermique par rapport au bâtiment de référence (Loi et Règlement sur l'économie d'énergie Québec);
Murs = R33 (R16 min), Toiture = R31 (R13.77min)

2- Utilisation unique des cabinets d'aisance d'un maximum de six litres d'eau et à double chasses, ou d'un maximum de cinq litres d'eau à simple chasse;

3- Récupération des eaux de ruissellement et leur utilisation pour arroser la végétation;

4- Assurer la gestion sur place des déchets de construction par tri (brique, acier, verre, papier) durant le chantier;

5- Faciliter l'accès, pour la majorité des logements, à une unité de stationnement pour vélo;

6- Plantation des arbres choisis en tenant compte de la contribution de leurs ramures à apporter du soleil dans le bâtiment en hiver et à donner de l'ombre au bâtimentcen été;

7- Des unités (3x) de recharge électrique pour véhicule sera fournie pour accomoder les résidents dans les 3 phases de construction.

8- Utilisation de fenêtres d'un ITS de 35-40 (min 30 selon rapport acoustique) afin d'assurer une amélioration des attentes du niveau de bruit intérieur.

LE BOISÉ - 5 ÉTAGES — 3 PHASES — 18-05-23

ZONAGE

SUP DE LOT 3 320 481: 135, 337 pi² (12, 573.3 m2)

PHASE 1	3 1/2	4 1/2	5 1/2		SUP. BRUTE	SUP. LOCATIVE	
ETAGE RDC	9	3	2	14	1* 14 845 = 14 895 pi²	1* 11 390 = 11 390 pi²	(76.5%)
ETAGES 2@5	12	36	8	56	4* 15 238 = 60 952 pi²	4* 13 186 = 52 744 pi²	(86.5%)
	21 (30%)	39 (56%)	10 (14%)	70	75 847 pi²	64 134 pi²	(85.0%)

PHASE 2	3 1/2	4 1/2	5 1/2		SUP. BRUTE	SUP. LOCATIVE	
ETAGE RDC	5	5	0	10	1* 10 977 = 10 977 pi²	1* 7 909 = 7 909 pi²	(72.0%)
ETAGES 2@5	12	24	8	44	4* 11 607 = 46 428 pi²	4* 10 290 = 41 160 pi²	(88.7%)
	17 (31%)	29 (54%)	8 (15%)	54	57 405 pi²	49 069 pi²	(85.5%)

PHASE 3	3 1/2	4 1/2	5 1/2		SUP. BRUTE	SUP. LOCATIVE	
ETAGE RDC	3	6	1	10	1* 11 112 = 11 112 pi²	1* 8 730 = 8 730 pi²	(78.6%)
ETAGES 2@5	8	28	8	44	4* 11 722 = 46 888 pi²	4* 10 447 = 41 788 pi²	(89.1%)
	11 (20%)	34 (63%)	9 (17%)	54	58 000 pi²	50 518 pi²	(87.1%)

# TOTAL	3 1/2	4 1/2	5 1/2	
	49 (28%)	102 (57%)	27 (15%)	178

RESUME

SUP. BRUTE TOTALE	SUP. LOCATIVE TOTALE
191 252 pi²	163 721 pi²

DENSITE: 1.21

TAUX D'IMPLANTATION (37 789 pi²)	27.8%
TAUX ESPACE VERT	66.4%

STATIONNEMENT PHASE 1

SUP. BRUTE:		27 191 pi²
FOURNIS (1.03):	70 CONDOS	65 CASES

STATIONNEMENT PHASE 2

SUP. BRUTE:		22 639 pi²
FOURNIS (1.05):	54 CONDOS	57 CASES

STATIONNEMENT PHASE 3

SUP. BRUTE:		21 520 pi²
FOURNIS (1.0):	54 CONDOS	54 CASES

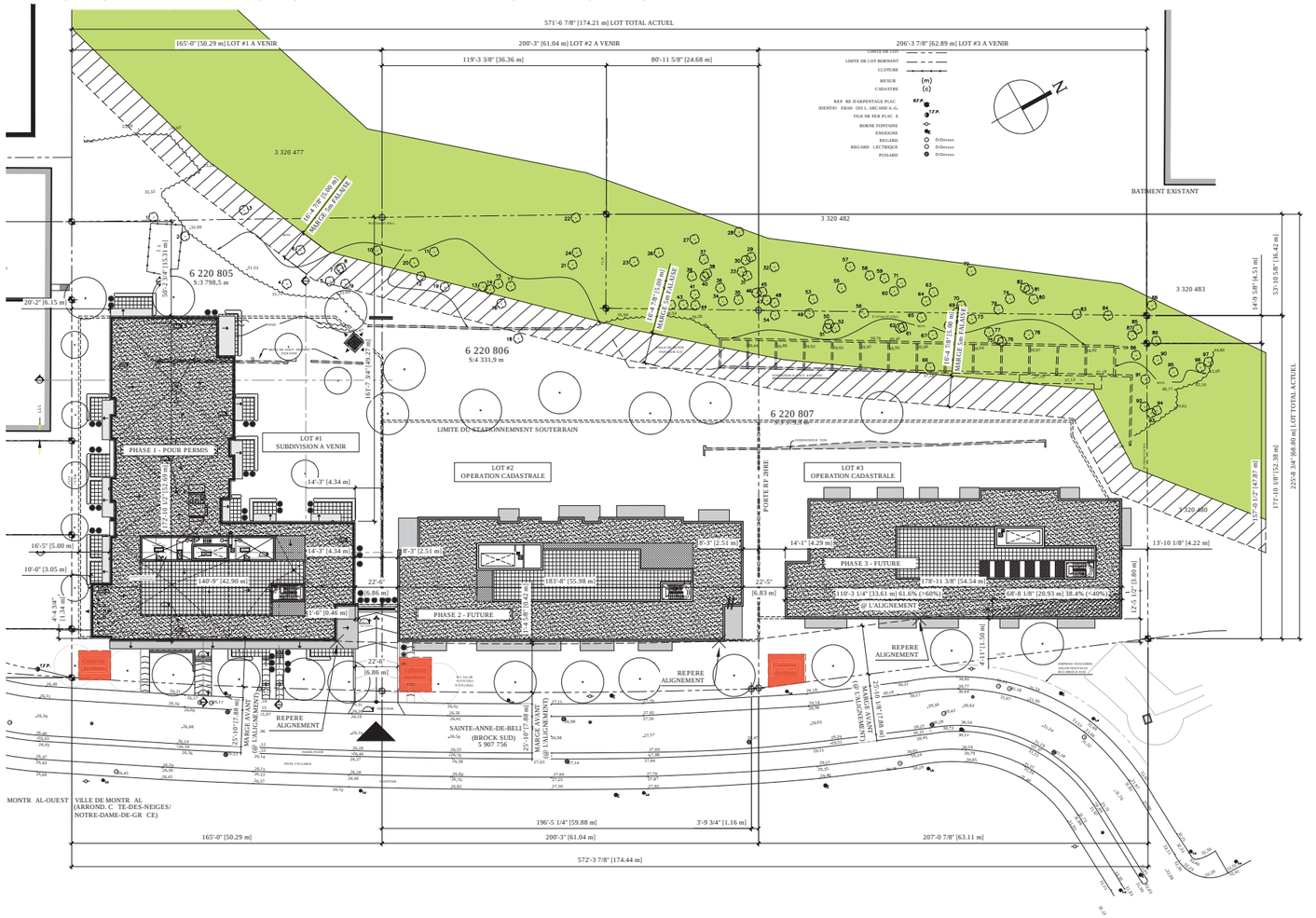
TOTAL SUP. STATIONNEMENT:		71 350 pi²
FOURNIS (0.99)	178 CONDOS	176 CASES

GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES:

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme
18 septembre 2018
Reçu le

Les [illegible]nstruction (178 totaux) auront accès respectivement à une chute à déchets, sans compacteur. Ils sont alors entreposés dans [illegible]s distincts au sous-sol. Cette trappe facilitera la gestion quotidienne des occupants. Des locaux séparés situés à proximité [illegible]gés pour le recyclage. Chaque semaine, une personne attitrée à la charge du gestionnaire sera en charge de la gestion des [illegible]era de prendre les bacs ainsi que les conteneurs amovibles de recyclage pour les déposer aux endroits désignés respectiver[illegible]sortie et la rentrée des conteneurs se fera au moment prévu en fonction d'un service de collecte privée de sorte qu'aucun bac demeure à l'extérieur.

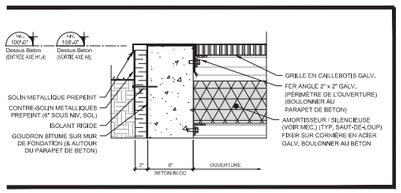
Il faut prévoir pour les 70 logements en phase 1 un total de 5 conteneurs (2vg3) à déchets et 5 pour le recyclage. Pour les phases 2 et 3 de 54 unités de logments respectivement un total de 4 conteneurs à déchets et autant recyclage. Un local climatisé sera prévu pour les 3 phases et dédié à l'entreposage des matières organiques afin d'assurer un compost de qualité pour le site annuellement.



Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le



2 DETAIL DE COUVERCLE ENTREES ET SORTIES D'AIR
A-100 ECH.: 1 1/2"=1'-0"

NOTES:

* LES CASES DE STATIONNEMENT TYPIQUES SONT DE 2.60m X 5.5m (8'-6" X 18'-0") DE CLARANCE MINIMALE.
(8'-5" X 18'-0" X 8'-11")
* LES CASES DE STATIONNEMENT DE PETITES DIMENSIONS SONT DE 2.30m X 4.6m (7'-6" X 15'-1") DE CLARANCE MINIMALE (MAXIMUM 25%).
(7'-7" X 15'-1" X 9'-1")
** PRÉVOIR MARQUAGE AU SOL DISTINCTIF
** LA LONGUEUR ET LARGEUR DOIVENT ÊTRE INDIQUÉES CLAIREMENT AU MOYEN D'UN AFFICHAGE VISIBLE.
* LES STATIONNEMENTS POUR VÉLOS EN POSITION NORMALE SONT DE 2m X 0.6m X 1.2m DE HAUT.
(6'-7" X 1'-4" X 4'-4")
* LES STATIONNEMENTS POUR VÉLOS EN POSITION SUSPENDU SONT DE 1.2m X 0.1m X 2m DE HAUT.
(3'-11" X 1'-4" X 6'-7")
* LES ÉLÉVATIONS DES OUVERTURES BRUTES (OBL) SONT NOTÉES À PARTIR DU DESSOUS VERS LE HAUT.
* LES DÉGAGEMENTS NÉCESSAIRE DES ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES SERONT À CONFIRMER PAR L'INGÉNIEUR MÉCANIQUE.
* AUCUNE OBSTRUCTION NE DOIT EMPIÉTER SUR LA HAUTEUR MINIMALE DE 2m (6'-6") DANS LE SOUS-SOL. PRÉVOIR 2.3m (7'-6 1/2") DE LIBRE POUR L'ALLÉE DE CIRCULATION MENANT À UNE CASE DE STATIONNEMENT POUR PERSONNE À MOBILITÉ RÉDUITE.
* PRÉVOIR SCELLANT COUPE-FEU POUR JOINTS AU DESSUS DE TOUS LES MURS DE BLOCS DE BÉTON AINSI QUE LES JOINT VERTICAUX ADJACENTS AUX COLONNES DE BÉTON.

LÉGENDE

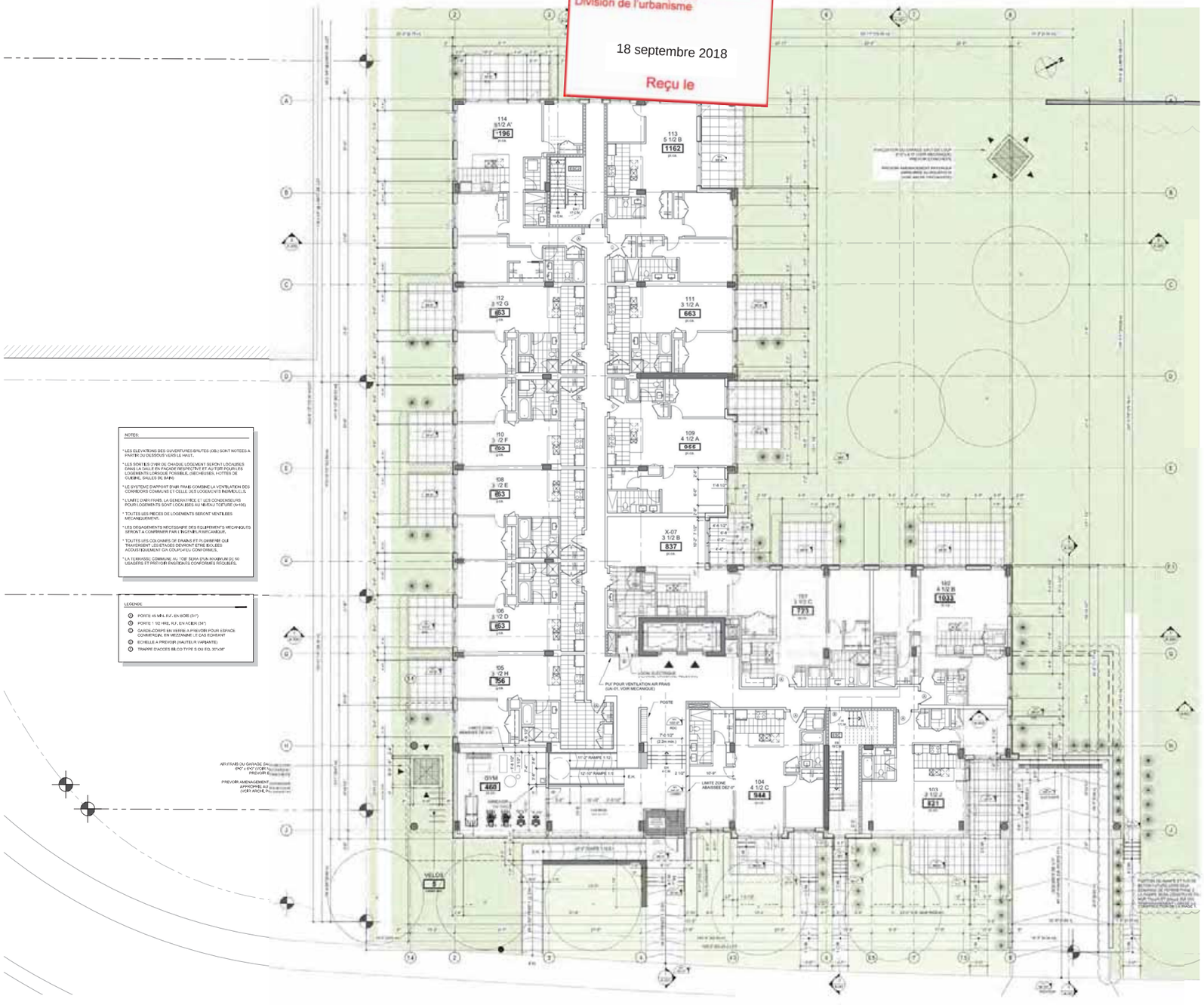
A POSTE 45 MINIJUF, EN ACIER (34")
B FUBARD 18"x48"x60" DRAINAGE SANITAIRE
C FUBARD 48"x48"x60" SÉPARATEUR DE SABLE
D FUBARD 39"x39"x84" ASCENSEUR
E FUBARD 21"x21"x6" RÉTENTION
F TRAPPE D'ACCÈS 30"Ø (UUV., 4"Ø) (VOIR PLOMBERIE)
G ÉCHELLE À PRÉVOIR

- 65 cases de stationnements
- passage véhiculaire futur vers phase 2.

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le



- rez-de-chaussée sur élevé afin de privatiser les terrasses privées de la rue et assurer une intégration arrière adéquate en respect de la falaise.

- entrée véhiculaire combinée pour les phases 1 et 2.

- passage piétonnier adjacent pour assurer la perméabilité de la cour arrière.

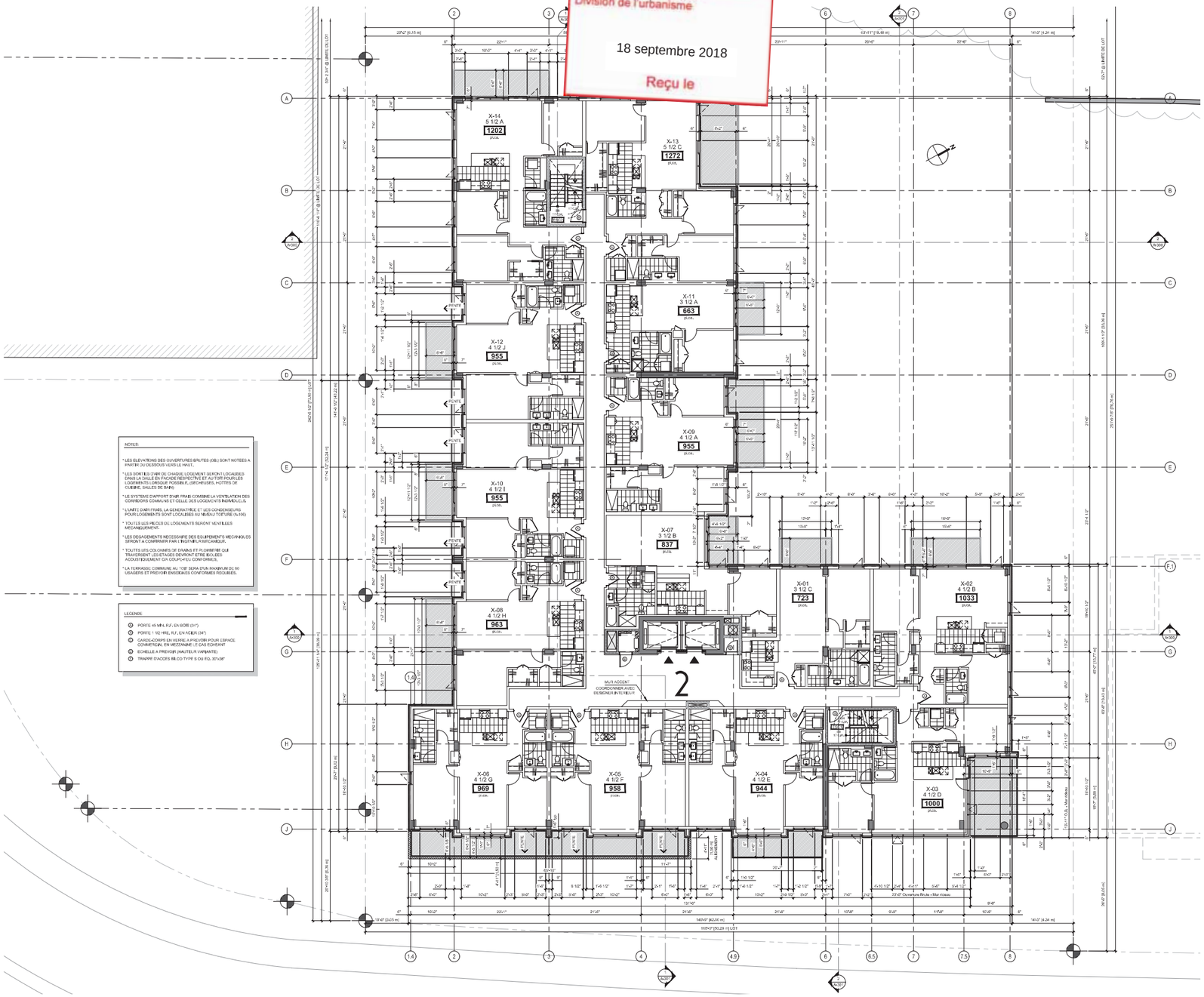
- accès universel à la cour arrière par le passage longeant le côté gauche du bâtiment.

13-08-2018

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le



NOTES:

* LES ELEVATIONS DES OUVERTURES BRUTES (OB) SONT NOTEES A PARTIR DU DESSOUS VERS LE HAUT.

* LES SORTIES D'AIR DE CHAQUE LOGEMENT SERONT LOCALISEES DANS LA DALLE EN FACADE RESPECTIVE ET AU TOIT POUR LES LOGEMENTS LORSQUE POSSIBLE. (SECHEUSES, HOTTES DE CUISINE, SALLES DE BAIN)

* LE SYSTEME D'APPORT D'AIR FRAIS COMBINE LA VENTILATION DES CORRIDORS COMMUNS ET CELLE DES LOGEMENTS INDIVIDUELS.

* L'UNITÉ D'AIR FRAIS, LA GENERATRICE ET LES CONDENSEURS POUR LOGEMENTS SONT LOCALISES AU NIVEAU TOITURE (A-106)

* TOUTES LES PIÈCES DU LOGEMENTS SERONT VENTILÉES MÉCANIQUEMENT.

* LES DÉGAGEMENTS NÉCESSAIRE DES ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES SERONT À CONFIRMER PAR L'INGÉNIEUR MÉCANIQUE.

* TOUTES LES COLONNES DE DRAINS ET PLOMBERIE QUI TRAVERSENT LES ÉTAGES DEVRONT ÊTRE BOUCHÉS ACOUSTIQUEMENT ET/OU COUPE-FEU CONFORMES.

* LA TERRASSE COMMUNE AU 10E SERA D'UN MAXIMUM DE 50 USAGERS ET PRÉVOIR DISTANCES CONFORMES REQUISES.

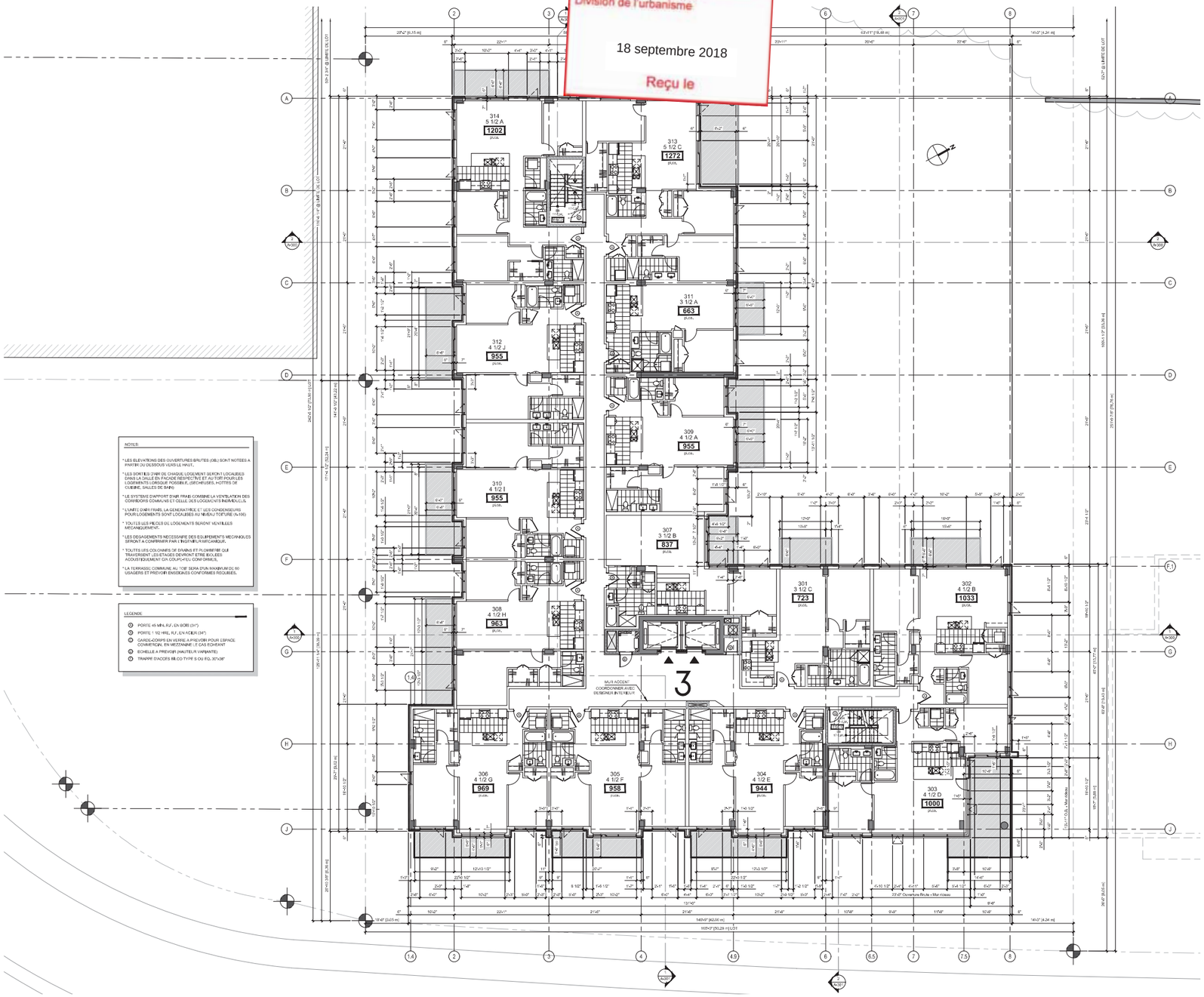
LEGENDE:

- PORTE 45 MIN. R.F., EN BOIS (3H")
- PORTE 1 ½ HRE. R.F., EN ACIER (3H")
- GARDE-CORPS EN VERRE À PRÉVOIR POUR ESPACE COMMERCIAL EN MEZZANINE LE CAS ÉCHEANT
- ÉCHELLE À PRÉVOIR (HAUTEUR VARIANTE)
- TRAPPE D'ACCÈS BILCO TYPE S OU EQ. 30"x36"

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

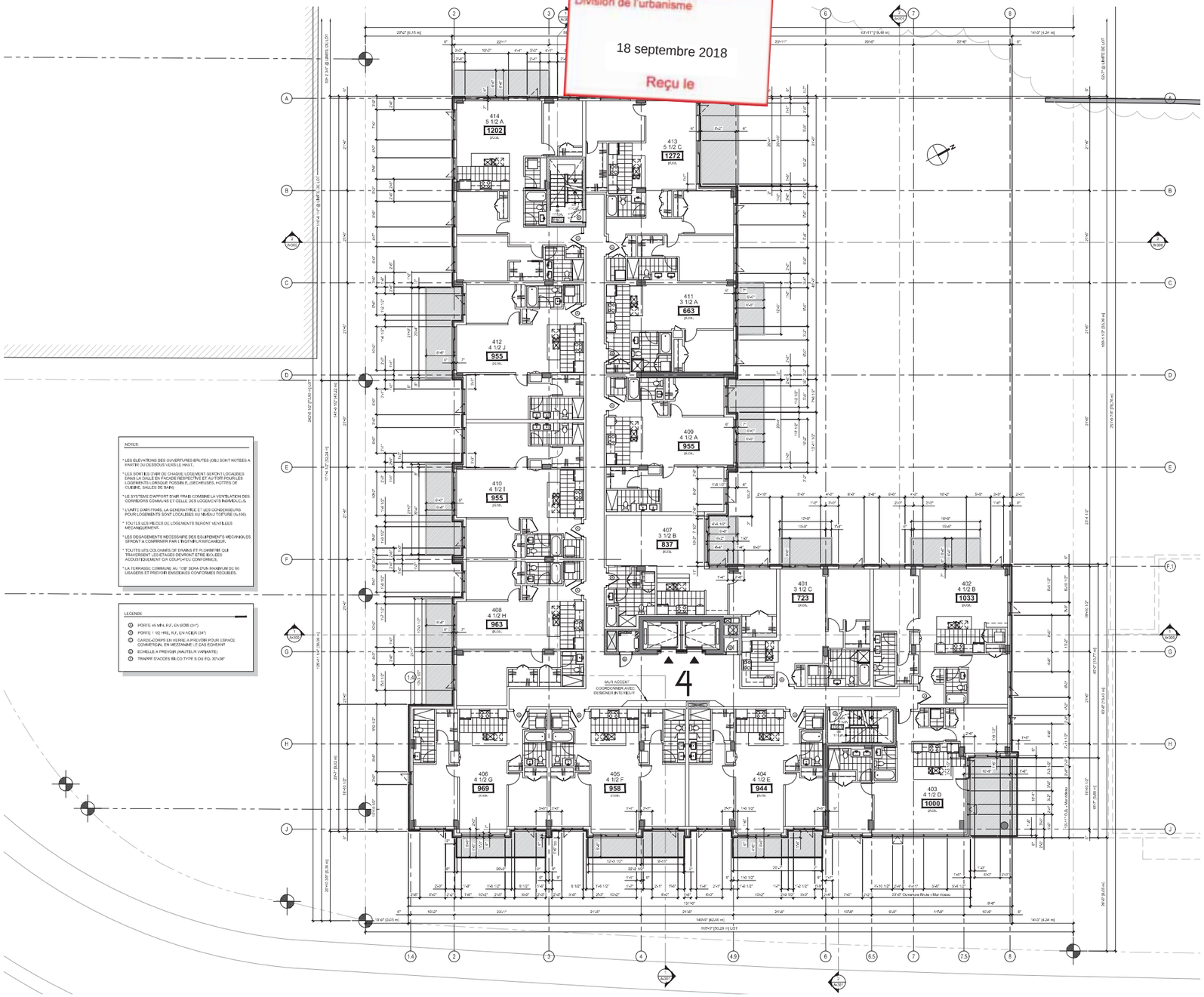
Reçu le



Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

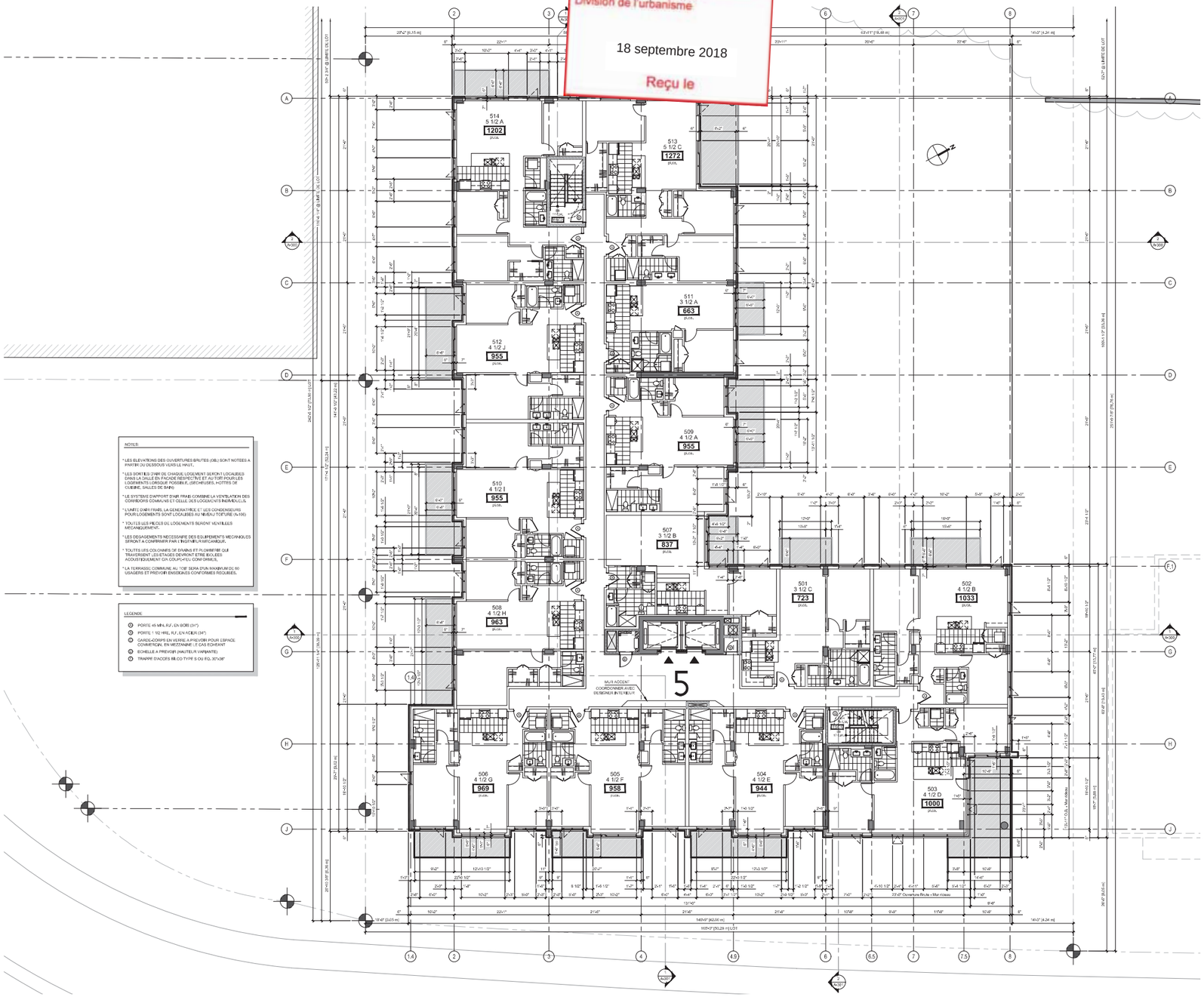
Reçu le

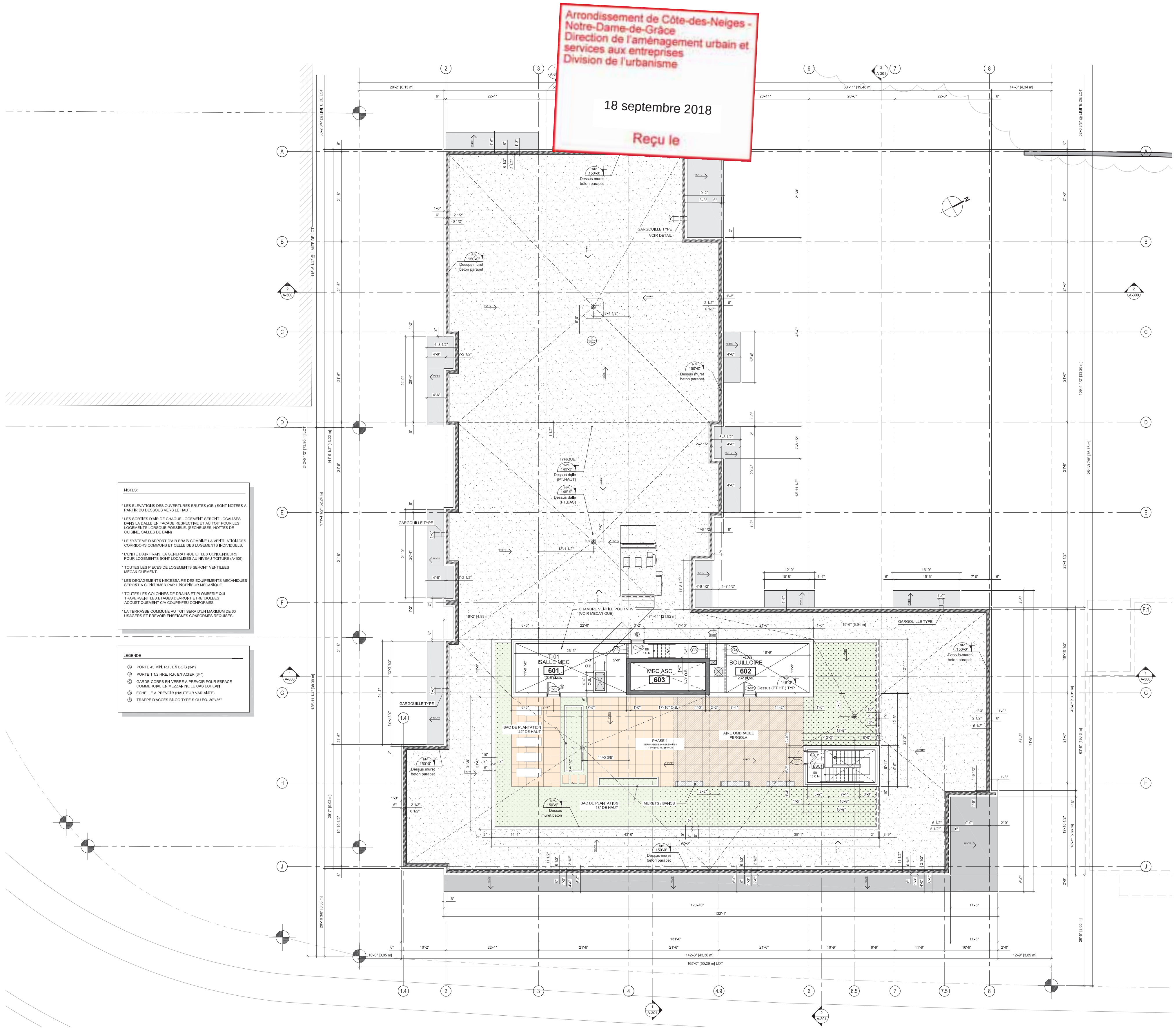


Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le



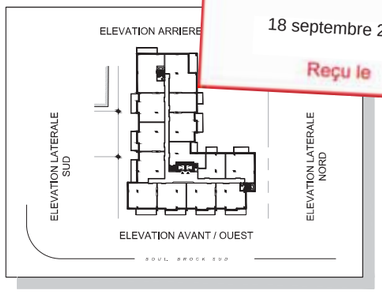


- terrasse au toit commune avec aménagement pour occupants.
- parapets bas pour assurer afin d'apprécier pleinement la vue.
- portion aménagée en toiture verte de type LiveRoof ou eq.
- 10% de la superficie de la toiture est végétalisée.
- aménagement d'une pergola couverte pour assurer le confort des occupants.

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le



A BRIQUE DE BETON BLANCHE, (SHOULDICE OL EQ) MORTIER A APPROUVER, POSE EN PANNERESSE AU 1/3, FORMAT URBAINE: 15 5/8" x 2 1/4" x 3 5/8"

T PANNEAU ALUMINIUM PREPEINT 3mm PP-400 FANFAB PLAQUE, COULEUR "BLANC PUR" RAL9016, DIMENSION 3'X9'-9" A COORDONNER AVEC ARCHITECTE.

A BRIQUE DE BETON BLANCHE, (SHOULDICE OU EQ) MORTIER A APPROUVER, POSE EN PANNERESSE AU 1/3, FORMAT URBAINE: 15 5/8" x 2 1/4" x 3 5/8"

H REVÊTEMENT MÉTALLIQUE AD-275-R, MXL 9822 (VICWEST) FINIMAT/NOIR EBENE, POSE VERTICALE SUR BARRES EN Z, A APPROUVER PAR ARCHITECTE.

C COLONNE RONDE EN BETON BRUT EXPOSEE. PREVOIR SCELLANT AU COFFRAGE DE SONOTUBE ET ASSURER L'UNIFORMITE DU BETON AU FINAL.

E REVÊTEMENT MÉTALLIQUE CORRUGUÉ 7/8" EN METAL PREPEINT, FINI POLYURETHANE (NOIR VW-5068 (VICWEST). POSE HORIZONTALE

G PANNEAU TYMPAN PAR MUR-RIDEAU, MIROIR SUR 3e FACE, A APPROUVER PAR ARCHITECTE. (CHATELLE SMARD OU EQ.)

J GARDE-CORPS EN VERRE TREMPE CLAIR, BARROTINS EN ALUMINIUM NOIR/ BLACK

K GARDE-CORPS EN VERRE TREMPE ULTRACLEAR SANDBLAST BLANC, TRANSLUCIDE, APPROUVER PAR ARCHITECTE.

GARDE-CORPS EN ALUMINIUM PREPEINT
- TYPIQUE: PD298-BE3060-C MAIN COURANTE PMC-330 (RAMP-ART OU EQ.)
- TERRASSE: BE298-SA438, MAIN COURANTE PMC-330 (RAMP-ART OU EQ.)

L FENESTRATION, PERSIENNES ET ALLEGES EXTRUDÉE EN ALUMINIUM PREPEINT NOIR

M JOINT D'EXPANSION POUR MACONNERIE

N DALLE DE BETON EXPOSEE FINIE C/A MEMBRANE DE TYPE ELASTOMERE OU EQ ET SOLIN.

O TOUS LES LINTEAUX GALVANISES SERONT PREPEINTS NOIR

P TOUS LES SOLINS METALLIQUES INCLUSIVEMENT SERONT PREPEINTS DE COULEUR NOIR, CALIBRE 22 MINIMUM A VALIDER PAR ARCHITECTE.

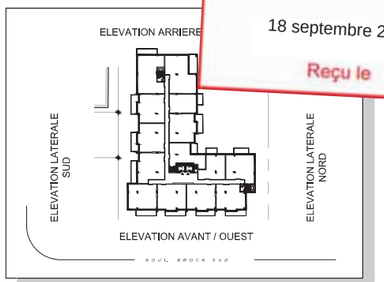
Q LUMINAIRE MURAL CARRE DEL CHAUD 2700K MODELE PAR INGENIEUR ELECTRIQUE. VALIDER AVCE ARCHITECTE

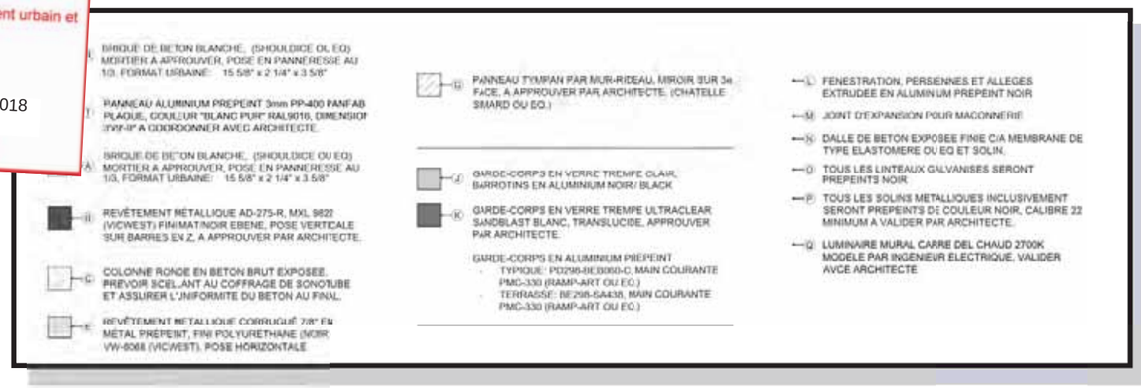


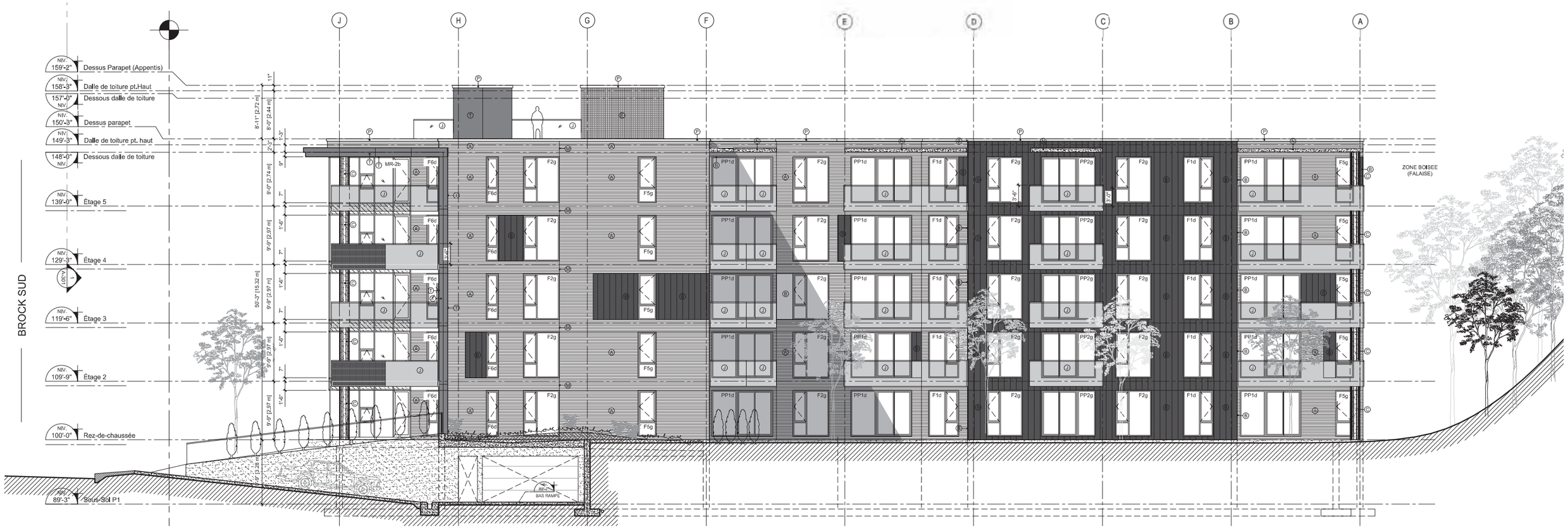
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le



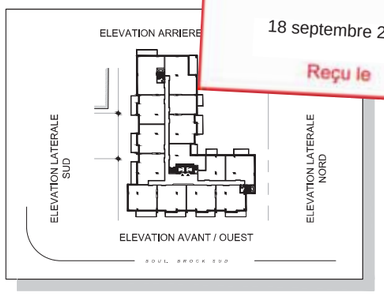




Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le



A BRIQUE DE BETON BLANCHE, (SHOULDICE OL EQ) MORTIER A APPROUVER, POSE EN PANNERESSE AU 1/3, FORMAT URBAINE: 15 5/8" x 2 1/4" x 3 5/8"

I PANNEAU ALUMINIUM PREPEINT 3mm PP-400 FANFAB PLAQUE, COULEUR "BLANC PUR" RAL9016, DIMENSION TYP-P A COORDONNER AVEC ARCHITECTE

A BRIQUE DE BETON BLANCHE, (SHOULDICE OU EQ) MORTIER A APPROUVER, POSE EN PANNERESSE AU 1/3, FORMAT URBAINE: 15 5/8" x 2 1/4" x 3 5/8"

H REVÊTEMENT MÉTALLIQUE AD-275-R, MXL 9822 (VICWEST) FINIMAT/NOIR EBENE, POSE VERTICALE SUR BARRES EN Z, A APPROUVER PAR ARCHITECTE.

C COLONNE RONDE EN BETON BRUT EXPOSEE. PREVOIR SCELLANT AU COFFRAGE DE SONOTUBE ET ASSURER L'UNIFORMITE DU BETON AU FINAL.

E REVÊTEMENT MÉTALLIQUE CORRUGUÉ 7/8" EN METAL PREPEINT, FINI POLYURETHANE (NOIR VW-5068 (VICWEST). POSE HORIZONTALE

G PANNEAU TYMPAN PAR MUR-RIDEAU, MIROIR SUR 3e FACE, A APPROUVER PAR ARCHITECTE. (CHATELLE SMARD OU EQ.)

J GARDE-CORPS EN VERRE TREMPE CLAIR, BARROTINS EN ALUMINIUM NOIR/ BLACK

K GARDE-CORPS EN VERRE TREMPE ULTRACLEAR SANDBLAST BLANC, TRANSLUCIDE, APPROUVER PAR ARCHITECTE.

GARDE-CORPS EN ALUMINIUM PREPEINT
- TYPIQUE: PD298-BE3060-C MAIN COURANTE PMC-330 (RAMP-ART OU EQ.)
- TERRASSE: BE298-SA438, MAIN COURANTE PMC-330 (RAMP-ART OU EQ.)

L FENESTRATION, PERSIENNES ET ALLEGES EXTRUDÉE EN ALUMINIUM PREPEINT NOIR

M JOINT D'EXPANSION POUR MACONNERIE

N DALLE DE BETON EXPOSEE FINIE C/A MEMBRANE DE TYPE ELASTOMERE OU EQ ET SOLIN.

O TOUS LES LINTEAUX GALVANISES SERONT PREPEINTS NOIR

P TOUS LES SOLINS METALLIQUES INCLUSIVEMENT SERONT PREPEINTS DE COULEUR NOIR, CALIBRE 22 MINIMUM A VALIDER PAR ARCHITECTE.

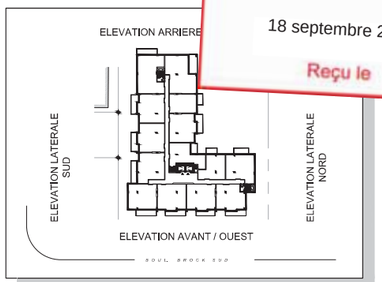
Q LUMINAIRE MURAL CARRE DEL CHAUD 2700K MODELE PAR INGENIEUR ELECTRIQUE. VALIDER AVCE ARCHITECTE

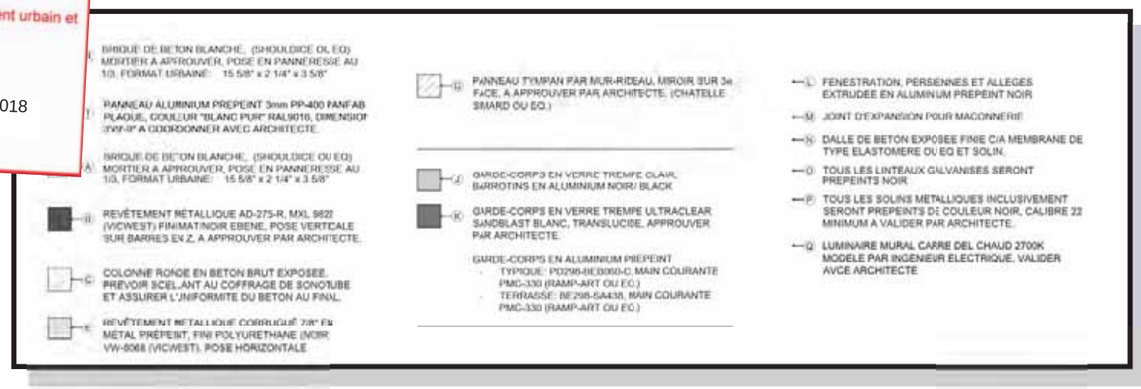


Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le



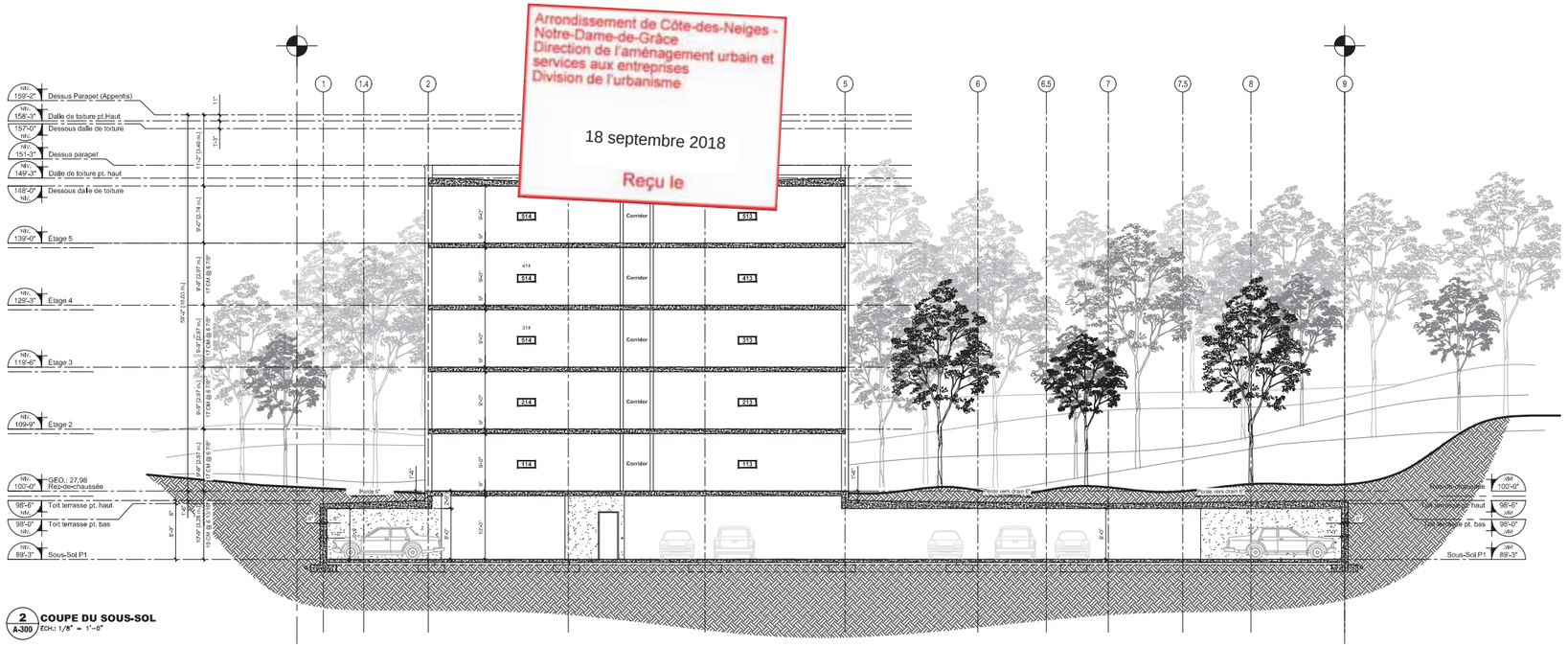




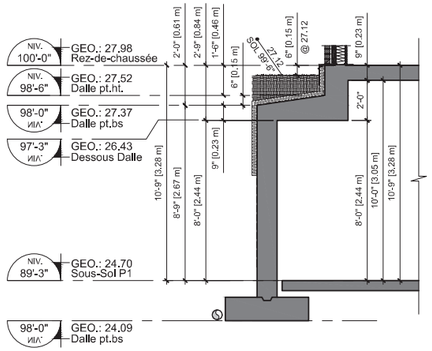
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

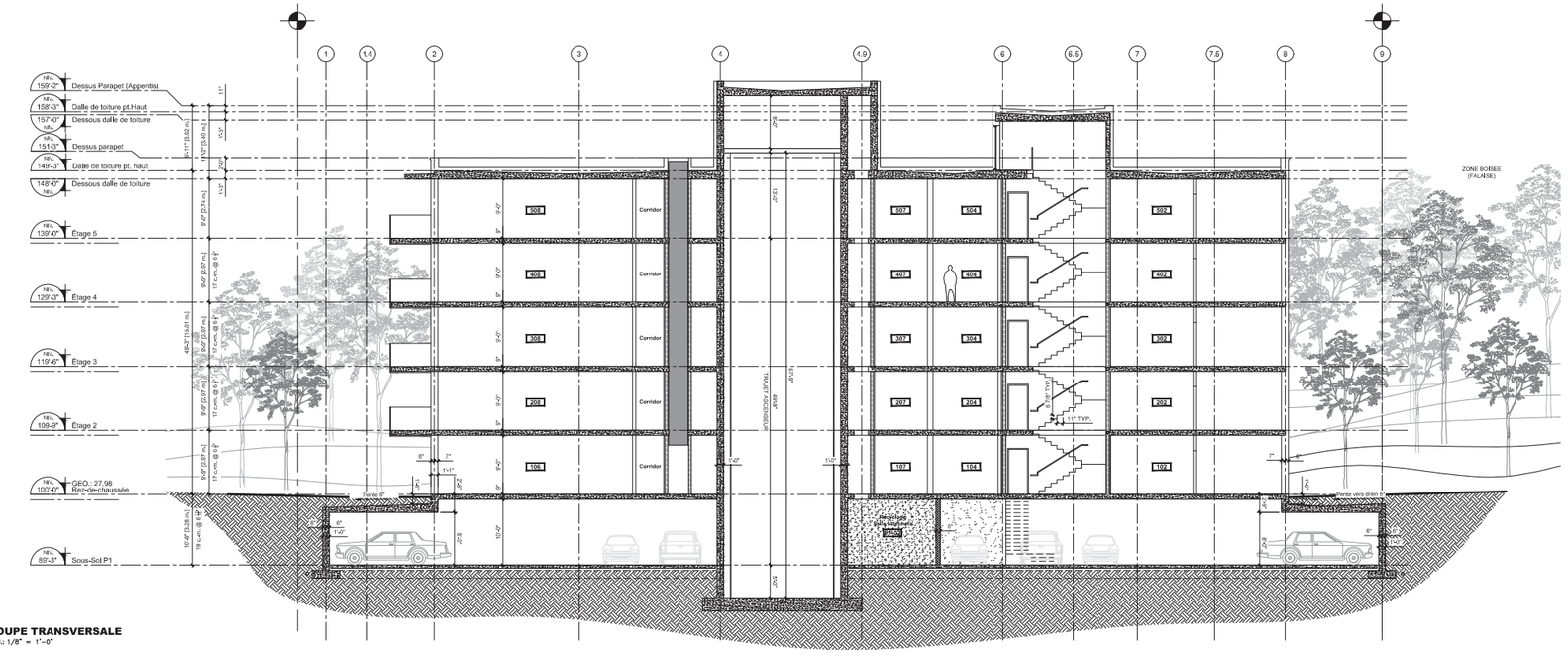
18 septembre 2018

Reçu le



2 **A-300** **COUPE DU SOUS-SOL**
ÉCH.: 1/8" = 1'-0"



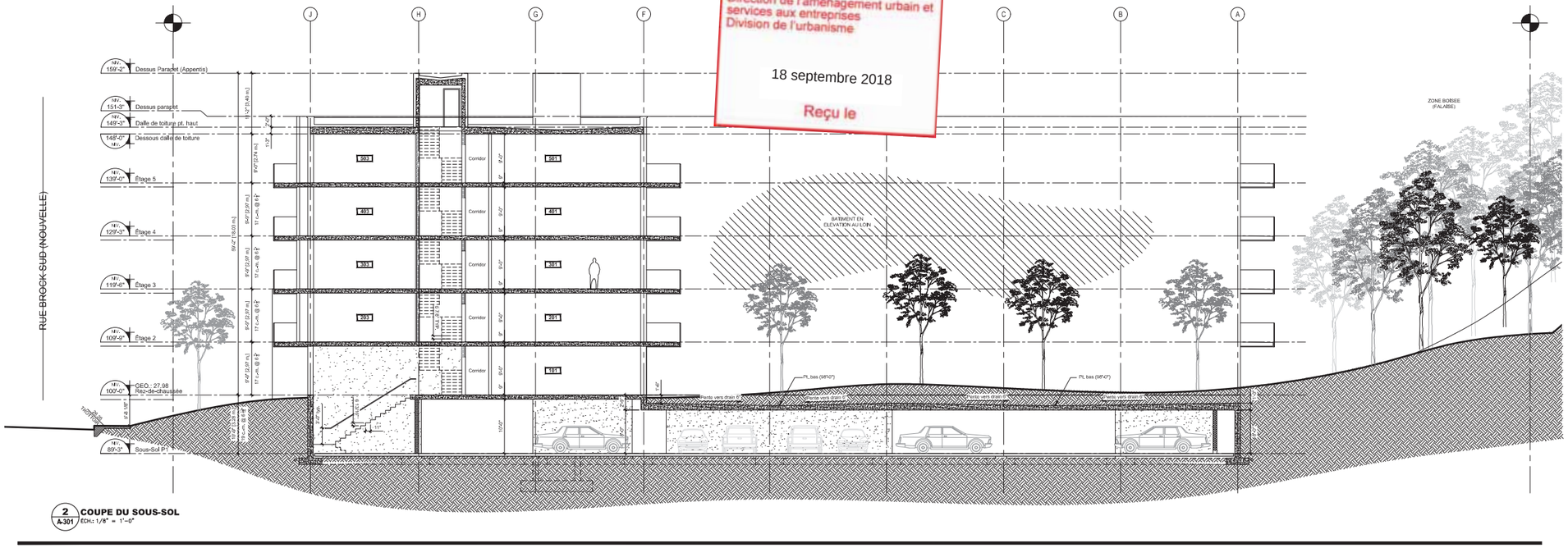


1 **A-300** **COUPE TRANSVERSALE**
ÉCH.: 1/8" = 1'-0"

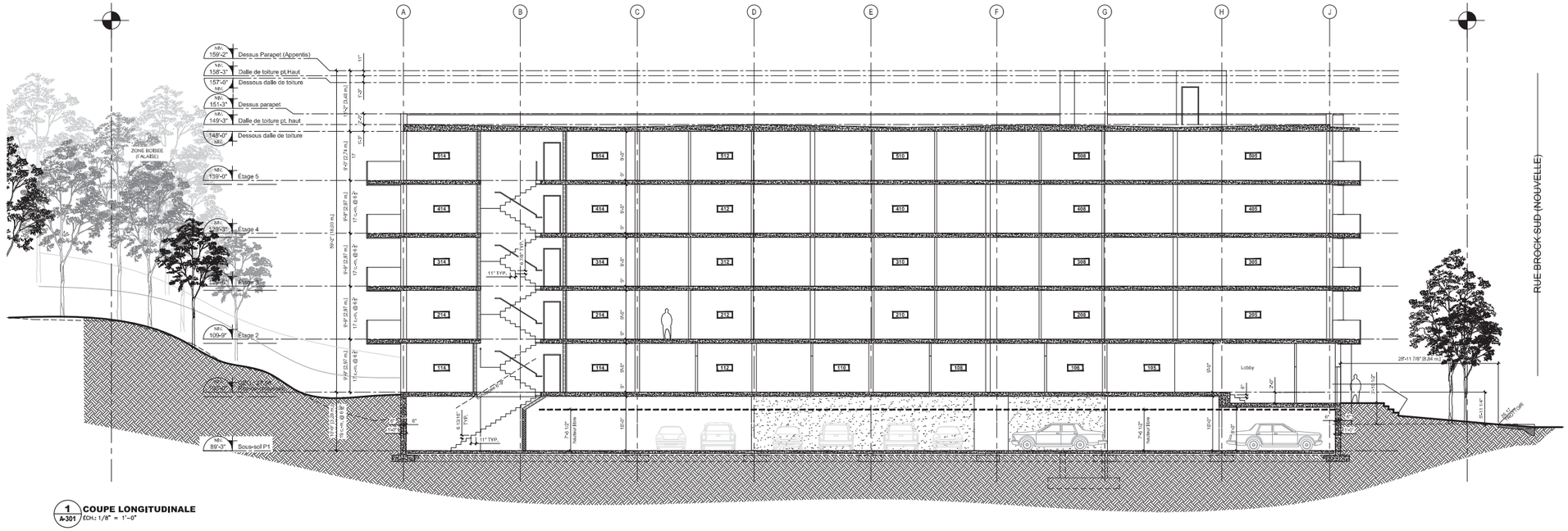
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le



2 **COUPE DU SOUS-SOL**
A-301 ÉCH.: 1/8" = 1'-0"



1 **COUPE LONGITUDINALE**
A-301 ÉCH.: 1/8" = 1'-0"

le BOISÉ de Bellevue - PHASE 1 - RUE BROCK SUD - CDN/NDG

SOUS-SOL

	Petite dimension (%)	
SUPERFICIE BRUTE		26923.44
NOMBRE DE CASES DE STATIONNEMENTS	-	65

TABLEAU DES TYPOLOGIES

TYPE		*sup. Locative m²*	*pi²*	*Hab. m²*	*pi²*	**RDC**	**2**	**3**	**4**	**5**		*sous-total*	*type/total (%)*
3 1/2	3.5 A	56,14	604	61,59	663	1	1	1	1	1		5	
	3.5 B	71,25	767	77,76	837	1	1	1	1	1		5	
	3.5 C	61,73	665	67,17	723	1	1	1	1	1		5	
	3.5 D	56,14	604	61,59	663	1						1	
	3.5 E	56,22	605	61,59	663	1						1	
	3.5 F	55,85	601	61,59	663	1						1	
	3.5 G	56,17	605	61,59	663	1						1	
	3.5 H	63,64	685	70,23	756	1						1	
	3.5 J	67,35	725	76,27	821	1						1	
	sous-total											21	30,00
4 1/2	4.5 A	81,81	881	88,72	955	1	1	1	1	1		5	
	4.5 B	83,26	896	87,23	939	1	1	1	1	1		5	
	4.5 C	80,45	866	87,70	944	1						1	
	4.5 D	92,90	1000	80,92	871		1	1	1	1		4	
	4.5 E	80,71	869	87,70	944		1	1	1	1		4	
	4.5 F	80,81	870	89,00	958		1	1	1	1		4	
	4.5 G	80,08	862	90,02	969		1	1	1	1		4	
	4.5 H	82,55	889	89,46	963		1	1	1	1		4	
	4.5 I	81,80	881	88,72	955		1	1	1	1		4	
	4.5 J	81,81	881	88,72	955		1	1	1	1		4	
	sous-total											39	55,71
5 1/2	5.5 A	97,79	1090	111,67	1202		1	1	1	1		4	
	5.5 A'	100,74	1084	111,11	1196	1						1	
	5.5 B	97,79	1053	107,95	1162	1						1	
	5.5 C	107,15	1153	118,17	1272		1	1	1	1		4	
	sous-total											10	14,29
TOTAL												70	100

SUP. BRUTE LOCATIVE	11648	13206	13206	13206	13206	0	64 472

SUP. BRUTE ÉTAGE	15102	15263	15263	15263	15243		76 135 p²
SUP. BRUTE ESPACES COMMUNS	3454	2057	2057	2057	2037		11 663 p²

RESUMÉ

SUPERFICIE DE TERRAIN (cadastre a confirmer)	4 737.2 m²	50 991
SUPERFICIE DENSITÉ POSSIBLE (3,0)		152 974
SUPERFICIE BÂTIMENT NETTE (densité)		64 472
SUPERFICIE BÂTIMENT (total des planchers excluant les sous-sols)		76 135
SUPERFICIE CIRCULATION ET SERVICES (rdc + étages)		11 663
COEFFICIENT D'OCCUPATION (DENSITÉ - ISP)		1,26
TAUX D'IMPLANTATION		29,9%
NOMBRE D'UNITÉS		70
STATIONNEMENTS INTÉRIEURS		0
STATIONNEMENTS EXTÉRIEURS		0
TOTAL DE STATIONNEMENTS		0
TOTAL DE STATIONNEMENTS POUR VÉLOS		70

RÈGLEMENTATION ARR. COTES-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - VILLE DE MONTREAL

PP-75: **No. Dossier: 1141378011**

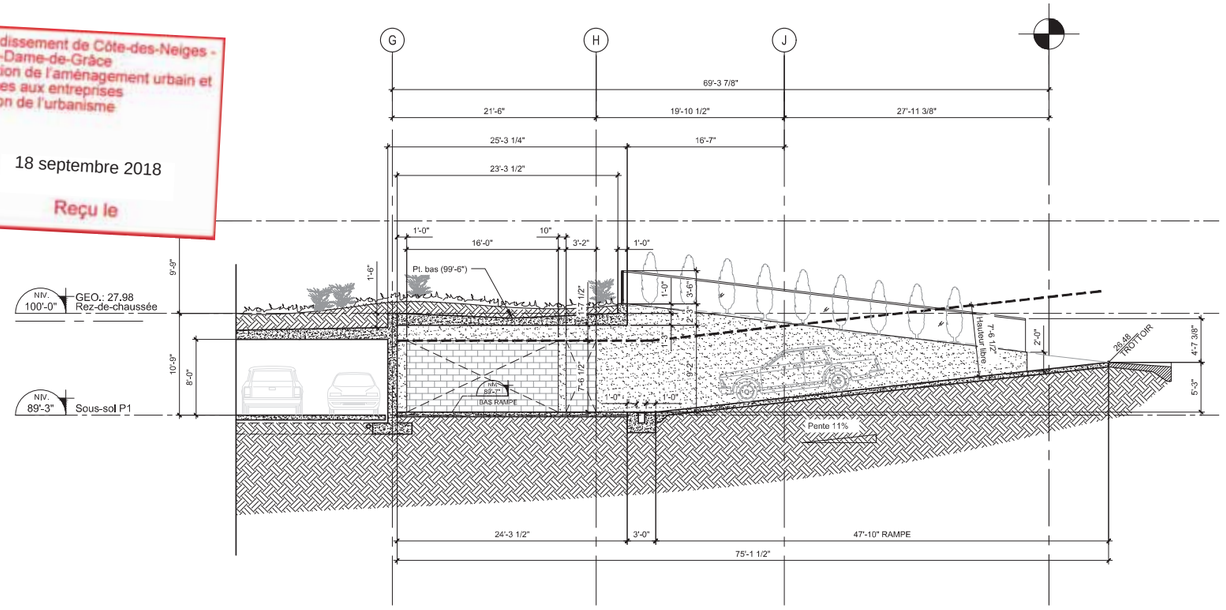
CLASSIFICATION

USAGE	H.6-7			
HAUTEUR	7 > 16m.			
MARGE LATÉRALE MIN.	2.5m.			
MARGE ARRIÈRE MIN.	3.0m.			
DENSITÉ PERMISE	3			
TAUX D'IMPLANTATION	70%			
STATIONNEMENT REQUIS	UNITES < 50 m² = 1/4 LOGEMENT		=	0
	UNITES > 50 m² = 1/2 LOGEMENT	70	=	35
				35
STAT. VÉLO REQUIS	1/LOGEMENT		=	70
				70

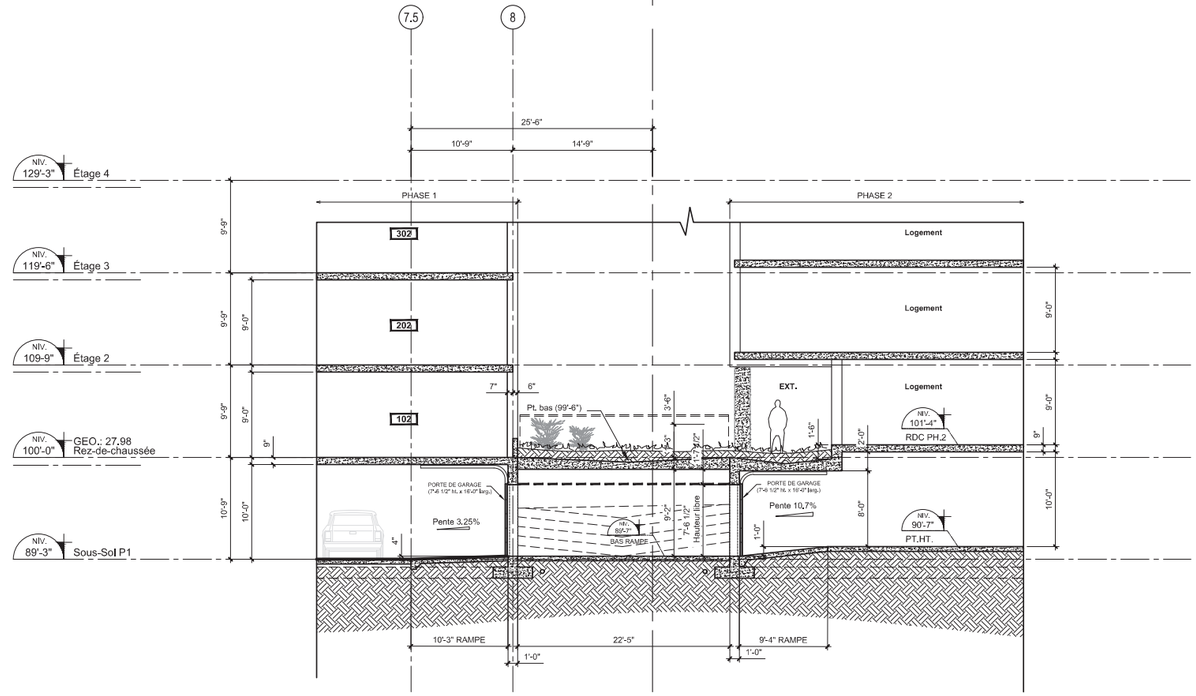
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le



1 / A-302 COUPE RAMPE DE GARAGE
ÉCH.: 1/8" = 1'-0"



2 / A-302 COUPE RAMPE DE GARAGE
ÉCH.: 1/8" = 1'-0"

13-08-2018

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le

NOTE IMPORTANTE

TOUS LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES TALUS ET MURETS MONTRÉS AUX COUPES SERONT RÉALISÉS PENDANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA PHASE 1

REMBLAYER DEVANT LES MURS DE SOUTÈNEMENTAVEC UNE PENTE DE 1 DANS 2 (VOIR PLAN DE L'INGÉNIEUR) ET ENSEMENCER AVEC LE MÉLANGE HERBIO PRAIRIE INDIGÈNE 50801 DE LA COMPAGNIE GLOCO

LIMITE DE LOT
LIMITE DE LOT BORNANT
CLOTURE
MESURÉ (m)
CADASTRE (c)
REPÈRE D'ARPENTAGE PLACÉ IDENTIFIÉ FRANÇOIS L. ARCAND A-G. R.F.P.
TIGE DE FER PLACÉE T.F.P.
BORNE FONTAINE
ENSEIGNE E
REGARD D:Dessus
REGARD ÉLECTRIQUE D:Dessus
PUISARD D:Dessus

N

6 016 730
3 320 477
3 320 482
3 320 483
3 320 480

SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE
(BROCK SUD)

LÉGENDE:

: ARBRES FEUILLUS PROPOSES

: CONIFERES PROPOSES

: ARBUSTES FEUILLUS PROPOSES

: ARBUSTES CONIFERES PROPOSES

: FLEURS VIVACES

: MUR DE SOUTÈNEMENT EN PIERRES DE CARRIÈRES NON GÉLIVES, MIN. 1M.C.

Yx : NOUVELLE PLANTATION

26.21 : NIVEAU EXISTANT

26.21 : NIVEAU PROPOSÉ

: ARBRES FEUILLUS EXISTANTS

1 PAVÉS TYPE MELVILLE PLANK DE PERMACON, GRIS SCANDINA

2 DALLE DE BÉTON GAUFRÉE 24"X 24", DE PERMACON

3 GALETS DE RIVIÈRE SUR GÉOTEXTILE

4 SENTIER EN POUSSIÈRE DE PIERRE

5 TROTTOIR ET PLACETTE POUSSIÈRE DE PIERRE

6 MONTICULES 0,9M

7 FOSSÉ DE DRAINAGE VOIR PLAN D'INGÉNIEUR

8 TERRASSE EN BOIS

9 RAMPE POUR HANDICAPÉS 7% AVEC MAINS-COURANTES

10 SUPPORT À BICYCLETTES

11 PIERRES DE CARRIÈRE NON GÉLIVES COMME SOUTÈNEMENT

12 GAZON

13 ESPACE POUR BACS

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le

DUBUC
ARCHITECTES PAYSAGISTES
119 de Charente, St-Lambert, Qc. J4S 1K2
Tel. (450) 672-8995 Telec. (450) 671-0558

LISTE DES VEGETAUX

CLE	NOM BOTANIQUE/FRANCAIS	CALIBRE	QTE	DISTANCE C/C	METHODE
	ARBRES FEUILLUS				
A F	ACER FREEMANII AUTUMN BLAZE / ÉRABLE AUTUMN BLAZE	60MM	6	IND.	P.B.
C O	CELTIS OCCIDENTALIS / MICOCOULIER	60MM	2	IND.	P.B.
G T	GLEDITSIA T. INERMIS / FÉVIER INERME	60MM	2	IND.	P.B.
G D	GYMNOCLADUS DIOICUS / CHICOT DU CANADA	60MM	1	IND.	P.B.
T A	TILIA AMERICANA / TILLEUL AMÉRICAIN	60MM	1	IND.	P.B.
Q C	QUERCUS COCCINEA / CHÊNE ÉCARLATE	60MM	2	IND.	P.B.
	ARBUSTES FEUILLUS				
A M	ARONIA MELANOCARPA / ARONIE	3 gallons	53	1,0M	POT
C S	CORNUS STOLONIFERA ARTIC FIRE / CORNOUILLER ARTIC FIRE	3 gallons	13	1,0M	POT
E A	EUONYMUS ALATUS COMPACTA / FUSAIN AILÉ NAIN	3 gallons	68	1,0M	POT
S C	SAMBUCUS CANADENSIS AUREA / SUREAU DORÉ	3 gallons	11	1.5M	POT
P O	PHYSOCARPOS OPULIFOLIUS DART'S GOLD / PHYSOCARPE DORÉ	3 gallons	29	1,0M	POT
	ARBRES CONIFERES				
P P	PICEA PUNGENS / EPINETTE DU COLORADO	1.8m	6	IND.	P.B.
	ARBUSTES CONIFERES				
T O	THUYA OCCIDENTALIS NIGRA / CÉDRES NOIRS	1.2m	55	1,0M	POT
T H	TAXUS HICKSII / IF DU JAPON HICKSII	1.2m	43	1,0M	POT
	VIVACES et GRAMINEES ET GRIMPANTS				
C K	CALAMAGROSTIS KARL FOERSTER / CALAMAGROSTIDE	1 gallon	48	0.6M	POT
H C	HEMEROCALLIS CAPPUCINO / HEMEROCALLE	1 gallon	85	0.6M	POT
P Q	PARTHENOCISSUS QUINQUEFOLIA / LIERRE DE BOSTON	1 gallon	10	2.0M	POT
O R	OSMUNDA REGALIS / FOUGÈRE ROYALE	1 gallon	80	0.6M	POT


A F


G D


T A


C O

G T


Q C


P P


A M


C S


E A


S C


S L


T H


T O

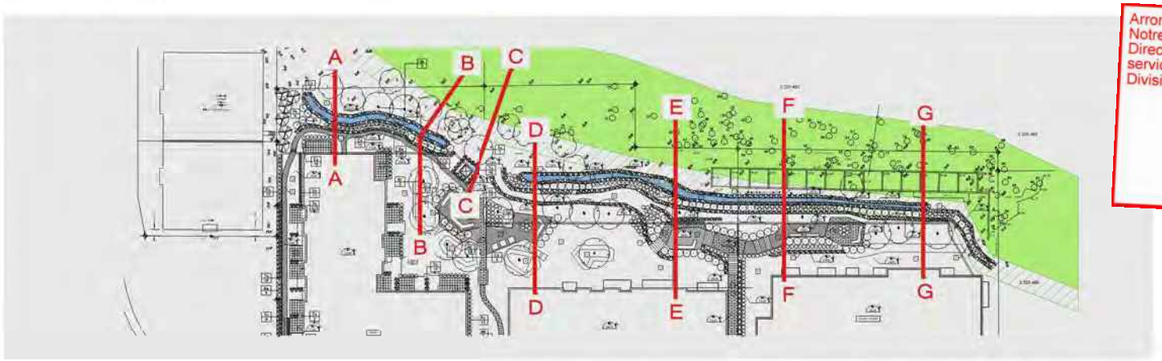

K F


H C


O R


P Q

13-08-2018

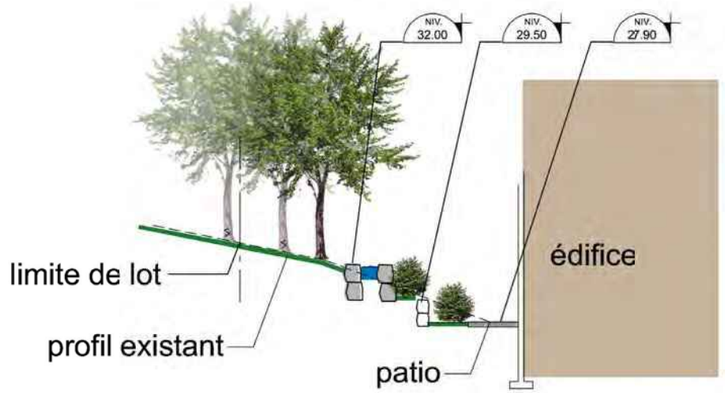


Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

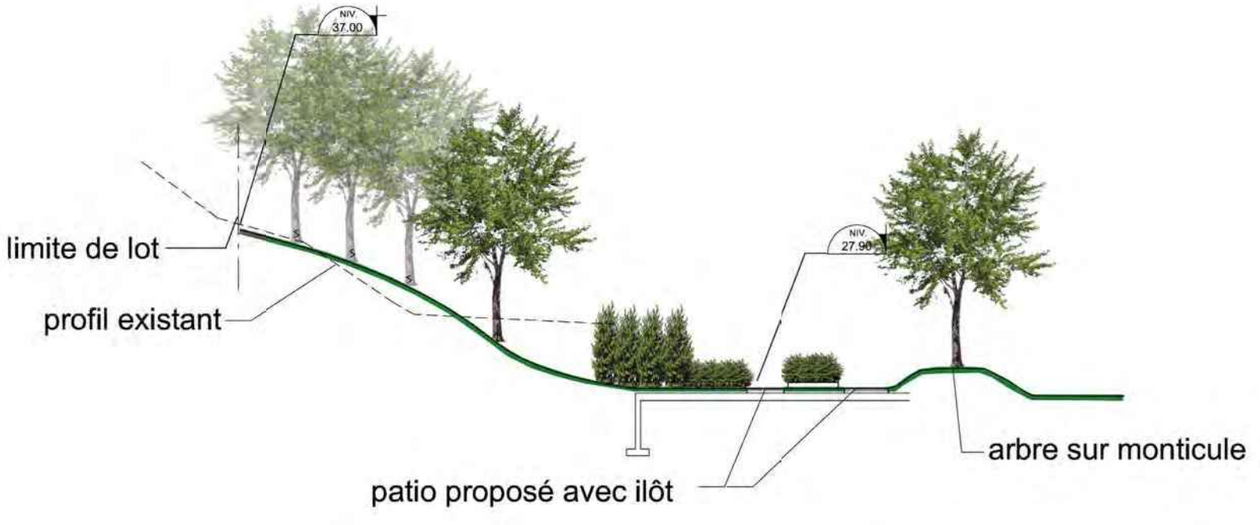
18 septembre 2018

Reçu le

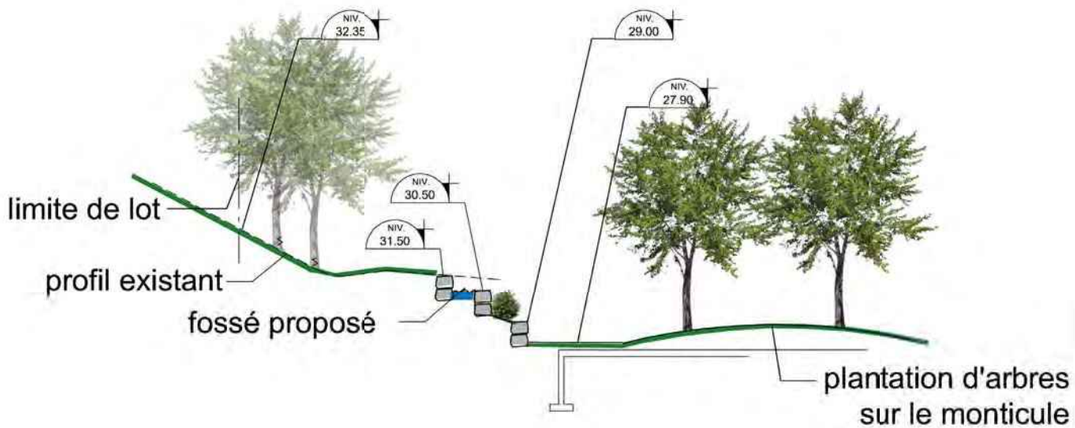
DUBUC
ARCHITECTES PAYSAGISTES
119 de Charente, St-Lambert, Qc. J4S 1K2
Tel. (450) 672-8995 Telec. (450) 671-0558



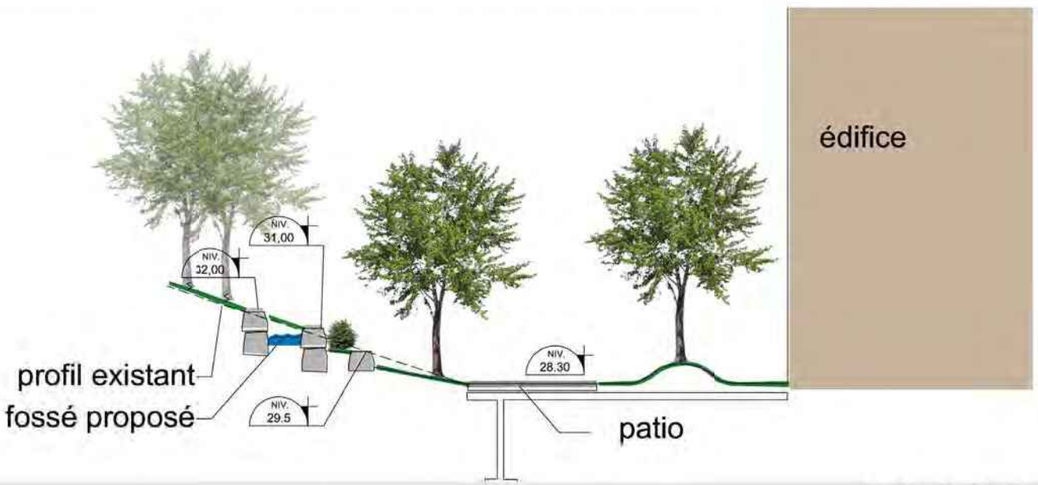
COUPE A-A'



COUPE C-C'



COUPE B-B'



COUPE D-D'

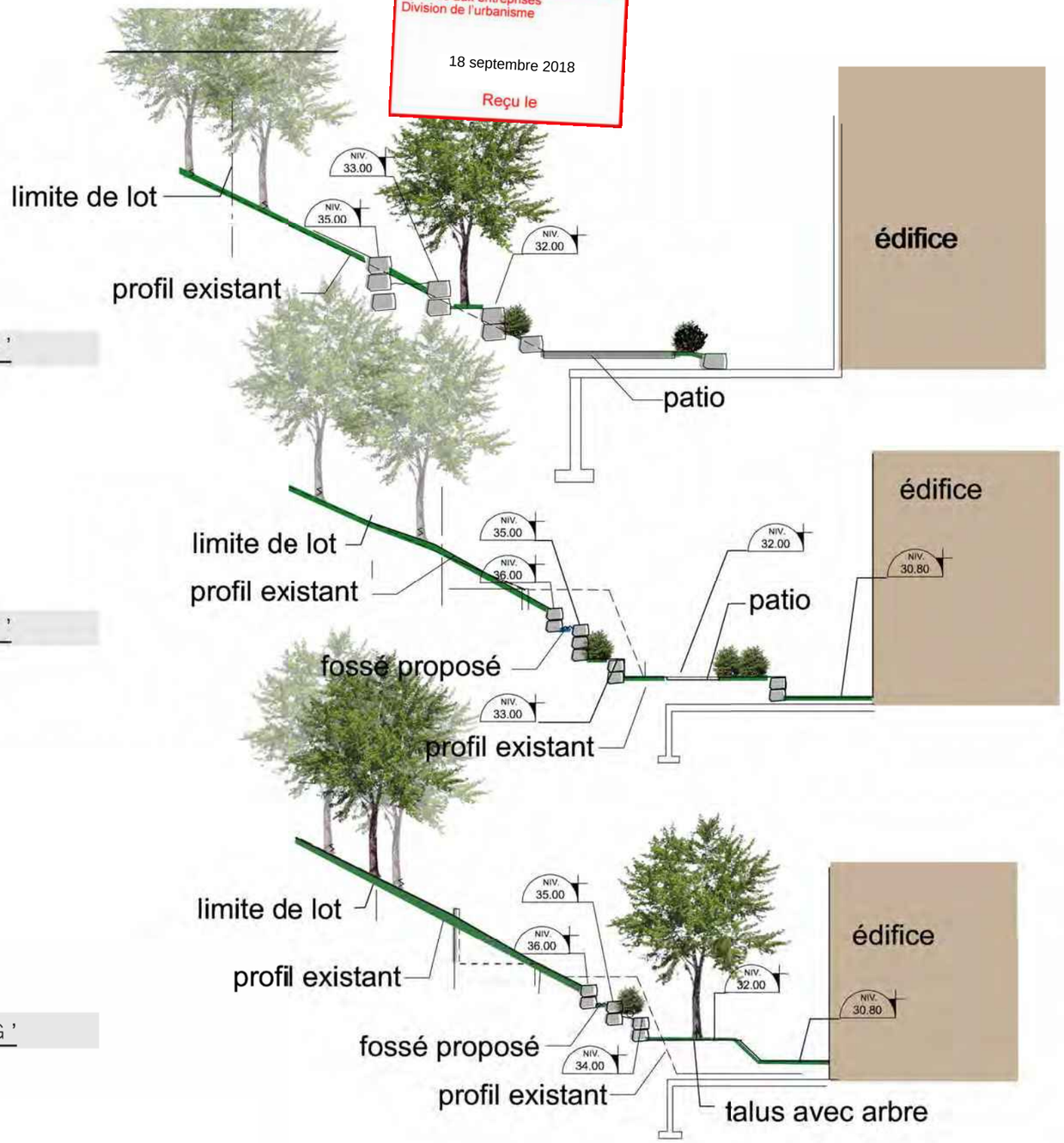
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

18 septembre 2018

Reçu le

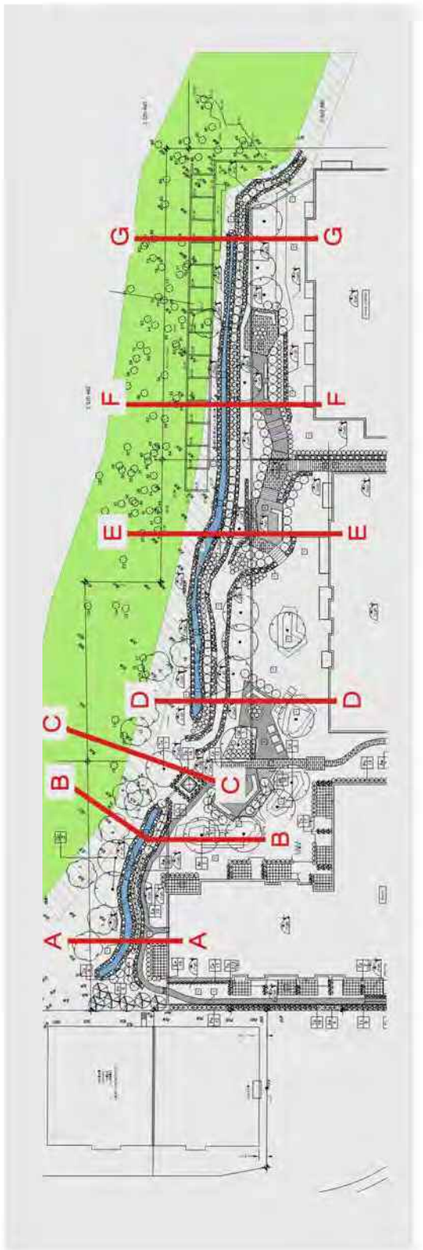
DUBUC
ARCHITECTES PAYSAGISTES
119 de Charente, St-Lambert, Qc. J4S 1K2
Tel. (450) 672-8995 Telec. (450) 671-0558

COUPE E-E'



COUPE F-F'

COUPE G-G'

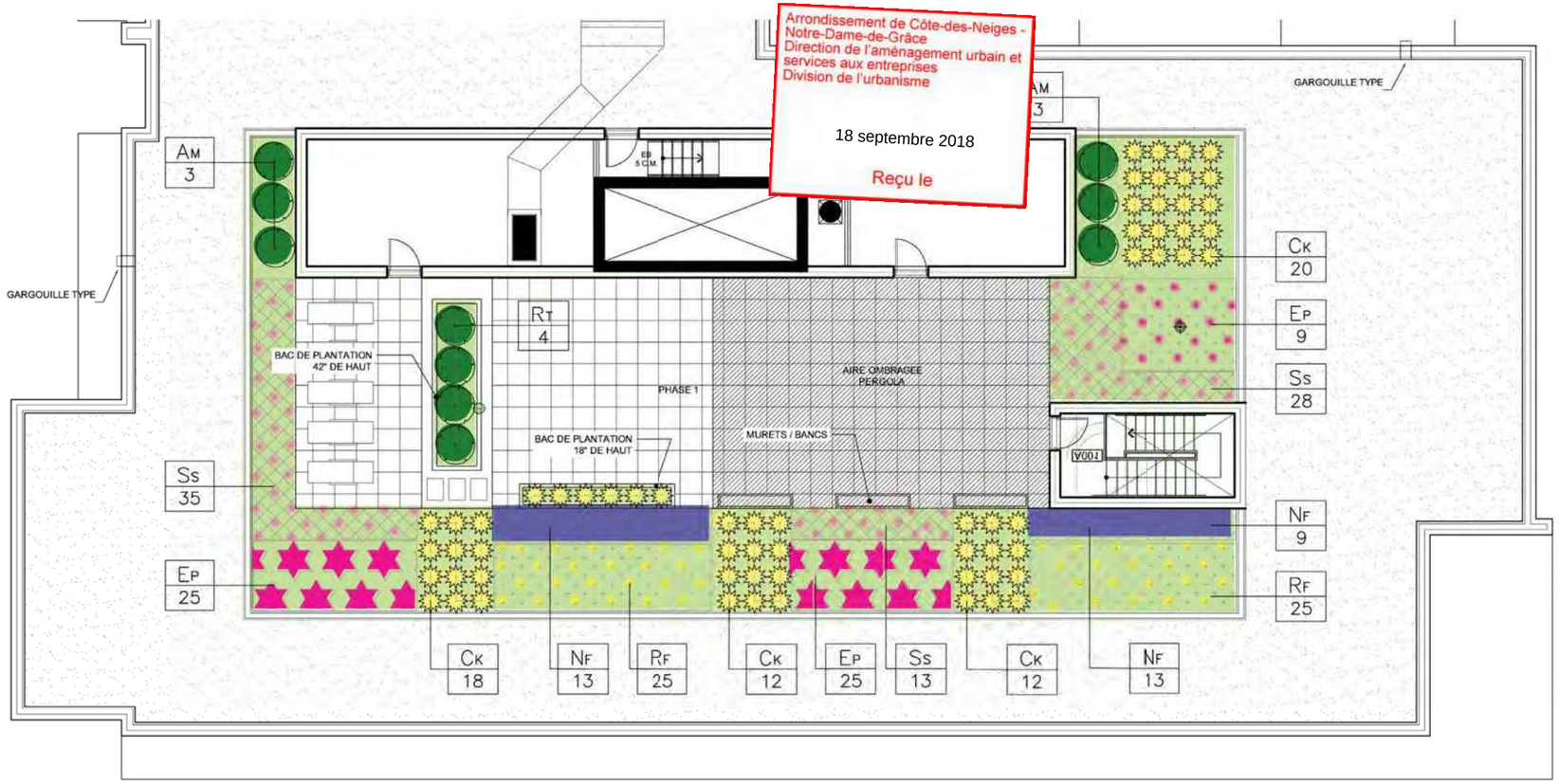


DUBUC
ARCHITECTES PAYSAGISTES
119 de Charente, St-Lambert, Qc. J4S 1K2
Tel. (450) 672-8995 Telec. (450) 671-0558

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

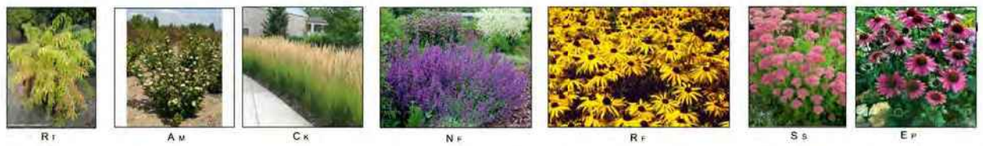
18 septembre 2018

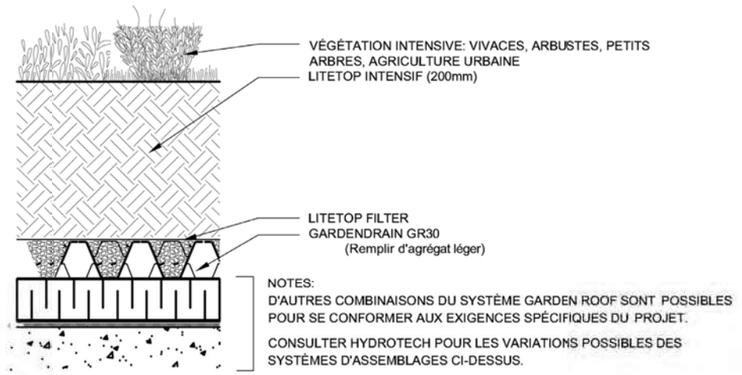
Reçu le



LISTE DES VEGETAUX

CLE	NOM BOTANIQUE/FRANCAIS	CALIBRE	QTE	DISTANCE C/C	METHODE
	ARBUSTES FEUILLUS				
AM	ARONIA MELANOCARPA / ARONIE	3 gallons	53	1.0M	POT
RT	RHUS TYPHINA TIGER EYE	3 gallons	4	1.0M	POT
	VIVACES et GRAMINEES ET GRIMPANTS				
CK	CALAMAGROSTIS KARL FOERSTER / CALAMAGROSTIDE	1 gallon	62	0.6M	POT
NF	NEPETA F. WALKER'S LOW / HERBE À CHATS	1 gallon	26	0.6M	POT
RF	RUDBECKIA FULGIDA GOLDSTURM / RUDBECKIE	1 gallon	50	0.6M	POT
SS	SEDUM SPECTABILIS BRILLANT / ORPIN	1 gallon	76	0.6M	POT
EP	ECHINACEA PURPUERA / ÉCHINACÉE	1 gallon	50	0.6M	POT





SYSTÈME GARDEN ROOF DE HYDROTECH
SYSTÈME D'ASSEMBLAGE INTENSIF

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1183558048

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant l'installation de 3 nouveaux conduits mécaniques sur le mur est, le remplacement de 4 grilles d'extraction par 4 panneaux tympans et l'installation, au toit, d'une nouvelle cheminée (storbic) et de deux nouveaux conduits mécaniques au 2500, chemin de Polytechnique - secteur du Mont-Royal – demande de permis 3001350173.

CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement a pris connaissance de l'avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) formulé lors de la séance du 27 juin 2018 et de l'avis défavorable du Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) formulé le 27 août 2018;
CONSIDÉRANT que les travaux proposés, visant l'ajout d'équipements mécaniques au 2500, chemin de Polytechnique, sont conformes aux articles 118.1 et 668 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276);

CONSIDÉRANT que le Ministère de la culture et des communications du Québec a autorisé cette demande le 10 août 2018 (SSP-D-2017-0623-06).

IL EST RECOMMANDÉ :

D'approuver les travaux proposés aux plans préparés par la firme d'architecture DMA Architectes, numérotés PF-001 à PF-005, estampillés le 24 août 2018, joints au dossier et faisant l'objet de la demande de permis de transformation 3001350173, pour laquelle l'approbation du conseil est requise, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276, art. 118.1 et 668).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-03 11:08

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183558048

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant l'installation de 3 nouveaux conduits mécaniques sur le mur est, le remplacement de 4 grilles d'extraction par 4 panneaux tympans et l'installation, au toit, d'une nouvelle cheminée (storbic) et de deux nouveaux conduits mécaniques au 2500, chemin de Polytechnique - secteur du Mont-Royal – demande de permis 3001350173.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis a été déposée le 20 octobre 2017 pour l'installation de nouveaux équipements mécaniques au 2500, chemin de Polytechnique. En vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276, art.118.1), une telle demande de permis est assujettie à la préparation de plans qui doivent être étudiés en vertu du titre VIII (Plan d'implantation et d'intégration architecturale – PIIA).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Dossier 2173558006 (demande de permis 3001279802) concernant le même type de travaux sur ce bâtiment et pour lequel le CPM et le MCCQ avaient fournis des commentaires.

DESCRIPTION

Le projet consiste principalement à installer 3 nouveaux conduits sur la façade arrière du bâtiment visé qui est visible depuis le chemin de ceinture du Mont-Royal.
Plusieurs options ont été considérés depuis le dépôt de cette demande, mais aucune n'a été jugée satisfaisante par l'ensemble des parties.

Ministère de la culture et des communications du Québec
Le ministre a délivré une autorisation en date du 10 août 2018 (SSP-D-2017-0623-06) pour des conduits apparents en acier galvanisé. Les plans joints au présent sommaire sont conformes à cette autorisation.

Comité consultatif d'urbanisme
Le projet a été présenté aux membres du Comité consultatif d'urbanisme 12 décembre

2017, puis le 27 juin 2018 et a reçu un avis défavorable à ces deux reprises (voir note additionnelle).

Conseil du patrimoine de Montréal
Dans son commentaire daté du 27 août 2018, le CPM se dit défavorable au projet et «*appuie la position du CCU, à savoir qu'un parti pris doit être adopté pour intégrer ce type d'équipement dans une vision d'ensemble, en privilégiant, soit l'intégration des conduits à l'intérieur du bâtiment, soit leur recouvrement de manière compatible avec l'ajout métallique déjà réalisé.* » (Voir note additionnelle)

JUSTIFICATION

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme aux articles 118.1 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis favorable au projet pour les raisons suivantes :

- le traitement brut des conduits permet de détacher les cheminées de l'ensemble en maçonnerie;
- les cheminées expriment que l'intervention a été réalisée a posteriori;
- elles ne nuisent pas à la lecture du bâtiment;
- elles ne se confondent pas avec les colonnes d'extrémité;
- l'ajout d'un ventilateur strobic et de cheminées n'ont pas d'effet compromettant le caractère d'ensemble de l'unité de paysage.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo LAFONTAINE-JACOB
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-4133
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-01

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558048

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant l'installation de 3 nouveaux conduits mécaniques sur le mur est, le remplacement de 4 grilles d'extraction par 4 panneaux tympans et l'installation, au toit, d'une nouvelle cheminée (storbic) et de deux nouveaux conduits mécaniques au 2500, chemin de Polytechnique - secteur du Mont-Royal – demande de permis 3001350173.

Plans des travaux :

2018-08-24_Plans.PDF

Autorisation du MCCQ :

SSP-D-2017-0623-06.pdf

Présentation du projet par la Direction :

2500, ch. Polytechnique 1350173- 2.ppt

RESPONSABLE DU DOSSIER

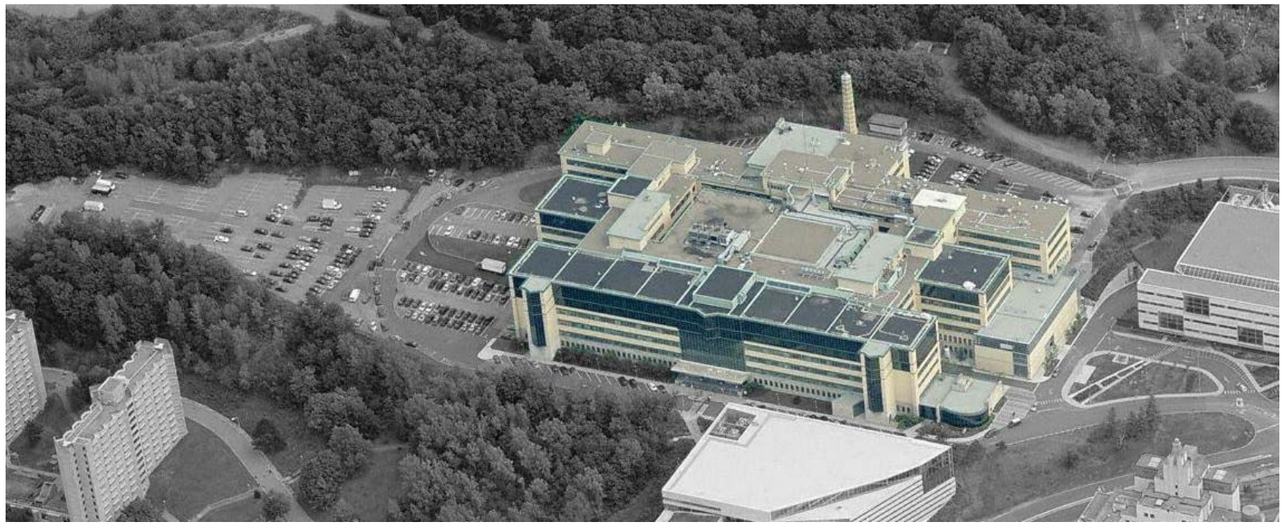
Hugo LAFONTAINE-JACOB
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-4133
Télécop. : 000-0000

Direction de l'aménagement urbain et
des services aux entreprises

2018-08-24

CDN-NDG



RÉNOVATIONS MAJEURES ET AMÉNAGEMENT DE LABORATOIRES DE RECHERCHE AU PAVILLON PRINCIPAL

DOCUMENT DE PRÉSENTATION

de la solution autorisée par le ministère de la culture et des communications

No. Projet de Polytechnique: 570021
No. Projet de DMA Architectes: 2017-017

570021 - Lot 5 Rénovations et aménagement du secteur 4e étage bloc G

Polytechnique Montréal
Pavillon Principal
Campus Université de Montréal

ARCHITECTE

DMA architectes s.e.n.c.r.l.

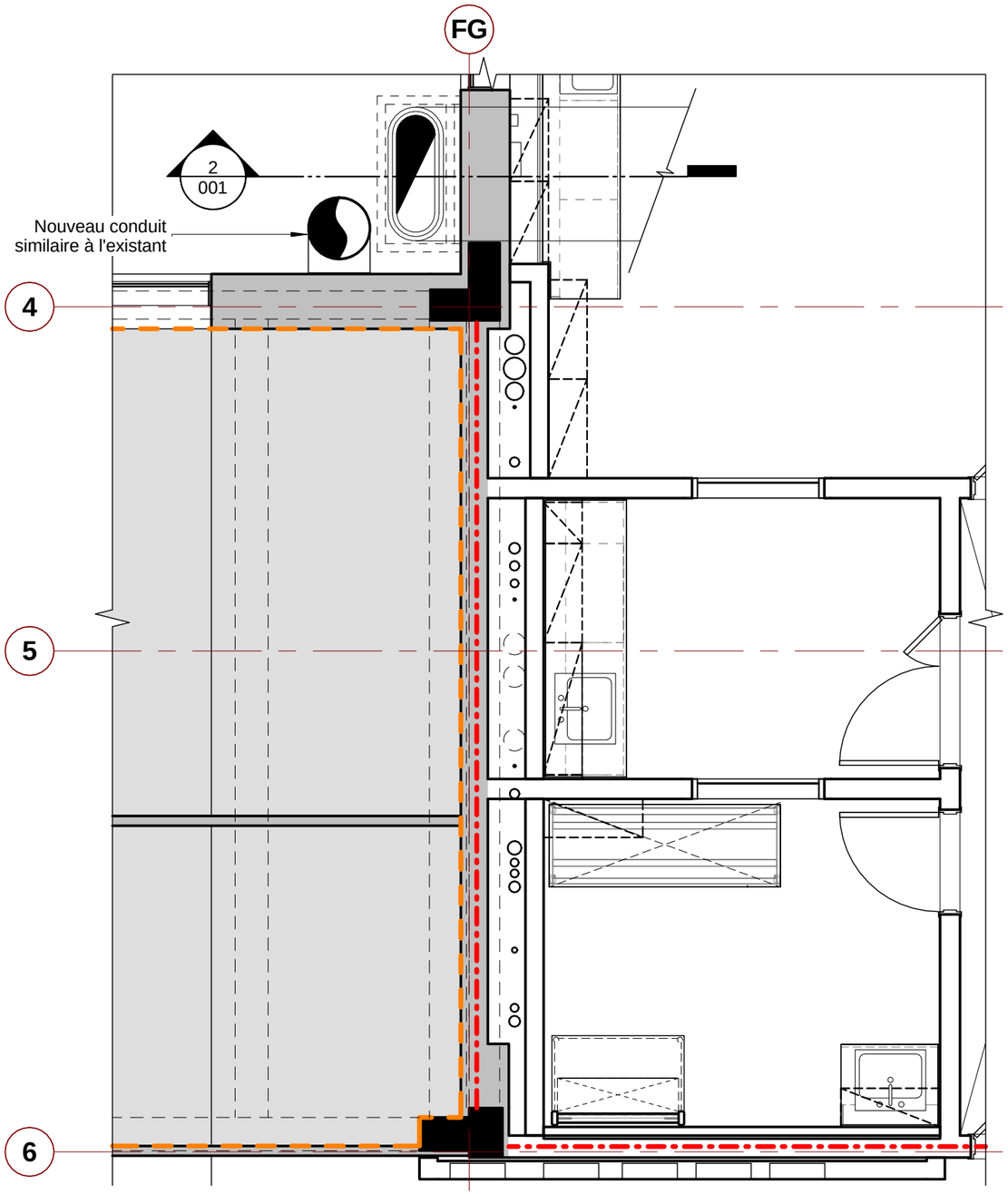
DMA Architectes
655 , rue Desnoyers, bureau 204
Montréal (Qc) H4C 3E1
Tel: 514.288.4251
Fax: 514.849.7230

CLIENT

Polytechnique Montréal
2500, chemin de Polytechnique
Montréal (Qc) H3T 1J4
Tel: 514.340.4711

LISTE DES DESSINS

PF- 0	Page titre
PF- 001	Alimentation - Solution autorisée par MCCQ
PF- 002	Évacuation - Solution autorisée par MCCQ
PF- 003	Élévations Est - Solutions autorisées par le MCCQ
PF- 004	Élévations SUD - Solutions autorisées par le MCCQ
PF- 005	Vues 3D des solutions autorisées par le MCCQ



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-08-24

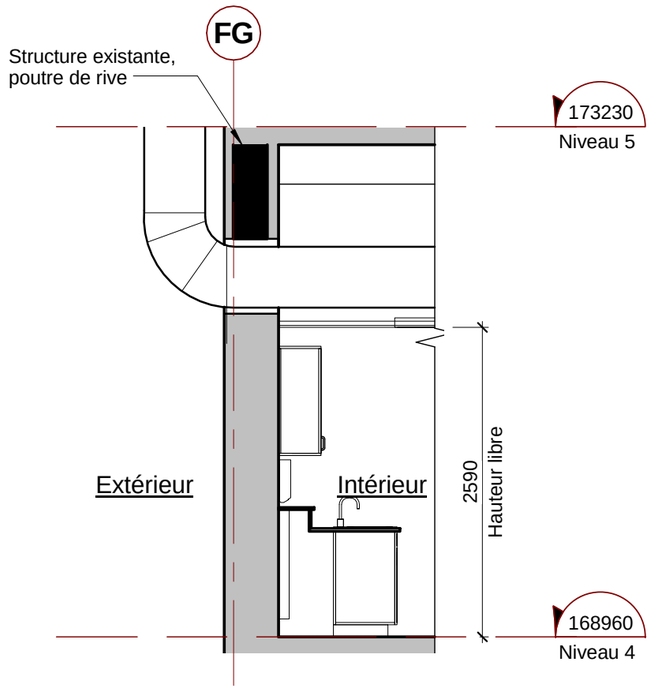
CDN-NDG

Conduit d'alimentation 1075 mm x 350mm localisé en façade latérale, accès latéral dans le laboratoire du projet

- Remplacement du conduit rectangulaire par un conduit oblong de 1075 mm x 350mm.
- Fini du conduit en acier galvanisé spiralé avec joints mécaniques
- Localisation du conduit d'alimentation en façade latérale
- Accès dans le pavillon via la façade latérale et directement dans le laboratoire
- Passage du nouveau conduit sous la poutre de rive
- **Hauteur libre résiduelle suffisante pour un usage de laboratoire**
- Débord de toit partie haute démoli en partie
- Débord de toit partie basse démoli en partie
- Conduit existant remplacer un nouveau conduit en acier galvanisé spiralé avec joints mécaniques. Conduit de même dimension que l'existant.
- La distance entre les conduits est la distance minimale requise pour permettre l'installation de l'isolant et assurer l'étanchéité des joints.

Conclusion

Solution réalisable, car la hauteur libre résiduelle est suffisante pour un usage de laboratoire et que le conduit d'alimentation n'obstrue pas les fenêtres existantes. L'aménagement de cette option est similaire à celle proposée lors de la demande de permis du 11 octobre 2017, mais avec un conduit oblong.







Exemple de conduit oblong spiralé avec joints mécaniques

DMA architectes s.e.n.c.r.l.

CLIENT
Polytechnique Montréal

PROJET
57-0021 Lot 5 Rénovations et aménagement du secteur 4e étage bloc G

PROJET N° 570021

Alimentation - Solution autorisée par MCCQ

DATE 08/23/18

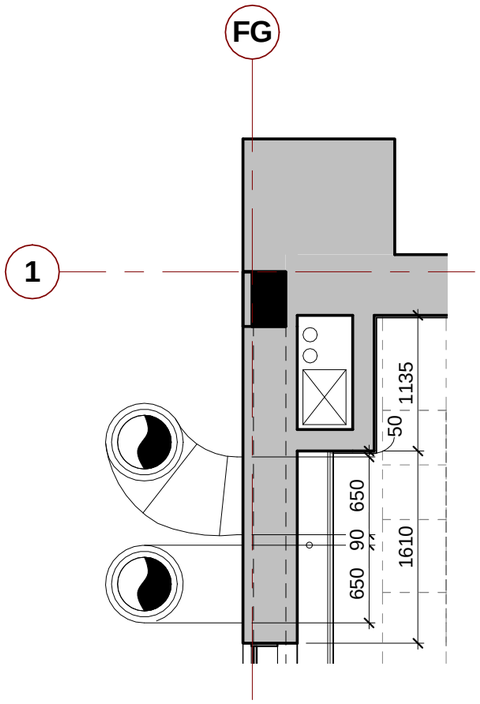
ÉCHELLE 1 : 50

PF-001

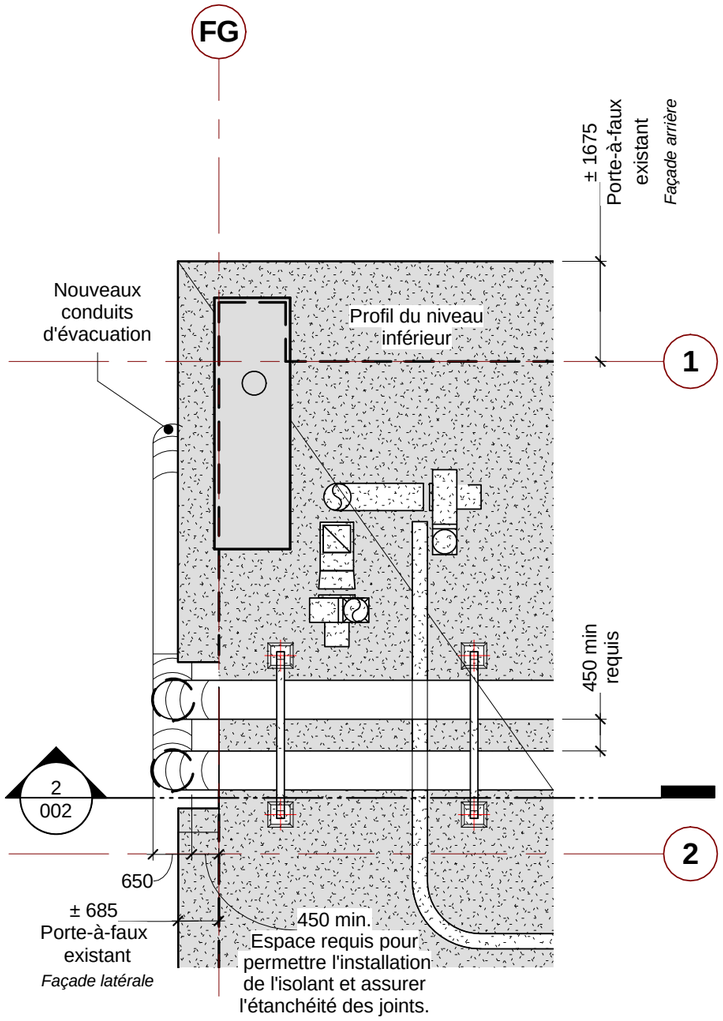
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-08-24

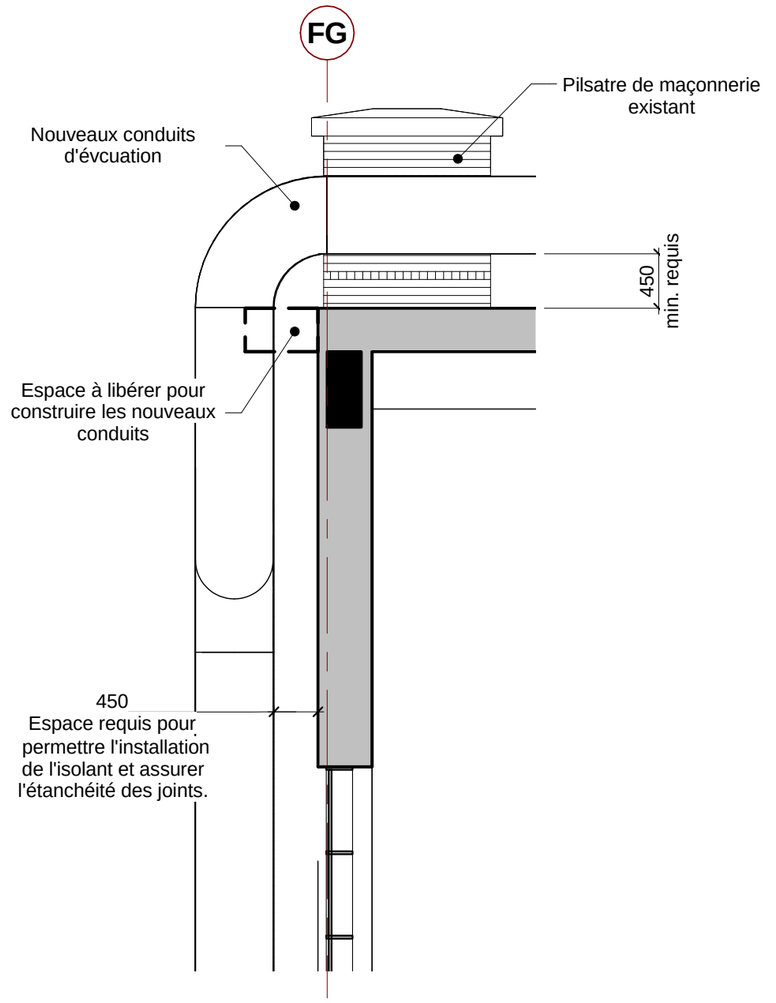
CDN-NDG



Niveau 4



Niveau toiture



DMA architectes s.e.n.c.r.l.

CLIENT
Polytechnique Montréal

PROJET
57-0021 Lot 5 Rénovations et aménagement du secteur 4e étage bloc G

PROJET N° 570021

Évacuation - Solution autorisée par MCCQ

DATE
08/23/18

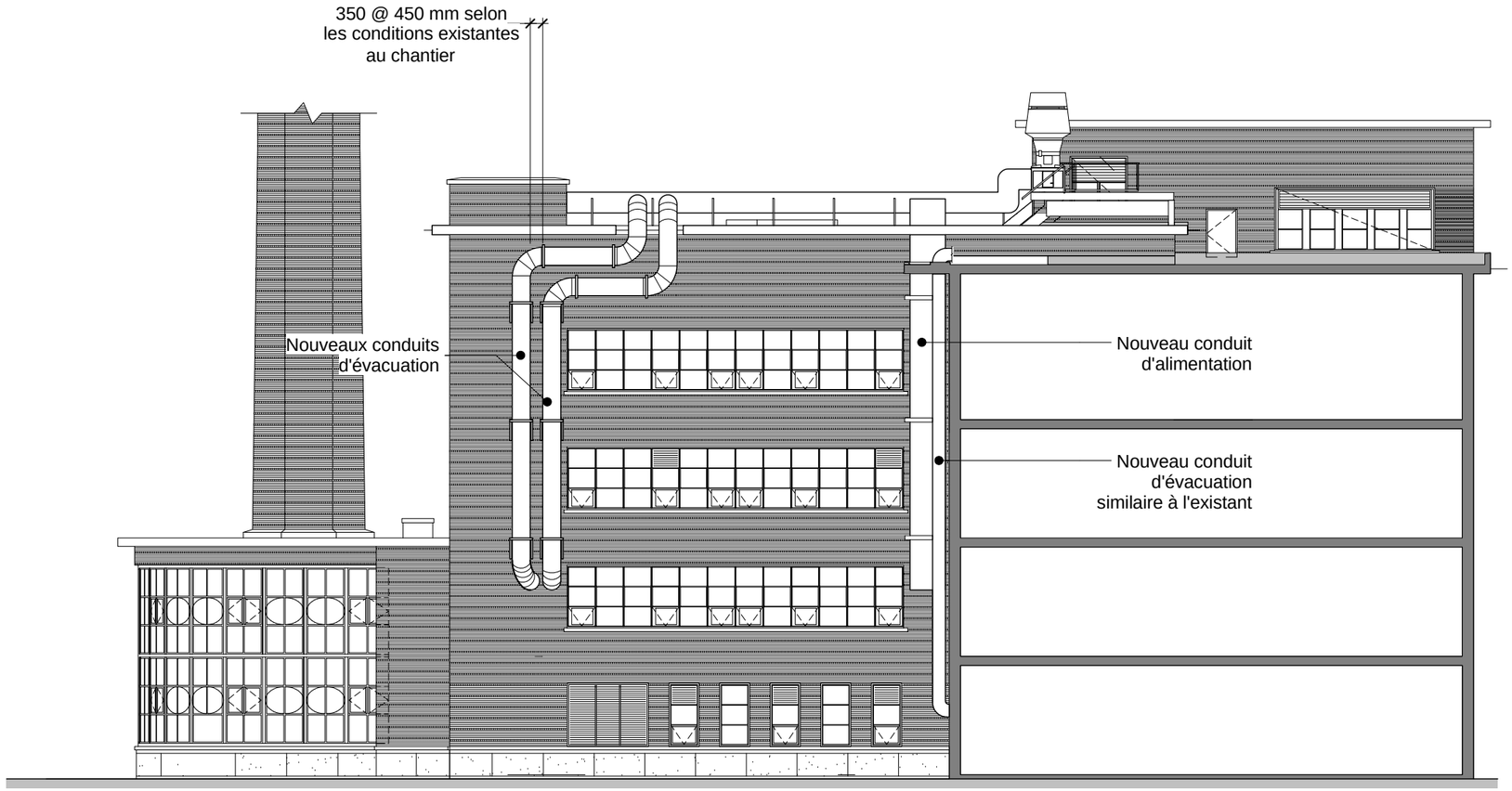
ÉCHELLE
As indicated

PF-002

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-08-24

CDN-NDG



DMA architectes s.e.n.c.r.l.

CLIENT
Polytechnique Montréal

PROJET
57-0021 Lot 5 Rénovations et aménagement du secteur 4e étage bloc G

PROJET N° 570021

Élévations Est - Solutions autorisées par le MCCQ

DATE 08/23/18

ÉCHELLE 1 : 200

PF-003

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-08-24

CDN-NDG



DMA architectes s.e.n.c.r.l.

CLIENT
Polytechnique Montréal

PROJET
57-0021 Lot 5 Rénovations et aménagement du secteur 4e étage bloc G

PROJET N° 570021

Élévations SUD - Solutions autorisées par le MCCQ

DATE 08/24/18

ÉCHELLE 1 : 200

PF-004

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2018-08-24

CDN-NDG



Existant



Option autorisée



Existant



Option autorisée

DMA architectes s.e.n.c.r.l.

CLIENT
Polytechnique Montréal

PROJET
57-0021 Lot 5 Rénovations et aménagement du secteur 4e étage bloc G

PROJET N° 570021

Vues 3D des solutions autorisées par le MCCQ

DATE
08/23/18

ÉCHELLE
Aucune

PF-005

Ministère
de la Culture et
des Communications
Québec

Direction générale du patrimoine et des immobilisations

Québec, le 14 août 2018

Monsieur Hazem Al-Saedi
Polytechnique Montréal
Case postale 6079
Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3A7

N/Réf. : 134033 – SSP-D-2017-0623-06

Objet : Demande d'autorisation – Projet modifié pour l'ajout de trois conduits en façade
Situé dans un site patrimonial - Site patrimonial du Mont-Royal
École polytechnique de Montréal
2500, chemin de la Polytechnique
Montréal (Québec) H3T 1J4

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint l'autorisation signée relative à la demande que vous avez formulée pour l'installation des trois conduits sur le mur perpendiculaire à la façade principale, comme illustré à votre proposition révisée le 4 mai 2018, Option 2 et au dessin CrD-003F Option F du 9 avril 2018.

Cette décision est rendue étant donné que ce mur est déjà modifié par un conduit installé avant la déclaration du site patrimonial, que les conduits seront groupés sur un seul mur, que ce mur est perpendiculaire à la façade principale et que l'impact visuel est diminué en raison du rétrécissement du terrain à cet endroit.

L'objectif poursuivi par le Ministère en matière d'application de la Loi sur le patrimoine culturel est la protection et la mise en valeur du site patrimonial. Dans cette perspective, chaque geste peut avoir une incidence et mérite une attention particulière. L'accumulation de modifications ponctuelles, qui altèrent graduellement le caractère et l'authenticité des bâtiments, est à éviter. Il convient de choisir des interventions ayant le moins de répercussions sur les valeurs patrimoniales et architecturales.

... 2

Québec
Édifice Guy-Frégault
225, Grande Allée Est
Rez-de-chaussée, bloc C
Québec (Québec) G1R 5G5
Téléphone : 418 380-2352
Télécopieur : 418 380-2336
www.mcc.gouv.qc.ca

Montréal
Édifice Le Wilder
1435, rue de Bleury, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 2H7
Téléphone : 514 864-8117
Télécopieur : 514 864-2448
www.mcc.gouv.qc.ca

Par conséquent, nous vous invitons à planifier le passage des conduits à l'intérieur du bâtiment lors de l'élaboration de vos futurs projets de réaménagement intérieurs.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, vous pouvez communiquer avec madame Denise Brosseau de la Direction des services à la clientèle de l'Île de Montréal au 514 864-8117, poste 5503.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La directrice de l'archéologie,

Isabelle Lemieux

p .j. Autorisation
Dessins approuvés

c. c. Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
M^me^ Laurence A. St-Denis, directrice des services à la clientèle de l'Île de Montréal
M. René Thériault, Polytechnique Montréal

Ministère
de la Culture et
des Communications
Québec

Demande : 134033
Bien : 110983
Dossier : SSP-D-2017-0623-06

Autorisation

Article 64 de la *Loi sur le patrimoine culturel* (RLRQ, chapitre, P-9.002)

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la ministre autorise :

Polytechnique Montréal
Case postale 6079
Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3A7

À réaliser les actes ou travaux suivants :

Ajout de trois conduits au mur latéral, selon le dessin CrD-003F - Option F du 9 avril 2018 et les dessins CrD-007A, B et C - Option 2 modifiée du 4 mai 2018, préparés par DMA Architectes.

Sur le bien suivant :

SITUÉ DANS UN SITE PATRIMONIAL DÉCLARÉ – SITE PATRIMONIAL DU MONT-ROYAL
École polytechnique de Montréal
2500, chemin de la Polytechnique
Montréal (Québec) H3T 1J4

Important :

- Par le seul effet de la loi, la présente autorisation est retirée si le projet visé n'est pas entrepris un an après la délivrance de l'autorisation ou s'il est interrompu pendant plus d'un an.
- La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention de tout autre permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel ou toute autre loi ou règlement applicable.
- La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'aviser la ministre sans délai de toute découverte de bien ou site archéologique, conformément à l'article 74 de la Loi sur le patrimoine culturel.

Délivrée le 10-08-2018

La ministre de la Culture et des Communications,

Par Isabelle Lemieux

Isabelle Lemieux, directrice
Direction de l'archéologie

Signée en vertu d'une délégation faite conformément à l'article 78 par. 8 de la Loi sur le patrimoine culturel.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal







2500, chemin de Polytechnique

Ajout de trois cheminées et d'un appareil mécanique au toit

Site patrimonial du Mont-Royal

Comité consultatif d'urbanisme
Séance du 27 juin 2018

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Contexte

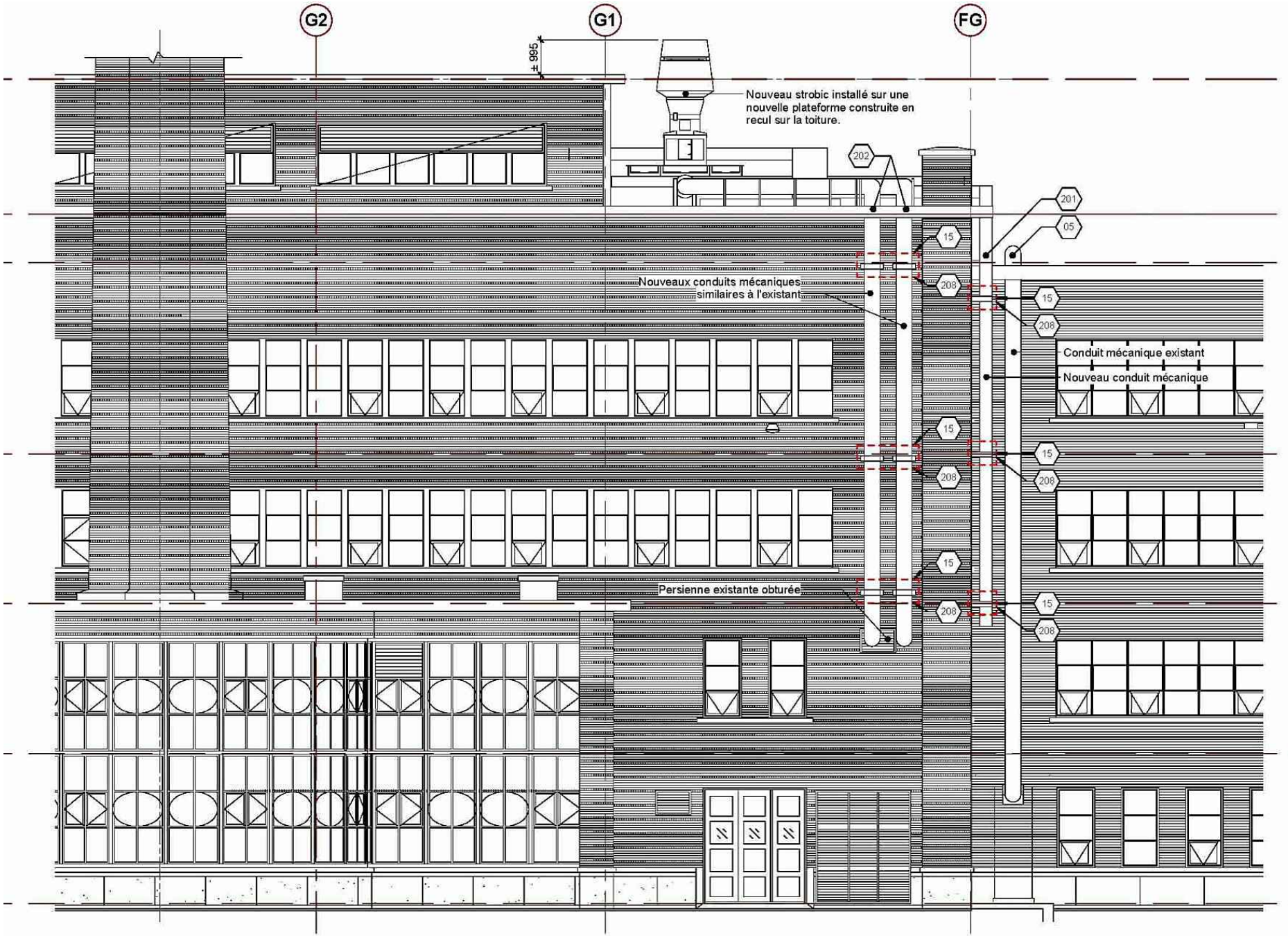


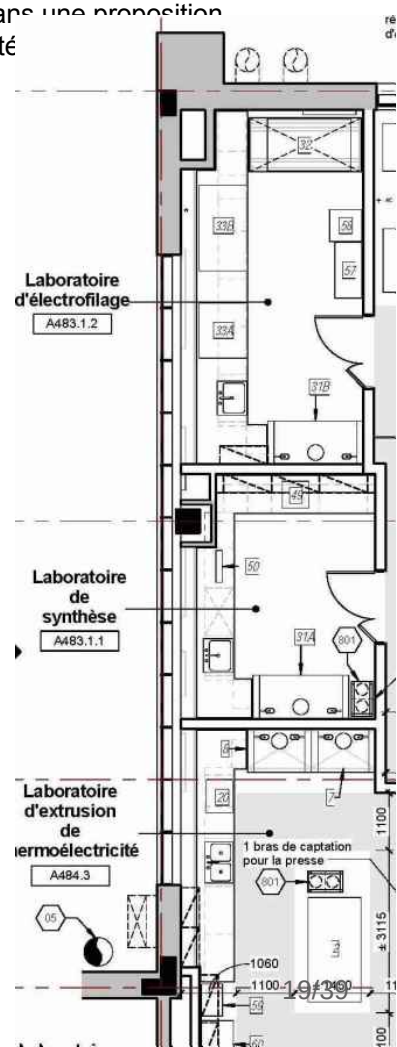
Approbation des plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, pour l'ajout de trois cheminées et d'un appareil mécanique au toit au 2500, boulevard Édouard-Montpetit – site patrimonial du mont Royal - Demande de permis 3001350173.



CCU
12 décembre 2017

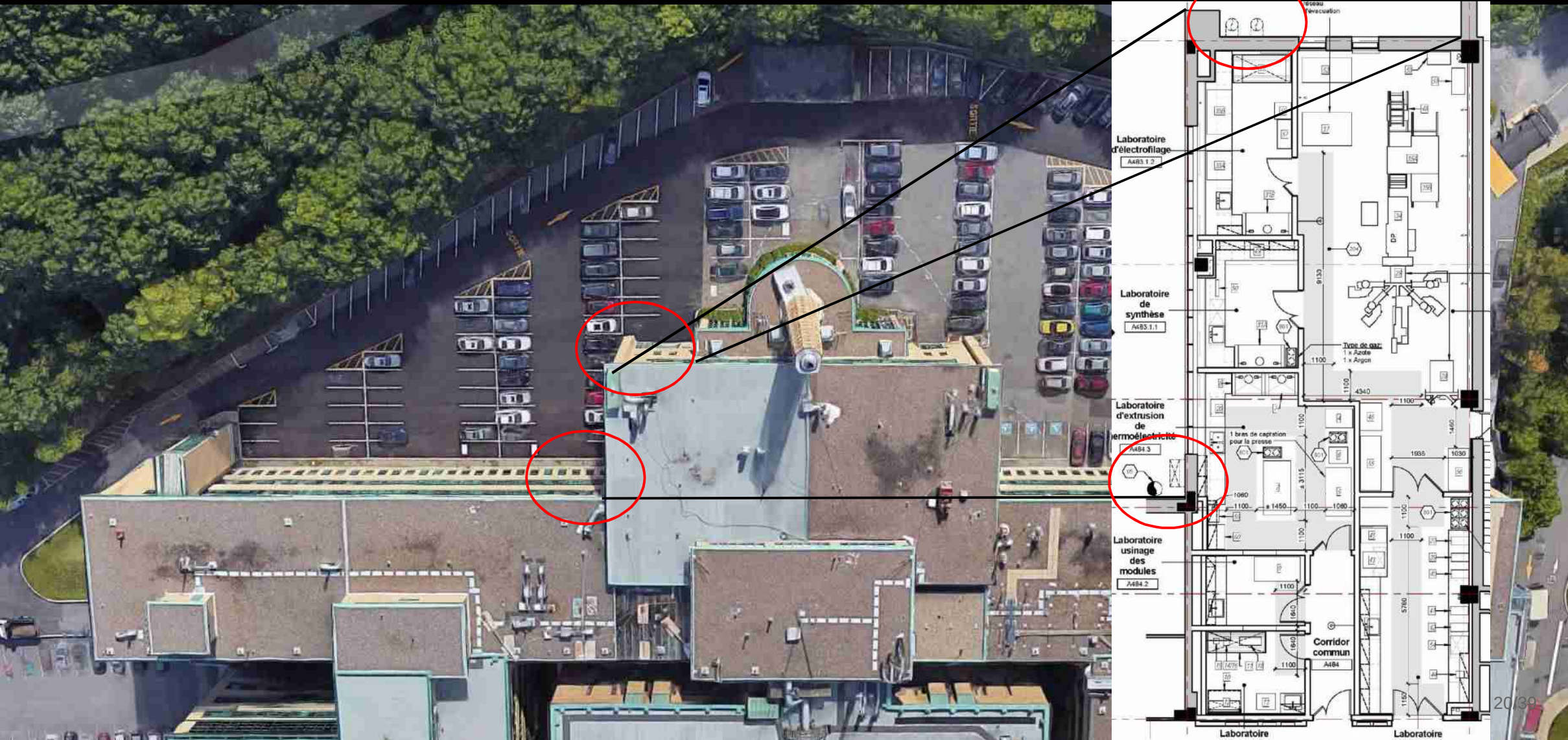
De revoir la demande lorsque le requérant aura fourni une vision d'ensemble pour intégrer ces équipements, et ceux à venir, dans une proposition intégrée.





Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan du niveau 4



Ministère
de la Culture et
des Communications
Québec

Direction générale du patrimoine et des immobilisations

Québec, le 14 mars 2018

Monsieur Hazem Al-Saedi
Corporation de l'École polytechnique
Case postale 6079, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 2A7

N/Réf. : 134033 – SSP-D-2017-0623-06

Objet : Demande d'autorisation – Avis d'intention de refus partiel
Situé dans un site patrimonial - Site patrimonial du Mont-Royal
École polytechnique de Montréal
2500, chemin de la Polytechnique
Montréal (Québec) H3T 1J4

Monsieur,

Pour faire suite à l'analyse de votre demande d'autorisation concernant l'installation de conduits de ventilation en façade, l'enlèvement de grilles à 4 fenêtres puis l'installation de panneaux de verre, ainsi que l'installation d'un « Strobic » et de conduits au toit, nous vous informons que le Ministère n'a pas l'intention d'accorder l'autorisation comme demandée. Cette décision est motivée par l'impact négatif des conduits en façade sur les valeurs du bâtiment et du site déclaré.

L'objectif poursuivi par le Ministère en matière d'application de la Loi sur le patrimoine culturel est la protection et la mise en valeur du site patrimonial. Dans cette perspective, chaque geste peut avoir une incidence et mérite une attention particulière. L'accumulation de modifications ponctuelles qui altère graduellement le caractère et l'authenticité des bâtiments est à éviter. Il convient de choisir des interventions ayant le moins de répercussions sur les valeurs patrimoniales et architecturales.

L'École polytechnique de Montréal, conçue par l'architecte Gaston Gagnier et construite de 1954 à 1955, occupe une position stratégique au cœur du campus de l'Université de Montréal et du site patrimonial du Mont-Royal, et constitue un exemple probant du mouvement moderne nord-américain d'après-guerre en continuité avec le modernisme des années 1920 et 1930.

... 2

Québec
Édifice Guy-Frégault
225, Grande Allée Est
Rez-de-chaussée, bloc C
Québec (Québec) G1R 5G5
Téléphone : 418 380-2352
Télécopieur : 418 380-2336
www.mcc.gouv.qc.ca

Montréal
Édifice Le Wilder
1435, rue de Bleury, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 2H7
Téléphone : 514 873-0011
Télécopieur : 514 864-2448

L'immeuble, qui témoigne d'un modernisme empreint de classicisme, a fait l'objet d'une conception rigoureuse suivant les principes de construction novateurs, de rationalisation et de pureté qui déterminent les éléments formels, techniques et architectoniques. Il a cependant été agrandi en 1975 puis en 1989 dans un langage post-moderne et sa volumétrie horizontale et verticale a été grandement modifiée. Seule la partie sud-est, incluant le petit bâtiment annexe, demeure à l'état d'origine.

En conséquence, l'installation de conduits en façade de cette partie du bâtiment n'est pas autorisée. Il conviendrait de choisir une intervention ayant le moins de répercussions sur les valeurs patrimoniales et architecturales, comme de passer les conduits à l'intérieur du bâtiment.

Vous pouvez nous faire part de vos observations dans les dix jours suivant la réception de cette lettre. À cette fin, ou pour obtenir des renseignements supplémentaires, vous pouvez communiquer avec madame Denise Brosseau de la Direction des services à la clientèle de l'Île de Montréal au 514 864-8117, poste 5503. Au terme du délai de 10 jours, en l'absence de commentaires de votre part, une lettre de refus vous sera transmise.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

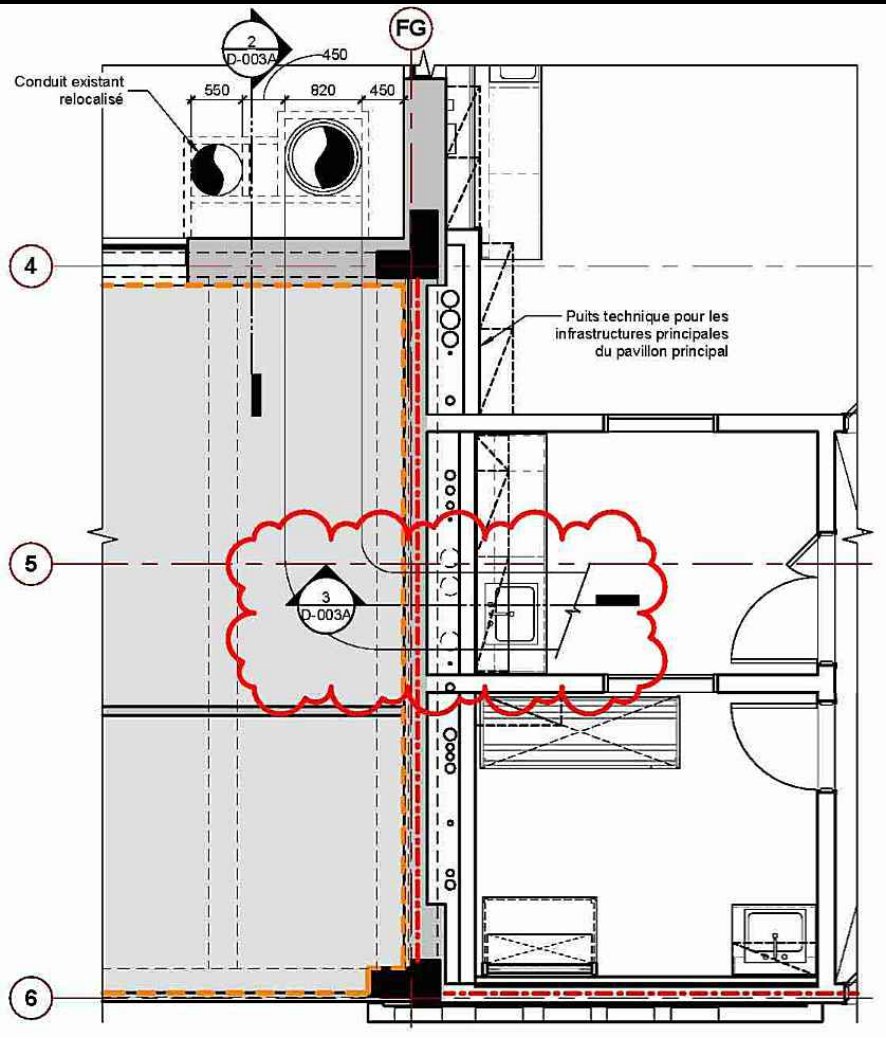
Le directeur général,

Martin Pineault

c. c. M. Mathieu Payette-Hamelin, directeur par intérim, Direction des services à la clientèle de l'Île de Montréal
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
M. René Thériault, Polytechnique Montréal


Ministère:
concentrer l’intervention sur
un seul plan de façade.

Exploration 1

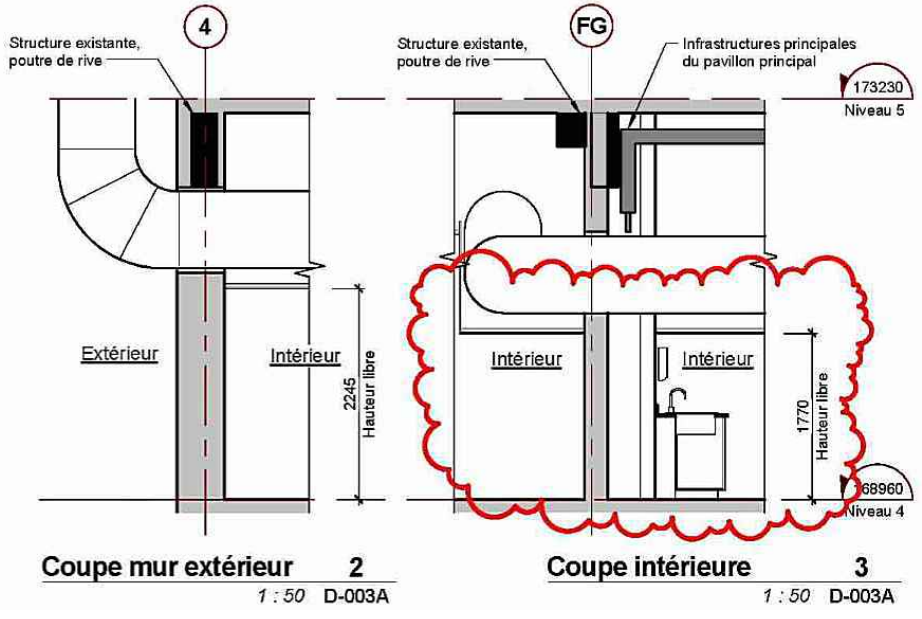


Conduit d'alimentation 660 mm dia. localisé en façade arrière, accès arrière via le bureau voisin

- Remplacement du conduit d'alimentation rectangulaire par un conduit rond de 660 mm.
- Localisation du nouveau conduit d'alimentation en façade arrière
- Accès dans le pavillon via la façade arrière et le bureau voisin
- Passage du nouveau conduit sous la poutre de rive
- Parcours du nouveau conduit à travers le puit technique de l'infrastructure principale de chauffage du pavillon principal
- **Hauteur libre résiduelle insuffisante pour tout usage**
- Débord de toit partie haute démoli en partie
- Débord de toit partie basse démoli en partie
- La distance entre les conduits est la distance minimale requise pour permettre l'installation de l'isolant et assurer l'étanchéité des joints.

Conclusion

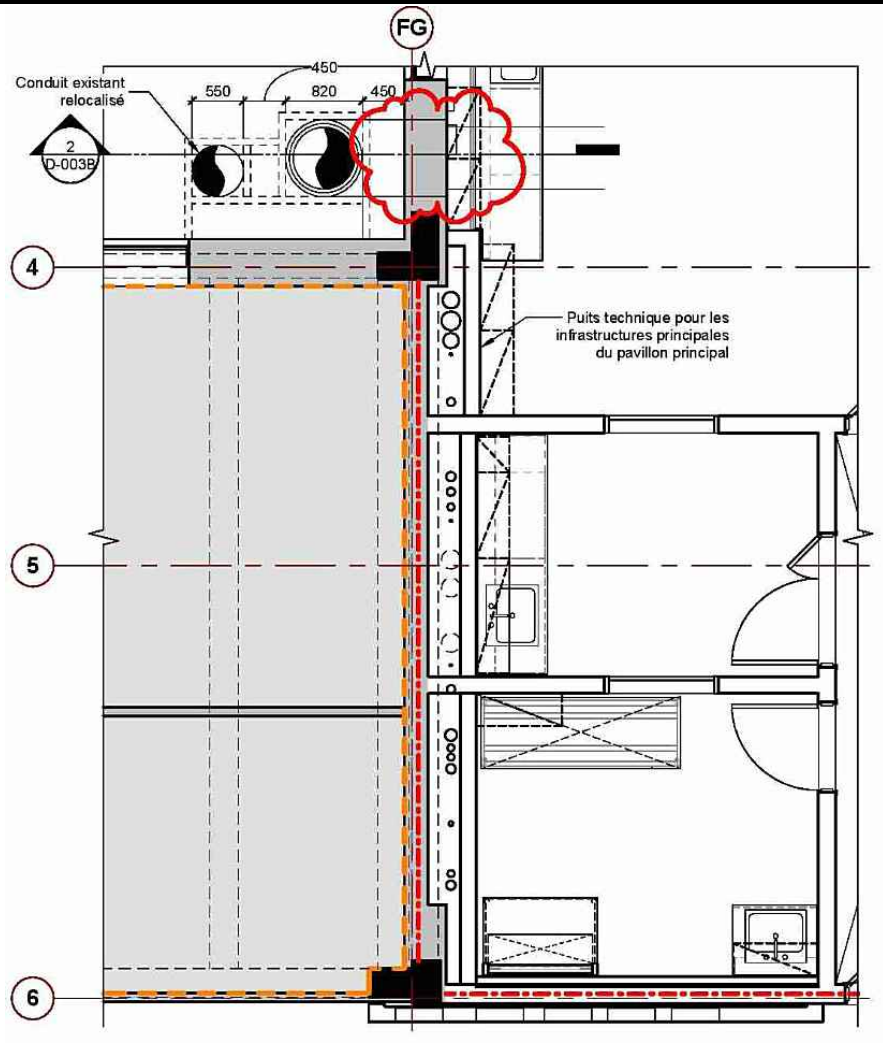
Solution écartée par Polytechnique, car la hauteur libre résiduelle est non conforme.



CCU
12 décembre 2017

Uniformiser la forme des conduits.

Exploration 2

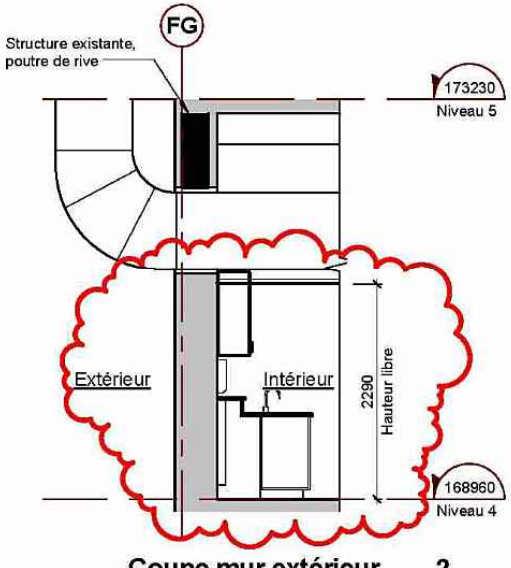


Conduit d'alimentation 660 mm diamètre localisé en façade latérale, accès latéral dans le laboratoire du projet

- Remplacement du conduit rectangulaire par un conduit rond de 660 mm.
- Localisation du conduit d'alimentation en façade latérale
- Accès dans le pavillon via la façade latérale et directement dans le laboratoire
- Passage du nouveau conduit sous la poutre de rive
- **Hauteur libre résiduelle insuffisante pour un usage de laboratoire**
- Débord de toit partie haute démoli en partie
- Débord de toit partie basse démoli en partie
- La distance entre les conduits est la distance minimale requise pour permettre l'installation de l'isolant et assurer l'étanchéité des joints.

Conclusion

Solution écartée par Polytechnique, car la hauteur libre résiduelle est insuffisante pour un usage de laboratoire.

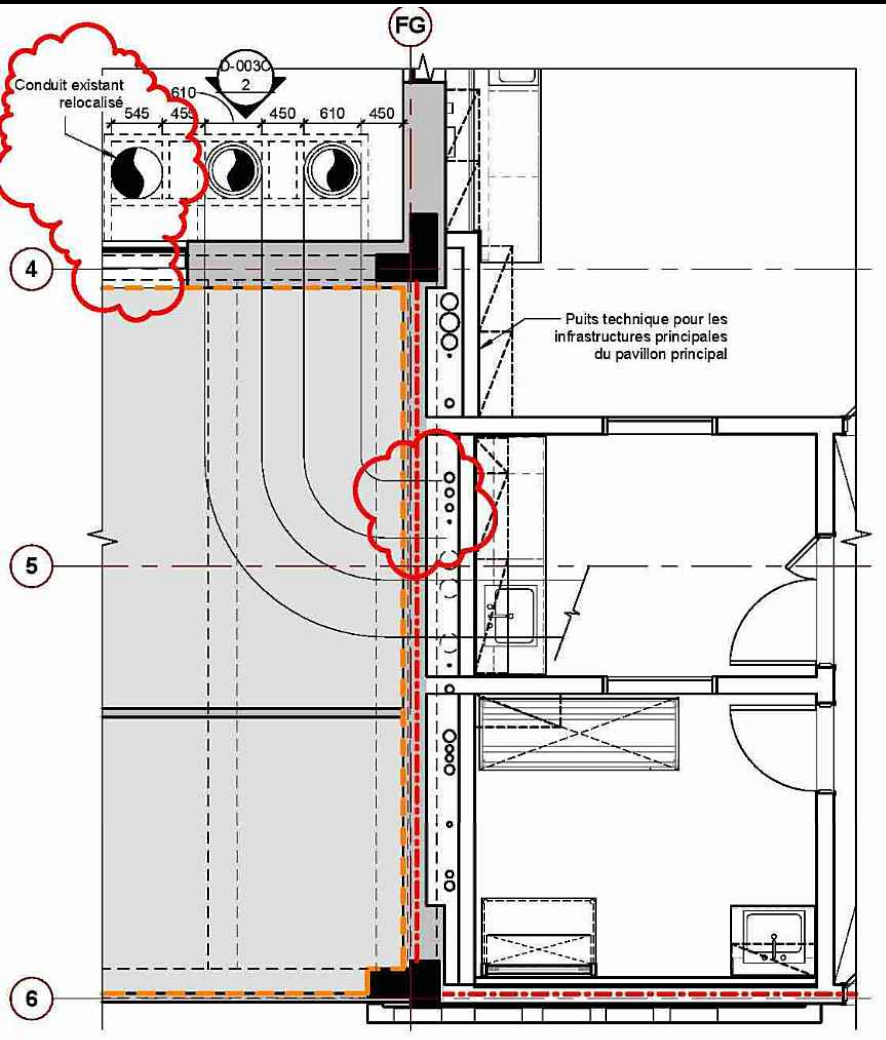


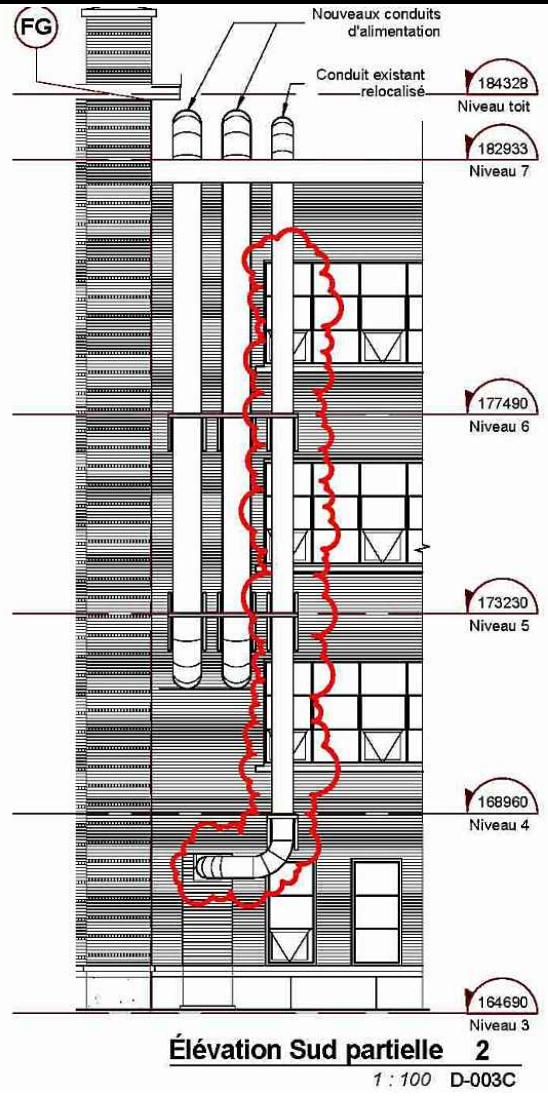
Coupe mur extérieur 2

1 : 50 D-003B

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Exploration 3





Élévation Sud partielle 2
1 : 100 D-003C

Deux conduits d'alimentation 450 mm dia. localisés en façade arrière, accès arrière via le bureau voisin

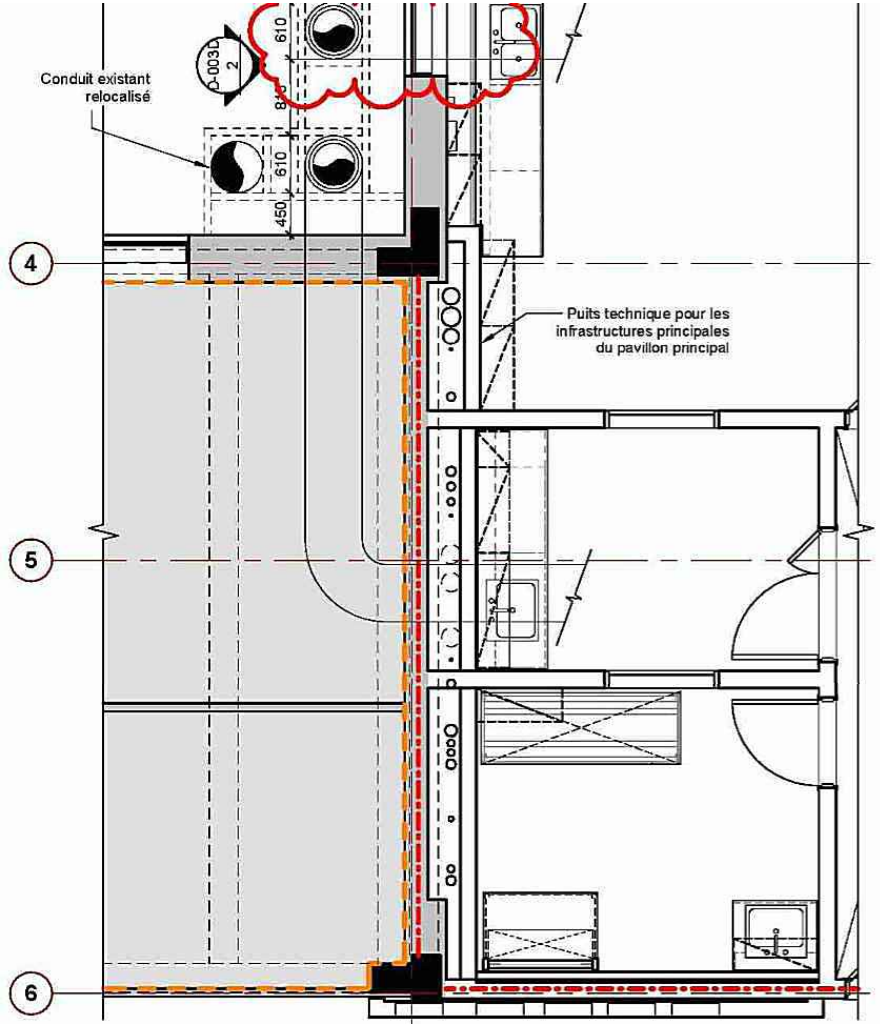
- Remplacement du conduit rectangulaire par deux conduits ronds de 450 mm.
- Localisation des conduits d'alimentation en façade arrière
- Accès dans le pavillon via la façade arrière et le bureau voisin
- Passage des nouveaux conduits sous la poutre de rive
- **Aucun espace suffisamment large permettant le parcours des nouveaux conduits à travers le puit technique de l'infrastructure principale de chauffage du pavillon principal**
- Débord de toit partie haute maintenu sans modification
- Débord de toit partie basse maintenu avec construction d'un percement
- Sortie du conduit d'évacuation existant conservée
- **Déplacement du parcours du conduit d'évacuation existant et obstruction d'une partie des fenêtres en bandeau sur 3 étages**
- La distance entre les conduits est la distance minimale requise pour permettre l'installation de l'isolant et assurer l'étanchéité des joints.

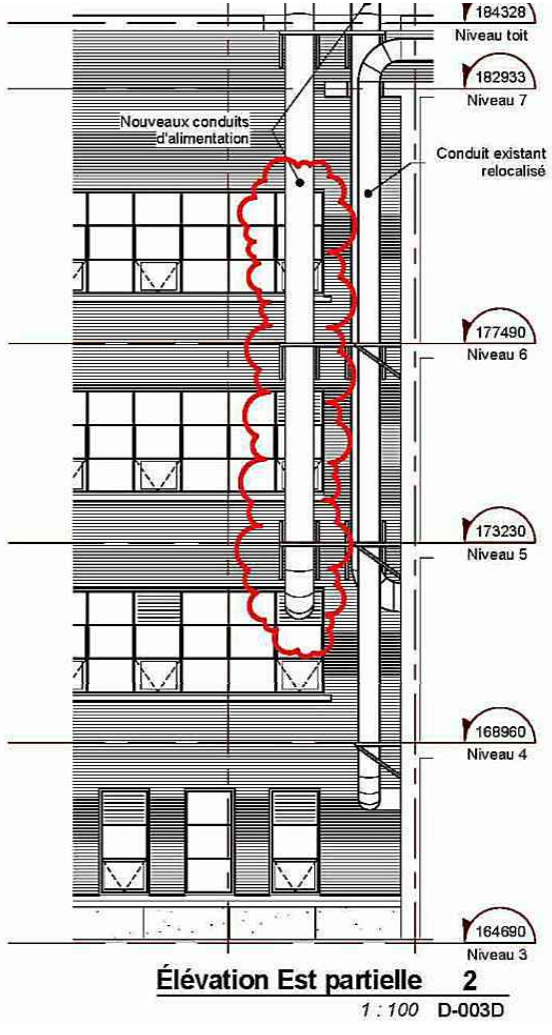
Conclusion

Solution écartée par Polytechnique parce que l'espace entre l'élévation Est et les fenêtres est insuffisant pour passer les conduits vers la zone desservie et oblige le passage d'un conduit devant les fenêtres. De plus, il n'y a pas l'espace suffisant pour amener les conduits d'alimentation dans la zone de laboratoire.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Exploration 4





Deux conduits d'alimentation 450 mm dia. localisés en façade latérale, accès latéral dans le laboratoire du projet

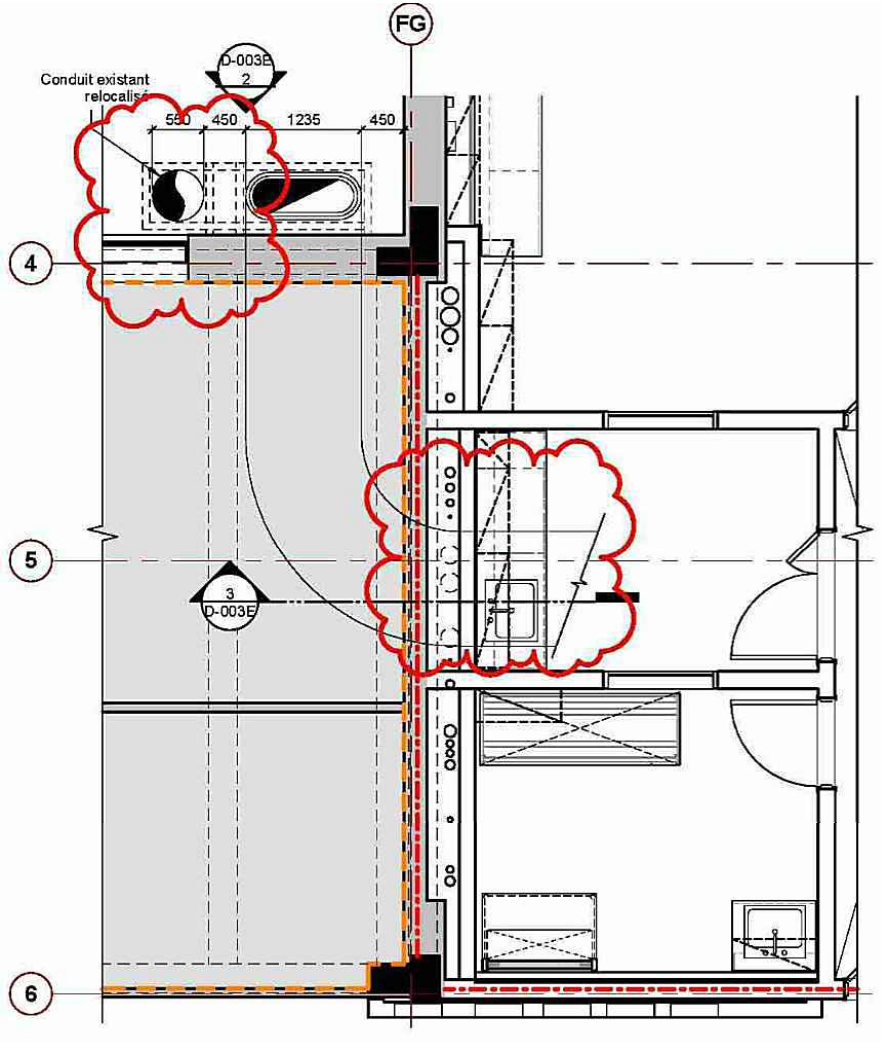
- Remplacement du conduit rectangulaire par deux conduits ronds de 450 mm.
- Localisation des conduits d'alimentation en façade latérale et arrière
- Accès dans le pavillon via la façade latérale et arrière. Passage directement dans le laboratoire et par le bureau voisin.
- Passage des nouveaux conduits sous la poutre de rive
- Largeur du mur de maçonnerie permettant l'installation d'un seul conduit
- Le second conduit devra passer par le panneau du haut de la fenêtre, car l'espace entre la tête de la fenêtre et la dalle est insuffisant
- **Parcours du second conduit entrainant l'obstruction des fenêtres en bandeaux sur 2 étages**
- Débord de toit partie haute démoli en partie
- Débord de toit partie basse démoli en partie
- Conduit d'évacuation existant devra être déplacé
- La distance entre les conduits est la distance minimale requise pour permettre l'installation de l'isolant et assurer l'étanchéité des joints.

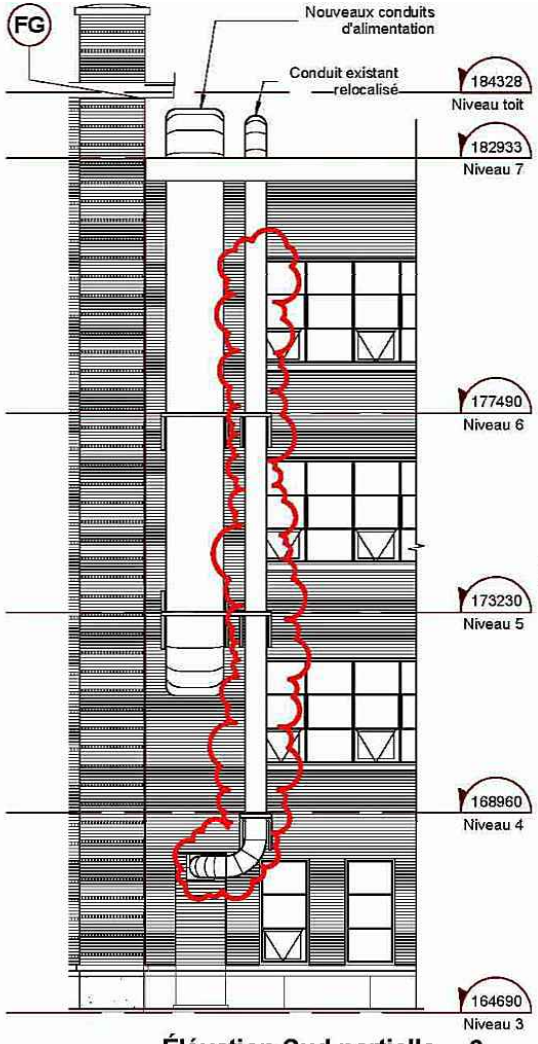
Conclusion

Solution écartée par Polytechnique parce que l'espace entre l'élévation Sud et les fenêtres est insuffisant pour passer les conduits vers la zone desservie et oblige le passage d'un conduit dans un tympan et l'obturation des fenêtres.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Exploration 5





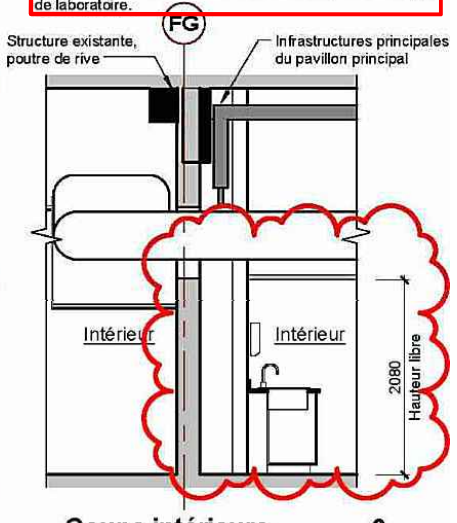
Élévation Sud partielle 2
1 : 100 D-003E

Conduit d'alimentation 1075 mm x 350mm localisé en façade arrière, accès arrière via le bureau voisin

- Remplacement du conduit rectangulaire par un conduit oblong de 1075 mm x 350mm.
- Fini du conduit en acier galvanisé spiralé avec joints mécaniques
- Localisation du conduit d'alimentation en façade latérale
- Accès dans le pavillon via la façade arrière et le bureau voisin
- Passage du nouveau conduit sous la poutre de rive
- **Hauteur libre résiduelle insuffisante pour tout usage de laboratoire**
- **Passage d'un conduit devant des fenêtres existantes sur 3 étages**
- Débord de toit partie haute démoli en partie
- Débord de toit partie basse démoli en partie
- La distance entre les conduits est la distance minimale requise pour permettre l'installation de l'isolant et assurer l'étanchéité des joints.

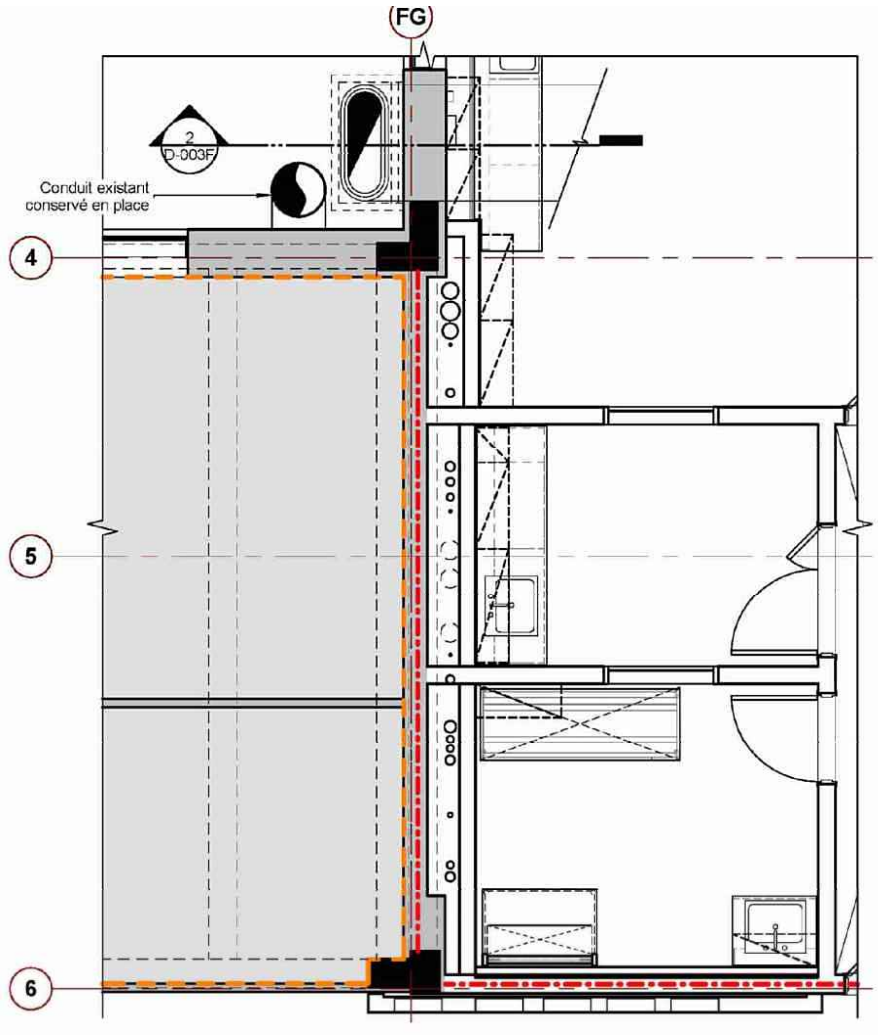
Conclusion

Solution écartée par Polytechnique, car la relocalisation du conduit existant oblige l'obturation des fenêtres existantes et la hauteur libre résiduelle est insuffisante pour un usage de laboratoire.



Coupe intérieure 3
1 : 50 D-003E

Exploration 6



Conduit d'alimentation 1075 mm x 350mm localisé en façade latérale, accès latéral dans le laboratoire du projet

- Remplacement du conduit rectangulaire par un conduit oblong de 1075 mm x 350mm.
- Fini du conduit en acier galvanisé spiralé avec joints mécaniques
- Localisation du conduit d'alimentation en façade latérale
- Accès dans le pavillon via la façade latérale et directement dans le laboratoire
- Passage du nouveau conduit sous la poutre de rive
- **Hauteur libre résiduelle suffisante pour un usage de laboratoire**
- Débord de toit partie haute démoli en partie
- Débord de toit partie basse démoli en partie
- Conduit existant conservé en place
- La distance entre les conduits est la distance minimale requise pour permettre l'installation de l'isolant et assurer l'étanchéité des joints.

Coupe mur extérieur 2
1 : 50 D-003F

Exemple de conduit oblong spiralé avec joints mécaniques

CCU
12 décembre 2017

Utiliser la même gaine en inox pour le conduit existant.

En ce qui concerne le conduit d'évacuation existant hors projet que vous demander [*sic*] de couvrir, il faut considérer que l'ajout de n'importe quel type de matériau ajoutera du poids au conduit, ce qui obligera à ajouter des supports structuraux beaucoup plus imposants donc plus visibles. De plus, des travaux de cette nature obligera à le rendre conforme aux normes actuelles. Nous ne sommes pas en mesure de prévoir ces travaux dans le cadre du présent projet et nous vous demandons de considérer uniquement la portée des travaux du projet tel que présenté.
Cordialement,
Danielle Desrosiers, architecte.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Bilan



Existant



Option 1 et F



Existant



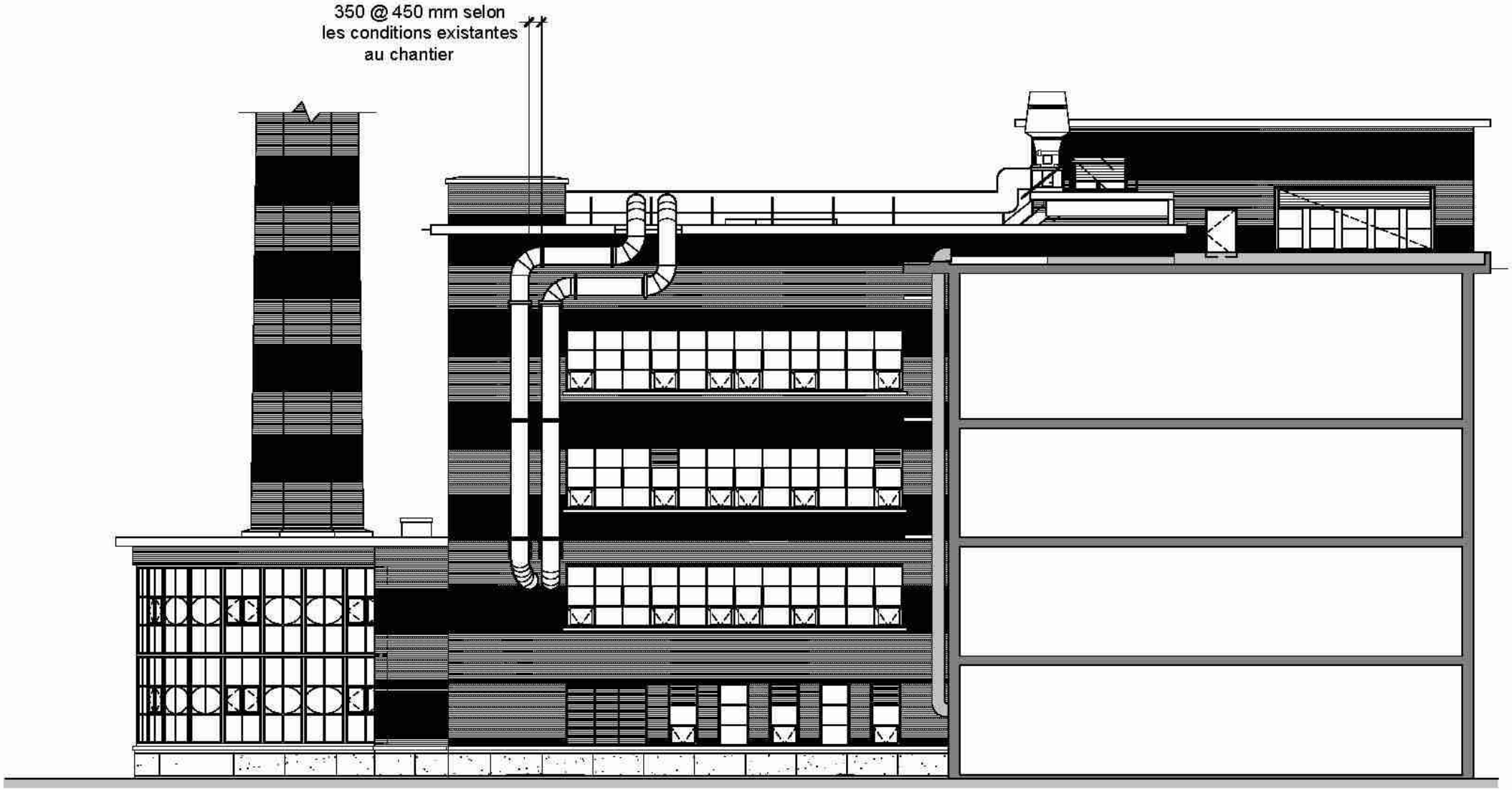
Option 1 et F

Dégager le pilier de coin

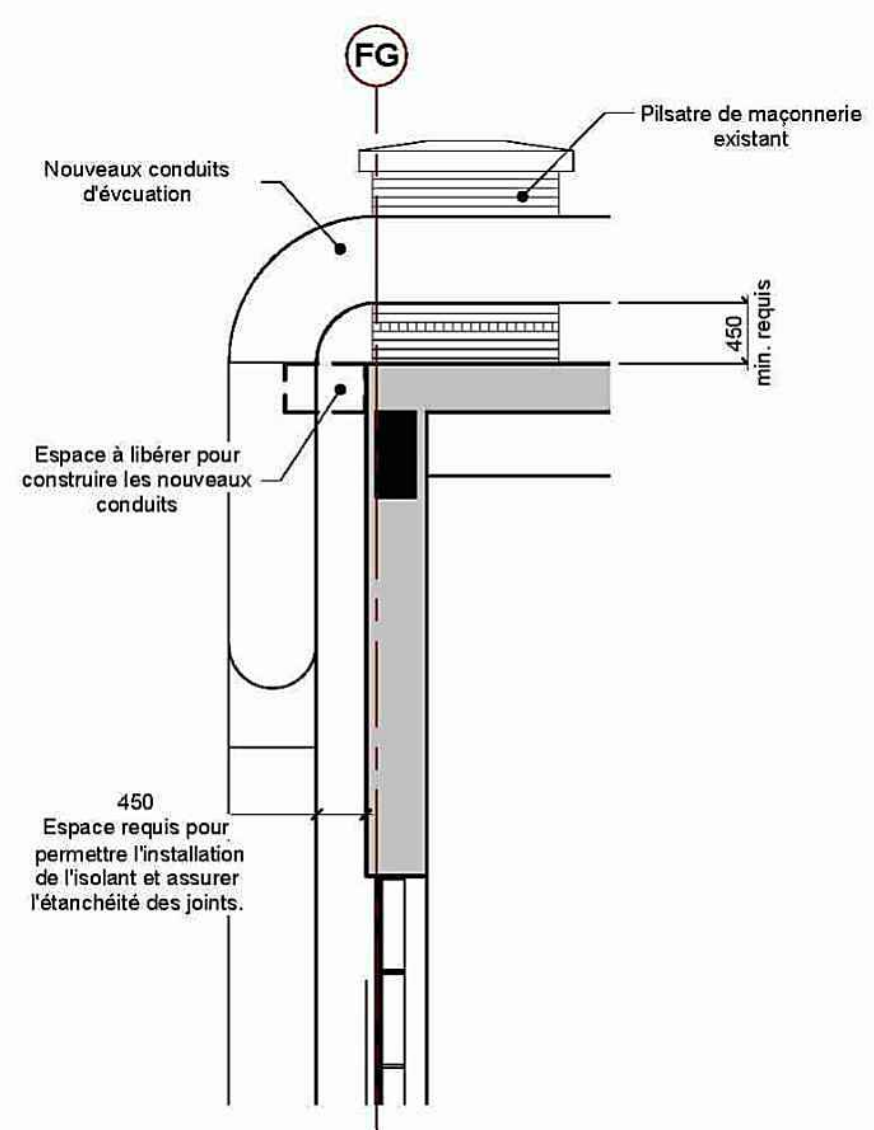
Rapprocher ces deux conduits

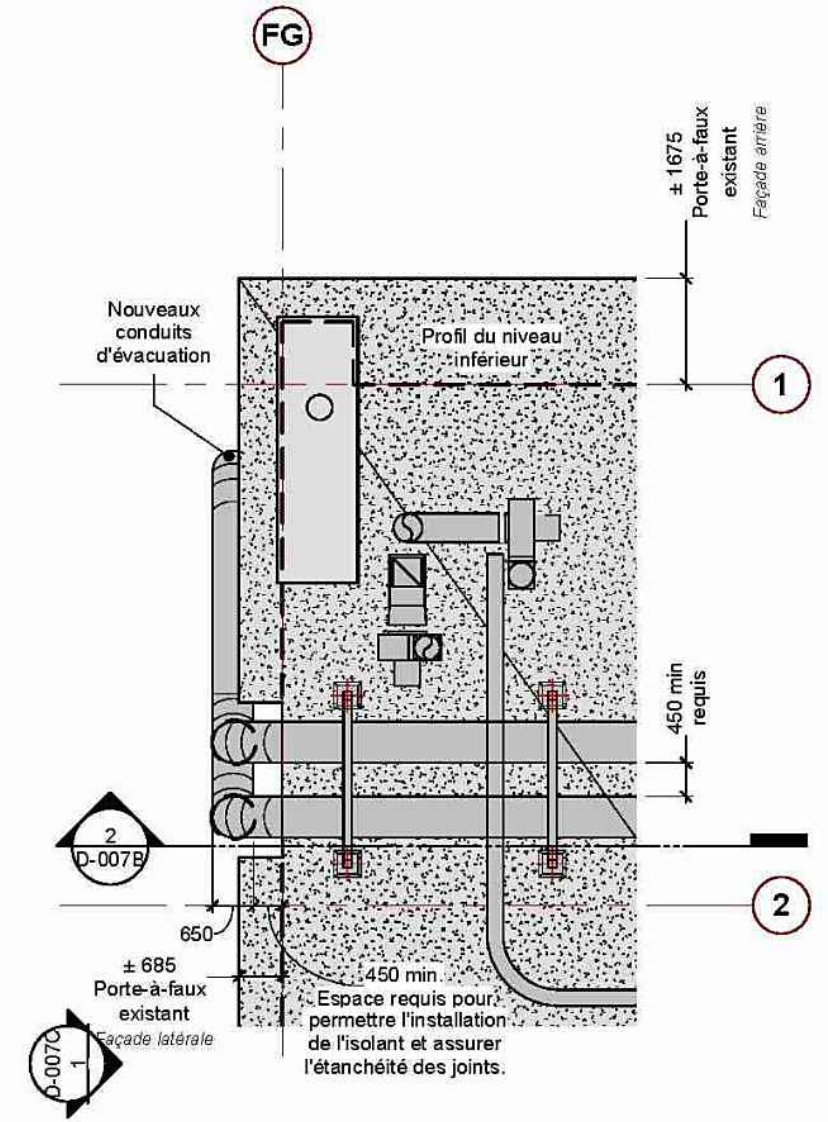
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Finalement



Coupe et plan





Recommandation

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme aux articles 118.1 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un **avis favorable** au projet pour les raisons suivantes:

- **le traitement brut des conduits permet de détacher les cheminées de l'ensemble en maçonnerie;**
- **les cheminées expriment que l'intervention a été réalisée à postériori;**
- **elles ne nuisent pas à la lecture du bâtiment;**
- **elles ne se confondent pas avec les colonnes d'extrémité;**
- **l'ajout d'un ventilateur strobic et de cheminées n'ont pas d'effet compromettant le caractère d'ensemble de l'unité de paysage.**

Critères

Critères – article 118.1		Conformité	Commentaire
2°	a) La restauration, le remplacement ou la transformation doit être conçue en respectant l'expression et la composition architecturales du bâtiment et du paysage et le caractère du parement, du couronnement, de l'ouverture, de la saillie, de l'accès, de la clôture, de la grille, du mur, du muret, de l'escalier, du chemin, de la terrasse, du massif ou de l'alignement des arbres;	Oui	le traitement brut des conduits permet de détacher les cheminées de l'ensemble en maçonnerie;
2°	b) La restauration, le remplacement ou la transformation doit chercher à mettre en valeur les concepts qui sont à l'origine de l'expression et de la composition architecturales du bâtiment et du paysage;	Oui	les cheminées expriment que l'intervention a été réalisée à postériori; elles ne nuisent pas à la lecture du bâtiment; elles ne se confondent pas avec les colonnes d'extrémité;
2°	c) La qualité des matériaux, des détails architecturaux et des végétaux utilisés pour la restauration, le remplacement ou la transformation doit être équivalente à la qualité d'origine et compatible à celle des parties non transformées en accord avec leur valeur;	Oui	le matériau exprime la fonction utilitaire des conduits;
2°	d) La restauration, le remplacement ou la transformation doit prendre en considération ses effets sur les constructions voisines de manière à préserver ou mettre en valeur le caractère d'ensemble de l'unité de paysage, telle que définie et décrite à l'annexe B du présent règlement;	Oui	l'ajout d'un ventilateur strobic et de cheminées n'ont pas d'effet compromettant le caractère d'ensemble de l'unité de paysage;

Critères

Critères – article 118.1		Conformité	Commentaire
6°	un équipement électrique, mécanique et une antenne doivent être installés de manière à ne pas être visible d'une voie publique adjacente au terrain sur lequel ils sont installés et à respecter les vues, à partir d'un espace public, sur ou depuis la montagne;	Oui	la nouvelle cheminée est perceptible sur une voie du domaine privé universitaire soit sur le prolongement du chemin de Polytechnique servant d'accès public au stationnement; L'impact visuel aux abords de ce prolongement est perceptible du côté de la façade latérale du Bloc F faisant front à une vaste aire de stationnement et du côté de la façade arrière (très peu visible); Malgré le rehaussement qui introduit un nouvel élément dans l'environnement bâti à partir de l'accès au stationnement, les vues vers la montagne ne sont pas pour autant compromises; l'ajout d'un strobic n'est pas perceptible à partir d'une voie publique;

Critères

Critères – article 668		Conformité	Commentaire
1°	conformité du projet aux orientations, objectifs, plans et politiques municipales en matière d'aménagement, d'architecture et de design;	Oui	Le projet assure la mise en valeur du patrimoine bâti;
2°	qualités d'intégration du projet sur le plan architectural;	Oui	le ventilateur strobic reprend la forme tet la hauteur de l'appareil existant;
6°	capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager	Oui	la lecture de la façade arrière n'est pas compromise par l'ajout d'un élément visant à masquer l'équipement technique.

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1183558048

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant l'installation de 3 nouveaux conduits mécaniques sur le mur est, le remplacement de 4 grilles d'extraction par 4 panneaux tympans et l'installation, au toit, d'une nouvelle cheminée (storbic) et de deux nouveaux conduits mécaniques au 2500, chemin de Polytechnique - secteur du Mont-Royal – demande de permis 3001350173.

Extraits de procès-verbaux du CCU :

2017-12-12_CCU_4.6_2500 Polytechnique.doc2018-06-27_CCU_4.8_2500 Polytechnique.pdf

Commentaire du CPM :

2018-08-27_Commentaire CPM.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo LAFONTAINE-JACOB
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-4133
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance régulière, le mercredi 12 décembre 2017, **à 18 h 30**

5160, boul. Décarie, **4e étage, à la salle Est/Ouest**

Extrait du compte rendu

4.6 Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant l'installation, au niveau 4 sur mur sud, 3 nouveaux conduits mécaniques et au mur est un nouveau conduit mécanique et le remplacement de 4 grilles d'extraction par 4 panneaux tympan. Au toit l'installation d'une nouvelle cheminée (storbic) et deux nouveaux conduits mécaniques situés au 2500 chemin de Polytechnique arrondissement historique et naturel du Mont-Royal.

Responsable du dossier	: Claude Comtois, architecte
Adresse	: 2500, chemin de Polytechnique
Demande de permis	: 3001350173

LE COMITÉ RECOMMANDE

De revoir la demande lorsque le requérant aura fourni une vision d'ensemble pour intégrer ces équipements, et ceux à venir, dans une proposition intéressante.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 27 juin 2018, à 18h30

5160, boul. Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du procès-verbal

4.8 Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour la délivrance du permis de transformation visant l'ajout de conduits extérieurs et d'équipements au toit à l'école Polytechnique située au 2500, chemin de Polytechnique – Secteur du mont Royal – dossier relatif à la demande de permis 3001350173.

Présentation : M. Claude Comtois, architecte

Délibération du comité

Le comité s'inquiète des équipements mécaniques visibles à l'extérieur, pour lesquels la qualité de l'exécution des travaux laisse parfois à désirer. La Direction répond que dans la proposition actuelle, le fait que les conduits soient recouverts d'une gaine en acier inoxydable réduit ce risque.

Le comité se positionne en désaccord avec la préférence du MCCQ en faveur d'une intervention légère et réversible; il est plutôt d'avis que les nouveaux équipements doivent être intégrés à l'architecture du bâtiment afin d'assumer véritablement son évolution. Le comité préfère bien entendu que les conduits soient installés à l'intérieur et déplore que le requérant n'ait jamais fourni de document démontrant que cette option n'était pas faisable.

Bien que la Direction soit favorable à la demande,

LE COMITÉ RECOMMANDE

De refuser la demande et demander que les conduits soient à l'intérieur ou de les chemiser de façon à les intégrer à l'architecture du bâtiment.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Conseil du patrimoine de Montréal

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514 872-4055 Fax : 514 872-2235
ville.montreal.qc.ca/cpm

Commentaire

Expéditeur : Peter Jacobs, président
Conseil du patrimoine de Montréal

Orginal signé

Date : Le 27 août 2018

Objet : **Ajout de conduits extérieurs et d'équipements au toit**
École Polytechnique, 2500 chemin de Polytechnique
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Le CPM a été informé de la demande de permis visant l'ajout de conduits extérieurs et d'équipements au toit du bâtiment de l'École Polytechnique en date du 16 août 2018. Le CPM est surpris d'être informé aussi tardivement de ce projet, qui a fait l'objet de deux présentations au Comité consultatif d'urbanisme en décembre 2017 et en juin 2018. Il lui semble que la demande aurait dû lui être transmise plus tôt. En vertu du Règlement sur la délégation de pouvoirs du Conseil de la Ville aux Conseils d'arrondissement, le CPM doit être informé de toute demande de permis ou certificat visant un immeuble bénéficiant d'une protection en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, au plus tard lors de la transmission de la demande au Comité consultatif d'urbanisme de l'Arrondissement.

Le CPM s'est prononcé en 2014 par le biais d'un commentaire sur l'ajout annoncé de quatre nouvelles cheminées aux extrémités de la façade arrière du bâtiment de l'École Polytechnique. Il souhaitait que la lecture horizontale de la façade soit la moins perturbée possible et avait recommandé de recourir à l'option de l'ajout d'un mur de maçonnerie de brique en avant des conduits d'évacuation.

Suite à une visite de terrain, le CPM a constaté que la seule cheminée réalisée a été recouverte d'un revêtement métallique, choix privilégié par le Ministère de la culture et des communications. Bien que cette solution ne constituait pas l'avenue privilégiée par le CPM, il est d'avis qu'elle a été réalisée avec soin et que le résultat est satisfaisant.

Le CPM considère que l'intervention proposée visant l'ajout de conduits extérieurs apparents n'est pas acceptable. Il appuie la position du CCU, à savoir qu'un parti pris doit être adopté pour intégrer ce type d'équipement dans une vision d'ensemble, en privilégiant, soit l'intégration des conduits à l'intérieur du bâtiment, soit leur recouvrement de manière compatible avec l'ajout métallique déjà réalisé.

Sincères salutations,

Peter Jacobs

Président, Conseil du patrimoine de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'adopter**,** en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le projet de résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition du bâtiment existant situé aux 2845-2875, chemin Bates et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 174 638 et d'une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment existant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 22, 52 à 65 et 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et à l'article 6 du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-5).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s’appliquer.

CHAPITRE III
DISPOSITION APPLICABLE À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d’autorisation de démolition visant le bâtiment existant sur le lot 2 174 638 du cadastre du Québec doit être déposée auprès de la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivant l’entrée en vigueur de la présente résolution.

Si le délai prévu au premier alinéa n'est pas respecté, la présente résolution devient nulle et sans effet.

CHAPITRE IV
CONDITIONS

SECTION I
USAGES

5. Les usages de la catégorie H.7 sont autorisés.

SECTION II
CADRE BÂTI

6. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages et de 25 m, incluant une construction hors-toit.

7. Une construction hors-toit abritant une partie d’un logement est autorisée sur le toit du bâtiment aux conditions suivantes :

1° elle comporte un corridor commun permettant d’accéder aux logements situés sur l’étage immédiatement inférieur;

2° elle respecte la superficie et les retraits exigés à l’article 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Malgré le paragraphe 2° du premier alinéa, une construction hors-toit peut ne présenter aucun retrait par rapport au mur arrière adjacent à la courette illustrée à la page A205 du document intitulé « Neuf architect(e)s » jointe en annexe B à la présente résolution.

8. La marge avant minimale du bâtiment est de 4 m.

9. Le taux d’implantation maximal du bâtiment est de 70 %.

10. La construction du bâtiment résidentiel ne doit pas entraîner de rafales au sol qui dépassent une vitesse au sol de 75 km/h durant plus de 1 % du temps.

11. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d’une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l’article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

SECTION III

AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT ET DES COURS

12. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un expert dans le domaine et comprenant un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain.

13. Un équipement mécanique installé sur le toit du bâtiment doit être dissimulé par un écran opaque.

14. Tout élément technique tel qu'une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur du bâtiment.

15. Un espace extérieur doit être prévu aux fins d'y déposer temporairement, en vue d'une collecte, un équipement destiné à la collecte des déchets ou des matières recyclables et compostables.

SECTION IV
STATIONNEMENT

16. Aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée.

17. Aucun abri temporaire pour automobiles n'est autorisé.

SECTION V
CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉSENCE D'UNE VOIE FERRÉE

18. Un mur de protection structural doit être érigé au-dessus du niveau naturel du sol dans le prolongement du mur du stationnement souterrain.

Le mur visé au premier alinéa doit être situé dans les 3 premiers mètres de la limite arrière du terrain et sa hauteur ne doit pas excéder 3 m.

19. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un document démontrant que les niveaux sonores et de vibration prévus aux articles 122.10 à 122.13 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) sont respectés.

SECTION VI
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

20. Toute demande de permis de construction visant la construction ou la transformation du bâtiment ou l'aménagement du terrain est assujettie à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), selon les objectifs et critères applicables qui sont prévus dans ce règlement et les objectifs et critères additionnels suivants :

Objectif 1

Favoriser la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.

Critères

Les critères permettant d’atteindre l’objectif 1 sont :

1° les caractéristiques architecturales du bâtiment permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° un haut niveau de durabilité est visé par le choix des matériaux;

3° l’utilisation de matériaux de revêtement d’un toit et d’un mur extérieur réfléchissant la chaleur et la lumière d’une manière diffuse est privilégiée;

4° la présence de végétaux sur un toit, notamment s’il est accessible aux occupants du bâtiment, est favorisée;

5° une construction hors-toit abritant un équipement mécanique est dissimulée par une végétation dense ou un écran architecturalement lié au bâtiment de manière à minimiser l’impact de cette construction;

6° l’alignement de construction, l’implantation au sol, la composition volumétrique et le traitement architectural du bâtiment ainsi que l’aménagement des espaces libres tendent à respecter ceux illustrés dans les extraits du document intitulé « Neuf architect(e)s » joints en annexe B à la présente résolution.

Objectif 2

Créer un milieu de vie et des espaces de qualité à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre les résidents.

Critères

Les critères permettant d’atteindre l’objectif 2 sont :

1° la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux sont favorisées;

2° un équipement mécanique sur un toit est installé de manière à ne pas nuire à l’utilisation de celui-ci par les occupants du bâtiment;

3° l’aménagement d’unités de stationnement pour vélo sécuritaires et facilement accessibles est favorisé;

4° un aménagement paysager dense afin de diminuer la visibilité d’un équipement de type transformateur sur socle (TSS) est favorisé;

5° une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonne, cyclable et véhiculaire est préconisée.

Objectif 3

Créer un milieu de vie propice à la quiétude et à la sécurité des usagers.

Critères

Les critères permettant d’atteindre l’objectif 3 sont :

1° la réduction de l’impact des vibrations générées par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que la composition ou la profondeur des fondations du mur anticollision, l'utilisation de matériaux résilients (par exemple, l’élastomère) sur la surface des fondations ou tout autre moyen;

2° la réduction de l’impact du bruit généré par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que l’utilisation de verre double vitrage, une insonorisation précise de l'enveloppe extérieure, un pourcentage de fenestration bien calibré, l’utilisation d’un isolant phonique en sous-face d’un balcon et des logements comportant un minimum de chambres donnant sur les façades exposées au bruit.

Objectif 4

Améliorer le confort des piétons.

Critère

Le critère permettant d’atteindre l’objectif 4 est :

1° une vitesse de vent moyenne au sol de 15 km/h en hiver et de 22 km/h en été, avec une fréquence de dépassement maximale correspondant à 25 % du temps est favorisée.

21. En plus des documents exigés à l’article 667 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), aux fins de la démonstration du critère relatif à l’objectif 4, une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l’article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) doit être déposée.

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

22. Les travaux de construction du bâtiment résidentiel doivent débuter dans les 60 mois suivant l’entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

23. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction du bâtiment résidentiel.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ **« Territoire d’application »**

ANNEXE B
EXTRAITS DU DOCUMENT INTITULÉ « NEUF ARCHITECT(E)S » DATÉ DU 13 SEPTEMBRE 2018

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-04 11:35

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Le requérant souhaite démolir le bâtiment commercial vacant de 2 étages sis aux 2845-2875, chemin Bates, en vue d'y construire un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements.
Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), eu égard notamment à l'usage, à la hauteur du bâtiment et à l'alignement de construction, ainsi qu'au Règlement sur les clôtures (R.R.V.M. c. C-5), relativement à la hauteur d'une clôture.

Le projet est admissible à une évaluation, dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Le site
Le site visé se trouve à l'extrémité nord-est de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et comprend les deux lots suivants : le lot 2 174 638 et le lot 2 482 537 qui sert de voie d'accès. Le requérant a récemment acquis, par prescription, le droit de propriété d'une partie du lot 2 482 537 par jugement de la Cour supérieure (No 500-14-054042-189).

Dans un secteur de zonage mixte H.5-6, C.2C, il peut accueillir des bâtiments résidentiels comportant entre 8 et 36 logements ainsi que des commerces et services de faible intensité commerciale.

Le projet

Le projet consiste à démolir le bâtiment commercial vacant de 2 étages sis aux 2845-2875, chemin Bates, et construire un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, coiffé d'une mezzanine.

Ce bâtiment à démolir comporte une structure de 2 étages non conçue pour supporter 4 étages supplémentaires. De plus, l'aménagement intérieur, la circulation verticale, la fenestration et les ouvertures dans l'enveloppe de ce bâtiment ont été pensés pour des espaces à bureaux. Finalement, la sécurité ferroviaire n'a pas été prise en compte à l'époque, lors de sa construction.

Voie ferrée / sécurité

Le projet se trouvant à la limite de la voie ferrée du Canadien Pacifique, il impose la mise en place de mesures de protection pour assurer la sécurité des futurs résidents.

Ainsi, une étude sur la viabilité des aménagements en bordure d'une voie ferrée a été réalisée par Ingénierie RIVVAL. Cette étude révèle que le risque de déraillement est bien contrôlé et demeure très faible à cet endroit et ce, en raison de l'excellente condition des voies principales, de la trajectoire des trains de l'AMT (Agence métropolitaine de transport) et du CP (Canadien Pacifique) qui circulent en ligne droite à une vitesse maximale de 55 MPH (AMT) et 30 MPH (CP) et ce, sans effectuer d'arrêt.

Toutefois, afin d'assurer une protection additionnelle pour les futurs résidents, les professionnels recommandent de construire un mur de protection structural en béton armé permettant d'absorber efficacement les charges d'impact liées à un déraillement. D'autre part, ce mur de protection structural proposé devrait permettre d'éliminer efficacement les risques d'intrusions sur l'emprise ferroviaire.

Étude sonore et vibration

La présence de la voie ferrée soulève également des défis quant à l'impact acoustique et vibratoire sur la forme de développement à considérer.

Comme le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) exige que les niveaux sonores et de vibration prévus aux articles 122.10 à 122.13 soient respectés, un document le démontrant devra accompagner la demande de permis de construction, lors de son dépôt.

Impact sur la circulation et le stationnement dans le secteur

Pour un tel projet, le Règlement d'urbanisme (01-276) exige 41 unités de stationnement alors qu'il en fournit 38. Une étude évaluant les besoins en stationnement du secteur est donc requise car 3 unités sont manquantes. Cette dernière a été fournie dans le cadre de l'étude de circulation préparée par un ingénieur en circulation et transport.

Des relevés terrains et des comptages de circulation ont été effectués le lundi 13 août 2018, entre 9 h et 11 h 30 ainsi que le mercredi 15 août 2018, entre 5 h 30 et 10 h et entre 15 h 30 et 18 h (1 relevé aux 30 minutes), et ce, sur les 3 tronçons suivants : 1) chemin Bates, entre Wilderton et Darlington, 2) Avenue Darlington, entre Bates et Bedford et 3) Avenue Ekers, entre Darlington et Wilderton.

En résumé, le relevé d'occupation du stationnement dans le secteur effectué à 5 h 30 du matin montre que 19 espaces de stationnement sur rue étaient inoccupés. À cette heure, généralement, les résidents n'ont pas quitté le domicile pour le travail alors que les travailleurs ne sont pas arrivés sur les lieux. Cette disponibilité est supérieure aux quelques places manquantes pour le projet. Le mixte de vocation, soit commerciale et résidentielle,

permet une meilleure utilisation du stationnement sur rue. Le matin, les résidents quittent alors que les travailleurs arrivent. C'est le contraire en soirée. Ainsi, nous croyons que le projet du 2845 Bates s'intègre bien dans le secteur alors que l'offre en stationnement est suffisante pour répondre à la demande reliée aux nouveaux résidents et visiteurs ».

L'étude nous apprend également que le projet génère une circulation automobile de 17 véh/h à l'heure de pointe du matin et de 19 véh/h à l'heure de pointe du soir. L'étude conclut que cette augmentation de la circulation est négligeable.

Les analyses de capacité, quant à elles, montrent que le projet de développement ne génère pas d'impact significatif sur la fluidité de la circulation. En effet, aucune détérioration de deux niveaux de service n'est envisagée aux intersections Wilderton/Bates et Darlington/Bedford. De plus, aucun mouvement aux intersections ne subira un accroissement supérieur à 30 véh/h.

La Division circulation et occupation du domaine public de l'arrondissement a été consultée relativement à cette étude et est favorable à la dérogation demandée. Une demande de fonds de compensation pour 3 unités de stationnement devra donc être déposée par le requérant, et ce, préalablement à l'adoption du projet particulier.

Couvert végétal

Le site du projet repose sur des lots comportant de nombreux arbres, de même que sur les lots environnants, dont la propriété du Canadien Pacifique.

Une étude visant à déterminer la condition et la viabilité des arbres à proximité des travaux de démolition et de construction du projet et des mesures à prendre dans l'optique de conservation de ces arbres a donc été exigée. Cette dernière, intitulée « Étude d'impacts sur les arbres existants et mesures de préservation », a été réalisée par un ingénieur forestier et démontre que : « le projet de construction envisagé sur la propriété du 2845 chemin Bates » occasionnera des impacts sur les arbres périphériques. Au total, 45 jeunes arbres devront être abattus en raison des travaux. Or, il est à mentionner que la vaste majorité de ces arbres appartiennent à des espèces dites pionnières, à croissance rapide et à faible valeur ornementale. Parallèlement aux pertes d'arbres anticipées, 10 arbres pourront être conservés avec de bonnes chances de survie. Indépendamment de la réalisation du présent projet, quatre arbres devront être abattus parce qu'ils sont jugés comme dépérissants et/ou dangereux. Ce bilan négatif à prime abord, et ce en regard de la ressource arbres, devra toutefois être analysé à la lumière des aménagements paysagers et des plantations d'arbres envisagées autour du nouveau bâtiment. Ces plantations compenseront pour les arbres abattus par leur qualité ornementale et leur diversité.

La Division des parcs et de la voirie de l'arrondissement a été consultée relativement au rapport d'expertise arboricole fourni et se montre favorable à la proposition et rappelle que la Ville assumera la plantation des arbres sur le domaine public, en façade du bâtiment, faisant en sorte de choisir des arbres de qualité et de s'assurer d'un entretien optimal.

Parti architectural

L'enveloppe architecturale d'inspiration contemporaine sera composée de matériaux de qualité. La fenestration du bâtiment sera abondante pour un plus grand ensoleillement. La maçonnerie de brique d'argile prédomine largement sur les autres matériaux de revêtement. Le toit sera accessible et aménagé en terrasse. Cet espace viendra bonifier les aménagements prévus au sol. La forme en « U » du bâtiment permet d'aménager des balcons donnant sur la terrasse et la cour arrière. On retrouve ainsi des balcons ou des loggias qui sont intégrés pour chacun des logements.

Architecture du paysage et mesures d'atténuation

Le site comportera un aménagement paysager composé d'arbres et de diverses plantations, de même que des aménagements garantissant la sécurité et la quiétude des résidents en raison de la proximité de la voie ferrée.

On retrouvera donc, le long de la limite de propriété arrière, une bande de 3 mètres réservée pour l'aménagement de mesures de protection relatives au passage des trains sur la voie ferrée. La composition de ces aménagements respectera les lignes directrices émises par la Fédération canadienne des municipalités et l'Association des chemins de fer du Canada. Un mur de béton de 2,5 mètres de hauteur, dans le prolongement du mur du stationnement souterrain, sera une des composantes des mesures de protection mise en place sur la propriété.

Impact sur l'ensoleillement

Une étude d'impact sur l'ensoleillement a été réalisée afin d'évaluer l'impact de la nouvelle construction sur l'ensoleillement des édifices voisins. Il en ressort que le nouveau bâtiment entraînera peu d'ombrage sur les bâtiments voisins.

Dérogations

Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme (01-276) relativement à :

- à la hauteur maximale en mètres et en étages : bâtiment de 6 étages et de 23,8 m dans un secteur de 2 à 5 étages et de 20 m (article 9);
- à la construction hors toit abritant une partie d'un logement (article 22);
- à l'alignement de construction (articles 52 à 65);
- à l'usage : bâtiment résidentiel comportant 86 logements dans un secteur de 36 logements maximum (article 123);

de même qu'au Règlement sur les clôtures et les haies (R.R.V.M. c. C-5) relativement à :

- la hauteur d'une clôture : mur anticollision d'une hauteur supérieure à 2 m (article 6).

Présentation du dossier devant le comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Le projet a été présenté à la séance du CCU du 8 août 2018 et a reçu un avis favorable, avec conditions (voir note additionnelle).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a analysé la demande de projet particulier quant au respect des critères d'évaluation énoncés à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (RCA02 17017). La Direction est favorable à la demande pour les raisons suivantes :

- le projet est conforme au Plan d'urbanisme;
- le projet comporte plusieurs unités de 3 chambres à coucher (20 %) pouvant attirer les familles;
- l'occupation résidentielle du projet est compatible avec le milieu d'insertion qui est en transformation. Divers projets résidentiels sont en cours dans Ville Mont-Royal et Outremont et plusieurs bâtiments du secteur présentent une opportunité de conversion à des fins résidentielles;

- le projet met en valeur les espaces extérieurs et les plantations;
- le bâtiment de 2 étages à démolir, de par sa structure existante, n'est pas conçu pour supporter 4 étages supplémentaires et ne se prête pas, de par son architecture commerciale bureau, au développement résidentiel;
- le projet présente des qualités de l'organisation fonctionnelle en regard au stationnement intérieur accessible par le chemin Bates et la mesure de mitigation apportée en guise de mesure de protection ferroviaire;
- le requérant a répondu adéquatement aux conditions émises par les membres du CCU en augmentant la marge de recul avant, en intégrant les garde-corps au toit à l'architecture du toit, en retravaillant la rampe d'accès et en proposant une maçonnerie en briques d'argile de format standard métrique et d'une couleur plus tranchante que le gris.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

8 août 2018	Présentation au comité consultatif d'urbanisme (CCU)
9 octobre 2018	Adoption du 1er projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Date à confirmer	Parution de l'avis public et affichage
29 octobre 2018	Consultation publique
5 novembre 2018	Adoption du 2e projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Novembre 2018	Avis public
Novembre 2018	Procédure d'approbation référendaire
3 décembre 2018	Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Décembre 2018	Délivrance du certificat de conformité

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-09-17
Dominique TURCOTTE Conseillère en aménagement	Lucie BÉDARD_URB directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514 868-3551 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-2345 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).



Extrait_PV_4.2_2845-2875 chemin Bates.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-3551
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 8 août 2018, à 18 h 30

5160, boul. Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du procès-verbal

4.2 Étude d'une demande de PPCMOI pour autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et 85 logements dans une catégorie d'usages H.5-6, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Présentation : Mme Dominique Turcotte, conseillère en aménagement

Délibération du comité

Le comité se questionne sur le retrait de la mezzanine à l'arrière. Considérant que le bâtiment est déjà en retrait à cause de la courette, une mezzanine alignée sur le mur extérieur permettrait de former un volume plus harmonieux et serait préférable.

De plus, le comité est d'avis que, plutôt que de reculer les garde-corps de la terrasse au toit, il serait possible de les intégrer à l'architecture du bâtiment. En effet, le comité apprécie le concept du pan vitré sur toute la hauteur du bâtiment, mais s'inquiète de l'apparence finale des garde-corps qui risquent, par exemple, de présenter un système d'attaches à tous les 4 pieds.

Le comité se demande s'il n'y aurait pas moyen de retravailler l'intégration de la rampe d'accès en façade, encore trop apparente et mal intégrée, par exemple en la relocalisant ou en proposant un aménagement paysager en conséquence. D'ailleurs, le fait d'augmenter la marge de recul avant du bâtiment donnera plus de latitude. La Direction mentionne que la rampe a déjà été retravaillée afin d'en intégrer une partie à l'intérieur.

Au sujet de la marge de recul, le comité maintient qu'une marge de recul avant plus importante est nécessaire pour faciliter les aménagements publics.

Au niveau du bruit, le comité s'inquiète que des éléments de design aient à être modifiés suite aux résultats de l'étude acoustique. La Direction répond que pour l'instant, seul le concept général du projet doit être approuvé et que les détails architecturaux seront à évaluer lors de la révision architecturale.

Par rapport à la dérogation quant au nombre d'unités de stationnement, le comité estime que l'analyse de la situation actuelle ne suffit pas à déterminer si la situation sera acceptable suite à la réalisation du projet. Non seulement le projet en question aura un certain impact à ce niveau, mais d'autres projets de cette envergure sont aussi à prévoir dans ce secteur; il ne faudrait pas multiplier ce genre de dérogation.

Le comité s'interroge également sur l'interface avec le terrain de stationnement à l'ouest du projet. La Direction répond qu'un aménagement paysager y est prévu sur le plan d'aménagement, mais n'apparaît pas sur les modélisations.

Au niveau de la maçonnerie, le comité est en accord avec la Direction pour demander des briques d'argile en format métrique, mais estime de plus que le choix du gris pour la maçonnerie nuit à l'intégration architecturale du bâtiment.

Pour le reste, le comité est en accord avec la recommandation de la Direction.

Attendu que la Direction est favorable à la demande,

LE COMITÉ RECOMMANDE

D’autoriser la demande aux conditions suivantes :

- augmenter la marge de recul avant;
- intégrer les garde-corps au toit à l'architecture du toit;
- retravailler la rampe d'accès en façade;
- proposer une maçonnerie en briques d’argile de format standard métrique et d'une couleur plus tranchante que le gris.
- les balcons empiétant dans la marge latérale devront se conformer à la réglementation en vigueur;
- une étude complète d’impact sur la circulation incluant l’occupation du stationnement devra être déposée;
- les études suivantes seront requises et étudiées en vertu du titre VIII de Règlement d’urbanisme :
    - étude de gestion des matières résiduelles;
    - étude sonore et vibration.

Le comité recommande à la Direction d'autoriser la mezzanine sans recul à l'arrière du bâtiment.

ADOPTÉ À L’UNANIMITÉ

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

V4_Résolution PPCMOI_2845-2875, chemin Bates_2018-09-17.doc

Annexe A.pdf

Annexe B.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-3551
Télécop. :

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME DE GRÂCE
RÉSOLUTION
XXXXXXXXX

Adopter un premier projet de résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), afin de permettre la démolition du bâtiment existant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages situé aux 2845-2875, chemin Bates.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter**,** en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), un premier projet de résolution approuvant le projet particulier visant la démolition du bâtiment existant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages situé aux 2845-2875, chemin Bates.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété sise sur le lot 2 174 638 et une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan « Territoire d'application » joint en annexe A jointe à la présente résolution.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment existant et la construction du bâtiment sis aux 2845-2875, chemin Bates sont autorisées conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 22, 52 à 65 et 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

SECTION III
DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d'autorisation de démolition visant le bâtiment existant sis sur le lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan joint en annexe A à la présente résolution doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivants l'adoption de la présente résolution.

Si ce délai n'est pas respecté, les autorisations prévues à la présente résolution deviennent nulles et sans effet.

5. Un plan de gestion des matériaux issus de la démolition doit accompagner la demande de certificat d'autorisation de démolition. Ce plan doit indiquer la nature et la quantité des matériaux qui devront être réutilisés dans la cadre de la construction du futur bâtiment**.**

6. Dans les 24 mois suivants la date de la délivrance du certificat de démolition, le lot 2 174 638 et une partie du lot 2 482 537 identifiés sur le plan joint en annexe A à la présente résolution doivent :

1° être débarrassés de tous les débris de constructions, à l'exception des matériaux qui doivent être réutilisés pour la construction selon le plan de gestion des matériaux issus de la démolition;

2° être nivelés de manière à éviter l'accumulation d'eau.

7. Un permis de construction pour un nouveau bâtiment ne peut être délivré si les conditions énoncées à l'article 5 et au paragraphe 1° de l'article 6 ne sont pas respectées.

8. Une garantie monétaire de 100 000 $ doit être fournie préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition afin d'assurer le respect des conditions énoncées aux articles 5 et 6.

La garantie doit être maintenue en vigueur jusqu'à l'exécution entière des conditions de démolition prévues à la présente résolution, sans quoi les autorisations faisant l'objet de la présente résolution deviennent nulles et sans effets.

SECTION IV
CONDITIONS

SOUS-SECTION I
USAGES

9. En plus des usages autorisés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), l'usage de la catégorie H.7 est autorisé.

SOUS-SECTION II
CADRE BÂTI

10. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages et de 24 m incluant la construction hors toit.

11. Une construction hors toit, abritant une partie d'un logement et comportant un corridor commun est autorisée sur le toit du bâtiment aux conditions suivantes :

1° cette construction respecte la superficie et les retraits exigés à l'article 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), à l'exception du retrait exigé par rapport au mur arrière situé dans la partie contigüe à la courette, qui est nul;

3° cette construction respecte les hauteurs prescrites à l'article 10 de la présente résolution.

12. La marge de recul minimale avant devra être de 4 m.

13. Le taux d'implantation maximal du bâtiment est de 60 %.

SOUS-SECTION III
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT

14. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un professionnel en ce domaine, comprenant notamment un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain faisant l'objet du permis de construction.

15. Une garantie monétaire d'un montant à déterminer par le conseil d'arrondissement sera exigée lors de la demande de permis de construction, afin d'assurer la réalisation des aménagements paysagers

proposés. Cette garantie devra demeurer en vigueur jusqu'à la réalisation complète des travaux d'aménagement paysager approuvés.

16. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction autorisés par le permis de construction délivré.

17. Un équipement mécanique installé sur le toit doit être dissimulé par un écran architectural.

18. Tout élément technique tel une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment.

19. Lorsque des équipements destinés à la collecte des ordures ou des matières recyclables sont temporairement déposés à l'extérieur, en vue d'une collecte, un espace spécifique doit leur être dédié.

SOUS-SECTION IV
STATIONNEMENT

20. Aucun stationnement extérieur n'est autorisé sur le lot 2 174 638 et une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan joint en annexe A jointe à la présente résolution.

21. Aucun abri temporaire pour automobiles n'est autorisé sur le lot 2 174 638 et une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan joint en annexe A jointe à la présente résolution.

SOUS-SECTION V
CONDITIONS SPÉCIFIQUES ET MESURES DE MITIGATION

22. Des plans et devis présentant les mesures de protection contre les collisions et les déraillements doivent être déposés au soutien d'une demande de permis de construction.

Ces plans et devis doivent être conformes à l'annexe F du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et intégrer des recommandations issues du rapport intitulé « Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2875 / 2855 / et 2845 chemin Bates, Montréal, QC » joint en annexe B à la présente résolution.

23. Un mur anticollision, indépendant de la structure du bâtiment et agissant comme barrière physique entre la voie ferrée et le bâtiment doit être implanté entre la limite d'emprise de la voie ferrée et ce bâtiment.

Ce mur doit être localisé dans les 3 premiers mètres de la limite de propriété de ce bâtiment et peut dépasser une hauteur de 2 m.

24. Une étude détaillée des impacts éoliens et des mesures de mitigation de ces impacts éoliens doit accompagner la demande de permis de construction.

25. Des plans et devis relatifs aux mesures de protection contre le bruit et les vibrations doivent être déposés au soutien d'une demande d'un permis de construction afin de respecter les dispositions des articles 122.10 à 122.14 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et intégrant les recommandations issues du rapport intitulé « Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2875 / 2855 / et 2845 chemin Bates, Montréal, QC », jointe en annexe B à la présente résolution.

SOUS-SECTION VI
OBJECTIFS ET CRITÈRES

26. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction ou de transformation impliquant une nouvelle construction, un agrandissement de plus de 100 m² ou une modification de l'apparence extérieure, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs au bâtiment autorisé par la présente résolution, les objectifs et critères de la présente section s'appliquent en plus de ceux prévus au chapitre III du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

27. **Objectif 1** :
Favoriser la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° s'assurer que les caractéristiques architecturales permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° démontrer que le choix des matériaux vise un haut niveau de durabilité;

3° privilégier l'utilisation de matériaux de revêtement d'un toit et d'un mur extérieur réfléchissant la chaleur et la lumière d'une manière diffuse, en favorisant l'utilisation de végétaux sur les toits, notamment ceux accessibles aux occupants;

4° minimiser l'impact des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit;

5° tendre à respecter l'implantation et les composantes du concept proposé aux plans d'architecture joints en annexe C

28. **Objectif 2** :
Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre résidents.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° favoriser la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux;

2° tendre à positionner les équipements mécaniques de manière à ne pas nuire à l'utilisation du toit par les occupants;

3° favoriser l'aménagement de stationnement pour vélo de manière sécuritaire et facilement accessible;

4° favoriser un aménagement paysager dense afin de diminuer la visibilité d'un équipement de type transformateur sur socle (TSS);

5° tendre à récupérer la même canopée afin de s'assurer que les nouveaux arbres pourront compenser la canopée des arbres existants;

6° favoriser une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonne cyclable et véhiculaire.

29. **Objectif 3** :
Créer un milieu de vie où la quiétude et la sécurité des usagers sont prises en compte.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° optimiser la réduction de l'impact des vibrations générées par le passage des trains par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que : la composition ou la profondeur des fondations du mur d'impact, l'utilisation de matériaux de type résilient (élastomère) sur la surface des fondations et tout autre moyen.

2° optimiser la réduction de l'impact du bruit généré par le passage des trains par les mesures les plus appropriées telles l'usage de verre double vitrage spécifique, une insonorisation précise de l'enveloppe extérieure ainsi qu'un pourcentage de fenestration bien calibré, un isolant phonique appliqué en sous-face de balcons et des logements ayant un minimum de chambres donnant sur les façades exposées.

30. À défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) s'appliquent.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE B
RAPPORT INTITULÉ « ÉTUDE DE VIABILITÉ POUR UN PROJET DE REDÉVELOPPEMENT D'UN SITE LOCALISÉ EN BORDURE DE LA VOIE FERRÉE AU 2875 / 2855 / ET 2845 CHEMIN BATES, MONTRÉAL, QC »

ANNEXE C
PLANS D'ARCHITECTURE DE NEUF ARCHITECTES DATÉS DU 13 SEPTEMBRE 2018

GDD :1183558046

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1183558046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant 86 logements, aux 2845-2875, chemin Bates, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints.

FICHIERS JOINTS

18-3587 - PPCMOI - chemin Bates - final.docAnnexe A.pdfAnnexe B.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-28

Véronique BELPAIRE
Avocate, Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RÉSOLUTION
XXXXXXXXX

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter**,** en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le projet de résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition du bâtiment existant situé aux 2845-2875, chemin Bates et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 174 638 et d'une partie du lot 2 482 537 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment existant et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 22, 52 à 65 et 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et à l'article 6 du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-5).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
DISPOSITION APPLICABLE À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d'autorisation de démolition visant le bâtiment existant sur le lot 2 174 638 du cadastre du Québec doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

Si le délai prévu au premier alinéa n'est pas respecté, la présente résolution devient nulle et sans effet.

CHAPITRE IV
CONDITIONS

SECTION I
USAGES

5. Les usages de la catégorie H.7 sont autorisés.

SECTION II
CADRE BÂTI

6. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages et de 25 m, incluant une construction hors-toit.

7. Une construction hors-toit abritant une partie d'un logement est autorisée sur le toit du bâtiment aux conditions suivantes :

1° elle comporte un corridor commun permettant d'accéder aux logements situés sur l'étage immédiatement inférieur;

2° elle respecte la superficie et les retraits exigés à l'article 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Malgré le paragraphe 2° du premier alinéa, une construction hors-toit peut ne présenter aucun retrait par rapport au mur arrière adjacent à la courette illustrée à la page A205 du document intitulé « Neuf architect(e)s » jointe en annexe B à la présente résolution.

8. La marge avant minimale du bâtiment est de 4 m.

9. Le taux d'implantation maximal du bâtiment est de 70 %.

10. La construction du bâtiment résidentiel ne doit pas entraîner de rafales au sol qui dépassent une vitesse au sol de 75 km/h durant plus de 1 % du temps.

11. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l'article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

SECTION III
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT ET DES COURS

12. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un expert dans le domaine et comprenant un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain.

13. Un équipement mécanique installé sur le toit du bâtiment doit être dissimulé par un écran opaque.

14. Tout élément technique tel qu'une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur du bâtiment.

15. Un espace extérieur doit être prévu aux fins d'y déposer temporairement, en vue d'une collecte, un équipement destiné à la collecte des déchets ou des matières recyclables et compostables.

SECTION IV
STATIONNEMENT

16. Aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée.

17. Aucun abri temporaire pour automobiles n'est autorisé.

SECTION V
CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉSENCE D'UNE VOIE FERRÉE

18. Un mur de protection structural doit être érigé au-dessus du niveau naturel du sol dans le prolongement du mur du stationnement souterrain.

Le mur visé au premier alinéa doit être situé dans les 3 premiers mètres de la limite arrière du terrain et sa hauteur ne doit pas excéder 3 m.

19. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un document démontrant que les niveaux sonores et de vibration prévus aux articles 122.10 à 122.13 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) sont respectés.

SECTION VI
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

20. Toute demande de permis de construction visant la construction ou la transformation du bâtiment ou l'aménagement du terrain est assujettie à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), selon les objectifs et critères applicables qui sont prévus dans ce règlement et les objectifs et critères additionnels suivants :

Objectif 1

Favoriser la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 1 sont :

1° les caractéristiques architecturales du bâtiment permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° un haut niveau de durabilité est visé par le choix des matériaux;

3° l'utilisation de matériaux de revêtement d'un toit et d'un mur extérieur réfléchissant la chaleur et la lumière d'une manière diffuse est privilégiée;

4° la présence de végétaux sur un toit, notamment s'il est accessible aux occupants du bâtiment, est favorisée;

5° une construction hors-toit abritant un équipement mécanique est dissimulée par une végétation dense ou un écran architecturalement lié au bâtiment de manière à minimiser l'impact de cette construction;

6° l'alignement de construction, l'implantation au sol, la composition volumétrique et le traitement architectural du bâtiment ainsi que l'aménagement des espaces libres tendent à respecter ceux illustrés dans les extraits du document intitulé « Neuf architect(e)s » joints en annexe B à la présente résolution.

Objectif 2

Créer un milieu de vie et des espaces de qualité à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre les résidents.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 2 sont :

1° la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux sont favorisées;

2° un équipement mécanique sur un toit est installé de manière à ne pas nuire à l'utilisation de celui-ci par les occupants du bâtiment;

3° l'aménagement d'unités de stationnement pour vélo sécuritaires et facilement accessibles est favorisé;

4° un aménagement paysager dense afin de diminuer la visibilité d'un équipement de type transformateur sur socle (TSS) est favorisé;

5° une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonne, cyclable et véhiculaire est préconisée.

Objectif 3

Créer un milieu de vie propice à la quiétude et à la sécurité des usagers.

Critères

Les critères permettant d'atteindre l'objectif 3 sont :

1° la réduction de l'impact des vibrations générées par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que la composition ou la profondeur des fondations du mur anticollision, l'utilisation de matériaux résilients (par exemple, l'élastomère) sur la surface des fondations ou tout autre moyen;

2° la réduction de l'impact du bruit généré par le passage des trains doit être optimisée par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que l'utilisation de verre double vitrage, une insonorisation précise de l'enveloppe extérieure, un pourcentage

de fenestration bien calibré, l'utilisation d'un isolant phonique en sous-face d'un balcon et des logements comportant un minimum de chambres donnant sur les façades exposées au bruit.

Objectif 4

Améliorer le confort des piétons.

Critère

Le critère permettant d'atteindre l'objectif 4 est :

1° une vitesse de vent moyenne au sol de 15 km/h en hiver et de 22 km/h en été, avec une fréquence de dépassement maximale correspondant à 25 % du temps est favorisée.

21. En plus des documents exigés à l'article 667 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), aux fins de la démonstration du critère relatif à l'objectif 4, une étude des impacts éoliens réalisée en fonction des paramètres prévus à l'article 31 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) doit être déposée.

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

22. Les travaux de construction du bâtiment résidentiel doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

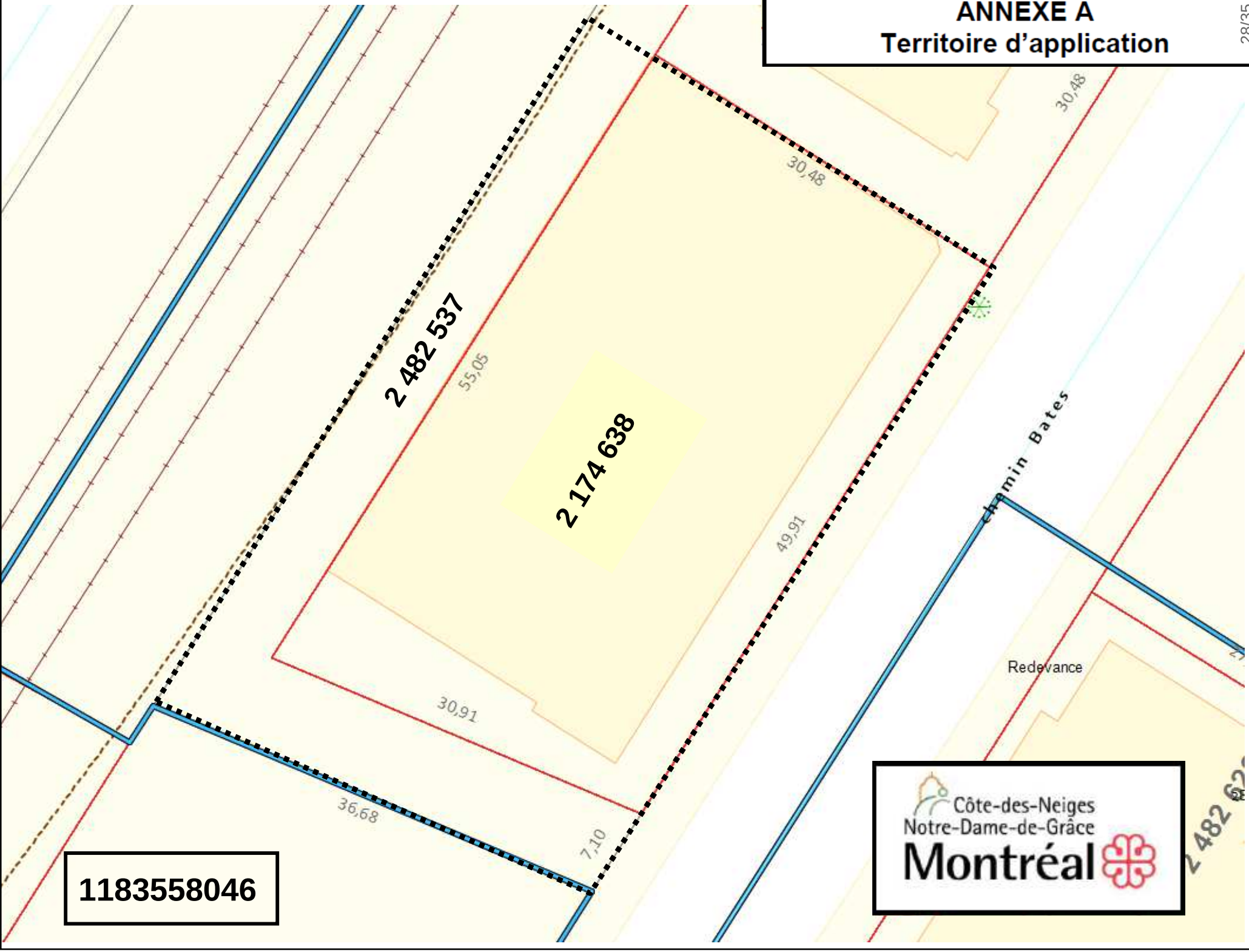
23. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction du bâtiment résidentiel.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE B
EXTRAITS DU DOCUMENT INTITULÉ « NEUF ARCHITECT(E)S » DATÉ DU 13 SEPTEMBRE 2018

GDD : 1183558046

ANNEXE A
Territoire d'application



1183558046

NEUF

ARCHITECT(E)S

RENDU D'ARTISTE Artists Render

11795

NEUF

ARCHITECT(E)S

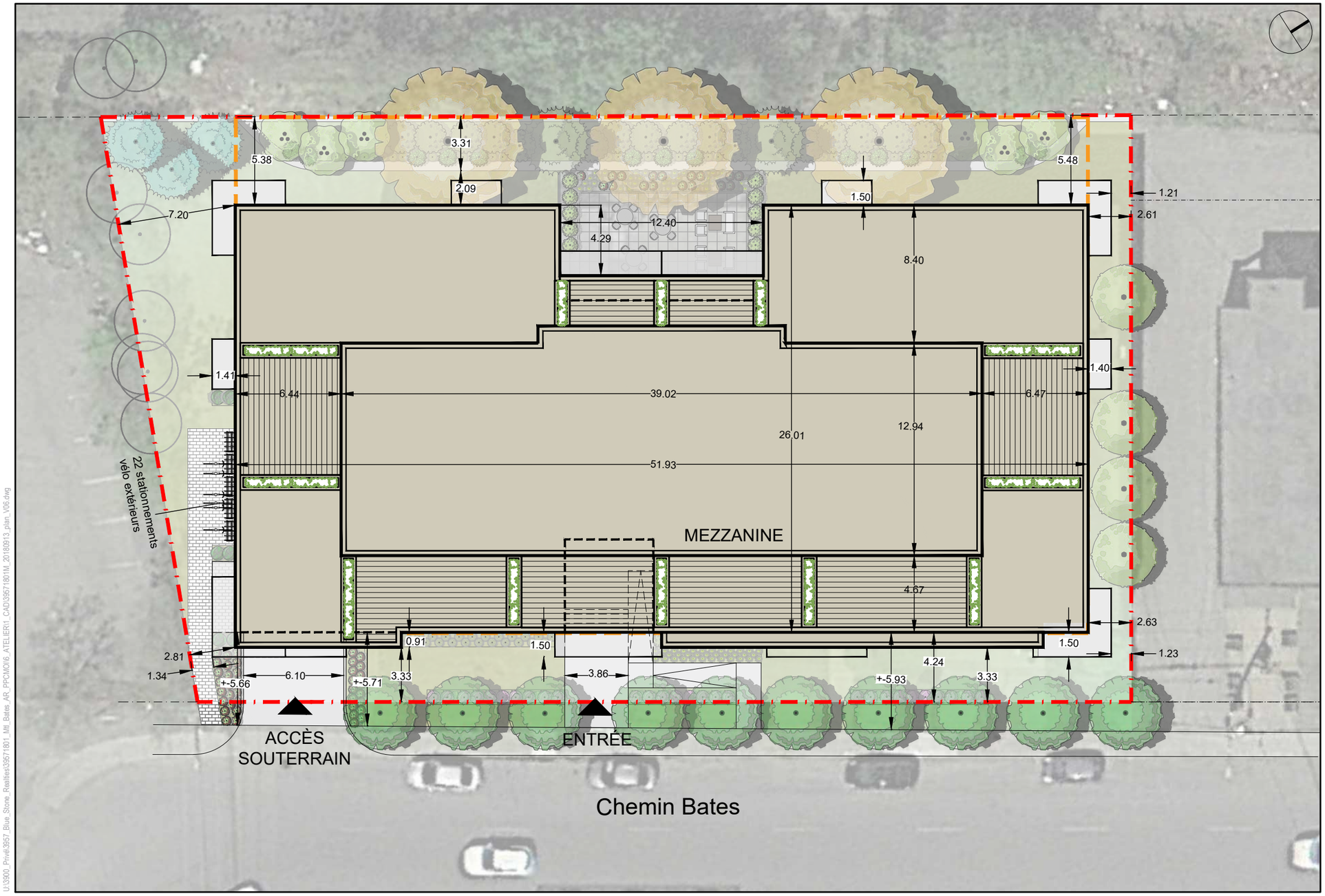
2018.09.13

- CCU / PIIA
- PERMIS
- SOUMISSION
- RÉVISION GÉNÉRALE
- CONSTRUCTION
- FIN DES TRAVAUX

2845 ch. BATES

MONTRÉAL

CLIENT : BLUE STONE REALTIES



1:250

0 2.5 5 10 15m

STATISTIQUES

ENSEMBLE DU SITE CONCERNÉ -SITUATION PROPOSÉE	
Superficie du lot 2 174 638:	**1 602 m²**
Superficie du lot en phase d'acquisition (2 482 537):	**531 m²**
Total site concerné:	**2 133 m²**
Superficie au sol du bâtiment à démolir:	**+-1 207 m²**
Superficie au sol du bâtiment proposé:	**+-1 240 m²**
Taux d'implantation:	**+-58%**
Superficie de plancher:	**+-8 285 m²**
C.O.S.:	**+-3.88**
Nombre d'unités proposées	**86**
Cases de stationnement vélo	**86**
Ratio de stationnement vélo	**1.0**
Cases de stationnement requises	**41**
Cases de stationnement conformes (sous-sol)	**38**
Ratio de stationnement:	**0.44**
Mesures altrernatives de stationnement:	
Cases de stationnement conformes (sous-sol)	**37**
Cases de stationnement en tandem (sous-sol)	**3**
Cases de stationnement en auto-partage	**2 (=8)**
Total cases de stationnement suivant les mesures alternatives	**48**
Nouveau ratio de stationnement:	**0.56**
NOTES PARTICULIÈRES AU BÂTIMENT	
Hauteur du bâtiment:	**23,8 m**
Emprise de la mezzanine par rapport au 6e étage	**40%**

LÉGENDE

- Limite lots concernés
- Emprise du sous-sol
- Retrait au RDC

NOTES

Les cadastres, servitudes, et utilités publiques devront être vérifiés par un arpenteur. **Ce plan est une version préliminaire.**

Les aménagements extérieurs sont proposés à titre indicatif. Un plan d'architecture de paysage est annexé au dossier.

Le plan du bâtiment proposé reçu le 13 septembre 2018 vient du bureau d'architecture NEUF Archtect(e)s. Fichiers : 11795_X_Plans_20180913.zip

Le plan d'arpentage reçu le 18 juin 2018 vient de l'arpenteur Robert Katz. Fichier : 45599 Arpentage(18-06-2018)

La photo aérienne provient de Google Earth. Date de la photo : 19 mai 2017

L'analyse réglementaire est à compléter sur ce site et des ajustements sont à prévoir sur cette esquisse.

ÉMISSION

06	Plan de site
05	Plan de site
04	Plan de site

2845 chemin de Bates
Arrondissement Côtes-des-Neiges
Projet 39571801

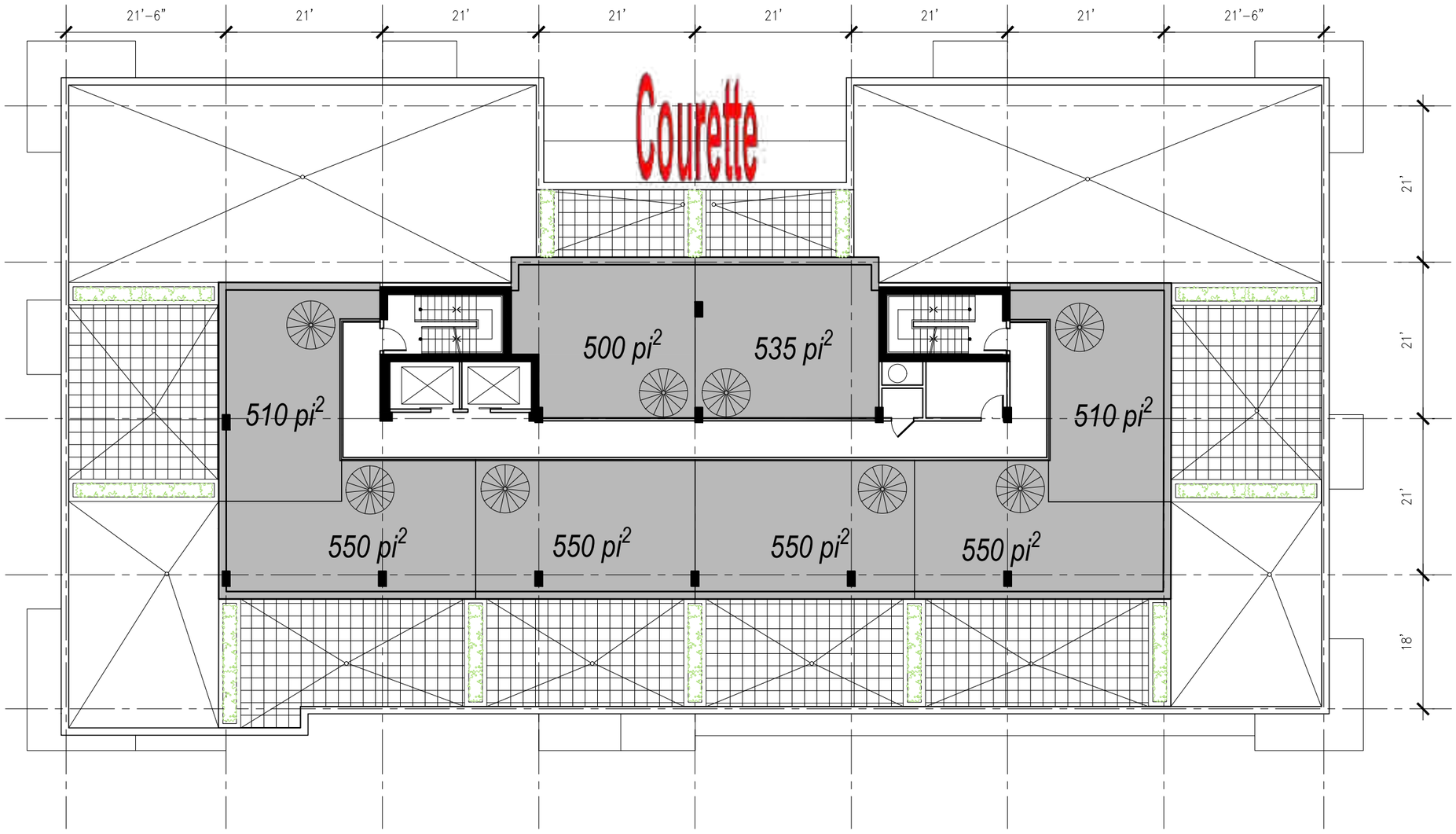
VERSION 06
13 septembre 2018

PRÉLIMINAIRE

Situation proposée - vue aérienne
Projet de résidence multi-familiale au chemin Bates

BC2

U:\3900_Privé\3957_Blue_Stone_Realties\39571801_Mtl_Bates_AR_PPCMO\6_ATELIER\1_CAD\39571801M_20180913_plan_V06.dwg



CLIENT Client

Blue Stone Realties

OUVRAGE Project

2845 ch. BATES

EMPLACEMENT Location	NO.PROJET Project No.
MONTRÉAL	11795
DESSINE PAR Drawn by	VÉRIFIÉ PAR Checked by
AB/PV	ALQ

NEUF ARCHITECT(E)S

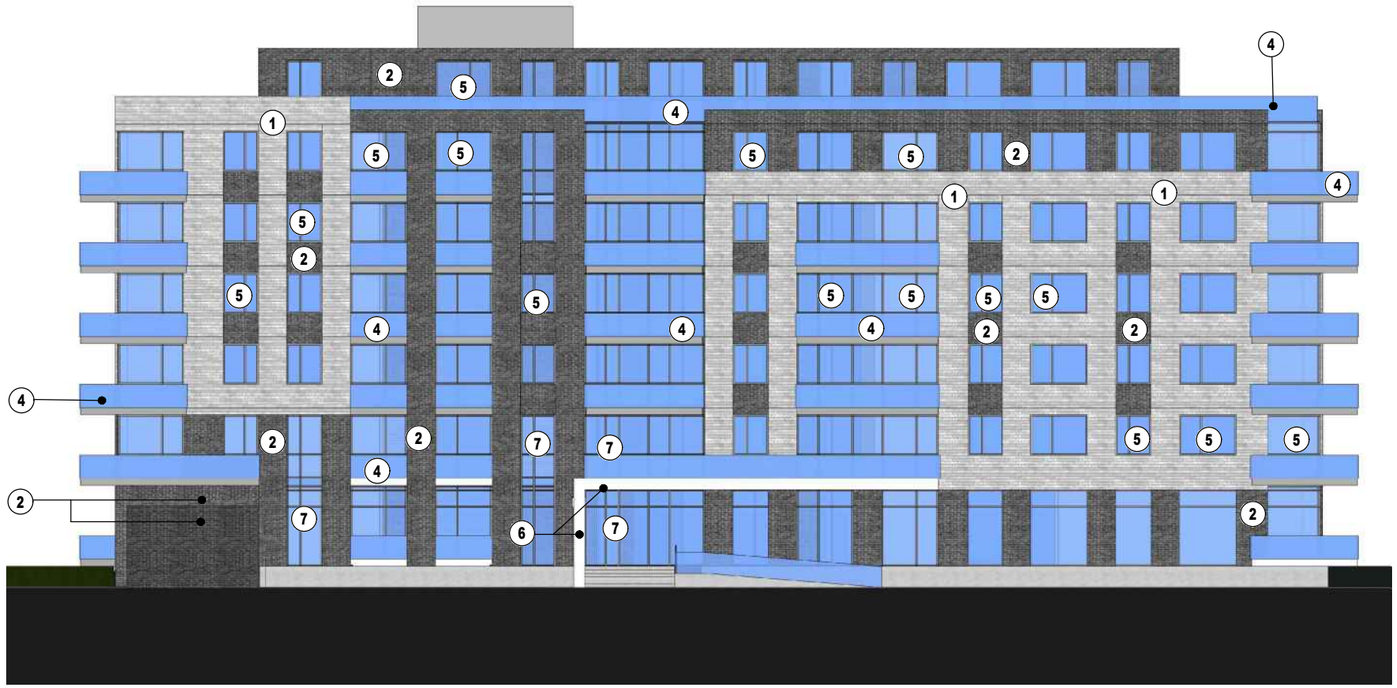
NEUFarchitectes.com

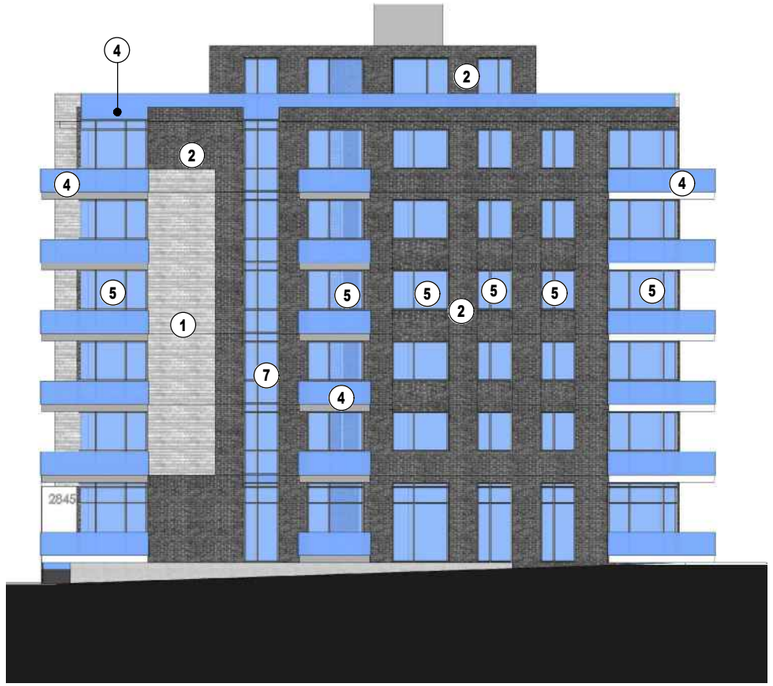
TITRE DU DESSIN Drawing Title

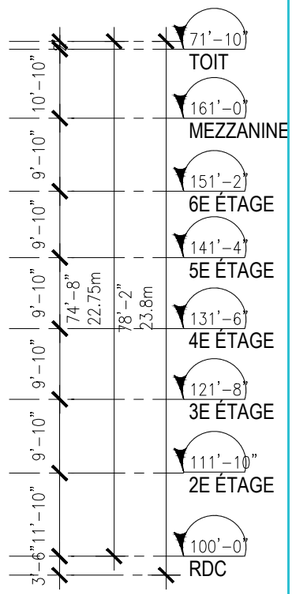
PLAN D'ÉTAGE - MEZZANINE

DATE (aa.mm.jj)	ÉCHELLE Scale
2018.09.13	1/16"=1'-0"
RÉVISION Revision	NO. DESSIN Dwg Number
01	**A205**

NOTE	DESCRIPTION
1.	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE. FORMAT : MÉTRIQUE. COULEUR GRIS PÂLE.
2.	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE. FORMAT : MÉTRIQUE. COULEUR GRIS FONCÉ.
4.	GARDE-CORPS EN ALUMINIUM AVEC PANNEAUX DE VERRE CLAIR TREMPÉ.
5.	FENÊTRES EN ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR. UNITÉ DE VITRAGE DOUBLE SCELLÉ AVEC LOW-E.
6.	MARQUISE. REVÊTEMENT EN PANNEAU D'ALUMINIUM PRÉPEINT. COULEUR: BLANC.
7.	MUR-RIDEAU EN ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR. UNITÉ DE VITRAGE DOUBLE SCELLÉ AVEC LOW-E.







CLIENT Client

Blue Stone Realties

OUVRAGE Project

2845 ch. BATES

EMPLACEMENT Location: MONTRÉAL

NO.PROJET Project No.: 11795

DESSINE PAR Drawn by: AB

VÉRIFIÉ PAR Checked by: ALQ

NEUF ARCHITECT(E)S

NEUFarchitectes.com

TITRE DU DESSIN Drawing Title

ÉLÉVATIONS AVANT ET DROITE

DATE (aa.mm.jj): 2018.09.13

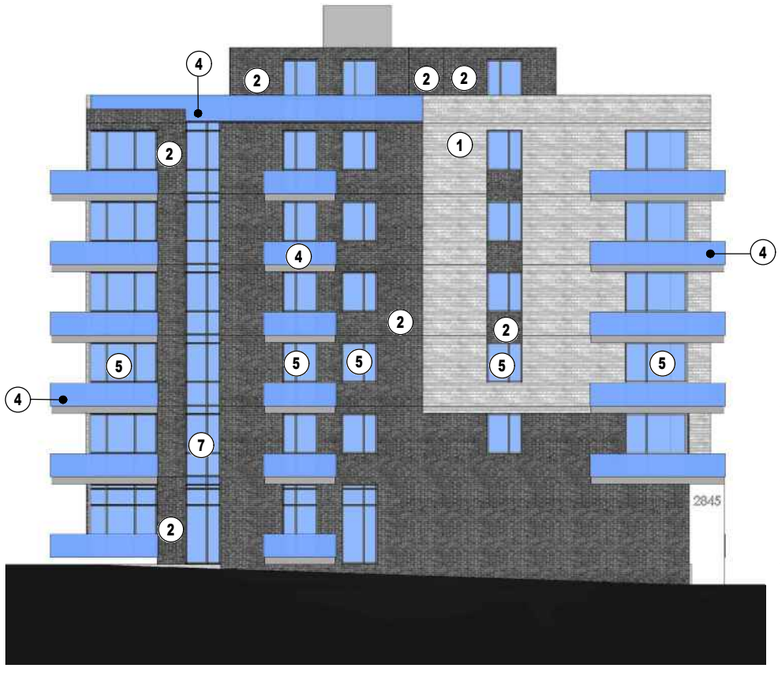
ÉCHELLE Scale: 3/64"=1'-0"

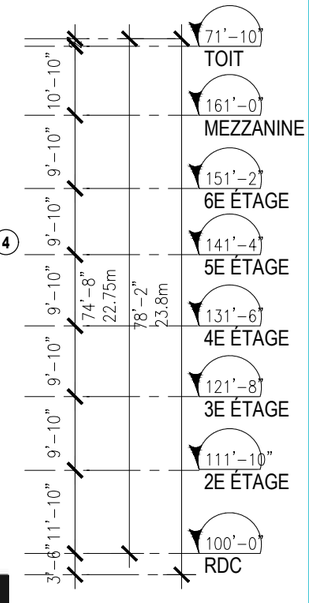
RÉVISION Revision: **00**

NO. DESSIN Dwg Number: **A400**

NOTE	DESCRIPTION
1.	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE. FORMAT : MÉTRIQUE. COULEUR GRIS PÂLE.
2.	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE. FORMAT : MÉTRIQUE. COULEUR GRIS FONCÉ.
4.	GARDE-CORPS EN ALUMINIUM AVEC PANNEAUX DE VERRE CLAIR TREMPÉ.
5.	FENÊTRES EN ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR. UNITÉ DE VITRAGE DOUBLE SCELLÉ AVEC LOW-E.
6.	MARQUISE. REVÊTEMENT EN PANNEAU D'ALUMINIUM PRÉPEINT. COULEUR: BLANC.
7.	MUR-RIDEAU EN ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR. UNITÉ DE VITRAGE DOUBLE SCELLÉ AVEC LOW-E.







CLIENT Client

Blue Stone Realties

OUVRAGE Project

2845 ch. BATES

EMPLACEMENT Location	NO.PROJET Project No.
MONTRÉAL	11795
DESSINE PAR Drawn by	VÉRIFIÉ PAR Checked by
AB/EL	ALQ

NEUF ARCHITECT(E)S

NEUFarchitectes.com

TITRE DU DESSIN Drawing Title

ÉLÉVATIONS ARRIÈRE ET GAUCHE

DATE (aa.mm.jj)	ÉCHELLE Scale
2018.09.13	3/64"=1'-0"
RÉVISION Revision	NO. DESSIN Dwg Number
00	**A401**

CLIENT Client

Blue Stone Realties

OUVRAGE Project

2845 ch. BATES

EMPLACEMENT Location	NO.PROJET Project No.
MONTRÉAL	11795
DESSINE PAR Drawn by	VÉRIFIÉ PAR Checked by
AB/GP	ALQ

NEUF
ARCHITECT(E)S
NEUFarchitectes.com

TITRE DU DESSIN Drawing Title

PERSPECTIVE

DATE (aa.mm.jj)	ÉCHELLE Scale
2018.09.13	
RÉVISION Revision	NO. DESSIN Dwg Number
01	A600



CLIENT Client

Blue Stone Realties

OUVRAGE Project

2845 ch. BATES

EMPLACEMENT Location: MONTRÉAL

NO.PROJET Project No.: 11795

DESSINE PAR Drawn by: AB/GP

VÉRIFIÉ PAR Checked by: ALQ

NEUF ARCHITECT(E)S

NEUFarchitectes.com

TITRE DU DESSIN Drawing Title

PERSPECTIVE

DATE (aa.mm.jj): 2018.09.13

ÉCHELLE Scale

RÉVISION Revision: **00**

NO. DESSIN Dwg Number: **A601**

2018 Google

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1184570010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer le maire suppléant du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et déterminer la durée de son mandat.

IL EST RECOMMANDÉ :
De nommer M. Christian Arseneault, conseiller du district Loyola, maire suppléant du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour les mois de novembre 2018 à avril 2019 inclusivement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-03 11:08

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1184570010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer le maire suppléant du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et déterminer la durée de son mandat.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 14 du *Règlement sur la régie interne du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce* (CDN/NDG - 1), tel que modifié par le Règlement RCA06 17093, se lit comme suit: "Le conseil désigne un conseiller comme maire suppléant et détermine la durée de son mandat".
Le 11 avril 2018, Monsieur Christian Arseneault, conseiller du district de Loyola, a été nommé maire suppléant du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce pour les mois de mai 2018 à octobre 2018 inclusivement, à l'exception de la période du 11 juillet au 12 août 2018, durant laquelle Madame Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges, a été nommée, par résolution du conseil, mairesse suppléante.

Il faut maintenant désigner un nouveau maire suppléant et déterminer la durée de son mandat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170098 - 1184570002 Nommer Monsieur Christian Arseneault, maire suppléant pour les mois de mai 2018 à octobre 2018 inclusivement
CA18 170204 - 1184570002 Nommer Madame Magda Popeanu, mairesse suppléante pour la période du 11 juillet au 12 août 2018

DESCRIPTION

Sans objet

JUSTIFICATION

Sans objet

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

· Article 14 du *Règlement de régie interne du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce* (CDN/NDG - 1)
· Article 56 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-10).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-10

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1186954005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 août 2018, pour l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2018 comparé avec le 31 août 2017.

IL EST RECOMMANDÉ :

De déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 août 2018, pour l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2018 comparé avec le 31 août 2017.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-03 13:20

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186954005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 août 2018, pour l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2018 comparé avec le 31 août 2017.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 105.4 de la Loi sur les cités et villes, modifié par la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (2017, chapitre 13) prévoit ce qui suit :

> «**105.4.** Au cours de chaque semestre, le trésorier dépose, lors d'une séance du conseil, deux états comparatifs.
>
> Le premier compare les revenus et dépenses de l'exercice financier courant, réalisés jusqu'au dernier jour du mois qui s'est terminé au moins 15 jours avant celui où l'état est déposé, et ceux de l'exercice précédent qui ont été réalisés au cours de la période correspondante de celui-ci.
>
> Le second compare les revenus et dépenses dont la réalisation est prévue pour l'exercice financier courant, au moment de la préparation de l'état et selon les renseignements dont dispose alors le trésorier, et ceux qui ont été prévus par le budget de cet exercice.
>
> Les états comparatifs du premier semestre doivent être déposés au plus tard lors d'une séance ordinaire tenue au mois de mai. Ceux du second semestre doivent être déposés lors de la dernière séance ordinaire tenue au moins quatre semaines avant la séance où le budget de l'exercice financier suivant doit être adopté.»

Le deuxième alinéa de l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement «exerce au nom de la ville, à l'égard de ses compétences et compte tenu des adaptations nécessaires, tous les pouvoirs et est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou une autre loi attribue ou impose au conseil d'une municipalité locale». Dans la mesure où le conseil d'arrondissement perçoit des revenus et fait des dépenses, qu'il est responsable de la gestion du budget d'arrondissement adopté par le conseil municipal et qu'il est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et

villes impose au conseil d'une municipalité, nous sommes d'avis que l'obligation prévus à l'article 105.4 précité s'applique au conseil d'arrondissement.

Par ailleurs, selon les directives du Service des finances de la Ville de Montréal, quatre résultats périodiques et évolutions budgétaires sont exigés et produits par les unités d'affaires. Les évolutions budgétaires sont fixées au 31 mars, 30 juin et 31 août et les états financiers au 31 décembre. Les arrondissements sont tenus de produire ces évolutions pour leur unité.

Dans un processus de saine gestion, il est indispensable de réviser périodiquement la situation financière en examinant la tendance des résultats. Ainsi, l'évolution budgétaire s'avère un instrument très efficace pour permettre le suivi des revenus et des charges autant pour les gestionnaires des unités d'affaires que pour l'administration municipale.

Les objectifs du processus de production des résultats financiers sont les suivants :

- Présenter les dépenses et les revenus réels et anticipés par rapport au budget et d'en dégager les écarts les plus significatifs,
- Faciliter la planification des besoins financiers,
- Allouer stratégiquement les ressources financières disponibles aux besoins les plus prioritaires
- Permettre une reddition de comptes à l'administration municipale de l'avancement réel des différents projets ou programmes et des charges de fonctionnement
- Uniformiser l'enregistrement des informations financières aux livres comptables de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1186954003 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2018 en date du 30 juin 2018.

GDD 1186954002 : Adopter les surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2017, d'une somme de 3 017 100 $, et affecter un montant de 1 700 000 $ à la réalisation de divers projets et un montant de 1 317 000 $ au surplus libre.

GDD 1186954001 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2018 en date du 31 mars 2018.

GDD 1176954005 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2017 en date du 31 août 2017.

GDD 1166954004 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2017 en date du 30 juin 2017.

GDD 1166954003 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2017 en date du 31 mars 2017.

GDD 1176954002 : Adopter l'affectation des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2016.

GDD 1164535013 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2016 en date du 31 août 2016.

GDD 1166954004 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2016 en date du 30 juin 2016.

GDD 1166954002 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2016 en date du 31 mars 2016.

DESCRIPTION

Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2018 en date du 31 août, conformément au calendrier prévu par le service des finances.

JUSTIFICATION

L'évolution budgétaire au 31 août 2018 anticipe un surplus de gestion de 2 324 381 $ pour l'arrondissement. Cette prévision annonce un surplus de 85 706 $ pour les dépenses d'opération ainsi qu'un excédant de 2 238 675 $ du côté des recettes locales.

Rappelons que le principe de mutualisation des recettes des permis de construction et de modification est en vigueur depuis 2015, sur la base du budget de référence de 2014. L'excédent de ces recettes tient compte des montants estimés mutualisés des revenus de permis de construction et de modification qui seront remis à l'arrondissement.

Aux fins d'estimation de ces permis pour 2018, on prévoit des recettes de l'ordre de 4 012 100 $, soit un excédant de 2 700 000 $ après avoir soustrait le budget de référence de 1 312 100 $ (établi en 2014). Après la mutualisation, on estime dans une approche conservatrice un ajustement de l'ordre de 1 674 000 $. Les recettes réelles mutualisées remises à l'arrondissement seront toutefois connues lors de la préparation des états financiers au printemps 2019.

L'état comparatif des revenus réels dressé au 31 août 2018, présenté en pièce jointe, montre un écart favorable de 625 620 $, soit 17.4% de plus qu'à la même période l'année précédente. L'état comparatif des dépenses réelles dressé à la même date, présenté en pièce jointe, montre une variation favorable de l'ordre de 807 376 $, équivalant à 1.9 % de réduction de dépenses par rapport à la même date de l'année 2017.

Les explications concernant ces variations sont incluses dans les fichiers en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir les tableaux déposés au service des finances en annexe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sonia BEAUCHEMIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Arrondissement CDN-NDG

Tél : 514-868-3814
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim
Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-0419
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1186954005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 août 2018, pour l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2018 comparé avec le 31 août 2017.



Évol Budg Comparatif Août 2018-2017.pdf



Explication des écarts CDN-NDG au 31 août 2018.xlsx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Arrondissement CDN-NDG

Tél : 514-868-3814
Télécop. :

Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Comparatif de dépenses (en dollars)
Exercice 31 août 2017 et 31 août 2018

Réel				Écart réel	
Objet de dépenses	Description	2017	2018	$	%
Rémunération globale	Rémunération	20 322 910	20 104 722	(218 187)	-1,1%
	Cotisations de l'employeur	6 018 506	5 886 188	(132 318)	-2,2%
Total Rémunération globale		**26 341 415**	**25 990 910**	**(350 505)**	**-1,3%**
Autres familles de dépenses	Transport et communications	359 461	246 022	(113 440)	-31,6%
	Services professionnels, techniques et autres	2 737 544	2 927 031	189 487	6,9%
	Recouvrement de dépenses	8 012	10 000	1 988	24,8%
	Location, entretien et réparation	3 914 844	3 453 231	(461 613)	-11,8%
	Contributions et quote-parts à des organismes	3 660 797	3 343 930	(316 867)	-8,7%
	Charges interunités	1 169 400	1 229 000	59 600	5,1%
	Biens non durables	3 211 857	3 411 239	199 382	6,2%
	Biens durables	214 380	264 221	49 841	23,2%
	Autres objets	65 250	0	(65 250)	-100,0%
Total Autres familles de dépenses		**15 341 544**	**14 884 673**	**(456 871)**	**-3,0%**
Total général		**41 682 960**	**40 875 584**	**(807 376)**	**-1,9%**

Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Comparatif de revenus (en dollars)
Exercice 31 août 2017 et 31 août 2018

Réel				Écart réel	
Objet de revenus	Description	2017	2018	$	%
Autres revenus	Amendes - Bibliothèques	32 407	48 433	16 026	49,5%
	Amendes et frais - Règlements municipaux	7 200	9 405	2 205	30,6%
	Autres revenus divers	11 571	64 288	52 717	455,6%
	Cession - Autres actifs à long terme	1 239	0	-1 239	-100,0%
	Constats - Surveillance du stationnement	285 350	360 230	74 880	26,2%
	Licences et permis divers	25 211	40 629	15 418	61,2%
	Permis de construction	472 964	427 941	-45 023	-9,5%
	Permis de modification	1 149 320	1 499 604	350 284	30,5%
	Permis d'installation	34 840	25 754	-9 086	-26,1%
Total Autres revenus		**2 020 102**	**2 476 284**	**456 182**	**22,6%**
Autres services rendus	Droits d'entrée	2 145	3 248	1 103	51,4%
	Étude de demande	296 709	228 717	-67 991	-22,9%
	Frais d'administration et de gestion	0	64	64	
	Inscriptions et abonnements	2 333	3 050	717	30,7%
	Location - Immeubles et terrains	84 696	112 514	27 818	32,8%
	Location de salles et d'espaces	2 185	1 596	-588	-26,9%
	Location d'installations récréatives	56 055	120 437	64 382	114,9%
	Occupation du domaine public	536 021	770 145	234 124	43,7%
	Réclamations pour dommages et pertes	12 438	12 780	342	2,8%
	Réclamations pour travaux effectués	49 720	30 632	-19 089	-38,4%
	Récupération de frais divers	0	3 107	3 107	
	Redevances diverses	165	296	130	79,0%
	Services divers	0	2 222	2 222	
	Services divers - Bibliothèques	5 926	11 538	5 613	94,7%
	Services juridiques	20 213	23 248	3 035	15,0%
	Services techniques	179 407	60 721	-118 686	-66,2%
	Stationnement et parcomètres	100 396	69 429	-30 967	-30,8%
	Travaux effectués par la Ville	128 712	205 719	77 006	59,8%
	Utilisation des infrastr. municipales	8 318	4 947	-3 371	-40,5%
	Vente de biens divers	3 820	2 525	-1 295	-33,9%
	Vente de documents	1 137	1 231	94	8,2%
Total Autres services rendus		**1 490 397**	**1 668 166**	**177 769**	**11,9%**
Taxes sur une autre base	Taxe spéc. - Enseignes publicitaires	84 600	84 000	-600	-0,7%
Total Taxes sur une autre base		**84 600**	**84 000**	**-600**	**-0,7%**
Transferts conditionnels	Subventions - Budget de fonctionnement - Gouvernements	7 730	0	-7 730	-100,0%
Total Transferts conditionnels		**7 730**	**0**	**-7 730**	**-100,0%**
Total général		**3 602 829**	**4 228 450**	**625 620**	**17,4%**

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Évolution budgétaire au 31 août 2018
Analyse des écarts par familles de REVENUS
(en milliers de dollars)

Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explication d'écarts	
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local	Agglomération
Taxes – Autres	85.2	85.2	84.0	84.0	(1.2)	-	-	-		-	85.2	85.2	84.0	84.0	(1.2)	(1,2) : 2 enseignes publicitaires de moins que prévu au budget	
Autres services rendus	2 640.0	2 640.0	1 668.2	3 010.7	370.7	-	-	-		-	2 640.0	2 640.0	1 668.2	3 010.7	370.7	0,1 : Vente de documents 332,4 : Location et occupation temporaire du domaine public 28,5 : Services techniques et travaux divers 9,7 : Récupération de frais et de réclamations	
Licences et permis	114.0	114.0	1 993.9	1 813.0	1 699.0	-	-	-		-	114.0	114.0	1 993.9	1 813.0	1 699.0	**25,0 : Imposition de droits** **1 674,0 : Permis de construction et de modification: l'arrondissement prévoit des revenus de permis de construction de 1 000 000$ et de modification de 1 700 000$ en 2018. La portion à recevoir est basée sur un estimé conservateur des résultats de mutualisation. Les indices de référence sont les résultats des 19 arrondissements entre 2015 et 2017. Ainsi, l'écart favorable prévu s'élève à 62% du revenu réel estimé de 2,7 M$, soit 1 674 000 $.**	
Contraventions – Circulation et stationnement	220.0	220.0	360.2	384.4	164.4	-	-	-		-	220.0	220.0	360.2	384.4	164.4	164,4 : Constats - surveillance du stationnement (TP)	
Autres – Amendes et pénalités	57.9	57.9	57.8	57.9	-	-	-	-		-	57.9	57.9	57.8	57.9	-	Explication non requise	
Autres – Autres revenus	5.0	70.8	64.3	76.5	5.7	-	-	-		-	5.0	70.8	64.3	76.5	5.7	Explication non requise	
TOTAL	**3 122.1**	**3 187.9**	**4 228.4**	**5 426.5**	**2 238.6**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**3 122.1**	**3 187.9**	**4 228.4**	**5 426.5**	**2 238.6**		

Les explications de l'écart pour les permis de construction et modifications doivent être effectuées par rapport au budget mutualisé

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Évolution budgétaire au 31 août 2018
Analyse des écarts par familles de DÉPENSES
(en milliers de dollars)

Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explication d'écarts	
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local	Agglomération
Rémunération	30 314.4	30 392.7	20 104.7	30 817.7	(425.0)	-	-	-		-	30 314.4	30 392.7	20 104.7	30 817.7	(425.0)	Voir onglet "Analyse rémunération"	
Cotisations de l'employeur	8 633.4	8 655.7	5 886.2	9 025.1	(369.4)	-	-	-		-	8 633.4	8 655.7	5 886.2	9 025.1	(369.4)	Explication non requise	
Transport et communications	608.4	615.6	246.0	586.2	29.4	-	-	-		-	608.4	615.6	246.0	586.2	29.4	(5,0) : Téléphonie et radiocommunication 34,4 : Dépenses de publicité et d'information	
Honoraires professionnels	724.2	946.1	266.5	946.1	0.0	-	-	-		-	724.2	946.1	266.5	946.1	0.0	Explication non requise	
Services techniques et autres	6 128.7	6 479.7	2 660.5	6 452.4	27.3	-	-	-		-	6 128.7	6 479.7	2 660.5	6 452.4	27.3	Explication non requise	
Location, entretien et réparation	5 541.4	5 779.0	3 453.2	5 826.4	(47.4)	-	-	-		-	5 541.4	5 779.0	3 453.2	5 826.4	(47.4)	Explication non requise	
Biens non durables	5 973.9	5 608.0	3 411.2	4 880.4	727.6	-	-	-		-	5 973.9	5 608.0	3 411.2	4 880.4	727.6	(204,4) : Sels et abrasifs 185,0 : Électricité 46,0 : Agrégats et matériaux de constuction 286,0 : Pièces et accessoires 180,0 : Achat d'arbres et de fournitures agricoles 190,0 : Autres biens non durables 45,0 : Vêtements, chaussures et accessoires	
Biens durables	212.9	470.0	264.2	470.0	0.0	-	-	-		-	212.9	470.0	264.2	470.0	0.0	Explication non requise	
Contributions à des organismes	4 162.5	4 543.5	3 343.9	4 543.5	0.0	-	-	-		-	4 162.5	4 543.5	3 343.9	4 543.5	0.0	Explication non requise	
Autres objets de dépenses	2 370.5	2 297.6	1 239.0	2 154.5	143.1	-	-	-		-	2 370.5	2 297.6	1 239.0	2 154.5	143.1	184,0 : Dépenses contingentes - Droit d'ester en justice (40,9) : Autres objets à l'activité neige	
TOTAL	**64 670.3**	**65 788.0**	**40 875.6**	**65 702.3**	**85.8**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**64 670.3**	**65 788.0**	**40 875.6**	**65 702.3**	**85.8**		

Évolution budgétaire au 31 août 2018
Principaux écarts - Rémunération

(en milliers de dollars)

Catégories	Local	Agglo	Total	Explications d'écarts	
				Local	Agglo
PQMO	-		-		
Postes vacants	818.7		818.7	Postes vacants - toutes les directions	
Assignations temporaires	-		-		
Abolitions de postes	-		-		
Créations de postes	-		-		
Temps supplémentaire	181.8		181.8		
Écarts salariaux	463.6		463.6		
Collisions	-		-		
Structure cols bleus	(221.1)		(221.1)		
Banques d'heures	(1 221.6)		(1 221.6)	Bibliothèques, culture, sports et loisirs	
Maladies	49.3		49.3		
Contraintes budgétaires, optimisation 2,5 %	(707.2)		(707.2)		
Programme de parrainage professionnel, étudiants			-		
Main d'oeuvre capitalisable			-		
Employés en disponibilité, hors structure, postes sans budget, etc.	(20.9)		(20.9)		
Facturation interne Marquage signalisation			-		
Affectations non dépensées (fonds de voirie, eau)			-		
Autres (primes,griefs, etc.)	(16.2)		(16.2)		
Impact revenus dépenses			-		
Charges sociales	(120.8)		(120.8)		
TOTAL*	**(794.4)**	**-**	**(794.4)**		

Validation *			
Onglet «Dépenses » - objet Rémunération	(794.4)	-	(794.4)
Explications	(794.4)	-	(794.4)
Écart (doit être à zéro)	**0.0**	**-**	**0.0**

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Évolution budgétaire au 31 août 2018
Analyse des écarts par familles d'AFFECTATIONS
(en milliers de dollars)

Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explication d'écarts	
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local	Agglomération
Activités financières d'immobilisations	-	(332.7)	(332.7)	(332.7)	0.0	-	-	-		-	-	(332.7)	(332.7)	(332.7)	0.0	Explication non requise	
Excédent de fonctionnement – Autres	400.0	1 755.3	1 755.3	1 755.3	(0.0)	-	-	-		-	400.0	1 755.3	1 755.3	1 755.3	(0.0)	Explication non requise	
TOTAL	**400.0**	**1 422.6**	**1 422.6**	**1 422.6**	**(0.0)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**400.0**	**1 422.6**	**1 422.6**	**1 422.6**	**(0.0)**		

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Évolution budgétaire au 31 août 2018
Explication de la variation du budget de REVENUS modifié par rapport au budget original
(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explication d'écarts	
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local	Agglomération
REVENUS	45.3	-	45.3				GDD 1183408001 / CA18	Versement du fonds de parcs - règlement 14-049	
	20.5	-	20.5				GDD 1183558043 / CA18	Analyse du site et le développement de l'aménagement pour un parc à l'intersection des avenues Mackenzie et Westbury	
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
Total revenus	**65.8**	**-**	**65.8**	**-**	**-**	**-**			

Ligne de contrôle			Écart
65.8	**65.8**	**-**	**(0.0)**

L'écart doit être zéro. Veuillez verifier les données.

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Évolution budgétaire au 30 juin 2018
Explication de la variation du budget de DÉPENSES modifié par rapport au budget original
(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explication d'écarts	
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local	Agglomération
DÉPENSES	25.9		25.9					Voir Évolution budgétaire du 30 juin 2018	
	1 153.4				1 153.4			Voir Évolution budgétaire du 30 juin 2018	
	(22.6)		(22.6)					Mobilier urbain sur mesure	
	20.5				20.5		GDD 1183558043 / CA18	Aménagement d'un parc public à l'intersection des avenues Mackenzie et Westbury	
	128.9				128.9		GDD 1177413002 / CA18	Contrat pour des travaux d'essouchement à Entreprise KéPasc (7762763 inc)	
	55.0				55.0		GDD 1187772034 / CA18	Contribution à la Corporation de développement communautaire de CDN afin de maintenir le programme de soutien aux logements	
	27.0				27.0		GDD 1185284001 / CA18	Contribution à l'Université de Montréal pour le corridor écologique Darlington	
	36.2				36.2		GDD 1183558026 / CA18	Entente avec LogisAction NDG pour le projet « Sentez-vous chez vous à Saint-Raymond ou Westhaven »	
	(6.6)		(6.6)				GDD 1185302001 / CA18	Contrat de services pour le réaménagement du gymnase et du dojo au centre le Manoir	
	(300.0)		(300.0)				GDD 1187060002 / CA18	Travaux de réhabilitation de la cour de services à Darlington	
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
	-	-							
Total Dépenses	**1 117.7**	**-**	**(303.3)**	**-**	**1 421.0**	**-**			

Ligne de contrôle			Écart	
1 117.7	1 117.7	-	0.0	L'écart doit être zéro. Veuillez verifier les données.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.02

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1184535012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 août 2018.

Il est recommandé de :
Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 août 2018.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-10-03 13:21

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1184535012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 août 2018.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 août 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Hélène BROUSSEAU
Chef de division

Tél : 514 872-0419
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1184535012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 août 2018.

Factures non associées à un bon de commande août 2018.pdf

Liste des bons de commande approuvés août 2018.pdf

Décisions déléguées Ressources humaines aout 2018.pdf

Rapport Cartes d'achat_Août 2018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois d'août 2018
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
BAUDIN, CYRIL	08-15-18	BERTHIAUME, DANIELLE	Vetements travail	52,90
			Total	**52,90**
BEDARD, LUCIE	07-31-18	BOURDAGES, GISELE	Souper CCU pour M.Perez	21,55
	07-31-18	GOURDE, RICHARD	Titres de transport	28,00
	07-31-18	BENSACI, AMAR	Kilométrage juin 2018	44,07
	07-31-18	DESJARDINS, STEVE	Stationnement et kilométrage-mai,juin,juillet 2018	324,71
			Total	**418,33**
BROUSSEAU, HELENE	08-14-18	VARIN, BENOIT	Kilométrage mai, juin, juillet 2018	236,16
			Total	**236,16**
CARRIER, RAYMOND	08-06-18	LIBRAIRIE MONET INC	Achat de jeux et livres pour les participants du club de lecture à la bibliothèque NDG	227,83
	08-24-18	BRUNO ANDRUS	Conférence dans le cadre des journées de la culture "L'histoire des métiers d'art au Québec" à la bibliothè	350,00
	08-24-18	SOCIETE CANADIENNE DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET EDITEURS DE MUSIQUE (SOCAN)	Droits de diffusion- Concerts de Musique Populaire	394,72
	08-24-18	FIDUCIE TESTAMENTAIRE DENIS JUNEAU	Exposition "Encrées dans l'histoire" du 14 juillet au 16 septembre à la Maison de la culture CDN	356,96
	08-24-18	MICHEL LECLAIR	Exposition "Encrées dans l'histoire" du 14 juillet au 16 septembre à la Maison de la culture CDN	340,00
	08-24-18	YVON COZIC	Exposition "Encrées dans l'histoire" du 14 juillet au 16 septembre à la Maison de la culture CDN	356,96
	08-24-18	MARTHE GONNEVILLE	Exposition "Encrées dans l'histoire" du 14 juillet au 16 septembre à la Maison de la culture CDN	340,00
	08-24-18	THIBAULT, YANICK	Achats pour Piano publics	71,01
			Total	**2437,48**
CHAMBEROT, ROBERT	08-24-18	GIROUX, ELISABETH	Articles de bricolage	104,38
	08-24-18	GIROUX, ELISABETH	Achats divers pour la bibliothèque	11,91
	08-09-18	COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL	Transport taxi	10,09
	08-27-18	GIROUX, ELISABETH	Articles de bricolage	70,89
	08-10-18	CLUB TECHNO CULTURE	Autocollants vinyle à Bibliothèque CDN	393,70
	08-09-18	DUVAL, PEARL	Remboursement activité club de lecture	78,57
	08-21-18	RATEAUD, VERONIQUE	Remboursement signalisation secteur jeune (SL)	19,04
			Total	**688,58**
GAUDREAULT, SONIA	08-09-18	CARRIER, RAYMOND	Kilométrage juillet 2018	147,26
			Total	**147,26**
GAUTHIER, STEPHANE	07-31-18	SYLVAIN A. TROTTIER	Animation pour la soirée des ados: bibliothèque Interculturelle	524,94
	08-10-18	PROVENCHER, CLAUDIE	Cadeau club de lecture	20,00
	08-10-18	PROVENCHER, CLAUDIE	Activité cinema et atelier scientifique	26,59
	08-10-18	PROVENCHER, CLAUDIE	Matériel fête de clôture du club de lecture BIC	158,01
			Total	**729,54**
HOOPER, CHANTAL	08-15-18	SANTINEL INC.	Cours de secourisme	114,44
			Total	**114,44**
LEGER, APRIL	07-31-18	LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	Copies de clés	15,87
	08-24-18	AUTOBUS TRANSCO (1988) INC.	Transport Centre sportif CDN/Parc JFPerrault	178,48
			Total	**194,35**
LIMPERIS, MARIO	08-24-18	LES INSTALLATIONS SPORTIVES AGORA INC.	Autocollants + Transport	178,48
	08-01-18	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Accroche-porte 4 x 14 4/0	839,90
	07-31-18	SERRURERIE M. GREENE LOCKSMITH INC.	Changement combinaison serrure - Appel de service	152,23
			Total	**1170,61**

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
OUELLET, MARIE-CLAUDE	08-16-18	COFFRES-FORTS C.B. 2000 INC.	Entretien et vérification du coffre-fort	61,94
	08-16-18	CHARLES, CHRISTOPHER	Carte Opus - Août 2018	85,00
	08-09-18	BOO! DESIGN INC.	Semaine italienne 2018 - Panneau, affiches, cartons et transport	745,40
	08-09-18	AUTOBUS TRANSCO (1988) INC.	Transport- Centre sportif CDN - Parc Willibrod, Verdun	178,48
	08-09-18	CREATIONS JEAN-CLAUDE TREMBLAY INC.	Service d'animation mascotte Jazz - Patinoire BBB	251,97
	08-09-18	LOCATION CELEFETE INC.	Semaine italienne - Location tables et chaises	557,91
	08-07-18	HILL PAQUIN, MICHAEL	Carte Opus - Août 2018	85,00
	08-06-18	LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	Kilométrage juin 2018	79,75
	08-06-18	LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	Kilométrage juillet 2018	58,06
	08-06-18	LIVERNOCHE, STEPHANE	Carte Opus - Août 2018	68,00
			Total	**2171,51**
PLANTE, STÉPHANE	07-31-18	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Cartes d'affaires	19,72
	08-22-18	BOUTIN, PIERRE	Dépenses de fonction de Pierre Boutin, directeur des travaux publics de CDN-NDG.	487,59
	08-15-18	MC CANN, SYLVIE	Frais de renouvellement	38,75
	08-10-18	GAUDREAULT, SONIA	Inscription formation	271,08
	07-30-18	BRUNET, LOUIS	Entretien du mobilier sur le chemin de la CDN	226,42
	07-30-18	BRUNET, LOUIS	Divers achats pour ouverture de la Placette	194,56
			Total	**1238,12**
TROTTIER, PASCAL	08-09-18	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Accroches-porte bilingue -Avis d'ébullition	670,45
	08-09-18	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Accroches-porte bilingue -Fin d'avis d'ébullition	402,27
			Total	**1072,72**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois d'août 2018

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de	Montant de l'engagement	Description
ANGELY, MARION	1292467	08-17-18	BIRON GROUPE SANTE INC.		157,48	Médecin
	1287884	08-14-18	LES EXPERTISES JACQUES DESNOYERS INC.		3149,62	Médecin
BAUDIN, CYRIL	1292758	08-17-18	HERCULES SLR INC.		300,90	Équipement contre les chutes
	1272591	08-27-18	RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.		2671,91	Service - Enfouissement
BEAUCHEMIN, SONIA	1270695	08-01-18	LES MORDUS DE LA LANGUE INC.		356,96	Service - Rédaction, révision
	1291589	08-10-18	MONTREAL STENCIL INC		57,04	Accessoires et équipement de bureau
	1257650	08-09-18	PUBLICATION 9417		1196,86	Service - Postal, messagerie
	1269045	08-09-18	TABASKO COMMUNICATIONS INC.		167,98	Service - Infographie, graphisme
BEDARD, LUCIE	1290253	08-01-18	ALERTE COURRIER P.M.E.		21,38	Service - Postal, messagerie
	1290256	08-01-18	ALEXANDRA O'BRIEN-LAFONTAINE		3510,00	Conseiller en protection du patrimoine
	1293173	08-21-18	CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.		194,50	Service - Traiteur
	1293169	08-21-18	LINDA KEMERER		1875,00	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1255414	08-06-18	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.		682,42	Service - Téléphonie cellulaire
BOUTIN, PIERRE	1293083	08-21-18	ENTREPRISE T.R.A. (2011) INC.		3989,52	Entrepreneur en routes et canalisation
	1253221	08-09-18	ENTRETIEN MANA INC.		4976,70	Service - Entretien d'immeuble
	1293810	08-24-18	GROUPE SANYVAN INC.		22693,04	Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites
	1273434	08-24-18	INGETEC, EXPERTS-CONSEILS EN BATIMENT INC.		11023,70	Ingénieur civil - Structure de bâtiment
	1248202	08-29-18	LAFARGE CANADA INC	1195735	2202,63	Agrégat en vrac
	1291269	08-08-18	MANOREX INC.		22735,04	Entrepreneur en routes et canalisation
	1291481	08-09-18	PAVAGES METROPOLITAIN INC.		17175,95	Entrepreneur en routes et canalisation
	1267712	08-27-18	PEPINIERE A. MUCCI INC.	1283714	9921,32	Fournitures horticoles
	1290272	08-01-18	VIA PREVENTION		839,90	Service - Formation en développement organisationnel et technique
CARRIER, RAYMOND	1291641	08-10-18	AMPLE MAN DANSE		4875,00	Service - Artiste de la scène
	1291663	08-10-18	AUVITEC LTEE		157,48	Location - Équipement de scène
	1291653	08-10-18	BOUTY INC		353,40	Chaise et fauteuil ergonomique
	1293986	08-27-18	C.P.U. DESIGN INC.		167,14	Ordinateur et accessoire
	1293870	08-24-18	G & L THIVIERGE INC		1967,20	Entrepreneur en bâtiments de tout genre
	1282812	08-23-18	JOSEE BROUILLARD		316,27	Service - Artiste visuel
	1255988	08-23-18	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.		419,95	Service - Impression
	1291646	08-10-18	SOLOTECH INC		514,44	Équipement de scène
	1274302	08-06-18	TRANSPORT & ACCORD		1259,85	Service - Artiste musical
	1291680	08-15-18	ULINE CANADA CORP		2725,42	Classeur, étagère et armoire de rangement
CHAMBEROT, ROBERT	1291075	08-07-18	MONTREAL STENCIL INC		60,33	Article, accessoire et équipement de bureau
COTE PILON, MARJORIE	1289743	08-06-18	ADDISON ELECTRONIQUE MONTREAL		9,70	Service - Transport de colis (Frais de transport)
GAUDREAULT, GUYLAINE	1285692	08-22-18	CONSULTATION TK		2283,84	Conseiller en relation de travail
	1293178	08-21-18	GROUPE SECURITE C.L.B. INC.		779,01	Service - Agence de sécurité, gardiennage
	1291893	08-13-18	MACONNERIE RICHARD TREMBLAY INC.		4776,93	Entrepreneur en bâtiments de tout genre
	1293361	08-22-18	NOVEM DISTRIBUTION INC	1180264	17716,64	Produits-aménagement extérieur
	1255357	08-13-18	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.		1853,03	Service - Téléphonie cellulaire
	1293368	08-22-18	SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL		860,90	Logiciel et progiciel
	1293375	08-23-18	STEPH OUTILLAGE 2010 INC.		3452,82	Produit de cadenassage
GAUDREAULT, SONIA	1288617	08-20-18	8084491 CANADA INC.		8814,75	Entrepreneur en petits bâtiments
	1245732	08-17-18	ATCO STRUCTURES ET LOGISTICS LTD		2559,95	Location - Véhicule utilitaire
	1290891	08-06-18	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE		1601,06	Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel
	1290892	08-06-18	LABRADOR SOURCE		406,00	Breuvage et nourriture
	1273432	08-17-18	LOISIRS SPORTIFS COTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRACE		6520,37	Service - Agence de sécurité, gardiennage
	1267684	08-06-18	UBA INC.		5100,29	Traitement de l'eau

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de	Montant de l'engagement	Description
GAUTHIER, STEPHANE	1290304	08-01-18	SIMPLEVU INC.		167,98	Réparation/Entretien - Appareil de communication
HOOPER, CHANTAL	1290834	08-06-18	ACKLANDS - GRAINGER INC.		151,87	Outils manuels
	1292117	08-14-18			32,76	Matériel de fixation, clou, vis
		08-14-18			20,22	Équipement contre les chutes
		08-14-18			55,15	Équipement de protection
	1294440	08-29-18			130,55	Fournitures d'expédition et étiquette
		08-29-18			249,87	Bottes, souliers et couvres-chaussure
		08-29-18			258,46	Réservoir et contenant de stockage
	1291264	08-08-18	CEGEP DE SAINT-LAURENT		8449,66	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1292081	08-14-18	CHAUSSURES BELMONT INC		325,41	Bottes, souliers et couvres-chaussure
	1292097	08-14-18	CORPORATE EXPRESS CANADA INC. (STAPLES AVANTAGE)		191,65	Gants
	1288509	08-10-18	DENDROTIK INC.		495,54	Appareil scientifique
	1291829	08-16-18	DISTRIBUTIONS LIMOTRIQUE INC.		132,28	Accessoires et pièces de remplacement pour machinerie et équipement industriel
		08-13-18			640,43	Outils manuels
	1292978	08-20-18	DISTRIBUTION SPORTS LOISIRS G.P. INC.		162,21	Équipement et fourniture pour terrain de jeux
	1292118	08-14-18	ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.		151,18	Bottes, souliers et couvres-chaussure
	1292095	08-14-18	EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.		2317,16	Peinture - résidentielle et industrielle
	1244634	08-08-18	GESTION NOVAFOR INC.		52,45	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
	1290802	08-06-18			1185,43	Équipement de protection
	1291729	08-10-18			797,88	Vêtements de travail
		08-10-18			41,99	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
	1292083	08-14-18			366,70	Équipement contre les chutes
		08-14-18			1308,10	Vêtements de travail
	1292101	08-14-18			248,44	Équipement contre les chutes
	1292125	08-14-18			72,43	Outils manuels
	1292208	08-15-18			27,40	Outils manuels
		08-15-18			44,87	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
		08-15-18			174,49	Équipement contre les chutes
	1292859	08-20-18			63,83	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
	1292964	08-20-18			101,94	Accessoires vestimentaires
		08-20-18			15,08	Vêtements de travail
		08-20-18			12,82	Équipement contre les chutes
	1292974	08-20-18			953,43	Équipement contre les chutes
		08-20-18			26,04	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
	1293299	08-22-18			535,27	Équipement contre les chutes
	1290811	08-06-18	HERCULES SLR INC.		1107,48	Équipement contre les chutes
	1294415	08-29-18	J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.		20,26	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
	1286869	08-10-18	LABRADOR SOURCE		915,49	Eau potable - Mesure d'urgence
	1288416	08-10-18	LE BOTTIER DU CINQ ENR.		141,68	Bottes, souliers et couvres-chaussure
	1291719	08-27-18	LES ENTREPRISES PREPA LTEE		718,83	Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux
	1290813	08-06-18	MAGASIN JASMIN INC.		107,07	Outils manuels
	1290839	08-27-18	MULTI-PRESSIONS L.C. INC.		185,39	Outils manuels
		08-06-18			20,12	Tuyauterie et raccord
	1291822	08-13-18	ONOMAT CANADA INC.		4897,67	Support, renfort et équerre
	1248237	08-30-18	PEPINIERE A. MUCCI INC.	1283714	5952,79	Fournitures horticoles
	1291155	08-07-18		1283714	2234,14	Fournitures horticoles
	1291722	08-10-18	PRODUITS SANY	1048199	73,58	Produits d'entretien ménager
		08-10-18		1048199	347,30	Produits de papier, papier hygiénique
	1294398	08-29-18		1048199	184,96	Produits d'entretien ménager
	1292965	08-20-18	QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.		128,42	Tuyauterie et raccord
	1292105	08-14-18	RUIGROK FLOWERBULBS		1510,77	Fournitures horticoles
	1290285	08-01-18	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.		603,99	Accessoires et pièces de remplacement pour machinerie et équipement industriel
	1288517	08-06-18	SECURITE LANDRY INC		677,14	Bottes, souliers et couvres-chaussure

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de	Montant de l'engagement	Description
HOOPER, CHANTAL	1290303	08-01-18	TENAQUIP LIMITED		35,82	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
	1292079	08-14-18			211,51	Équipement contre les incendies
	1292122	08-14-18			70,43	Attache-câble
	1291819	08-13-18	U. CAYOUETTE INC.		142,62	Poubelle et conteneur
		08-13-18			77,69	Matériel de fixation, clou, vis
		08-13-18			1133,74	Ciment, mélange à béton ensaché
		08-13-18			94,24	Calfeutrage, scellant, mastic et bouche-pore
	1293303	08-22-18			92,33	Accessoires et fournitures de décoration
LEGER, APRIL	1293891	08-24-18	9193-5718 QUEBEC INC.		771,66	Réparation/Entretien - Accessoire et fourniture de décoration
	1293504	08-23-18	DMS DIVISION DE C.I.T.I.		1304,99	Accessoires et fournitures de décoration
	1293500	08-23-18	GERARD WIBAULT		262,46	Service - Installation, gestion, entretien
	1293506	08-23-18	LE GROUPE SPORTS INTER PLUS INC.		1721,69	Mobilier pour espace public et jardin
	1293502	08-23-18	SYSTEMES D'ACCROCHAGES A S		391,33	Attache-câble
LIMPERIS, MARIO	1290621	08-02-18	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.		1295,55	Équipement pour piscine et jeu d'eau
	1290624	08-02-18			1732,29	Service - Nettoyage place publique
	1290153	08-23-18	CORBEIL ELECTRIQUE INC.		5,24	Électroménager
	1290269	08-01-18	GLOBAL INDUSTRIAL CANADA INC		3156,47	Matériel pour communication graphique
	1290264	08-01-18	PRODUITS SANY		106,56	Produits d'entretien ménager
OUELLET, MARIE-CLAUDE	1291689	08-10-18	AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.		1023,35	Accessoires de sport
	1291694	08-10-18	CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA COTE-DES-NEIGES		5204,86	Location - Salle
	1291695	08-10-18	COMITE JEUNESSE DE NOTRE-DAME-DE-GRACE		1584,54	Breuvage et nourriture
	1290556	08-02-18	GESTION PARA-MEDICAL INC.	1239899	178,48	Fournitures et matériel médical
	1291693	08-10-18	PASTA BAR		2283,48	Breuvage et nourriture
	1289347	08-07-18	PRODUITS SANY	1048199	49,19	Sac à ordures et recyclage
		08-07-18		1048199	342,01	Produits de papier, papier hygiénique
		08-07-18		1048199	97,79	Produits d'entretien ménager
		08-07-18		1048199	67,11	Distributeur de produit nettoyant
		08-07-18		1048199	44,01	Produits d'hygiène corporelle
		08-07-18		1048199	15,35	Équipement d'entretien manuel
PLANTE, STÉPHANE	1280851	08-14-18	BOO! DESIGN INC.		278,22	Service - Impression
	1291364	08-08-18	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTE MCGILL		5000,00	Équipement de sport
	1268261	08-22-18	CONSTRUCTION ENCORE LTEE		1342,66	Entrepreneur en électricité
	1288355	08-15-18	C.P.U. DESIGN INC.		146,27	Ordinateur et accessoire
	1264300	08-14-18	DISTRIBUTIONS LG INC.	1152445	278,22	Service - Distribution
	1248222	08-02-18	GROUPE AKIFER INC.	1197934	1966,41	Service - Analyse et essai en laboratoire
	1284318	08-23-18	IMPRIME-EMPLOI		2906,30	Service - Impression
	1293324	08-22-18	INFOGRAFILM		1048,83	Service - Impression
	1290312	08-01-18	LES JARDINS MICHEL CORBEIL INC.		3629,52	Végétaux
	1251390	08-14-18	MORNEAU SHEPELL LTD.		10000,00	Conseiller, programme d'aide aux employés
	1286900	08-08-18	PAYSAGEMENT BELLE ROCAILLE		1049,88	Entrepreneur en installations spéciales ou préfabriquées
	1255063	08-22-18	TABASKO COMMUNICATIONS INC.		5249,37	Service - Infographie, graphisme
	1266507	08-21-18			68,24	Service - Infographie, graphisme
	1270324	08-21-18			503,94	Service - Infographie, graphisme
	1270652	08-21-18			2616,29	Service - Infographie, graphisme
REEVES, GENEVIEVE	1290969	08-06-18	COMCOMTECH INC.		871,92	Service - Rédaction, révision
	1290630	08-02-18	LE DEVOIR INC.		8399,00	Service - Placement média d'avis public
STINGACIU, IRINEL-MARIA	1293927	08-24-18	BIBLIO RPL LTEE		171,13	Reliure, porte-document
	1293955	08-27-18	BRAULT & BOUTHILLIER LTEE		229,87	Matériel artistique
	1293928	08-24-18	ULINE CANADA CORP		319,41	Fournitures de classement et de rangement
TROTTIER, PASCAL	1290876	08-06-18	BOUTY INC		388,71	Chaise et fauteuil ergonomique
	1293541	08-23-18	COMPUGEN INC.		112,34	Ordinateur et accessoire
					289312,99	

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
AOUT 2018

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	NOM	À COMPTER DU	AUTRES
06,0	Déplacement d'un fonctionnaire	1	DSAG	Régisseur		28 juillet 2018	Promotion
07,0	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	19	DSAG	Agent de communication		11 aout 2018	Promotion
			DSAG	Agent de communication		11 aout 2018	Promotion
			DSAG	Opératrice d'appareil motorisé		28 juillet 2018	Titularisation
			DSAG	Analyste de dossiers		4 aout 2018	Promotion
			DSAG	Aide-Bibliothecaire		7 juillet 2018	Promotion
			DSAG	Agent principale de comm. Sociales		16 juin 2018	Promotion
			DSAG	Etudiant col blanc		21 juillet 2018	Changement d'accréditation syndicale
			DSAG	Préposé aux travaux		23 juin 2018	Titularisation
			DSAG	Agent bureau principal		8 septembre 2018	Promotion
			DSAG	Bilbliothecaire		30 juin 2018	Déplacement
			DSAG	Bilbliothecaire		11 aout 2018	Déplacement
			DSAG	Maxim'eau -GT08		28 juillet 2018	Titularisation
			DSAG	Maxim'eau - en charge GT3		31 mars 2018	Assignation col bleu
			DSAG	Etudiant col blanc		4 aout 2018	Changement d'accréditation syndicale
			DSAG	Parrainage professionnel		15 septembre 2018	Embauche
			DSAG	Parrainage professionnel		15 septembre 2018	Embauche
			DSAG	Agent comm sociales		4 aout 2018	Déplacement

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
AOUT 2018

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	NOM	À COMPTER DU	AUTRES
			DSAG	Etudiant col bleu		21 juilet 2018	Embauche
			DSAG	Etudiant col blanc		28 juillet 2018	Changement d'accréditation syndicale
08,0	Le congédiement d'un fonctionnaire qui est un salarié représenté par une association accréditée au sens du Code du travail	1	DSAG	C/M d'arrondissement		4 aout 2018	Cessation
09,0	Résilation d'un contrat,mise en dispo, mise à pied d'un fonctionnaire par une association accréditée	9	DSAG	Etudiant col bleu		20 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiant col bleu		21 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiant col blanc		25 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiant col blanc		1 septembre 2018	Cessation
			DSAG	Etudiant cols bleu		10 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiant cols bleu		10 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiant cols bleu		6 aout 2018	Cessation
			DSAG	Etudiant col bleu		15 septembre 2018	Cessation
			DSAG	Etudiant col blanc		15 septembre 2018	Cessation
0,11	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travil d'un fonctionnaire en regard des dispositions de conventions collectives	2	DSAG	Préposé à l'entretien		30 septembre 2017	Remettre un avis disciplinaire
			DSAG	Préposé à l'entretien		22 fevrier 2018	Remettre un avis disciplinaire
12,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire	2	DSAG	Agent de bureau		8 septembre 2018	Interruption d'affectation
			DSAG	Préposé à l'information cadre bati		15 septembre 2018	Interruption d'affectation
			DSAG	Agent principale comm. Soc	no 63903		Autoriser l'abolition du poste temporaire

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
AOUT 2018

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	NOM	À COMPTER DU	AUTRES
13,0	L'abolition, le transfert ou la modification d'un poste	3	DSAG				Autoriser modifications structure de l'arrondissement dès la signature dossier décisionnel et prolongation ou abolition des postes temporaires cadre budget 2019
			DSAG				Autoriser à la signature dossier l'abolition du poste 46940 agent comm sociales et création d'un psote permanent chargé communication

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois d'août 2018)

Carte de crédit au nom de : Serv. administratif CDN NDG Limite : 20 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	01-08-2018	Staples.ca	Achat d'un support à écrans		146,73 $
2	07-08-2018	Gazette	Frais d'abonnement mensuel (DA)		31,49 $
3	08-08-2018	Postes Canada	Envois postaux	Soirée de reconnaissance des retraités 2015 à 2018	52,05 $
4	10-08-2018	Staples.ca	Achat de produits sanitaires pour le BAM		56,84 $
5	21-08-2018	123 RF	Achat d'images pour l'affiche de l'arboretum du parc NDG	Parc NDG	230,14 $
6	26-08-2018	Adobe Creative Cloud	Frais annuels pour des licences	Fab Lab	5 330,17 $
7	28-08-2018	Journal de Montréal	Frais d'abonnement mensuel (Bureau des Élus)		14,64 $
8	31-08-2018	Les Presses de l'Université de Laval	Achat d'un livre		44,10 $
9	08-2018	Facebook	Publications Facebook		392,31 $
					6 298,47 $

Carte de crédit au nom de : Direction CSLDS CDN Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	01-08-2018	Udemy online courses	Formations en ligne	Fab Lab - Bibliothèque Benny	260,10 $
2	01-08-2018	Paypal *Atom	Commande de pièces pour imprimante 3D	Fab Lab - Bibliothèque Benny	628,69 $
					888,79 $

Carte de crédit au nom de : Direction travaux publics Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	08-2018	Registre foncier du Québec	Consultation		15,00 $
					15,00 $

Carte de crédit au nom de : Steve Desjardins Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	08-2018	Registre foncier du Québec	Consultation		6,00 $
					6,00 $

7 208,26 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 65.01

2018/10/09
19:00

Dossier # : 1183571017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion demandant le renouvellement de l'entente entre l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et Ville Mont-Royal permettant aux résidents de Glenmount d'utiliser les services de loisirs, de sports et bibliothèque de Ville Mont-Royal.

ATTENDU QUE Glenmount est un secteur résidentiel triangulaire d'environ 30 hectares se situant dans la partie nord-est de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (« CDN-NDG ») frontalier avec Ville Mont-Royal (« VMR ») où habitent plus de 1 800 résidents montréalais;
ATTENDU QUE le secteur Glenmount est un territoire enclavé par VMR au nord, à l'est et à l'ouest ainsi que de la rue Jean-Talon et la voie ferrée du CP, au sud, qui est une barrière physique dangereusement franchissable pour les enfants;

ATTENDU QUE depuis sa création, les résidents de Glenmount ont par affinité et nécessité participé à la même vie sociale, communautaire et scolaire de VMR;

ATTENDU QU'à la suite de la création de la nouvelle ville de Montréal, Glenmount a été intégré dans l'arrondissement de Mont-Royal et que depuis la défusion de VMR, Glenmount a été réintégré dans le territoire de CDN-NDG;

ATTENDU QU'à la suite de la défusion de VMR en 2006, une entente est intervenue entre CDN-NDG et VMR permettant aux résidents de Glenmount d'utiliser les services de loisirs, de sports et bibliothèque de VMR;

ATTENDU QUE depuis 2006, ladite entente a été renouvelée à plusieurs reprises par le conseil d'arrondissement de CDN-NDG et VMR;

ATTENDU QUE les résidents de Glenmount, en raison de leur situation géographique, ont toujours fait partie intégrante de la communauté et des activités de VMR;

ATTENDU QUE Glenmount est une enclave montréalaise unique où l'histoire et la géographie particulière favorisent une certaine appartenance à VMR et à sa vie de quartier;

ATTENDU QU'avec l'adoption de la résolution CA18 170023, le conseil d'arrondissement de CDN-NDG a déjà reconnu la situation unique de Glenmount;

ATTENDU QU'en raison de sa géographie, sa localité et son enclavement, le non renouvellement de l'entente aura un impact direct sur le développement durable, le transport actif et la qualité de vie des résidents, familles et enfants du secteur Glenmount;

ATTENDU QUE l'entente actuelle permettant aux résidents de Glenmount d'utiliser les services de loisirs, de sports et bibliothèque de VMR vient à échéance le 31 décembre prochain;

ATTENDU QUE l'Association Communautaire de Glenmount a manifesté l'intérêt de ses membres de renouveler l'entente entre CDN-NDG et VMR.

Il est proposé par M. Lionel Perez, conseiller du district de Darlington et appuyé par M. Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon :

Que le conseil d'arrondissement affirme sa volonté de renouveler l'entente entre CDN–NDG et VMR permettant aux résidents de Glenmount d'utiliser les services de loisirs, de sports et bibliothèque de VMR;

Que le conseil d'arrondissement mandate le directeur d'arrondissement de négocier le renouvellement de ladite entente afin que le conseil d'arrondissement puisse autoriser le renouvellement de l'entente avant la fin de l'année courante.

Signé par Pierre P BOUTIN **Le** 2018-08-27 13:48

Signataire : Pierre P BOUTIN

_____

Directeur
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183571017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion demandant le renouvellement de l'entente entre l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et Ville Mont-Royal permettant aux résidents de Glenmount d'utiliser les services de loisirs, de sports et bibliothèque de Ville Mont-Royal.

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Cette motion a été préparée à la demande de M. Lionel Perez, conseiller du district de Darlington, et appuyée par M. Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-08-27

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538